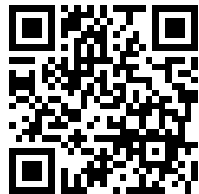

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 477992



DC
611
S325
A35

BULLETIN
DE
LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES
DE
LA SAINTONGE ET DE L'AUNIS

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

BUREAU

Président : Le baron AMÉDÉE OUDET, rue des Ballets, 27, à Saintes.
Vice-Présidents : MAURICE BURES, docteur en droit, avocat à Saintes, rue Cuvillier.
CH. DANGIBEAUD, 44, rue des Ballets, Saintes.
Secrétaire : M. FERNAND BREJON, avocat, rue Saint-Maur, à Saintes.
Trésorier : BERTHELOT, ancien notaire, rue de l'Aire, 17, à Saintes.
Trésoriers-Adjoints : M. COUSIN, directeur de l'Agence du Crédit Lyonnais, à Saintes
M. FOURNIOUX, rue Saint-Eutrope, 36, Saintes.

COMITÉ DE PUBLICATION

MM. GABRIEL AUDIAT, professeur à Paris, rue de Vaugirard, 240.
GEORGES MUSSET  archiviste paléographe, avocat, bibliothécaire de la ville, rue Gargoulleau, 32, à La Rochelle.
Dr CHARLES VIGEN, aux Galards, près Montlieu.
DE VAUX DE FOLETIER, archiviste du département La Rochelle.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. FERDINAND BABINOT, avocat, suppléant au juge de paix, rue Saint-Vivien, à Saintes.
ANATOLE LAVERNY, au château du Coudret, près Saintes.
ABEL MESTREAU, rue du Port des Frères, 24, à Saintes.
Le siège de la Société des *Archives* est à Saintes, rue Saint-Michel, 15.

La société publie tous les trois mois un *Bulletin*, *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

Le prix de l'abonnement annuel à la *Revue-Bulletin* est de 13 francs : 14 fr. pour l'étranger ; un numéro, 3 fr. 50.

RÈGLEMENT. — ARTICLE II. La société se compose : 1° de membres fondateurs qui versent, une fois pour toutes, une somme de 500 francs ; 2° de membres qui paient une cotisation annuelle de 13 francs ; 3° de membres perpétuels qui rachètent leur cotisation moyennant une somme de 250 francs...

BULLETIN

Revue

DE

SAINTONGE & D'AUNIS

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

DES ARCHIVES HISTORIQUES

PARAISANT TOUS LES TROIS MOIS

XXXVIII



SAINTES

LIBRAIRIE DELAUAUD

5, COURS NATIONAL

1920

Bates
Nijhoff
7-17-26
13492

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE JUILLET 1918

AVIS ET NOUVELLES : Réunion du Bureau, budget, distribution du volume d'*Archives*; rapport sur l'achat de la maison Henri IV à Saintes; M^{re} Eyssautier; diplôme d'honneur.

NOTES D'ÉTAT CIVIL : DÉCÈS : M^{re} Perrier des Brousses, M. Bisseuil, M^{re} Chapal.

MARIAGES : Rheims-Moreh; Oudet-Hériard-Dubreuil.

VARIÉTÉS : *Navrante histoire d'un Saintais à l'étranger*, par M. Ch. Dangibeaud; *François d'Espinay-Saint-Luc et le complot ligueur à Brouage*, par M. le docteur Sottas (suite); *Introduction à l'histoire des évêques de Saintes* (suite), par M. J. Depoin; *Les Vanderquand*, par M. Guérin.

DOCUMENTS : *Minutes de Notaires, notes de lecture*, par M. Ch. Dangibeaud (Le-Lo).

QUESTION : Plans de Lacurie.

AVIS ET NOUVELLES

Le Bureau s'est réuni le 30 juin au siège de la Société. Après examen de la situation que les événements font à la marche des affaires, et des ressources de la Société, il décide d'imprimer le tome XLVI des *Archives*, afférent à 1915, si on peut se procurer le papier nécessaire.

M. Maurice Martineau est nommé membre du comité d'administration, en remplacement de M. Guillet, décédé.

BUDGET 1917

RECETTES :

En caisse au 1 ^{er} janvier 1917	3503
Cotisations	1972.60
Vente de livraisons	14.50
Remboursement d'impression	150
Intérêts des fonds placés	546
Total.	6186.10

Revue, tome XXXVIII, 1^{re} livraison, juillet 1918.

DÉPENSES :

Impression de la Revue	1045.60	
Employé	37.50	
Assurance	21	
Loyer	200	
Correspondance.	81.75	
Divers	35	
	<u>1420.85</u>	1420.85
En caisse le 31 décembre 1917.		<u>4765.25</u>
Prix du volume d' <i>Archives</i> , payé depuis que le compte ci-dessus a été arrêté, soit.		1593.20
Reste.		<u>3172.05</u>

Le tome XLV des *Archives* afférent à 1914 est distribué. Ceux de nos confrères qui ne l'auraient pas reçu sont priés de le réclamer.

Rapport de M. Soussaintjean fait au nom de la Commission des finances au conseil municipal de Saintes, concernant l'achat de l'immeuble Bellot, dit du « Présidial » :

Messieurs,

Votre Commission des finances, réunie le 22 juin à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de M. Babinot, 1^{er} adjoint, et à laquelle assistaient : MM. Raekelboom, Hyan, Corbineau, Soussaintjean — ce dernier désigné comme rapporteur, — avait à examiner la proposition faite à la Ville par la Société des Monuments Saintongeais concernant l'achat de l'immeuble Bellot, dit du « Présidial », situé à Saintes, rue Victor-Hugo.

A la suite d'une visite faite à la maison du Présidial, à Saintes, par M. Bert de Turique, inspecteur général des monuments historiques, M. Genet, sénateur-maire de Saintes, adressait à la date du 23 avril 1917, à l'administration des Beaux-Arts, une proposition relative à l'acquisition par la Ville de cet immeuble. Pour cela, il sollicitait une large subvention des Beaux-Arts et offrait comme contribution de la ville une somme de 6.000 fr., dont 3.000 fr. payés dans les six mois de la signature de l'acte et les 3.000 restant par à-compte annuel de 1.000 fr., et le premier paiement un an après la fin de la guerre ; le tout sans intérêt.

C'était un gros sacrifice pour la ville, en raison de sa situation

budgétaire ; le Conseil municipal, cependant, était décidé à accepter cette proposition. La promesse de vente était fixée à 22.000 fr. ; il restait donc à parfaire 16.000 fr.

Le 10 juillet 1917, répondant à M. le Maire de Saintes, M. le Ministre des Beaux-Arts l'informait que la Commission des Monuments Historiques estimait que la sauvegarde de cet immeuble était désirable et que l'opération profiterait surtout à la ville de Saintes ; il offrait de contribuer à l'achat du Présidial pour 10.500 fr. ; que cette somme dépassait de beaucoup la proportion des subventions allouées en pareil cas sur le budget des Monuments Historiques ; que tous autres frais, actes, réparations, aménagements, resteraient à la charge de la Ville.

A la suite de cette communication, le Conseil municipal, toujours désireux de mener à bien cette affaire, la renvoya à sa Commission des finances pour rechercher les voies et moyens de faire face à ce supplément de dépense.

Après une visite de votre Commission sur les lieux et à laquelle assistaient M. le Maire et l'Architecte des Monuments Historiques, il lui a paru prudent de ne pas continuer les pourparlers si l'État ne devait pas contribuer pour une plus large part à cette acquisition, et elle chargea M. le Maire d'intervenir auprès du Ministre. Les résultats de cette démarche ne furent pas satisfaisants. La promesse de vente consentie par les propriétaires expirait le 13 décembre 1917, il fallut abandonner toute idée d'achat du Présidial par la Ville. C'est alors qu'une Société se forma en vue de réaliser l'achat de cette maison.

Le 15 mars 1918, M. le Ministre des Beaux-Arts rappelait à M. le Préfet sa lettre du 5 novembre 1917 restée sans réponse et relative à cette affaire. Il demandait si la ville de Saintes était décidée à acheter cet immeuble en vue de son classement à l'effet de l'aménager en musée et offrait une subvention de 10.500 fr. ; l'informait également qu'il avait été avisé par M. Naud, architecte des Monuments Historiques, qu'une Société était en voie de formation, par les soins de M. Léon Bouyer, président du Syndicat d'initiative de Saintes, en vue de réaliser, avec le concours de l'État, l'achat de la maison du Présidial, qu'elle rétrocéderait ensuite à la ville, moyennant le remboursement en cinq années de la somme qu'elle aurait déboursée ; mais que pour permettre à cette société d'obtenir la subvention de 10.500 fr. offerte par l'État, il était indispensable qu'une convention soit passée entre elle et la Ville.

Le 28 mars 1918, la Société formée des Monuments Historiques

Saintongeais adressait donc à M. le Maire de Saintes la proposition suivante :

« La Société des Monuments Saintongeais s'engage à acquérir l'hôtel dit du Présidial, à le dégager, à le restaurer et à le rétrocéder à la ville de Saintes, moyennant le paiement par cette dernière de la différence entre le prix d'acquisition et la subvention à recevoir par la Société des mains de l'État, soit 10.500 fr. »

La démolition des parties de l'immeuble dénués d'intérêt, ainsi que la restauration des parties classées resterait à la charge de la Société, qui y procéderait sous la surveillance exclusive des Beaux-Arts. La ville donnerait plus tard à l'immeuble restauré l'affectation qu'elle jugerait à propos et rembourserait la somme due en dix années sans intérêt.

M. Edmond Vinet, au nom de la Société des Monuments Saintongeais, a bien voulu fournir à votre Commission, dans sa réunion du 22 juin, les explications et les précisions nécessaires qui lui ont été demandées, et de cet entretien il est résulté que la Société prend l'engagement de démolir tous les bâtiments autres que le pavillon couvert en ardoises et placé au milieu de la propriété Bellot, d'opérer la restitution des ouvertures de la façade sud dans la partie dégagée, la remise en état des croisées, portes, ferrures, parquets, plafonds, peintures, vitreries, les murs intérieurs blanchis à la chaux, avec frises au pochoir.

Dans ces conditions, votre Commission estime qu'il y a tout intérêt à conserver pour la Ville cet immeuble, et que la proposition de la Société des Monuments Saintongeais, qui permet d'en devenir plus tard propriétaire, soit prise en considération et que, pour permettre à la Société d'obtenir la subvention offerte par l'État, il y a lieu d'autoriser M. le Maire à passer une convention nette et formelle avec la Société des Monuments Saintongeais. La Ville s'engagerait à racheter l'immeuble après restauration et dégagement, comme il est dit ci-dessus, moyennant le versement de la somme de 10.500 fr., plus les frais d'actes ; cette somme ne devra être dépassée pour aucune raison, le tout en douze annuités égales et sans intérêt, le premier versement aurait lieu un an après la cessation des hostilités.

Avec cette combinaison, la ville de Saintes, malgré ses maigres ressources, aurait le moyen d'acquérir un monument d'un réel intérêt historique sans nouvelle charge, en utilisant annuellement le crédit de 1.000 fr. inscrit au budget ordinaire pour ses Musées. Notre

Musée n'en souffrirait d'ailleurs pas, M. le Ministre des Beaux-Arts étant tout disposé à envoyer, à titre de dépôt, des toiles acquises aux Salons après la guerre.

Votre Commission des finances vous demande, Messieurs, d'approuver les conclusions de son rapport.

Les conclusions de ce rapport ont été adoptées par le Conseil municipal dans sa séance du samedi 6 juillet 1918.

Ainsi, après quatorze mois de calculs et de réflexions, voilà l'élégante solution à laquelle la ville de Saintes, qui possède plus de 800.000 fr. de revenus, se résout. Elle n'a pu trouver 1000 pauvres francs par an, pendant douze ans, sans supprimer le maigre crédit qu'elle allouait à ses deux musées !

Comme fiche de consolations M. le rapporteur nous offre les envois de l'État ! C'est d'une ironie un peu amère, ou d'une confiance aveugle.

Mgr Eyssautier est nommé évêque assistant au Siège pontifical (mai 1918).

Monsieur l'abbé Barbotin, curé d'Echilais, a fait dessiner par M. Fleury un diplôme d'honneur pour les blessés et les morts « *Au Champ d'Honneur* ». L'artiste a détaché sur la vive lumière d'un incendie la silhouette d'une statue de Christ dominant les ruines d'une église, derrière une façade romane qui est le rez-de-chaussée de l'église d'Echilais.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL

DÉCÈS

Le 12 avril 1918, est décédée à Saint-Savinien, chez son fils notre confrère M. Georges Perrier des Brousses, Mme Marie-Rosalie-Angèle Simon, dans sa 74^e année, fille de M. Théophile Simon, architecte, conducteur en chef des Ponts et Chaussées, décédé en juillet 1865, et de dame Emilie Baudelon La Motte, décédée en juillet 1855 ; tous les deux enfants d'officiers de marine.

Elle était veuve de M. Jean-Léon Perrier des Brousses, officier

supérieur du commissariat de la marine en retraite, décédé à Rochefort-sur-Mer le 9 février 1918 (Voir *Revue Aunis et Saintonge*, avril 1918).

Le 22 avril 1918, à 3 h. du soir, ont eu lieu, à Courcoury, les obsèques de Léon-Alexandre Bisseuil, né audit lieu le 21 août 1862, y décédé le 19 avril 1918, receveur particulier des finances à Bayonne. Il avait exercé précédemment la même fonction à Villeneuve-sur-Lot, et à Ruffec, et avait été d'abord percepteur des Contributions directes à Saint-Georges d'Oléron.

Il avait épousé à Courcoury, le 22 décembre 1887, Mlle Estella-Marie Barbraud, fille d'un propriétaire de cette commune, et il laisse de cette union trois enfants :

1° Jeanne-Marie-Madeleine-Ida Bisseuil, mariée à Bayonne le 27 décembre 1915 avec M. Charles-Victor Fauvel, percepteur des Contributions directes dans cette ville ;

2° Pierre Bisseuil, actuellement soldat au 14^e régiment d'artillerie à Tarbes ;

3° Marie-Madeleine-Suzanne.

Le défunt était neveu de M. Eugène-Aimé Bisseuil, ancien député de Saintes, ancien sénateur de la Charente-Inférieure, et cousin par alliance de notre confrère M. Edmond Guérin, juge au tribunal civil de l'arrondissement de Saintes.

Le 9 mai 1918, Mme Chapsal, née Sophie Pommier, veuve de M. Chapsal, ancien principal du collège de Saintes, est décédée à Saintes âgée de 91 ans.

Elle laisse deux enfants : M. Paul Chapsal, président de section au tribunal de la Seine, actuellement attaché au conseil de guerre de Paris, et M. Fernand Chapsal, directeur au ministère de l'agriculture.

MARIAGES

Le 2 juillet 1918, à La Rochelle, M. Rheims, André, capitaine au 31^e d'artillerie, a épousé Mlle Andréa Morch, fille de M. Christian Morch, président de la Chambre de commerce de La Rochelle.

Le 3 juillet 1918, à Bordeaux, M. François Oudet, capitaine d'artillerie, fils du baron Oudet, a épousé Mlle Marie Hériard-Dubreuil.

VARIÉTÉS

I

NAVRANTE HISTOIRE D'UN SAINTAIS A L'ÉTRANGER

Une maison de la Grande Rue, à Saintes, datant de 1733, attire les regards du passant flâneur ou touriste par sa double inscription :

SI QVIS AEGROTET HVC ACCEDAT DABIT EI DOMVS ISTA SALVTEM
SI MALI MILLE SINT SPECIES MILLE SALVTIS HIC SVNT

C'est une maison d'apothicaire. Mais ce qu'on ne voit pas et ce qu'elle a de plus remarquable et de plus rare, c'est que depuis tantôt deux siècles, si elle a changé de mains plusieurs fois, elle n'a pas changé de commerce. Elle a toujours été habitée par un pharmacien (1). Elle a dû être construite, au moins la façade, par Elie Angibaud, lequel était fils de Daniel, apothicaire lui-même, mort en 1693, qui y opérait probablement déjà (2), en tout cas habitant dans la Grand Rue bien avant 1733, protestant, même protestant militant, car il fut Ancien du Consistoire de Saintes en 1660-1665 (3),

(1) A Elie Angibaud succède peut-être Jean-François Métayer, lequel eut un fils Jean-André dit Beaujardin, pharmacien en 1790, qui céda à Saucon, celui-ci céda à N. Métayer, lequel céda à Pellisson, qui eut pour successeur M. Barraud, qui vendit à M. Béchade.

(2) Elie Angibaud se marie à Saint-Maur en 1693 et appartenait à la paroisse Saint-Pierre. C'est sur cette paroisse que naquirent ses enfants. Il ne mourut qu'en 1751 à 94 ans, à Beauchêne, paroisse de Chermignac, où il s'était retiré depuis sept ans. En 1742, il était encore marchand paroisse Saint-Michel (*Documents*, p. 464) en même temps qu'un autre Angibaud, même paroisse, qui ne peut être que son fils Charles. Ils ne devaient pas habiter la même maison. Il est donc possible que Elie ait occupé la maison en question et que Charles ait bâti la maison en face, datée de 1728, qui, de par l'inscription gravée sous un cadran solaire : HORAS ET PHARMACA PRAEBET, se présente comme une officine d'apothicaire. Cette maison (à M. Gaynant) est celle qui porte aussi deux inscriptions dont une relatant le congrès de Soissons (1729). Sur la paroisse voisine de Sainte-Colombe exerçait en 1716 un autre apothicaire, Jacques Lemaire.

(3) *Archives*, tome XI : *Un livre de raison*, p. 341. Ce Daniel est frère de Jean Angibaud, juge de la chàtellenie de Saint-Seurin d'Uzet (1643). En 1648 il est parrain de Daniel Robert. Il a existé un autre apothicaire du même nom, au même temps Jean Angibaud (1636) frère d'un Abraham et d'une Anne femme Durand.

ami d'un autre protestant, le médecin Thomas de Riollet, auteur d'un traité sur la Thériaque qu'il écrivit à la double instigation de Daniel et d'un autre apothicaire. Il dut se soumettre aux exigences de l'édit qui révoquait celui de Nantes, puisqu'il resta à Saintes. Là encore il n'y eut que les apparences sauvées : son fils Elie gardait en son for intérieur sa foi protestante et se livrait à la controverse religieuse en famille. Daniel, marié deux fois, eut huit enfants : Elie sus-nommé, deux filles, Marie et Suzanne, qui furent envoyées par ordre du roi aux Nouvelles catholiques de Pons (1), une fille qui se maria deux fois et que nous retrouverons à l'étranger, ainsi que quatre autres de ses frères et sœurs, y compris Charles établi apothicaire à Londres.

Elie épousa, en 1693, Jeanne Chadeau, sœur d'Isaac Chadeau de La Clocheterie, capitaine de vaisseau, protestante comme lui. Ils eurent entre autres enfants Elie, né à Saintes le 20 mars 1701, Charles né le 5 mars 1702 (2). Ce sont les trois personnes principales que nous avons besoin de connaître : l'une, Elie fils, comme auteur des lettres transcrites plus loin, Elie père et Charles comme correspondants de celui-ci et mêlés à ses affaires.

Quand Elie jeune eut atteint sa seizième année, son père l'envoya apprendre l'anglais à Dublin (1717-18) chez une de ses sœurs qui tenait une pension. Quel projet caressait-il ? a-t-il cédé à l'engouement qui se manifeste en France à cette époque en faveur des entreprises lointaines ? Peut-être. Ayant à l'étranger, à Londres, des coreligionnaires saintais, des parents directs, des amis, il a pu entrevoir pour son fils un avenir brillant, partageant l'effervescence financière et commerciale dont les entreprises de Law sont l'expression concrète. Nous sommes en plein *Système*, la Compagnie pour l'exploitation du Mississippi fait miroiter aux yeux des capitalistes des bénéfices par millions, la Compagnie des Indes orientales, celle de l'Afrique disparaissent absorbées par la nouvelle venue. On verra dans une lettre que des Saintais envoyaient leurs enfants en Angle-

(1) *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*, tome XI, p. 117.

(2) D'après la table faite par M. Brejon conservée à la mairie de Saintes.

Une Hélène Angibaud épousa le 10 août 1693 Jean Chadeau. Je ne connais pas les liens de parenté. Hélène doit être sœur d'Elie ?

Ce Charles Angibaud a soutenu le 5 septembre 1720, dans une salle du présidial, à Saintes, une thèse sur la composition de la thériaque. La *position*, conservée aujourd'hui aux Archives départementales série E, documents non inventoriés, est rédigée en latin, ce qui me porte à croire que Charles Angibaud pourrait être l'auteur des inscriptions de la maison de 1728.

terre, sauf à ne pas payer leur pension ou à la payer mal. Il est donc possible qu'Elie père, séduit lui aussi par les belles théories, ait lancé son fils aîné sur la voie périlleuse du commerce et dans ce but lui ait fait apprendre la langue sans laquelle celui-ci ne pouvait rien entreprendre. Malheureusement, il y a loin de la coupe aux lèvres, le chemin de la fortune est rempli d'obstacles et de précipices, les uns — les nombreux maladroits ou trop honnêtes — y font des chutes mortelles, les autres — petit groupe des habiles — les évitent et gagnent les sommets rêvés. Les aptitudes du jeune Elie ne furent pas à hauteur de ses ambitions ou des ambitions paternelles. Après une année ou deux passées en Angleterre, en élève studieux et soumis, il revint à Saintes, dans l'officine de son père. En 1723, il repartit à destination de Londres. Quel commerce entreprit-il ? En quelles conditions abordait-il les difficultés qui assaillent toujours un débutant ? Nous n'en savons rien. Nous savons seulement qu'il quitta Saintes en 1723 avec un « coffre » qui devint un embarras, et peu d'argent, si peu que parvenu à Dunkerque il était déjà sans le sou, obligé d'emprunter. Nous ne savons pas davantage quand ni avec qui il se maria, nous le trouvons à Copenhague avec femme et enfants dans une position qui sent déjà la détresse en 1729.

Que fait-il ? s'est-il établi comme apothicaire ? On a l'impression, en lisant les rares lettres qui nous ont été conservées de lui, d'un parfait honnête homme, mais dépourvu de tout génie commercial, très désireux de gagner de l'argent, d'autant qu'il en a grand besoin, mais ne sachant ni garder ni faire fructifier celui qu'il possède. C'est un spéculatif sans intelligence pratique des affaires : il aurait fait un excellent employé, il est un déplorable patron. Son idée fixe est de trouver des protecteurs ; il en cherche, il en demande partout. Au lieu de compter sur son travail pour réussir, sur ses propres facultés, il croit que les protections sont absolument nécessaires au succès, et que s'il ne réussit pas, c'est parce qu'il manque de protecteurs. Il avoue pourtant un jour qu'elles lui sont nuisibles. Ses parents l'ont cependant soutenu de leur mieux, lui envoyant marchandises et argent ; il mange tout, et un beau jour il se voit, à Copenhague, acculé à une situation des plus douloureuses, obligé d'abandonner sa femme infirme, ses deux enfants, et de chercher asile chez une tante, à Londres, peu fortunée d'ailleurs, ayant sur le dos une chemise que sa malheureuse femme lui a confectionnée, au moment du départ, dans un drap de lit que sa mère leur avait envoyé quelques jours avant. Sa femme, ses enfants sont tout aussi

nus que lui. Une lettre qui éclaire bien son tempérament, c'est celle dans laquelle il demande à son frère le procédé du blanchissement de la cire propre à fabriquer des bougies. Or, il est déjà en instance d'obtenir la fourniture à la cour de Danemark. Il a posé sa candidature avant même de savoir comment on donne à une bonne bougie la blancheur désirée. Il est obligé de s'en enquérir à Saintes. « Je suis au fait de tout, écrit-il, je ne le suis pas bien. » Et c'est par une protection qu'il espère la commande ! Il entrevoit une mine d'or !... mirage ! La commande lui fut sans doute refusée ou bien son entreprise lui coûta plus qu'elle ne lui rapporta. Ceci se passait en 1731, et en décembre 1733 il écrit une lettre navrante, dans laquelle il parle, au moins pour la seconde fois, à ses parents, de la tristesse de sa situation. Il a déjà abandonné sa famille. Il est à Londres en quête d'une « condition », mais aucune ne lui plaît, et il vit aux crochets d'une tante. Pendant dix ans nous ignorons tout de lui. Bref, en 1744 il trouve moyen de venir à Saintes — lui qui prétendait quelque temps auparavant que la France était fermée pour lui — et il en repart avec 3000 livres dans sa poche, obtenues grâce à une renonciation à la succession de ses père et mère (1). Il regagne Londres sans courir porter quelque secours à sa femme qui meurt vers juillet 1745, laissant ses deux enfants sans aucune ressource, obligés de se placer : la fille, chez un capitaine de vaisseau, le garçon, chez un marchand de vin, qu'il quitte bientôt pour s'embarquer sur un bateau à destination de la Chine. Élie Angibaud apprend que ce jeune homme va revenir en Europe, et il écrit cette phrase vraiment lamentable en juillet 1749 : « Vous me demandez des nouvelles de mes enfants, je suis bien embarrassé à vous en donner n'en ayant point moi-même. J'ai plusieurs fois écrit à Copenhague et je n'en ay eu aucune réponse. Je sais pourtant que ma fille est placée chez un capitaine de vaisseau de guerre et que l'on a envoyé mon fils à la Chine sur un vaisseau marchand et qu'il en doit revenir cet été. J'ai mandé que l'on me l'envoie à son retour, mais je ne sçai si on le fera... » Qui on ? quelqu'un qui ne veut avoir aucune relation avec lui et prend soin des enfants ?

(1) Le 16 mai 1744, il signe une convention avec son père, par laquelle il déclare qu'au moyen des successions qu'il a recueillies de Marie Angibaud, mariée à François Roussel, décédée en Suède, et Anne Angibaud, veuve Provost, décédée à Londres, et des envois de ses père et mère soit en marchandises soit en argent, plus 3000 livres qu'il reçoit présentement, il renonce à la succession de ses père et mère, à la charge, cependant, que ses frères et sœurs paieront 3000 livres.

Et pendant ce temps il vend de la pâte de guimauve à Londres, faisant concurrence à sa cousine qui vend de la pâte de réglisse. Puis, il meurt, vers 1755, sans que personne, à Saintes, ait entendu parler de son décès.

Tel est l'auteur de nos lettres : honnête homme, mais pauvre tête. Et il n'est pas seul ! On verra qu'à Londres d'autres Saintongeais végètent, et même succombent dans la lutte pour la vie.

Des lettres qu'il a écrites pendant trente ans à Saintes, tantôt à son père, tantôt à son frère, il nous en reste huit, qui sont comme autant de jalons marquant les diverses étapes de cette existence malheureuse. Nous le voyons écolier à Dublin, puis se débattant dans ses entreprises mal conçues et mal menées. En dehors de ces tristesses, il nous apprend bien des détails curieux qui ne manquent pas de pittoresque parfois.

Toutes ces lettres appartiennent aujourd'hui à notre confrère M. Maurice Martineau.

CH. DANGIBEAUD.

Monsieur Angibaud marchant dans la grande rue à Saintes.
à Sainte.

(lettre de Élie Angibaud de Grois) (1)

A Dublin le 2 [] janvier 1717-18

(reçue les premiers jours de mars 1718)

Monsieur mon très honoré père,

Je souhaite de toute mon âme que la présente vous trouve en une parfaite santé et ma chère mère, je fais des vœux pour qu'il plaise à Dieu de vous donner dans cette nouvelle année l'accomplissement de tous vos désirs... J'emploie mon temps à bien lire et écrire et chiffrer et je suis chez un bon maître qui me donne de bonnes instructions pour toute chose, après Pasque tante doit m'envoyer à la campagne pour me perfectionner dans la langue angloise, voilà son dessein. Je fais mon possible pour lui donner sujet d'être contente des peines qu'elle prend pour moi, je ne saurois assez le reconnoître. Je suis bien fâché qu'elle n'est pas riche, car je vous assure que si cela étoit elle vous aime assez pour que je fusse point à votre charge, et si mon oncle la croit riche il se trompe beaucoup.

(1) Annotations mises — ainsi que d'autres sur les lettres suivantes — par Élie ou son fils Charles.

Il n'y a que les pensionnaires qui la font vivre, c'est de quoi je puis assurer, et elle n'en a point à présent. Si *mons^r Robert ne paye point la pension qu'il doit pour son fils*, je ne sais ce qu'elle fera. Je vous prie, mon cher père, de prier mon oncle qui le lui a fait prendre qu'il la fasse payer (1) ; elle ne vous écrit point, elle l'a déjà fait il n'y a pas longtemps et vous a envoyé un livre par le capitaine Boutain. Marquez nous si vous l'avez reçu. Je ne vous marque rien de nouveaux sinon que ma cousine est grosse et qu'il faut que ma chère mère et mes sœurs lui envoient le maillot.

Votre très humble et très obéissant serviteur.

ÉLIE ANGIBAUD.

A Monsieur Angibaud, marchand et maître apothicaire
à Sainte en Xaintonge.

A Dunkerque, le 30 may 1723.

Mon très cher et honoré père,

La présente est pour vous donner avis de mon arrivée dans cette ville du 23^e du courant après 17 jours de traversée, et je métois proposé que de vous écrire qu'à Londres, mais voyant que je resterais dans cette ville plus que je ne croyois je n'ay pas voulu attendre davantage sans vous en donner. Les vaisseaux pour Londres ne sont pas si commun icy comme on m'avoit dit, j'ay eu tout les peines du monde à en trouver un qui ne partira quand quinze jours. Si ce n'avoit été mon coffre j'auray été passé par Calais, car on a beaucoup plus de peine à s'embarquer icy quand tout autre ports et sans le certificat de mons^r de Bellefon (2) je ne scay comme quoy j'auray fait pour obtenir mon passeport pour passer à Londres.

L'argent que vous m'avez donné n'a pas suffi pour ma dépense jusqu'à présent quoy qu'ayant fait marché avec le capitaine avec lequel je suis passé qu'il devoit me nourrir, il s'est trouvé qu'il n'avoit que du mauvais pain et de mauvaise viande, et n'ayant aussi que du bruvage à boire, cela fait que j'ay été obligé de faire des provisions à La Rochelle, et icy il y fait fort cher vivre, car le pain y vaut 5 sols, la viande 7 sous, la livre n'a que 15 onces, la bière 8 sous le pot, et tout y est cher à proportion. Nous avons

(1) Cet oncle doit être, je suppose, Jean Chadeau, le mari d'Hélène Angibaud.

(2) Sans doute J.-B. de Pissonnet de Bellefond, commissaire de la marine, demeurant à Saintes, paroisse de Sainte-Colombe.

trouvé une gargote où nous mangons et où nous somme fort mal, où il nous en conte 30 sous par jours, c'est encore à bon marché au pris que les choses sont icy. Je vous enverray un memoire de ma dépanche sitost estre arivé à Londres et il m'en coutera 10 chelins 1/2 pour mon passage.

Me trouvant sans argent et ne scachant où en prendre le monsieur à qui monsieur Milxol (1) nous avoit recomandé a eu la bonté de me preté 60 livre que je luy ay donné mon billet de luy faire remettre sitost mon arivée à Londres ce qu'il fait que sitost que je seray arivé je tireray sur Mr Dumas (2) à Bordeaux ou sur Mr Stuckey (3), à La Rochelle, quoy que Monsieur Stuckey m'ayant donné une lettre de recommandation pour une dame de cette ville, laquelle je n'ay peu trouvé qui se nomme Madame Donquer, comme pouvez luy marquer là où j'auray peu touché de l'argent, en ce que la lettre m'en offroit. Sy j'avois trouvé a tiré d'icy je l'auray déjà fait pour rembourser ce monsieur, mais cette ville ne fait pas grande affaire à La Rochelle ny à Bordeaux, aussy vous aurez la bonté de prévenir Mons^r Dumas et M^r Stuckey.

E. ANGIBAUD.

A Monsieur Angibaud père, marchand
(receue le (blanc) mars 1729)

A Copenhague le 15 février 1729.

Monsieur et cher Père,

J'ay receu la lettre que vous m'avez (fait) l'honneur de m'écrire du 8 décembre dernier la dernière poste, il faut qu'elle ait été arêtée à Hambourg pour qu'elle me soit parvenu si tard. L'on m'a dit que ce retardement venoit qu'il falloit que vos lettre fussent afranchie dorsenavant jusqu'à Hambourg et que c'en cela vos lettre seroit toujours arêtée, ce que vous aurez la bonté de faire. Enfin elle m'est parvenue et vous suis fort obligé des marque d'amitié que vous me témoignez aussi bien qu'à mon épouse, jamais je n'ay resenty une joie plus parfaite qu'à la réception de la votre, croyant que vous m'aviez tout à fait oublié. Cependant je remarque que

(1) E. Angibaud écorche bien des noms! aussi je suppose qu'il parle d'un Milxan, marchand à Saintes. Milxol m'est inconnu.

(2) Mathieu Dumas, parfumeur à Bordeaux, mari d'Elisabeth Angibaud, sœur d'Élie père.

(3) Armateur.

cette amitié paternelle s'est réveillée en vous quoique j'en sois fort éloigné et je puis pourtant encore une fois vous protesté devant mon Dieu que je ne vous ay point donné jusque icy, et depuis mon départ d'auprès de vous, aucun lieu de mécontentement, ou du moins, suivant mes lumières, je ne sçais point avoir sorty du devoir que je devois à ma tente, il faut assurément qu'elle ait bien changé d'umeur et de manière depuis que vous ne l'avez veue, car icy et en Suède elle s'est fait haïr d'une chacune, prétendant qu'un chacun luy dust et ne devoir à personne. Je souhaite de tout mon cœur qu'elle n'ait pas le même sort en Angleterre et qu'elle y ait tout l'agrément qu'elle peut souhaitté... Enfin, comme vous dite, mon cher père, vous n'aurez plus de reproche de sa part contre moy par son éloignement duquel je ne suis nullement la cause mais l'on pourroit bien l'attribué à Madame Illicnard qui après l'avoir sucé autant qu'elle a peu n'a pas daigné luy donné la couverture et on peut bien dire qu'elle aura aux grands jours un grand conte à randre devant son juge tant à l'ocasion de sa pauvre mère que de la manière dont elle en a agi à l'occasion de ma tente...

Si, par azar, vous vouliez faire quelque négoce dans ces cartier, vous pouvez vous persuadé que je vous en rendray un fidelle conte. Si, par exemple, les eau de vie venoit à bon marché et que vous voulussiez m'en envoyé, il y auroit beaucoup d'argent a gagné, il y a des marchands qui ont fait leur fortune en pareils tems en ayant fait venir de grosse partie, car cette marchandise vaut toujours son pris et il si en débite beaucoup, et il y a beaucoup de marchand de vin de brulé et présentement peu d'eau de vie en ville.

Depuis ma dernière nous avons perdu notre petite qui est morte des dents et du froit qu'elle avoit eu dans notre délogement du tems du feu (1). Nous avons perdu beaucoup en la perdant par raport à Mr Lafont qui l'aimoit beaucoup, mais Dieu qui avoit donné les agrément à la défunte pour se faire aimé, les peut aussi donné à celle qui nous a donné par l'heureux acouchement de ma femme du 27 du passé...

E. ANGIBAUD.

J'ay aussi receu des lettre de Londre de ma tente Coudère qui m'a appris la mort de ma tente Angibaud.

Après le grand feu que nous avons eu nous avons présentement un hivert fort rude ce qui fait souffrir bien du monde qui s'étant

(1) En 1728, Copenhague fut très gravement éprouvé par un grand incendie.

retiré dans les grenier faute d'autre logement. Pour moi j'ai présentement dans ma maison deux familles de notre province qui sont de Lille de Ré et de La Rochelle.

M^{me} Angibaud.

A Copenhague 8 juillet 1730.

Madame et chère mère,

J'ay bien reçu la chère votre en son tems, par laquelle m'apprenez que vous avez accepté avec plaisir pour être marenne de l'enfant donc ma femme étoit enceinte, je vous en suis bien obligé... Je suis persuadé quand bonne mère vous ne m'oublierez pas et je (suis) plénement persuadé qu'aucun tort ne me sera fait de votre part non plus que de celle de mon père, mais vous savez bien, ma chère mère, que nous ne somme pas dans ce monde pour y rester toujours et que vous pouriez avoir la meilleure volonté pour moy, vous et mon père, et vous pouriez y mettre est meilleure ordre du monde que si les frère et sœurs n'ont pas cette même volonté, tout ce que vous pouriez avoir fait ne servira de rien, car vous savez bien, sen doute, que je suis mort pour la France, suivant les loix qui y sont, et que je n'ay rien à y prétendre de force, mais tout par amitié.

Vous m'avez marqué dans la votre que Susette étoit en famille (1) de deux jolie fille et toute deux en nourise, je vous diray que je le suis aussi d'une fille qui a un ans et demy et d'un garçon qui a aujourd'huy huit jours donc ma femme a été heureusement délivrée à deux heure du matin et qui se porte, grâce à Dieu, bien l'un et l'autre, ma fille tette encore par raport qu'elle est nouée et qu'elle n'a encore que deux dent, nous espérons pourtant de la sevré vers la Saint Michel. Quoique vous me ditte que les fille de ma sœur sont jolie, j'oseray parier que la beauté des deux filles de ma sœur jointe ensemble n'aproche pas de la beauté de la mienne; ma première fille étoit fort belle par sa blancheur, ce qui faisoit dire à ma tante Dumas qu'elle ne savoit pas comment nous avions fait pour avoir un aussi beau enfant n'étant beau ny l'un ny l'autre, et la fille que j'ay présentement ne sède rien à la bauté de l'autre quoiqu'elle ne soit pas si blanche... Je puis aussi vous assurer que c'est une chose qui coute beaucoup dans ce pays que les enfant, paraport

(1) Il avait une tante prénommée Suzanne. Est-ce d'elle qu'il s'agit? Plus loin il parle de sa sœur.

que l'on les nourri tous à la maison et les nourrisse ont de gros gage et bien nourrie et vous font encore enragé sur le marché, ce que vous n'avez pas en France, car moyennant douze à quatorze écus vous en estes quitte pour un ans, et icy il en coute plus de 60 à 80 écus, soit pour nourriture ou gage, de manière que trois enfans en France ne coute pas tant qu'un icy...

E. ANGIBAUD.

M. Angibaud fils, maître apoticaire, Saintes par Paris
(*Charles Angibaud*)

A Copenhague le 20 février 1731.

Mon cher frère,

J'ay receu la votre en datte du 2 du passé en son tems... je vois que vous avez receu le paquet Calcite que vous m'aviez demandé et qu'après avoir bien attendu qu'elle ne se trouve pas bonne, ce qui fait que vous m'en redemandez encore, je vous diray que la calcite (1) de la callité donc vous la souhaitez ne se trouve point icy ou fort rarement, n'ayant aucune mine icy, fait que j'ay écrit à Stockholm pour vous en faire avoir, j'espère que M^r Robert à qui j'ay écrit pour cela ne me refusera pas, c'est de là où ma tente vous en a envoyé ayant là-bas des mine de cuivre et de fer il sont plus à portée d'en avoir qu'icy.

Je suis fort obligé à ma mère du petit envois qu'elle me fait, je la pris de ne point douté que cela ne me fasse beaucoup de plésir, non seulement pour les confiture, mais pour son bon souvenir, lequel je la pris de me conserver : je ne les ay pas encore receu. M^r Duthil m'ayant marqué qu'il les avoit receus trop tard pour les pouvoir chargé sur les vaisseaux qui sont déjà arrivé icy depuis peu de jours, mais il me marque qu'il me les envoira par les premiers qui se trouveront en charge.

(*Il demande le procédé de blanchissement de la cire.*)

La reson pour laquelle je vous demande ces chose est que quoique je sois aux fait de tout je ne le suis pas bien et que recherchant icy pour avoir la livrance des bougie à la cour, laquelle j'espère d'obtenir, y ayant d'assez bons amis qui me proposeront au Roy, si une seule personne ne prend pas la ditte livrance, et cette personne là ne si entant pas, c'est ce qui me donne beaucoup plus d'espérance de l'obtenir et j'espère que si je l'obtien que je ne vous demanderay

(1) Minéral transparent appelé aussi Spath.

plus rien et qu'avec le tems je seray en état de rendre service à des amis. Comme la personne qui s'emploit pour moy pour cela est un de la première calité et que toutes choses luy passe par les mains, par la charge qu'il a à la cour, fait que j'en auray plutost réponce que par les mains d'un autre et fait que je vous pris aussi de me faire réponse au plutost afin quand cas que l'on me demandast des preuve je puisse me trouvé en état de les faire, car ces dite preuve sont présentée aux roy qui, aprèscela, donne la charge si la bougie luy plait ce qui fait que j'espère que vous ne tarderez pas à me répondre sur ce que je vous demande.

Ma sœur Métayer (1) ne vous promet rien qui vaille en vous promettant un garçon dans quelque mois, car, puisqu'elle n'a pas suivi la méthode de ma mère, ses promesses ne sont rien, mais ma femme ayant suivi la méthode de sa mère en faisant deux filles, un garçon, est plus abille que ma sœur, car il faut toujours qu'une fille suive l'exemple de sa mère, quand elle est bonne. Aux reste, mon cher frère, il y a un homme icy qui est venu depuis peu de France et qui dit vous avoir vu et connu et toute la famille, en ayant fait le récit tant de vous que de votre femme, et qui dit que vous este fort affligé de ce que vous n'avez point d'enfant : si j'ay un conseil à vous donné, vous n'avez qua venir icy et d'amené votre femme avec vous, car les femme icy ont presque les enfants deux à deux et quelquefois jusqu'à trois et même ma cousine qui est icy est de ce nombre. Dans quelques semaines elle en fera peu être autant étant prette d'acouché.

Votre très humble,
E. ANGIBAUD.

A Londre le 21 décembre 1733.

(2 janvier) (2)

Monsieur et très honoré père et mère,

Sen le renouvellement de l'année je ne prandray pas la liberté de vous écrire n'ayant que de triste nouvelle à vous marqué sur mon sujet qui d'ailleurs ne peuvent être qu'une répétition de ce que je vous ay déjà marqué cy devant par mes précédante laquelle, suivant les aparance, n'avez pas ajouté foy sur ce que je vous ay

(1) Suzanne Angibaud qui épousa, en 1731, Nicolas Métayer, procureur au présidial.

(2) Cette seconde date doit être la date de réception.

écrit sur le triste état dans lequel je me voyois sur le point d'être réduit lorsque j'ay pris la liberté de recourir à votre bonté paternelle pour avoir quelque secours dans mon presant besoin et qui m'auroit beaucoup servi à me remettre sur pied, faute dudit secours me vois réduit de laisser ma chère épouse et mes pauvre enfant pour venir dans cette ville pour me mettre en condition pour taché de subvenir à notre nécessité quoique jusqu'à présant j'ay le malheur de ne rien trouvé et je seray des plus à plaindre si je n'eusse trouvé mes tente Provost (1) et Vernet qui me fournisse la subsistance jusqu'à ce que j'aye trouvé une place. Quand à moi, mon cher père, si j'étois seul je me mettrai fort peu en peine de quoi je pouray devenir ayant l'espérance en Dieu, j'espère qu'il ne m'abandonneroit pas, mais ce qui me cause le plus grand crève-cœur, dans mon infortune, c'est d'avoir laissé une femme infirme et deux pauvre petis enfant sans secours, sen soutien et sen espérance humaine, comme elle peut vous l'avoir marqué dans la lettre qu'elle a pris la liberté de vous écrire par la voïs d'un lieutenant de vaisseaux le *Saint-Louis* du département de Rochefort, qui étoit avec la flotte françoise qui est venue devant Copenhague. Ce lieutenant s'appelle M. Damplimon (2) qui a bien voulu se charger de sa lettre pour vous la faire tenir, à ce que ma femme m'a écrit depuis peu de jours. Elle me marque aussi qu'il y avoit un marquis sur la ditte flotte qui auroit bien souhaité me voir m'ayant connu dès mon enfance, mais comme elle étoit fort mal lorsque le marquis la vient voir elle ne lui a point parlé. Si vous n'avez point receu sa lettre vous pouvez vous informé du lieutenant par mon cousin de La Clocheterie (3). Ainsi, mon cher père, vous pouvez voir par celle de ma femme et par celle cy que mon état est des plus triste. Cependant, quant à moy, je ne vous demande rien puisque vous ne le pouvez pas faire, mais je vous recommande ma pauvre femme et mes pauvre enfant, que si, du moins, vous n'este pas en etat de la secourir en quelque chose je prie instamment ma chère mère de luy envoyé quelque peu de linge, car je puis vous assurer qu'elle n'a pas une chemise d'antière pour se mettre sur le corps, non plus que mes pauvre enfant, et je puis vous assurer que lorsque je suis party de Copenhague pour venir icy ma femme a pris le paire de

(1) Anne Angibaud, sœur de son père.

(2) Claude Thomas Renart de Fuschambert, marquis d'Amblimont.

(3) Isaac III Chadeau de La Clocheterie, petit-fils d'Isaac I, qui était le frère de la mère de l'auteur de ces lettres. Mais Hélène Angibaud, fille de Daniel, avait épousé, le 10 août 1693, Jean Chadeau.

draps que ma mère nous avait envoyé pour m'en faire quelque chemise en étant aussi dénué qu'elle. Depuis mon arrivée dans cette ville je me suis informé quel monsieur Vedeau pouvoit être celui qui peut avoir été réclamé le bien de sa mère.

De Londres le 12 août 1745

(23)

Mon cher frère,

... Je vous suis fort obligé pour les liqueurs que vous avez eu la bonté d'envoyer à Copenhague et, suivant les apparences, ma pauvre défunte n'a pas eu le plaisir de les recevoir puisque je n'en ay point encore eu de nouvelle, il est vrai que depuis sa mort je n'ay reçu de ce pays-là que deux ou trois lettres auxquelles j'ay répondu afin de mettre ordre à mes affaires là-bas...

Je crois que je n'avance rien de faux en disant qu'il y a plus de consolation où il y a du bien que là où il n'y en a point et c'est ce qui m'obligera de laisser mes enfants encore en Danemarck, jusqu'à ce que je puisse avoir icy un peu plus de jours que je n'en ay, car vous savez que tous les commencements sont toujours les plus difficiles, mais j'espère, qu'avec l'aide de Dieu et le tems, que je réussiray icy plus que je n'ay jamais fait en Danemarck, et tout ce qui me fait le plus de peine c'est de voir que je ne suis point en état de donner à mon fils une profession qui luy soit plus propre que celle que l'on luy a donnée. Il est vrai que le métier de marchand de vin est un des premiers métiers dans le nord, mais aussi ce n'est que pour les personnes qui ont du bien et ceux qui n'en ont point restent toute leur vie compagnons n'ayant point de quoi s'établir et c'est pourquoi je vous ay marqué que j'auray plutôt souhaité qu'il fût dans la pharmacie que d'aucun autre métier, parce qu'icy l'on s'établit à moins de frais que dans aucun autre endroit. Enfin il faut encore prendre un peu de patience et voir ce que nous dira l'hiver prochain... J'ai déjà parlé à M^r Arboin sur les compliments que vous m'avez chargés de lui faire de votre part dans votre précédente, mais il m'a l'air d'être un véritable pice-froit, il m'a dit qu'il ne vous connoissoit point et n'avoit jamais entendu parler de vous, que la correspondance qu'il avoit avec M^r son frère étoit très médiocre et qu'il y avoit près de 24 à 25 ans qu'il n'avoit été en France, et qu'il n'y connoissoit plus personne. Cependant, il m'a offert son service et lorsque je luy ay dit qu'il ne s'agissoit que de me recommander dans les cafés et chez des personnes de qualité ou à de gros

marchant, pour les deux premiers il n'en connoissoit point, pour des autres il n'en conoist point qui fasse usage des liqueurs.

Jusqu'à présent les personnes qui ont goûté la patte de guimauve la préfère au suc de reglisse. Le debit n'a pas été fort grand l'iver passé, il faut voir ce que le prochain fera. Il n'y a personne qui seroit plus en état de me rendre service que Mme Miseaubin, mais par rapport au suc de reguelisse elle me regarde de cauté parce qu'elle craint aparament que cela ne fasse tort aux cousin Angibaud, son neveu, qui a quité et vendu la boutique de son grand père, s'adonnant à la chirurgie et demeure chez sa tante Misaubin et continue à faire du suc de reguelisse, il en a un assez bon debit, quoiqu'il le fasse très brun, mais le nom d'Angibaud porte ombrage puisqu'ils ont changé leur imprimé traitant de supausé tout ce qui n'est pas marqué à *l'ange*.

A M. Angibaud fils maitre apoticaire à Sainte
par Paris.

De Londre le 4 juillet 1749.

.....
Vous me demandez des nouvelles de mes enfants. Je seray bien embarrassé à vous en donner n'en ayant point moi-même. J'ai plusieurs fois écrit à Copenhague et je n'en ai eu aucune reponce. Je scais pourtant que ma fille est plasée chez un capitaine de vaisseaux de guerre et que l'on a envoyé mon fils à la Chine sur un vaisseau marchant et qu'il en doit revenir cet été. J'ai mandé que l'on me l'envoye à son retour, mais je ne scai si on le fera...

Il y a déjà quelque tems que M^r Garéché de Nieulle a écrit icy pour s'informer de la famille qu'a laissé M^r Vedeau (1), notre parent. On a répondu au sieur Garéché...

Si le cousin Patris fut resté à Paris il auroit eu l'occasion de voir sa sœur et de venir icy avec elle...

Notre cousine Miseaubin continue toujours sa jalousie contre moi paraport aux pate de reguelisse et lorsque je la vay voir elle ne peu s'empescher de jeter toujours quelque pierre entre jambes, quoiqu'elle me reçoive toujours fort bien, et je ne fais pas semblant de ne m'apercevoir de rien. Son neveu Angibaud, qui etoit un parfait débauché en toute sorte de vice, est party depuis fort longtemps ne luy ayant donné, depuis son départ, aucune de ses nouvelle, à

(1) Daniel Angibeau, grand-père du signataire de ces lettres, s'était marié deux fois : 1^o avec Jeanne Baudouin, 2^o avec Elisabeth Verdeau ou Videau.

ce qu'elle dit... elle continue toujours de faire faire la paste de reguelisse et en a un fort grand débit et je crois que si je pouvois une fois venir m'établir auprès d'elle je lui emporterais une fort grande partie, car icy le nom y fait beaucoup, mais mes facultés ne me le permettent pas.

Depuis huit à dix jours il fait icy des chaleurs aussi fortes qu'il en peut faire dans vos quartiers, à la réserve de quelques beaux jours que nous avons eus dans le mois de mai le froid a été fort et a presque obligé le monde à se chauffer. Il y a des mois de février qui n'ont pas été si rudes.

E. ANGIBAUD.

Depuis la paye (1) cette ville abonde en François et autres étrangers.

De Londres le 19 juin 1751.

(A son frère.)

Il y a huit jours, mon cher frère, que j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait le plaisir de m'écrire du 13 juin (*sic*) par laquelle vous m'apprenez que n'avez pu avoir aucune nouvelle du paquet de sel d'Epsom que je vous ay envoyé ; j'en suis, je vous assure, très mortifié, je puis vous assurer que j'ai pris à cet égard là toutes les précautions qu'il m'a été possible.

.
Mes petites affaires sont toujours dans la même situation que cy devant, je ne suis pas plus avancé que je n'étois faute des moyens requis, et toutes les lettres de recommandation que vous m'avez envoyées ne m'ont servi de rien. Celle de M^r Collineau (2) m'ont fait plus de mal que de bien, surtout depuis sa banqueroute, car il passe icy pour un grand fripon chez M. Charles Loubier depuis fort longtemps et chez M^r Leglise depuis sa banqueroute, et l'on m'a dit que l'on le poursuit criminellement... Quand à M^r Arbouin, il n'est pas des plus riches et a une grosse famille qui est de douze enfants.

Je me suis informé touchant la gomme arabique. Le pris a été de 10 à 12 sols que je l'ay moyennement payé, elle en vaut aujourd'hui 20 sols qui font 40 sols de France. Comptez toujours 1 sol d'Angleterre 2 sols de France. Comme je ne connoissois point la gomme Sénégal dont vous me parlez je m'en suis aussi informé. C'est avec

(1) La paix d'Aix-la-Chapelle.

(2) Voir note 1 page suivante.

cette même gomme que fu notre oncle Angibaud faisoit ses patte de reglisse ; son fils a continué, son petit-fils de même. C'est le droguiste qui les luy vand qui me l'a dit et je l'ai vue moy même employée au père de celuy-ci, mais je l'ai prise pour gomme arabic.

Au reste je vous diray qu'il y a icy un monsieur qui se fait appeler Mr Maureau ; il vous connoit fort bien et se dit parant de fu Mr Maureau de Sainte⁽¹⁾. Il se dit des environ d'Angoulesme et officier aux service de France, s'étant trouvé dans presque toutes les actions en Flandre, cette dernière guère. C'est un homme d'une taille médiocre, un peu vouté, le visage un peu brun, le nez enfoncé entre les yeux, la barbe tirant plutot sur le noir que d'aucune autre, ne manque point d'esprit, parle assez vite. Je crois qu'à ce portrait, si je ne me trompe, vous voyez Mr Collineau, et je ne puis me ressouvenir au juste cy c'est luy ou non, car, comme je ne l'ay vu qu'un couple de fois, en passant, je ne puis pas me le remettre, ma vue courte ne m'ayant pas permis de le mieux considérer.

Il y a une lettre en français datée du 1^{er} janvier 1757, de Copenhague, de E.-J. Angibaud à son oncle Angibaud, pharmacien, sans intérêt.

Au dos : *Lettre écrite de Copenhague par Jeanne Angibaud, fille d'Elie Angibaud dit Dogrois qui est en Angleterre ou qui est mort depuis 1755 qu'il a écrit.*

II

FRANÇOIS D'ESPINAY-SAINT-LUC

ET LE COMLOT LIGUEUR A BROUAGE

(1583-1585)

(Suite)

III

Après la Déclaration du roi du 11 novembre 1584, les princes lorrains ne gardèrent plus aucun ménagement. Le 31 décembre ils signaient, au château de Joinville, un traité formel avec les ambas-

(1) Il y eut à Saintes un médecin Elie Moreau. Est-ce de quelqu'un de sa famille qu'il est question ? En tout cas une de ses filles, Marie, épousa Mathieu Collineau, sieur de Coudenne.

sadeurs du roi d'Espagne. Le duc de Guise, établissant son quartier général à Châlons, levait des troupes, enrôlait lansquenets, reîtres, Suisses, amassait des armes et des approvisionnements. La ligue roturière envahissait Paris.

Le 31 mars 1585 les princes, unis au peuple de Paris, lancent, de Péronne, un manifeste « contre ceux qui par tous moyens s'efforcent de subvertir la religion catholique et l'Estat », et la Cour répond en avril par une « déclaration de la volonté du roy sur les nouveaulx troubles de ce royaume ».

Mais déjà, dans le camp des Guise, on était passé des proclamations aux actes. Le mois d'avril fut celui des coups de main. Verdun, Toul, Châlons, Mézières, Angers où commandait Charles de Cossé-Brissac, Orléans, Dijon, tombaient presque en même temps au pouvoir de la Ligue.

En Guyenne, le maréchal de Matignon redoublait de vigilance, faisait garder les villes et monter à cheval les compagnies de gens d'armes. Un gentilhomme, serviteur du roi, était venu le trouver, écrit au roi le maréchal, et lui rapporter comment les Ligueurs avaient voulu le débaucher, disant

« que les premiers et les plus grands cappitaines de ce Royaulme en estoient et la plus part de ceux qui ont la charge de vos principales villes et qu'ilz sont soutenus du pape et du roi d'Espagne, d'aautant que leur principal but et desseing est d'exterminer les huguenots, à quoy il ne devoit point temporiser à se résoudre puisque, premier qu'il fust deux lunes, les armes seroient prises par tout le royaume » (1).

Au moment que le maréchal de Matignon faisait parvenir à la Cour ce nouvel avertissement, le roi avait déjà pris ses dispositions pour organiser la résistance et maintenir l'ordre dans la Guyenne et dans les provinces au sud-ouest de la France. Les registres des dépêches du secrétaire d'État, Pinart, ont gardé la copie d'une instruction (2) qui résume l'ensemble de ces dispositions. Le roi écrira aux maires, aux pairs, conseillers et échevins et aux officiers de justice des villes pour leur rappeler les précautions qu'ils auront à prendre. Ces lettres leur seront remises par l'intermédiaire du maréchal de Matignon, dont l'autorité sera confirmée et de nouveau éclairée sur les intentions du roi.

« Le dict sieur mareschal de Matignon verra en quel estat seront toutes choses

(1) Lettre de Matignon au roi, Bordeaux, 20 mars 1585. *Bibl. Nat. Ms. franç.* 15569, fol. 9 (original).

(2) Instruction datée du 12 mars 1585. *Bibl. Nat. Ms. franç.* 3309, fol. 1 et suiv.

ès dictes villes et aux chasteaux et forteresses dudict gouvernement et prescrira et ordonnera aux dicts maires, eschevins et habitans ce qu'ils auront à faire pour l'exécution de ceste sienne instruction, leur faisant toucher ce point que le meilleur et le plus seur est de reconnoistre et servir tousjours fidellement le roi. »

Pour la noblesse, le maréchal passera par les maisons des gentilshommes « du nom desquels il fera remplir et subscripre les lettres en blanc et à cachet vollant qui luy seront envoyées avec ceste instruction ».

En Poitou, Angoumois et Saintonge un envoyé spécial du roi, le sieur de La Roche-Chémernaut (1), allait faire une tournée, passant par Châtelleraut, Poitiers, Saint-Maixent, Angoulême, Saintes ; voyant les gouverneurs, rappelant aux corps municipaux leur devoir, visitant les gentilshommes dans leurs maisons. Le 18 mars, il était à Poitiers et envoyait sa première lettre au roi (2) pour lui rendre compte du commencement de sa mission :

« Sire — suivant la charge dont il a pleu à Vostre Majesté m'honorer, j'ay esté devers monsieur le comte du Lude, en vostre pays d'Anjou ; et luy ayant fait entendre vostre intention et présenté vos lettres, il a incontinent, encores qu'il se trovast fort mal, néantmoins escript à Monsieur de la Frézellière, son lieutenant, pour donner ordre en Poictou, attendant qu'il se soit acheminé. Et, passant par vostre ville de Chatelleraud, j'ay assemblé les maire et eschevins d'icelle et délivré vos lettres, en aiant fait de mesme en vostre ville de Poictiers en laquelle j'ay trouvé Monsieur de Boisséguin (3), les corps d'icelles très saings et affectionnez à vostre service dont Vostre Majesté se peult asseurer... »

En Poitou, il y avait en quelques fluctuations ; plusieurs gentilshommes, mal assurés, avaient commencé de prêter l'oreille aux propositions des Ligueurs, mais Chémernaut les avait facilement regagnés, et l'ensemble de la province était bon ; fort heureusement, car, comme le signale Chémernaut, si les ennemis y portaient les armes, « il n'y a aucune garnisons ny gens de guerre commandés pour tenir la campagne et rompre leurs desseings ». Il rappelle

(1) Méry de Barbezières, sieur de La Roche-Chémernaut, Bois-le-Vicomte, grand maréchal des logis de la maison du roi, cinquième fils de Geoffroy de Barbezières et de Catherine de Vivonne mariés le 4 février 1534, épousa, le 31 janvier 1577, Claude de Laubespine et mourut à Paris le 5 mai 1609, sans postérité.

(2) Lettre originale, Poitiers, 18 mars 1585. *Bib. Nat. Ms. franç.* 15569, fol. 20.

(3) Jean Jay, sieur de Boisséguin, La Vigerie, etc., fils de Philippe Jay et de Charlotte Bouchon, avait été d'abord commissaire des guerres, en 1548 ; il épousa Jacqueline de Saint-Gelais-Saint-Séverin. Il était alors lieutenant de roi, commandant à Poitiers.

toutetois que la compagnie de gens d'armes de son frère, Chémernaut l'aîné (1), est prête à marcher, mais il faudrait la payer.

La Roche-Chémernaut va continuer son voyage et s'attend à traverser des régions moins calmes. On vient de l'avertir que la ville d'Angoulême a failli être surprise et il ajoute en *post-scriptum* à sa lettre :

« Sire. Depuis la présente escripte, j'ay esté adverty qu'il n'y a aucun gouverneur et lieutenant pour Vostre Majesté en Angoulmois et Xainctonge, tellement que la noblesse ne sçait à qui parler, et si fait de grandes menées. A quoy est besoin pourveoir incontinent et y envoyer Monsieur de Bellegarde pour y commander et le capitaine Pernet (2) pour garder le chasteau de Saintonge, car le bruit est commun que les doubles pistoletz y courent en grand nombre et y a de grandes liguees, plus que par decà. »

Le passage du sieur de Chémernaut est signalé par les lettres (3) que les gouverneurs, les sénéchaux, les capitaines de gens d'armes, les corps de villes et les officiers de justice adressent au roi pour l'assurer de leur fidélité et de leur activité. Mais, à travers les mailles de ce réseau de loyalisme, la Ligue glissait d'autres fils dont la trame transparait dans les lettres adressées à la Cour.

Un foyer existe réellement à Brouage et dans d'autres places voisines. Avant même que les grands coups aient été frappés au nord de la Loire, des voies de fait décisives vont éclater autour de ce foyer.

Le 28 mars 1585, le maréchal de Matignon écrivait au corps de ville de Saintes de se garder, car Bourg venait d'être surpris par quatre capitaines sous la charge du sieur de Lanssac le jeune (4). Le coup partait de Brouage et il avait été prévu par le roi de Navarre. Tout en gardant sa méfiance, à juste titre, et en continuant à veiller aux intérêts de son parti, le roi de Navarre s'entendait alors avec la Cour et avec le maréchal de Matignon pour faire échec à la Ligue.

A propos de Bourg, il avait écrit au maréchal :

(1) François de Barbezières, sieur de Chémernaut, Marigné, qui épousa, le 5 décembre 1583, Françoise de Coutances Baillon, veuve de Paul de La Tour-Landry.

(2) Le capitaine Pernet ou Pernès, dont le nom paraît fréquemment dans les lettres et dans les mémoires du temps, est Jacques, *alias* Charles de Pernès seigneur de Saint-Germain et de Vibrac, fils de Mathurin de Pernès et de Marguerite Vuodode, marié en 1580 à Renée ou Perrine Le Tourneur de La Boissonnière. Il commandait encore à Saintes en 1608 ; son fils Louis de Pernès lui succéda dans la même charge.

(3) Ces lettres se trouvent dans le recueil (*Ms. franç.* 15569. *Bibl. Nat.*)

(4) Eschassériaux, *Études, documents et extraits*, etc., p. 369.

« Ce mot de lettre sera seulement pour vous dire que les compagnies de Palandras et Roger vont à Bourg et qu'il me semble qu'il serait bon, premier qu'elles y arrivassent, de les rompre et défaire. » (1)

Et aussitôt après l'événement :

« J'ay entendu ce que vous m'avez mandé de la prise de Bourg par les rebelles. C'est chose que j'ay prévu et dont j'ay donné quelques fois des avis et mesme de leurs pratiques et menées qui se dressaient au sceu de chacun ; à quoy on eût bien peu pourvoir autrement qu'on y a fait jusqu'icy. Je vais à Lectour pour parler à la noblesse et les tenir en leur devoir pour le service du Roy... » (2)

Le promoteur de ce coup de main, Guy de Saint-Gelais, dit de Lusignan, seigneur de Lanssac (3), alors âgé de quarante ans, était le fils aîné de Louis de Saint-Gelais de Lanssac, chevalier d'honneur et grand confident de Catherine de Médicis. La grande influence de son père lui assurait les faveurs de la Cour. Ayant fait ses premières armes dans les guerres de religion, il était déjà chevalier de l'Ordre et capitaine de cinquante hommes d'armes quand il fut pourvu, le 6 août 1570, de la charge de capitaine de la ville et du château de Blaye. Le 4 août 1571, il recevait les provisions de l'office de sénéchal d'Agenois, vacant par la mort de son beau-père, François Raffin. Il fut envoyé en Pologne avec Jean de Monluc, évêque de Valence, pour y préparer l'élection du duc d'Anjou, le futur roi Henri III, et, à son retour, il tomba entre les mains du roi de Danemark qui le retint prisonnier quelque temps.

Rentré en France, il reçut du roi les provisions de la charge de vice-amiral de Guyenne, Poitou et Pays d'Aunis avec l'attache du roi de Navarre, gouverneur général et amiral de Guyenne du 13 juillet 1576. L'année suivante, il prit une part active, en cette qualité, au siège de Brouage dont le gouvernement lui fut confié après la reddition de cette place. Au mois de décembre 1578, il cédait son

(1) *Lettres missives de Henri IV*, t. II, p. 70. Berger de Xivrey place, par erreur, cette lettre, non datée, au 8 juin ; elle est antérieure au 28 mars.

(2) *Lettres missives de Henri IV*, t. II, p. 76. Berger de Xivrey date cette lettre du 15 juin. Elle est du 1^{er} ou du 2 avril. Le roi de Navarre l'écrivit en revenant de Montauban, où une assemblée de Protestants s'était tenue, avec l'assentiment de Henri III, et allant à Lectoure où il séjourna le 2 et le 3 avril.

(3) Guy de Saint-Gelais de Lanssac, né le 3 décembre 1544, mort en 1622, fils aîné de Louis de Saint-Gelais de Lanssac et de sa première femme, Jeanne de La Roche-Andry, mariée en 1540 et morte en 1545. Il épousa, par contrat du 4 avril 1571, Antoinette Raffin de Poton, dame de Puycalvary et d'Azay-le-Rideau, qui mourut en 1629.

nouveau gouvernement à Saint-Luc, alors favori du roi, moyennant 60.000 livres, et le roi se chargea de cette récompense.

Quand vint le moment des préparatifs de l'expédition des Açores, Lanssac, remuant et prodigue, obtint de la reine mère une commission pour lever des troupes et liquida sa charge de gouverneur de Blaye. Cette dernière opération lui rapportait 10.000 écus (1), encore fournis par le roi pour gratifier de cette charge Jean-Paul d'Esparbès de Lussan. Lanssac fit d'énormes dépenses pour lever et équiper deux régiments de gentilhommes ; mais, au moment de l'embarquement, il se brouilla avec Strozzi, le chef de l'expédition, qui lui refusait une enseigne de colonel, et il planta là l'expédition, retenant avec lui ses deux régiments. Il devient aussitôt un embaras et un sujet d'inquiétude, surtout à cause de ses deux régiments. Le roi écrivit, à plusieurs reprises, au maréchal de Matignon, de les faire licencier ou de les rompre avec toutes ses forces, « mesme permettre au peuple de leur courre sus au son du toquesain » (2).

Après cette déconvenue, Lanssac semble avoir perdu sa voie, il est mûr pour toutes les aventures, la Ligue lui tend les bras, Brouage lui offre une retraite, il va donner de l'exercice à ses cavaliers. Nous l'avons vu, à la fin de l'année 1583, mêlé à une entreprise qu'avait su rompre le gouverneur d'Angoumois et Saintonge ; depuis, il ne reste pas étranger à ces assemblées et remuements que le roi s'efforçait de découvrir, à ces allées et venues mystérieuses qui ont Brouage pour aboutissant.

Au lendemain de la surprise de Bourg, c'est à Brouage, son quartier général, qu'on le retrouve, il y séjourne d'ailleurs avec sa femme. La famille de Lanssac avait de grands intérêts à Bordeaux et était unie aux principaux personnages de cette ville, non seulement par des relations sociales, mais encore par des alliances. Cette circonstance explique la forme amicale et quasi-paternelle de la lettre de semonce que le maréchal de Matignon écrivait, au mois d'avril, à Guy de Lanssac :

« Monsieur. Je vous envoie le sieur d'Abadie (3), présent porteur, pour vous

(1) Le 8 décembre 1581, Lanssac donne quittance au trésorier de l'Épargne, Pierre Mollan, de cette somme de 10.000 écus qu'il reçoit en deux mandements : l'un, de 4.000 écus, tiré sur François Ferreau, receveur général des finances à Bordeaux ; l'autre, de 6.000 écus, assigné sur Arnauld de Broca, fermier général de la Comptablie de Bordeaux. Quittance originale signée « Guy de St Gelais » et scellée. *Bibl. Nat., Ms. franç. Pièces originales* 2.751, *Saint-Gelais*, pièce 49.

(2) *Bibl. Nat., Ms. franç.* 3291, fol. 122 et 130. Lettres de mai et du 26 mai 1582.

(3) Sans doute Jean-Pierre d'Abbadie, cinquième fils de Bertrand d'Abbadie,

faire entendre le bon advis et conseil que les sieurs qu'il vous dira et moy vous donnons pour vostre utilité et conservation de l'honneur de vostre maison, qui est de si long temps, que nous porterions tous un extrême regret et desplaisir si celluy qui a la sagesse, prudence et expérience pour la rellever, quand elle seroyt cheute, favorisoyt sa ruine. Vous reviendrez doncques, s'il vous plaist, à vous mesmes et prendrez pour vous le conseil que sauriez très bien donner à ceulx qui se pourroyent, sans y avoir bien pensé, estre engagés autrement qu'ils ne doyvent. Telles personnes que vous ne pouvez faillir d'estre employés, avec l'ordre qu'il faut, aux grandes charges, vostre valeur est assés connue, je vous prie ne vouloir donner aucun empeschement à vostre bonne fortune et croire que vous avés beaucoup d'amys qui désirent vostre bien, et moy, bien particulièrement, de vous faire service. A quoy vous me trouverés, toute ma vie, autant affectionné que, de bon cœur, je prie le Créateur, après avoir salué vos bonnes grâces de mes plus humbles recommandations, vous donner.

Monsieur, en parfaite [santé], très heureuse et longue vie. De Bourdeaux ce XXIII^e avril 1585 (1). »

Dans sa réponse à cette lettre si digne et si mesurée, Lanssac élève le ton jusqu'à l'emphase ; on pourrait même voir, dans les nombreuses lettres majuscules qui émaillent sa lettre, un indice graphologique (2) :

« Monsieur. Je vous Remertie bien humblement des considérations que vous me Représentés par vostre lettre que m'a Bandue monsieur d'Abadie, présent porteur. Si j'estois Espagnol ou Huguenot je m'assure que vous ne mectriés en peine de les m'escripre. Or, Monsieur, je vous diray que s'il fault que les princes et Seigneurs, qui sont les chefs de l'entreprise faicte pour la Ruine de L'hérésie et conservation à nostre postérité de la foi Catholique, doivent, pour ozer unne chose si Sainte, périr et Ruiner, que je serois très marry que moy et ma maison demeurassions en estre et ne feussions ensevelis avec telles Reliques. Par quoy, voulant, avec eux, participer au bien et au mal qui en pourra réussir, je me résous d'attendre l'esvènement de l'unne ou l'autre fortune et y apporter la constance qu'un homme de bien doit avoir inséparable avecques luy. Nous croions que nostre Roy, à l'exemple de ses prédécesseurs qui ont, avec ce moien, acquis et conservé le Nom de très-chrestien, ne laissera à aucun de ses subiects, la gloire de triompher d'une si Religieuse victoire. Je ne m'estandray d'avantaige en ce discours et Remectray audict sieur d'Abadie le surplus d'une longue lettre, la Lecture de laquelle vous pourroit ennuyer. Vous suppliant humblement de croire que je suis vostre serviteur de pareille affection que très humblement je vous baise les mains et prie Dieu vous donner,

seigneur de Baleix, Lignac, etc., avocat général du roi de Navarre, premier président à la Chambre des Comptes de Pau. Jean-Pierre d'Abbadie, né en Béarn, fut maître des requêtes de l'hôtel du roi de Navarre et cependant resta catholique. Devenu veuf, il entra dans les ordres en 1598 et fut évêque de Lescar, de 1599 à 1609.

(1) « Coppies de lettres escrites à Monsieur de Lanssac. » *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15569, fol. 106. Cette copie donne la date du 23 avril, pour 13 avril, sans doute, car la réponse olographe de Lanssac est datée du 21 de ce même mois.

(2) Lettre olographe. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15568, fol. 123.

Monsieur, en parfaite santé, très longue et très contente vie. De Brouaige, ce 21^e avril 1535.

Ma femme présente ses humbles Recommandations, et moy aussi, à Madame de Gourgues, *vostre* (1) cousine.

Vostre humble serviteur.

LANSSAC.

La « confrairie » comptait encore une autre forte tête. Jean-Paul d'Esparbès de Lussan (2), seigneur de La Serre, de La Garde, etc., âgé à cette époque d'une cinquantaine d'années, était destiné à se rendre célèbre par son caractère intraitable; et son passé n'était pas exempt de cruautés (3). Il avait commencé à servir en Italie sous Monluc et il prit part au siège de Sienne en 1554. Resté rude soldat, après cet apprentissage, il fut distingué par le roi Charles IX qui lui donna plusieurs commissions de capitaine de compagnie. Henri III le retint gentilhomme ordinaire de sa chambre, en 1576, et le fit mestre de camp du régiment de Piémont en 1577.

Par lettres du 8 décembre 1581, le roi l'avait gratifié du commandement de la ville et du château de Blaye, sur la démission du sieur de Lanssac, et c'était bien une entière gratification puisque, comme nous avons dit, le roi s'était chargé de la récompense de cette charge. Une commission, datée du 17 décembre 1581, fut expédiée à Pierre Seguiet, président au Parlement de Paris, étant en Guyenne, pour recevoir le serment de Lussan et celui-ci le prêta à Agen, le 5 février 1583, lorsque la Chambre de Justice siégeait dans cette ville (4).

Lussan ne tarda pas à mettre à profit l'avantage de sa position dans une région troublée. Tout d'abord nous le voyons associé aux entreprises des gens de Lanssac. Son serment d'hier n'est pas fait

(1) On peut lire *notre* ou *vostre*, Lanssac lui-même a hésité, la première lettre du mot est surchargée.

(2) Septième fils de Bertrand d'Esparbès de Lussan et de Louise de Saint-Félix, mariés le 26 août 1523, il épousa, par contrat du 16 avril 1576, Catherine Bernarde de Montagu, dame de La Serre en Condomois, et mourut le 18 novembre 1616. Son fils, François d'Esparbès, qui fut maréchal de France, en 1620, épousa Hippolyte Bouchard, fille unique et héritière de David Bouchard, vicomte d'Aubeterre, dont il prit le titre et les armes.

(3) Il est exécré et maudit par delà la tombe dans une chanson qui courut en 1594. *Archives historiques de la Gironde*, t. XIII, p. 480.

Si gis Lussan, de tous ligueurs le pire,
Grand ennemy mortel
De Dieu, du Roy, et traistre à sa patric
Bien doit sa vie
Lussan.

(4) *Bib. Nat., Pièces originales* 1066, *Esparbès*, fol. 56 verso.

pour l'embarrasser, car il est toujours bien entendu que tout ce qui se fait au nom de la Ligue est pour le service du roi.

Le 10 avril 1585, quelques jours après la surprise de Bourg, le maire de Saintes, dans une réunion du corps de ville, donne lecture de deux lettres qu'il vient de recevoir et qui apprennent que « ceux de Blaye et de Bourg ont prins les armes et sont allés jusques au chasteau de Montendre (1) et ont voulu entrer par échelles, ce que n'ont peu » (2). Leurs mesures ou leurs échelles étaient trop courtes.

Bien souvent ces entreprises, effectuées sans préparation et avec les seules forces de partisans, restaient stériles, mais elles coûtaient toujours quelque chose au malheureux paysan. Pour son compte, Lussan avait trouvé mieux. De son poste, sur la Gironde, il voyait aller et venir les navires marchands qui faisaient le commerce à Bordeaux, même un règlement obligeait ces mêmes navires à débarquer leur artillerie à Blaye avant de gagner Bordeaux. La tentation était irrésistible; il se mit à les rançonner, décorant ce prélèvement abusif d'un nom emprunté au vocabulaire de l'administration des finances : le *subside*, *subside* destiné à entretenir sa garnison pour le service du roi.

Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'en cette manière d'impôt, Lussan paraît avoir été un précurseur; s'il n'inventa pas le terme de *subside*, il semble, dans l'application de cet impôt à la Gironde, avoir été imité par deux rois, le roi de France, et le roi de Navarre.

Lussan avait déjà commencé à prélever son fameux *subside* quand Henri III créa, en 1585 (3), le droit de convoi qui s'ajoutait à l'ancien droit de comptable spécial à Bordeaux; et c'est aussi en 1585 que le roi de Navarre frappa les marchandises circulant sur la Gironde d'un impôt très lourd sous le nom de *subside* de Royan (4).

Puisque cette pratique avait tant de succès, il n'y avait aucune raison pour ne pas la poursuivre, et Lussan y trouva tant d'avantages que rien ne put l'en faire démordre : ni les défenses du roi, ni les propositions amiables du parlement de Bordeaux, pas même le

(1) C'était la maison d'un protestant de marque, François la Rochefoucault, baron de Montendre fils de Louis de La Rochefoucault et de Barbe du Bois, qui épousa, en 1565, Hélène Goulard et mourut le 12 janvier 1600.

(2) Eschassériaux, *loc. cit.*, p. 373.

(3) Par lettres patentes du 2 juin 1585 enregistrées au parlement de Bordeaux le 8 août 1585. *Archives historiques de la Gironde*, t. XII, p. 86.

(4) Cf. Fr. Gebelin, *Le gouvernement du maréchal de Matignon en Guyenne* (1589-1594), Paris, 1912, in-8°, p. 116.

siège que le maréchal de Matignon mit devant Blaye en 1593. Bien mieux, quand, plus tard, Lussan eut vendu sa soumission à Henri IV, en 1594, les mêmes lettres patentes, du 20 juillet 1594, qui le confirmaient dans son gouvernement, l'autorisaient à lever un impôt sur les marchandises passant par eau devant Blaye (1).

Au printemps de l'année 1585, Lussan levait donc son subside et le prétexte qu'il invoquait nous est connu par un rapport adressé au roi. Un des capitaines des compagnies de gens d'armes de Gascogne, Charles de Monluc (2), avait été chargé par le roi de voir Lussan et de lui demander des explications sur sa conduite. Monluc rend compte au roi du résultat de sa mission par une lettre (3) que nous reproduisons intégralement :

« Sire — Suyvant vos commandemens, j'ay esté parler au sieur de Lussan, gouverneur de Blaye, auquel j'ay faict entendre la créance qu'il vous avoict pleu me donner ; et m'a dict pour responce qu'il n'a jamais eu autre intention, que d'estre vostre très humble fidelle subget et serviteur, toutesfoys qu'ayant ceste place en charge où il estoit engagé et son honneur, aussy pour vostre service, il s'y est trouvé sy nécessaireux et hors de moyen de la conserver qu'il a esté contrainct d'entreprendre ce qu'il a faict et de fere payer le succide qu'il prend au vaysseaux quy passent au havre de la dicte ville pour y entretenir les soldatz et morte payes. Bien que ça esté après avoir souvant donné advis à Vostre Majesté et à Monsieur le mareschal de Matignon de l'importance d'icelle et de la nécessité en quoy il estoit ; et, n'y ayant esté pourveu, cella l'auroit forcé de s'en dispenser ; mais que s'il plaict à Vostre Majesté luy fere cest honneur de remédier à ses necessitez il cessera tout soudain ce qu'il en a commencé. Qu'est tout ce qu'il m'a respondu. Au reste, Sire, je ne fauldray d'assembler le plus de mes amys que je pourray, tant de ma compagnie que d'autres volontaires et me tenir prest, attendant voz commandemens, ores que je ne pourray mectre beaucoup de gens aux champs qu'avec grand'incomodité, attendeu le long temps qu'il y a que ma dicte compagnie n'a faict moustre, nonobstant qu'elle a esté, durant les guerres passées, tousjours des premières en pied, en ce pays pour vostre service. Sy est-ce que je feray tout ce que je pourray et supplieray très humblement Vostre Majesté de s'en resouvenir afin que les gens d'armes d'icelle ayent plus de moyen, avecques moy, de vous rendre le très humble et fidelle service que

(1) Gebelin, *loc. cit.*, p. 168. M. Gebelin fait commencer le subside de Lussan au mois de septembre 1589 seulement (p. 124).

(2) Charles de Monluc, seigneur de Caupenne, petit-fils du célèbre Blaise de Monluc et fils de Pierre Bertrand de Monluc, dit le capitaine Peirrot, tué en 1568 au cours de l'expédition de Madère, et de Marguerite de Caupenne, mariés en 1563, épousa, le 19 août 1589, Marguerite de Balaguiet. Après la mort de Henri III il embrassa le parti de la Ligue à Agen. Sur la fin de la Ligue il se laissa gagner par l'office de Sénéchal d'Agenois et Condomois vacant par la mort de Saint-Chamarand, et qu'il reçut par lettres datées de Chartres, 5 mars 1594. Il fut ensuite gouverneur des mêmes pays et mourut à Ardres, en 1596.

(3) Lettre originale, *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15569, fol. 65.

nous vous devons tous. Sire — Je supplie le Créateur augmenter et accroistre les grandeurs de Vostre Majesté. De Bordeaux, ce xv^e avril 1585.

Vostre très humble et très obeissant subget et serviteur.

MONLUC. »

Dans ce « temps d'ingratitude », comme l'écrivait la reine mère, aucun serment, aucune obligation ne comptait. Le sieur de Vaillac (1), gouverneur du Château-Trompette, venait de tenter de soulever Bordeaux, pour livrer la ville à la Ligue. La présence d'esprit et la fermeté du Maréchal de Matignon avaient fait échouer ce dessein, et Catherine de Médicis apprenant ce « bon exploit » en relève toute l'importance dans une lettre au roi, son fils :

« J'espère, ajoute-t-elle, que cela servira beaucoup pour vous bien asseurer les aultres villes de Guyenne et suis merveilleusement esbahye des mauvais déportemens de Lussan, veu qu'oultre la fidélité qu'il doit à vostre service, il vous a une si grande et particulière obligation des biens que luy avez tousjours faictz (2). »

Pendant que la Ligue s'assurait ainsi de postes importants sur la Gironde, Saint-Luc ne restait pas inactif; mais, fidèle à sa tactique ordinaire, il ne se lançait, par lui-même, dans aucune entreprise hasardeuse. Sa position dans Brouage est naturellement forte, il y est entièrement maître, le seul but qu'il poursuit est d'y augmenter ses ressources en vivres, en armes, et en hommes; le point d'appui et le refuge qu'il réserve aux agents plus remuants de la « confrairie » n'en seront que plus solides. Ses émissaires parcourent la Saintonge et l'Angoumois, ils cherchent à pénétrer dans Saintes, dans Cognac, dans Angoulême. De temps à autre une lettre chiffrée est interceptée, un espion est arrêté. L'un d'eux ne porte que le modeste bâton du voyageur, mais ce bâton est creux et contient un papier mystérieux.

La région offrait alors des conditions favorables à cette pénétration; le gouvernement d'Angoumois et Saintonge était resté, pendant un certain temps, dépourvu de chef. Le marquis de Ruffec était allé mourir à Paris au mois de janvier 1585, et le marquis de

(1) Louis de Gourdon-Genouillac, comte de Vaillac en 1609, fils aîné de Jean de Gourdon et de Jeanne Brun de Boisset, mariés le 12 décembre 1538, gouverneur du Château-Trompette depuis le 29 août 1575, épousa successivement : 1^o, le 17 janvier 1573, Anne de Montberon, 2^e Françoise de Charbonnières-la-Chapelle, 3^e, le 25 avril 1606, Marguerite de Foix. Mort en 1615.

(2) Lettre datée d'Epernay, 25 avril 1585. *Lettres de Catherine de Médicis*, t. VIII, p. 263.

Pisany avait laissé le commandement du château de Saintes, pour l'ambassade Rome, six mois auparavant. En attendant que le nouveau gouverneur, le sieur de Bellegarde, eût pris possession de sa charge, le roi avait confié le commandement à Charles de Brémond d'Ars (1) en qualité de lieutenant général ; mais une certaine interruption dans l'exercice du commandement avait été préjudiciable au service du roi.

A Angoulême, le lieutenant de justice, François de Nesmond (2), commandait par commission du maréchal de Matignon ; sa qualité ne lui assurait qu'une bien faible autorité. Le 7 avril il écrivait à Villeroy (3) :

« ... Je vous diray que Messieurs de La Roche-Chemerault et d'Ars sont venus en ceste ville bien à propos pour y faire cesser beaucoup de partialité et divisions dont vous verrez le discours par les procès-verbaux et actes que j'ay mis ès mains de mondit sieur de Chemerault avecq plusieurs lettres qui vous feront juger et congnoistre qui sont ceulx qui se sont monstrés bons ou mauvoys serviteurs du Roy en ceste nécessité ; pour ce coup je me contenteray de venir asseurer que ceste ville demeurera ferme et immobile en la domination du Roy... »

Après avoir fait l'exposé des mesures qu'il a prises pour faire fortifier et garnir de troupes le château et le châtelet d'Angoulême et nommé les serviteurs du roi qui ont promis de fournir des cavaliers et des hommes de pied, Nesmond fait allusion aux tentatives de Saint-Luc :

« ... Dieu mercy, il n'y a, en tout ce pays d'Angoulmois, de chef qui se soit déclaré que le cappitaine Blanchard lequel néantmoins faict semblant que toute la levée de gents de guerre qui se faict est par ung commandement secret du Roy pour aller assiéger La Rochelle, et pratique et endort, par ce doulx langage beaulcoup de gents. Si les officiers du Roy, à Cognac, eussent voulu obéyr à l'ordonnance que nous avons faicte pour envoyer icy le laquais de Monsieur de Saint-Luc, avecq la lettre escripte en chiffre adressée audict Blanchard, nous eussions peu dès lors decouvrir beaulcoup de choses qui eussent servy au procès d'ung des cappitaines de la Ligue qui, despuys, s'est saulvé et descendu avec des linceulx, qu'on luy avoyt baillé, du hault d'une tour du chasteau et, après, passé par dessus les murailles de la ville. Le procureur du Roy, en ceste ville, a bien délibéré de continuer sa poursuite commencée contre les dits officiers de Cognac... »

(1) Les « instructions » au sieur d'Ars sont datées de Paris, 27 mars 1585.

(2) Il avait été intendant de justice et finances dans l'armée du siège de Brouage en 1577. Lettre de Nesmond au roi, Angoulême, 22 avril 1585. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15569, fol. 95.

(3) Original, Angoulême, 7 avril 1585. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15569, fol. 48.

Nesmond et Chemerault s'emploient aussitôt à détourner les levées du capitaine Blanchard opérant pour le compte de Saint-Luc. Le capitaine Rocq de Civray, d'abord engagé avec Blanchard, reconnaît son erreur, on va obtenir pour lui une commission du maréchal de Matignon « pour luy mener une troupe de deulx cens bons soldats dont la plus part estoyent en danger d'estre persuadés de se ranger au mauvoys parti... » Trois autres capitaines « ont promis de faire le semblable ». Tout se range donc en Angoumois, mais il était temps d'agir, comme à Cognac d'ailleurs où les officiers de justice tardaient à tirer au clair la correspondance chiffrée de Saint-Luc :

« Je vous envoye la coppie du chiffre que le maire de Congnac m'a escript avoir prins sur l'original qui est es mains du lieutenant. Plusieurs des principaulx habitans de Congnac m'ont mandé que sans l'arrivé de mondict sieur d'Ars la ville estoit perdue par la menée de ceulx qui refusoient le nepveu du sieur de la Rochette, enseigne des gardes du Roy...

Le sieur de Chemerault, poursuivant sa mission à travers l'Angoumois et la Saintonge, continuait sa correspondance avec la Cour. Dans une lettre au roi, du 26 avril (1), il confirme les nouvelles données par le lieutenant Nesmond et insiste sur la nécessité d'envoyer le sieur de Bellegarde dans son gouvernement :

« ... Ce qui est très besoin d'exécuter d'autant que vos subjectz de vostre ville d'Angoulesme commencent à se mutiner et ne peuvent s'accorder d'obéir à ung chef de vostre justice, et aussi que vostre noblesse et beaucoup d'autres, que j'ay asseurez de vostre intention et destournez de prendre autre party, soient emploiez pour se continuer en l'obéissance qu'ilz vous doibvent ; et, en ce faisant, empescher les courses de ceulx de Brouage qui se fortifient d'hommes et mettent aux champs ; et, par ce moien, donnent entrée à tous ceux qui veulent prendre leur party. Ce qui ne feust advenu si ledict sieur de Bellegarde feust venu par deça. »

Au reste, Chemerault était satisfait, il avait gagné le capitaine Rocq de Civray ; et, par lui, beaucoup de vieux soldats avaient été « retenus et empeschés de prendre argent pour aller en Brouage » ; mais il fallait se hâter d'envoyer commission, et argent pour les payer, car ceux qu'on ne peut employer

(1) Lettre datée de Chemerault, 26 avril 1585, *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15569, fol. 121, original. Au cours de cette lettre, Chemerault demande au roi « d'envoyer une abolition à Monsieur de Vaulx de Xaintonge de quelque cas qu'il a commis durant ces troubles » parce qu'il y a intérêt à le gagner. Il s'agit de Jean de Montalembert, sieur de Vaux, dont nous avons parlé.

« sont incontinent recherchez des autres et l'argent ne leur manque point... Quant au capitaine Blanchard, d'auprès Angoulesme, il est tousiours en sa maison et n'a personne pour luy aux champs ny hommes quelzconques en tous les païs de Poictou, Angoulmois, Saintlonge et d'Onis, sinon en Brouage. »

La levée de troupes tentée pour le compte de Saint-Luc paraissait donc vouée à un piteux échec, et Chemerault termine sa lettre au roi par un pronostic optimiste : « ceulx qui avoient employé dedans leur estat beaucoup de villes et de noblesse ès ditz païs, contre vostre service, se trouveront cours à la fin... »

A Saintes, le maire et la municipalité ne songent qu'à garder la ville, c'est l'objet de leurs constantes délibérations dans lesquelles il n'est question que de gardes, que de portes fermées ou murées. Ils se méfient de tout et de tous et ne font confiance qu'au maréchal de Matignon. Ni Ligueurs ni Protestants ; ceux-ci sont priés de sortir de la ville, et ceux qui sont dehors de n'y plus rentrer. Surtout pas de soldats étrangers dans la ville ; le capitaine Jacques de Pernes, qui commandait la garnison dans le château, y est confiné et surveillé. Reçoit-il au château quelque capitaine, on le somme de s'expliquer, on dresse des procès-verbaux pour les envoyer au roi et au maréchal de Matignon. Le maréchal doit écrire à ces méfiants pour les calmer et les assurer que le capitaine Pernes est un fidèle serviteur du roi.

Précisément, à ce moment même, le 27 avril 1585, le capitaine Pernes communiquait au maire une lettre qui intéressait la sûreté de la ville. Le sieur de Luchet l'ainé, grand ami de Jacques de Pernes, n'avait pu s'empêcher, bien que « déclaré du parti du seigneur de Saint-Luc », de lui écrire pour l'avertir qu'on se préparait, de ce côté, à faire pénétrer dans Saintes quatre compagnies de gens de pied. Et le même jour, le maire était avisé d'autre part « que sans doute il y en avoit aucuns de ceulx que l'on disoit de la confrérie qui avoient assurance de mettre la ville en l'obéissance du parti contraire à Sa Majesté » (1).

Le 5 mai, on amenait à Saintes un espion muni d'un gros bâton ferré contenant des lettres « qu'il portait en Brouage ». On va le confesser, faire doubler et vidimer ses lettres par deux notaires et les envoyer incontinent au maréchal (2).

Toujours des alertes, mais, en somme, pas de voies de fait. Une atmosphère de méfiance, énervante et lourde, annonçant l'orage.

(1) Eschasseriaux, *loc. cit.*, p. 374.

(2) *Ibidem*, p. 377.

mais ne rompant pas les relations habituelles de la vie. Les communications avec Brouage n'étaient pas interceptées, et certains habitants de Saintes s'y rendaient quelquefois pour leurs affaires. Ces allées et venues, il est vrai, inquiétaient le maire, désormais on ne pourra plus s'éloigner de la ville sans donner des explications et sans prendre passeport. Cependant, le 8 mai, les magistrats municipaux se portaient hors la ville au devant du corps de Guillemette de Créquy, que son mari, le sieur de Potonville, lieutenant de roi à Brouage, désirait faire inhumer dans l'église des Jacobins.

Rien de marquant ne s'était produit quand le sieur de Bellegarde entra dans son gouvernement (1).

(A suivre.)

JULES SOTTAS.

III

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE DES ÉVÊQUES DE SAINTES

JUSQU'AU RÈGNE DE SAINT LOUIS

(Suite)

U. — CHRONOLOGIE DES ÉVÊQUES DE SAINTES AU VII^e SIÈCLE

(A) *La Saintonge sous la domination des Goths* (596-611). — *L'art Gothique en Aquitaine à la fin du VI^e siècle, au temps des évêques Pallais II* (596-600); *Liguair* (600-608); *Audebert* (608-614).

Dans un précédent chapitre, la chronologie des évêques de Saintes au VI^e siècle se clôt avec Pallais II. Le dernier témoignage de son existence est fourni par une lettre du pape Grégoire le Grand concernant la mission d'Augustin en Angleterre. C'est en 597 que l'envoyé de Grégoire I^{er} commença son apostolat chez les Insulaires. Mais la décision du pape à son sujet remonte à l'année précédente (235). Le Souverain Pontife avait pensé faire suivre à son disciple et aux compagnons qui l'escortaient, le voyage habituel le

(1) Au commencement du mois de mai, il était à Châteauneuf; le 12 mai il adressait, d'Angoulême, sa première lettre au roi; il n'entra à Saintes que le 17 juin 1585.

(235) William Hunt, *The English Church from its foundation to the Norman Conquest* (597-1066), 1901, p. 16.

plus court, et il avait prévu qu'ils s'embarqueraient à *Saintes*. C'est pourquoi la lettre de recommandation qu'il leur remit fut adressée aux évêques de Marseille, de Tours et de *Saintes* (236) en juillet 596.

Ce projet d'itinéraire fut traversé par une circonstance que le pape n'avait pas prévue. « S'embarquant sur la Méditerranée, les moines du Mont Coelius s'arrêtèrent quelque temps à Lérins, où ils trouvèrent un monastère florissant. » C'était celui dont nous avons décrit les débuts et d'où sortit Vincent de *Saintes*. « Ils n'allèrent pas plus loin à travers les Gaules. Effrayés des récits qu'on leur faisait de la férocité des habitants du pays qu'ils allaient traverser, ils rebroussèrent chemin et revinrent à Rome. Mais le pape n'était pas homme à s'arrêter à de pareils obstacles ; il obligea les missionnaires à reprendre leur route ; ils remontèrent le Rhône, puis suivirent la Loire jusqu'à Nantes, non sans se heurter parfois à l'hostilité des habitants encore sauvages. De Nantes, ils s'embarquèrent et naviguèrent jusqu'à l'embouchure de la Tamise. »

Ce récit de Dom Cabrol (237) montre que si le Saint-Père ne renonça pas à l'envoi de la mission, il lui imposa un itinéraire beaucoup plus long, passant par le Lyonnais, la Bourgogne, le Berry, la Touraine et l'Anjou. Une recommandation à l'évêque de *Saintes* n'avait plus de raison d'être. On conçoit ainsi que le nom de Pallais II ait disparu de certaines copies du texte de l'épître de Grégoire aux prélats français.

Mais le fait que le pape reconnut le bien fondé des motifs qu'alléguèrent Augustin et ses frères implique que des événements nouveaux s'étaient produits. Ce sont évidemment ceux que nous avons rencontrés en étudiant la vie de Ligunaire.

(236) L'édition de cette lettre contenant les noms des trois évêques, et publiée par François Duchesne (*Historia Francorum Scriptores*, I, 895), porte : « Gregorius... Palladio episcopo de Sanctonibus, Pelagio de Turonis, et Sereno de Massilia episcopis, Galliarum a partibus. » — Bède rapporte que Grégoire écrivit aussi à Ilthier (*Aetherius*) de Lyon. Nous avons cru pouvoir (*Introduction*, p. 24) suivre l'édition de Paul Ewald où le nom de Pallais II de *Saintes* ne figure pas. Un examen plus approfondi de la question a modifié cette première impression. Il est possible qu'en raison du changement d'itinéraire rendant inutile la recommandation à l'évêque de *Saintes*, le nom de celui-ci ait été omis au registre romain édité parmi les *Monumenta Germaniae historica* (*Epistolae*, I, 425, d'après le *Gregorii I Papae registri epistolarum* lib. VI, 50), tandis qu'une copie conservée dans les Gaules aura retenu ce nom. Ewald, dans le texte qu'il reproduit, ne fait aucune allusion à l'adjonction de Pallais de *Saintes* d'après la variante de Duchesne.

(237) *L'Angleterre chrétienne avant les Normands*, par Dom Fernand Cabrol, abbé de Farnborough, 1909, p. 61.

Childebert II était mort le 22 novembre 595 (238), et c'est pourquoi Grégoire dut écrire, pour recommander Augustin, des lettres à la reine douairière Brunehaut et d'autres à ses fils, les roi Thiébert et Thierry. Mais entre le moment où furent rédigées celles aux évêques des Gaules et l'arrivée d'Augustin à Lérins, avait commencé l'offensive victorieuse de Recared dont la prise de Limoges devait être le couronnement.

Ainsi tous les détails que l'histoire nous apporte par diverses voies concourent à préciser un fait principal : la conquête de l'Aquitaine par les Espagnols au lendemain de la mort de Childebert. On s'explique fort bien que les missionnaires n'aient pas cru prudent de s'aventurer au milieu de la bataille. Le pape en effet ne les blâma point, et leur prescrivit un autre trajet.

La confirmation de cet événement capital, le retour des Wisigoths en Saintonge, va permettre de résoudre un problème qui a jusqu'ici laissé les historiens fort embarrassés. Maints témoignages indiscutables établissent l'existence d'un art gothique d'époque tardive ayant fleuri dans cette région.

Barrière Flavy, dans ses *Etudes sur les sépultures barbares du Midi de la France*, a constaté la présence de nombreux cimetières barbares du VI^e au VIII^e siècle entre la Loire et les Pyrénées, dont un nombre important dans la Charente et la Charente-Inférieure, notamment Chadenac, Chérac, Neuvis, Le Petit-Niort, Saintes, Ebéon où on a trouvé une monnaie d'argent d'Anastase I^{er} (491-518) de fabrication barbare. L'auteur a signalé un art wisigoth dans cette contrée bien après Clovis. Lièvre l'a combattu (239) par des arguments dont le principal a perdu toute valeur : « Les Wisigoths disparaissent en 507, et nos cimetières ne datent que de la première moitié du VI^e siècle. »

Le départ des Goths ne prouve rien puisqu'ils sont revenus. La vie de saint Liguairé l'établit et permet de préciser le temps où ces monuments d'un art barbare ont surgi dans la région charentaise.

La domination des Goths n'a pas dû se prolonger au delà du règne de Gunthimar successeur de Witteric I^{er}. Nous en avons précisé les limites (e); mais après la rédaction de cette étude nous

(238) Date précisée par le nécrologe de la cathédrale de Limoges (B. N. ms. lat. 17188, fol. 561). — Depoin, *Questions mérovingiennes et carolingiennes*, tir. à p. de la *Revue des Etudes historiques*, juillet-août 1904, pp. 380-382.

(239) A.-F. Lièvre, dans les *Mémoires des Antiquaires de l'Ouest*, t. XVI.

(e) Chapitre O, division B.

avons eu connaissance d'un travail analogue de Karl Zeumer (240). Cet auteur utilise le *Laterculus regum*; il a également relevé les dates des synodes de Tolède (22 octobre 610, première année de Gunthimar), et de Séville (13 novembre 619, 9^e année de Sisibuth). Cependant, il n'arrive pas aux mêmes conclusions que nous; en voici la cause. D'abord, il fait état d'une inscription de la 2^e année de Sisibuth que le baron de Hübner (n^o 400 de sa collection) a datée du 9 février 614; et, d'autre part, pour éviter de discuter cette autorité, il préfère à la leçon du plus ancien manuscrit du *Laterculus* concernant les règnes de Witteric (7 ans 9 mois 26 jours) et de Gunthimar (2 ans 10 jours) les variantes données par des manuscrits postérieurs (6 ans 10 mois par Witteric, 1 an 10 mois 14 jours pour Gunthimar).

En acceptant même pour ces deux règnes la recension de copies notoirement défectueuses pour d'autres durées, les dates synodales citées plus haut n'en restent pas moins inconciliables avec la chronologie de Hübner. Le règne de Gunthimar d'après elles a commencé au plus tôt le 23 octobre 609, au plus tard le 21 octobre 610; en lui donnant 1 an 10 mois 14 jours d'étendue, il a fini au plus tôt le 7 septembre 611, au plus tard le 12 septembre 612. Sisibuth a commencé son règne au plus tôt le 14 novembre 610, au plus tard le 12 novembre 611. La limite établie d'après le manuscrit le plus ancien du *Laterculus* pour la disparition de Gunthimar (4-12 novembre 611) serait portée du 7 septembre au 12 novembre 611 selon les variantes adoptées par Zeumer. Tout cela ne peut faire tomber le 9 février 614 dans la 2^e année de Sisibuth, et le synchronisme que le baron de Hübner a proposé pour son inscription est incompatible avec le *Laterculus* comme avec les dates conciliaires.

Le concile de Paris, tenu le 10 octobre 614 (241) eut pour membres :

Ex civitate Burdegala, Arnegisilus episcopus :
Ex civitate Santonex, Audoberhtus episcopus :
Ex civitate Pectavis, Ennoaldus episcopus :
Ex civitate Uasatis, Gudualdus episcopus :
Ex civitate Equilisima, Bassolus episcopus :
Ex civitate Petrocorius, Aggus episcopus.

(240) Il a paru dans le *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere Deutsche Geschichtskunde*, t. XXVII (1901), pp. 430 et suiv.

(241) *Monumenta Germaniæ historica, Concilia ævi merovingici*, édit. Maassen, I, 191-192.

La présence d'Audebert, évêque de Saintes, au concile national convoqué par Clotaire II montre que la Saintonge avait fait retour à la monarchie franque. Fit-elle partie des états de Thierry II avant d'être englobée dans l'hégémonie obtenue par les Neustriens sur la Bourgogne et l'Aquitaine ? Le refoulement des Goths était probablement un fait accompli, lorsque le fils de Frédégonde, reconstituant la monarchie de Clotaire I^{er}, réunit à son royaume les états de ses cousins ; car les chroniques n'auraient pas manqué de lui reconnaître ce retour, s'il lui eût été réellement attribuable.

Dagobert le fondateur de Saint-Denis et son père Clotaire II sont en effet les seuls Mérovingiens auxquels les traditions reconnaissantes de la célèbre basilique aient conservé une physionomie digne de l'histoire.

(B) *Léonce III* (625-634).

Flodoard a rapporté les actes d'un concile tenu à Reims par l'archevêque Sonnaise (*Sonnatus*), sans en indiquer la date. Mais le P. Le Cointe a établi péremptoirement, semble-t-il, que cette assemblée se tint en 625 (242). La métropole de Bordeaux y fut représentée, à défaut de l'archevêque, par trois de ses suffragants, Nance (*Namatius*) d'Angoulême, Jean de Poitiers, et Léonce de Saintes. Il s'y trouva en tout 42 prélats dont plusieurs venus d'Austrasie : le célèbre saint Arnoul de Metz, Chunibert de Cologne, Modoald de Trèves, Luibald de Mayence.

Dix métropolitains s'y rencontrèrent, car à ceux qui viennent d'être nommés se joignirent Thierry de Lyon, Sendoul de Vienne, Sulpice II de Bourges, Richer I^{er} de Sens, Donné de Besançon, André d'Auch.

Vingt-sept canons y furent rédigés, dont l'un constitue l'approbation globale des décisions du concile de Paris du 18 octobre 614. Le dernier article est intéressant à rappeler, car il répond à une difficulté qui s'était produite à Saintes au siècle précédent.

« A la mort d'un évêque que personne ne prenne sa place, s'il n'est originaire du pays, élu par le suffrage universel du peuple

(242) *Historia ecclesiæ Remensis*, l. II, cap. 5, édit. Lejeune, pp. 246 à 257. Cette date est acceptée par Labbe et Mabillon. Maassen a, pour des raisons qui sont peu concluantes, cru que ce concile fut postérieur à celui de Clichy, et le date 627-630. Bien que la plupart des prélats cités se retrouvent dans l'un et dans l'autre, il y a pourtant une différence sensible pour le titulaire d'un siège important, celui de Sens. Les assemblées se sont donc tenues à un certain intervalle l'une de l'autre.

entier, avec l'assentiment des comprovinciaux. Que tout intrus soit rejeté hors du siège, qu'il aurait envahi plutôt que reçu, et les prélats qui l'auraient ordonné, suspendus pour trois ans de leur charge. »

Ce texte est la contradiction du droit excessif que s'arrogeaient les premiers Mérovingiens, d'instituer eux-mêmes des évêques — comme Emier le fut à Saintes par Clotaire I^{er} — sans consulter ni le peuple, ni le clergé, ni les prélats circonvoisins. Mais s'il interdit au roi l'intrusion d'un étranger, le Concile ne soulève aucune difficulté quant à l'agrément que le prince donne ou refuse au choix provisoire canoniquement effectué par l'assemblée des évêques.

Voilà donc une première année connue de l'épiscopat de Léonce III qui le rapproche de celle où figure Andebert. L'intervalle entre les dates où ils paraissent étant réduit à onze ans, on peut admettre qu'il n'a pas existé de lacune entre leurs pontificats.

Nous trouvons au concile de Clichy tenu le 27 septembre en l'année 43 du règne de Clotaire II (243) les souscriptions suivantes :

E civitate Egulisma, Namatius episcopus.
E civitate Pectavis, Johannes episcopus.
E civitate Sanctonis, Leoncius episcopus.
E civitate Aginno, Asodoaldus episcopus.
E civitate Burdegala, Samuhel diaconus.

L'éditeur des *Conciles Mérovingiens*, dans la collection des *Monumenta*, Maassen, a laissé incertaine la date de ce concile ; il hésite entre 626 et 627. Ce dernier millésime est à retenir. En voici les motifs :

Le livre VI de l'*Histoire des Francs* par Grégoire de Tours se termine par deux chapitres dont l'un raconte les fiançailles de Rigonde, fille de Chilpéric, et l'autre, l'assassinat de celui-ci. L'ambassade des Wisigoths demandant la main de Rigonde arriva à Paris le 1^{er} septembre 584 ; elle y séjourna longtemps, car il fallut préparer un convoi considérable de présents, et organiser le voyage et l'escorte de la princesse. Entre temps, le roi Childebert II, ayant appris ces projets, envoya des représentants pour les contrecarrer. Cependant le convoi s'ébranla ; il comprenait cinquante chariots et campait en rase campagne à chaque étape. Quatre mille personnes en

(243) *Monum. Germ. hist., Concilia ævi merovingici*, p. 201.

faisaient partie ; parmi les dirigeants se trouvait le maire du palais, ancien comte de Saintes (244).

Le cortège parvenu à Poitiers, le duc Gamard Babon, fils de Mummolin de Soissons, et oncle paternel de saint Arnoul, qui avait reçu la mission d'être le paranymphe, ou « père de nocces » de la princesse, rebroussa chemin avec sa femme ; et ses gens, le long de la route, pillèrent les fermes des paysans, ravagèrent les vignobles, coupant les raisins avec leurs sarments. C'était à la veille de la récolte ; et comme il s'agit d'une région en-deçà de la Loire, il faut admettre qu'on se trouvait au commencement d'octobre. Grégoire dit qu'avec ce retour coïncida le départ de Chilpéric quittant Paris pour aller s'établir à Chelles, et s'y livrer au plaisir de la chasse.

C'est durant cette villégiature qu'il fut assassiné. La saison était avancée, car il faisait nuit noire à l'heure où il revenait de la chasse pour souper, et cette circonstance permit au meurtrier de disparaître avant d'avoir été reconnu. Aussi est-il tout indiqué d'attribuer à cet événement tragique le quantième du 5 novembre, jour funèbre d'un roi, que Dom Racine a cru à tort être Chilpéric II et que l'ancien nécrologe Dionysien commémorait (245).

Contre l'authenticité de la source utilisée par l'auteur du *Nécrologe* manuscrit de Saint-Denis, W. Levison a, dans une revue allemande, présenté des arguments dont le principal consiste à battre

(244) Ce comte de Saintes est nommé Gaudon (*Waddo*). C'est l'abréviation de Gaudri (*Waldericus*). Sous le nom de *Waldericus*, ce comte paraît avoir été cité dans les récits angoumoisins concernant Cybar. Il fit don du domaine de Mont-sur-Charente, pour le repos de son âme, au monastère du Saint reclus. Mais ayant laissé le pouvoir à son gendre Chrotier, celui-ci s'efforça de reprendre ce bien : malgré les prières de l'abbé Rusticus, il en accapara les produits : plus tard, atteint d'une fièvre maligne, il les restitua avant de mourir.

Le donateur est ainsi désigné dans le texte édité par les *Monumenta Germaniæ historica* : « *Waldericus Sanctonici civitatis vir perspicuus.* » (*Scriptores rerum Merovingicarum*, III, *Passiones*, I, 563.) « *Perspicuus* », qui signifie : « transparent, manifeste », est une lecture fautive, pour : « *prospicius* » qui veut dire « remarquable ». La première épithète est du domaine de la clarté ; la seconde ressort de la distinction, et convient à des individualités de premier plan.

M. Krusch aurait bien dû signaler cette méprise d'un copiste interprétant le sigle du préfixe.

(245) Depoin, *Essai d'une chronologie des Rois mérovingiens de Paris*, p. 7 : *Bulletin historique et philologique*, 1905, p. 209.

L'obscurité complète de la nuit suppose l'absence du clair de lune, circonstance qui convient à la date du 5 novembre 584, puisque la nouvelle lune tombait le 10 de ce mois. En septembre le dernier jour du mois coïncide avec la pleine lune. Cette remarque vient encore à l'appui de notre conclusion.

en brèche la conclusion qui vient d'être formulée. Il se persuade que tous les événements relatés dans les derniers chapitres du livre VI de son *Histoire* par Grégoire de Tours, se sont accumulés dans le mois de septembre. On voit par les remarques précédentes avec quelle légèreté il a lu le texte. Il convient d'ajouter que le nécrologe antérieur à celui copié par Mabillon, document dont le critique allemand a nié l'existence, a laissé l'un de ses feuillets mutilés dans le manuscrit latin 17177 de la Bibliothèque nationale.

En supposant donc, comme c'est probable, que la chancellerie de Clotaire II ait fait partir le début de son règne du jour où périt Chilpéric, le 28 septembre de la 43^e année de Clotaire se rapporte à l'année 627.

(C) *Macout, évêque coadjuteur (628-630).*

C'est vers ce temps que saint Macout, évêque d'Alet, chassé de son siège par un tyranneau breton, émigra sur une nef de cabotage, et ayant appris aux rivages de l'Annis qu'il rencontrerait en tournée pastorale le saint évêque Léonce de Saintes, se fit débarquer et conduire au prélat. Léonce lui assura l'hospitalité et sollicita son concours pour le suppléer dans ses visites diocésaines. Macout accepta volontiers, et soulagea par son assistance le pasteur fatigué. Cependant les habitants d'Alet firent redemander leur évêque, et Macout, se rendant à leurs prières, quitta la Saintonge.

Un autre coadjuteur le remplaça.

(D) *Deutier, évêque-coadjuteur (630-632).*

En 630 l'évêque Léonce, par suite apparemment d'une maladie prolongée, avait dû cesser d'administrer le diocèse. La gestion en fut confiée à Deutier, prêtre auxerrois. L'Église d'Auxerre avait alors pour pasteur un Pallais, qu'on peut supposer sans témérité proche parent de Pallais II de Saintes. Sa première lettre à Didier, qui venait d'être placé sur le siège de Cahors, nous fait connaître la délégation donnée à Deutier.

Dümmler résume ainsi l'épître de Pallais d'Auxerre à Didier :

« *Palladius Antissiodorensis episcopus Desiderio hospitola sua in civitate Cadurcensi sita, Bagidonem (cum Chromatia) cujus presbiter jam episcopus Santonensis sit, Pastoriacum, Bassiacum, Alevernacum commendat.* »

L'analyse, comme on va le voir, est par trop libre. Nous la reproduisons seulement pour appuyer, de l'autorité du savant éditeur, l'interprétation, analogue à la sienne, mais appuyée par un recoupement, que nous croyons devoir donner du texte de cette épître. Voici notre traduction (246).

« A son seigneur l'évêque Didier, Pallais évêque.

« La foi nous mouvant, pour affirmer l'union entre les prélats et leurs églises partout où elles s'étendent, nous espérons confier à votre piété, sauf le droit de notre église, tout ce que celle-ci possède en Cahorsin, Bégous, Pasturat, Boussac, Alvignac (247) avec toutes les propriétés, serfs et terres, qui dépendent de son domaine. Et comme à Bégous habite Chromaise sur un bien d'église, à titre précaire, parce que son frère, le prêtre Deutier, dirige maintenant les affaires ecclésiastiques à Saintes, nous vous prions de la prendre, avec tout son avoir, sous votre protection. Dieu vous en récompensera et nous vous saurons gré d'agréer notre supplique. Ainsi nous vous demandons qu'à tous nos hommes résidant en votre ville, en y comprenant ladite Chromaise, vous assuriez votre paternel appui. »

Cette lettre doit avoir été écrite peu après l'intronisation de Didier au siège de Cahors ; il l'occupa de 630 à 655 (248).

(246) En voici le texte original, fourmillant de solécismes :

« Domno suo Desiderio episcopo Palladius episcopus.

« Pro intuitu fidei et unitate sacerdotum quam ecclesiarum ubique diffusarum, spero ad Pietatem vestram ut hospitola quascunque in Cadurco Ecclesia nostra videtur habere, hoc est Bagidone, Pastoriaco, Bassiaco et Alvernaco, vobis cum omnem rem, mancipiis vel terris, aut quicquid ad jure nostro pertinet, salvo jure ecclesiae nostrae, vobis in omnibus commendamus... Similiter ubi Chromatia in re ecclesiae Bagidone commanet, quia frater suus Deotherius presbiter actos ecclesiae Sanctonicae egit, et nunc ipsa Chromatia qui ibidem, per beneficium precaturiae, manere videtur, sic eam cum homini re sua jubeas defendere, quomodo re de Deum mercedem habeas, et nos vobis gratia supplicationis agamus. Et... rogo... ut omnes juris nostri homines, qui in urbe vestra commanent, una cum antefata Chromatia, pia vestri protectione in omnibus mereantur promereri. »

(Dümmler, *Epistolae avi Merovingici*, I, 213.)

(247) Bégous, commune de Cahors. *Bagido*, où réside *Chromatia*, est dans la ville puisque Chromaise est associée aux autres hommes de l'église domiciliés *in urbe*. — Pasturat, éc. Arcambal, cant. Cahors. — Boussac, ca. Livernon, arr. Figeac. — Alvignac, ca. Gramat, arr. Gourdon, voisin de Rocamadour.

(248) *La vie de saint Didier, évêque de Cahors*, publiée d'après les manuscrits de Copenhague par R. Poupardin (Coll. de textes pour servir à l'enseignement de l'histoire, Paris, Picard).

Au moment où Pallais d'Auxerre recommande Chromaise, sœur du prêtre de Cahors Deutier, celui-ci est déjà appelé à administrer l'Eglise de Saintes. Il est donc « prêtre nommé » pour occuper l'épiscopat, mais non encore consacré. Il le fut peu de temps après.

L'observation de Krusch permet, en opérant une légère rectification qui s'impose, de préciser la personnalité d'un prélat dont le siège demeurerait jusqu'à présent ignoré.

L'état de Léonce se prolongeant ou ayant empiré, Deutier fut promu à l'épiscopat, sans titre de diocèse. Nous le voyons ainsi assister, le 27 novembre 632, à l'acte testamentaire fait par saint Eloi en présence de sept autres chefs des diocèses suivants : Beauvais, Laon, Limoges, Mâcon, Nantes, Sens et Tours.

Le texte publié porte la souscription suivante :

Deotemus peccator, rogatus a suprascripto [Eligio] subscripsi (249).

Mais on ne saurait hésiter sur la correction « Deoterius » qui s'impose. « Deotemus » est une corruption évidente, ce ne saurait être un prénom de l'époque mérovingienne.

Cependant Léonce ayant pu reprendre sa charge, au plus tard en 633, Deutier disparaît, soit qu'il ait cessé de vivre, soit qu'il ait reçu une autre mission. C'est à ce moment que saint Macout, après avoir été revoir ses ouailles d'Aleth, lassé de leur ingratitude, revint en Saintonge où il mourut le 15 novembre 634.

Léonce, qui avait recouvré la santé, lui ménagea des obsèques solennelles et fit bâtir une église pour recevoir sa dépouille.

A propos de cette correspondance entre Didier de Cahors et Pallais d'Auxerre, il est intéressant de dire un mot du prédécesseur de Pallais, qui se nommait aussi Didier (*Desiderius*). Il était Aquitain (250), et deux textes qui le concernent le disent, l'un, « nepos Brunechildis reginæ », l'autre, « consanguineus Brunechildis et filiorum ejus ». Le terme « nepos » n'a pas eu d'autres valeurs avant le X^e siècle, que celles de la bonne latinité, « petit-fils » ou bien « fils d'un frère ou d'une sœur ». « Le terme de « consanguineus » exige une origine commune provenant d'un même couple (251). Brunehaut, mère du roi Childeberr II, était fille du roi

(249) *Scriptores rerum Merovingicarum*, IV. *Passiones vitæque Sanctorum*, II, 749. L'éditeur ajoute en renvoi : « Episcopus ignotæ sedis ».

(250) *Acta Sanctorum Octobris*, XII, 351.

(251) Depoin, *Les relations de famille au Moyen-Age* (tir. à part du tom. XXXII des *Mémoires de la Société historique du Verin*).

Athanagilde et de la reine Galsuinte. Il s'ensuit que Didier avait pour mère une sœur consanguine de deux reines de France, Brunehaud unie à Sigebert I^{er}, et Galsuinte II femme de Chilpéric. Cette généalogie justifie la présence, aux mains de Didier, d'un missel provenant du roi goth Thorismond (*missarium argenteum cum nomine Thorsmodi*) du poids de 36 livres, qu'il offrit à sa cathédrale, tandis que Brunehaud dotait le trésor de Saint-Etienne d'un calice d'une admirable beauté, en onyx décoré d'or pur. Mais ce qui nous intéresse, ce sont les propriétés que Didier légua à son église. « Item dedit in pago Sanctonico villas Saturiacum et Vrsionem cum edificiis, servis, mansis, ac universo apparatu earum ». Ainsi Didier possédait Virson et Sautré (252) : « Necnon et areas cum domibus supra positis, tam in Metullo quam in urbe Senonica (*corr.* Sanctonica), quas de Viligunde matrona dato pretio comparavit. » Il avait aussi des terrains bâtis à Melle et à Saintes acquis par lui d'une mère de famille, Viligonde. Toutes ces propriétés, Didier les donna à l'Eglise d'Auxerre par les mains de Pallais, son archidiacre et futur successeur, certainement son très proche parent.

(E) Aiou, évêque de Saintes (637).

L'abbé Th. Grasilier a signalé le premier ce prélat (253).

La souscription « Ailphus, Sanctonica sedis episcopus » se rencontre au bas de la charte d'établissement du monastère de Rebais, telle que l'évêque *Burgundofaro* (saint Faron) la notifie à ses com-provinciaux (254). Cette pièce est ainsi datée : « Actum Clipiaco [Clichy], sub die kalendarum Martii anno XV regnante [*corr.* regni] Domini et filii nostri Dagoberti gloriosi regis. » La date inscrite correspond au 1^{er} mars 637. Dagobert I^{er}, d'après la formule employée, avait été tenu sur les fonts du baptême par l'évêque de Meaux.

L'original de la charte ne subsiste plus; son authenticité a été mise en doute; cependant il ne nous semble pas qu'on puisse contester l'existence simultanée des prélats dont les noms s'y trouvent

(252) Virson, canton d'Aigrefeuille-d'Aunis, arr. Rochefort (N.-D. de Virson dans l'archiprêtré de Surgères dépendit plus tard du prieuré de Soubise). — Sautré, commune de Genouillé, canton de Tonnay-Charente, arr. Rochefort.

(253) *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente*, t. III (1877), p. 185.

(254) *Patrologia latina*, LXXXVII, 1131-1138.

réunis. Ils sont presque tous connus par d'autres actes comme contemporains (255).

Au reste, la correspondance de saint Didier, évêque de Cahors, qui nous a déjà fait connaître Deutier coadjuteur de Léonce III, contient une lettre d'un évêque Aiou (*Auiulfus*) dont les éditeurs ont laissé le siège indéterminé. Didier ayant dirigé le diocèse cahorsin de 630 à 655, nous proposons d'identifier cet *Auiulfus* avec *Ailphus* de Saintes, beaucoup plutôt qu'avec un évêque de Valence auquel on a songé.

En termes d'un extrême respect que justifie l'autorité de Didier, l'un des plus grands personnages de son temps, Aiou lui recommande un clerc Drotoul (*Droctulfus*) qu'un sien ami d'Espagne lui a adressé; il prie Didier de pardonner à Drotoul d'avoir quitté le ressort de Cahors où il avait reçu les ordres mineurs. Les relations entre l'Espagne et le Valentinois sont aussi improbables qu'elles semblent aisées entre ce royaume et la Saintonge par la traversée de la Gascogne ou par la voie plus simple du cabotage.

(F) Bertier, évêque de Saintes (660).

Il paraît, par l'attribution assurée des souscriptions des Pères du concile de Paris tenu le 1^{er} juillet 652, que les provinces de Lyon, Rouen et Sens prirent seules part à cette assemblée (256). Il est donc impossible de tirer parti de ce document pour la chronologie qui nous intéresse.

Huit ans après, le 26 août 660, Bertier, évêque de Saintes, souscrivit au privilège d'Emmon, archevêque de Sens, en faveur de Sainte-Colombe (257).

L'apport à Saintes de reliques de sainte Colombe qui donnèrent lieu à l'édification d'une église sous son patronage, au cœur de la

(255) Si la physionomie de certains noms diffère de celle que d'autres actes nous ont transmise, c'est, à part de légères erreurs de transcription (*Asaneus*, pour *A[n]sericus*, évêque de Soissons; *Magmatius*, pour *Nagmatius*, évêque d'Angoulême), parce qu'on a mieux conservé la forme mérovingienne. Il en est ainsi d'*Aigatharius* (pour *Acharius* ou *Actarius*, évêque de Noyon) et de *Magdegiselus* (pour *Medegesilus*, évêque de Tours). La notification s'est faite avant la mort de Dagobert (18 janvier 639); elle fut toutefois assez retardée pour qu'un changement s'opérât dans le diocèse de Chartres dont l'évêque Aubrais (*Albridus*) fut remplacé par Mallard.

(256) J. Tardif, *Monuments historiques, Cartons des Rois*, n° 10, p. 9.

(257) Mgr Duchesno, *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, t. II, p. 74.

ville, se rattache probablement aux relations de Bertier, évêque des Santons, avec le primat Emmon de Sens. Il n'est pas téméraire de penser qu'à Bertier rapporta ces reliques du voyage qu'il fit dans la métropole où une antique abbaye conservait le corps et perpétuait la mémoire de la vierge martyre. L'église Sainte-Colombe de Saintes, paroissiale dès le Moyen-Age (258), était regardée comme la plus ancienne des églises secondaires de la ville et prenant le pas sur les autres (259).

En faveur de l'antiquité de ces rapprochements, milite l'inscription au martyrologe de Sens de l'apôtre de la Saintonge, *Eutrope* honoré seulement avec le titre de *confesseur*.

Bertier avait cessé de régir l'Église de Saintes en 673, date où nous rencontrons son successeur Agnebert.

(G) *Agnebert* (673). *Grégoire* (683-688).

Les dates auxquelles ces deux évêques ont siégé ont été précisées dans un précédent chapitre. On doit encore à M^{re} Duchesne l'inscription sur les fastes épiscopaux de l'Église saintaise, d'Agnebert qui participa au concile de Bordeaux, tenu sur la fin du règne de Childéric II. Les souscriptions des Pères ont été publiées pour la première fois dans la collection allemande des Conciles mérovingiens (260). On y rencontre *Agnebertus Sanctonensis urbis episcopus*.

L'époque où se tint cette assemblée étant infiniment pauvre en documents aquitains, la découverte de ces signatures a fait apparaître des noms nouveaux dans les listes épiscopales de tout le sud-ouest et du midi de la France. Ainsi surgissent, à Bordeaux, l'archevêque Jean; à Périgueux, l'évêque Erminier (*Ermenomarus*); à Agen, Sebaud (*Siboaldus*); à Bazas, Gondoul (*Gundulfus*); à Cahors, Belton; à Aire (*Vicojulius*), Ours (*Ursus*). De tout le reste de la France trois évêques étaient conservés par des catalogues, qu'on a bien tort en général de considérer, un peu légèrement, comme dépourvus d'autorité. M^{re} Duchesne a eu grand raison de réagir contre cette méthode de critique germanisante qui introduit souvent

(258) Dès 1340. *Recueil de la Commission des Arts et Monuments*, XII, 71.

(259) Briand, *Histoire de l'Eglise Santone*, II, 390, cite un arrêt qui maintint le pas au curé de Sainte-Colombe, sur celui de Saint-Michel en raison de l'ancienneté de son église.

(260) Maussen, *Concilia ævi Merovingici*, p. 216.

un pyrrhonisme arbitraire dans l'étude des textes et des traditions. Ainsi les archevêques Adon de Bourges, et Leutaud d'Auch, et l'évêque Thomain (*Theomandus*) des catalogues pontificaux d'Angoulême voient leur existence constatée par un document hors de conteste ; car *Theomandus* ne se distingue évidemment pas du souscripteur *Tomianus, Aequilisinensis urbis episcopus*.

Une remarque est saisissante : c'est qu'à l'exception de trois petits évêchés, Eauze, Aire et Oleron, tous les diocèses ont à leur tête un prélat au nom nettement franc.

La translation de Grégoire à Nîmes, sur un siège compris dans le royaume des Goths, donne tout lieu de croire qu'après la mort du duc Loup tombé devant Limoges, les rois d'Espagne étendirent leur domination sur la Saintonge.

Le premier d'entre eux qui prit le pouvoir après l'abdication de Wamba fut Ervis ou Irvois (*Ervigius*) ; fils d'Andabaste et d'une fille de Kindasvinth, il remontait par agnation à Hermenegilde, frère aîné de Recared I^{er} uni à Ingonde II, sœur de Childébert II. Ervis était fondé à revendiquer les états d'un grand-oncle paternel. En 687 Egica, mari de sa fille Cécile (*Cixila*, nom qui fait aux cas obliques *Cixilana*), lui succéda ; il mourut après quatorze ans de règne laissant un héritier qu'en 697 il avait associé au trône, Witteric II connu sous la forme enfantine de son prénom, *Witiza*. Les Francs redevinrent maîtres de Saintes pendant le gouvernement de ce prince qui, comme ses devanciers, résidait à Tolède. Childébert le Jeune, dont la mort se place en 711, exerça son autorité sur Saintes. Il se pourrait que le roi goth eût rendu responsable du succès des Francs le duc Tchaffre ou Thiofroi (*Theodefred*) qu'il priva de la vue. On sait qu'en 710, le fils de ce général, Rodrigue, vengea son père en infligeant à Witteric II la loi du talion.

C'est probablement en 709 que se produisit le retour de la Saintonge à la monarchie mérovingienne.

Revenons à la chronologie des évêques santons pour l'enrichir d'un nom nouveau, qu'aucun écrivain local n'avait encore fait connaître.

(H) *Arnual, évêque de Saintes* (681-2 octobre 694).

Voici un nouvel évêque venu du pays des Scots, dont la renommée n'a pas, à l'instar de celle de Macout et plus tard de Machan (ou Mathan), franchi jusqu'ici le détroit.

A l'époque où nous sommes, l'Écosse et l'Irlande, devenues si

distinctes depuis, se confondaient en une même appellation. En ces contrées converties à la foi, dès les temps les plus reculés, le mysticisme envahissait volontiers les âmes et aux collèges païens de druides ou de sages, avaient succédé des agrégations monastiques. Les membres de ces communautés, de même que les ermites troglodytes ou sylvestres qui se façonnaient à la contemplation dans les solitudes sauvages, passaient fréquemment le détroit et venaient en Aquitaine résider, pour s'instruire. Souvent ils y obtenaient des honneurs ou des charges, récompenses de travaux apostoliques et consécration de leur haute vertu. Si nous prenons simplement le Poitou, nous verrons au V^e siècle Kebins, ayant demeuré, dit-on, cinquante ans sur la côte occidentale de la Grande-Bretagne vénéré de tous, venir se fixer près du tombeau d'Hilaire. Promu à la dignité épiscopale, il retourna dans sa patrie.

Fridolin, qui devint, au début du siècle suivant, abbé de Saint-Hilaire-le-Grand et y fit la translation du corps d'un évêque « venu des îles », avait un neveu surnommé *Scotigena* (261).

Le délicat poète Sedulius, dont les productions latines ne doivent être négligées ni des historiens, ni des lettrés, était aussi du pays des Scots.

Thomas Dempster, dans son grand ouvrage, le *Menologium Scotticum* qu'il écrivit à Bologne et dédia au cardinal Barberini le 1^{er} juillet 1622, s'exprime (p. 179) en ces termes :

In Galliis quam nobile nostrates a pietate nomen adepti sint, dicant Tullenses, quos Mansuetus principis apostolorum discipulus erudit, Roma emissus ; in Burgundia Luxovium Scotorum est opus ; Cisterciensis ordo vitam recidivam Stephano Hardingo rependit ; Fursaco, Foillano et Vltano principibus, Mombolo et Mononi multa debet Picardia seu Morinorum regio, ut et Ingenoco, Madoco, Quadrauoco ; *religiosissime Xanclones rezerunt Arnual et socii*, Altissiodorenses Claudius, Redonenses Marbodius Euanx, Rhegienses Faustus, Meldenses Faro Chilleni frater, Nouiomum Eligius, Teroanam Winfridus, Aletenses Machutus, Compendienses Roselinus, Carpentoractum Oronius Modestus, Taurinenses Claudius : Parisios illustrat doctrina et sanctitate Alcuinus, Caroli Magni præceptor, cum sociis tribus sanctis ; Rhotomagum Mellaninus Probus, a sancto Stephano I^o PP. eo destinatus.

(261) Alfred Largeault, *Inscriptions métriques d'Alcuin*, dans les *Mémoires des Antiquaires de l'Ouest*, 2^e série, t. VII (1884), pp. 235 et suiv.

L'énumération continue, et sans doute des réserves sont-elles à faire sur quelques noms illustres de cette nomenclature qui pourraient être contestés à la verte Erin. Mais le prélat ici nommé « Arnual » et clairement attribué au siège de Saintes, est connu pour insulaire; des sources sûres en font le compagnon de saint Kilien, dont il se sépara pour rester dans les Gaules lorsque son maître s'achemina vers la Forêt-Noire.

Dempster en parle ainsi (262) dans son *Historia ecclesiastica Gentis Scotorum* :

« Sanctus Arnual, sancti Kiliani peregrinationis socius, cum ille Herbipolim in Germaniam contendisset, martyriique palmam percipisset, in Galliis remansit. »

Arnual fut un des compagnons que saint Kilien emmena avec lui. Sigebert de Gembloux, commémorant dans sa Chronique (à la date erronée 649) les disciples de l'apôtre de la Thuringe, écrit :

« Kiliani Wirzburgensis episcopi, discipulus Arnual in Gallia, Adamanno abbas, Adhelmus et Wilfridus episcopus clarent in Anglia. »

C'est à lui que « Jacobus Breullius » attribue la rédaction de la Vie de saint Kilien son maître (263).

Dempster ajoute à son sujet :

« Quæ illi a propudiosis hæreticis et maxime ab apostata Baleo, ascribuntur, non vidi. »

« Hoc universum constat, relicta Gallia, magistrum suum in Gallias comitatum, Xantonum episcopum sancte pieque inauguratum. Idem auctor est R. P. Breullius : — claruit anno 694. — Idem Annualis. Est cultus 2 octobris : *Martyrologium Subensianum*. »

La chronique d'un autre insulaire, Marianus Scotus (264) porte sous l'année 687 :

(262) P. 26. Eckhart, qui a cité ce passage, a substitué à *cum ille* (tandis qu'il), les mots *cum illo* (avec lui) qui forment un contresens démenti par la phrase elle-même.

(263) « Scripsit, ait Jacobus Breullius in *Disquisitionibus suis, Sancti Kiliani magistri vitam, librum unum.* » Dempster, *Hist. eccles. Gentis Scotorum*, p. 26, qui cite ce bibliographe, indique sur le prélat d'autres sources : « Anonymus ex *Monumenta Aichstadiana*; Prædicator editus ab Erico Canisio, t. IV; *Antiquæ Lectiones de Passione sancti Kiliani et sociorum ejus.* »

Tanner, *Bibliotheca Britannica-Hibernica* (1748, in-fol.), a tout emprunté à Dempster. Alex. Penrose Forbes dans ses *Kalendars of Scottish Saints*, ne mentionne qu'une fois ce saint (p. 213) d'après le *Menologium Scoticum* de Dempster au 2 octobre : « In Franconiâ, Arnualis, sancti patris Kiliani discipulus, Herbipolensium episcopi. »

(264) *Monumenta Germaniæ historica*.

« Sanctus Kilianus, Scotus, de Hibernia natus, Wirciburgensis epircopus, clarus habetur. Conou papa obiit XXI^a die septembris. »

Mort en septembre 687, Conou avait été élu en octobre 686. C'est dans l'intervalle de ce court pontificat que Kilian reçut du chef de l'Église romaine la mission de prêcher l'Évangile. Il s'était rendu en Thuringe. Il convertit le duc Gozbert qui, depuis quelques années avait pris pour femme Geila, veuve d'un frère aîné son prédécesseur. Kilian réprouva ce mariage et le voulut rompre.

Mais le 8 juillet 687 il fut mis à mort au château de Würzburg, nommé en latin *Herbipolis*, par des assassins qu'on accusa Geila d'avoir soudoyés (265). Semblable sort fut infligé à saint Lambert de Liège, vers le même temps, par les frères d'Aupais (Alpaïde), maîtresse de Pépin d'Héristal, qu'il voulait séparer de celui-ci.

Puisque Arnual quitta les Gaules où il avait accompagné son maître, pour devenir évêque de Saintes, c'est que cette ville n'était plus comprise dans le royaume des Francs qui s'identifiait au VIII^e siècle avec la *Gallia* (266).

On voit que Dempster, d'après des sources que nous n'avons pu retrouver à la Bibliothèque Nationale (267), fixe la mort de ce prélat au 2 octobre 694. Arnual vient donc combler un vide entre Grégoire et Outric dont nous allons parler.

(A suivre.)

J. DEPOIN.

(265) La chronique de Würzburg éditée d'après un manuscrit de Saint-Gall, par Baluze, puis par J. G. Eckhart (*Commentarius de rebus Francie Orientalis*, t. I, 802), porte : « 687. Sanctus Kilianus martyrizaratur ». Sigebert date 697. C'est une méprise que signale Eckhart (ib., p. 278) ; il n'est pas vraisemblable que Kilian ait attendu dix ans pour signaler au duc l'irrégularité de son union.

(266) Il semblerait, d'après une note qui commente une souscription au testament de saint Eloi, que Krusch ait songé à établir une relation entre le disciple de Kilien et le témoin d'Eloi qui se nomme « *Arogetualis Eligio pro testimonio subscripsi* ».

Krusch écrit (*Scriptores rerum Merovingicarum*, IV, 749) : « *Locus corruptus forte ita restituendus est : Arnualis rogatus ab Eligio subscripsi*. Arnwalis socio cuidam Kiliani nomen erat ». Il est évident que le compagnon venu en France avec Kilien en 686, ne pouvait plus apporter son témoignage à saint Eloi le 22 novembre 632.

(267) John Bale, dans ses *Centuries* (p. 198), parle d'un *Artvoillus*, fils d'un roitelet d'Ecosse et disciple d'Aldhelme, évêque de Shireburn ; mais nous n'avons rien vu sur Arnual dans la centurie consacrée aux écrivains écossais.

IV

LES VANDERQUAND

Le récent décès du docteur Jean-Eugène Vanderquand nous fournit une occasion favorable pour donner des renseignements généalogiques et biographiques sur sa famille dont certains membres, on le sait, ont joué un rôle dans notre histoire locale, particulièrement durant la période révolutionnaire.

Les Vanderquand, comme le nom l'indique, sont d'origine hollandaise et sont venus en Saintonge, notamment à Courcoury, vers le commencement du ^{xvii}^e siècle, d'après une tradition de famille.

Le chef de la famille, Antoine Vanderquand, né en 1623, décédé à Courcoury le 9 juin 1695, était marchand (1). Il se maria à Marie Blanvillain, de la paroisse de Montils, originaire de la Jamaïque, dont il eut neuf enfants :

1^o Marie Vanderquand, qui suit ;

2^o Jean I Vanderquand, sieur de la Guillaudrie, qui suit également ;

3^o Jean II Vanderquand, né à Courcoury le 18 mars 1655, qui fut notaire à Dompierre-sur-Charente, se maria à Catherine Bonneau (novembre 1675) et mourut sans enfants, en 1692 (?) ;

4^o Pierre I Vanderquand, né à Courcoury le 25 février 1657, époux de Jeanne Benoist, du Mas, paroisse de Pérignac, dont postérité ;

5^o Daniel Vanderquand, né à Courcoury le 5 octobre 1664, époux de Marie Damoizeau, de Chaniers, dont : a) Jeanne, qui épousa Jacques Guilleband, brigadier des maréchaussées d'Aunis, puis huissier audencier au Consulat de Saintes ; b) Suzanne, épouse Broussard ; c) N., épouse de Corson ; d) Anne, épouse Darseuil ;

6^o Françoise Vanderquand, née le 2 avril 1665, mariée à Jean Vieuille, dont un fils, Michel ;

7^o Pierre II Vanderquand, né le 11 novembre 1668 à Courcoury, resté célibataire ;

8^o Anne Vanderquand, dont il sera question à la fin de notre travail ;

(1) Antoine Vanderquand est qualifié « marchand » dans le contrat de mariage de Jean Vanderquand, son fils, avec Jeanne Bellou. Il aurait été « notaire arpenteur » d'après une généalogie dressée par une personne de la famille, et qu'a bien voulu nous communiquer M. Léon Triou, auquel nous adressons ici nos sincères remerciements.

9^e François Vanderquand, né à Courcoury le 29 décembre 1672 (sans autres renseignements).

§ 1. — MARIE VANDERQUAND

Marie Vanderquand, née en 1643 (?), devint vers 1660 (contrat devant Jean, notaire à Pons) épouse de Pierre Philippe, praticien à Pérignac, fils de Jacques Philippe et de Lidie Galibert. Elle en eut une fille, Marie Philippe, morte le 2 mai 1751, à Paris, paroisse de Saint-Eustache, âgée de 82 ans, laquelle se maria avec Pierre Benoist, officier à Saillant en Dauphiné.

§ 2. — JEAN VANDERQUAND LA GUILLAUDRIE

Jean Vanderquand, sieur de la Guillaudrie, né, croit-on, en 1654, notaire royal, juge de Courcoury, Orlac, Dorion et Mauléon, épousa en l'église de Courcoury, le 10 novembre 1682, « honneste fille » Jeanne Bellou, de la paroisse de Sainte-Colombe, de Saintes (1), née de Jean Bellou et de Anne Gaudesche ou Godesche, et mourut le 13 mars 1720 à Dompierre-sur-Charente, où il fut inhumé dans l'église de la paroisse ; il était âgé de 66 ans. De son union conjugale avec Jeanne Bellou, décédée à Courcoury le 16 avril 1702, il avait eu 8 enfants, savoir : 1^o Catherine ; 2^o Pierre-Jean, sieur de la Fragnée ; 3^o Marie-Anne ; 4^o Anne ; 5^o Magdeleine, née à Courcoury le 22 juillet 1691, morte jeune ; 6^o et 7^o Jean et autre Jean (sans renseignements) ; 8^o Suzanne.

A

Catherine Vanderquand, née à Courcoury le 19 août 1683, épousa : 1^o le 13 avril 1701, Jean-François Vignolle, dont : a) Barthélemy Vignolle, avocat au Parlement ; b) François Vignolle, tous les deux décédés avant leur mère et dont celle-ci hérita (2) ; c) Anne-Scholastique Vignolle, née à Dompierre le 26 juillet 1705, morte sans enfants ; 2^o le 19 mai 1710, à Saintes, paroisse de Saint-Palais, Jean Poirier, contrôleur des actes des notaires au bureau de cette ville, dont Françoise Poirier (3), décédée à Saintes, paroisse de

(1) Jean Vanderquand est indiqué comme « huissier » dans son contrat de mariage, passé devant Montillon, notaire royal à Saintes, le 16 octobre 1682. (Minutes de M^r Bourcy.)

(2) *Registres du Présidial de Saintes*. Archives du département de la Charente-Inférieure.

(3) En 1731, Catherine Vanderquand, veuve de Jean Poirier, comme tutrice de

Saint-Pallais, le 22 octobre 1763, à 52 ans, laquelle se maria en cette même ville, dans l'église de Saint-Pierre, le 10 avril 1736, avec Jean-Jacques de Beaucorps (1), écuyer, seigneur de l'Epineuil, du Maine-Chevreuil et de Changrelou, fils de Pierre de Beaucorps, écuyer, seigneur de Crouillières, et de Catherine Labbé, dont quatre enfants.

B

Pierre-Jean Vanderquand, sieur de la Fragnée, baptisé le 2 janvier 1685, mort le 19 septembre 1731, « après avoir reçu les derniers sacrements avec édification » et inhumé le lendemain dans la chapelle de Notre-Dame de Courcoury (2), fut procureur d'office de la terre et seigneurie dudit Courcoury. Il épousa en ce bourg, le 16 février 1706, Françoise Lamotte, décédée le 14 décembre 1751, et dont il eut 12 enfants, savoir : 1° Jean-Alexis, dit de Fonsèche, 2° Jean, dit des Prés ; 3° une fille, morte à 2 ans ; 4° Jean, dit des Moulins ; 5° Pierre ; 6° autre Pierre, dit des Fournières ; 7° Marthe, baptisée à Courcoury le 4 mai 1712, décédée sans postérité ; 8° Jeanne, née à Courcoury le 31 décembre 1715, qui précéda son père dans la tombe ; 9° Eutrope ; 10° Françoise, née à Courcoury le 23 novembre 1722 ; 11° autre Françoise, née au même lieu le 26 novembre 1726, morte également en bas âge ; 12° autre Jean, décédé encore enfant, le 27 août 1736.

I

Jean-Alexis Vanderquand, sieur de Fonsèche : baptisé à Courcoury le 13 janvier 1707, mort à Dompierre le 31 mars 1766, bourgeois, se maria avec Marie-Anne (*aliàs* Marie-Modeste) Martin de la Verrerie, dont il eut : 1° Marie-Geneviève ; 2° Jeanne-Thérèse, en famille Belle-Seconde ; 3° Pierre-Alexis ; 4° et Marie-Adélaïde.

a) Marie-Geneviève Vanderquand, née à Dompierre le 11 avril 1763, décédée au Petit-Niort, commune de Mirambeau, le 30 décembre 1835, âgée de 72 ans, épousa Pierre Rulleaud ou Rullaud, tailleur d'habits, dont deux fils et une fille.

b) Jeanne-Thérèse Vanderquand, dite Belle-Seconde, né à Dompierre, le 4 février 1766, y épousa le 9 janvier 1788 son cousin,

sa fille, « héritière de messire Pierre Poirier, prêtre, curé de Saint-Sever », est demanderesse en reconnaissance de promesse contre Michel de Montalembert, tonnelier, héritier de son père, Elie de Montalembert. (*Juridiction de la baronnie de Saint-Sauvant, Archives départementales.*)

(1) Voir sur la famille de Beaucorps, le *Dictionnaire des familles du Poitou*, par Beauchot-Filleau et de Chergé, t. I, p. 360.

(2) *Registres paroissiaux de Courcoury.*

Jean Vanderquand, notaire à Saintes, et, après le décès de celui-ci, elle contracta un second mariage le 26 juillet 1808 avec Armand Bernard, praticien et propriétaire à Pons. Elle mourut dans cette dernière ville le 25 juillet 1850, laissant 3 enfants, issus de sa première union conjugale et dont nous nous occuperons plus loin.

c) Pierre-Alexis Vanderquand, qui eut de son mariage avec Marie-Geneviève Martin un fils, Pierre-Alexis Vanderquand, né à Semillac, canton de Mirambeau, le 21 nivôse an II (10 janvier 1794), décédé à Pons le 20 août 1840, employé à l'octroi de cette ville, époux de Marie Melon, dont une fille, Marie Vanderquand, tailleurse, née le 15 janvier 1830, décédée à Pons le 1^{er} octobre 1906, et qui, le 10 mai 1852, y épousa Baptiste-Hubert Hervé, mégissier en cette localité.

d) Marie-Adélaïde Vanderquand, mariée à Jean-Baptiste Bonneau, propriétaire à Semillac, dont deux fils et une fille.

II

Jean (*alias* Jean-Augustin-Emore) Vanderquand des Prés, dit aussi Vanderquand de la Salle, né à Courcoury le 8 septembre 1710, s'engagea à 18 ans comme soldat au régiment de Dragons-Nicolas et passa, vers 1729, au service du roi de Sardaigne. Revenu en France, six ans après, il devint aide-de-camp du marquis Guinot de Monconseil qui lui fit avoir une lieutenance au régiment de Milice-Montluçon, aux environs de 1740. Blessé en 1747, au siège de Berg-op-Zoom, il entra aux Invalides comme lieutenant. Détaché ultérieurement à Brouage, à l'île d'Aix, au fort de la Prée, et enfin au château de Niort, il fut définitivement réformé avec une pension de 200 livres, et mourut célibataire à Courcoury, le 20 prairial an XI (9 juin 1803), âgé de 96 ans, laissant pour héritiers ses neveux et nièces, dénommés dans un acte de notoriété dressé par Servant, juge de paix suppléant du canton sud de Saintes, le 14 novembre 1808.

III

Jean Vanderquand, dit des Moulins, né à Courcoury le 24 novembre 1714, fut employé dans les fermes du roi à Angoulême (1). Il aurait été marié, sans enfants. Il mourut dans la même ville le 17 juillet 1775, et fut inhumé le lendemain dans le caveau de l'église Saint-Martial. Son nom figure sur la liste des bienfaiteurs de l'hôpital d'Angoulême.

(1) Dans son acte d'inhumation Jean Vanderquand, dit des Moulins, est qualifié d'« ancien commis aux cartes ». (*Registres paroissiaux de Saint-Martial d'Angoulême.*)

IV

Pierre Vanderquand, né à Courcoury le 7 mars 1717, fut vicaire de la paroisse d'Epargnes, canton de Cozes, en 1745, puis curé de Saint-Georges-de-Didonne (1752), de Saint-Augustin-sur-Mer (1753 à 1762), enfin de Saint-Martin de Courcoury où il remplaça son oncle, Jean Lamotte. Il exerça cette fonction sacerdotale du 16 février 1763 au 8 avril 1780. Il vint à décès le 11 mai de cette dernière année et fut inhumé le lendemain dans le chœur de l'église par Albert, curé de Gonds. Il eut pour successeur un neveu du marquis de Monconseil, Guinot de Châtelard, curé démissionnaire de la paroisse de Chenac qui, le 2 juin 1780, prit possession de la cure, vacante par la mort de Pierre Vanderquand, ainsi que l'établit un acte au rapport de Bironneau, notaire à Saintes, en date dudit jour. Le 13 juin de la même année, Bironneau, à la requête de Guinot et avec l'assistance de deux experts, dressa un procès-verbal de l'état de la maison presbytérale et de ses dépendances, en présence d'Eutrope Vanderquand, qui suit, frère et héritier dudit Pierre Vanderquand, et qui constata qu'il y avait à y faire de nombreuses réparations, lesquelles, d'après Guinot, devaient incomber à la succession de son prédécesseur. Il ne semble pas, d'ailleurs, qu'il y ait eu procès entre les intéressés.

V

Pierre Vanderquand, sieur des Fournières, né à Courcoury, le 20 août 1718, praticien, procureur d'office de Courcoury vers 1761, mourut, sans alliance, à Fonsèche en Dompierre le 9 mai 1774.

VI

Eutrope Vanderquand (*alias* Jean-Eutrope), sieur de la Guillaudrie, né à Courcoury le 29 avril 1728, mort au même lieu le 23 pluviôse an XI (12 février 1803), bourgeois et marchand, épousa à Montils, le 9 juillet 1753, Catherine Sicard, morte à Courcoury le 15 avril 1811, âgée de 81 ans, laquelle était fille de Jean Sicard, laboureur, et de Marie Paris. Leurs enfants furent : 1^o Jean ; 2^o Marie ; 3^o Jean-Alexis ; 4^o autre Marie ; 5^o Jean, dit Eutrope, qui vont nous occuper (*infra* section I à V) ; 6^o Joseph, né à Saintes, paroisse de Saint-Palais, le 7 février 1766, qui paraît être mort en bas âge ; 7^o Eutrope, né aussi à Saintes le 30 mai 1771, décédé, à Courcoury, âgé de 8 ans.

SECTION I. — JEAN VANDERQUAND aîné.

Jean Vanderquand aîné, né à Courcoury le 13 juin 1754, fut vicaire de cette paroisse (1781-1784), puis curé de Virollet. Il fut membre de la seconde assemblée électorale du département de la Charente-Inférieure, tenue à Saintes le 29 février 1791, pour l'élection d'un évêque en remplacement de Pierre-Louis de La Rochefoucauld, qui avait refusé de prêter serment à la Constitution civile du clergé (1). Peu de temps après il fut nommé par l'assemblée électorale du district de Saintes, aux lieu et place d'André Bertrand Robert, destitué lui aussi pour refus du serment civique, à la cure de Gémozac dont il prit possession le 17 avril 1791 (2). Le 21 brumaire an II (11 novembre 1793) il envoya à Rochefort ses lettres de prêtrise aux représentants du peuple en mission, Lequinio et Lainelot, et, à la séance du 22 du même mois, obtint du directoire du district de Saintes un arrêté ordonnant qu'il lui serait payé la pension de 1200 livres, allouée aux ministres du culte qui renonçaient au sacerdoce. Il devint après professeur de grammaire à l'École Centrale, à Saintes, depuis son ouverture (30 frimaire an VI — 21 décembre 1797) jusqu'à sa suppression (6 frimaire an XII — 28 novembre 1803), après quoi il fut maître de pension en cette ville et finalement se retira sur son domaine du Haut-Pérat, commune des Gonds, où il termina ses jours le 9 octobre 1812, âgé de 59 ans. Très attaché aux principes démocratiques, il avait fait partie de la Société Populaire et avait prononcé un véhément discours lors de l'ouverture du Cercle Constitutionnel de Saintes le 24 vendémiaire an VI (15 octobre 1797) (3). Ami de François-Marie Bourignon, quand celui-ci se maria à Migron, le 9 janvier 1792, avec Geneviève Hillairet, fille d'un notaire royal, il chanta à sa noce des couplets en patois de sa composition (4); il avait même écrit

(1) Dans son livre, *Deux victimes des Septembriseurs*, p. 192, M. Louis Audiat dit que Vanderquand ambitionnait le siège épiscopal de Saintes. Cependant il ne semble pas y avoir été candidat puisque la lutte fut circonscrite entre Isaac Robinet, curé de Saint-Savinien, l'élu, et Pierre-Joseph Leroy, curé de la paroisse de Saint-Sauveur de la Rochelle; il n'y eut que 12 voix perdues. (*Procès-verbal des délibérations de la seconde assemblée électorale du département de la Charente-Inférieure*. A Saintes, de l'imprimerie de P. Toussaints, 1791.)

(2) *Registres paroissiaux de Gémozac*.

(3) Ce discours (23 pages de l'imprimerie de Dupouy et Jossierand, à Saintes) est classé aux archives de feu M. le Comte Anatole de Brémont d'Ars, marquis de Migré.

(4) Ces couplets ont été publiés dans le *Journal Patriotique et Littéraire de*

la biographie du savant antiquaire saintongeais, ainsi que le prouve la correspondance qu'il eut à ce sujet avec le comte Pierre de Brémond d'Ars, maire de la Chapelle des Pots, en vendémiaire an XI (septembre et octobre 1802) (1). Qu'est devenue cette étude sur notre compatriote ? (2) Vanderquand est également l'auteur d'une *Grammaire Générale*, composée des leçons du cours professé par lui à l'École Centrale, et dont le manuscrit que possédait la bibliothèque municipale de notre ville (an VII — 251 feuillets in-4°) a péri dans les flammes du néfaste incendie du 11 novembre 1871, en même temps qu'un exemplaire d'un autre discours, prononcé par lui, Vanderquand, le 2 pluviôse an VII (21 janvier 1799) sur la fondation de la République, à l'occasion de la plantation d'un arbre de la liberté dans la cour de l'École Centrale du département de la Charente-Inférieure (3).

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

(A suivre.)

DOCUMENTS

MINUTES DE NOTAIRES

NOTES DE LECTURE

1636, 19 janvier. — Transaction entre René Dandigné, prieur d'Épargne, et Jérémie et François Dorgis, au sujet d'un bois et d'une terre appelé le Seiglerit, pour lesquels le prieur a recouvré une baillette datée de 1483 par laquelle noble homme André Legret, ayant procuration de noble damoiselle Jeanne de Bougaratz, dame de Ferrière, donne à rente perpétuelle à Jean Dubois un lopin de bois..... etc. Les Dorgis opposaient un acte de 1474 par lequel

Saintes et du département de la Charente-Inférieure (n° du 10 février 1792) sous le titre : *Chanson chantée par un paysan de Courcoury à la noce de François-Marie Bourignon, professeur de rhétorique et rédacteur du Journal de Saintes.*

(1) Voir *Revue de Saintonge*, tome III, 1880-1882, pages 24 et 49.

(2) Elle n'existe pas dans les papiers de M. le Dr Eugène Vanderquand, d'après ce qui nous a été répondu par M. Léon Triou, à qui nous avons demandé le renseignement. Pourrait-elle se retrouver chez un autre membre de la famille ? Nous nous bornons à poser la question.

(3) M. Maurice Martineau possède un autre exemplaire de ce discours de Vanderquand aîné (5 pages in-4° à Saintes, imprimerie de Mareschal).

noble Guy Chesnel donne à rente certaines terres, y compris celles en question. (Minutes de SAUZEAU.)

1769, 9 novembre. — Testament de Marie-Anne-Perrine de Belair, veuve en premières noccs de Jacques Lepage, sieur de Peuvirac, et femme de Hyacinthe-Arnaud Dohet de La Charloterie. Quatre enfants de son premier mariage : Jacques Lepage, de Saint-Robert ; Jean-Michel Lepage, de La Richonnerie ; François-Louis Lepage, de Peuvirac ; Françoise-Victoire Lepage, veuve de Horry, et femme de Rouhault. Pas d'enfants du second mariage (voir Leblond).

(Minutes de CHÉRY.)

1778, 5 juillet — La même veuve de Amaury Dohet de La Charloterie (voir Mage).

1620, 29 septembre. — Jacques Bruu, maçon, loue à Louis Lemastre, architecte, demeurant paroisse Saint-Vivien, une maison lui appartenant située paroisse Saint-Maurice, 9 livres par an.

(Minutes de BERTHAULT.)

1674, 13 novembre. — Quittance par René Lemer cier d'Haute-faye, curateur de François Poitevin.

1692, 1698. — Catherine Badiffe, veuve de Jacques Lemer cier d'Haute-faye, seigneur de Jauvelle.

1746, 17 novembre. — Procuration par Angélique-Elisabeth de Bonnamie, veuve de Thomas de Grimouville, marquis de Lalandayroux, capitaine au régiment de Vexin-infanterie, remariée à Jean-Élie Lemer cier, lieutenant général criminel de la sénéchaussée de Saintonge, pour consentir au mariage de son fils unique Charles-François de Grimouville.

(Minutes de SENNÉ.)

1758, 1^{er} avril. — Mariage de Jean-Elie Lemer cier, lieutenant général criminel du présidial de Saintes, fils de feu Jean-Baptiste Lemer cier, lieutenant général de l'Amirauté de Saintonge, et de Elisabeth Brunel, demeurant rue de la citadelle, paroisse Saint-Pierre, avec Anne Lecercler, fille de feu Louis Lecercler, capitaine général des dragons des milices gardes-côtes de l'île de Ré, et de Catherine Gibaud. Elle est veuve de Jacques Rollet, commissaire de la marine à Saintes.

(Minutes de SENNÉ.)

1786, 30 avril. — Mariage de Louis-Nicolas Lemer cier, lieutenant criminel de la Sénéchaussée de Saintonge et siège présidial de Saintes, fils de feu Jean-Elie Lemer cier, en son vivant conseiller, lieutenant général criminel, et de feue Anne Lecercler, demeurant rue Saint-Michel, avec Anne Pannetier, fille de Jean-Baptiste Pan-

netier, écuyer, seigneur de la baronnie du Seurre, contrôleur ordinaire des guerres, et de Marguerite Richard.

(Minutes de PASQUIER.)

1607. — Pierre Lemoyne, sieur de Lhoumeau, y demeurant, paroisse de Saint-Symphorien.

1613, 4 mai. — Geoffroy Lemoine, sieur de La Massonne.

(Minutes de SANSON.)

1617. — Pierre et Geoffroy Lemoine, co-seigneur de La Massonne, fils d'Henry.

1619. — Pierre Lemoyne, sieur de La Massonne, avocat.

1630. — André Lemoyne, sieur de Coulombier, échevin.

1640. — Marie Ragault, femme de Pierre Lemoyne, sieur de La Massonne, père et mère de Anne Lemoyne femme d'Arthus Tizon. (Marie Ragault est morte en cette année-là.)

1643. — Pierre Lemoyne, sieur de La Massonne, héritier de Luc Lemoine, sieur de Lhoumeau, son frère.

1650. — Anne Lemoyne, sieur de Fontosanne élu.

1664. 1671. — Gabriel Lemoyne, commissaire des guerres à Saintes.

1671, 29 août. — Gabriel Lemoyne, commissaire ordinaire des guerres aux départements de Saintonge et Aunis, demeurant à Brouage. A acheté Baignolet, en Hiers, 4250 livres. Cette terre appartenait à feu Marie Lesné, veuve de Louis Duhamel, commissaire aux salins des îles de Saintonge.

(Minutes de GIRAUDOT.)

1611. — Georges Lemeusnier, trésorier de France en Poitou, demeure à Saintes.

1613. — Robert Lemusnier, écolier.

1618-1619. — Georges Lemusnier, trésorier général de France en Poitou, seigneur de Rioux, demeurant à Saintes, fait marché pour recouvrir le château de Rioux.

1620. — Jean Lemeusnier, sieur de Coulombier, y demeurant paroisse de Favaud.

(Minutes de BERTAUD.)

1621-22. — Contrat de réparations par le même.

1638. — Marie Lemusnier, femme de Louis de Livenne, écuyer, sieur de La Chapelle. Marie Louchier (?), veuve de Pierre Lemusnier, trésorier.

1659. — Jean Lemeusnier, écuyer, sieur de Lagor, conseiller du roi à Saintes, mari de Marguerite Pelluchon, veuve de Pierre Lhoumeau, conseiller au présidial de Saintes.

(Minutes d'HEMERY.)

1663, 7 juillet. — Claude Lemusnier, veuve de François Guinot, écuyer, seigneur de Rioux, héritière de Georges Lemusnier, trésorier général à Poitiers (le 12 mai 1646), reconnaît devoir à François Morisson certaine somme dont héritèrent René Lebrethon et André Lebrethon, sieur de Fongiraud, fils de Jacques élu.

Jean Guinot, sieur de La Châtaigneray, fils de la susdite.

(Minutes de GAUTREAU.)

1671, 18 avril. — Charles Guillau, échevin de Saintes, comme mari de Marie Lemeusnier héritière de Jean Lemeusnier, élu en l'Election de Saintes, supprimé par édit d'août 1661, un des 14 officiers supprimés auxquels par ordonnance de 1669 il est accordé le remboursement du droit de 16 sols de signature de rôle par paroisse, donne quittance de 695 livres.

(Minutes de GIRAUDOT.)

Il existe des quittances de même somme pour le même motif données par Louis Doussin (30 janvier), Pierre La Vacherie, Louis Marchais, président en l'Election adjudicataire des droits de Nicolas et Pierre Jolly.

1733, 24 février. — Guillaume de Lenchère, écuyer, demeurant à Saint-Quentin de Ransanne, Charles Salbert, écuyer, seigneur de Moreau (1), demeurant paroisse de Celles, mari de Anne de Lanchère, seul héritiers par moitié de François de Lanchère frère.

(Minutes de SENNÉ père.)

1739. — Louis Lenoir, commissaire des guerres en Saintonge, mari de Marie de Carouge de Morigny.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1620. — Pierre Lepau, écolier, chapelain d'une chapellenie, afferme une maison en dépendant, rue des Ballais.

1618, 8 janvier. — Pour éteindre une pension de 120 livres, promise à sa fille Jeanne, le 29 mai 1600, Jeanne Lecornu, veuve de René Leport, écuyer, sieur de Boisbéranger, donne 1200 livres « à cause des frais de port considérables ».

(Minutes de SANSON.)

(1) Probablement Moriat d'aujourd'hui, mais qui n'est pas en Celles.

1613, 23 juin. — Léon de Lescure, de Bordeaux, prieur du prieuré de Notre-Dame de La Perroche en l'île d'Oleron, prend possession.

— Même date. — Le même prend possession de l'église paroissiale et du prieuré.

— Même date. — Le même prend possession de la chapelle des Morin desservie en l'église paroissiale de Saint-Pierre d'Oleron.

— Même date. — Le même prend possession de la chapellenie de Finaton, desservie en Notre-Dame du Château d'Oleron.

(Minutes de BERTAULD.)

Même date. — Le même afferme les revenus du dit prieuré à Moÿse Moisel, sieur de Saint-Seurin, demeurant à Saint-Pierre d'Oleron, pour la somme de 350 livres payables chez René Guiton, receveur des consignations de Saintes. Témoins : Louis de Saint-Loup à Dolus et Pierre Boiseau, déchargeur de sel.

(Minutes de BERTAULD.)

Le 28 juin 1780. — Angélique-Marie-Antoinette de La Marthonie, épouse séparée quant aux biens de Joseph-Louis-Armand marquis de Lescours, ancien capitaine d'infanterie au régiment de Chartres, chevalier de Saint-Louis, demeurant à Saintes, paroisse de Saint-Michel, logée chez le sieur Lasoutière, maître perruquier, remet une lettre du dit marquis à elle adressée : à *Madame la marquise de Lescours en son château du Guagnon près Pons en Saintonge* :

« Paris, ce 13 juin 1780 (1).

« Je ne doute nullement, ma très chère amie, de toute la sensibilité que vous a occasionné le contenu de ma lettre. Le coup pour moi est affreux ; mais il est sans remède, quelque force de caractère que j'aie, je n'en suis pas encore revenu, mais le temps et un peu de philosophie me feront prendre le desus.

« Je ne suis pas moins sensible au offre que vous me faite pour en alléger le poids, mais malheureusement partant du même principe nous ne pouvons l'un et l'autre que faire des vœux pour notre mutuelle satisfaction. Je suis très reconnaissant de l'interest que veut bien y prendre Madame de Chalais. Sois l'interprète de de ma reconnaissance et de mon respectueux et éternel attache-

(1) Malgré la longueur de cette lettre — qui dépasse les dimensions d'une note — je n'hésite pas à la transcrire ici comme morceau de psychologie, de style et d'orthographe. Voir Chatenet.

ment. Vous me demandés sy je sollicite une lieutenance de roi. Il ny a pas de doute, mais vous scavés comme moi qu'il faut aujourd'hui des protections sy prépondérante et des frais de démarche sy considérables que je ne me flatte de rien malgré, j'ause le dire, une bonne volonté réelle des personnes qui s'interessent à moi et qui ont un vrai crédit à la cour. Pour ne jamais me trouver au dépourvu, je vai me loger au près de la mère nourrisse et de mon général, pour estre plus à portée de lui faire ma court. Il a été saincèrement touché de mon malheur et j'espère de sa bienveillance une augmentation de pension. De plus, je gagne mon loier par le costume qui est egal et la viande que j'y aurai à 2 sols la livres à meilleur marché que dans Paris.

« Je ne suis point étonné de l'impression que vous a fait la vue du Guagnon. A mon dernier voyage je n'y ai jamais la force d'aller jusqu'à la grande porte voir les aled. Sy vous vous este rapelé, quoique sa n'ait jamais été un chateau, l'état où il était quant nous l'avons quitté, sa a du vous arracher des larmes. Mais je dirai à sa : je vous demande pardon, mais qui n'a pas péché ? Vous feré très bien de mener votre fermière comme elle méritte et sans grâce je n'ai [intervenu ?] dans ces deux prétendues années de ferme ; de plus, vous n'avez même nul besoin de mon autorisation pour chasser un fermier qui a fini son bail, ny pour lui faire rendre compte de ses dégradations, ny pour jouir de vos revenus. La sentence de séparation quant au bien est claire et a toute sa force et inatacable. Jouissé de vos droits c'est trop just.

« Vous me marqué que vous avez pris M. Guenon pour conseil, vous ne pouviés mieux faire, il possède sa coutume parfaitement et est prudent et très honet homme. Madame Barbeau est venue en effet me voir pour me demander votre adresse, j'ai cru que sans indiscretion je pouvais lui donner celle de Madame de Nadaillac, comme vous lui avez dit, quoique je savais que vous étiez en Olleron pour les affaires de vos marais chez le sieur Compère, paroisse de Dolus, qui, dit-on, est un lieu charmant. C'est par M. de La Charlotrie qui dit à un de mes amis vous y avoir saluée et le procureur fiscal du lieu, qui est à Paris, M. Bernart, m'a certifié la chose, vous y avez mené sans doute de bon poison. Pour en venir à Madame Barbeau, je ne sçai ce qu'elle a voulu dire à propos d'abé. Je n'en [ai vu] aucuns, j'ai pu parler de l'abé de La Madelaine, mais je ne me souviens pas à propos de quoi. Je ne suis point étonné des procédés de l'abé de La Madelaine (1).

(1) Elie-François-Dominique Castin de Guériu de La Madeleine, chanoine de Saintes.

Il y a longtemps que je me suis aperçu qu'il n'était pas voué (ou vrais), il ne vous caresse qu'autant qu'il croit qu'on peut lui estre utile. Je ne suis pas plus content de l'ainé qui a passé yci, venant de chercher sa fille du couvent de Joran et que j'ai comblé d'honêtetés, sans en avoir reçu le plus petit remersiment. A propaus de famille, j'attent la petite fille de mon frère, que je garderai jusqu'à qu'elle entre à Saincire, ce qui ne peut estre qu'au 1 janvier 81. Le père est toujours à Versaille, pas plus avancé, je crains bien, qu'au premier jour. J'ai toujours connu notre province telle que vous me la marqué et ceux qui l'abitte, j'ai presque oublié tous ces acteurs peu abusents et selon toute aparence ils ne menuiront pas. Quant à vous vos affaires vous oblige d'y estre. Vivé filosophiquement, conservé votre santé et accélérés le plus qu'il vous sera possible. Donné moi de vos nouvelles, elles me seront toujours chere, je vai le 25 du courant prendre possession de ma retraite à l'adrese sy jointe. Croié moi pour la vie votre serviteur et vrai ami

« le MQUIS DE LESCOURS.

« Maison de M. Michonnet, maître maçon, alée des Ainvalides au Gros Caillou.

« Je n'ai point repondu à M. Mauré, qu'il ne se fache pas, je l'aime toujours beaucoup, mais je ne pouvais répondre à [] article.

« Madame de Saint [*mot rayé*] a été aretée et renfermée par ordre du roi, je ne scai où. »

1625, 5 janvier. — Contrat de mariage de Nicolas Lescuyer, maire de Saintes, fils de Jean, procureur au Présidial, et de Catherine Guenon, avec Marie Allain, fille de feu Jean Allain, sieur de La Vigerie, avocat, et Louise Senné. Signent : Montaigne, Goy, Relion, Badiffe, Guenon, Christin, Desvignes.

(Minutes de SANSON.)

Nicolas Lescuyer était veuf de Marie Fourest.

1625, 5 février. — Marie Allain fait faire inventaire de ses meubles propres. Elle est veuve de Coudreau.

1625, 25 mars. — Inventaire par Lescuyer à Saintes et dans sa maison de l'Etang paroisse de Chaniers. Vaisselle de Brizambourg. 2 douzaines, 6 livres.

(Minutes de SANSON.)

1671-1674. — Marie Allain, veuve de Nicolas Lescuyer, échevin, fit son testament devant Giraudot, notaire royal à Saintes, le 6 juil-

let 1646 ; morte le (?) mars 1650 ; a été ouvert par devant le lieutenant particulier de Guienne le 20 mars 1671.

Marie Lescuyer, femme de Étienne de Guérin, conseiller, doyen de la Cour des Aides de Guienne, sa fille. Un Sieur de Lestang son fils. (Minutes de GILLET, 20 novembre 1671. — 2 juillet 1674.)

1660, 5 février. — François Leseigneur, instructeur de la jeunesse au faubourg Saint-Macou les Xaintes, mari de Françoise Combaud, fille de feu Jean, marchand, sœur de Louis, marchand chaussetier. (Minutes de GILLET.)

1640. — François Lesné, écuyer, sieur de Pèrier, mari de Suzanne Tourneur. (Minutes de TAMISIER.)

1653, 10 février. — Feu François Lesné, sieur des Anglades, est mort en 1652, après le siège de Saintes.

(Minutes de GILLET.)

1650, 8 mai. — Testament mutuel de François Lesnai, écuyer, sieur de Puyriet, et Suzanne Tourneur, sa femme, qui était veuve de Vincent Chesneau, dont Denis Chesneau ; elle est enceinte. En présence de Jean Richard, écuyer, sieur de La Fernandrie. Ph. Monmusson, procureur du roi en l'Élection, Jacob Pichon, écuyer, sieur des Marets, Cosme Beschet le jeune, avocat, Pierre de Raymond, sieur de La Bauche, Mathurin Richard, garde des sceaux au présidial. (Minutes de LIMOUZIN.)

1689. — Esther de Lespinaï, femme de Joseph de Morel, écuyer, sieur de Lanneau. (Minutes d'ARNAUD.)

1536, mai. — Jean de Lestang, écuyer, sieur de Dion, fils de feu Pierre.

1605. — Benjamin de Lestang, écuyer, sieur de Richemont.

1671, 3 janvier. — Marie de Lestang, femme de noble Cosme Béchet, avocat, échevin de Saintes, parlant à son mari, lui déclare « qu'ayant obtenu arrest contradictoirement rendu entre l'exposante d'une part et M. Philebert de Lestang et demoiselle Jane de La Béchina, ses père et mère, le 29 juillet dernier, par lequel arrest il fut permis à l'exposante de se marier avec le sieur Béchet, il leur en escrivit fort respectueusement par letre du 31 du mesme mois qui fut rendue au lieu de Villeneuve, en leur maison de campagne, en la propre main dudit sieur de Lestang, par laquelle ledit sieur Béchet offroit, pour l'exposante et pour luy, de leur aller demander leur agrément à genoux, néanmoins n'y ayant aucunement voulu entendre non plus que par le passé, nonobstant l'autorité dudit

arrest et toutes les soumissions pour ce préalablement faites, le mariage fut ensuite accompli..... et comme il paroist aujourd'huy clairement que lesdits sieur et demoiselle de Lestang n'y ont apporté d'insistements, et surtout ladite demoiselle de La Bechina, que pour ne rien donner à ladite exposante..... ce qu'ils n'ont que trop marqué en se portant à l'extrémité de refuser les lettres de ladite exposante leur fille et du sieur Béchet, leur gendre, qu'ils leur ont renvoyées sans le vouloir ouvrir, ce qu'on n'a jamais refusé à personne, et ont protesté qu'ils ne les vouloyent jamais voir, de manière qu'il ne paroist aucun moyen pour surmonter une si facheuse resolution quoy que de la part de ladite exposante elle ait plusieurs fois requis ou fait requérir sesdits père et mère, comme elle fait encore tres humblement par ces présentes, de vouloir oublier le ressentiment dudit mariage qui tient si fort au cœur de ladite demoiselle de La Bechina, quoyque en cela ladite exposante n'aye rien fait que de sortable et dans toute l'honesteté possible et que..... la conduite de l'exposante aye esté jugée fort reguliere et sans blâme, néanmoins ladite demoiselle de La Bechina flate si fort ce ressentiment de l'opinion qu'elle a conçue qu'elle n'est point obligée de doter ladite de Lestang sa fille, en quoy elle a esté abusée par certain conseil qui n'a pas eu la paix et le repos de la famille pour visée, et auquel d'ailleurs elle n'a pas fait entendre que ledit sieur de Lestang est sans biens, ce que l'on a toujours voulu bien faire conoistre à ladite exposante en la maison de ses père et mère par une separation de biens dont ladite demoiselle de La Bechina se sert actuellement..... Comme ladite exposante a le dernier interest à desabuser ladite demoiselle de La Béchina et qu'il n'est pas juste qu'elle demeure plus longtemps dans le faux jour des impressions que l'object qu'elle a ne fortifie que trop tous les jours, au grand préjudice et souffrance de ladite exposante qui est d'autant plus à pleindre qu'elle est sans aucuns biens et qu'elle est sortie de la maison de ses père et mère dès le 5^e juin dernier, à cause des traitements qu'elle y avoit receus sans avoir encore eu une simple robe noire ny vestement sortable à sa condition et à son aage. A ces causes... ladite exposante a prié et requis... le sieur Béchet, son mary, d'aggréer que ladite exposante forme son action devans juge compétant contre ladite demoiselle de La Bechina, sa mère pour la faire condamner, en egard à ses biens facultés et moyens qui sont grands et fort considérables de constituer une dot à sa fille... » Béchet répond qu'il consent à ce que sa femme forme toutes actions requises pour la conservation de ses biens « et que pour toutes les

poursuites qu'il luy conviendra faire elle soit et demeure autorisée par justice au refus que ledit sieur Béchet son mary se trouve obligé de faire... » Fait et passé en présence de Mathurin Gilbert, avocat, et Michel Gourgue, procureur au présidial.

Par un acte du 2 août 1670, Marie de Lestang se dit âgée de 27 à 28 ans, s'être réfugiée au couvent des Notre-Dame depuis deux mois, qu'elle en est sortie pour recevoir la bénédiction nuptiale. Elle s'est aperçue que l'arrêt qui l'autorise à se marier ne se prononce pas sur les frais de l'instance, elle fait des réserves.

(Minutes de GIRAUDOT.) (1)

(Voir le contrat de mariage, *Bulletin*, tome XXX, p. 287.

1699. — René de Lestang, mari de Henriette de Lescure, fille de Théodore de Lescure, sieur du Breuil-Bastard.

1730. — Claude-Alexandre de Lestang, sieur de Richemont, directeur des Aides, Election de Saint-Jean, héritier de Nicolas de Lestang, sieur de Richemont, son père.

1694, 20 mars. — Inventaire par Françoise Guenon veuve de Jean Lestellier, procureur en l'Election, testament du 4 février 1694, reçu Maréchal.

Un petit bahut peint à fleurs.

Provisions du dit feu de son office, 7 mars 1654.

Contrat de mariage desdits, 22 janvier 1656, reçu Soulard.

Provisions de notaire du dit feu, 29 septembre 1655.

Registres de notaire royal de feu Antoine Lestellier au nombre de 25, commençant en 1628, finissant en 1652. 21 Registres du dit feu Jean Lestellier, commençant en 1653, finissant en 1672 (2).

(Minutes de MARÉCHAL.)

1702, 23 avril. — Françoise Guenon, veuve de Jean Lestellier, procureur, fait son testament. (IBIDEM.)

1753, 11 et 12 juillet. — Inventaire des meubles de Marie-Geneviève Lesueur par Marguerite Alexandre, veuve de Claude-Eustache

(1) Les minutes de ce notaire appartiennent à M. Maurice Martineau, qui vient de les acheter. Elles sont incomplètes en ce sens qu'il manque beaucoup d'années. Des références dans les actes prouvent que ce notaire exerça longtemps. Voir plus haut 1671 Marie Allain. Néanmoins M. Martineau a mis la main sur un bon lot, car ces minutes sont très intéressantes. J'en donnerai des extraits surtout dans le Supplément.

(2) A ma connaissance, les minutes de ce notaire sont perdues. Mais peut-être en trouvera-t-on quelques registres chez quelque brocanteur, comme pour Giraudot et d'autres.

Lesueur, receveur des Aides, sa belle-sœur; morte le 29 juin 1753.

1700, 1^{er} février. — Transaction entre Joachim Dubourg, seigneur de La Brunette, mari de Gabrielle Pitard; Joseph Pitard, écuyer, lieutenant en la maréchaussée, d'une part, et Élie Levesquot, docteur en théologie, curé de Saint-Severin de Barbezieux, Paul Levesquot, élu à Saintes, Michel et Jean Levesquot, avocats, Jean, fondé de procuration de Gabrielle Levesquot, sa sœur, épouse de Jean Vallereau, élu d'Angoumois, François de Fontenaille, docteur en médecine, curateur des mineurs de feu Michel Levesquot, avocat au Parlement de Paris, et de Jeanne Levesquot, son épouse, lesdits Levescot enfants de Jeanne Pineau.

(Minutes d'ARNAUD.)

1745. — Bénigne-Félicité de Levescot des Charriers, fille majeure, demeurant aux Filles Notre-Dame, fille de feu François-Élie Levescot des Charriers, capitaine de vaisseau à Rochefort, chevalier de Saint-Louis.

Feue Anne Levescot, veuve de Jacques Petit, sœur du dit feu Levescot.

1781, 23 mars. — Inventaire des meubles de Nicolas-François Levé, receveur des Aides en l'Election; fit son testament le 1^{er} juillet 1766, reçu Senné, insinué le 15 novembre 1780.

(Minutes de PETIT.)

1634. — François de Leymarie, prêtre du diocèse de Limoges, prieur commendataire de Notre-Dame de Montsanson, proteste contre la prise de possession du dit prieuré par Noël Lartigue.

1638. — Le même assiste à la prise de possession de la cure de Saint-Savinien par Rolland de Casassus, clerc tonsuré de Bayonne.

1618, 10 juin. — Olda de Lhoumeau, veuve de Pierre de Trouble, sieur de Boncœur, demeurant à La Tremblade, paroisse d'Arvert, donne procuration de se désister de l'opposition qu'elle avait faite à la vente de Treuil-Chollet et Lespinerie.

(Minutes de BERTAULD.)

1736. — Mathieu Liart, marchand, Mousnier, procureur en la juridiction de Bourg-Charente, mari de Noémi Liard, demeurant à Julienne en Chassors, Jean Liart, chirurgien, demeurant à Bourg-Charente, tous héritiers de Mathieu Liard et Françoise Liard leur père et mère.

1761-1786. — Pierre Lafond (*aliàs* Delafond), marchand, Marie-Élisabeth Liard, sa femme, demeurant à Bourg-Charente (*aliàs*

Cognac). Elle est fille de Jean Liard, chirurgien, et de Elisabeth Mesturas. Ce Jean Liard lui-même fils de Mathieu Liard et de Francoise Liard (morte en 1736 à Baillac, paroisse de Foussignac, chez sa fille, veuve en premières noces de N. Desbordes et remariée à N. Faure Beugaillard). Ils sont protestants.

1759, 4 novembre. — Contrat de mariage de Louis-Henri de Suere de Lignac (de Saint-Étienne de Saint-Flour) avec Marianne Lepic (de l'île d'Oleron). (Minutes de DALBERT.)

1628-1633. — Isaac de Ligoure, écuyer, sieur de Coustaudière, receveur des tailles à Saint-Jean.

(Répertoire ROBERT, 1628.)

1628, janvier. — Jean Limouzin, procureur au Présidial, Nicolas Reveillaud, son beau-père, marchand, Josué Raboteau, procureur.

(Répertoire de ROBERT.)

1642. — Extrait d'une sentence :

« Et le mesme jour — 17 mai 1642, à la dite heure de deux après-midi, nous Étienne Coudreau, conseiller au présidial, commissaire suivant l'assignation portée par notre apointement, nous sommes transportés, ce requérant ledit Limouzin (Mathurin, sergent royal) et avecques nous M^e Pierre Blanc, notre greffier des petits cayers... en la maison... située en une ruelle qui conduit de la ruhe des Ballais à l'église Saint-Frion, sur main gauche, où estant entrés..... sommes montés aux estages hautes de la dite maison par un petit escalier et de là au jardin dépendant d'icelle, lequel se trouve scitué au derrière d'icelle en ung lieu eminent au-dessus de la couverture, dans lequel jardin nous estant repozés et assis, le dict Limouzin nous a requis, attendu que ladite heure de deux heures assignée est expirée y a une heure et que celle de trois vient de sonner à l'orloge de l'église de Saint-Pierre..... faire le procès-verbal de l'estat d'icelle dite maison. » Limousin prend possession en rompant des branches d'un vieux prunier Datil. Ce jardin est « au penchant desandant devers l'endroit où estoit naguères bastis les murs de la citadelle, lequel jardin fait un précipice de la hauteur de quatre à cinq toizes sur les basses-cours situées en dessous d'icelluy. »

(Minutes de LIMOUZIN.)

1666, 4 janvier. — Jacques Limouzin, prêtre, prieur de Sainte-Constance, demeurant à Saintes, afferme à Isaac Herpaud, taillandier, demeurant en la ville d'Aulnais, la moitié des fruits et revenus du prieuré (lods et ventes, honneurs, dime de la vigne ancienne de

Presle, la dime des agneaux de Presle et de la métairie de M. de Gadeville réservés), 5 ans, 80 livres par an.

Herpaud donnera en outre à diner au prêtre qui, le jour de la Saint-Gilles, fera l'office dans la chapelle du prieuré.

(Minutes de MARCOUILLER.)

1666, 25 juin. — Renée Savarit, veuve de Mathurin Limouzin, notaire, demeurant en sa maison de Saint Macoul, paroisse de Sainte-Colombe les Xaintès, fait son testament. Jacques Limouzin, prieur de Sainte-Constance (1), Jean-Pierre et Catherine, ses enfants.

(Minutes de MARCOUILLER.)

1675. — Catherine Limouzin, veuve de Marc Mosnier, sieur de La Combe-Guyon.

1716, 1^{er} juillet. — Julienne Nêret, veuve de Pierre Limouzin, chirurgien, demeurant à Burie.

1762. — Madeleine-Anne de Launay, veuve de André Dohet de Saint-Georges, conseiller au présidial, remariée à Martial Limousin de Moléon, écuyer, sieur de la Salmonie et La Borie, demeurant à Paris.

1622. — Pierre de Linières, écuyer, sieur de Ponthac, habite paroisse de Coux en Montendre.

1606. — Jehan des Lisle, écuyer, sieur de La Regnaudrie et Saint-Sever, mari de Marie Jolly.

1740. — Louise-Charlotte de Lisle Marie, femme de Bernard Dasquier, avocat à Toulouse. Louis et Elisabeth de Lisle, frère et sœur.

1678, 10 septembre. — Contrat de mariage de Clinet Nicolas, sieur de Lisleferme, avocat au parlement de Guyenne, fils de Daniel Nicollas, juge sénéchal civil et criminel de la principauté de Chalais, vicomté de Magezier et Montboyer, et de feu Suzanne Maulangin, avec Judic Thomas, fille de Izaac Thomas, sieur de Riollet, vivant docteur en médecine, et de Marie Dusou (protestants).

Consentent pour lui : son père, Jean Gast, sieur de Ilauterive, docteur en médecine, son beau-frère ; Benjamin Daillon, écuyer, sieur de La Leparie, oncle par alliance ; Jonas Marchais, avocat, juge sénéchal de Montlieu, oncle par alliance ; Jean Fouyne, conseiller du roi, magistrat au présidial de Saintes. Pour elle : sa

(1) Ce prieuré, situé dans l'archiprêtré de Matha, paroisse de Cherbonnières (Charente-Inférieure).

mère ; Isaac Thomas, sieur de Riollet, docteur en médecine, frère ; Paul Thomas, sieur de Saint-Paul, étudiant, frère ; Jean Dussaud, seigneur de Terrefort, assesseur civil et criminel ; Laurent Gregoireau, avocat du roi en l'Election, pair échevin ; Michel Gregoireau, prêtre, chanoine de Saint-Pierre, cousins.

(Minutes de MONTILLON.)

1693. — Judith Nicolas de Lisleferme, femme de Charles de La Chambre, sieur de La Mothe. (Minutes de DALIDET.)

1698, 31 juillet. — Clinet Nicolas, sieur de Lisleferme, mari de Judic Thomas, petite-fille de Louis Dussoul.

(Minutes d'ARNAUD.)

1756. — Daniel Nicolas de Lisleferme, capitaine au bataillon de Saint-Jean-d'Angély, demeurant à Bordeaux, paroisse Saint-Maixent, fils de Jeanne Chapuzet et de Jean-Nicolas de Lisleferme, doyen des avocats du parlement de Bordeaux.

1711, 26 juillet — Résignation de chanoinie par Antoine de Lissac, chanoine à Saint-Pierre, prieur du prieuré de l'Éguille, diocèse de Saintonge, en faveur de Pierre Payant, prêtre, docteur en théologie, chanoine en l'Église de Tulle, à la réserve de 400 livres de pension.

1711, 26 juillet. — Testament de Antoine de Lissac (Delissac), chanoine de l'église Saint-Pierre, veuf de Marie de Guip, frère de feu François Delissac archiprêtre de Bourg ; il déclare que François-Louis Delissac, capitaine des grenadiers du régiment de Laval de l'île d'Oleron, a été suffisamment apportionné dans ses biens par la constitution de son contrat de mariage de la somme de 6000 livres ; Catherine, Marianne et autre Marie-Anne et Anne-Jeanne de Lissac, ses filles ; Anne Catherine de Lissac, femme du sieur de Coulombier ; il a ses biens en Limousin. (*non contrôlé*)

(Minutes de PROUTEAU.)

1712, 25 juillet. — Marie Descomps, femme de Louis de Lissac, écuyer, capitaine de grenadiers au régiment de Laval, seigneur du fief du Pas de Marennes, demeurant au Château d'Oleron, fait faire procès-verbal de Chadignac en la métairie de Beauséjour, paroisse Saint-Eutrope, qui est échue à son mari dans le partage intervenu entre lui et ses sœurs de la succession de Antoine de Lissac leur père.

(Minutes de SENNÉ père.)

1714, 15 février. — Jean de Lissac des Borderies, fils de feu Blaise-Joseph de Lissac et de Marie Vilatel, natif des Borderies,

paroisse de Saint-Angel en Limousin, demeurant à Pons, fait donation à Marianne, Catherine, et Jeanne de Lissac, filles de feu Jean-Antoine de Lissac et de Marie de Guip.

(Minutes de PROUTEAU.)

1714, 25 avril. — Testament de Catherine de Lissac en faveur de Marianne et Jeanne, ses sœurs. (*non contrôlé*)

(Minutes de PROUTEAU.)

1716, 16 mai. — Contrat de mariage de Denis Fromaget de Saint-Martin, contrôleur des grenadiers à cheval de la maison du roi, fils de Martin Fromaget, bourgeois de Paris, et de Marie Laumonnier, avec Marie-Anne Lissac, fille de feu Jean-Antoine de Lissac, écuyer, seigneur du Pas, et de feu Marie de Guip.

De l'avis : pour lui, d'André Labbé, conseiller au présidial, procureur des père et mère ; pour elle, Louis de Lissac, écuyer, gendarme de la garde du roi, Jeanne de Lissac, frère et sœur.

(Minutes de PROUTEAU.)

1725, 21 juin. — Marianne de Lissac est dite veuve.

1728, 13 avril. — Jeanne de Lissac, Marie-Anne de Lissac veuve Saint-Martin, héritières de leur père.

1623, 4 octobre. — Contrat de mariage de François de Livennes, écuyer, sieur Bideau de la Cour, Villejésus, Monlieu d'Amberac et de Jeanne (Mss biblioth. de La Rochelle 639, fol. 235.)

1644, 24 juin. — Charlotte Delpy, femme de Jacques de Livennes, sieur de Lamothe Saint-Genis, déclare que sur l'accusation de l'homicide commis sur René de Revery, son fils, et de feu François de Rivery, écuyer, sieur de La Rivière, par le fils de Saint-Germain de Gibaud, le procureur du roi du présidial de Saintes aurait fait une information.

Acte de protestation contre une signification faite à elle.

(Minutes d'HEMERY.)

1665. — René de Livennes, écuyer, sieur du Cluzeau, fils de Charles, sieur de La Mothe Saint-Genis, héritier de Jacques son frère.

1675. — Feue Charlotte Delpy, veuve de Charles de Livennes, seigneur de La Mothe Saint-Genis, La Grolière.

1682, 22 août. — Henry de Livenne, seigneur de Laumont, des Brousses et du Breuil-Bastard, mari de Marie De Lafosse : Jean-Léon de Livennes, seigneur des Rivières, fils aîné, Charles-Marc de Livenne, seigneur de Livennes, leurs enfants.

1694. — Charles-Marc de Livenne, seigneur des Rivières, mari de Jeanne Daudenet, fille de feu Laurent Daudenet, sieur des Prés, fils d'une Marguerite Rousselet, laquelle était cessionnaire de Jacques Rousselet, chanoine à Saint-Pierre, oncle du sieur des Prés, Catherine de Livenne et Louise de Livenne, dames de Riou en partie, Louis-Léon de Livenne, chevalier, seigneur de Clinville et de Rioux, Henriette et Angélique de Livenne, ses frère et sœurs, enfants héritiers de feu Marie de Livenne.

1694. — Louise de Livennes, fille de feu Marie Brian veuve de Louis de Livennes, seigneur de La Chapelle.

1714, 26 mai. — Transaction entre Louis-Léon de Livennes, chevalier, seigneur de Clainville et de Rioux, en partie, agissant pour lui et pour Louise de Livennes d'Orgeville, sa tante, et Angélique de Livennes, sa sœur, demeurant au château de Beaupréau, paroisse de Rioux, d'une part, et R. P. Jacques Dohet, prédicateur général et prieur du couvent des Frères Prêcheurs, et frère François de Rioteau, procureur syndic de la même maison, au sujet d'une opposition relative à la somme de 2000 livres, faite par les Frères Prêcheurs sur la vente de la terre de Rioux, saisie par Armand de Gourgues, conseiller du roi, maître des requêtes.

(Minutes de SENNÉ.)

1723, 3 mai. — Procuration de Marie de Livennes, demeurant aux Rivières, paroisse de Saint-Thomas (?), pour partager les meubles et immeubles de la succession de Jean (*sic*) de Livennes et de Jeanne Daudonnet, ses père et mère, avec ses frères et sœurs.

1723, 31 mai. — Partage de 25000 livres entre Jean-Léon de Livennes, chevalier, seigneur des Rivières, Charles-Marc de Livennes, seigneur des Rivières, frères, agissant pour Marianne, leur sœur, et Marie aussi leur sœur, Jean de Livenne, seigneur de Breuil, Les Rivières, leur frère aîné, enfants de Charles-Marc (*sic*) de Livennes, seigneur des Rivières, Le Breuil, et Jeanne Daudonnet, leur père et mère.

(Minutes de SENNÉ père.)

1725, 19 mai. — Contrat de mariage de Martin de Salignac, écuyer, seigneur de La Pousie, majeur, fils de feu Arnaud de Salignac, écuyer, seigneur de La Pousie, et de feu Marie Saulnier, demeurant chez Jarnac, paroisse de Vaudois en Périgord, avec Marie de Livenne, fille majeure de feu Jean de Livenne, écuyer, seigneur des Rivières; et de feu Jeanne Daudonnet (ne sait pas signer).

Signé Salignac, Marie Gombaud, Marie de Beaumont, Labbé,

Brejon La Martinière, Elisabeth Thérèse de Beaumont, Le chevalier de Livenne, Esther de Morel, Baudoin Rabenier, Elisabeth de Beaumont-Gibaut, Alexandre Boscal de Reals. Jean de Livennes des Rivières. La Mothe-Houdancourt. Bourbon-Blenac. Fait et passé aux Filles hospitalières de l'hôpital général de Saintes, en présence de M. André Labbé, conseiller au présidial; Samuel-Alexandre Brejon de La Martinière, avocat.

Ce contrat est résilié par les parties contractantes le 17 août 1725, puis refait le 23 suivant.

1741. 3 et 12 mai. — Dans le procès-verbal des bâtiments de la succession répudiée de Jean-Louis-Léon de Livenne, baron de Rioux, par Nicolas Mestayer, se trouve une maison, paroisse Sainte-Colombe, ayant sa principale entrée sur la rue par laquelle on va et vient du canton des Forges à la porte Égüière.

(Minutes de SENNÉ.)

1743, 8 février. — Testament de Anne Leblond, veuve de Louis-Léon de Livenne, chevalier, seigneur baron de Rioux en dernières nocés et de [] Dugarreau de Lisle en premières.

Perette de Belair, sa fille, femme de Charles Le Mage, seigneur de Peuvira, Marie-Anne de Livenne sa fille. (voir Lemage et Mage.)

Scellé d'un cachet armorié : *trois épées surmontées de trois étoiles posées en pal sur champ de gueules.* (Minutes de MARSAY.)

1744, 15 mars. — Testament de Marie de Livron, fille de feu Jean de Livron, seigneur de Puyvidal, et de Anne-Marie de Bouton.

Codicile le 28.

(Minutes de MARSAY.)

1663. — Elisabeth Londe, veuve de Théodore Bureau, écuyer, sieur de Clermont.

1713. — Jérémie de Longueville, greffier de l'Élection, mari de Françoise Fourestier.

(Minutes de DALIDET.)

1664. — François de Lostange de Saint-Alvairre, chevalier, seigneur de Paillé, demeurant à Paillé en Poitou, disant qu'entre lui et Jean, Jeanne, Marie et Galiotte de Lostange, comme héritiers de Marie Mage, leur grand'tante maternelle, d'une part, et Jeanne de Norigne, veuve de Joseph Combaud, sieur du Couret, tutrice de leurs enfants, et Charles Duhamel, seigneur de Betaille, conseiller au parlement de Bordeaux, héritier universel de Nicolas Duhamel, conseiller en la chancellerie de Bordeaux.

(Minutes de RICHARD (?), n° 47.)

1688, 1690. — Jeanne-Angélique de Lostange de Saint-Alvaire,

veuve de François Joumard de Soufferte. Belle-mère de Jean-François de Beynac de La Brangelie. (Minutes de DALIDET.)

1690. — Henri de Lostange de Saint-Alvaire, seigneur de Taillon, Paillé, Montausier, Bussac, La Grostière, Lalay, La Foret de Tenezay, demeurant à Paillé en Poitou.

(Minutes de MARÉCHAL.)

1692, 6 février. — Jeanne-Angélique de Lostange de Saint-Alvert, veuve de François Joumard, seigneur de Soufferte, est à Saintes chez Pierre Dubourg de Porcheresse, tante de Henry de Lostange, fils de feu François de Lostange de Saint-Alvert, baron de Paillé, — fille de Marie Faucher et de Louis de Lostange de Saint-Alvert, — Marie Mage tante de la dite Faucher. Feu François de Lostange frère cadet de François de Lostange baron de Paillé et de Jeanne-Angélique de Lostange. (Minutes de FEUILLETEAU.)

1692, 8 décembre. — Quittance par Jeanne-Angélique de Lostange, veuve de François Joumard, demeurant à Dolus en l'île d'Oleron, à Jacques Thomas, échevin, receveur des consignations au Présidial. (Minutes d'ARNAUD.)

1690. — Louis de Loubert, écuyer, sieur de Marchis, Jean-Baptiste de Loubert, son frère, Jeanne et Marie-Anne et Marguerite ses sœurs, demeurant à Saint-Georges d'Oleron.

(Minutes de MARÉCHAL.)

(A suivre.)

QUESTION

N° 837. — Dans des notes bibliographiques rédigées par M. Édouard Dangibeaud, j'ai relevé l'indication de deux plans lithographiés sortis des presses de Lacurie vers 1835 : l'un de Saintes, l'autre de Saint-Jean-d'Angély.

Je n'ai jamais vu un exemplaire de ces pièces : la bibliothèque de Saintes possède le plan de Saintes, mais *quid* du plan de Saint-Jean-d'Angély?

Pourrait-on m'indiquer si ces plans se rattachaient à un ouvrage édité par Lacurie et s'il serait facile de s'en procurer des exemplaires?

LÉON MASSIOU.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE DÉCEMBRE 1918

AVIS ET NOUVELLES : Admission; addition au nom de Dompierre; les eaux à Rochefort; le Cours du Président Wilson à Saintes.

NOTES D'ÉTAT CIVIL ; DÉCÈS : M^{re} de Bournonville; M. Grison; M. Bouchemousse; M. P. Rouvier; abbé d'Arassus; M. Filhol; M. Jouan; M. Guimaron; M. de Coffinières; M. Delamain; M. A. Dangibeaud; M^{re} Grango; M. Pédézert; M. Girard; M. Mouldoux; M. Mabile; M^{re} Petit; M^{re} du Poërier.

MARIAGES : Merlet-Masson; Vieljeux-Faustin; Coudurier-Decout; Massy-Petitcol; Jullien-Laferrière-de Bessé; Getten-Vast-Vimeux.

VARIÉTÉS : *François d'Espinay-Saint-Luc* (suite et fin), par M. le docteur Sottas; *Les Vanderquand* (suite et fin), par M. Guérin; *Introduction à l'histoire des évêques de Saintes* (suite), par M. Depoin; *Saintongeais à Saint-Domingue*.

DOCUMENTS : *Honoraires de chirurgien*; le régiment d'Eptingen à Saint-Sorlin de Séchaux; *Singuliers procédés d'instruction criminelle*; *Conventions ayant pour objet le remplacement de conscrits*.

LIVRES ET REVUES : *Revue des Deux Mondes* (transports); *Ordre des Trinitaires*; *Bulletin de la Société des Antiquaires de France* (écu de La Rochelle); *Société Bel-fortaine* (Elaule).

BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

Admission : M. le docteur Hilaire Morisset, La Jarrie, présenté par M. A. Dumontet.

Par décret publié par l'*Officiel* du 2 octobre, la commune de Dompierre, canton de Burie, prend le nom de Dompierre-sur-Charente.

Les Tablettes des Deux Charentes des mois d'août et septembre reproduisent des articles de M. le docteur Buront sur la question des eaux à Rochefort.

Le 15 octobre 1918, a paru le premier numéro de l'*Ordre Français* sous la direction de M. le Dr H. Pineau. — Bureau à Paris, administration à La Rochelle. Abonnement, 3 fr. par an.

Le prochain numéro contiendra les notes recueillies sur les victimes de la guerre. Prière à nos confrères de nous envoyer les leurs.

Revue, tome XXXVIII, 2^e livraison, décembre 1918.

Dans sa session d'octobre dernier, le conseil municipal de Saintes a donné, sur la proposition de M. Babinot, premier adjoint, le nom de Cours du Président Wilson au Cours National, en commémoration du séjour des Américains à Saintes en 1918. C'est la première marque de reconnaissance envers les Alliés. On pourra la citer comme donnant un démenti à l'adage *tarde venientibus ossa*, on pourra changer le dernier mot en *honos*.

Malgré tous les titres que les Américains ont à notre très vive reconnaissance, nous ne pouvons oublier qu'en 1914 les Belges se sont laissés passer sur le corps plutôt que de permettre aux hordes teutoniques le libre passage sur leur territoire ; que les Anglais combattent pour nous, et avec nous, depuis quatre ans passés ; que Joffre et Gallieni ont bien droit à quelque chandelle ou plaque ; que Foch, l'âme de la résistance et le libérateur du territoire ; que Clemenceau, qui l'a inventé et élevé au suprême commandement, avaient à ces titres ils un droit de priorité. Il est vrai qu'aucun d'eux n'est venu à Saintes.

Au surplus, nous ne démordrons pas de notre opinion depuis longtemps exprimée : les petites villes de province n'ont que faire de ces grands noms illustres mais trop répandus, qu'elles conservent donc leur personnalité, leur originalité, en n'honorant que leurs célébrités ou notoriétés locales !

CH. D.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 30 avril 1918, à Montguyon, est décédée Madame Alphonse Brault de Bournonville née Anna-Maria-Clémence Gérente, âgée de 70 ans, femme de notre confrère M. de Bournonville, maire de Montguyon.

M. Grison, chef de bataillon de la Section technique du génie, officier de la Légion d'honneur, est décédé le 20 juin. Il était gendre de feu le docteur Devers.

Notre confrère, M. Bouchemousse, inspecteur de l'Enregistrement à Paris, trésorier de l'association saintongaise *La Cagouille*, est mort à Paris le 1^{er} juillet 1918.

M. Paul Rouvier, ancien sénateur de la Charente-Inférieure, est décédé le 26 juillet 1918, âgé de 89 ans, à La Rochelle. Conseiller municipal de Surgères pendant 40 ans, maire de cette ville pendant 20 ans, conseiller général pendant 33 ans, président de plusieurs Sociétés locales, fondateur de la laiterie de Surgères, président de l'Association centrale des laiteries des Charentes et du Poitou, sénateur du 28 avril 1891 au 7 janvier 1912. « Il s'était donné tout entier au développement de l'industrie laitière dans la région. On peut dire de lui qu'il a contribué à faire la richesse de nos contrées. »

M. l'abbé Anatole d'Arassus, chanoine honoraire, notre confrère depuis 1902, né le 16 juin 1846 à Lavaur (Tarn), est décédé le 28 juillet 1918 à Toulouse où il s'était retiré. Ordonné prêtre à La Rochelle le 1^{er} octobre 1870, il fut vicaire à Saint-Fort-sur-Gironde, curé d'Andilly-les-Marais, vicaire administrateur de Saint-Vivien de Saintes, curé de Dolus, curé-doyen de Château d'Oleron, curé-archiprêtre de Saint-Louis de Rochefort.

M. Hippolyte-André Filhol, avocat, est décédé à Jonzac le 31 juillet 1918. Il était né à Barbezieux le 22 mai 1852. De son mariage avec Mlle Josepha-Maria de Quintana il a eu six enfants : 1^o Clarita, décédée, épouse de Étienne Marmiez, juge à Céret; 2^o Francisque, capitaine au long cours; 3^o Joseph, interprète aux armées anglaises; 4^o Pierre, mobilisé; 5^o Mercédès; 6^o Robert, décédé.

Le 17 août 1918, à Mortagne-sur-Gironde est décédé M. Eutrope Jouan, vice-président de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure, notre confrère depuis 1874.

Il a publié dans le *Recueil de la Commission des Arts* notamment la *Monographie d'Arces* (1882), celle de *Chenac* (1885); *quelques notes sur le Fa* (1885); *Notice sur Mortagne* (1888); *compte-rendu de l'Excursion du 11 juin 1891*; dans le *Bulletin-Revue* de notre Société tome VI une généalogie des La Mothe-Fouqué; une réponse sur le *Plassac du chevalier de Méré* (tome I, p. 213); dans le tome II des *Archives* des documents sur Mortagne, et dans les tomes III et VIII des documents sur Saint-Seurin et Tonnay-Charente.

M. Jouan avait réuni une grande quantité de documents sur le pays. Cette collection a été acquise en majeure partie par M. Maurice Martineau.

Le 12 août 1918, est décédé à Saintes M. Amable Guimaron, ancien avoué, âgé de 72 ans.

Est décédé à Saintes le 28 août 1918, à l'âge de 67 ans, M. le baron Collinières de Nordeck, chevalier de la Légion d'honneur, chef d'escadrons en retraite, frère de Madame Henri de Bonsonge. Il laisse deux filles, Mlles Andrée et Christine.

M. Louis Delamain, ancien maire de Jarnac-Charente, âgé de 69 ans, chevalier de la Légion d'honneur, est mort en septembre 1918 à Sao-Paulo (Brésil), où il demeurait depuis 1890.

Le 22 septembre 1918, à Moissac (Tarn-et-Garonne), est décédé M. André Dangibeaud, âgé de 42 ans, fils de notre confrère M. Charles Dangibeaud.

Le 7 octobre 1918, à Saintes, est décédée Mlle Marie-Marthe Grange, religieuse Ursuline de Jésus, âgée de 53 ans.

Le 10 octobre 1918, est décédé à Saintes M. Charles-Henri Pédé-zert, ingénieur en chef honoraire des Chemins de fer de l'État, chevalier de la Légion d'honneur, âgé de 77 ans.

M. Charles-Henri Pédézert, né à Paris le 4 janvier 1841, après avoir fait ses études au Collège de Montauban, puis à l'École Préparatoire de Sainte-Barbe à Paris, fut reçu en 1861 à l'École Centrale, d'où il sortit ingénieur en 1864.

Après un stage dans les bureaux et ateliers de la Compagnie d'Orléans à Paris-Ivry, et sur ses locomotives à Limoges, il entra à la Compagnie des Charentes à Paris, au service du contrôle du matériel aux usines. Il fut envoyé ensuite à Saintes, où il arriva en novembre 1866, comme inspecteur de traction, avant l'ouverture des premières lignes de cette Compagnie, lesquelles furent inaugurées en 1867 (Rochefort à Saintes en avril, Saintes à Cognac en juillet, Cognac à Angoulême en octobre).

Chargé en 1870 et 1871 de travaux militaires urgents en Vendée, puis ensuite à Paris (juillet 1871) de la direction des Études du Matériel et de celle du contrôle de la construction du Matériel aux

usines, il fut appelé en cette qualité à aller fréquemment en Alsace, où s'exécutaient alors d'importants travaux pour sa Compagnie. Là, il se créa des amitiés solides avec des Alsaciens patriotes restés dans leur pays, et avec lesquels il aimait à parler de la belle France et des regrets et espérances communes.

Après s'être marié en 1872 pendant son séjour à Paris, il revint à Saintes en 1875, comme ingénieur de la Traction, et devait y rester jusqu'à la fin de sa carrière (1906), sauf une période d'absence de près de 3 ans à Orléans, où il fut envoyé comme ingénieur d'arrondissement (1884-1886) pour réorganiser les lignes des anciennes Compagnies d'Orléans à Châlons et d'Orléans à Rouen restées à l'État à la suite des conventions de 1883.

De retour à Saintes en novembre 1886, comme ingénieur d'arrondissement et successeur de M. Falguerolles (dont il avait été le collaborateur et l'ami de 1876 à 1884), il devint ensuite, en 1900, ingénieur en chef adjoint, chargé de tous les ateliers et de l'entretien de tout le matériel du réseau, et ne cessa ces fonctions qu'en 1906, époque où, atteint par la limite d'âge, il se décida à prendre sa retraite à Saintes, et à y finir parmi nous, devenu depuis longtemps notre concitoyen de cœur et d'adoption.

C'est à ce titre qu'il contribua, dans la mesure de ses moyens et relations, au développement des ateliers et installations du chemin de fer à Saintes, et, comme conséquence, à celui de la ville elle-même, qui, de 8.000 à 10.000 habitants qu'elle avait à son arrivée en 1866, a vu sa population doubler peu à peu, ainsi que son importance.

D'accord avec le comte Lemer cier notamment, en 1886, — lors du raccordement des réseaux nord et sud de l'État, — il sut décider la ville à offrir à l'État tous les terrains nécessaires à l'extension sur place de ses ateliers de Saintes (dont une partie était à reconstruire), alors que Bordeaux et Niort les sollicitaient chez elles avec offres analogues et même supérieures.

De là date l'installation définitive des principaux ateliers à Saintes, — installation précaire et discutée, auparavant, mais qui, une fois décidée et réalisée, devait avoir une si grande influence sur le sort et le développement de la ville, en raison des accroissements passés et futurs de ces ateliers et installations.

Jusqu'à ses derniers moments, notre concitoyen d'adoption M. Pédézert, qui aimait à revoir ces ateliers qu'il avait vus naître ou créer, n'a jamais cessé de s'intéresser à leurs agrandissements et améliorations et d'y contribuer dans la mesure de ses relations et des circonstances.

C'est ainsi qu'il avait été amené à étudier — en vue de certaines éventualités (programme Maruéjols notamment (1), ou rachat de l'Ouest) — une extension considérable de nos ateliers, qu'il aurait réalisée sans sa mise à la retraite et les changements qu'elle a entraînés, et qui aurait plus que doublé l'importance de nos ateliers actuels, et en aurait fait un groupement de tout premier ordre.

Avec lui disparaît un des ouvriers de la première heure des chemins de fer dans notre région, un des plus anciens témoins du passé de notre ville, et un de nos plus fidèles concitoyens.

Ardent patriote, M. Pédézet appartenait à cette génération d'avant 1870 qui a connu les survivants des grandes guerres napoléoniennes, et qui, après avoir vu la France puissante, glorieuse, et ayant l'hégémonie de l'Europe, a eu la douleur d'assister ensuite à sa défaite et à son démembrement.

Chaque fois, en particulier, qu'il allait en Alsace (et il y était encore en juin 1914), il avait l'amertume de constater la beauté, la prospérité et la richesse de cet admirable pays, resté si patriote, et la grandeur de la perte qu'en elle avait faite la France.

Il a pu cependant, avant de mourir, entrevoir son retour à la France, retour si longtemps espéré en vain par lui et dont la réalisation l'aurait rendu si heureux, sans les terribles sacrifices dont il était le prix.

Son père, écrivain distingué, et homme éminent dans la société et l'Eglise protestante, ancien professeur à la Faculté de Théologie de Montauban, s'était, une fois devenu veuf, retiré auprès de son fils à Saintes, où il passa ses derniers jours avec ses enfants et petits-enfants, et s'est éteint en juillet 1905 à l'âge de 93 ans et demi. (*Revue*, tome XXV, p. 293.)

I. — Jean-Eugène Pédézet, né à Puyos (Basses-Pyrénées) en 1815, mort à Saintes, en juillet 1905, eut de son mariage avec Elisabeth Thounsand Sinnet (de famille irlandaise) (2) quatre enfants :

(1) Le programme Maruéjols donnait au réseau de l'Etat tout le triangle compris entre Bordeaux, Paris et Saint-Nazaire (par Chartres, Le Mans et Segré). Il faisait de Saintes, point central, le principal atelier de ce Réseau important et autonome, tandis que le rachat de l'Ouest avait pour nous l'inconvénient d'annexer tous les grands ateliers de l'Ouest, et de donner la prépondérance aux influences de la Normandie, de la Bretagne et de la région parisienne, — aux détriments des autres.

(2) Madame Pédézet mère était venue jeune fille en France avec son oncle et parrain, fournisseur des guerres du Premier Empire, et ami des maréchaux Clark et Macdonald, ses compatriotes. Deux des frères de Madame Pédézet mère allèrent aux Etats-Unis, où ils fondèrent la ville de Moscatine (Iowa), et laissèrent une descendance nombreuse et prospère.

1^o Charles-Henri Pédézert, ingénieur des chemins de fer, devenu notre concitoyen ;

2^o Blanche, épouse de M. Henri Couve, courtier d'assurances maritimes à Bordeaux, dont quatre enfants ;

3^o Albert, jeune capitaine au long cours, disparu dans un naufrage dans la mer des Indes, en 1872, avec son bateau (*Le Cananore*, de Bordeaux) et tout l'équipage ;

4^o Alice, épouse de M. le pasteur Benjamin Couve, président du Consistoire de Paris, décédée sans enfants.

II. — De son propre mariage en 1872, à Rouen, avec Mlle Emma-Juliette Lemaître (d'une famille de grands filateurs de Normandie), M. Charles Pédézert a eu quatre fils :

1^o Jean, mort administrateur des Colonies à Madagascar, le 29 janvier 1916 (Voir *Revue*, tome XXXVI, p. 8) ;

2^o Henri, inspecteur des chemins de fer de l'Etat ;

3^o Edouard et 4^o Robert, morts en bas âge, 1 et 3 ans.

M. Théodore Girard, sénateur des Deux-Sèvres, ancien garde des sceaux (1910-1912), victime d'un accident d'automobile à Paris, est décédé le 13 octobre 1918 à la clinique de la rue de La Chaise. Il était né à Montils le 14 janvier 1852.

Ancien clerc d'avoué à Saintes, puis avoué à Niort, il devint maire de cette ville, et sénateur des Deux-Sèvres le 24 février 1895, — questeur du Sénat 1908, 1910, 1913, 1914.

Il a été enterré à Montils le 17.

Le 21 octobre 1918, à Saintes, est décédé M. Robert-Paul Mouldoux, né à Saintes le 18 août 1892.

En 1910, la ville lui accorda une pension pour étudier à l'école des Beaux-Arts de Toulouse où il passa trois ans. En 1913, il fut admis à l'École des Beaux-Arts de Paris dans l'atelier d'Antonin Mercié. En juillet 1914, il rentra à Saintes.

Ce jeune homme, d'une santé très délicate, n'a pas eu le temps de donner sa mesure en art ; à son âge on ne peut donner que des promesses et des témoignages d'études sérieuses. Mais il possédait un don naturel très rare et précieux : celui de la ressemblance. Il laisse quelques portraits qui ont au moins ce grand mérite. La pratique lui aurait permis d'acquérir des qualités que l'on ne peut attendre d'un élève de 25 ans. Tels quels, on pourra les regarder comme images fidèles des personnes. C'est déjà un bel éloge.

Il faut noter les bustes de M. le curé Billard (pierre) au cimetière

Saint-Pallais, à Saintes ; du marquis de Saint-Géniès, père (plâtre) ; du joyeux ivrogne Baron (plâtre patiné, resté à l'atelier) ; de l'ouvrier Simon (plâtre, à l'atelier) ; des deux jeunes filles de M. Pourtau doreur (plâtre) ; de M. Forest et de ses deux nièces, Mlles Barbotin, de Saint-Jean-d'Angély (plâtre) ; du fils de M. Lauraine, député (marbre resté à l'atelier parce qu'une veine grise barre le front) ; un buste en plâtre (son premier) de M. Barraud, capitaine de pompiers.

Il a donné au musée une statue en plâtre (étude d'atelier), un jeune garçon nu. Il a exécuté en pierre, au cimetière Saint-Vivien, une statue en pied du dragon Machefer, grandeur nature, et un grand bas-relief, en plâtre, *La Douleur* (1916), qui va être placé à la tête de sa tombe. Il venait de terminer pour l'église Saint-Eutrope un grand buste en bois (sur lequel est posée la tête en argent de saint Eutrope (1) exécutée en 1805 par Goguet), en remplacement d'un énorme buste en terre cuite de Selinski, d'un poids écrasant pour les prêtres qui devaient le porter en procession.

Le 21 octobre 1918, est décédé, à La Rochelle, M. le docteur Henri-Eugène Mabile, veuf de N. Condamy, âgé de 65 ans, directeur médecin-chef de l'asile de Lafond, conseiller municipal.

Il était né à Vanneau-les-Dames, le 25 novembre 1852. Après d'excellentes études médicales à la Faculté de Nancy, il se spécialisa dans la question des maladies nerveuses, et après un séjour aux asiles de Maréville de Blois et de Ville-Evrard il fut nommé en 1867 directeur médecin en chef à l'asile de Lafond. (Voir *La Charente-Inférieure* du 23 octobre.)

Le 25 octobre 1918, à Niort, est décédée Mme Mathilde Petit, née Dières-Monplaisir, âgée de 36 ans, femme du docteur Jean Petit

(1) Cette tête un peu plus grande que nature porte l'inscription suivante en quatre lignes : *J. Goguet fabrefecit | Scalpro que incidit | anno 1805 | Santonensis |*.

Cette œuvre, qui, d'après la tradition, serait l'ouvrage d'un protestant, a dû laisser des souvenirs dans la famille, car en octobre 1918 un soldat s'est présenté à Saint-Eutrope pour la voir, en se disant petit-fils de l'auteur. M. le curé étant absent, il n'a pu satisfaire sa légitime curiosité.

Ce Goguet a produit une autre tête de saint Eutrope, mais elle est perdue. Le 12 août 1810, il donne quittance de 130 francs pour fourniture d'une balcine en bois noir coûtant 22 francs et d'une tête du saint en argent doré, pesant 5 onces et 1 gros au prix de 108 fr., façon comprise.

Ce Goguet n'est pas mort à Saintes.

chirurgien de l'hôpital de Niort (*Revue*, XXXIV, p. 74). Elle était fille de feu M. Armand Dières-Monplaisir et de Mme Dières-Monplaisir née Costin, et sœur de Mme Dières-Monplaisir, en religion Sœur Stéphanie, supérieure de l'hôpital de Niort.

Le 3 novembre 1918, à Bordeaux, est décédée Mme Germaine du Poerier de Portbail, née Boulin du Beysserat, femme de M. F. du Poerier de Portbail, contrôleur des douanes. Elle laisse un fils, Yves.

MARIAGES

Le 12 août 1918, a été célébré dans l'église de Saint-Martial de Vitaterne, près Jonzac, le mariage de M. Emmanuel-Victor Merlet, gouverneur des Colonies (né à Coivert), et de Mlle Marie-Thérèse Masson, de La Chaminaderie.

Le 2 septembre 1918, le mariage de M. Christian-Jean Vieljeux, sous-lieutenant au 1^{er} cuirassiers, avec Mlle Marguerite Faustin, a été célébré à La Rochelle.

Le 3 septembre 1918, a été béni à La Rochelle le mariage de M. Marcel Coudurier, journaliste, commissaire de 3^e classe auxiliaire de la marine, avec Mlle Marguerite Decout.

Le 9 septembre 1918, en la chapelle du château de Saint-Germain de Lusignan, a été célébré le mariage de M. Raoul-Augustin Massy, pharmacien-major de 2^e classe à Meknès (Maroc), et de Mlle Claude-Marie-Berthe Petitcol, fille de feu Louis-Aristide Petitcol, lieutenant-colonel d'artillerie (née à Ruelle, Charente), et de Mme née Andrée Canolle, et nièce de M. Louis Canolle, secrétaire général des colonies, à qui appartenait le château de Saint-Germain de Lusignan, qui vient de passer entre les mains de M. André Canolle, son frère, chef de bureau au Gouvernement général d'Algérie.

Le 24 septembre 1918, a été béni le mariage de M. Paul-Alexis-Jullien-Lasferrière, capitaine au 323^e régiment d'infanterie, avec Mlle Berthe-Marie-Suzanne Martin de Bessé.

Le 30 octobre 1918, à La Rochelle, a été béni le mariage du lieutenant Pierre Getten, de l'Etat-Major de la 120^e division d'infanterie, fils de M. Maxime Getten, directeur général de la Compagnie des chemins de fer de l'Indo-Chine, avec Mlle Yvonne Vast-Vimeux.

VARIÉTÉS

I

FRANÇOIS D'ESPINAY-SAINT-LUC

ET LE COMLOT LIGUEUR A BROUAGE

(1583-1585)

(*Suite et fin*)

IV

A Brouage on se donnait plus de mouvement du côté de la mer par laquelle on communiquait facilement avec les postès de Blaye et de Bourg et avec l'Espagne qui soutenait la Ligue.

Le gouverneur de Bayonne, le rude capitaine Jean Denis de la Hillière, était bien placé pour observer ce qui se passait à la frontière. En d'autres temps il avait fait un rapport au roi sur des communications présumées entre le roi de Navarre et la cour d'Espagne (1), il surveillait maintenant les agissements de la Ligue; et le 26 avril il écrivait au roi : (2)

« Sire — Ayant eu avis que le sieur de Lanssac estoit passé en Espagne, j'en aurois, par ma précédente, tenu Vostre Magesté advertie, toutes foys, j'ay appris, par despuis, qu'on est en doubte si c'est luy mesmes, tient-on plus tost que ce soit quelque autre; tant y a que, puis son arrivée, le Roy catholique a envoyé à Fontarabie cent mille escuz, lesquels furent yer, sur la nuict, chargez dans une patache audict lieu; et, à mesme instant, prins la routte de Brouaige, soulbz la conduite d'environ cinquante hommes, tant François (de ceulx qui là estoient attendant ce moien) qu'Espaignols. De quoy j'ay esté adverty tout présentement, marry que ce n'aict esté avant leur partance, pour le désir que j'avois d'envoyer au devant pour leur faire tout le bien que j'eusse peu. Le principal de l'ambassade est encore en Espagne; je tiens l'œil à son retour pour sçavoir, si possible est, qui c'est, et vous en adviser, ainsy que je fais de ce que je viens d'apprendre et feray de ce qui me surviendra de plus digne de vostre service, pour lequel toutes choses, en ce gouvernement, demeurent, Dieu mercy, en l'estat que vous ay faict entendre et que Vostre Majesté peut désirer; vray que nous demeurons tousiours ouvertz. A quoy je vous supplie très humblement Sire, avoir esgard.

Sire, je supplie Dieu vous augmenter en toute prospérité et vous donner, en

(1) Lettre de Bayonne, 10 janvier 1584. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.567, fol. 15.

(2) Lettre originale. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.569, fol. 118.

perfecte santé, très heureuse et longue vie. A Bayonne ce xxvi^e ce jour d'avril 1585.

Vostre très humble, très obéissant, très affectionné et très fidelle serviteur et subiect.

D. DE LATHERE. »

L'ambassadeur de France en Espagne, Monsieur de La Mothe-Longlée, échangeait avec la Cour une abondante correspondance chiffrée et communiquait avec Denis de La Hillière auquel il adressait souvent ses lettres pour les faire parvenir à destination. Il cherchait de son côté à pénétrer les raisons qui amenaient à la cour d'Espagne certains émissaires venus de France sans attaches connues de lui, et la destination d'importantes sommes d'argent que la cour d'Espagne faisait porter à la frontière et même remettre à des seigneurs français. Il avait d'abord pensé que tout cela concernait le duc de Montmorency et le roi de Navarre; et sans doute avait-il fait partager son opinion au gouverneur de Bayonne qui avait écrit au roi dans ce sens. Puis, quand les accointances des princes lorrains avec l'Espagne devinrent évidentes pour tout le monde, il se trompa encore sur leur véritable but, mais il reconnut enfin son erreur, et il l'avoue franchement au roi dans une lettre chiffrée qu'il écrit le 14 avril (1) :

« Il y a plus d'ung an et demy que l'on dict qu'ils négotioient avec ce Roy icy, feust par homme exprès ou par la voye du Tassis (2), ce que j'ay touché à Vostre Majesté par mes despêches de ce temps la; et j'estimoys que c'estoit pour favoriser les affaires de la Royne d'Escosse (3), mais je congnois ou je confesse que c'estoit à autres fins, lesquelles je n'eusse osé imaginer... »

Des faits révélateurs lui avaient donné l'éveil. Dix jours avant l'envoi de sa lettre, un jeune gentilhomme français, accompagné d'un Espagnol, était venu à la cour d'Espagne envoyé par le sieur de Duras (4); il s'agissait bien des affaires de la Ligue, à n'en pas douter :

« Le dict Espagnol, écrit Monsieur de Longlée, estant chez le secrétaire Didiaques, luy a dict que les affaires de Monsieur de Guise estoient fort avancées en France, de mesme en Gascongne, que Monsieur de Duras, avec une grande partye de la noblesse de Gascongne, et des principaulx, estoient de son party, et en a nommé ung grand nombre desquelz on ne m'a seu dire les noms, car

(1) Lettre de Monsieur de Longlée au roi; de Saragosse, 15 avril 1585. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 16.109; original chiffré, fol. 228 et suiv.; déchiffrement, fol. 232 et suiv.

(2) Jean-Baptiste de Taxis, ambassadeur d'Espagne en France.

(3) Marie Stuart, cousine germaine des Guise.

(4) Jean de Durfort, vicomte de Duras, dont il sera question plus loin.

celluy qui m'a donné cest avis est espagnol, qui ne les congnoist pas. Il s'est bien souvenu du gouverneur de Brouage, de celluy de Blaye, d'ung seigneur qui demeure à Bourg, de celluy qui commande le chasteau Trompette à Bourdeaux, des gouverneurs des villes en Gascongne, des principaulx seigneurs de Guyenne; et que tous estoient signez et avoient promis de suivre le party des dits sieurs de Guyse en la deffense de la Relligion catholique... »

La lettre de Monsieur de Longlée n'apprenait rien de nouveau à la Cour; et il semble que son éloignement le laissait lui-même en retard dans la connaissance des événements qui occupaient la France. Précisément sa lettre se croisait avec une dépêche que le roi lui adressait le 17 avril (1) pour l'instruire complètement des manœuvres de la Ligue et le diriger dans les recherches qu'il devait faire en Espagne sur ce sujet.

Dans ses lettres ultérieures, Monsieur de Longlée essaye d'apporter quelques précisions; celle du 23 avril (2) contient le passage suivant :

« J'ai dict à Vostre Majesté par mes précédentes qu'il avoit esté envoyé LX^{me} escus à la frontière de Navarre, j'ay esclarcy que, sans nul doute, il y en a cinquante mil qui sont allés à Fontarabie; ce n'est point pour fortifier. Ce que j'en puis juger est que cest argent là se doit bailler pour ceulx qui prennent les armes en Guyenne et sera à mon advis envoyé par mer à Bourg, car il ne fault doubter que Monsieur de Lanssac le jeune n'aye grande part en ces menées. Vostre Majesté sçayt, y a assez longtemps, la bonne intelligence qu'il a avec le Roy icy. Si c'est pour le service de Vostre Majesté, Elle le doit savoir... »

Monsieur de Longlée n'était pas encore au point, et c'est le roi qui va l'éclairer :

« 8 may 1585. Le Roy au sieur de Longlée (3).

Monsieur de Longlée, vos lettres du xiiii^e d'avril m'ont esté présentées le xxix^e d'iceluy, et d'autant que vous avez, depuis, esté esclarcy par les miennes de la vérité des remuements d'armes que ceulx de Guise ont commencés en mon Royaulme, j'attendrai vos premières pour veoir si par icelles vous me mandez rien de plus particulier que vous avez faict par vos précédantes, m'ayant esté mandé que les deniers, que vous m'escripviez, avoient esté envoyés à Fontarabie pour passer jusques en Brouage où ils sont aujourd'huy employés à payer les gens de guerre que l'on lève contre mon service; de sorte qu'il semble que le roi Catholique preigne plaisir à favoriser ouvertement mes subgels rebelles par reconnoissance du reffuz que j'ai faict de favoriser les siens des païs bas, dont je vous commande lui faire plainte et demander raison de ma part... »

(1) Longue dépêche de cinq pages, minute de la main de Villeroy. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.569, fol. 72.

(2) 23 avril 1585. « Déchiffré d'une lettre du sieur de Longlée au roy. » *Bibl. Nat., Ms. franç.* 16.109, fol. 236 et suiv.; le fragment cité, fol. 237 verso.

(3) Minute de la main de Villeroy, *Bibl. Nat., Ms. franç.* 16.109, fol. 244.

Cette lettre du roi est un reflet de celle du gouverneur de Bayonne qui soupçonnait Lanssac. Il ne paraît pas probable cependant que ce dernier fût, en personne, à la tête de ce convoi d'Espagne. Le 21 avril il était à Brouage répondant à la lettre de semonce du maréchal de Matignon ; et ce que le maréchal écrivait au roi le 30 avril nous apprend qu'entre temps Lanssac avait manifesté sa présence dans la Gironde.

La lettre de Matignon (1) marque une certaine inquiétude ; les affaires commencent à se brouiller terriblement dans la province et les deniers des recettes ne rentrent plus,

« estant ceulx de Brouage, Royan, Blaye et Bourg maistres de ceste rivière s'il n'y est promptement pourveu. Ils commencent desia, avec les palaches et les gallions qu'ils ont armés, à y faire des courses et suis contrainct d'en faire armer pour la conservation des marchandz qui traficquent. Quelque chose qu'ils dient qu'ils n'en veulent qu'à ceulx de la Religion prétendue Refformée, ils prennent des catholiques ; et, les marchands qui traficquent en ceste rivière, les pillent et les rançonnent. J'avois enuoié à Cordouan ung jurat de ceste ville avec des experts pour visiter l'œuvre que maistre Loys (2) a entreprinse ; comme ils retournaient, et ledict maistre Loys, ceulx de Bourg les ont prins prisonniers et les détiennent à présent. Lanssac a faict mener les principaulx catholiques de Bourg à Royan, il en tire ce qu'il peut. S'il y avoit moyen qu'il pleust à Vostre Majesté de faire venir les deux gallères qui sont à Nantes en ceste rivière, ce seroit le moyen de l'assurer... »

Matignon avait encore d'autres soucis : la Ligue se remuait toujours dans Bordeaux, l'accusant de pactiser avec le roi de Navarre ; or si le maréchal correspondait avec le roi de Navarre, c'était uniquement pour l'adjurer de garder la neutralité. De ce côté lui venait encore une inquiétude, car ce prince se hâtait de faire fortifier Bergerac. Enfin les compagnies de gens d'armes n'étaient pas payées et réclamaient.

A ce moment Matignon négociait avec les rebelles, il « sollicitait » la mise en liberté de Louis de Foix dont l'œuvre était « si importante pour tout le public » ; et le fait que sa lettre au roi est datée de Bourg montre qu'il s'employait en personne à ces démarches.

Dans l'intervalle de ses excursions, Lanssac reprenait barre à Brouage. C'est là que le trésorier général de Gourgues (3), allié à sa

(1) Lettre datée de « Bourg ce dernier avril 1585 ». *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.569 ; original en partie chiffré, fol. 128 ; déchiffrement, fol. 133.

(2) Louis de Foix, l'architecte de la tour de Cordouan, dont l'œuvre, commencé en 1584, fut achevé par son fils en l'année 1610.

(3) Ogier de Gourgues, seigneur de Montlezun, vicomte de Juillac, baron de

famille, le fait chercher pour joindre ses objurgations à celles du maréchal. On a lu la réponse emphatique, qu'il avait rendue à Matignon ; au trésorier de Gourgues, Lanssac répond plus cavalièrement :

« Monsieur de Gourgues, conseiller du Roy et Président en sa Généralité des finances en Guyenne (1).

Monsieur. Je vous remercie très affectueusement de vos bonnes et louables admonitions ausquelles, pour vous répondre, il me faudroit une main de pappier ; mais la crainte que j'ay que la lecture ne vous importunast, je remettray le tout à la suffizance du sieur de Labadie, m'assurant qu'il est tant homme de bien qu'il ne vous dira que la vérité de ce quoy je l'ay chargé de vous deduire sur les occurrences qui se présentent. Et n'estant la présente à autre fin, en cest endroit je me recommande très affectueusement à vostre bonne grâce, priant Dieu vous donner,

Monsieur, en très parfaite santé, très longue et contente vie. De Brouaige, ce 11^e may 1585.

Vostre humble allié et serviteur.

LANSSAC. »

Aux arguments épistolaires, dont Lanssac s'embarassait peu, on ajouta, par ordre du roi, des moyens de pression plus sensibles en menaçant directement ses biens. Le détail de ces mesures ne nous est pas connu, mais Lanssac y fait allusion dans une lettre (2) au sénéchal du Périgord :

« Monsieur mon cousin, Monsieur d'Aubeterre (3), chevalier de l'ordre du Roy, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances et Sénéchal de Périgort.

Monsieur mon cousin et compère. Par autre voie que celle-ci je vous ay

Vayres, fils de Dominique de Gourgues et de Isabeau de Lau, frère du brave Dominique de Gourgues célèbre par son expédition en Floride, président du Bureau des finances en Guyenne, marié deux fois : 1^o avec Jeanne de Paraize, 2^o avec Finette d'Espremont, eut un grand nombre d'enfants dont 8 vivaient encore quand il fit son testament le 1^{er} janvier 1594. Il mourut, le 20 octobre 1594, âgé de 75 ans et fort riche.

(1) *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.569, fol. 160. Lettre olographe signée et scellée. Le sceau, entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel, rappelle les armes : *Ecartelé au 1 et au 4 d'azur à la croix alaisée d'argent ; au 2 et au 3, burelé d'argent et d'azur de dix pièces, au lion de gueules couronné, armé et lampassé d'or.*

(2) Lettre olographe, *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.569, fol. 171.

(3) David Bouchard, vicomte d'Aubeterre, sénéchal de Périgord, fils de François Bouchard et de sa seconde femme, Gabrielle de Laurensanne, épousa, par contrat du 16 février 1579, Renée de Bourdeilles. Il mourut à Aubeterre, âgé de 39 ans, le 14 août 1593, des suites d'un coup de mousquet reçu au siège de l'Isle en Périgord. Sa fille unique, Hypolite Bouchard, fut mariée au fils de Lussan, François d'Esparbès, auquel elle apporta le nom et les armes d'Aubeterre.

escript depuis huit jours ; mais, craignant que ma lettre ne vous soit rendue fidèlement, par celle-cy je vous veux derechef demander pardon de ce que, trop légèrement, j'ay creu que vous m'aviés fait de mauvois offices (1) ès occurrences de troubles qui sont. Mais le refus que vous avez fait de vous trouver au siège de la maison de vostre cousin, compère et fidelle serviteur et amy, m'a tant asseuré du contraire, que je m'en trouve tout confus et je le seray jusques à ce que vous m'aïés remis ma faulte. Faictes-le, Monsieur mon cousin, et ne laissés de m'aimer comme vous avés fait et je vous jure ma foy que je recevray telle condition de pénitence qu'il vous plaira de m'imposer. Le porteur vous dira de nos nouvelles, et, s'il vous plaist, me rapportera des vostres, et me ferés ce bien de le croire.

Monsieur mon cousin, je vous baise bien humblement les mains et prie Dieu vous donner, en parfaite santé, très longue et contente vie. De Brouage, ce 10^e may 1585.

Vostre plus humble cousin, compère et obligé serviteur et amy.

LANSSAC. »

Si Royan, qui appartenait au gouvernement de Saint-Luc, Blaye, repaire de Lussan, et Bourg, saisi par Lanssac, faisaient les conjurés maîtres de la Gironde, Brouage, centre du complot, leur offrait un asile inviolable d'où ils pouvaient communiquer facilement avec les alliés d'Espagne et les coligués de Bretagne. De ce port, Lanssac, par un singulier rappel de ses fonctions de vice-amiral de Guyenne, lançait ses corsaires à la poursuite des navires marchands jusqu'à l'entrée du port de La Rochelle, rançonnant surtout les Anglais, à l'exemple de Lussan.

Entre Brouage et Nantes, où le duc de Mercœur recevait aussi des secours de l'Espagne (2), les galères du roi, stationnaires dans la rivière de Nantes, ne semblaient plus être en sûreté. Des huit galères que le baron de La Garde avait amenées, en 1569, de Marseille en Ponant, deux seulement restaient valides, et le duc de Retz en répondait pour son fils (3). Averti des craintes de la Cour, il écrivait au roi, le 13 mai (4) :

« Syre. — Ayant présentement entendu, par mon frère, quelque avis que

(1) Le Vicomte d'Aubeterre avait donné des avis à la Cour sur la conduite de Saint-Luc. Lettre chiffrée à Villeroy, d'Aubeterre, 4 janvier 1584. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.567, fol. 4.

(2) Lettres de Monsieur de Longlée au roi. *Bibl. Nat., Ms. Franç.* 16.109 ; 3 mai 1585, fol. 240 ; 24 mai 1585, fol. 231.

(3) Le général des galères était Charles de Gondy, marquis de Belle-Isle, nommé à cette charge le 24 juin 1579, n'étant alors âgé que de dix ans. Il exerçait sa charge encore sous la direction de son père, Albert de Gondy, duc de Retz, maréchal de France.

(4) Lettre olographe signée « de Gondy », datée de Ferry ce xiii^e de may 1585. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.569, fol. 185.

Vostre Magesté a hue de quelque dessain que j'on faisait sur les gallères qui sont à Nantes, combien que celluy qui les commande, qui est le cappitaine Charles (1), de longues années cogneu de Vostre Magesté, ayt tousiours esté remarqué très fidel, soigneux et assez vigilant pour se garder de tomber en inconvenient, et qu'il ayt jà esté très bien adverty, par mon filz et par moy, ainsy qu'il vous pourra dyre, d'y prendre songneusement garde en costé misère de temps, ne voullant aucune chose négliger, je n'ay failly de redoubler, renvoyant encores devers luy présentement pour y avoir l'œil tel qu'il doit, comme j'estime qu'il fera de tout ce qui despendra de sa puissance... »

Le reste de cette lettre, fort longue, n'est qu'une plainte de l'abandon et du dénuement où étaient laissés ces malheureux navires et leurs équipages.

Saint-Luc cependant continuait de drainer la Saintonge. Le 28 mai (2), le maire de Saintes signalait qu'un capitaine était logé, avec des soldats, à Soubzlignonne (3), ayant commission d'envoyer des vivres à Brouage, par commandement de Saint-Luc; et qu'un autre capitaine de la Ligue agissait dans la paroisse de Nyeul (4).

Or, la veille, Saint-Luc et Lanssac avaient écrit au maire pour l'avertir que le prince de Condé prenait les armes et l'engager à garder sa ville de surprise. Il n'était pas mauvais, de temps à autre, de raviver le prétexte dont on se couvrait. Gare au roi de Navarre, disaient à Matignon les Ligueurs de Bordeaux. Mais voyez donc le prince de Condé, disait Brouage; et Saint-Luc, soit adresse, soit chance, plaçait bien ses pions. A ce moment même son avertissement était confirmé par le premier secrétaire d'Etat.

Le 25 mai, Villeroy écrivait au maréchal (5) : « ...je pense aussi que vous scavez que le Roi de Navarre est en Poitou avec M. le Prince de Condé et que l'on dit qu'il veut assiéger Xaintes... »

Saint-Luc, qui opérait surtout en Saintonge, paraissait négliger le Poitou; et, d'après les rapports du sieur de la Frézellière (6), on

(1) Carlo Ucellini « cappitaine lieutenant des gallaires de Monsieur le duc de Retz ». Il commandait la *Itale*. On possède des quittances signées de sa main. *Bibl. Nat., Pièces originales* 2901.

(2) Eschassériaux, *loc. citato*, p. 379.

(3) Soullignonne, Charente-Inférieure, canton de Saint-Porchaire.

(4) Nieul-lès-Saintes (canton de Saintes), à une lieue de Soullignonne, plutôt que Nieulle-Saint-Sornin (canton de Marennes) qui était dans le gouvernement de Brouage.

(5) Lettre de Paris, 25 mai 1585. *Lettres de Nicolas de Neuville, seigneur de Villeroy, à Jacques de Matignon*. Montélimart, 1749, in-12, p. 131.

(6) Lettre datée de Parthenay, 9 avril 1585. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.569, fol. 52.

y rencontrait principalement les émissaires des Ligueurs de Bretagne et d'Anjou. Mais le trio Saint-Luc, Lussan, Lanssac, avait partie liée avec un autre foyer ligueur qui avait pour siège la ville d'Agen, pour chef la reine de Navarre, et pour agent actif le vicomte de Duras.

La reine de Navarre, négligée par son mari, narguée par sa rivale, la belle Corisandre, ne peut plus tenir à Nérac où elle craint, dit-elle, pour sa sûreté ; le 19 mars, elle se réfugie à Agen. Le sieur de Bordeaux, enseigne de la compagnie du maréchal de Matignon, porta en hâte cette nouvelle à Paris (1). Le maréchal veut bien croire que la reine de Navarre n'a aucune intention « de fere chose qui doibve déplaire au roi » ; mais, par précaution, la compagnie d'ordonnances du sieur de Bajourdan (2) entre à Agen, et Matignon se propose d'y envoyer bientôt une compagnie de gens de pied.

Cette femme aigrie devait être la proie de la Ligue, ne fût-ce que par haine envers son mari. « Le Roy de Navarre et ladite Royne ne dissimulent plus l'inimitié qui est entre eux », écrit le maréchal (3), et déjà il désespère d'Agen. « Je crains fort que ceste ville ne se perde », ajoute-t-il dans la même lettre. Marguerite refusa la compagnie d'infanterie offerte par le maréchal et fut bientôt débarrassée de celle de Bajourdan qui n'était pas payée.

Installée à Agen dans le palais des comtes, elle organisa un véritable gouvernement. Les affaires militaires étaient conduites par un gentilhomme d'Auvergne, François de Lignerac ; le vicomte de Duras faisait les fonctions de ministre ; et, dans la petite cour de la reine, on remarquait, parmi ses dames d'honneur, la comtesse de Candale et surtout Madame de Duras et Anne de Béthune, de si fâcheuse réputation et affichées par le scandale de Palaiseau.

Jean de Durfort, vicomte de Duras (4), était le fils d'un capitaine

(1) Lettre de Bellièvre à Catherine de Médicis, Paris, 5 avril 1585. *Lettres de Catherine de Médicis*, t. VIII, p. 431.

(2) Bajourdan, Boisjourdan, Bajordan, Siméon de Basordan qui épousa Paule de La Barthe, sœur puînée de Paul de La Barthe, seigneur de Termes, maréchal de France. Avant d'être capitaine de gens d'armes, Basordan avait été guidon, puis lieutenant, dans la compagnie de Luxembourg-Martigues, dans laquelle son cousin, Jean de La Barthe, sieur de Giscaro, était maréchal des logis.

(3) Lettre à Villeroy, 30 avril 1585, copie. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.569, fol. 132.

(4) Jean III de Durfort, vicomte de Duras, fils aîné de Symphorien de Durfort et de Barbe Cauchon de Maupas, mariés le 6 janvier 1538, baptisé le 1^{er} mars 1545, étant protestant, fut blessé à la déroute de Ver, en Périgord, où son père fut complètement défait par Monluc, le 9 octobre 1562. Il épousa Marguerite

huguenot qui s'était signalé dans la première guerre de religion et qui mourut le 12 mars 1563, au moment même où se signait la première paix, la paix d'Amboise. Le 14 mars 1571, lorsque Jean de Durfort, majeur de 25 ans, fut déclaré tuteur (1) de son frère Jacques et de sa sœur Marguerite, il était encore protestant; mais un coup de foudre allait bouleverser complètement sa vocation religieuse. A la journée de la Saint-Barthélemy, il fut « l'un des quatre seigneurs auxquels Charles IX fit grâce sur leur simple serment de fidélité »; et ce fut lui que le roi de Navarre adressa au pape Grégoire XIII « pour l'assurer de la sincérité de sa conversion » (2).

Celle de Jean de Durfort fut définitive, et il embrassa, dans la suite, avec l'ardeur d'un sectaire, la nouvelle cause dans laquelle il avait été si violemment jeté. Dans son testament solennel (3) « il déclare et confesse que n'ayant point fait de péché, en sa vie, plus énorme que celui d'avoir été huguenot, il en demande très humblement pardon à Dieu et implore sa miséricorde ». Il fait des legs à diverses œuvres catholiques et donne tous ses biens à sa femme d'abord; et, après elle, à « Jacques de Durfort son frère, et à ses enfants, pourveu qu'il ne soit point huguenot, auquel cas il les deshérите tous ».

Ce huguenot devenu ligueur nourrissait une haine profonde à l'égard de ses anciens coreligionnaires. Au mois de mars 1585, on l'accusait de vouloir faire assassiner le vicomte de Turenne avec la complicité de Saint-Luc et de Lanssac (4). Avant même que la fugue politique de la reine de Navarre eût fourni à son agitation l'occasion d'un emploi décisif, il était mêlé aux menées de ces deux personnages.

de Gramont, fille d'Hélène de Gramont et d'Antoine d'Aure, dit de Gramont, vicomte d'Aster. Sans enfants, il fut tué à Saint-Seurin sur l'Isle, près Libourne, le vendredi 20 février 1587. Une lettre de Saint-Luc, du 24 février, fixe cette date. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 3.398, fol. 121.

(1) Acte passé devant le juge de Duras. *Bibl. Nat., Dossiers bleus* 244, *Durfort*, fol. 73 verso.

(2) *Ibidem*, fol. 206 verso.

(3) Testament du 27 février 1584. *Ibidem*, fol. 73 verso.

(4) Lettre de Giulio Busini à Belisario Vinta, Paris, 5 mars 1585. *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane*, t. IV, p. 547. Sans doute comme liquidation d'une vieille affaire dans laquelle Jean de Durfort, catholique, avait pris fait et cause pour son frère Jacques, baron de Rosan, et protestant, contre Henri de la Tour, vicomte de Turenne. Il en résulta le fameux duel du 17 mars 1579, sous les murs d'Agen, raconté par Brantôme et par Turenne dans ses *Mémoires*. Celui-ci prétend qu'il faillit être assassiné par des hommes appostés par son adversaire; et le duc de Montmorency, juge d'honneur, condamna Duras.

Dans le temps que le maréchal de Matignon s'entendait avec le roi de Navarre pour déjouer les intrigues des Ligueurs en Guyenne, ce prince écrivait au maréchal : « ... j'ay veu l'avertissement que m'avez donné des sieurs de Duras, de Lansac et de Saint-Luc. Je ne doute point que vous n'ayez adverty le Roy de la recherche que les soldatz faisoient des armes et d'autres menées qui se font pour sous-lever le peuple... » (1)

Le foyer ligueur d'Agen, en relation avec celui de Brouage, fut bientôt un nouveau sujet d'inquiétude pour la Cour et une menace pour les villes du voisinage soumises à l'autorité du roi qui fit écrire à ces villes pour les maintenir dans la vigilance et le devoir (2). Marguerite, qui avait alors contre elle son mari, sa mère et son frère, acceptait la situation, levait des troupes (3) et négociait avec l'Espagne. C'est mon fléau en ce monde, écrivait la reine mère désolée (4).

Ainsi, le flot ligueur s'élevait autour du maréchal de Matignon. En amont comme en aval, Bordeaux se trouvait bloqué ; mais c'est par la Gironde surtout que la menace devenait pressante. L'association Saint-Luc-Lussan-Lansac ne se contentait plus d'intriguer, de ramasser des troupes et des vivres et aussi de l'argent en rançonnant les navires marchands ; encouragée par la patience du maréchal de Matignon, elle voulut prendre pied dans l'Entre-deux-Mers et elle s'établit au Bec d'Ambez où un fort fut construit.

Le maréchal, pourvu de peu de moyens et mal assuré des dispositions de la cour de Nérac, s'était jusqu'alors maintenu sur la défensive, veillant sur les villes, faisant la police de la Gironde, dans la mesure du possible, avec quelques pataches armées, et s'ingéniant à circonscrire le mal. Mais cette fois la menace était trop directe pour qu'il ne s'en émût pas. Dès le commencement du mois de juin, il fit avancer les compagnies d'ordonnances vers Bourg (5) ;

(1) *Lettres missives de Henri IV*, t. I, p. 688. Berger de Xivrey place cette lettre au mois de novembre 1584.

(2) Minute d'une lettre circulaire de la main de Villeroy. *Bib. Nat., Ms. franç.* 15.570, fol. 72.

(3) Modèle de commission en blanc donné par la reine de Navarre. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.570, fol. 50.

(4) « Je voy que Dyeu m'a laysé cete créature pour la punytyon de mes péché, aus afflyxion que tous les jour ayle me donne ; c'est mon flo en ce monde. » Lettre de Catherine à Bellièvre, Epernay, 15 juin 1585. *Lettres de Catherine de Médicis*, t. VIII, p. 318.

(5) Lettre de Bouchard d'Aubeterre au roi, 8 juillet 1585. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.570, fol. 95.

et, vers la fin de ce mois, sortant l'artillerie de Bordeaux, il s'avança en personne avec les troupes de pied.

Laussac était alors à Bourg et fort inquiet. Le 25 juin il écrit à Duras une lettre pressante, l'appelant à son secours :

« Monsieur mon Frère, C'est monsieur Despault et mon secrétaire qui vous vont trouver ; vous les croirez, s'il vous plaist, de tout ce que je vous pourrois trop au long escrire. Et, pour finir, seulement je vous diray que j'ay besoin d'estre secouru promptement et dilligemment. Je l'atends de vostre zelle au bien nostre party et de vostre vertu et amitié que me portez. Je vous baise les mains et à Madame ma sœur très humblement, et prie Dieu vous donner, en parfaicte santé, ce que vous pouvez désirer de cœur et de contentement. Ce 25 jung, à Bourg, 1585.

Vostre plus humble frère, fidèle amy et serviteur.

[Signé] LANSSAC (1) : »

Cette lettre était à peine parvenue à destination que le maréchal de Matignon avait déjà délogé les conjurés de leur poste du Bec d'Ambez.

Le détail et la date de cette affaire nous sont connus par le rapport qu'il en fait au roi (2) :

« Sire. — J'ay différé jusques à ce que je fusses de retour en ceste ville avec les quatre canons que j'en avois faict tirer pour aller battre les forts que les sieurs de Saint-Luc, Laussac et Lussan avoient faict bastir au bec d'Ambez qui est sur la rivière de Garonne et Dordonne. Comme, m'en estant venu loger, le xxvi^e de ce mois, à une lieue et demie, je fus reconnoistre le logis, où j'espérois me loger le lendemain, et, par mesme moien, ledict fort, le sieur de Gabaret, qui estoit dedans, et ung autre capitaine, nommé Mathelin, feirent saillir cinquante ou soixante arquebuziers lesquels vindrent ataqquer la teste des arquebuziers que j'avois, à la faveur de quatre gallions, qu'ils avoient sur le bord de la rivière, dans lesquelz ils avoient force mousquets. Enfin, eulx et ceulx qui estoient dans ledict fort l'abandonnèrent, se voullant retirer dans lesdicts gallions, furent poussez si vivement qu'il ne s'en est sauvé que bien peu qu'ilz n'aient esté tués, nayés ou prins prisonniers. Ceulx qui ont voullu et promis faire service à Vostre Majesté je les ay retirez et faict mettre aux compagnies et retenu ledict Gabaret lequel est ung très mauvais et dangereux homme prévenu par la Justice entre les mains de laquelle je ne l'ay point encore voullu mettre que je n'en aye receu tel commandement qu'il plaira à Vostre Majesté m'en faire. J'ay faict raser et desmollir ledict fort. La peste augmente de telle façon en ceste ville

(1) « Copie de lettre du sieur de Laussac au sieur de Duras. » *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.570, fol. 51. Les termes *frère* et *sœur*, employés dans ce billet, demandent une interprétation. Duras n'étant ni le frère ni le beau-frère de Laussac, il faut croire que ce dernier use de ces termes dans le sens de confrères. Le maréchal de Matignon nomme « confrairie » la Société secrète des Ligueurs.

(2) Lettre originale de Matignon au roi, « Bourdeaux, ce dernier juing 1585 ». *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.570, fol. 75.

qu'il n'y a personne qui aye moien de vivre ailleurs qui ne l'ayt abandonnée. Et n'y a pour ce jour d'huy que les sieurs premier président (1) et de Gourgues qui y soient demourez pour l'affection particullière qu'ils ont à vostre service dont je me trouve fort empesché tant pour la garde d'icelle que des chasteaux où la peste est desja, dans celui du Ha et dans la maison de ville... »

Bourg restait aux mains de Lanssac ; et le maréchal de Matignon, se contentant d'avoir atteint le but qu'il se proposait, congédiait les compagnies d'ordonnances et rentrait à Bordeaux que la peste désolait. Cette affaire du Bec d'Ambez fut le seul coup droit que le maréchal porta au complot ligueur de Brouage et elle semble avoir été le prélude de la rupture de l'association Saint-Luc-Lussan-Lan-sac, mais elle n'en fut pas la véritable cause.

Le 7 juillet 1585, par le traité de Nemours, la Ligue n'était plus la révolte, elle était la loi. On sait comment se produisit ce revirement si complet. Il était préparé de longue main, à la Cour même, par un parti que soutenait la reine mère et qui ne voyait de solution que dans l'apaisement des Guise et l'anéantissement de la faction protestante. Les Ligueurs l'escomptaient autant que le roi de Navarre le craignait. Les premiers, résolus et poursuivant un objectif déterminé, s'efforçaient, en saisissant des places, de paralyser les forces du roi et de s'imposer. Et quand un gouverneur, comme Saint-Luc, faisait de son gouvernement le centre du complot dans le sud-ouest de la France, c'était pour ajouter à la pression qui cherchait à entraîner le roi le poids de sa propre force.

Quant au roi de Navarre, il faisait peu de fonds sur les velléités de résistance du roi ; dès le mois de juillet 1584, il entretenait les siens de ses craintes, ayant « reçu nouvelles certaines que la Roynie mère du Roy avoit traicté et résolu avec messieurs de Guise la révocation de l'edict de pacification et qu'elle y avoit faict condescendre ledict seigneur Roy » (2). Et, au mois de mars 1585, alors que Henri III, se raidissant, faisant un dernier effort, envoyait partout l'ordre de rompre les forces de la Ligue et se tournait vers le roi de

(1) Le premier président Cotton. Les magistrats du parlement se signalèrent pour leur conduite courageuse pendant la durée de la peste. Les lettres fermes et dignes de l'avocat général Charles Dusaull, du procureur général Jacques des Aigues et d'autres, forment contraste avec celle de Montaigne, maire de la ville, par laquelle il s'excusait, trop prudemment, le 30 juillet 1585, de ne pas entrer dans Bordeaux. Les lettres des premiers sont contenues dans le recueil *Ms. franç.* 15.570, celle de Montaigne est bien connue.

(2) Lettre, de Lectoure, 14 juillet 1584. *Lettres missives*, t. I, p. 674.

Navarre, celui-ci constatait le peu d'effet des ordres du roi, qu'une puissance latente semblait entraver. « Ceux de la Ligue qui voient cela, s'en accouragent, écrit-il (1), prennent de là argument de conforter leurs adhérens, leur faisant croire que c'est une farce qui se joue dont tous les desseins retomberont enfin sur ceux de la Religion; et les choses passées donnent couleur à ceste invention... »

La farce, prélude d'un sombre drame, se jouait en effet. Au commencement du mois d'avril la reine mère s'était rendue à Epernay pour entamer, avec les princes lorrains, les négociations qui aboutirent au traité de Nemours par lequel la Ligue imposait son programme au roi. L'édit que Henri III porta au Parlement, le 18 juillet, révoquait les édits de pacification antérieurs, interdisait l'exercice du culte réformé, chassait les ministres hors du royaume et ordonnait le retrait des places de sûreté. L'exécution devait être immédiate et s'accomplir par les forces de la Ligue unies à celles du roi.

De ce fait, Saint-Luc et ses associés rentraient dans la légalité et leurs forces devenaient un appoint pour la lutte ouverte que la Ligue, agissant par l'autorité du roi, allait entamer avec les protestants. Immédiatement ils entraient en relations avec leur adversaire de la veille, le maréchal de Matignon. Dès le 22 juillet, un frère de Lussan, en l'absence de celui-ci, répondait de Blaye à une avance du maréchal :

« Monseigneur. Ayant entendu, par monsieur le lieutenant criminel, ce qu'il avoyt à dire à Monsieur de Lussan, mon frère, de votre part, je suis très marry qu'il n'est icy pour vous rendre obéyssance, et pour cest effect j'ay dépesché homme exprès vers mondiet frère pour luy faire aténir celle qu'il vous a pleu luy escrire. J'ay prié ledict sieur lieutenant de vous fayre entendre ce que je puis fayre en son absance; et, lorsque mondiet frère sera de retour, qui sera dans peu de jours, il vous rendra toute honneur et obéyssance. Qu'en fin, priant Dieu, Monseigneur, vous donner très heureuse et longue vie. A Blaye, ce 22 juillyet 1585.

Vostre affectionné serviteur
d'ESPARBÈS [?] (2). »

(1) Lettre à Monsieur de Chassin-court [fin mars 1585]. *Ibidem*, t. II, p. 24.

(2) « Le frère de M. de Lussan » à « Monseigneur de Matignon, mareschal de France ». Lettre olographe, *Bibl. Nat.*, *Ms. franç.* 15.570, fol. 121; la suscription au fol. 124 verso. La signature est incertaine, on lirait plutôt *Cescavet*. Des neuf frères connus de Lussan, trois étaient morts à cette époque, trois étaient dans les ordres religieux ou ecclésiastiques; des trois autres, celui qui écrivait cette lettre était peut-être Joseph d'Esparbès qui épousa Jeanne de Bois-Rouvrai ?

Le trio reste d'ailleurs toujours uni ; c'est maintenant Lanssac qui va parler au nom des deux autres. Nous l'avons vu à Brouage et à Bourg ; le 10 août, il écrit de Blaye (1) :

« Monseigneur. J'ay fait entendre à Messieurs de Saint-Luc et de Lussan combien vous seriez aize de les veoir, chose qu'ilz m'ont assuré qu'ilz désirent comme ils vous le témoignent par leurs lettres. Mais pour les raisons portées par icelles ilz vous supplient de les excuser pour ceste heure.

Monseigneur, j'ay fait ung petit mémoire [déjà] de ce que je vous supplie très humblement obtenir de Sa Majesté pour moy, à Bourg. Vous me ferez ceste faveur de lui escrire de bonne ancre. Ledict sieur de Saint-Luc vous dira aussi par sa lettre que Monsieur de Mercure (2) est retiré dans son gouvernement et que Monsieur le prince de Condé vient à Montguyon avec ses forces pour les faire vivre, attendant plus particulièrement estre informé de ce que deviendra la négociation de la Roïne mère du Roy avec le Roy de Navarre. Il sera si près de moy que ce sera à moi à me garder. Je ne faudray de vous tenir adverty de tout ce qui se passera et qui viendra à ma cognoissance, digne de vous. En attendant, je vous baize très humblement les mains et prie Dieu vous donner,

Monseigneur, en très parfaite santé, très longue et très contente vie. De Blaye, ce 1^r aoust 1585.

Vostre très humble allié et serviteur.

LANSSAC. »

Ainsi les révoltés d'hier passaient, sans transition, au service du roi, aussi bien affirmaient-ils qu'ils n'en avaient jamais connu d'autre et l'événement semblait leur donner raison. Il restait toutefois quelques comptes à régler. Les courses de Lanssac et le subside exorbitant de Lussan ne pouvaient se prolonger davantage, ils avaient eu déjà des conséquences qu'il était urgent de réparer. Le roi y mit aussitôt la main ; et le 12 août, il fit expédier, aux deux fauteurs de désordre, deux dépêches dont la similitude et la simultanéité sont en rapport avec la concordance de leurs méfaits. En même temps, le roi écrivait au maréchal de Matignon de tenir la main à l'exécution de ses ordres (3).

Voici, successivement, ces deux dépêches qui complètent le dossier de nos deux personnages :

« Monsieur de Lanssac. L'ambassadeur de la Roïne d'Angleterre, Madame ma bonne seur et cousine, m'a fait entendre que quelques navires, qui s'avouent

(1) Lettre olographe à Matignon. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.570, fol. 175 ; suscription au fol. 180 verso.

(2) Avant que les armées de la Ligue fussent mobilisées, le duc de Mercœur s'était jeté sur le Poitou ; mis en déroute, à Fontenay-le-Comte, par le prince de Condé, il avait repassé précipitamment la Loire.

(3) Lettres à Lanssac, au maréchal de Matignon et à Lussan, copies dans les Registres des dépêches de Pinart. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 3.309, fol. 22 et 23.

estre à vous, ont poursuiuy quelques aultres vaisseaux appartenans à aulcuns marchans angloix et les ont chassés jusques dedans le havre de la Rochelle, où ils se seroient sauvez, et que les ungs desdicts Angloix, sortans depuis d'icelluy havre, ont esté guettez, prins et pillez par les susdicts s'advouans de vous; dont il m'a supplié faire faire raison ausdictz Angloix, suivant les traictez d'entre moy et ladite dame Roïne, sa maistresse, et comme il convient à la bonne paix, amityé et voisinance qui est entre nous. A quoy désirant satisfaire, ainsy qu'il est raisonnable, j'ay bien voullu vous faire ce petit mot de lettre suivant lequel vous ferez incontinent rendre et restituer ausdictz Angloix ce qui, par les dictz navires advouez de vous, leur a été prins, d'autant que je désire bonne et brièfve justice, réparation et restitution leur en estre faicte, ainsy que je poursuis ordinairement et attendz de la dicte dame Roïne d'Angleterre face faire à mes subiectz intéressez par les siens, qui sont offices de mutuelle amityé et bonne voisinance que je veulx conserver et entretenir avec elle comme avec tous mes autres voisins, amis et alliés. Et vous me ferez service fort agréable ainsy que j'escriptz à mon cousin le mareschal de Matignon vous faire plus amplement entendre de ma part; sur lequel me remectant, je prieray Dieu etc.

A Paris le xii^e jour d'aoust 1585. »

« Monsieur de Lussan. L'ambassadeur de la Roïne d'Angleterre, Madame ma bonne seur et cousine, m'a fait entendre que vous avez mis un nouvel impost de xx sols tournois pour chacun tonneau de toutes les marchandises qui passent devant Blaye et que vous l'avez faict et faictes paier aux marchans anglois trafiquans à Bordeaux, dont il m'a supplyé leur faire restitution pour le passé et faire cesser ledict impost pour l'advenir, comme contraire aux traictés d'alliance entre moy et ladite dame Roïne, sa maistresse. Sur quoy j'ay bien voullu vous faire ceste lettre pour vous dire que je trouve bien estrange que vous vous soyez licentyé d'exiger de vous mesmes cest impost, d'autant que c'est chose préjudiciable à mon auctorité et à mes droictz que je ne pourrois souffrir estre viollez. Partant, je désire et veulx, sur tant que vous craigniez de me désobéir, que vous ayez à faire cesser la levée dudict nouvel impost et ne le faire paier à qui que ce soit, tant estranger que régnicole, et ferez, au demourant, rendre ausdicts Angloix ce qui en a esté prins et tiré d'eulx par le passé, suivant ce que j'escriptz à mon cousin le maréchal de Matignon vous faire entendre plus amplement de ma part. Dont me remectant à luy, je prieray Dieu etc.

A Paris le xii^e jour d'aoust 1585. »

Les représentations de l'ambassadeur d'Angleterre, dont le roi escomptait peut-être l'effet, n'eurent pas plus de succès que les défenses qu'il avait déjà faites à Lussan. Celui-ci montra bien, dans la suite, qu'il ne craignait pas plus les navires de guerre anglais que le pouvoir du roi; et il continua de lever son subside chaque fois qu'il le jugea utile pour l'entretien de sa garnison.

Quant à Duras, Monsieur de Longlée signalait de nouveau sa présence à la cour d'Espagne où il était arrivé le 12 du mois d'août (1).

(1) Lettre de M. de Longlée au roi, « de Balbastre près Monson, le xx^e aoust 1585 ». *Bibl. Nat., Ms. franç.* 16.109; original chiffré, fol. 277 et suiv.; déchiffrément, fol. 283 et suiv.

Duras venait encore demander de l'argent au nom de la reine de Navarre, mais il venait un peu tard, et Monsieur de Longlée pensait « que les choses estant changées en France », il était peu probable que le roi d'Espagne se mît en frais pour soutenir une guerre qui se faisait « soubz le nom, auctorité et pour le service » du roi de France (1).

Il eut cependant la surprise d'apprendre, quelques jours après, que le sieur de Duras était écouté, « qu'il luy avoit esté accordé quelque chose, mais non pas tout ce qu'il demandoit et que cest argent devoit se déllivrer et embarquer à Fontarabye » (2). Monsieur de Longlée se hâta d'avertir Denis de La Hillière, à Bayonne. Au reste, la folle équipée de Marguerite tirait à sa fin (3).

Restait Saint-Luc. Ce qui distingue le caractère de ce dernier, c'est sa fermeté dans le maintien de ce qu'il croit être son droit, même contre la volonté du roi, l'application méthodique qu'il apporte au développement de sa force, sans cependant se compromettre par des actes irrémédiables, et l'aisance avec laquelle il se retourne vers le roi quand il a obtenu gain de cause. Quels que fussent les sentiments intimes de Henri III à l'égard de la Ligue, ses déclarations officielles donnaient raison à Saint-Luc; et, si l'on peut dire, le roi revenait à lui, en juillet 1585, comme il était revenu au mois d'avril 1582. A la fin de cette nouvelle affaire Saint-Luc était toujours le maître dans Brouage, et Brouage était une force de premier ordre. Place libre vers la mer, d'approche difficile du côté de terre, pourvue de la plus forte garnison régulière de tout le sud-ouest de la France, six compagnies bien dans la main de leur chef, elle était munie de sept pièces de canon. En fait d'artillerie de place, La Rochelle seule était mieux fournie que Brouage, Bordeaux l'égalait à peine.

Pour la nouvelle guerre qui s'annonçait les Protestants furent prêts les premiers; déjà, le prince de Condé, sortant de Saint-Jean-d'Angély, avait battu le duc de Mercœur à Fontenay et l'avait rejeté au nord de la Loire. Avec le secours des Rochelais il garnissait de troupes les places de Saintonge dont il était maître. Le gouverne-

(1) « Lettre du xxviii^e aoust 1585 ». *Ibidem*; original chiffré, fol. 289; déchiffrement, fol. 291.

(2) Lettre du 7 septembre 1585, *Ibidem*; déchiffrement, fol. 293.

(3) Sur la fin du mois de septembre, elle s'était enfuie d'Agen et s'était réfugiée dans la forteresse de Sarlat où elle resta terrée jusqu'au 13 octobre 1586; le roi son frère finit par la faire enfermer à Usson.

ment de Brouage est entouré par les forces des Huguenots. La place est-elle réellement en état de leur faire tête par ses seules forces si elle est attaquée? Saint-Luc commence à en douter. Quand il aura garni Royan et les différents postes fortifiés de son gouvernement qui gardent les voies d'accès de Brouage : Soubise, Saint-Jeand'Angle, le pas de Saint-Sornin, Marennnes, Mornac, sa garnison sera fortement entamée. La place n'était d'ailleurs pas aussi bien garnie de troupes, de vivres et de munitions que Saint-Luc l'eût souhaité. Pendant qu'il se livrait à ces intrigues qui inquiétaient le roi, le conseil avait certainement cessé d'assurer l'entretien de sa garnison; il avait dû y pourvoir lui-même, et les quelques secours qu'il avait pu recevoir de la Ligue avaient à peine suppléé à ce défaut.

Dans ce moment critique, Saint-Luc ne pouvait espérer de secours immédiat que du maréchal de Matignon, et il était déjà en correspondance avec lui. Mais il n'oublie pas de rappeler à la Cour la nécessité de renforcer Brouage entouré d'ennemis.

Puisque le roi a déclaré la guerre aux Huguenots, puisque l'armée royale qui doit coopérer avec le maréchal de Matignon est commandé par le frère du duc de Guise, le duc de Mayenne, Saint-Luc ne voit aucune raison qui puisse le faire hésiter à écrire à la Cour. Il communique librement avec Paris, sa femme doit s'y rendre prochainement pour s'occuper de leurs intérêts, et il songe à faire venir à Brouage des armes qu'il a laissées à Paris. Le 17 août, il écrit la lettre suivante à un de ses amis, Monsieur de Vauré (1), qui lui sert d'intermédiaire auprès du secrétaire d'État Villeroy :

« Monsieur de Vauré, chez monsieur de Passy, à l'hostel de la Crutuze (2), près Saint-Germain de l'Auxerrois.

Monsieur de Vauré, j'ay receu vos lettres par le capitaine Thuyhébert (3) seules depuis celles que vous m'envoyastes de Bretagne, car je n'ay point eu celles que vous donnastes à mon laquais ny les autres du postillon d'Aigre. Puis que nous sommes à la guerre, ce que vous avez à faire pour moy est d'obtenir du roy l'estat et entretenement de Broage suyvant la nécessité et assiette du lieu qui est tout environné de La Rochelle, Saint-Jehan, de Ponts, Ré et autres

(1) Barthélemy de Vauré, écuyer, était homme de confiance « chargé des affaires » de Saint-Luc, d'après une procuration à lui donnée, le 4 décembre 1599, par Thimoléon et Charles d'Espinay, fils de Saint-Luc. Pièce in catalogue 174, librairie Dumont, décembre 1911.

(2) Hôtel de la Crutuze, probablement du nom de Jean de Bruges, sieur de la Gruthuse, qui fut gouverneur d'Abbeville et du Louvre, lieutenant général en Picardie, grand maître des arbalétriers, et qui mourut à Abbeville le 8 août 1512.

(3) François de La Haye, sieur de Thuyhébert, était capitaine de compagnie à Brouage dès 1581.

ennemis. J'en ay fait un estat abrégé que j'ay mis dans ce paquet lequel j'ay adressé à Monsieur de Villeroy parce que j'ay eu peur que le chapeau rouge ne secust vostre logis. Les lettres que j'escris au roy et à Monsieur de Villeroy ne sont que pour ce sujet et pour leur fere entendre comme les Rochelois desrobent tout ce qu'ils peuvent, par mer, avec des petites barques, dont j'aürés bien raison n'estoit que nous avons les mains liées, comme aürés-je [raison] de force gentilshommes huguenos qui font des levées de compagnies dedans mon gouvernement, ce que vous scavés qu'ils ne faisoient durant que nous avions les armes en la main. Sur tout celà sçachés, s'il vous plaist, comme j'ay à m'y conduire, et assurés, pourveu qu'on me le permette, que je donneray bien ordre à leur désordre; mais pour rien je ne veux recommencer à fere chose dont le roy peust augmenter l'infiny malheur que j'ay d'estre privé de l'heur de sa bonne grâce. Si j'eusse pensé que Monsieur d'Espernon eust eu agréable d'estre supplyé de moy de tenir la main à l'estat de ceste garnison, je l'eusses fait, ne laissez de luy baiser très humblement les mains de ma part et le supplier de ne me laisser afliger, de tant que tousiours il me soit désnié ce qui est raisonnable, qu'il m'oblige tant de fere remettre le cappitaine Thuyhébert; et, puisqu'il m'a hosté Camille, qu'il face mettre son lieutenant en sa place, ses drapeaux ont tousiours esté, durant la dernière guerre, arborés et dignement conservés en ceste place, et ne peult juger de moy aultre chose que d'un gentilhomme qui désire l'heur de ses bonnes grâces. Mes telles offres et de ma fidelle servitude à qui je la doy ont tant esté desdaignés que je ne sçay comment je les ozerai de nouveau offrir. Escrivés moy, Monsieur de Vauré, tout au long et vous assurés que je ne désire rien tant que une occasion s'offre où, en servant dignement le roy, je puisse faire changer le cours de ma mauvaise fortune. Si vous pouviez faire que ma compagnie de gens d'armes fust employé pour servir auprès de Monsieur de Montpensier ou de Monsieur du Mayne, ou allieurs, je ne m'en soucy pas pourveu qu'elle fist service au roy, et y ferés encore volontiers de la despence pour la mettre en bon estat. Je vous pryé d'en parler à Monsieur de Montpensier car il la connoist et peult être en fera il instance. J'ay des armes à Paris chez maistre Thibault que je croy qui est huguenot, ce sont armes dorées, bien faictes et que je ne veux pas perdre. Je vous pryé de les fere retirer à Monsieur Hauquel. Si vous voyés Monsieur de Saint-Marc, dites luy qu'il n'a pas besoin de revenir icy si tost puisqu'il a tant tardé et que il n'a point pris parti; qu'il attende de pied quoy de mes nouvelles à Paris où ma femme sera à la my septembre, à la sollicitation de nos procès; dites-luy que l'on n'amende jamais pour changer; et sur ce mot je finiray, vous assurant que mon affection ne changera james à vostre endroit. Je vous supplye de me conser. er la vostre aussi ferme et constante que je la désire. Adieu, Monsieur de Vauré, je seray tousiours,

Vostre tres affectionné amy à james. De Brouage, le 17 aoust 1585 (1).

S^t Luc. »

Exactement comme en 1582, Saint-Luc exprimait ses regrets au sujet du malentendu qui avait pu l'éloigner des bonnes grâces du roi et se déclarait prêt à employer tous ses moyens et sa vie pour son

(1) Original Bibl. Nat., Ms. franç. 15.570, fol. 195.

service. De fait, il rentra aussitôt dans le concert des fidèles serviteurs du roi et fut traité par la Cour sur le même pied que les gouverneurs du Poitou et de l'Angoumois et Saintonge.

Lorsque le roi, répugnant toujours à s'abandonner entièrement à la Ligue et cherchant à renouer des négociations avec le roi de Navarre, envoya en Gascogne l'abbé de Gadagne (1), celui-ci reçut des lettres de créance (2) destinées à lui assurer la protection des gouvernements des provinces qu'il serait appelé à traverser. L'une de ces lettres est expédiée à l'adresse de Saint-Luc.

Le premier ordre que Saint-Luc avait reçu du roi fut celui de licencier les troupes qu'il avait levées de son chef; et, pour faire preuve de soumission, il s'était exécuté immédiatement. Sans doute, le roi tenait d'abord à faire sentir son autorité en exigeant le renvoi de troupes qui avaient été levées sans son commandement; mais, dans les circonstances du moment, cette mesure était déplorable, à moins d'y voir la preuve de ce double jeu qui portait Henri III à laisser les armées de la Ligue en mauvaise posture.

Après avoir obéi, Saint-Luc fait encore appel au roi et lui montre le danger :

« Sire. — Ayant, sur la lettre que Vostre Magesté m'a faict cest honneur de m'escire, licentié les troupes que j'avois mis sus, je me suis, tout en un instant, trouvé fort menacé par ceux de la nouvelle opinion qui font, de tous costés, tourner leurs forces vers moy. Je ne sçay quel est leur dessaing, mais ils m'approchent de si près que j'eusses faict une trop grande faulte d'atendre davantaige à en donner advis à Vostre Magesté, luy ayant sur ce sujet dépesché le sieur de Vaures qui sçayt comme toutes choses [se] passent, reconnoist nos nécessités et a bien remarqué l'estat des affaires. Je supplie très humblement Vostre Magesté, Sire, me fere tant d'honneur que de le vouloir oyr; et, sur ce qui luy dira, m'honorer de ses commandemens affin d'adresser toutes mes actions selon ses vouloir et intention, comme je doy et l'ay tousiours désiré, n'ayant plus autre ambition que celle-là, et de luy fere croire, par tous mes fidèles deportemens, que je ne souhaite autre condition que l'heur de ses bonnes grâces et d'avoir moien de la pouvoir dignement servir pour luy tesmoigner que la mémoire n'est estaincte de tant de biens et honneurs receus de sa bonté et libéralité de laquelle j'attens encor, et non d'allieurs, tout le bien que je puis espérer ;

(1) L'abbé Jean-Baptiste de Gadagne, bien souvent employé dans les négociations avec les protestants, fils de Philippe de Gadagne et petit-fils de Olivier Gadagni, Florentin, qui vint s'établir dans le Languedoc vers 1530.

(2) Libellés de « lettres de créance pour l'abbé de Gadagne », du 26 août 1585, à l'adresse du maréchal de Matignon, des gouverneurs, lieutenants de roi, sénéchaux : Malicorne, La Frézelière, Boisséguin, Saint-Luc, Saint-Chamarand, d'Aubeterre, etc.; et des officiers municipaux. Minutes de la main de Villeroy. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.570, fol. 218.

celà, servant comme je doy, selon l'assurance qu'il luy plaist m'en donner, dont je luy baise très humblement les mains et pryé le Créateur,

Sire, donner à Vostre Magesté, en très parfaite santé, très heureuse et très longue vye. De Broage, le 14 septembre 1585.

D. V. M. très humble, très obéissant, très fidelle et très obligé suget et serviteur (1).

SAINT-LUC. »

Ainsi au milieu du mois de septembre, Saint-Luc n'avait encore reçu aucun secours ni même aucun ordre, il était complètement abandonné à lui-même, et cependant le prince de Condé devenait de plus en plus menaçant. Devant l'imminence d'une attaque, Saint-Luc avait fait appel au maréchal de Matignon qui essaya de lui venir en aide d'après le compte qu'il en rend au roi (2) :

« Sire. — J'ai receu, le xv^e de ce mois, lettre du sieur de Saint-Luc par là où il me mande que Monsieur le Prince de Condé a rassemblé ce qu'il a peu de forces pour s'en aller dans son gouvernement et qu'il s'assure que c'est pour aller attaquer Soubize qu'il avoit commencé à fortifier ; et me pryé de luy donner secours. Je luy ay envoyé deux compagnies de gens de pied et escrit à deux capitaines qui me estoient venuz trouver il y a trois mois, ausquelz, pour n'avoir moyen de les fere payer, je leur avois remis se retirer près de leurs maisons pour se fortifier d'hommes, qu'ils ne faillissent incontinent de s'en aller trouver ledict sieur de Saint-Luc auquel j'ay aussi mandé qu'il employe tout ce qu'il y aura de moyen pour tenir ladicte ville de Soubize d'icy à quinze jours et que, dans ce temps, je l'yrois secourir, ce que je feray si plus tost ne puis assembler les compagnies de gens de cheval de ce pays... »

Cette lettre est du 19 septembre. Le même jour, les troupes du prince de Condé arrivaient jusque sous les murs de Brouage et le siège de la ville commençait.

Cette date marque le début d'une nouvelle phase dans la carrière de Saint-Luc. Le parti politique auquel il appartient est le maître en France et sa position dans Brouage ne peut plus être mise en question à la Cour. Mais il lui faudra encore se défendre dans sa place ; et, cette fois, l'épée à la main. Ce sera pour lui l'occasion de faire paraître sa valeur de soldat et la science militaire dont il s'est plu à laisser le souvenir dans ses *Observations militaires* et son *Traité de la Guerre*.

JULES SOTTAS.

(1) Lettre originale. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.570, fol. 246.

(2) Matignon au roi, de Marmande, 19 septembre 1585. *Bibl. Nat., Ms. franç.* 15.570 ; original chiffré, fol. 271 ; reçu le 26 septembre, fol. 276 verso ; déchiffrement, fol. 273.

II

LES VANDERQUAND

(*Suite et fin*)

Jean Vanderquand s'était marié à Gémozac le 20 janvier 1793 avec Suzanne Renaud, née à Saint-Fort-sur-Gironde le 16 juillet 1764, décédée aux Gonds le 9 septembre 1821, laquelle était fille de Pierre Renaud, cultivateur, et de Marie Charron. Il en eut :

I. Jean-Baptiste Lepelletier Vanderquand, né à Gémozac le 13 juin 1793, mort aux Gonds le 17 septembre 1863, qui fut successivement adjoint au receveur des contributions indirectes à Marans et à Pamiers, receveur ambulant à Saintes et qui de son mariage avec Florentine-Elisabeth Corbinaud, décédée audit lieu des Gonds le 19 octobre 1850, eut : 1° Philippe-Auguste Vanderquand, né à Marans le 6 septembre 1823, employé à l'administration des Contributions indirectes, décédé à Saintes le 13 juillet 1862, qui épousa à Dolus (île d'Oléron), le 6 janvier 1848, Marie-Coralie Jaffard, dont il eut : a) Jean-Gabriel-Alcide Vanderquand, né à Limoges le 10 octobre 1849, clerc de notaire, mort célibataire à Saintes le 30 novembre 1875 ; b) Elisabeth-Marie-Adrienne Vanderquand, née à Limoges le 2 décembre 1852, mariée le 20 novembre 1877 à Jean-Auguste Ferry, originaire de Bralleville (Meurthe-et-Moselle), médecin-major de 2^e classe au 6^e d'infanterie, décédé à Saintes le 1^{er} novembre 1882, et dont elle eut deux enfants : Jeanne-Marie-Adrienne Ferry, et André-Louis-Adrien Ferry, capitaine d'infanterie, mort pour la France pendant la guerre actuelle ; c) et Coralie-Marie-Isabelle Vanderquand, née à Saint-Jean-d'Angély le 28 novembre 1854, mariée à Dolus le 6 juillet 1880, avec Paul Mongeaud, architecte à Niort, alors à Rochefort, dont quatre enfants.

2° Eugène-Henri Vanderquand (1), licencié en droit, clerc de notaire à Rochefort, plus tard avocat à Saintes, où il était né le 25 août 1826 et où il est décédé le 19 août 1868 ; il s'était marié à Dolus, le 2 février 1851, avec Marie-Suzanne-Aglé Jaffard, dont : a) Gabriel-Henri Vanderquand, né à Saintes le 26 novembre 1852,

(1) Henri Vanderquand a composé plusieurs chansons politiques et autres. M. Martineau possède un exemplaire de l'une d'elles, *l'Arbre de la Liberté* (Saintes, imprimerie Hus, s. d., 1 page).

docteur en médecine à Dolus, maire de cette localité (1892-1908), conseiller d'arrondissement du canton du Château d'Oléron (1900), lequel s'est marié à Prignac, canton de Matha, le 4 février 1880, avec Mlle Marie-Gabrielle Wampers (1), fille de Théodore-Arthur Wampers, propriétaire à Chabignac, dite commune de Prignac, et de Noémi Manès; b) Marie-Augustine-Eliane Vanderquand, née à Saintes le 3 juin 1861, mariée à Aumagne le 25 mai 1880 avec Comte Henry Wampers, frère germain de Madame Gabriel Vanderquand qui précède; c) et d) et deux autres enfants, Jean-Oscar et Marie-Adrienne-Gabrielle-Suzanne Vanderquand, morts en bas âge.

3° Joseph-Jules Vanderquand, né à Pamiers (Ariège) le 10 juillet 1829, décédé aux Gonds le 7 décembre 1915, propriétaire à la Métairie des Pères, en cette commune, qui a été le fondateur et le premier président de la société la *Libre Pensée* de Saintes (25 mars 1883) (2). Il avait, le 20 octobre 1863, épousé aux Gonds Léonie Coudin, dont il eut Jean-Baptiste-Jules Vanderquand, né aux Gonds le 22 août 1864, marchand épicier à Paris, ensuite à Tours, qui, après avoir cédé son commerce en 1913, est actuellement propriétaire à Thérac, susdite commune de Gonds, et qui de son mariage avec Marthe Prévost a eu, à Paris, le 7 septembre 1894, René Vanderquand, horticulteur, soldat au 168^e régiment d'infanterie, mort des suites de ses blessures à l'hôpital temporaire n° 52 de Nœux-les-Mines (Pas-de-Calais) le 28 mai 1915.

4° Léon-Émile Vanderquand, né à Saintes le 3 juillet 1833, qui, après avoir été horloger à Cognac (1857) et Bagnères-de-Bigorre où il s'est marié en avril 1863 à Marie Pujo, est allé exercer son métier à Buenos-Ayres où il doit être décédé sans enfants, d'après ce qui nous a été déclaré par un de ses parents.

II. Sophie Vanderquand, née à Saintes le 27 thermidor an III (14 août 1795), morte sans alliance, à Langlade, commune de Gonds, le 5 mai 1868, à 72 ans.

III. Beaurepaire, dit Jean, Vanderquand, né à Saintes le 3 nivôse

(1) La famille Wampers est originaire des Pays-Bas. Son premier représentant en Saintonge semble avoir été le capitaine Théodore Wampers, chevalier de la Légion d'honneur, né le 21 décembre 1759 à Grinby, alors diocèse de Liège, et qui depuis les traités de Vienne de 1815 dépend du Limbourg hollandais, capitale Maëstricht. Il est décédé à Chaniers, sur son domaine de Plaisac, le 24 août 1850, à 91 ans, et était le bisaïeul de Madame Gabriel Vanderquand.

(2) L'*Indépendant* de la Charente-Inférieure du 15 décembre 1915, en annonçant le décès de Jules Vanderquand, l'a confondu avec le Dr Eugène Vanderquand, son cousin, et cette erreur a été reproduite dans la *Revue de Saintonge* du 1^{er} févr. 1916.

an VI (23 décembre 1797), décédé aux Gonds le 11 novembre 1856, qui fut notaire à Préguiillac, Pérignac et Saintes (21 avril 1830-14 mai 1847), maire de Berneuil (septembre 1843 à décembre 1844), conseiller d'arrondissement (1848-1850) et juge de paix du canton de Gémozac du 3 avril 1848 au 27 novembre 1850, époque où il fut révoqué à cause de ses opinions politiques. A cette occasion il adressa à ses anciens justiciables une lettre dans laquelle il protestait contre cette « brutale et imméritée destitution » et confessait courageusement sa foi républicaine (1). Beurepaire Vanderquand avait épousé aux Gonds le 18 avril 1826 Marguerite Blanvillain, née en cette commune le 9 vendémiaire an XIII (1^{er} octobre 1804), décédée à Saujon le 16 avril 1887, fille de Pierre Blanvillain, meunier, et de Marguerite Barbraud. Il eut de son union : 1^o Lucien Beurepaire Vanderquand, né aux Gonds le 2 février 1827, mort en la même localité le 30 juillet 1828, à 18 mois ; 2^o Henri-Alfred Vanderquand, né le 30 avril 1829, décédé le 28 juin suivant ; 3^o Jean-Eugène Vanderquand, né aussi aux Gonds, le 30 avril 1830, décédé à Saintes le 1^{er} janvier 1918, docteur en médecine d'abord à Segonzac, ensuite à Saintes où il a été médecin en chef de l'hôpital de cette ville (1896-1905) et du réseau des chemins de fer de l'Etat pendant plusieurs années, membre du conseil municipal (6 janvier 1878-4 mai 1885), officier d'académie (6 février 1903). Le docteur Vanderquand a épousé : 1^o le 4 mai 1863, à Saint-Hilaire, canton de Barbezieux, Marie Landry, y décédée le 11 avril 1868, fille de François Landry, chirurgien ; 2^o et le 14 février 1874, à Angoulême, Lucie-Rose-Gabrielle Cochot (2), décédée en la même ville le 7 janvier 1918, à l'âge de 73 ans. Du premier mariage de M. Eugène Vanderquand sont issues deux filles : a) Marie-Marguerite Vanderquand, née à Segonzac le 27 janvier 1864, qui le 6 septembre 1887 a épousé, à Saintes, Pierre-Ferdinand Delège, décédé à Angoulême le 9 décembre 1903, pharmacien à Montbron ; b) et Suzanne Vanderquand, née également à Segonzac le 3 février 1866, mariée à Saintes le 9 septembre 1890, avec Pierre-Prosper-Xavier-Paul Pradignac, docteur-médecin à Montbron, maire d'Eymouthiers, décédé

(1) Voir le texte de cette lettre dans le journal de Phœdora-Gaudin, *l'Union Républicaine* de Saintes du 15 décembre 1850.

(2) Madame Vanderquand, née Cochot, était veuve en premières noces du capitaine d'infanterie Lazarre-Jacques Triou, mort à Metz le 22 août 1870, dont elle a eu un fils, M. Léon-Adolphe Triou, ancien maire des Gonds, aujourd'hui secrétaire général de la préfecture de la Charente depuis le mois de novembre 1914, et époux de Mlle Suzanne Baron.

à Montbron le 19 février 1908. Du second mariage du docteur Vanderquand est née à Saintes, le 17 mai 1876, Louise-Gabrielle Vanderquand, qui a épousé à la mairie de cette ville, le 31 mai 1898, M. Charles-François-Ludovic Furand, avocat au Barreau d'Angoulême.

4° Antonin Vanderquand, né aux Gonds, le 2 octobre 1833, notaire à Montpellier de Médillan, puis à Rétaud (2 juin 1862-27 juin 1884), marié : 1° le 7 juillet 1857, à Gémozac, avec Clémence Lemet, fille de Pierre Lemet, propriétaire, et de Marie-Anne Goussé; 2° et le 29 décembre 1900, à Paris (XVII^e arrondissement) avec Emilie-Charlotte-Blanche Viauld. De sa première union sont nés : 1° à Gémozac, le 24 juin 1858, Jeanne-Marie-Adrienne Vanderquand; 2° et à Rétaud, le 21 janvier 1870, Antoine-Pierre-Arthur-Guy Vanderquand, qui a épousé à Paris, le 6 mai 1902, Gabrielle-Désirée Goussé. Jeanne-Marie-Adrienne Vanderquand s'est elle-même mariée à Thenac, le 11 septembre 1878, avec Eugène-Gustave-Edmond Maguier, propriétaire et homme de lettres, décédé à Thenac, le 25 mai 1907 (1); et, divorcée d'avec lui le 20 mars 1894, a convolé en secondes noces, à Gémozac, le 19 octobre 1895, avec M. Marie-Léon-Denis Rambaud, officier de la Légion d'honneur, lieutenant-colonel au 62^e régiment de ligne à La Rochelle, qui, depuis promu au grade de colonel (30 décembre 1899) et de général de brigade (7 avril 1903), est passé dans le cadre de réserve le 21 août 1907 et demeure aujourd'hui à Nice.

5° Sophie-Chléonis Vanderquand, née à Berneuil (Charente-Inférieure) le 25 septembre 1843, décédée à Angoulême le 24 décembre 1917, qui épousa aux Gonds, le 17 décembre 1860, Jean-Jacques Ludomir Baron, maire de la commune des Gonds, qui fut juge de paix à Saint-Agnant-les-Marais (9 août 1877), Saint-Pierre-d'Oleron (18 févr. 1878), et Saujon du 28 décembre 1881 au 21 juillet 1901, date de son admission à la retraite, et est décédé aux Gonds le 7 janvier 1901, dont deux fils et une fille, mariée à M. Triou.

IV. Alexis Vanderquand, né à Saintes le 3 frimaire an XII (25 novembre 1803), décédé à la Baine, commune de Chaniers, le 3 février 1864, propriétaire, marié en cette localité, le 2 septembre 1834, à Jeanne-Marceline Barraud, née au même lieu le 9 janvier 1809, fille de Bernard Barraud, percepteur des contributions direc-

(1) Pour ce qui concerne M. Maguier et sa descendance, nous renvoyons à notre étude, *les Justices de paix de Saintes depuis 1790* (Revue, tome XXXV, 1915, p. 172).

tes à Chaniers, et d'Adélaïde Mouchet (1). Pas d'enfants de son union.

SECTION II. — MARIE VANDERQUAND.

Marie Vanderquand, née à Courcoury le 9 mars 1756, morte à Montvillain, dite commune de Courcoury, le 18 mai 1841, épousa en cette localité, le 21 avril 1813, Alexandre-Louis Sallette, officier retraité, né à Venérand le 22 octobre 1775, fils de Antoine Sallette, ancien lieutenant de dragons au régiment de Chartres, chevalier de Saint-Louis, et de Marie Etourneau. Elle n'a pas laissé d'enfants.

SECTION III. — JEAN-ALEXIS VANDERQUAND.

Jean-Alexis Vanderquand, né à Courcoury le 28 janvier 1758, décédé au même lieu le 31 octobre 1820, propriétaire et maire de cette commune (1807-1820), y épousa, le 2 mai 1786, Marguerite-Thérèse Lamotte, sa cousine, décédée à Courcoury le 12 février 1841, à 75 ans, fille de Pierre Lamotte, bourgeois, et de Thérèse Moreau, de la paroisse de Mortagne-sur-Gironde, dont deux filles qui suivent :

a) Marie-Julie Vanderquand, née à Courcoury le 3 mai 1787, décédée à Meux, canton de Jonzac, le 5 novembre 1833, qui épousa audit Courcoury, le 26 septembre 1809, Jean-Antoine Gallut, propriétaire à Saint-Germain-de-Vibrac, canton d'Archiac, décédé à Meux le 23 décembre 1862 (2).

b) Ursule, dite Clarisse, Vanderquand, née à Saintes, paroisse de Saint-Pallais, le 1^{er} mai 1790, mariée à Courcoury le 29 juillet 1813, avec Jean Labadie (ou Labadis), dit Tarrouquet, négociant, conseiller municipal et second adjoint au maire de la ville de Saintes (18 avril 1830-1837), dont elle eut un fils, Jean-Alexis Labadie, qui fut juge de paix de Tonnay-Boutonne (20 novembre 1867) où il est décédé le 16 février 1877, époux de Suzanne-Clarisse Allenet.

SECTION IV. — MARIE VANDERQUAND.

Marie Vanderquand, née à Courcoury le 17 novembre 1759, morte

(1) Adélaïde Mouchet était fille de René Mouchet, procureur au présidial de Saintes, et de Jeanne Favre, et sœur consanguine de Philippe-René Mouchet, notaire à Saintes, qui épousa Delphine Bernard, fille du conventionnel.

(2) Il était père de M. Eugène Gallut, juge de paix du canton sud de Saintes. (Voir sur ce dernier et sa famille les *Justices de Paix de Saintes*, Revue, tome XXXIII, 1913, pp. 319 et suiv.)

aux Gonds le 30 novembre 1851, épousa : 1° à Tanzac, le 28 janvier 1793, Antoine Louvet, qui, après avoir été vicaire à Gémozac, curé de Virolet, puis de Tanzac, abjura la prêtrise le 16 brumaire an I (6 novembre 1793), fut commis au greffe du tribunal du district de Saintes et aide-bibliothécaire de cette ville, et y mourut le 3 ventôse an XII (23 février 1804); 2° à Saintes, le 19 novembre 1806, Ilénry Corbineau, employé des postes au bureau de cette localité. Marie Vanderquand n'eut pas d'enfant de cette deuxième union. De son premier mariage était née à Saintes le 11 frimaire an VII (1^{er} décembre 1798) Nomophile-Adélaïde Louvet, décédée le 16 thermidor an X (4 août 1802).

SECTION V. — JEAN-EUTROPE VANDERQUAND.

Jean, dit Eutrope, Vanderquand, né à Courcoury le 22 novembre 1761, mort à Saintes le 29 fructidor an XIII (16 septembre 1805), y fut notaire public de l'an IV à son décès, administrateur du district de cette ville, dont il devint vice-président le 29 pluviôse an II (17 février 1794), et conseiller municipal à Saintes (23 ventôse an IV — 13 mars 1796). — Si l'on en croit les *Mémoires de Barère*, publiés en 1843 par M. Hippolyte Carnot (tome III), au commencement de brumaire an IV (fin octobre 1795), et de concert avec son frère aîné, Jean-Eutrope Vanderquand aurait facilité l'évasion de ce fameux conventionnel, détenu, à ce moment-là, à l'abbaye de Saintes, à la suite du décret du 5 prairial an III (24 mai 1795) qui l'avait traduit devant le tribunal criminel de la Charente-Inférieure avec ses collègues, Collot d'Herbois, Billaud-Varennes et Vadier. De son mariage avec sa cousine, Jeanne-Thérèse Vanderquand, Eutrope Vanderquand eut trois enfants ci-après nommés :

a) Félicité Vanderquand, née à Dompierre le 26 octobre 1788, mariée à Saintes le 11 février 1813 avec Pierre-Elie Sellot, notaire à Saintes (15 février 1819-16 février 1830) (1), mort en cette ville le 5 août 1830. Elle est décédée elle-même à Pons, sans enfant, le 16 avril 1847.

b) Catherine-Adélaïde Vanderquand, née à Saintes le 10 décembre 1791, décédée le 30 octobre 1850, à Pons où elle s'était mariée le 13 octobre 1823 avec Pierre Goguet, notaire à cette résidence (1823-1849), dont un fils.

(1) Le successeur de Sellot fut Mathieu Drilhon, nommé par ordonnance royale du 31 janvier 1830. (Aujourd'hui étude de M^r Foubert.)

c) Augustin-Alexandre Vanderquand, né à Saintes le 20 pluviôse an V (8 février 1797), y décédé le 25 janvier 1857, qui fut percepteur des contributions directes à Gémozac (1829), maire de la commune de Floirac depuis 1838 jusqu'à sa révocation pour raisons politiques, prononcée le 15 décembre 1851, à la suite du coup d'Etat. Il épousa à Mortagne-sur-Gironde, le 2 février 1828, Marie-Justine Gorry, morte à Saintes le 4 décembre 1870, dont naquit à Gémozac, le 14 novembre 1829, Félicie-Elise-Marie Vanderquand, décédée à Bordeaux le 29 avril 1915, rue de Gravelotte, 73, chez son gendre, Edouard Rouanet, ancien télégraphiste, retraité de la compagnie des chemins de fer du Midi, laquelle se maria à Floirac le 10 février 1852 avec Alphonse-Aimé Renou, notaire à Mortagne-sur-Gironde (1846-1853), décédé à Féole, commune de Floirac, le 21 mai 1875, dont trois filles,

C

Marie-Anne Vanderquand, née à Courcoury le 17 juillet 1687, se maria, à une date inconnue, avec Jacques Duchastel, procureur au siège présidial de Saintes (1), économe de la fabrique de l'église de Saint-Maur, mort en cette paroisse le 28 mai 1740, dont neuf enfants.

D

Anne Vanderquand, qui se maria à Courcoury le 16 février 1706 avec Jean Lamotte (ou Lamothe), notaire royal et greffier de la prévôté de Saintes (qui fut inhumé dans l'église de Saint-Martin de Courcoury le 14 mars 1742, à l'âge de 52 ans) et mourut au même lieu le 12 octobre 1746, âgée d'environ 58 à 59 ans, laissant de son union conjugale quatre enfants, dont l'un, Jean Lamotte, baptisé le 19 février 1707, fut prier, curé de Brie-sous-Archiac, ensuite de Courcoury où il est décédé le 23 janvier 1863.

E

Suzanne (*alias* Suzanne-Philippe) Vanderquand, née en 1698, qui épousa : 1^o le 22 février 1718, Jean Daudenet, sieur de la Touche, paroisse de Chaniers, dont un fils, Daniel-Alexandre, époux de

(1) Jacques Duchastel s'était, par contrat de Senné, notaire royal à Saintes, du 15 décembre 1710, rendu acquéreur de l'office de Dominique Brunet, vacant par le décès de celui-ci.

Jeanne-Suzanne Papinaud ; et une fille, Marie-Madeleine, mariée à Jean Augereau, avocat au Parlement, lieutenant, puis conseiller d'honneur à l'élection de Barbezieux ; 2° le 9 avril 1728, Jean Birot, greffier de la châtellerie de Navy (?) et baronnie du Seure, dont une fille, mariée à Antoine Lotte, et deux fils, dont l'un, Pierre, fut curé de Landes et mourut le 24 ventôse an IV (14 mars 1796).

§ 3

Anne Vanderquand, fille d'Antoine Vanderquand et de Marie Blanvillain (Voir ci-dessus), se maria avec Pierre Delaistre (ou Delestre), notaire royal au bourg de Saint-Sauvant (contrat de Millet, notaire, du 10 avril 1690). Devenue veuve, elle fit, par acte du 28 février 1726, reçu par Gobeloteau, notaire royal à Burie, contrôlé le même jour, audit lieu par Giraud, insinué à Saintes par Charton, le 27 mai suivant, donation entre-vifs à sa nièce, Marie-Anne Vanderquand, épouse de Jacques Duchastel, d'une métairie lui appartenant, située en les paroisses de Courcoury et de Berneuil, et, par son testament, en 1745, elle donna à son petit-neveu, Jean-Cosme Duchastel, étudiant en droit, postérieurement juge de la baronnie de Saint-Sauvant et des terre et seigneurie de la Chapelle (fils de la dite Marie-Anne Vanderquand), tous ses immeubles et acquêts et le tiers de ses biens propres. Anne Vanderquand est décédée et a été inhumée à Saint-Sauvant le 31 octobre 1745, laissant pour héritière Catherine Vanderquand, veuve Poirier, sa nièce.

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

III

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE DES EVÊQUES DE SAINTES

JUSQU'AU RÈGNE DE SAINT LOUIS

(Suite)

(I) Outric, évêque de Saintes (694-710)

L'existence d'Outric, évêque de Saintes (*Utricus*, *Ullericus*, *Utalricus*, *Ultricus*), nous est connue par la vie de saint Dizence son successeur, d'après laquelle le Chapitre de Saint-Pierre inséra son

nom et celui de Dizence dans le catalogue épiscopal. Suivant la remarque des Bollandistes, le nom d'Outric suppose une période, postérieure aux débuts de l'époque mérovingienne, où les formes germaniques apparaissent sur les diptyques pontificaux d'Aquitaine. Ce nom, probablement d'origine gothique, est en somme une simple variante de *Uutricus* ou *Witteric*.

La vie de saint Dizence a été retrouvée par Dom Jacques Branche, auteur d'un ouvrage hagiographique concernant la province d'Auvergne (268), dans le trésor de l'église d'Ardes, entre Clermont et Saint-Flour, où les reliques de ce prélat santon étaient honorées. Un fragment de l'ancienne vie du saint existe dans le bréviaire diocésain du XIII^e siècle, et la ville de Saintes y est encore désignée par son nom gallo-romain *Mediolanum Santonum*. C'est un signe non équivoque d'antiquité. Cette dénomination avait certainement disparu dès la période carolingienne. Nous verrons plus loin qu'une rectification nécessaire au texte de la légende auvergnate de Dizence fait reconnaître le nom du pape Léon II qui siégea du 16 avril 682 au 3 juillet 683 (269).

C'est apparemment sous ce pontificat que Dizence commença sa carrière ecclésiastique. Il aurait été, comme Germier, l'un des clercs formés par l'évêque Grégoire. Le récit de son élection la suppose définitive, sans le concours d'une autorité royale. Il y a donc lieu de penser qu'elle se produisit en 716-717, après la mort de Pépin, pendant que l'Aquitaine, soumise au duc Yon, se refusait à reconnaître Clotaire IV, proclamé par Charles-Martel.

Le siège de Saintes ayant, d'après la légende de Dizence, vaqué l'espace de sept ans, la mort d'Outric est à reporter à l'année 710 au plus tard. Il n'y a dès lors aucun motif de ne pas le considérer comme le successeur d'Arnual, en lui attribuant dix-sept années au plus de pontificat. — D'autre part, il y avait à Saintes un évêque au temps où Childebert le Jeune recouvra la Saintonge, probablement en 709. Outric a donc vécu jusque-là.

La vie de saint Macout écrite par Bili, un clerc d'Alet qui en devint évêque durant le principat d'Alain (888-907), rapporte de curieux détails sur la vie claustrale à Saintes sous le règne de

(268) *Vies des Saints et Saintes d'Auvergne*, 1651, livre II, p. 429. Ardes-sur-Couze, chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Issoire, était le siège d'un des archiprêtres du diocèse de Clermont (DD. Beaunier et Besse, *Abbayes et prieurés de l'ancienne France*, V, 84).

(269) *Art de vérifier les Dates*, I, 254.

Childebert le Jeune (mort en 711). Suivant une règle d'euphonie suivie aussi pour d'autres noms, tels que *Chlodulfus* devenant *Flodulfus*, *Chlotharius* changé en *Flotharius*, celui de *Childebertus* s'est mu en *Philibertus* sous la plume du biographe de Macout. Saintes possède alors le corps entier de l'évêque missionnaire, et ce n'est pas un mince trésor en un temps où l'on s'arrachait les reliques ; la soustraction d'un corps saint, loin d'être punissable selon la morale en vigueur, était toujours excusable puisque le défaut de vigilance des gardiens, favorisant la tentative de vol, en avait assuré le succès.

« Philibert, dit M^{sr} Duchesne, ayant dans son pays un saint aussi considérable, a soin de veiller à ce que son sanctuaire soit bien desservi. Il envoie même des évêques inspecteurs pour s'assurer que les offices sont célébrés suivant toutes les règles. Or il arrive que, pendant une de ces tournées d'inspection, le moine chargé de sonner matines au premier chant du coq s'abstient de réveiller ses confrères pour la bonne raison que le coq, croqué par maître renard, n'a pu le réveiller lui-même. Le monastère ne s'éveille qu'au jour, et l'office commence en retard. Voilà l'évêque de Saintes et son clergé dans le plus grand embarras : les envoyés du roi ne vont pas manquer de les accuser de négligence. Heureusement saint Malo les tire de peine. Le renard arrive au chapitre, tenant dans ses dents le corps du délit, c'est-à-dire celui du coq. Dès lors la responsabilité des moines se trouve dégagée. »

Au moment où se passe cette histoire, on ne connaît pas encore les horloges à sonnerie, qui apparaîtront sous Pépin et Charlemagne (270), mais on n'ignore point l'usage des cloches. La vie de saint Boniface rapporte que ce voyageur évangélique, s'arrêtant en 722 à Pfalzel en Austrasie, fut émerveillé du son d'une cloche, de grosseur minime pourtant, mais la première qu'il eût entendue ; l'abbesse Adèle, princesse du sang de Clovis, agit avec munificence en la lui offrant et en le contraignant à l'emporter (271). Saintes a déjà cette rareté, mais pour tirer le sonneur du sommeil, on ne possède encore qu'un réveille-matin réglé par la nature, et le cou-

(270) Le pape Paul I^{er} offrit à Pépin le Bref, en même temps que la collection des auteurs grecs (*omnes Graeco eloquio scriptores*), une horloge pour la nuit (*horologium nocturnum*) en 758. Il annonce cet envoi dans l'épître 25 du *Codex carolinus*.

(271) Ludger, *Vita S. Bonifacii*. J. G. Eckhart (*Commentarius de rebus Franciæ orientalis*, I, 339) a fixé la date du passage de Boniface à Pfalzel.

vent de Saint-Macout n'a d'autre ressource, pour obtempérer aux désirs du roi, que les bons offices de Chantecler.

Peut-être faut-il compléter par les trois lettres *uit* ou *ult* la finale *erichus* suivie de la formule d'humilité *peccator* employée fréquemment par les évêques et que l'on rencontre parmi les souscriptions au testament d'Ayrard, évêque de Chartres, en 696.

Parmi les autres noms (272) se trouvent Savari (*Soabericus*) d'Orléans, Ibars (*Ebarcius*) de Tours, Ailbert (*Aygliberchtus*) d'Angers, Berrier (*Beracharius*) du Mans, Irminon (*Ermeno*) de Limoges, Ansoud (*Ansoaldus*) de Poitiers. La présence d'un évêque de Saintes est admissible en leur compagnie.

Peut-être devrait-on attribuer encore à Outric de Saintes la mention inscrite au nécrologe de Brantôme (273) :

XV Kalendas novembris. Domnus Udalricus episcopus.

De ce monastère, dont la date réelle de fondation est ignorée, le vieux nécrologe contient l'anniversaire d'abbés fort anciens, d'évêques de Limoges et de Périgueux des IX^e et X^e siècles (274). Outric est qualifié « domnus », ce qui semble indiquer qu'il posséda l'abbaye ou concourut à sa fondation. Ce put être comme tant d'autres une création du duc Yon. D'ailleurs, au VIII^e siècle beaucoup d'abbayes furent ou unies à des évêchés, comme Tholey à Verdun, ou commises en mains épiscopales. Plus tard Brantôme fut aussi donné à Grimoard de Mussidan, évêque d'Angoulême, frère d'Iselon de Saintes.

En acceptant l'attribution proposée, le quantième funèbre d'Outric pourrait être le 18 octobre 710.

(272) Mabillon, *De re diplomatica*, l. VI, n° 23, p. 479.

(273) *Collection de Périgord*, XXXIII, 246.

(274) La fondation de Brantôme est attribuée à l'un des Pépin, mais on a fait honneur à Charlemagne, et à son père, de la fondation d'une quantité de monastères qu'ils contribuèrent seulement à relever, après les invasions des Maures ou des Lombards. Au reste, Brantôme ayant été détruit par les Normands, il n'est resté que des souvenirs imprécis sur ses origines. La mémoire d'un prélat qui y aurait été inhumé, et dont on aurait retrouvé la tombe et conservé ainsi la date funèbre grâce à l'inscription, sur la pierre, du jour du décès, a pu être retenue par les rédacteurs d'un ancien nécrologe.

V. — LES TROIS DERNIERS ÉVÊQUES CANONISÉS DU VIII^e SIÈCLE :
DIZENCE, ANTHÈME, SÉVERIN.

(A) *Saint Dizence* (717-25 juin, après 731).

Le dernier évêque de Saintes dont il subsiste une légende se nommait *Dicentius*. Dans les vocables de deux paroisses placées sous son patronage (275), son nom s'écrit Dizant; en Auvergne on prononce Dizaint. Cependant dom Branche remarque que « Belleforest (276) lui donne en françois le nom de Dizance, qui semble estre plus conforme à la politesse du langage ». *Lactantius*, *Prudentius*, *Constantius*, se traduisent en effet Lactance, Prudence, Constance.

Decentius est le nom d'un personnage du IV^e siècle, associé à l'empire par son frère, un compétiteur de Constance II, *Magnentius* (277) que les historiens français appellent Magnence. *Dicentius* doit donc se rendre par Dicence ou Dizence.

Deux sources apportent leur contribution à l'histoire de ce saint. La source saintongeaise s'est conservée dans les leçons du bréviaire diocésain du XIII^e siècle. Dans leur sobriété relative, ces fragments de vie énoncent quelques détails importants; obnubilés déjà par une atmosphère légendaire, ils permettent cependant de préciser le temps où Dizence a vécu, en fournissant le nom de son devancier *Utricus*, *Utricus* dans les textes auvergnats. En raison

(275) « Son épiscopat ne fut pas de longue durée. Ses vertus se sont conservées par tradition dans le diocèse et ont porté nos pères à mettre sous son invocation deux paroisses du département : Saint-Dizant du Gua, dans le canton de Saint-Génis, et Saint-Dizant-du-Bois, dans celui de Mirambeau.

« Nous croyons que la commune de Saint-Yzant, en Médoc, doit son nom, actuellement défiguré, au digne évêque de Saintes; il existait encore, dans le canton de Saint-Savin, près Blaye, une petite paroisse dite Saint-Dizant, maintenant réunie à une autre. » (Raignuet, *Biographie saintongeaise*, 1851, p. 192, article Dizant.)

(276) *Traité de Xaintonge*, au Catalogue des Evêques.

(277) *Magnentius*, capitaine des gardes de Constant I^{er}, fut proclamé Auguste à Autun, le 18 janvier 350. Il s'associa César ses frères *Decentius* et *Desiderius* (Didier). Battu par Constance II, il se donna la mort à Lyon le 11 août 353. Sa veuve Justine épousa Valentinien I^{er}. *Decentius* s'étrangla à Sens, huit jours après le suicide de son aîné. Leur cadet *Desiderius* rentra en grâce auprès de l'empereur (*Art de vérifier les Dates*, I, 392). Peut-être faut-il voir en lui un ancêtre des *Desiderius* dont nous avons parlé au chapitre précédent et qui se rattachaient aux *Siagrius* et aux *Rusticus*.

de sa tardive apparition, ce nom, selon la remarque disert des Bollandistes, n'autorise pas à reculer l'existence d'Outric au delà du déclin de la dynastie mérovingienne.

La source auvergnate se trouvait dans un manuscrit de la vie de Dizence « en lettres gothiques, qui sert de leçons à l'office qu'on chante en son honneur dans l'église d'Ardes », écrit, dans ses *Vies des saints d'Auvergne*, dom Branche (qui vécut de 1590 à 1662). Ce bénédictin ayant fait le voyage d'Ardes consulta le manuscrit, mais ne se contenta pas d'en faire usage; il y mêla d'autres traditions recueillies tant de la bouche des membres du clergé local que « des anciens écrits à la main de cette église ». La légende d'Ardes a été reproduite par les Bollandistes; c'est la seule source qu'ait utilisée l'abbé Th. Grasilier dans sa notice (278), bien que pour d'autres travaux il ait puisé dans le Bréviaire ses informations.

Nous nous attachons, au contraire, au texte du bréviaire de Saintes comme base de notre documentation.

Dizence naquit à Saintes, à laquelle la légende conserve — insistons sur cette remarque qui ne saurait être négligée — son nom gallo-romain, *Mediolanum Xanctonum*.

Il était « issu de parents nobles, *Dioscorus* et *Marina* ». Ces noms sont caractéristiques. La double ascendance du saint le rattache à des personnalités en relief, à des époques antérieures, entre Poitiers et Bordeaux.

En 362 un *Dioscorus* était dans la région du Poitou, vicaire — c'est-à-dire lieutenant général — de Salluste, préfet des Gaules. Dom Chamard parle de lui dans son *Histoire de l'Église poitevine*.

Le nom de *Marina* appartient à la haute noblesse saintaise. Le commandant Mowat a restitué une inscription du Musée de Saintes (279) en lui donnant le sens suivant :

« Aux dieux mânes et à la mémoire de Caius Julius Marinus, fils de Rigoveringus, de la tribu Voltinia, premier sevir augustal, curateur des citoyens romains, questeur, vergobret, Julia Marina sa fille a élevé ce monument. »

« L'inscription appartient au premier tiers du premier siècle de notre ère, puisque Marinus, fils d'un gaulois, se pare du nom gen-

(278) *Saint Dizant, évêque de Saintes, confesseur* (VIII^e siècle), dans le *Bulletin religieux de la Rochelle*, t. III, pp. 346-348.

(279) *Mémoires des Antiquaires de France*, XL, 238.

tilice de l'un des trois empereurs de la dynastie julienne, Auguste, Tibère ou Caligula, parce qu'il avait été fait citoyen romain. » Son *cursus honorum* ne lui laissait plus dans un municipe romain que l'accession au triumvirat, mais parallèlement, dans la cité gauloise, présidaient deux vergobrets, et C. J. Marinus avait été l'un d'eux. La tribu Voltinia s'agrégeait les Saintais naturalisés romains.

Dizence, menant dès sa jeunesse une existence ascétique, se consacra, lorsqu'il put disposer de sa vie, au ministère apostolique. Saintonguais, il prêchait dans le dialecte de son pays (*vernacula lingua*), mais avec tant d'éloquence qu'il se faisait comprendre même des étrangers à la province, parlant un autre idiome ou le pur latin.

Après la mort d'Outric, le siège de Saintes demeura vacant l'espace de sept ans. Le peuple et le clergé ne pouvaient s'accorder sur le choix de son successeur. La cabale des fauteurs de l'hérésie arienne et la division des partis, dont les uns devaient conserver des attaches avec les Goths, les autres soutenir la domination franque, concouraient sans doute à prolonger cet interrègne désastreux pour la discipline et pour la foi même. Un état d'esprit irrité s'établit entre ces clans, et rendit infiniment délicate la tâche du futur évêque.

Il n'est pas superflu d'insister sur ce point, qu'en dépeignant l'état anarchique où se trouvait la chrétienté saintongaise après la disparition d'Outric, l'hagiographe met en cause les intrigues des Ariens, qui formaient encore une communauté reconnue, ayant à sa tête un évêque nommé *Deuterius*. Ainsi s'appelait, on s'en souvient, le coadjuteur de Léonce III exerçant l'autorité canonique à Saintes en 633. Dizence rebaptisa, malgré Dentier, un chrétien du nom de Barbas, qui voulait abjurer l'arianisme. Ces détails contribuent à situer très exactement le temps où ce prélat a vécu, et si c'est à tort qu'on voudrait en tirer argument pour le reculer jusqu'au règne d'Alaric II, comme dom Branche l'a proposé, d'autre part l'année 753, que l'abbé Grasilier attribue à son épiscopat (280), doit être écartée comme trop tardive.

Soixante et onze assemblées s'étaient tenues dans la cathédrale de Saintes sans aboutir à un accord. A la soixante-douzième apparut, aux portes de la cathédrale, Dizence, qu'un messenger (*angelus*, d'après le sens du grec *αγγελος*) ramenait de sa solitude. A peine fut-il entré, que son guide alla prendre la crosse épiscopale (*pontificale*

(280) *Bulletin religieux de la Rochelle*, III, 248.

pedum) déposée sur le maître-autel consacré à Notre-Dame, et la mit entre les mains de l'ermite aux acclamations de l'assemblée. Ainsi Dizence devint évêque de Saintes.

Nous devons, pour la suite du récit, faire état de la biographie complète tirée des archives d'Ardes par les Bollandistes (281). Cette rédaction, qui appelle de sérieuses réserves, débute par un synchronisme surprenant. Dizence serait contemporain de l'empire d'Adrien, du pontificat de Lin II, du gouvernement de Pépin en France.

Dom Branche a constaté que le pape Lin II est inconnu ; mais il suffit d'une légère correction aux termes « sub pontifice Lino secundo » pour rétablir la forme exacte : « sub pontifice Leone secundo ». Il s'agit de Léon II, qui fut pape de 682 à la fin de 683, comme nous l'avons déjà dit.

Quant à l'empereur cité, il ne peut être question de celui de Constantinople auquel personne ne songeait en Aquitaine, ni en Auvergne, mais bien du roi lombard, tenant la place de l'empereur d'Occident. Il y a eu, en 712-713, un roi Ansbrand dont le nom véritable est Adelbrand ou Adebran, car le préfixe *Ans* est la contraction nasalée d'*Adel* : d'*Adebranus* à *Adrianus* il y a peu d'écart.

Enfin l'indication du gouvernement de Pépin *in Francia* concerne Pépin d'Illérisal mort en 714, qui fut le véritable maître de l'Etat en Austrasie comme en Neustrie et dont le nom a dû, si la première légende auvergnate fut composée au IX^e siècle, comme c'est probable, être préféré systématiquement à celui des rois mérovingiens qu'il dominait.

Pour justifier les réserves que nous venons d'exprimer sur la vie auvergnate de Dizence, il suffit de lui emprunter le récit suivant, d'après la traduction de l'abbé Th. Grasilier : « Dans la ville de Vaison, pendant que Dizant célébrait les saints mystères devant une nombreuse assistance, on vit trois gouttes d'eau, d'une limpidité parfaite et visibles à tous les yeux, descendre sur l'autel. Là s'unissant ensemble, elles se changèrent en une perle d'une incomparable beauté. On s'empressa de la joindre à d'autres perles qui ornaient une croix d'or ; mais ces dernières comme par respect se détachèrent d'elles-mêmes et tombèrent à terre. Dans ce joyau céleste, tout le monde vit une image expressive du mystère de la sainte Trinité : formé de trois gouttes d'eau, il était un en essence comme la Divinité est une en essence et trine en personnes. »

(281) *Acta Sanctorum Junii* (25), VII, 91-94.

Le malheur est que ce gracieux miracle est emprunté quasi littéralement à Grégoire de Tours (282), qui le place non à *Vasio*, mais à Bazas (*Civitas Vasatica*), et le date du passage de Genséric, roi des Vandales, appelé par Aétius pour combattre les Goths envahisseurs de l'Aquitaine. Les Goths tenant alors pour l'Arianisme, le miracle ainsi situé est fort bien à sa place (283).

Poursuivons l'examen de la légende de Dizence depuis le moment où il fut choisi pour évêque par acclamation.

S'efforçant de ramener aux vertus chrétiennes une multitude qui s'en était fort éloignée, il s'exprimait avec une vigueur qui lui valut les révoltes et les injures de ses ouailles ; enragées et frénétiques, leurs colères ne jetaient pas un médiocre opprobre sur l'Eglise elle-même et les choses de la religion.

Ce que voyant, Dizence, après y avoir longuement réfléchi, quitta ces mutins pour chercher un asile à Tours (*Cæsarodunum Turonum*). Là, priant dans la basilique que saint Martin érigea en l'honneur de saint Pierre, il sentit naître en lui la conviction que de terribles malheurs seraient réservés à son diocèse comme à bien d'autres provinces des Gaules et de la Germanie.

Dizence crut de son devoir de se rendre à Metz pour communiquer cette révélation à l'évêque austrasien. Quel prélat tenait à cette époque la place de saint Clément ? La légende l'appelle Victor. Deux titulaires du même siège ont bien porté ce nom ; ils remontent à des âges trop reculés. Mais il faut prendre garde à une habitude carolingienne, la transformation des noms de source barbare. Alors une forme latine peut souvent n'être que l'approximative traduction d'une appellation germanique. En allemand « *das Feld behalten* » signifie « rester maître du champ de bataille » ; si l'on substitue à « *Feld* » le terme « *Sieg* » qui signifie « victoire », on peut décomposer en « *Sieg* » et « *behalten* » le nom de « *Siegebalt* » en considérant « *balt* » comme une contraction. Celui qui détient et conserve la victoire est évidemment le victorieux, *Victor*. « *Siegebalt* » est le nom d'un évêque de Metz qui siégea de 715 à 742 environ.

Lorsque l'évêque de Saintes arrive à Metz, il y trouve les évêques de la province réunis. Ce n'était point un concile, puisque en 742 saint Boniface se faisait l'écho d'une tradition portant que, depuis

(282) *Liber in gloria Martyrum*, lib. I, cap. 12-13.

(283) L'abbé Bonnaud le fit remarquer à son confrère Grasilier, dans le *Bulletin religieux de La Rochelle*, III, 407.

80 ans, il ne s'en était plus tenu dans le royaume des Francs. Les comprovinciaux s'étaient donc assemblés pour un sacre épiscopal, qu'on ne pouvait plus faire ni à Reims ni à Trèves, puisque les deux métropoles, de Champagne et de Lorraine, étaient aux mains du clerc Milon, intrus dans l'administration de ces grands diocèses par Charles-Martel. Il y eut dans le premier quart du VIII^e siècle diverses mutations dans les diocèses voisins de Metz, ceux de Toul et de Verdun notamment.

Dizence ayant fait part à ses confrères de ces lugubres prévisions, ceux-ci l'engagèrent, afin de conjurer de si tristes auspices, à faire le pèlerinage de Rome, pour demander à Dieu, par l'intercession des Princes des apôtres, que sa patrie échappât à ces dangers. Il partit. Au cours du voyage il s'arrêta à Ardes, entre Clermont et Saint-Flour, où la tradition locale attache son souvenir à une source qu'il aurait fait apparaître.

Parvenu à la Ville éternelle, et veillant au tombeau de saint Pierre, Dizence eut une autre révélation : les péchés des peuples croissant de jour en jour, rien ne pourrait arrêter la vengeance divine. Cependant Tours et Metz seraient épargnés.

Ce voyage de Dizence à Metz ne peut se placer qu'après la réconciliation de Yon avec Charles-Martel et le rétablissement de la monarchie franque sous le gouvernement nominal de Thierry IV. En 721 Yon, défendant Toulouse contre les Maures, a gagné sur Zama, émir d'Espagne, une bataille où son rival a péri. Quatre ans ne sont pas écoulés, voici que reviennent les Sarrazins ; conduits par le nouvel émir Ambiza, ils se rendent maîtres d'une vaste étendue de pays, depuis Carcassonne jusqu'à Nîmes. Toute l'Aquitaine est en danger.

C'est à l'heure de cette menaçante pénétration que doit se placer le voyage de Dizence. En revenant par Marseille, il trouve la contrée qu'il allait traverser envahie et en proie aux combats. La nouvelle victoire remportée par Yon refoule une seconde fois les Maures. Mais à leur troisième assaut sous l'émir Abdérame, en 731, ils seront les plus forts, et l'Aquitaine sera tout entière subjuguée. Ils n'atteindront pourtant ni Tours, ni Metz, « le marteau du fils de Pépin » les écrasera et la France échappera à la domination des Califes. La vision de Dizence se trouvera ainsi réalisée.

A son retour, Dizence rencontra des troupes ennemies, qui le capturèrent, mais il fut bientôt relâché ; il parvint à Saintes et, comme Jonas aux Ninivites, prêcha la pénitence, mais avec un bien différent succès. Les paroles qu'il semait tombèrent sur des ronces et des pierres. Sentant le péril imminent, il prit avec lui les reliques

des saints et se retira à Tours, où il consacra à la philosophie le reste de sa vie.

Le saint confesseur *Adrierius* transféra, quelque temps après sa mort, ses reliques à Ardes, où elles furent conservées, et où la tradition veut que des miracles, dont bénéficièrent surtout de jeunes enfants, les aient honorées.

« Cette translation, dit l'abbé Grasilier, doit remonter au IX^e siècle. La ville d'Ardes, protégée par les montagnes de l'Auvergne contre les invasions des Normands, fut aussi choisie pour mettre en sûreté, à cette époque, les corps des saints Taurin d'Evreux, Léger d'Autun et Vivien du Poitou.

« A peu de distance d'Ardes, vers Blesle, on voit au milieu d'une prairie une fontaine dite de Saint-Dizant. On y lave les jeunes enfants que la faiblesse de leurs jambes empêche de marcher quand ils sont déjà en âge de le faire. »

Dizant et Adrier ont chacun leur fête, les 25 juin et 3 mars. « Les châsses de ces deux flambeaux de l'église d'Ardes, — écrit Jacques Branche, prieur de Pibrac, — sont faites de noyer argenté et doré, en chacune desquelles loge un de ces corps saints avec ces inscriptions en latin et en lettres gothiques : En l'une : « Ici sont les os de saint Dizain évesque de Xaintonge et confesseur », et en l'autre : « Ici sont les os du bienheureux Adrier qui porta le corps de saint Dizain, évêque de Xaintonge, en ce lieu d'Ardes. »

Cette formule exclut l'idée d'un enlèvement et autorise la conjecture de l'abbé Grasilier : Adrier, coûtre ou gardien du sanctuaire où reposait Dizence, serait venu se réfugier à Ardes avec son précieux dépôt. On peut dès lors supposer que cet événement se produisit en 843 lorsque Tours fut menacé par les Normands qui s'en emparèrent. Une autre solennité, le second dimanche d'octobre, commémorait à Ardes la translation du chef de Dizence dans un reliquaire d'argent, conservé au trésor de la sacristie.

Les ossements de l'évêque s'étant beaucoup moins conservés que ceux de son translateur, l'abbé Marcepoil a cru pouvoir en induire que Dizence parvint à un âge avancé. S'il entra dans le clergé saintais en 682 et s'il mourut après 731, il aurait exercé, en effet, plus de cinquante ans le ministère des autels.

Voici ce qu'écrit au sujet de son culte cet historien local du siècle dernier (184) :

(184) *Saint Dizent*, notice par M. l'abbé Marcepoil, curé d'Ardes, dans le *Bulle des religieux de La Rochelle*, IX, 614-617.

« Saint Dizaint — suivant la prononciation d'Auvergne — est honoré d'un culte particulier dans la ville d'Ardes, petite capitale de l'ancien duché de Mercœur qui se glorifie de temps immémorial de le reconnaître pour premier patron et de posséder une grande partie de ses reliques.

« Sa fête s'y célèbre le 25 juin avec toute la solennité possible. La veille on chante les premières vêpres sous le rite de double de première classe, et l'on descend la châsse qui contient ses reliques, qu'on laisse exposées pendant quinze jours à la vénération des fidèles. Durant le parcours de la procession du jour de la fête, elles sont saluées par une bruyante décharge de mousqueterie.

« Les communalistes et le clergé paroissial d'Ardes possédaient autrefois le privilège d'officier à tour de rôle, crosse en main, le jour de la fête du saint patron. Celui d'entre eux auquel était dévolu cet honneur devait s'exécuter de bonne grâce à festoyer ses confrères. Un titre de 1661 donne au célébrant le titre pompeux de « cardinal de saint Dizaint ». Cet usage a cessé par suite d'un regrettable conflit qui eut lieu entre les prétendants à cette dignité sous l'épiscopat du célèbre Massillon.

« L'église, qui date du XIII^e siècle, fut érigée en collégiale par Béraud de Mercœur, en 1421 ; on voit auprès les restes d'un monastère contigu, qui fut jusqu'à la Révolution un prieuré bénédictin, dépendant de la Chaise-Dieu. »

(B) *Saint Anthème de Poitiers, missionnaire en Saintonge*
(martyrisé le 3 décembre 731)

Anthème est un évêque de Poitiers que les rédacteurs d'un ancien catalogue cité par dom Chamard ont arbitrairement placé au quatrième rang après saint Hilaire (285). Mais il existe à son sujet une tradition que l'un de ses successeurs, Henri-Louis Chasteignier de La Roche-Pozay, a relatée (286) en ces termes :

« *III Decembris Anthemius, vulgo saint Anthesme, obiit in Xantonibus dum Dei verbum disseminaret et apud Jonzacum jacet. Bre-*

(285) C'est d'après ce classement que Chergé (*Vies des saints du Poitou*) et Braud (*Éphémérides religieuses du diocèse de La Rochelle et de Saintes, dans le Bulletin religieux du diocèse de La Rochelle*, XVII, 275), le font mourir au IV^e siècle.

(286) *Notæ ad Litanias Pictonicas*, dans Labbe, *Bibliotheca manuscriptorum*, II, 728.

viarium Xanctonensis diocesis solemnī officio illius memoriam recollit. »

Aucune mention de ce pontife-martyr ne se rencontre dans les bréviaires de Saintes des XIII^e et XIV^e siècles. C'est bien plus tard que sa mémoire y a été honorée, d'après une légende que Du Saussay a retracée avec beaucoup de détails et que dom Chamard, constatant qu'elle ne peut s'accorder avec la chronologie du catalogue, a condamné sans rémission avec, semble-t-il, quelque excès de sévérité (287).

Elle rapporte (288) que l'évêque Anthème de Poitiers fut massacré en Saintonge, pendant qu'il prêchait la parole de Dieu, par des Sarrazins qui avaient feint de se convertir, et que Charlemagne fit revenir d'Espagne ses reliques, et les fit déposer à Jonzac dans l'église des saints Gervais et Protais. Voilà les points essentiels; quelques variantes qui y sont ajoutées sont à négliger.

L'une d'elles veut qu'Anthème ait été chapelain de Charles et fait par celui-ci évêque de Poitiers. Peut-être le fut-il de Charles Martel. Celui-ci eut un confesseur nommé Martin; il a pu avoir pour chapelain Anthème et lui donner l'évêché de Poitiers.

On ne doit point regarder le texte d'une légende comme formant un bloc intangible, tel que la Loi des Douze Tables ou les Éléments d'Euclide. Les confusions entre homonymes sont fautes vénielles chez un hagiographe, et se refuser à les admettre, avec le parti pris des critiques allemands, pour s'arroger le droit de tout rejeter en bloc, est un procédé aussi draconien qu'injustifiable.

Il n'est pas sans intérêt de relever que l'église de Jonzac, où le corps d'Anthème fut transféré, a pour patrons Gervais et Protais, martyrs du premier siècle à Milan, dont les statues se trouvent au portail de Saint-Pierre de Saintes. Sans doute Charlemagne, qui conquiert la Lombardie, ne fut point étranger à l'apport de reliques de ces saints à Jonzac et à Saintes. Le prélat diocésain était alors, comme nous le verrons, Aton, proche parent de la reine Hildegarde et intime ami d'Alcuin, familier de Charlemagne.

La légende d'Anthème le fait mourir en Saintonge au moment où il essaie de convertir les Sarrazins, mais il ne périt pas seul, car le texte recueilli par Du Saussay porte au 3 décembre : « *Natalis sancti Anthemi Pictaviensis, episcopi, et sociorum ejus.* »

(287) « Toute cette légende est manifestement apocryphe » (*Histoire ecclésiastique du Poitou*, t. 1, p. 487).

(288) Du Saussay, *Martyrologium Gallicanum*, p. 966.

Si l'évêque de Poitiers vient exercer le ministère évangélique en Saintonge, c'est que le chef du diocèse fait défaut. Il est donc tout indiqué de placer ces rares conjonctures à l'époque où Dizence, méconnu de ses ouailles, a quitté le pays. Et si l'évêque de Poitiers vient à Saintes, alors que c'est à son métropolitain, comme en maintes autres circonstances, qu'incomberait le devoir d'assurer la suppléance de l'exilé, n'est-ce pas parce que Bordeaux est déjà aux mains des Maures ?

C'est ici le moment de rapprocher de la légende poitevine d'Anthème et de ses compagnons victimes des Sarrazins, une autre tradition, saintongaise celle-là. D'après elle, la grande cathédrale de Saint-Pierre, œuvre de Pierre de Consolens, fut érigée sur un lac au fond duquel gisaient d'innombrables martyrs. Cette tradition n'a rien que d'acceptable si l'on suppose des envahisseurs féroces, tels que furent les Mahométans, poussant du haut des murs de la citadelle, que ce lac défendait vers le sud, toute une population chrétienne pour la précipiter dans les eaux marécageuses où elle devait trouver la mort. L'hiver amène souvent encore à Saintes des inondations qui donnent l'aspect d'un vaste lac aux campagnes que baigne la Charente, quelquefois elles atteignent la partie basse de la ville, quoiqu'elle ait été considérablement remblayée. La cathédrale fut élevée sur pilotis et des témoignages enregistrés par les historiens rapportent qu'au pied de la vis du clocher qui se prolongeait au-dessous de l'église il existait une barque attachée, permettant de circuler sous les voûtes qui soutenaient le pavage de l'église et reliaient entre elles les bases des piliers.

Nous croyons pouvoir conclure, par l'enchaînement de ces traditions, à la présence à Saintes, en 731, de l'évêque de Poitiers Anthème, venu à la nouvelle de l'avance des Sarrazins pour défendre la chrétienté privée par sa propre faute de son pasteur légitime, — et au meurtre de ce prélat, victime de la perfidie des Sarrazins, ainsi que tous ses compagnons, le 3 décembre de cette même année.

Ainsi se reconstitue l'un des épisodes resté dans l'oubli, de la formidable irruption d'Abdérame ou Abder-rahman, gouverneur d'Espagne, en 731. « Cet émir entre dans la Gascogne, force Bordeaux qu'il livre au pillage, passe la Dordogne, rencontre le duc Yon, fond sur son armée, en fait un effrayant carnage. Poursuivant sa victoire, il vient en brûlant, pillant, saccageant, jusqu'aux portes de Poitiers où Charles Martel, que le duc avait appelé à son secours, l'arrête et le défait un samedi d'octobre 732.

Tel est le récit de l'*Art de vérifier les Dates*, préférable à tout autre pour son exactitude, son laconisme et sa clarté (289).

Anthème pouvait avoir des motifs de compter sur son influence pour évangéliser les Sarrazins. Attaqué du côté des montagnes par Abder-Rahman, Munuza, émir de Celtibérie, venait de faire alliance avec Yon de Gascogne dont il épousa la fille. Il est fort possible qu'à ce moment il y ait eu, de la part de certains Maures, des conversions plus intéressées que sincères, qui auraient induit en erreur l'évêque de Poitiers sur leurs dispositions.

Une dernière remarque : il ne faut pas confondre l'évêque *Anthemius* mort « in Xanctonibus » avec un personnage d'époque incon nue dont le nom ressemble fort au sien et qui appartient aussi à la Saintonge. Du Saussay (290) le cite au 6 juin en termes assez énigmatiques : « *In Santonibus, sancti Arthemii confessoris qui ex versuta vulpe factus agnus simplex, miræ pietatis et sanctimonie editis testimoniis, ac mandatorum Dei via fideliter excussa, suæ justificationis quæ fide et opere consummata est, præmium a Deo recepit.* »

Les *Acta sanctorum* mentionnent bien au 6 juin un *Arthemius*, mais c'est un martyr et non un confesseur, il est romain et non saintongeais ; ce fut l'une des victimes de la persécution de Dioclétien (291). Louis Audiat soupçonne ici quelque grosse confusion. Cet érudit consciencieux a réuni sur Anthème quelques-unes des données que nous venons de résumer. Il n'en a point fait la critique et ne les a pas rattachées à l'histoire des martyrs du lac de Saintes.

(C) *Séverin, évêque canonisé (VIII^e siècle)*

Saint Séverin de Cologne et saint Seurin de Bordeaux ont été confondus par la tradition. Les bréviaires de Saintes affirment qu'ils ne font qu'un. Soit qu'on l'admette, soit qu'on veuille les distinguer, une chose est sûre : leur vie appartient à une époque héroïque du christianisme. Nous ne pensons pas qu'aucun d'eux

(289) *Art de vérifier les Dates*, I, 249. — C'est à cette invasion que se rattache la destruction du palais d'Yon à Guitres et le massacre, par les Sarrazins, d'innombrables chrétiens réfugiés dans une île voisine, événements relatés par l'auteur de la *Chronique de Guitres*.

(290) *Mariyrologium Gallicanum*, p. 339.

(291) *Acta Sanctorum Junii* (6), I, 624.

ait eu un droit quelconque à figurer sur les diptyques de l'Église santone. Puisqu'elle a inscrit un Séverin en le plaçant après Liguair et Dizence dans son catalogue, en l'honorant du titre de saint, et que, de toute façon, il doit se distinguer de ses deux homonymes, rien ne s'oppose à ce que nous le considérons comme ayant occupé, après la retraite de Dizence, le siège de Saintes. Cette ville avait été ruinée par les Sarrazins, mais s'était complètement relevée au temps du duc Hunaud, d'après la légende, et très certainement elle l'était lors de la victoire de Pépin sur le duc Gaifre. Séverin a probablement concouru au rétablissement de l'organisation catholique, et c'est ce qui l'aura fait inscrire au martyrologe.

On peut tirer une induction semblable des litanies de l'Église de Saintes, insérées au bréviaire B, du XIII^e siècle, et qui lui sont apparemment fort antérieures. Elles ne nous sont pas parvenues dans leur état primitif : des noms furent grattés pour introduire à la place de deux saints dédaignés, et voués désormais à l'oubli, saint Léonard et saint Louis ; ces deux interpolations sont d'une main du début du XIV^e siècle.

Saint Eutrope dans ces litanies est rangé parmi les martyrs ; puis, après les docteurs Grégoire, Ambroise, Jérôme, Augustin, Léon le Grand, viennent sept invocations consécutives : « Sancte Viviane — sancte Seuerine — sancte Macuthe — sancte Aniane — sancte Troyane — sancte Pallidi (*sic*) — sancte Leonci », dont la première et les dernières honorent quatre évêques de Saintes et la troisième un coadjuteur de cette église : il est visible que Séverin et Aignan, placés au milieu d'eux, sont considérés comme ayant administré aussi le diocèse. Aucun ordre chronologique n'est d'ailleurs suivi dans l'énumération de ces pasteurs. Cependant le martyrologe ne mentionne que saint Seurin de Bordeaux et saint Aignan d'Orléans. Il s'agit en tous cas d'évêques, car la suite des invocations s'adresse à Sulpice de Bourges, Maurille d'Angers, Brice de Tours, Front de Périgueux. Comme cela s'est fait souvent, la commémoration d'homonymes s'est concentrée sur un même quantième ; mais les deux prélats intercalés parmi les chefs de l'Église santone l'ont effectivement régi : Aignan probablement au début du VII^e siècle et Séverin au cours du VIII^e.

L'influence des ducs d'Aquitaine, attachés à Bordeaux par des liens étroits d'intérêt et de politique, a dû contribuer, lorsqu'elle a prévalu en Saintonge, à l'absorption par le prélat girondin de l'aurole de son homonyme saintongeais. C'est en l'honneur de saint Seurin que le duc Guillaume VIII fonda en 1068, près de Loulay, un monastère d'hommes qui devint le prieuré de Saint-Sauveur de

Loulay lorsque l'abbaye eut été ruinée par les Protestants (292).

Une autre fondation religieuse, Saint-Seurin de la Double (arrondissement de Ribérac), dépendait du prieuré de la Madeleine de Puy-Dudon qui appartenait à l'abbaye de la Sauve et au diocèse de Bordeaux. Elle lui fut concédée au XI^e siècle par Itier I^{er} de Barbezieux (293), l'un des vassaux de Guillaume IX.

(A suivre.)

J. DEPÔIN.

IV

SAINTONGEAIS A SAINT-DOMINGUE

Le 11 novembre 1824, par acte de Pierre Guédon huissier à Saintes, Charles-Borromée Dufaux, propriétaire à la Nouvelle-Orléans, Louisiane, agissant comme tuteur de François-Augustin-Léonard Viavant, fils mineur de feus François-Augustin Viavant et de Suzanne-Françoise-Julie Couturier son épouse, assignait François-Philippe-Ciprien Couturier prêtre demeurant commune de Geay, Sophie Couturier épouse Constantin, ce dernier, tant comme mari d'icelle que comme père de Victoire-Hélène Constantin sa fille mineure, Pierre-François-Léon-Jean Rogé propriétaire, Marie-Thérèse-Esther-Olive Jean Rogé, Thérèse-Elizabeth-Pauline Constantin, Jacques-Philippe-Thérèse-Maximilien Couturier propriétaire, tous demeurant au Port d'Envaux, devant le tribunal civil de Saintes pour, avec les époux Desgraviers, être condamnés à payer au requérant toutes « les jouissances, fruits et revenus qu'ils ont perçus appartenant audit mineur revenant soit de son chef, soit comme héritier de ladite dame Couturier sa mère, depuis l'époque du départ de celle-ci pour les colonies », rendre compte des successions des sieur et dame Couturier, etc.

L'affaire se termina amiablement avec Léonard Viavant lui-même qui, majeur, vint la régler et repartit pour l'Amérique.

(292) Briand, *Histoire de l'Eglise saintone*, I, 369.

(293) Dès 1108 les droits provenant de la donation d'Itier à Gérard sont mentionnés dans un accord fait par l'archevêque Arnaud entre les abbayes de la Sauve et de Guitres. La terre de Baïces demeure à Saint-Seurin de la Double, sous réserve d'un cens de trois sols (Cirot, *Origines chrétiennes du diocèse de Bordeaux*, p. 270).

Les pièces visées par l'assignation constataient que le 24 pluviôse an IX devant Miromont, notaire au département du Nord de Saint-Domingue, avait été passé le contrat du mariage du sieur Augustin-François Viavant, natif de La Rochelle, capitaine de port aux Gonaïves, île de Saint-Domingue, avec demoiselle Suzanne-Françoise-Julie Couturier veuve en premières noces du sieur Marie Drevon de Saint-Ililaire « natiffe de Saintes ».

Un extrait délivré par Coulon, commissaire de l'état civil du canton du Port Républicain à Saint-Domingue, constatait la naissance aux Gonaïves, le 4 nivôse an X, d'un fils, Honoré Viavant, lequel décéda à environ un an suivant autre extrait signé Grossard du 2 pluviôse an XI délivré par le commissaire d'état civil pour la ville et commune de Saint-Marc, même île de Saint-Domingue. Une pétition du 8 décembre 1805, à Saint-Yago de Cuba, par la dame Viavant qui s'y était réfugiée avec son mari « pendant la malheureuse et dernière révolution de Saint-Domingue, adressée aux âmes compatissantes, exposait qu'elle venait de perdre subitement son époux et restait sur le point d'accoucher, malade, hors d'état de travailler, sans subsistances » ; une apostille du consul français l'engageait à lui présenter un mémoire pour obtenir la pension des veuves et enfants de marins.

Un extrait de baptême du 18 mars 1806 constatait celui de François-Augustin-Léonard Viavant né à Saint-Yago de Cuba le 3 janvier dudit an, fils légitime et posthume dudit feu Viavant décédé en décembre 1805, officier de marine, pensionné de l'Etat, capitaine de port aux Gonaïves, et de ladite Couturier ; parrain Durg, marraine demoiselle Marie Briou ; signatures de la dame Cadon, Durg témoins, Y.-B.-J.-II. Lemaire, curé de Saint-Marc.

Le tout était accompagné de lettres du père de la dame Viavant demeurant à Saintes, et de sa famille à elle et son fils Couturier alors à Saint-Domingue. Le rédacteur de l'inventaire mentionne que le contrat de mariage de la pétitionnaire constate les prétentions qu'elle avait à une fortune considérable à Saint-Domingue et assurait à ladite dame, de la part de ses oncle et tante (le sieur Grandin et la dame son épouse née Gallocheau), des biens en France. Cinquante-neuf lettres écrites à feu Viavant par les généraux et autres chefs de l'armée de Saint-Domingue et des chefs civils concernant son service d'officier de marine et de capitaine de port complétaient un dossier de pièces recueillies par Pierre-François Missonnet, un des juges de paix de la ville et paroisse de la Nouvelle-Orléans, le 24 avril de l'an de Notre-Seigneur 1810 auquel le commissaire de

police général Achille Rivery accompagné de François Benoît du faubourg de la Course « conduisant à la main un enfant blanc en très bas âge, objet de leurs soins actuels et de leur transport en mon office », avaient déclaré sous serment « que dans le grand nombre des malheureux Français chassés il y a déjà plusieurs mois de l'île de Cuba par le gouvernement espagnol et qui se sont réfugiés en ce territoire d'Orléans, était une dame excessivement infortunée, débarquée en cette susdite ville sous le nom de dame veuve Viavant » avec l'enfant présenté, dénuée du nécessaire et même de vêtements. Benoît les logea par humanité, Rivery pourvut aux plus pressants besoins, aidé du comité de bienfaisance. Minée par le chagrin, elle était morte la veille. Rivery venait de la faire inhumer avec les cérémonies catholiques et présentait les linges et papiers de la défunte, demandait qu'on les inventoriât pour bien constater l'état civil de l'enfant et sauvegarder ses droits, et qu'on nommât un tuteur.

Comparut le 30 avril, Léonard Durg, ancien habitant, propriétaire et médecin en l'île française de Saint-Domingue, résidant à la Nouvelle-Orléans : il confirma sous serment les faits sus-relatés. Les malheurs de Saint-Domingue l'ayant forcé d'abandonner cette colonie, il s'était réfugié en 1802 dans l'île espagnole de Cuba. A Saint-Yago de cette dernière île il y a connu très particulièrement M. Augustin-François Viavant et la dame son épouse née Couturier, ... il est à sa connaissance que le mari mourut subitement en décembre 1805, laissant sa femme enceinte très avancée : elle accoucha en janvier et lui-même fut parrain de l'enfant. Il n'a cessé depuis de voir cette dame et son fils François-Augustin-Léonard, âgé d'environ quatre ans, ici comme à Cuba.

Sur requête de Rivery du 30 avril, et une ordonnance de Louis Moreau Lislet, juge de la cour de ville d'Orléans (*sic*) et des preuves, du 2 mai 1810, une assemblée d'amis à défaut de parents, tenue le 19 mai, composée de Etienne Mazureau, Pierre-Jean Raboteau, Léonard Durg, Louis Beltrémieux, Charles-Borromée Dufau, Emmanuel-François Gigaud, Christian Milten Berger, Jean-Baptiste Blanchard et Henri Smilt, tous demeurant à la Nouvelle-Orléans (souvent désignée dans les pièces sous le nom de ville d'Orléans), défera la tutelle à Dufau, qui délivra récépissé de l'affidavit du juge de paix et des papiers intéressant le mineur, et de ses hardes.

La copie de cette procédure était légalisée par le consul intérimaire de France Pozée le 1^{er} octobre 1810. Le tuteur présenté, Dufau, fut nommé le 17 mai par le juge Moreau Lislet ; la signature

du sous-greffier de la Cour des testaments, Franc Montamat remplaçant Thomas Beyle greffier, fut légalisée au consulat le 1^{er} octobre 1817 par Pozée après le dépôt au consulat fait le 22 juillet, signé J.-B. Dufau, Ph. Dubourg Baron et du chancelier A. Jouglet. Collationné et certifié conforme le 20 juin 1823 par le consul Armand-François Guillemain.

La traduction fut faite au Havre le 23 décembre 1823.

DOCUMENTS

I

HONORAIRES DE CHIRURGIEN

1617, 3 novembre.

Aujourd'hui, troiziesme de novembre mil six centz dix sept, Jehan Chausse, maistre chirurgien de ce lieu, a reseu de maistre Jehan Beau, curateur de Jehan Beau, filz de feu Guyet, la somme de dix livres pour les vizites, pensemens, traitemens, médicamens et choses nécessaires fournyes et employés appliquées pour ledit Beau, mineur, d'une sienne grande malladie à laquelle il a esté detenu près deux mois, et a esté compozé à ladite somme de dix livres sur les parties dudit Chosse, en présence de Clémence Noinin, mère dudit Beau, mineur, et femme dudit feu Guyet, quand vivoyt, et attant a ledit Chausse donné acquit audit Beau desdites dix livres pour luy servir à la redition de son compte à Jonzac, o logis dudit Beau, environ midy, présens M^r Jehan Bourreuilh, sergent royal demeurant en la paroisse de Champaignac, et Jehan Tappou, laboureur de la paroisse de Saint Germain de Lusignan, lequel Tappou a déclaré ne scavoir signer de ce requis par moy.

BOURREUILH, COUILLAULD, notaire royal à la requeste dudit Chausse, J. CHAUSSE.

Je soubzsigné confesse avoir receu de Clemence Noinin, la somme de cent douze sols pour mes vacations et journées employées à visiter Jehan Beau, fils de la susdite Noinin, et comme véritable j'ay signé cet acquit ce 1^{er} d'avril 1618.

PILLET.

(Original appartenant à la Bibliothèque de Saintes.)

II

LE RÉGIMENT SUISSE D'EPTINGEN A SAINT-SORLIN DE SÉCHAUX.

(V. *Revue*, XXXVI, p. 71.)

Voici quelques noms de soldats du régiment dont M. Bouyer nous a raconté la douloureuse odysée, conservés par les registres de l'église en 1783 :

23 février : Baptême de Pierre-Jean Gilardeau ; parrain M. Jean-Pierre Echeman fourrier au régiment d'Eptine (*sic*), suisse ; présents M^{rs} Nicolas Schemitt et Jean-Baptiste Vautier fourriers du même régiment ; tous signent. (signature SCHMITT fourrier.)

12 avril : Enterrement de François Chattenbrand, de la paroisse de Lemffen, principauté de Porrentruy, servant sa majesté en qualité de soldat dans le régiment suisse Eptingen (*sic*) décédé la veille à l'âge de 19 ans : témoins Jacob Ewiger, sergent, et François-Joseph Ymhoff, sergent, qui signent.

19 mai : Décès de François-Joseph Abat, 23 ans, soldat du régiment de Emptingen (*sic*), suisse, enterré le 20 en présence de M. Jacob Chatelain, fourrier, et de Jean Beaumont, sergent, qui signent.

18 novembre : Mariage de Pierre-Joseph Girardin, originaire de la Suisse, de la Franché-Montaignie, de la paroisse de Porentruie (*sic*) au comté de Basle, actuellement soldat au régiment d'Eptingen suisse, fils de Jean-Pierre, maréchal, et de Marie-Anne Mermide? (Mermode?) avec Anne fille d'Estienne Perruchon journalier et de Catherine Jacques.

III

SINGULIERS PROCÉDÉS D'INSTRUCTION CRIMINELLE

1681, 10 mars. — Michel Bourdier, notaire royal, habitant de Challais, détenu en la prison de Saintes « lequel comme parlant aux personnes de M. Jean Berthus, vice-sénéchal de Xaintonge, et M. Louis de Beaune, procureur du roi au présidial de Saintes, leur a dit qu'aucuns de ses ennemis mortels ayant de concert juré la ruine de sa vie et de son bien, au nombre desquels est le nommé Pierre Gourdry dit La Bardonnaire, luy auroient sucité une fausse accusation de debiter et exposer la fausse monnoye, et sur cette fausse accusation ledit vice-sénéchal a informé de son otorité, à la requête

dudit sieur procureur du roy à la sollicitation dudit La Bardonnrière. Cette prétendue information composée de faux tesmoins, tous fabriqués et couvers de crimes et decrets de prise de corps, sur laquelle l'exposant estant dans la présente ville, passant dans la grande rue, devant la porte dudit sieur vice-sénéchal, icelluy l'auroit appelé dans sa maison, lui demandant s'il ne congnoissoit point un homme de Chastignac, et y ayant l'exposant entré, luy auroit dit qu'il le faisoit son prisonnier. A quoy il n'auroit fait aucune résistance, au contraire, auroit seulement dit qu'il ne desiroit que de savoir sa partie, ne sachant pas pourquoy on le pouvoit retenir, n'ayant jamais commis aucuns crimes de la congnoissance des prévôts et vice-sénéchaux, et à l'instant l'ayant fait fouiller, il se seroit trouvé sur luy en lous d'or une pièce de trente sols et une pièce de quinze sols que le sieur vice-sénéchal croyoit estre faux, qui l'obligea à envoyer chercher le sieur Marion, orfèvre de la présente ville, qui luy auroit fait responce, après l'avoir veu, que le tout estoit for bon. Néanmoins ledit sieur vice-sénéchal l'auroit fait conduire dans lesdites prisons par le nommé Latour, soidisant archer dès le 24 de febvrier dernier, sur les huit heures du matin, sans luy avoir donné aucun exploit, l'auroit laissé la pendant trois jours, sans luy prendre son déclinator, quoy qu'il y soit obligé par l'ordonnance dans les 24 heures, en sorte que comme ledit Labardonnrière, faux tesmoing, sollicitoit ledit vice-sénéchal, il l'a engagé à retarder l'instruction de la justification ou conviction de l'exposant et ne se contentant pas de cela a suborné et fait suborner par des ennemis de l'exposant les faux tesmoins qui ont déposé contre luy, usant mesme de menace contreux pour les engager à déposer faussement. Pour raison de quoy ledit exposant a protesté comme il fait d'informer toutesfois et quantes contre qui il avisera de la nullité, cassation de la proceddure... (*longs reproches contre les dépositions de témoins*).

(*Minutes de Giraudot.*)

Bourdier est encore en prison le 13 avril. Il somme le vice-sénéchal de lui faire son procès, au lieu de le tenir dans « ce cloaque et infecte prison ». Le 21, le vice-sénéchal « par l'avis de messieurs les juges présidiaux dudit Xaintes l'a desclaré quitte et absous de la fausse accusation contre luy mise sus avec despans contre qui il aviseroit... »

Sorti de prison, il somme le procureur du roi « de lui déclarer présentement s'il a des dénonciateurs, protestant à faute de ce de se pourvoir ainsy qu'il avisera... le somme aussi de lui donner son

reçu de la somme de quarante cinq livres qu'il a esté contraint luy payer pour ses conclusions afin d'en avoir la répétition contre qui il appartiendra ». De Beaune répond qu'il n'a d'autre dénonciation que le procès-verbal du vice-sénéchal daté du 6 septembre dernier, à la vue duquel *puisqu'il y avoit des preuves assés grandes* de l'accusation qui avoit été intantée contre le dit Bourdier pour l'intérêt de sa charge celui du public, et n'a pas pu s'empescher à requérir un decret de prise de corps le dit de Beaune ne pouvant pas deviner qu'au récolement et confrontation qui c'est fait dans les cours de la proceddure l'un des tesmoins se retracteroit de sa deposition de sorte qu'à considerer la cellitté (*sic*) du crime qui resultoit tant par ledit proces verbal que par la dite information et à considerer mesme ladite preuve avant la retractation on a pas pu moins faire que de requérir le decret ». Un des témoins a déchargé l'inculpé.

Si Bourdier veut des dommages-intérêts, il faut qu'il s'adresse à ceux qui ont intenté l'action, et non pas au procureur du roi qui n'a fait que « le dhu de sa charge ».

8 mai 1681. — Même sommation de Bourdier à Berthus de lui dire s'il avait un dénonciateur. L'acte ne contient que la signification à Berthus.

Pas de réponse.

CH. D.

IV

CONVENTIONS AYANT POUR OBJET LE REMPLACEMENT DE CONSCRITS

An VII, 16 prairial. — Entre François Vinet d'Archingeay et François Lepaul de La Rochelle. Vinet conscrit de 2^e classe est remplacé par Lepaul moyennant 1572 fr.

- 18 — François Bierge, natif de Saint-Quantin, canton de Felletin (Creuse), remplace Jean Combret moyennant 900 liv.
- 18 — Pierre Daroux de Clairac remplace Pierre Touray moyennant 200 fr.
- 19 — Pierre Bourget de Courson remplace Michel Jarry de Vouhé, canton de Benon, moyennant 288 fr.
- 11 — Jean-Marie Descoins de Rochefort, natif de Rennes, remplace Louis Rouzeau de Saint-Hypolite, moyennant 600 fr. et 96 fr. tous les ans. 200 fr. payés comptant.
- 11 — Jean Tarade, de Saintes, remplace François Mousset,

de Geay, moyennant 1500 fr., dont 300 fr. payés comptant et 1200 fr. lui seront comptés à son retour.

An VII, 14 prairial — Pierre Gautier de Saintes remplace André Moreau moyennant 1500 fr. ; 300 fr. payés, 1200 fr. seront payés à Ouvrard de Saintes, caution, qui en paiera intérêt.

— 15 — Joseph Martineau de Grenoble remplace Thomas Guérinet moyennant 1600 fr., 500 fr. comptant, le reste dans un an sera compté à Gaborit, chapelier à Saintes.

— 11 — Joseph Pasquier, de Saintes, remplacera Jean-Jacques dit Planton de Sainte-Même, moyennant 1300 fr., 300 fr. comptant, le reste au retour.

— 7 — Mathurin Courtin, de Saintes, remplace Jean Begouin, de Reaux, moyennant 1350 fr.

— 8 — Pierre Robert, de Saint-Ciers-sous-Archiac, remplace Jacques-André Durand, de Sainte-Radegonde, moyennant 1200 fr., 200 fr. comptant, le reste au retour avec intérêt tous les six mois.

— 2 — Jean Retaillaud, de la commune de Douhet, canton d'Écoyeux, remplace Jean Durand moyennant 1000 fr., payable au retour ou aux héritiers avec intérêts tous les six mois.

— 4 — Pierre Aquilin Baty, de Saint-Vaise, remplace Pierre Durand de Saint-Sulpice, moyennant 1400 fr.

— 4 — Etienne Jarzat, de Saintes, remplace Jean Boisseau, de Cherac, moyennant 1800 fr., dont 600 fr. payés à l'arrivée de Jarsat au corps, le reste après son retour, à moins qu'il ne trouve une caution.

— 6 — Simon Chollet, de Saintes, remplace Antoine Douhaud de Plassay moyennant 1200 fr., dont 1000 sont déposés chez Auger dit Basset de Saintes qui les comptera à la mère de Chollet sur un certificat du corps où il sera ; les 200 fr. ont été payés de suite.

— 30 floréal. — Garnier, de Saint-Martin-de-Coculet, père de deux enfants conscrits dans la 2^e et la 3^e classe, craignant que le sort ne les appelle à la défense de la République, promet de donner 1200 fr., à Jean Roy, de Saintes, pour qu'il aille à la place de l'un d'eux : savoir 200 fr. à l'instant du départ, 1000 fr. à son retour ou après son décès entre les mains de l'épouse de Roy ou de ses héritiers et cependant l'intérêt tous les ans à

sadite épouse, toujours dans le cas appelleroit un des enfants de Garnier.

An VII, 30 floréal. Jacques Terrien, de Saintes (où il est marié depuis l'an 4), remplace Jean Methion, de Brives, conscrit de 2^e classe appelé par le sort dans les armées, moyennant 1800 fr., dont 100 comptant, 200 fr. au moment du départ et 1500 fr., à son retour ou à son épouse en cas de mort, et cependant l'intérêt par moitié tous les six mois à sa dite épouse.

(Minutes de VANDERQUAND.)

LIVRES ET REVUES

Revue des Deux Mondes, 1^{er} septembre 1918. — *Le transport des marchandises depuis sept siècles*, par le vicomte Georges d'Avenel.

Le transport d'une épinette de quelques kilos coûta au XVI^e siècle 84 fr. de Tours à Cognac.

Les huîtres venaient de Marennes à Paris pour 0 fr. 76 par tonne kilométrique (176...).

Deux distractions : M. d'Avenel place Thouars dans la Charente (p. 180) et dit que « Richelieu (le cardinal), moins avisé en affaires qu'en politique, avait projeté de faire à ses dépens un canal de jonction de la Gironde et de la Seudre, notable ruisseau de l'arrondissement de Jonzac, pour faciliter le commerce de Bordeaux ». Il a confondu Seudre et Seugne. Richelieu eut, en effet, le projet de réunir, à travers ses terres, la Gironde à la Seudre.

Quant aux prix des transports, je puis donner un renseignement précis et curieux. Combien coûtait entre Saintes et Paris un colis précieux ?

1674, 4 juin. — Nicolas Touquoy, receveur des tailles à Saintes, remet à Léonard Gravelle, serviteur et conducteur de la charrette de Jean Gouges, roulier de Tours, un quart de barrique enveloppé de toile en forme de ballot cordé, numéroté, marqué de TL 40 du poids de 5 à 600 pesant ou environ (*sic*) pour être conduit à Paris à M. Le Maigre, receveur général des finances de la généralité de Bor-

deaux dans le délai de 15 jours, au prix de 15 livres par cent pesant.
(Minutes de Giraudot.)

Bulletin de la Société Belfortaine d'Emulation, n° 34, 1915-1916. —
*De la déformation du mot Stabula dans les noms de lieux habités
et de lieux dits, particulièrement en Franche-Comté*, par M. F.
Pajot.

« Le nom d'Etoile (Jura) présente une autre altération du mot
Stabula. Ce dernier nom a donné régulièrement en roman *étaule*,
comme *tabula* tôle, *taule*. C'est sous cette forme d'*Etaules* que *Sta-
bula* est devenu le nom d'un village de la Côte-d'Or.

L'ordre des Trinitaires, par Paul Deslandres, t. II, p. 342.

Le 14 mai 1692 on fixe la fête de saint Eutrope (chapelle de Mar-
seille) au 27 mai au lieu du 30 avril. « Comme dans le martyrologe
on y trouve deux festes de S' Estrope, la première le 30 avril de
S' Estrope martir, et la seconde, le 27 may de S' Estrope évêque et
confesseur, il seroit à propos qu'à l'advenir la feste se solemnisât et
cellébrât audit jour 27 de may de chaque année quy est le véritable
jour de S. Estrope évêque et confesseur, patron dudit hospital, ce
qui auroit esté approuvé. »

Jusqu'alors les recteurs l'ont célébrée tantôt le 1^{er} mai ou le
1^{er} dimanche de mai ou autres jours, le peuple ne sachant pas le
jour, la dévotion a relâché... on ne recouvre aucune aumône, ce qui
est au désavantage dudit hôpital et des pauvres. (Trinitaires de
Marseille, registre 22, fol. 71.)

p. 345 : L'église de Saint-Victor à Toulouse, appartenant aux Tri-
nitaires, fut consacrée le 27 avril 1511 par Mgr Eustache evesque
de Xaintes, à l'honneur de Ste Trinité. (Extrait de l'*Histoire du cou-
vent de Toulouse* par Grégoire Reynès, 1692.)

M. A. Prinset a présenté à la séance du 12 juillet 1916 un écu d'or
à la couronne, frappé pour le dauphin Charles, le futur Charles VII,
qui porte, comme différent, une lettre que l'on a prise pour une F.
On en a conclu que cette pièce, qui présente le style propre aux
monnaies de La Rochelle, avait été forgée dans l'atelier temporaire
de Fouras, supprimé en 1431. En réalité, la lettre est un R. On
pourrait y voir l'initiale du nom de La Rochelle et penser que l'écu
a été frappé en cette ville. (*Bulletin de la Société des Antiquaires de
France*, 1916, p. 281.)

BIBLIOGRAPHIE

ALPHAUD (Gabriel) : *La France pendant la guerre 1914-1918*, 2^e série : Alsace — Guyenne et Bordeaux — Angoumois — Aunis et Saintonge — Ardennes, etc. — Paris, libraire Hachette, 1918, un volume in-16.

Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, tome XLV. Rochefort-sur-Mer, imprimerie Thèze, 1918 (pour 1914), in-8, xvi-332 pages, une carte.

Il a été mis à part quelques feuilles contenant le *Journal de Reveillaud*, *La levée* et le *Pouillé*, en vue de les faire relier séparément.

AUBRAY (Gabriel) : *Ecclesia purpurata*. — Paris, Beauchesne, 1918, in-8, 32 pages.

AUDIAT (Gabriel) : *Un bon ouvrier de vérité : M. l'abbé Uzureau et le serment de Liberté-Egalité*. — Angers, imprimerie J. Siraudau, 1918, in-8°, 15 pages.

DANGIBEAUD (Charles) : *Minutes de notaires, notes de lecture*, tome I. — La Rochelle, imprimerie Noël Texier, et Ligugé, imprimerie Aubin, s. d., in-8, 332 pages, avec deux tables.

Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

FORSANT (Octave). *L'Ecole sous les obus, pages vécues du martyre de Reims*. — Paris, librairie Hachette, imprimerie Lahure, 1918, petit in-8, 82 pages, 13 planches hors texte.

M. Forsant, originaire de Clion, est inspecteur primaire de Reims. La guerre ne l'a pas éloigné de la ville martyre, il a assisté au bombardement pendant trente mois, et pendant trente mois il a organisé les écoles dans les caves des négociants en vins. C'est l'histoire presque au jour le jour de cette longue période d'enseignement sous les obus qu'il raconte jusqu'au 31 mars 1917, jour où commencèrent les effroyables bombardements à raison de 30.000 obus en une semaine. Les écoles durent être fermées.

JEAN LE SAINTONGEAIS : *Saint Germier sous-diacre de Saintes et évêque de Toulouse*. — Ligugé, imprimerie E. Aubin, in-8°, 19 pages. Extrait de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*.

LEMONNIER (Chanoine P.). *Martyrologe de la Déportation ecclé-*

siastique à Rochefort-sur-Mer. — Rochefort-sur-Mer, Société anonyme de l'imprimerie Ch. Thèze, 1917, in-8, LIII-164 pages.

Une préface (IX-LIII) nous dit pourquoi les « Martyrs de la Révolution » furent oubliés, raconte les phases de l'œuvre du monument commémoratif, puis résume les « lois de la persécution ». Les notices biographiques, publiées à la suite, sont, pour une grande partie, le résumé des documents qui ont été envoyés à l'auteur. Elles sont signées du nom des ecclésiastiques qui en ont fourni les éléments. Les notices non signées ont été rédigées avec les notes recueillies par l'auteur dans les dépôts d'archives ou qui ont été envoyées isolément. C'est le second volume et le complément du volume déjà annoncé et publié dans cette *Revue* sous le titre de la *Déportation ecclésiastique*.

Le moins que l'on en puisse dire, c'est qu'il y a dans ce volume une somme de travail, de recherches, énorme sur des hommes qui la plupart n'ont rien de bien marquant, qui par conséquent présentent les plus rebutantes difficultés. La foi soulève les montagnes, M. le chanoine Lemonnier a la foi.

MESNARD (Amédée) : *Pourquoi notre matinée récréative?* — Prologue en vers dit à une matinée récréative donnée à l'hôpital 105 de Saint-Jean-d'Angély le 11 août 1918. — Saint-Jean-d'Angély, imprimerie Daviaud, in-8, 4 pages.

REVEILLAUD (Eugène) : *Poèmes patriotiques et stances sur les peuples engagés dans la guerre mondiale.* — Paris-Nancy. Berger-Levrault imprimeurs, 1918, in-16, 210 pages.

Il existe une seconde édition avec des corrections.

SAGOT DU VAUROUX (Mgr) : *Guerre et Patriotisme.* — Paris, Bloud et Gay, 1918, un vol. in-12.

Conférences faites par l'auteur dans le diocèse d'Agen et réunies en volume pour répondre au succès qui les a accueillies.

THIBEAUDEAU (abbé A.). *Souvenirs de guerre. Cercle Saint-Joseph-Abel Malterre.* — *Trois de la même famille* (Gabriel Seguin, Léon et Henri Rondeau), — *André Marchand*, — *l'abbé Paul Dâcorps*. Pons, Externat rue des Jacobins. Rochefort-sur-Mer, imprimerie Ch. Thèze, 1918, in-16, 110 pages.

Choix de lettres écrites du front par ces jeunes gens tous emportés par l'horrible chevauchée de la Mort. Mais quel enthousiasme! quelle vaillance! quelle foi solide dans la victoire au milieu des jours sombres d'inquiétude! quelle résignation! C'est très beau et très émouvant, comme tout ce qui est vrai et vécu.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE FÉVRIER 1919

AVIS ET NOUVELLES : Admission ; distinction ; cotisations de l'année ; *Moniteur de la Saintonge* ; imprimerie Thèze ; changement de noms de rues à Rochefort ; étude de M. Bouyer ; hymne ; centenaire de la Providence de Saintes.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL : *Errata* ; M. Lasne ; M^{re} Duret ; M^{re} Beauchet-Filleau ; colonel Bertrand ; M. Lenègre ; M^{re} de Maulette ; docteur Rogée-Fromy ; M. Silvestre ; M. L. Bouyer ; **NÉCROLOGE DE LA GUERRE.**

VARIÉTÉS : *Petit de Bertigny*, par M. Ch. Dangibeaud. *En suivant la frontière d'une cité gallo-romaine*, par M. C. Jullian. *Une adresse d'un groupe d'élèves du collège de Saintes à l'Assemblée législative*, par M. G. Audiat. *Introduction à l'histoire des évêques de Saintes*, par M. Depoin.

QUESTION : *Au qui l'an neuf*, par M. E. Réveillaud.

LIVRES ET REVUES : *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure* : Philippe de Mazerolles.

AVIS ET NOUVELLES

Admission : M. Charles Blanchet, avenue Jourdan, Saintes, présenté par M. Abel Mestreau.

Notre confrère, M. Babinot, adjoint au maire de Saintes, vient d'être fait chevalier de la Légion d'honneur, juste récompense de dix-sept années de fonctions électives très absorbantes (4 février).

Les cotisations de l'année 1919 — dix francs — seront recouvrées par la poste à partir du milieu de mars.

Le *Moniteur de la Saintonge*, qui avait cessé de paraître depuis le 30 octobre 1914, reprend sa publication (5 janvier 1919), mais reste hebdomadaire jusqu'à nouvel ordre.

La Société de l'imprimerie Charles Thèze, à Rochefort, entrée en liquidation par suite du décès de M. Ch. Thèze, a été vendue avec *Les Tablettes* en novembre 1918 à M. Milleret, demeurant à Paris, rue Newton n° 7, qui a publié dans les *Tablettes*, pendant la guerre, des articles militaires sous le pseudonyme de Bourcet.

Dans sa séance de décembre 1918, le Conseil municipal de Rochefort a décidé de donner le nom d'Emile Quesnel au quai Sud-Est du bassin n° 3.

Emile Quesnel, tué pendant la guerre. « Entré dans la Société Leps au moment où cette société allait s'unir à la maison Hailaust et Gutzeit, travailleur infatigable, organisateur hors ligne, sachant tirer de la main-d'œuvre le meilleur parti possible, possédant le sens des affaires, il fut un véritable transformateur de l'industrie du port de commerce de Rochefort ». (Voir *Tablettes des Deux-Charentes* du 10 décembre 1918.)

Il décide en outre d'appeler Pierre-Loti la partie de la rue Chanzy qui va de la rue Clémot aux remparts ; l'avenue de la Cabane-Carrée prendra le nom de Ponty, gouverneur général de l'Afrique Occidentale, né à Rochefort, décédé à son poste en 1915 ; l'avenue de Royan s'appellera avenue des Poilus ; l'avenue Lesson, avenue Rochambeau ; le bassin n° 2, bassin de l'ingénieur Guillemain ; l'avenue de la gare, avenue du Président Wilson.

Les *Tablettes* du 21 décembre 1918 ont publié le rapport du Dr Burot relatif à la nouvelle rue Pierre-Loti. Il nous apprend notamment qu'il suffit d'être *immortel* pour mériter une plaque bien qu'on ne soit pas mort. A Stamboul une rue porte le nom de Pierre Loti. Ce nom se trouve inscrit à la proue de grands voiliers ou de yachts de plaisance. Ce rapport est d'ailleurs intéressant.

La *Nouvelle Revue* (dont M. Léonce Grasilier est secrétaire) a commencé, le 15 décembre 1918, une étude de notre regretté confrère M. Léon Bouyer, intitulée *Une intrigante et son mari au XVIII^e siècle, la marquise et le marquis de Monconseil*.

Dans un concert de Paris — on ne cite pas le nom — dimanche 10 novembre 1918, un hymne patriotique intitulé *Les Rochelais* de M. Léonce Grasilier, pour le poème, et de M. Rudelin pour la musique, a été chanté par Mme Flandre et M. Briard de l'Opéra.

Le 21 novembre 1918, le couvent de la Providence de Saintes a

fêté le centenaire de sa fondation. Monseigneur Eyssautier, qui présidait, a rappelé que « le 29 septembre 1817 naquit la Congrégation. Il y a donc cent ans bien révolus. Un prêtre lorrain, ancien professeur, après avoir souffert pour la foi les douleurs de l'exil, devenu curé de Saint-Pierre de Saintes, en conçut l'idée. Cette idée n'a pas changé, pas plus que le nom de *Sainte-Marie de la Providence* dont il nomma le berceau. Il s'agissait d'adorer, de méditer, d'imiter la Providence sous les traits du Verbe incarné, le Fils de Marie, mais dans une des prédilections les plus marquées de son cœur, aimant, bénissant, instruisant les enfants. Quand naquit l'Institution, il y avait autour du prêtre fondateur, M. de Rupt, trois ouvrières de cette œuvre : Elisabeth Vassal, supérieure, Justine Salmon, sœur de chœur, Jeanne Soullignac, sœur converse. Les progrès furent rapides. De l'humble réduit qu'elles habitaient rue Saint-Pierre, elles gagnèrent bientôt, rue de l'Evêché, une maison plus spacieuse, qui s'appelle encore la *Petite Providence*. Et la septième année, en septembre 1824, la communauté déjà nombreuse montait ici, au capitole romain où les attendait un vaste bâtiment, ancien Carmel, superbement agrandi depuis. Elle trouvait là, dans le souvenir d'Estelle, la vierge martyre, fille du gouverneur, un modèle idéal pour les enfants à élever. Dès le début, Mgr Paillou, évêque de la Rochelle, avait approuvé la Congrégation. Le grain de sénévé était un bel arbre ».

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

ERRATA : M. Girard, sénateur, n'a pas été avoué et maire à Niort, mais à Melle.

M. de Coffinières était le frère de Madame Anatole de Bonsonge.

Notre confrère M. Lasne, Charles-Fernand, ingénieur en retraite des Ponts et Chaussées, chevalier de la Légion d'honneur, né à Paris le 14 septembre 1837 (VII^e arrond.) de Nicolas-Charles et de Boulesteix Héloïse-Eugénie, est décédé le 30 avril 1918. Il laisse deux filles vivantes M^{me} Mignet et Beillet ; une troisième, M^{me} Massiou est décédée.

Le 13 août 1918, est décédée à Saint-Germain de Marencennes Madame Duret, mère de feu Edmond Duret.

Madame Beauchet-Filleau, née Rosalie du Deffant, âgée de près de cent ans, mère de notre confrère M. Paul Beauchet-Filleau, est décédée le 13 octobre 1918.

Le colonel Bertrand, Achille-Léopold, officier de la Légion d'honneur, officier d'Académie, est décédé à Saintes le 25 octobre 1918, âgé de 66 ans, né à Rioux. Il fit de brillantes études au collège de Saintes, prépara, outre le baccalauréat ès lettres, celui des sciences qu'il travailla seul, et réussit brillamment dans les deux à Poitiers. Entré au lycée Saint-Louis, à Paris, il tint de suite la tête de la classe de Mathématiques spéciales et fut reçu à l'école Polytechnique dès la première année, lui et un camarade d'études, sur 50 candidats présentés. Il sortit de l'Ecole Polytechnique dans le Génie avec la promotion 1872, ayant pour ancien le futur maréchal Joffre, et pour conscript le futur maréchal Foch.

Envoyé comme lieutenant à l'école de Montpellier, il fut nommé capitaine à 25 ans.

Le capitaine Bertrand, qui avait déjà montré une grande érudition et une solide instruction technique à l'Ecole du 2^e régiment du génie, à Montpellier, fut appelé au Dépôt des Fortifications à Paris en 1882.

Placé ainsi à la source même des documents de toute nature intéressant l'arme, il y prit rapidement un rôle prépondérant, en rédigeant des avis toujours judicieux et marqués au coin du bon sens. Il contribua largement aux nombreux travaux de cette savante compagnie, en collaboration en particulier avec le colonel Goulier, soit à l'élaboration de l'école de levers, soit à la confection du *Mémorial des Fortifications* et de l'aide-mémoire du génie. Il a fait partie de la Commission des Poudres et Salpêtres, où ses travaux ont toujours fait état parmi les ingénieurs sous la présidence de MM. Berthelot puis Sarraut, membres de l'Institut.

Après la substitution, en 1886, du Comité du génie et de la Section technique au Dépôt des Fortifications, il continua ses travaux de toutes sortes et créa, en 1887, la *Revue du Génie militaire* qui remplaça le *Mémorial*. Cet organe, qui parut d'abord tous les deux mois, prit un rapide essor, et on jugea opportun, en 1895, de le rendre mensuel.

Très versé aussi bien dans les langues mortes que dans les lan-

gues vivantes, le capitaine, devenu commandant Bertrand, sut imprimer au nouveau recueil une valeur toujours croissante. Très appréciée dans les armées étrangères, la *Revue du Génie militaire* trouva sa place marquée dans toutes les bibliothèques techniques et s'échangea avec les principales revues françaises et étrangères.

Cependant, lorsqu'il fut nommé lieutenant-colonel, on dut envisager pour lui une situation en rapport avec son nouveau grade. Sa vaste érudition et ses services antérieurs le firent désigner pour remplacer le colonel Renard au Laboratoire et aux ateliers d'aérostation de Chalais-Meudon. Transplanté dans un milieu relativement nouveau pour lui, il réussit à y faire prévaloir ses idées, tout en continuant à mener à bien la tâche commencée par son illustre prédécesseur.

Des fonctions plus importantes encore devaient lui être confiées, car étant déjà colonel, on lui donna le poste de Directeur du matériel de guerre du génie. Toutefois, il ne devait pas le conserver très longtemps et, hanté par le désir de se plonger dans les études abstraites et de goûter un repos bien mérité au milieu des livres qu'il s'était plu à collectionner pendant toute sa vie, il demanda prématurément sa mise à la retraite.

Le 2 août 1914, le colonel Bertrand rejoignit son poste de mobilisation à Lyon, où il était nommé Directeur du Service des Etapes pour l'armée de l'Est, service qu'il avait préparé minutieusement l'année précédente par des conférences faites aux officiers de la région lyonnaise.

Malheureusement la nécessité de monter à cheval l'arrêta bientôt dans une besogne trop pénible pour l'état de sa santé. Il fut atteint d'une phlébite grave qui l'obligea à abandonner trop tôt un poste qu'il avait malgré tout accepté et entrepris avec courage, entraînant et surtout espérance de la Victoire dont il a pu voir luire l'aurore avant de mourir.

Son fils unique Pierre Bertrand, né le 23 janvier 1891, a été tué à la tête de sa section au 37^e régiment d'infanterie, au combat de Morhange, le 20 août 1914. Ce jeune homme laisse en manuscrit un recueil de Sonnets, dont quelques-uns ne manquent pas de talent et de flamme patriotique.

M. Louis Lenègre, principal du collège de Saintes, âgé de 54 ans, né à Egliseneuve d'Entraigues (Puy-de-Dôme), est décédé le 27 novembre 1918.

Il était entré à l'Université à vingt ans, comme répétiteur au lycée

de Châteauroux, puis il alla au lycée de Montluçon. En 1888, reçu licencié ès lettres-philosophie, il fit un séjour de deux ans au lycée de Tulle et vint à Bordeaux compléter ses études. En 1893, il fut envoyé comme professeur au collège de Blidah, d'où il passa à celui de Condé-sur-Noireau, puis à Avranches, où il enseigna la philosophie pendant six ans. Principal à Verdun en 1901 ensuite à Blois en 1907, il fut nommé à Saintes en 1911.

Il laisse une fille mariée à M. Connoué.

Voir l'*Indépendant* du 5 décembre.

Le 6 décembre 1918, est décédée, à Paris, à l'âge de 77 ans, Madame Petau de Maulette, épouse en premières noces de M. Rang des Adrets, né à la Rochelle, mort au feu en 1870.

Cette dame était la mère de notre confrère M. Rang des Adrets, préfet des Deux-Sèvres. L'enterrement a eu lieu à Saint-Georges de Didonne (Charente-Inf.).

Est décédé à Saintes, le 8 décembre 1918, le docteur Anatole-Georges-Léonce Rogée-Fromy, chevalier de la Légion d'honneur (23 février 1916), ancien médecin-chef de l'hôpital auxiliaire n° 2. L'inhumation a eu lieu à Saint-Jean-d'Angély. Voir l'*Union nationale* de Saint-Jean-d'Angély pour les discours prononcés sur sa tombe.

Il laisse deux filles : Mmes Barrois et Duret. Il avait perdu un fils.

Le docteur Rogée s'était acquis la réputation d'un excellent chirurgien ; il fut en outre un conseiller municipal assidu aux séances. Bien qu'exempt de toute obligation militaire, il fut appelé en raison de son grade élevé comme médecin-chef de l'hôpital de Saintes.

Le 14 décembre 1918, est décédé à Rochefort le commandant Pierre Silvestre, ancien directeur des services civils et politiques de l'Indo-Chine, ancien secrétaire général de la Société de Géographie de Rochefort.

Il avait épousé Mlle N. Cartat.

Notre sympathique confrère, M. Léon Bouyer, l'avocat bien connu, vient d'être subitement enlevé à l'affection des siens, dans la soirée du 21 décembre 1918, en gare de Saint-Jean-d'Angély.

Ce décès inattendu a attristé ses très nombreux amis et laissera un vide réel parmi nous.

C'est, en effet, une physionomie bien saintaise qui disparaît, aussi croyons-nous devoir lui adresser un adieu suprême et un souvenir ému.

Léon Bouyer était né à Saintes, rue Eschassériaux, n° 6 (aujourd'hui rue de l'Hôtel-de-Ville) (1) le 16 juin 1865, du mariage de M. le docteur Marcel Bouyer et de Madame, née Marie-Lucie Beson.

Après avoir commencé au collège de sa cité natale ses études qu'il continua au collège Sainte-Barbe de Paris, puis à celui de Sorèze (Tarn), et avoir obtenu son diplôme de licencié en droit devant la Faculté de Paris, il prêta serment comme avocat le 16 octobre 1888. Stagiaire au barreau de notre ville à partir de cette époque, il fut admis au tableau le 4 décembre 1891 et, devenu le bâtonnier de l'ordre le 29 octobre 1906, il fut réélu le 4 novembre 1907.

Il ne tarda pas à se faire remarquer au palais par la facilité et la chaleur de son élocution, par sa parole vibrante et imagée, par sa verve spirituelle, souvent humoristique, par ses fines et promptes reparties, mais l'étude de *Dalloz* et des *Pandectes Françaises* ne pouvait absorber toute son activité. Causeur brillant et agréable, doué d'une mémoire prodigieuse et d'une féconde imagination, il se livra au culte de la « Muse gentille », sans négliger entièrement les « loix de la Sainte Thémis ». D'abord collaborateur à la *Rosée* (2), il apprit très vite à manier la rime avec dextérité et devint un bon faiseur de vers.

Deux recueils de sonnets, les *Tailleurs d'Images* (3), où il sut « faire revivre toute la ferveur et le naïf symbolisme » (4) des maîtres sculpteurs de nos vieilles cathédrales, et les *Cyclades* (5), évocation de la Grèce antique, attirèrent sur lui l'attention des lettrés.

(1) La maison est actuellement habitée par M. Suc, archiprêtre de l'église Saint-Pierre.

(2) La *Rosée* « organe de la Société littéraire de France pour la Charente-Inférieure et les départements limitrophes », avait été fondée, à Saintes, par M. Amédée Targé, alors professeur au Collège de cette ville, qui en fut le directeur. Son rédacteur en chef était M. Max Tiple. — Cette revue parut de janvier 1884 (n° 1) au 15 août 1885 (n° 27), moment où elle fusionna avec la *Gerbe* qui se publiait depuis 1883 à Bourgouin (Isère).

(3) *Les Tailleurs d'Images*, 8 sonnets, plaquette tirée à quelques exemplaires (Imprimerie Gay, Saintes, 1899, in-8°, 8 pages). Ces poésies ont été reproduites dans le *Mois littéraire et pittoresque* de mai 1903.

(4) Gabriel Audiat, *La jeune Saintonge poétique*, dans la *Revue de Saintonge*, tome XX, 1900, page 47.

(5) *Les Cyclades*. Paris, Alphonse Lemerre éditeur, in-12 carré, 36 pages.

C'est principalement dans les *Cyclades*, où l'on sent l'influence de J. de Heredia, l'auteur des *Trophées*, dont il était l'ardent admirateur, qu'il a fait preuve de l'inspiration la plus élevée et qu'il s'est montré animé du plus pur idéal.

Rappelons encore, pour mieux mettre en relief toute la souplesse de son talent poétique, qu'il est l'auteur d'un grand nombre d'autres poésies, dont voici quelques-unes : *La Légende du Lac* (musique de M. Canton); *la Fée de Châtelailhon, conte pour ma fille* (Saintes, Prévost, 1908) (1), reproduite dans la *Revue des Poètes*; *les Dotéances de la cloche, à-propos pour le diner annuel du quatuor à cordes saintais* (Prévost, 1902); *Nocturne*; *la Chanson de Pierrot*; *la Chanson d'Arlequin*, ces trois dernières parues dans la *Nouvelle Revue* (Madame Edmond Adam, née Juliette Lamber, fondatrice).

Peu de temps après la défaite des Allemands sur la Marne il composa la *Bataille perdue*, amusante variation sur la *xvi^e orientale* de Victor Hugo. En voici la première strophe où il met dans la bouche de Guillaume II, le Kaiser sanglant, les paroles suivantes :

Vieux dieu, qui me rendra ma kolossale armée,
Par des flots de champagne et d'éther allumée,
Qui marchait sur Paris dans des reflets d'acier,
Et que j'ai vue ensuite aux plaines de la Marne
En un de ces jours noirs où le destin s'acharne
Foutre son camp comme un caissier ?

En même temps qu'il faisait vibrer les cordes du luth sacré, Léon Bouyer, esprit chercheur et curieux de tout ce qui rappelait le passé de son pays natal, écrivait dans un style coloré, vraiment personnel, des études attachantes sur son histoire locale à laquelle il s'intéressait passionnément. Citons notamment deux d'entre elles, imprimées dans la *Revue de Saintonge et d'Aunis* : *Jehan Lebas*, le constructeur de la grande fenêtre de l'ancien couvent des Jacobins de Saintes (1^{er} avril 1914); *le Régiment du Prince-Evêque de Bâle à Saint-Saturnin de Seschaud* (1^{er} avril 1916).

Il avait terminé récemment une importante étude sur le marquis et la marquise de Mo~~nt~~conseil, qui lui a nécessité de multiples recherches et dont la *Nouvelle Revue* vient de commencer la publication dans son numéro du 15 décembre 1918 sous le titre : *Une intrigante et son mari au XVIII^e siècle*.

(1) Afin de couper les ailes à un canard (que ce pauvre Bouyer n'aimait guère), nous dirons que la *Fée de Châtelailhon* a été faite en 1904 — sans promenade à Châtelailhon — d'après la légende recueillie par M. Musset, sur les instances d'un de nos confrères pour un manuscrit des *Légendes de Saintonge* qu'il composait et illustrait. Bouyer l'a allongée un peu pour son édition et en la dédiant à sa fille.

Il était président de la *Ligue Française* (section de Saintes), vice-président de la *Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*, membre de la *Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis* et de celle du *Vieux Paris*.

Plein de zèle pour les intérêts de sa cité natale, il avait créé le syndicat d'initiative de Saintes dont il fut choisi pour président.

C'est également grâce à lui que se constitua la *Société des Monuments Saintongeais*, dont il accepta la présidence et qui s'est formée par acte de M^e Forlacroix, suppléant légal de M^e du Chastenet, notaire à Saintes, le 29 janvier 1918, pour acquérir des meubles et immeubles, ayant un caractère historique et archéologique, situés dans l'arrondissement de Saintes, et tout d'abord faire l'acquisition de la maison Henri IV, dite aussi du Présidial (1), appartenant à M. Samuel Bellot fils, et située rue Victor-Hugo, n° 32.

Notre distingué concitoyen n'est plus ! Il est tombé soudainement frappé par le mal encore dans la vigueur de l'âge et en plein épanouissement de la vie ! Mais si la mort impitoyable a pu, de son souffle brutal, éteindre, comme un flambeau, sa lumineuse intelligence, elle sera impuissante à abolir la mémoire de celui qui ciselait avec tant d'amour et tant d'art les rimes d'or d'un sonnet ; de celui qui avait, brûlant au cœur, le double amour de la douce France, sa grande patrie, et de Saintes, sa chère petite patrie d'origine.

M. Léon Bouyer s'était marié, à Saintes, le 19 avril 1893, avec Mlle Marthe-Renée-Hélène Julien-Laferrière, fille de M. Guillaume-Alexis Julien-Laferrière, notaire en cette ville, et de dame Marie-Thérèse Drillhon. De cette union est née, à Saintes, le 2 novembre 1894, une fille, Mlle Marcelle-Madeleine Bouyer.

Les obsèques de notre confrère ont été célébrées au milieu d'une grande affluence, le 24 décembre, à 9 h. 1/2 du matin, dans l'église de Saint-Pierre. Les cordons du poêle étaient tenus par MM. Gaston Tortat, juge-doyen au tribunal civil ; Fernand Brejon, avocat du barreau de Saintes ; Maurice Martineau et Paul Vallein, négociant à Chermignac. L'inhumation a eu lieu au cimetière Saint-Vivien, dans le caveau de famille. Selon les volontés expresses du regretté défunt, aucun discours n'a été prononcé sur sa tombe.

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

(1) D'après un renseignement, puisé à source sûre, M. Bellot aurait, au mois de décembre 1917, consenti à la Société une promesse de vente qui n'a pas encore été réalisée en acte authentique.

NÉCROLOGE DE LA GUERRE

POUR LA CHARENTE-INFÉRIEURE

En réunissant des notes prises un peu au jour le jour, nous n'entendons pas être complets. Nous ne donnons que celles qui présentent quelques précisions. Cette liste déjà longue aurait pu l'être davantage, hélas ! mais il nous a fallu laisser de côté quantité de noms. Les journaux n'annonçaient souvent une mort que longtemps après l'événement et avec une discrétion, un mystère, qui enlevaient à peu près tout intérêt à leurs notes. Nous n'avons pu les compléter toutes, parce que nos lettres et nos appels sont restés la plupart du temps sans réponse. Nous accueillerons donc toute addition et toute rectification.

1914

M. Bouyer (Paul), capitaine de réserve au 300^e d'infanterie, ancien capitaine au 6^e de ligne, conseiller d'arrondissement, adjoint au maire de Breuillet, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la médaille de Tunisie, officier d'Académie, âgé de 56 ans, tué aux combats de Florenville et Carignan (Ardennes) le 24 août 1914.

Le commandant François de Bremond d'Ars, chef d'escadrons au 14^e hussards, chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la Croix de guerre, ancien attaché militaire de France en Grèce, a été tué à Ethé le 22 août 1914, et enterré à Latour (Belgique). Il était fils du colonel de Bremond d'Ars et avait épousé Mme Dumesnil. Il laisse une fille.

M. Paul Decharme, avocat à la cour d'appel de Poitiers, fils de Alphonse Decharme, directeur honoraire de la Banque de France, et de Suzanne Romieux, parti sergent au 325^e régiment d'infanterie, tué le 11 septembre 1914 au cours d'un violent combat à la lisière de la forêt de Champenoux ; âgé de 30 ans.

M. Giraudias, Marie-Louis-Edouard-André, fils de M. Marie-Joseph Jean-Louis, et de dame Marie-Adèle Amouroux, âgé de 24 ans, a été frappé d'une balle en plein cœur le 26 septembre 1914, au combat de Thuisy, dans la Marne.

M. Giraudias, Marie-Charles-Robert-Etienne, fils de Jules-Eugène,

notaire à La Mothe-Saint-Héray, et de feu Marie-Alphonsine Prouhet, âgé de 31 ans, frappé d'une balle à la tête, le 4 novembre 1914, au combat de Saint-Julien.

M. de Laage de Meux, chef de bataillon au 19^e infanterie, a été tué le 22 août 1914, en enlevant brillamment son bataillon à l'attaque d'un moulin, au moment où il abordait la position.

M. Maurice de Laage de Luget, chef d'escadrons de cuirassiers ; tué le 28 septembre 1914.

M. Lacour (Raymond), soldat réserviste au 123^e régiment d'infanterie, blessé le 15 septembre 1914 à Craonne, est décédé le 27 à l'ambulance du lycée Janson-de-Sailly à Paris, âgé de 31 ans (né le 8 mars 1882 à Saintes). Ses obsèques ont eu lieu à La Rochelle le 4 octobre. Il était gendre de M. Bergerat, pharmacien à La Rochelle.

Monsieur Jehan de Latour de Geay, colonel breveté du 13^e dragons, chevalier de la Légion d'honneur, tué d'un éclat d'obus le 11 octobre 1914 à La Couture, près Béthune. Né à Geay. Il était entré à Saint-Cyr en 1877. Il épousa en 1885 Madeleine Huet, de qui il eut quatre fils, et, en 1902, Eléonore de Neufville, de qui il eut un fils Paul.

Le 2 novembre 1914, est mort sur le champ de bataille à Ypres, en Belgique, tué par une balle, après avoir été porté à l'ordre du jour et proposé pour le grade de commandant, Jean de Lestrangé, capitaine au 6^e régiment de dragons, chevalier de la Légion d'honneur. Né au château de Saint-Maigrin, canton d'Archiac, le 21 décembre 1865, fils de Frédéric de Lestrangé et de Marie-Cimar de Palaminy décédés ; il avait épousé, le 27 juillet 1911, Marie-Thérèse Anginieur, fille de Camille Anginieur et de Charlotte Dupasquier, et laisse deux fils : Guy, né à Dinan (Côtes-du-Nord) le 26 mai 1912, et Bertrand, né également à Dinan le 9 mars 1914.

M. Jean Massiou, capitaine, décédé le 24 août 1914 des suites des blessures reçues le 21 à Arcimont (Belgique). Il était fils de M. Massiou architecte.

M. Poissonnier, Henri-Charles Joseph, caporal au 6^e régiment d'infanterie, licencié en droit, diplômé de l'École des Hautes Études commerciales, âgé de 21 ans, tué à Walcourt (Belgique), le 23 août 1914. Il était fils de M. le commandant Poissonnier.

Colonel Potel, commandant la ...^e D. R., mortellement blessé le 28 août 1914, « alors que, sous un feu violent de mitrailleuses et d'obusiers, il se portait en avant des lignes pour essayer de découvrir lui-même l'artillerie ennemie qu'il était chargé de contre-battre ». Il était fils du colonel du génie Amédée Potel ; sa mère habitait La Rochelle.

Général Raffenel, tué le 22 août 1914 à Neuschâteau (Belgique) ; il avait épousé Mlle Surraud à Saintes.

M. Henri Tercinier, décédé à Rochefort le 13 décembre 1914, des suites d'une maladie contractée au service. (Voir *Revue*, XXXV, p. 2.)

1915

Docteur Atgier Émile, décédé le 20 décembre 1915, âgé de 65 ans, à l'hôpital militaire d'Amélie-les-Bains où il avait été envoyé à la suite d'une longue et douloureuse maladie contractée au front de l'Yser. Il était retraité depuis huit ans quand la guerre éclata. N'écoutant que son patriotisme, il reprit du service comme médecin principal.

Né à Paris en 1850, ancien élève de Montlieu et de Pons, docteur en 1876, officier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre, M. Atgier a été médecin au 137^e de ligne, au 11^e cuirassiers, au 135^e et au 120^e d'infanterie. Il fut médecin major en 1888. Il s'est fait apprécier comme président de la Société préhistorique de France et vice-président de la Société d'Anthropologie.

D'une famille originaire de l'île de Ré, il présidait la Société des « Rétais de Paris », fonda et organisa le Musée Cognacq à Saint-Martin-de-Ré.

Il a publié de nombreuses brochures tant sur le préhistorique que sur l'histoire de sa petite patrie. Nous les avons signalées au fur et à mesure de leur publication, et le *Recueil de la Commission* en a dressé la liste (tome XIX, p. 220).

Il laisse une fille, Mme Hernette Emmanuel.

M. Maurice Bordage, chef de cabinet du préfet de la Sarthe, caporal au 8^e colonial, tué à l'ennemi le 4 février 1915, âgé de 28 ans. Il était fils de M. Onésime Bordage, ancien pasteur de l'Eglise réformée de Saujon, actuellement à Nîmes.

M. Armand d'Aussy, chef de bataillon, a été tué le 25 septembre 1915. Frère de M. d'Aussy, avocat.

M. Charles Ballande, lieutenant de vaisseau, chevalier de Légion d'honneur, aide de camp de l'amiral Sénès, âgé de 36 ans, né à Etaules, périt sur le *Léon-Gambetta* le 26-27 avril 1915. Pendant la campagne du Maroc de 1901, sa brillante conduite lui avait mérité le surnom de « héros de Casablanca ».

M. Barot, sous-lieutenant au 226^e régiment d'infanterie, fils de M. Barot, entrepreneur de menuiserie, ancien capitaine des pompiers à Saintes, tué dans les combats de la fin de septembre 1915.

M. Boisson, Paul-Maurice, fils de Anselme Boisson et Alice Bibard né à Champagnolles (Char.-Infér.) le 22 septembre 1887.

Entra au collège de Pons en octobre 1898, où il resta deux ans pour entrer au lycée de Rochefort suivre le cours spécial de préparation à l'École navale. Il passa cinq ans dans cet établissement et alla la sixième année au lycée Saint-Louis à Paris. C'est là qu'il subit ses examens d'entrée au *Borda*, où il était admis en octobre 1906, et deux ans après sortait « aspirant » à bord du *Duguay-Trouin* où il resta un an pour aller ensuite au Sénégal en mission hydrographique à bord du *Goëland*. Rentré en France, il embarqua sur le *Gaulois*, où il fut nommé en 1911 enseigne de vaisseau de première classe. C'est en cette qualité, cette même année, qu'en rade de Toulon, il coopéra activement au secours du *Liberté* et sut par son courage et son sang-froid mériter la médaille d'argent de 1^{re} classe et la proposition pour chevalier de la Légion d'honneur.

En 1912, il fut désigné pour l'Extrême-Orient, à Saïgon, à bord du *Pistolet* et du *Mousquet*. A son retour, en 1913, il suivit pendant un an les cours de l'École de canonage à Toulon et sortit officier canonnier breveté.

En juillet 1914, il s'embarquait sur *Léon-Gambetta*, sur lequel il partit lors de la déclaration de guerre, et trouva une mort héroïque dans le canal d'Otrante dans la nuit du 26 au 27 avril 1915. Le cuirassé *Léon-Gambetta*, torpillé par un sous-marin autrichien, sombra dans l'espace de dix minutes, et tous les officiers furent engloutis aux cris de : « Vive la France ! »

Son corps fut retrouvé et inhumé le 29 ou 30 avril à Santa-Maria di Leuca.

M. Bouygues Etienne-Michel-Pierre, âgé de 29 ans (né à Caen le 25 juin 1885), lieutenant au 11^e régiment de dragons, fils de M. Joseph Bouygues ancien receveur des hypothèques et de Madame du Seutre (fille de Auguste-Marcel Jaulin du Seutre, capitaine de frégate, mort le 11 juillet 1870, et de Juliette Benigne Levallois, fille aînée de Joseph Roméo Levallois, ancien capitaine du génie, devenu receveur des finances à Saint-Jean-d'Angély, puis à Saintes). (C'est lui qui est au premier plan dans la photographie de l'excursion de la Société en 1910.) Il a été tué le 10 octobre 1914 à l'attaque de Mouchy-aux-Bois. Le vaillant officier avait pris part d'abord à l'expédition d'Alsace et avait été cité à l'ordre du jour de sa brigade. Au cours de périlleuses reconnaissances, il avait poussé à travers la forêt de Harth, jusqu'à la tête de pont fortifiée de Neüenburg avec son camarade d'escadron, le lieutenant Camuset. Successivement il combat en Lorraine, en Champagne, puis en Artois.

Voici comment s'exprime la citation à l'ordre du jour de la 11^e armée dont le lieutenant Bouygues fut l'objet :

« Le lieutenant Bouygues, du 11^e régiment de dragons, conduisant, le 10 octobre, une section du 15^e territorial, encadrée et renforcée par des dragons à pied du 11^e, l'a entraînée avec la plus grande bravoure jusqu'à l'attaque à la baïonnette d'une tranchée dont tous les défenseurs, deux officiers et trente hommes, ont été tués. Est tombé mortellement frappé par la première décharge de l'ennemi en commandant l'assaut. »

À la déclaration de guerre, le lieutenant Bouygues avait confié à sa sœur un pli cacheté portant cette mention : « Ouvrir en cas de mort en campagne; sinon, à brûler. » Le pli contenait ces mots :

« Je suis parfaitement heureux de la plus belle mort qui puisse m'arriver. Je laisse à ceux qui me survivent à appliquer ces vers de Corneille :

Quoi ! vous me pleureriez mourant pour mon pays !
Pour un cœur généreux, ce trépas a des charmes.
La gloire qui le suit ne souffre point de larmes.

Les Horaces, acte II, scène 1.

P. BOUYGUES. »

Voir *Union nationale* du 28 janvier 1915.

Son frère André, enseigne de vaisseau à l'état-major du cuirassé *Vérité*, a été tué, à Athènes, le 1^{er} décembre 1916, pendant l'émeute contre les Alliés.

Le 16 mars 1915, a été tué à Vauquois, en se portant au secours d'un soldat blessé, M. Collignon, conseiller d'Etat, ancien préfet, ancien secrétaire général de l'Elysée sous la présidence de M. Fallières, âgé de 58 ans, engagé volontaire au commencement des hostilités au 46^e d'infanterie. Il était né à Caudéran (Gironde). Il habitait Saint-Georges-de-Didonne qui l'avait nommé conseiller municipal.

Le 2 décembre 1915, a été inhumé à Saint-Simon-de-Bordes le corps de M. Guillaume de Dampierre, maréchal des logis au 18^e dragons, décédé à l'hôpital militaire de Dôle, fils du baron René de Dampierre.

Le 10 avril 1915, est décédée à Saintes Madame Anne Durand-Gasselin, née Dubois-Godin, âgée de 30 ans, femme de M. Pierre-Durand-Gasselin, pasteur à Saintes. Infirmière de la Croix-Rouge, elle est morte des suites d'une courte maladie infectieuse contractée au chevet d'un soldat blessé. Son corps a été transporté à Montauban.

M. Paul Ferrand, caporal infirmier au 176^e d'infanterie, étudiant en médecine, âgé de 22 ans, est décédé le 15 septembre 1915, à bord de l'*Annam*, venant des Dardanelles. Il était fils de M. Ferrand, avoué à Saintes.

M. André Méthé de Fonrémis, maréchal des logis au 15^e dragons, agent de liaison, fils de M. Marcel de Fourémis, tué en Lorraine le 21 juin 1915. Il reçut un éclat d'obus dans le ventre. Il tomba dans les bras d'un homme de Préguiillac et mourut peu d'heures après avoir été transporté dans une ambulance.

M. Jean-Gilbert de Gourville, soldat au 418^e d'infanterie, tué le 26 avril 1915.

Son frère Denys, sous-lieutenant au 150^e, était mort le 7 septembre 1914.

Ils étaient neveux du colonel de Gourville, de La Rochelle.

M. Robert d'Humières, lieutenant de zouaves, tué à Ypres le 30 avril 1915. Il avait épousé Mlle de Dampierre de Plassac, sa cousine.

Ancien élève du collège de Pons, sorti de Saint-Cyr, il abandonna bientôt l'état militaire et se consacra à la littérature. Il a publié un

volume de poésies : *Du Désir aux Destinées*. Il s'est fait connaître et apprécier comme auteur dramatique, romancier, critique d'art. Il a collaboré à quelques grands journaux et revues français et étrangers. Il a beaucoup contribué à introduire le roman étranger en France. Il a traduit Kipling, Pinaro, B. Shaw, W. Sienkiewicz, Kampf, Wallace, Conrad.

Il fut même directeur du Théâtre des Arts :

« Que n'a-t-il pas ébauché et dans quel pays n'a-t-il pas voyagé ? » Et il devait finir dans la carrière pour laquelle il s'était cru d'abord une vocation. Une balle en plein cœur l'a abattu à la tête de sa compagnie de zouaves. » (*Correspondant* du 25 mai 1915.)

—
M. Jean Maurice, capitaine au 4^e tirailleurs algériens, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre, âgé de 35 ans, tué le 16 juin 1915, frère de M. Paul Jean, entrepreneur de peinture à Saintes.

—
M. Hubert de Latour de Geay, sous-lieutenant au 7^e dragons, est mort à Dunkerque le 31 janvier 1915, des suites d'une maladie contractée au front. Fils du colonel tué en octobre 1914.

—
Le général de brigade Léré, né au Château-d'Oleron, le 8 octobre 1851, tué le 13 février 1915.

—
Le général de division Massiou, né à Saintes le 29 août 1855, décédé à Toulon des suites de blessures reçues en Turquie.

—
M. Jules Pandin de Lussaudière, archiviste de la Charente-Inférieure, soldat au 137^e territorial, versé au 367^e de réserve à Toul. Il était caporal quand le 28 mai (*aliàs* 27) 1915, au cours de l'organisation d'une tranchée allemande enlevée par sa compagnie, au bois Le Prêtre, il reçut un éclat d'obus (*aliàs* une balle) dans la tête. Il mourut à l'ambulance de Dienlouard le 11 juin.

Il était né le 30 juin 1880 à Fléac (Charente-Inférieure), de Théodore Pandin de Lussaudière et de Henriette-Marie-Louise Bastard. Après ses études au lycée de La Rochelle et à Louis-le-Grand, à Paris, il entra à l'école des chartes le 6 novembre 1899. Il soutint sa thèse en janvier 1904 sur Charles de Coucis ; fut nommé archiviste le 8 février même année, puis archiviste stagiaire de la Côte-d'Or en 1905 où il resta trois mois. Il passa alors à La Rochelle en la même qualité pendant un an, puis titulaire par arrêté préfectoral

du 14 novembre 1906. Le 17 septembre 1910, il épousa Mlle Olombel, à Mazamet.

Voir *Recueil de la Commission*, tome XIX, qui donne la bibliographie de ses publications ; *La Fraternité* du 17 juillet 1915, et le *Bulletin de la Société de l'histoire du Protestantisme français* de mai-avril 1915.

M. Pelletier, Guy, fils de M. Pelletier, ancien notaire au Château, a été tué en octobre (ou novembre) 1915. Il appartenait à l'infanterie coloniale.

M. Louis-François-Joseph Poissonnier, commandant au 330^e territorial d'infanterie, chevalier de la Légion d'honneur, âgé de 56 ans, décédé à Marmande le 21 novembre 1915. Inhumé à Saintes. Il eut de son mariage avec Mlle Poittevin-Moléon sept enfants : MM. Roger, Robert et Bernard, Mlles Marguerite, Magdeleine, Charlotte et Marie-Josèphe. Un de ses fils a été tué le 24 août 1914.

M. Georges-Marie de Raymond, capitaine de chasseurs à cheval, tué le [] septembre 1915, gendre de M. Perrin de Boussac, « tombé glorieusement en conduisant avec une crânerie superbe une compagnie d'infanterie à l'assaut des tranchées allemandes ».

M. Regelsperger, Jules, lieutenant de réserve au 109^e régiment d'infanterie, décédé des suites d'une blessure, le 7 avril 1915 à Nœux-les-Mines (Pas-de-Calais).

Il était né à Paris le 27 octobre 1887, fils de notre confrère M. Gustave Regelsperger et neveu de notre autre confrère M. Delavaud. Licencié en droit, diplômé de l'Ecole des Sciences politiques (section diplomatique), excellent élève (voir *Revue des Sciences politiques* du 25 juin 1915), il se préparait au concours des affaires étrangères quand la mobilisation l'appela à son régiment. Il fut atteint à la tempe d'un éclat d'obus dans la tranchée à l'éperon de Notre-Dame-de-Lorette, devant Ablain-Saint-Nazaire, pendant la nuit du 1 au 2 avril.

M. Adolphe Meschinet de Richemond, pasteur à Rochefort, ancien aumônier au Tonkin, parti comme aumônier protestant du corps d'armée des troupes coloniales, a été frappé le 4 février d'un éclat d'obus, en Argonne, au poste de secours. Il a succombé à ses blessures le 15 février 1915, à l'hôpital de Châlons-sur-Marne.

Il laisse six enfants. Il était né le 3 juillet 1870 à La Rochelle, fils de M. M. de Richemond archiviste de la Charente-Inférieure.

M. Roy, médecin aide-major de 2^e classe d'infanterie coloniale, fils de M. Roy, ancien percepteur et maire de Varzay, et gendre de M. Faneuil, maire de Saujon, frappé mortellement en se rendant bravement à un poste de secours de la ligne avancée, malgré un bombardement intense, est mort en 1915.

M. Maurice Sazeirat, né à Parthenay le 19 juin 1897, engagé volontaire au 137^e d'infanterie le 2 mars 1915, tué à la prise de la Courtine (Tahure), le 24 octobre 1915.

M. Georges Tap, fils de M. Tap, ingénieur principal aux chemins de fer de l'Etat à Saintes, mort le 26 août 1915, près d'Arras, à la suite d'un terrible accident au cours d'un exercice de lancement de grenades à la main.

1916

Le 4 mai 1916, est décédé à Laval le colonel Badenhuyser, qui commandait la subdivision militaire de La Mayenne. Il a été inhumé à Saint-Jean-d'Angély le 8 mai.

M. Chasseriaud, Paul-René, capitaine d'artillerie, tué le 12 avril 1916 à B... où il est enterré. Il était né à Rochefort le 8 décembre 1883, fils du capitaine de frégate Chasseriaud.

Blessé le 20 septembre 1916, M. Jean-René Coulon, canonnier au 25^e d'artillerie, détaché au poste de téléphoniste, est mort des suites de ses nombreuses blessures. Il était fils de l'ancien vice-président du Conseil d'Etat, et frère de M. Coulon, conseiller général de Saujon, qui lui-même fut grièvement blessé il y a un an. Un autre de ses frères a été tué en septembre 1914 (*Voir plus haut*).

Capitaine de vaisseau Delage, Joseph-Paul-Marcel, commandant du *Danton*, coulé par un sous-marin ennemi, disparu avec son bâtiment, était né à Rochefort le 31 janvier 1862, où il fit ses études. (*Voir Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort*, 1917, p. 4.)

M. René Jandeau, lieutenant au 206^e d'infanterie, a été tué, à Fleury, d'une balle au front, le 13 septembre 1916, à la tête de sa compagnie qu'il commandait depuis quelques jours. Fils de M. Jandeau, notaire honoraire à Rochefort, et neveu de M. le Supérieur de l'Institution de Recouvrance.

Avocat à la cour d'appel de Bordeaux au moment de la déclaration de guerre, il partit comme sergent. Blessé deux fois, il avait obtenu une très belle citation à l'ordre de l'armée.

Il avait épousé Mlle Preveraud, de Sonnevillle, dont il eut deux enfants.

M. Jaulin Du Seutre, Guy, âgé de 22 ans, adjudant au régiment d'infanterie, fils de M. Camille du Seutre, a été tué au combat de Maurepas le 16 août 1916.

Monsieur Constant Millot, colonel du 6^e régiment d'infanterie coloniale, a été tué le 28 mars 1916 : « encore incomplètement guéri d'une blessure très grave reçue au commencement de la campagne, ayant repris un commandement actif dans lequel il a donné de nouvelles preuves de ses belles qualités militaires. A succombé à la tâche » (citation du 19 avril). Il repose dans le cimetière de Ricquebourg.

Il était né à Lyon, en 1864, de François Millot, de Nieul-sur-Mer, officier d'administration d'artillerie, et de Marie-Luce Phulpin, de Metz. Il fit ses études au Prytanée militaire de La Flèche, entra à Saint-Cyr le 30 octobre 1882 et fut nommé sous-lieutenant au 3^e régiment d'infanterie de marine à Rochefort le 1^{er} octobre 1884. Il se distingua au Tonkin en 1891, et fut promu capitaine en 1892. Admis à l'école supérieure de guerre en 1899, nommé chef de bataillon en 1900, il fut envoyé à Madagascar où il commanda le cercle de Morondava. Il exerça le commandement du territoire militaire du Tchad depuis le 10 février 1908 au 23 février 1910. Colonel le 23 décembre 1911, il commandait le 1^{er} d'infanterie coloniale quand il fut nommé chef d'état-major en Indo-Chine. Il rentra en France le 25 novembre 1914 sur sa demande. Nommé le 7 décembre au commandement du 7^e d'infanterie coloniale, il fut très grièvement blessé à la tête sept jours après, près Beauséjour, et dut subir l'opération du trépan. En janvier 1915, il fut promu officier de la Légion d'honneur, après avoir été cité à l'ordre de l'armée et décoré de la croix de guerre avec palme.

Il épousa, en 1895, Mlle Jeanne Morizot, de Cherbourg, et son

filz, Paul, âgé de 19 ans, s'engagea en 1915 au 21^e d'artillerie de campagne. Il est frère du capitaine Albert Millot, retraits en 1900, archiviste intérimaire du département de la Charente-Inférieure, décoré de la médaille militaire, propriétaire à Nieul-sur-Mer, et de M. Fernand Millot, herboriste à La Rochelle.

Originaire de Bourgogne, cette famille est venue se fixer à La Rochelle vers le milieu du XVIII^e siècle.

M. Robert Mouret, âgé de 23 ans, décédé à l'hôpital de Pau le 2 janvier 1916; fils de M. Mouret, chef de bureau au Ministère de la guerre, et de Madame née Niox. Enterré à Saintes le 6 janvier.

M. Robert Poissonnier, aspirant au 6^e régiment d'infanterie, tué le 27 mai 1916. Comme il levait la tête au-dessus de la tranchée pour observer les lignes ennemies, un éclat de grenade tombée en face de lui lui ouvrit la carotide. Il avait été blessé à Craonne le 26 septembre 1914.

Son frère fut tué le 24 août 1914 à Walcourt (Belgique).

Tous deux fils du commandant Poissonnier.

M. Roy, Anatole, de Pons, sous-lieutenant au 206^e d'infanterie, 21^e compagnie, tué le 26 juillet 1916, à l'âge de 32 ans, dans une tranchée de première ligne, pendant un violent bombardement. Enterré à Brocourt (Meuse). Laisse une femme et trois enfants.

M. Tercinier, Robert, sous-lieutenant au 418^e d'infanterie, tué le 20 juillet 1916 à l'assaut d'Herbécourt, au matin.

Parti sergent, il avait gagné son galon d'officier. Il avait été blessé une première fois pendant la retraite de Charleroi et une seconde fois à Vaux. Décoré de la Croix de guerre.

Il était fils du commandant Paul Tercinier et de Madame née Vallein.

« Officier très brave. Est tombé glorieusement en conduisant sa section à l'attaque d'une tranchée allemande, sous le feu des mitrailleuses. A fait preuve, au cours de la campagne, de brillantes qualités d'énergie et de courage. Déjà blessé deux fois, a toujours été volontaire pour partir au front à peine guéri. »

M. Vivier, Jean, tué sous Verdun en mars 1916 à 30 ans. Blessé deux fois. « Hanté par l'idée que la guerre était imminente, il demanda, en 1913, à reprendre du service. Il rentra au 20^e corps comme

officier de réserve d'artillerie. Il disait : « La guerre éclatera au printemps, au plus tard en juillet 1914, je veux être des premiers, tout pour mon pays. »

(Voir l'*Union nationale* du 26 mars 1916.)

1917

L'amiral Besson a perdu en février 1917 son fils Georges, âgé de 29 ans, blessé mortellement d'un éclat d'obus, au bois Le Prêtre, et en mars même année, son plus jeune fils, Robert, âgé de 22 ans. L'un et l'autre étaient sous-lieutenants d'artillerie aux crapouillots. Robert Besson, blessé deux fois, était titulaire de six citations dont deux à l'ordre de l'armée.

M. Paul Connoué, âgé de 20 ans, fils de M. Connoué, banquier à Saintes, caporal mitrailleur au 412^e d'infanterie, a été tué le 16 avril 1917.

M. Marcel Cousinery, sous-lieutenant, âgé de 25 ans, pilote à l'escadrille 391, service aéronautique, a été tué, en avant de Monastir, le 29 avril 1917, et enterré à Florina : « officier d'une grande bravoure et d'une conscience remarquable ».

Réformé du service militaire, il s'engagea. Et comme il parlait parfaitement plusieurs langues, il entra de suite dans le corps des interprètes, où il conquist rapidement ses galons de sous-lieutenant. Mais la tranquillité relative de cet emploi ne convenait pas à son tempérament ardent et dédaigneux des sentiers battus. Il entra dans l'aviation, où il s'acquit de très vives sympathies et la réputation d'un officier intrépide.

Il a trouvé la mort victime de sa témérité, engageant le combat à une très grande hauteur contre quatre avions ennemis. Il est tombé percé d'une balle sous le menton et de quatorze balles dans le corps, un bras cassé en trois endroits.

(Voir l'*Union nationale* de Saint-Jean-d'Angély du 16 septembre 1917.)

M. Emmanuel-Joseph Gaillard, capitaine au long cours, âgé de 37 ans, est mort englouti avec son bateau torpillé dans la nuit du 3 au 4 décembre 1917 en vue d'Alger.

Il avait épousé le 6 janvier 1910 Mlle Marianna Givanovich.

M. Gargam, André, fils du docteur Gargam, soldat musicien au 123^e d'infanterie, brancardier « très brave et très dévoué, au front depuis le début de la guerre ; a pris part à toutes les affaires dans l'Aisne, à Verdun, dans la Somme, devant Craonne » ; a été tué le 9 juin 1917 par l'explosion d'une grenade en installant un poste dans une tranchée allemande récemment conquise.

M. Raymond Hennessy, chef de section à la 3^e compagnie du 8^e bataillon de chasseurs à pied, tué en avril 1917 dans un des combats de la Somme.

« Blessé très grièvement le 23 septembre 1916, jeune officier de chasseurs, venu de l'armée de mer, superbe au feu. Mort pour la France des suites de ses blessures. »

Il s'était engagé en septembre 1914, à 19 ans, au 12^e cuirassiers, d'où il passa au 7^e chasseurs à cheval. Après avoir gagné ses galons de maréchal-des-logis dans les tranchées, il sollicita avec insistance l'honneur de servir dans les chasseurs à pied. Promu sous-lieutenant en mai 1916, il renonça spontanément au bénéfice de son admission à l'École navale lorsqu'elle lui fut notifiée.

Il était fils de M. James Hennessy, député, mobilisé dès le début de la guerre comme lieutenant de vaisseau de réserve.

Le marquis Maurice Lannes de Montebello, capitaine au 24^e régiment d'artillerie, a été tué le 1^{er} août 1917, âgé de 52 ans. Il a été enterré à Paris.

Il avait représenté le canton de Montandre au conseil général.

Il s'était engagé au début de la guerre.

M. Larquier, Jean-Fernand-Emmanuel, médecin auxiliaire, fils de M. Emmanuel Larquier, propriétaire à La Menauderie, dont les trois fils et le gendre sont au front.

« A fait preuve pendant la période du 24 au 30 mai 1916 du zèle le plus courageux et d'un dévouement absolu en soignant, sur la ligne de feu, pendant plusieurs nuits et plusieurs jours consécutifs, les blessés de son bataillon, sous le bombardement le plus violent. »

Le 20 avril 1917, M. Olivier de La Tour de Geay, capitaine au 127^e d'infanterie, officier mitrailleur, a été tué à son poste, par les gaz délétères provenant d'un obus, près de Craonne. Il était fils du colonel de La Tour. Passé par Saumur, il était au début de la guerre lieutenant au 12^e hussards ; passé dans l'infanterie fin 1915. Il laisse une fille, Geneviève.

M. Louis Marlaud, capitaine du génie, chevalier de la Légion d'honneur, a été tué le 3 décembre 1917.

Il était un des constructeurs de la ligne Saintes-Saujon, et il avait acheté la propriété du baron Eschasseriaux, dans laquelle il remplaça l'ancien logis par une construction moderne.

M. Maurice Martelet, lieutenant, né à Saint-Jean-d'Angély, tué le 30 avril 1917 (voir l'*Union nationale* du 17 juin 1917).

M. André Muffat, soldat au 7^e d'infanterie coloniale, a été tué le 17 août 1917.

M. le lieutenant de vaisseau Viort, commandant le sous-marin *Ariane*, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre, a péri le [] juin 1917, avec son bateau; gendre de M. Léridon.

1918

M. René Chassériaud, adjudant-chef, a été tué le 31 mars 1918 au Mont Renaud, à son poste de combat.

Il était fils de M. Chassériaud, imprimeur à Saintes.

Le 7 juillet 1918, cérémonie des obsèques de Mlle Fétis Anne-Marie-Jeanne-Yvonne, emportée par une grippe infectieuse contractée dans un des hôpitaux de Saintes, au chevet d'un malade militaire. Elle a été enterrée à Montandre.

M. Emile Fontorbe, incorporé au 7^e colonial, grièvement blessé, le 17 octobre 1918, à Saint-Germain-Mont (Ardennes), est décédé le même jour dans un hôpital de Reims. Il avait été déjà blessé deux fois et avait obtenu, en décembre 1917, une brillante citation qui lui valut la croix de guerre.

Il était fils de feu M. Georges Fontorbe, médecin en chef de la marine, décédé en 1901.

M. Edgard Guillet, soldat au 412^e régiment d'infanterie, fils de M. Emile Guillet, négociant à Londos, maire de Nieul-les-Saintes, a été tué le 23 juillet 1918, âgé de 19 ans. Il s'était engagé à 17 ans.

« Très bon grenadier, brave et dévoué, d'un courage admirable. »

M. Maillard, Yves, fils de Maillard, Octave, préposé en chef de

l'octroi à Saintes, et de Bertrand, Marie-Thérèse, né le 18 mai 1897 à Coulonges-sur-l'Autize (Deux-Sèvres), élève du Collège de Saintes, bachelier sciences, langues vivantes, mathématiques, incorporé au 24^e artillerie (La Rochelle) le 8 janvier 1916, reçu à l'école d'application de Fontainebleau, nommé aspirant le 5 mars 1917 et affecté au 118^e d'artillerie, parti sur le front le 19 mars 1917, promu sous-lieutenant le 1^{er} septembre 1917, tué à l'ennemi le 18 septembre 1918, près d'Amigny-Rony, alors qu'il commandait la 2^e batterie du 1^{er} groupe.

M. Jean-Gabriel-Marié Mossion de Lagontrie, âgé de 26 ans, brigadier au 15^e dragons, décoré de la médaille militaire et de la croix de guerre avec palme, est décédé le 5 août 1918, à l'hôpital complémentaire 45 à Lyon.

Il est fils de M. Gaston de Lagonterie.

« Le 17 juillet, chargé d'assurer une liaison avec une unité d'infanterie, au cours d'une attaque, a montré une bravoure et un sang-froid qui ont provoqué l'admiration de tous. »

L'inhumation a eu lieu à La Rochelle le 13 août.

M. Emile Quesnel, lieutenant de réserve de cavalerie détaché dans l'artillerie, est mort des blessures reçues le 29 avril 1918, pendant la bataille des Flandres, âgé de 44 ans.

Pendant quinze ans il dirigea les établissements d'importation de la Cabane Carrée, à Rochefort.

Il était petit-fils du médecin-général de la marine Quesnel et du préfet maritime vice-amiral Larrieu.

Voir *Les Tablettes des Deux Charentes* des 11 mai et 10 décembre 1918.

Le comte Martial de Roffignac, chef d'escadrons au 16^e d'artillerie, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec trois citations, est décédé dans une ambulance du front le 1^{er} octobre 1918, âgé de 38 ans. Il avait épousé Mlle Dufaure.

« Commandant de batterie remarquable, qui a, pendant les combats des 22 et 29 mars, maintenu par son attitude énergique le calme dans le personnel de sa batterie de tir soumise à différentes reprises à des bombardements d'une extrême violence. A su, par des réglages précis, détruire, dans des conditions très difficiles, un important réseau de fils de fer et a facilité ainsi la pénétration dans le bois de nos bataillons d'attaque. »

Le commandant Edmond-Marcel-Armand Roussie, commandant le 4^e bataillon de chars d'assaut, chevalier de Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre avec palme et de la fourragère, est mort le 10 septembre 1918, âgé de 38 ans.

Il était fils de M. Anatole Roussie, maire de Pont-Labbé.

Voir, dans le *Progrès* du 5 juillet 1916, une citation du capitaine au 123^e Armand Roussie.

M. Louis Sauvat, âgé de 25 ans, fils de M. Paul Sauvat, avoué à Marennes, a été tué le 11 mai 1917.

M. le commandant Jean Thurninger, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, tué le 12 août 1918. Il avait épousé Mlle Chanel.

M. Hippolyte Vidalin, greffier en chef du tribunal civil de Saintes depuis le 1^{er} avril 1909, mobilisé le 3 août 1914, comme sergent d'infanterie, entré dans l'aviation, promu adjudant, appartenant à une escadrille de la défense de Paris.

Le 28 juillet 1918, pendant un vol qu'il exécutait au-dessus de Saint-Cyr-Ecole, il est tombé et s'est tué. Il était âgé de 36 ans.

Le 3 décembre 1918, est décédé à Provins, à la suite d'une grippe pulmonaire contractée à Metz, le capitaine Jehan Vittu de Keraoul, adjoint à l'inspecteur général de l'aéronautique du G. Q. G., chevalier de la Légion d'honneur, cité cinq fois, ayant obtenu trois palmes. Il avait été très grièvement blessé au cours de la guerre.

De son mariage avec Mlle Lyautey il laisse deux enfants.

« Excellent observateur, possédant au plus haut point les qualités de bravoure et de sang-froid. Volontaire pour une mission photographique éloignée et difficile, l'a accomplie entièrement alors que son avion, un moteur arrêté et l'autre détérioré par des éclats d'obus, descendait en vol plané pour atterrir avec justesse dans les lignes françaises, malgré un vent violent et contraire. »

PRÊTRES DU DIOCÈSE DE LA ROCHELLE

MORTS A LA GUERRE

Le diocèse de La Rochelle a eu 184 prêtres mobilisés. Aucun sursis n'a été accordé ; les demandes les plus pressantes ont été toutes rejetées avec cette note : « Indispensabilité insuffisante. »

Neuf ont été tués ; onze sont morts de maladies contractées sur le front ou dans les hôpitaux.

Une cinquantaine de séminaristes ont été mobilisés ; quatorze ont été tués.

L'abbé Henri-Jean Amyot, né à Geay le 28 mars 1877, a été ordonné prêtre à La Rochelle le 20 décembre 1900, étant déjà professeur à l'Institution de Pons. Successivement vicaire à Saint-Sauveur, à Surgères, à Saint-Pierre d'Oleron, il était curé de Saint-Rogatien, quand il fut mobilisé au mois d'août 1914.

Nature douce, santé délicate, il ne peut résister aux fatigues de l'hôpital. Il contracte une maladie infectieuse. Il meurt le 1^{er} novembre 1914.

L'abbé Louis Bouhet, né à Montguyon le 11 mai 1883, ordonné prêtre à La Rochelle le 6 mars 1909, avait été nommé ce jour même vicaire à Matha. Il fut mobilisé en septembre 1914, malgré sa santé déjà bien ébranlée. Il a le sort de beaucoup, trop imprudemment convoqués. Au bout de quelques mois, il tombe malade et est renvoyé dans ses foyers. C'est, hélas ! pour se sentir bientôt dévoré par un mal qui ne pardonne pas, languir quelque temps encore et enfin donner sa vie pour la France sur un lit d'agonie, le 12 novembre 1915.

C'est aux portes de Salonique, au cimetière de Zéniteulik, sur le rocher désolé de la terre étrangère, que repose l'abbé Ulysse Briand.

Originaire de la Seine-Inférieure, où il était né le 16 mars 1885 au Clion, il avait été ordonné prêtre à Luçon le 9 juillet 1911, et nommé, le 30 septembre suivant, vicaire à Marans. Infirmier militaire à l'armée d'Orient, il est atteint, comme tous les soldats du service sanitaire, par le climat meurtrier du pays. Mais sa maladie s'aggrave subitement et ne laisse bientôt plus d'espoir. Il a cependant, avant de mourir le 3 août 1916, la consolation de recevoir la visite d'un prêtre compatriote et d'un ami, l'abbé Dupas.

« Il est tombé, écrit un pasteur protestant, son compagnon de labeur, simplement, avec cette dignité particulière qui accompagnait ses moindres gestes. Sa dernière parole a été : « J'offre ma vie pour mes enfants, mes œuvres, ma paroisse. »

L'abbé Emile Bruneteau était aumônier au 1^{er} bataillon des chasseurs d'Afrique, lorsqu'il est tombé glorieusement le 15 septembre 1915.

Né à Fléac le 2 mai 1876, ordonné prêtre le 18 mars 1889, il avait occupé avec beaucoup d'habileté le poste délicat de surveillant des grands au collège de Pons. Vicaire à Burie, successivement curé de Saint-Palais-de-Phiolin, de Saint-Georges de Longuepierre, de Saint-Christophe, de Virson, où il avait essayé son zèle à l'éducation des orphelins, il venait d'entrer dans la vie religieuse quand la guerre est déclarée.

D'abord infirmier, puis aumônier volontaire au 1^{er} chasseurs d'Afrique, il est cité deux fois à l'ordre du régiment : « dévoué de tout cœur au salut des âmes, ne cessant de montrer dans ses fonctions, avec un courage tout militaire, un zèle d'apôtre pour ses chasseurs, le plus complet mépris du danger, il est mort en glorieuse victime de ses devoirs de prêtre. »

La première et la dernière victimes de la guerre, dans les rangs du clergé, ont été « *le Père et l'Enfant* », le curé-doyen et le vicaire de la même paroisse. Dans cette brève nomenclature, ils se retrouvent à côté l'un de l'autre :

M. l'abbé Eugène-Edmond-Paul Chasseraud, curé-doyen d'Aigrefeuille, caporal infirmier à Lutra-Mitylène, y est décédé le 11 novembre 1918 des suites d'une grippe infectieuse contractée en service.

Il était né à Coulonges le 21 mars 1873, ordonné prêtre le 4 juin 1898, successivement professeur au petit séminaire de Montlieu, vicaire à Marennnes, curé de Germignac, curé-doyen d'Aigrefeuille. Mobilisé dès le début de la guerre, il fut envoyé en Orient le 10 avril 1918. Quelques heures avant d'expirer, il eut la consolation d'appréhender la victoire de son pays,

L'abbé Moïse Dandonneau a été tué à la bataille de l'Aisne, le 14 septembre 1914.

C'est en faisant creuser une tranchée, au milieu d'un champ de bataille, que l'abbé Guillorit, sergent-major au 144^e, trouva le corps de ce jeune prêtre, soldat au même régiment, frappé d'une balle au cœur.

Né le 5 juin 1887 à Saint-Pierre d'Oleron, il avait été élève de Recouvrance à Pons, et ordonné prêtre le 29 juin 1913. Vicaire d'Aigrefeuille depuis un an, il est le premier prêtre du diocèse tombé sous le feu de l'ennemi, et « salué avec un sentiment de respect et d'admiration » par Mgr l'évêque, unissant « ses larmes et ses prières à celles des pauvres parents et du clergé ».

L'abbé Paul Ducorps avait gardé la physionomie de l'adolescent ;

avec ses galons de sergent-aumônier, on aurait dit un engagé de dix-huit ans. Né à Rochefort le 1^{er} novembre 1885, élève de l'École Fénelon et du collège de Pons où il avait achevé sa philosophie, il fit ses études théologiques à Saint-Sulpice, fut ordonné prêtre à Paris le 29 juin 1911, et nommé vicaire à Saint-Martin de Pons le 15 juillet suivant.

Nature ouverte, ardente, généreuse, il avait bien vite conquis la plus solide estime de ceux qui l'approchèrent, et surtout le plus fidèle attachement du groupe de jeunes gens qu'il dirigeait au cercle Saint-Joseph.

Dès les premiers jours de la mobilisation, il rejoint son corps à Bordeaux. Versé à la 15^e Section d'infirmiers où il avait fait son service avant d'entrer au séminaire, il est attaché à l'état-major du général de Langle de Cary, comme sergent-fourrier de l'hôpital Corbineau, à Châlons-sur-Marne.

Son dévouement auprès des typhiques fait pendant dix-huit mois l'admiration de tous, officiers et malades. Il est décoré de la Médaille des Épidémies.

Mais par délicatesse excessive, il se reproche de rester loin des champs de bataille, tandis que des confrères plus âgés sont exposés aux obus.

Après bien des démarches, il obtient de s'engager comme infirmier divisionnaire, et enfin comme aumônier volontaire au 26^e bataillon de chasseurs alpins. « La vie rêvée, écrit-il, vie de souffrances et d'abrutissement sous le bombardement et dans la boue, vie d'intenses joies sacerdotales et d'ample moisson de mérites. »

Il est cité deux fois à l'ordre de l'armée. Toujours aux premières lignes « pour sauver l'âme des petits chasseurs qui sauvaient la France », il est frappé à Bouchavesnes, le 5 novembre 1916. Il meurt à l'hôpital de Deauville le 15 novembre.

Le général commandant la 6^e armée dit de ce jeune prêtre : « Venu sur sa demande au front comme aumônier volontaire d'un bataillon de chasseurs, y a déployé un dévouement sans bornes, un courage calme et souriant dans les circonstances les plus difficiles, un attachement aux chasseurs qui lui avaient valu la plus belle influence sur tous. A couronné, en tombant glorieusement aux tranchées de première ligne, le 5 novembre, une admirable vie de prêtre et de soldat. »

L'abbé André Faraud, né à Vibrac le 30 novembre 1876, élève de la Division ecclésiastique de Pons, a été vicaire de Saujon, curé de La Clotte et de Bords.

Il continua comme soldat-brancardier, sous l'habit militaire, sa vie ordinaire d'humble desservant de campagne, se faisant de suite « remarquer par son empressement, son zèle, son dévouement », personnifiant « le sacrifice accepté et généreux, la foi qui agit ».

« D'un naturel bon, affable, accueillant, il puisait dans le caractère sacré dont il était revêtu l'esprit d'humilité, de devoir, de discipline et d'abnégation que nous admirions en lui », dit le médecin-chef de son ambulance, qui ajoutait avec émotion, devant sa tombe : « Caporal Faraud ! Soldat au service de Dieu, vous avez noblement accompli votre devoir ; soldat au service du pays, vous avez patriotiquement payé votre dette. Votre vie, trop courte, hélas ! a été bien remplie. Recevez là-haut la juste et suprême récompense de
« Ceux qui pieusement sont morts pour la patrie ».

René-Just Gaillot, de l'ordre des Frères Mineurs capucins, a été tué le 22 avril 1915.

Né à Pisany le 11 novembre 1871, ancien élève de l'École Fénelon et de Montlieu, il passa au Canada, devint curé-gardien à Saint-Charles-Limoilou (Québec), à Ottawa et ensuite à Ritogouche. Il était accouru du Canada dès les premiers jours de la guerre, pour s'enrôler parmi les aumôniers militaires. Il avait demandé d'être attaché à une brigade de zouaves. Le 12 mars 1915 il fut cité à l'ordre du jour de l'armée. Le 22 août il fut tué aux environs du pont Boesinghe « où il s'était volontairement rendu pour accomplir son devoir d'aumônier ».

Il était frère de M. Jean Gaillot, avoué à La Rochelle, capitaine au 138^e régiment territorial, et de Mme Bossert.

Voir *Bulletin religieux*, du 15 mai 1915.

Ordre général de l'armée : « Le général commandant le détachement d'armée de Belgique cite à l'ordre de l'armée l'aumônier militaire Gaillot, Louis, de la 90^e brigade d'infanterie : « le 22 avril 1915 se trouvait en première ligne au moment où les Allemands ont attaqué en lançant des gaz asphyxiants, est venu aussitôt prévenir le commandant de la brigade, puis est reparti, sans perdre une minute, au plus fort du combat, pour y remplir son ministère. A été tué à cent mètres des Allemands ».

L'abbé Maurice Guillard, né à Royan le 5 juillet 1869, ordonné prêtre le 19 mai 1894, avait hérité de sa famille l'activité vigoureuse et la gaieté débordante du marin.

Professeur à l'Institution de Pons, vicaire à Saint-Martin de Pons, à Marennes, curé de La Jarrie-Audouin, et enfin de Bourcefranc, il

avait partout laissé le souvenir de son dévouement plein de rondeur. Dans sa dernière paroisse, il avait fondé une fanfare qu'il dirigeait avec son entrain habituel de chanteur fameux et d'artiste habile. En même temps il était l'actif et populaire directeur de l'Œuvre des Marins.

Mobilisé dès les premiers jours du mois d'août 1914, malgré les apparences de la plus florissante santé, il ne peut résister au surmenage de la vie d'infirmier. La maladie dont il sentait depuis longtemps les germes et suivait chaque jour les progrès, l'obligea bientôt au repos le plus complet.

Il mourait presque subitement le 19 février 1916, dans les sentiments les plus édifiants de prêtre et de soldat.

L'abbé Benjamin Guillorit, sous-lieutenant au 34^e d'infanterie, est tombé glorieusement au champ d'honneur, dans un assaut, dans la presqu'île de Gallipoli, le 7 août 1915.

Né à Léoville le 20 juillet 1887, il reçoit les premières leçons de son curé, l'abbé E. Gaboriaud. Élève remarqué au petit séminaire de Pons et au grand séminaire de La Rochelle, il est ordonné prêtre le 29 juin 1913 et nommé professeur de sixième à l'Institution de N.-D. de Recouvrance.

Blessé le 21 septembre 1914, après quelques mois de repos, il part comme sous-lieutenant pour les Dardanelles. Le soir de la Pentecôte, le 23 mai 1915, il débarque à l'île de Lemnos, d'où il écrit à Mgr Eyssautier : « De nouveau, je suis à l'œuvre douloureuse... Je repars avec la ferme intention d'être prêtre et officier de devoir, avant et par-dessus tout prêtre : je le serai, je l'espère, jusque dans les moindres détails. »

C'est bien ainsi qu'il remplit sa tâche héroïque. Il est tué « en chargeant à la tête de ses hommes, qui l'auraient suivi jusqu'au bout du monde ».

L'abbé Frédéric Jeanjacques était curé d'Archiac, quand il fut obligé par l'ordre de mobilisation de laisser, un dimanche, à la première heure, sa chère paroisse et sa vieille mère.

Il rejoint son corps à La Rochelle, et est versé comme infirmier à l'hôpital Aufrédy. L'émotion, le chagrin, la fatigue ne tardent pas à provoquer chez lui un trouble cérébral, qui, malgré les soins des médecins et l'amitié de ses confrères, se transforme en une méningite suraiguë. Il meurt subitement à l'âge de 39 ans, le jeudi 13 août 1914.

Né le 20 mars 1875, élève du petit séminaire de Pons, ancien élève du séminaire des Carmes à l'Institut Catholique de Paris où il avait brillamment conquis sa licence en droit canon, l'abbé Jean-Jacques par son intelligence, sa rare culture philosophique et théologique, était appelé aux charges les plus hautes comme les plus délicates.

« Mes amis, recommandez-vous à Dieu, je vais vous absoudre. »
Dernier geste de l'abbé Jean-Joseph Jullian, aumônier du *Léon-Gambetta*.

Après le double torpillage, les marins qui n'avaient pas été victimes des explosions montèrent sur le pont ; et, tandis que le cuirassé donnait déjà fortement de la bande, le ministre de Dieu prononça la formule de l'absolution. Deux minutes après, l'héroïque chapelain était englouti dans les flots avec le navire. C'était dans la nuit du 26 avril 1915.

Né dans la Lozère, à Saint-Georges de Livejon, le 21 septembre 1861, élève de la division ecclésiastique de Pons, vicaire de N.-D. de Rochefort, curé de Germignac et de Cherbonnières, l'abbé Jullian était aumônier de la marine depuis 1894.

L'abbé Hyacinthe Le Garrec, né à Plumeret (Morbihan) le 23 avril 1873, avait été ordonné prêtre à La Rochelle, le 4 juin 1898. Professeur à l'Institution de Pons, vicaire à Saint-Georges d'Oleron, professeur à l'Ecole de Saint-Jean-d'Angély, curé de La Vallée et de Varzay.

La mobilisation le fit infirmier militaire à l'hôpital de Sainte-Anne-d'Auray. Avec la même aimable simplicité que dans les différentes situations de sa courte carrière sacerdotale, il se dévoua pendant trois ans aux soins des malades et des blessés.

Il mourut à la besogne, le 25 juin 1917.

L'abbé Louis Mahieux venait d'être nommé curé de Saint-Coutant-le-Grand, quand il a été tué, sur le front, le 9 mai 1918, jour de l'Ascension.

Né à Billio (Morbihan) le 16 mars 1886, il avait été ordonné prêtre à Vannes le 10 juillet 1910, et avait occupé successivement les vicariats de Saint-Pierre d'Oleron et de Montandre. Mobilisé dès les premiers mois de la guerre, il était caporal au 359^e d'infanterie.

Le jour de l'Ascension, il se trouvait dans une maison évacuée, qui fut atteinte pour un obus de gros calibre. Il a été tué par les éclats et par l'écroulement de la construction.

De son pays, il avait l'ardeur généreuse et la tenace volonté. Il était très aimé de ses hommes qui admiraient son entrain et sa simplicité toujours dignes.

L'abbé Aimé Molinier avait été mobilisé dès le commencement des hostilités. Il portait la croix de guerre étoilée de vermeil et avait obtenu deux citations.

La première était à l'ordre du jour du 2^e corps d'armée colonial, où il avait été détaché comme brancardier-mineur volontaire. La seconde était à l'ordre du jour du 29^e d'artillerie, qu'il avait quitté depuis cinq mois pour le très dangereux service des mines.

« A pénétré, dit la première de ces citations, à plusieurs reprises, dans la mine, alors que la présence des gaz rendait l'accès des galeries très difficile, et a sauvé plusieurs mineurs, a été arrêté dans son acte de dévouement par un commencement d'asphyxie. »

C'est dans de telles actions d'héroïque courage qu'il contracta la cruelle maladie qui l'emporta.

Il était né à Saint-Julia (Haute-Garonne). Il avait été ordonné prêtre à La Rochelle le 24 août 1906. D'abord vicaire à Marans, il était curé de Saint-Palais-sur-Mer, à la mobilisation.

Au milieu des plus pénibles souffrances, il s'est éteint dans sa famille, à Rével (Haute-Garonne) le 19 janvier 1918, en répétant : « Verdun ! Verdun ! »

L'abbé Joachim Petit était professeur à N.-D. de Recouvrance, depuis septembre 1911, quand il fut mobilisé en décembre 1914.

Né à Auray en 1885, il avait été ordonné prêtre à La Rochelle, le 29 juin 1911.

Par application de l'amendement Sixte-Quenin, il est versé au 80^e régiment d'infanterie. Il montre devant le danger la même ardeur bretonne que dans la vie pénible de surveillant. Caporal depuis 1916, il allait être nommé sergent, quand il tombe glorieusement à la tête du régiment.

« Très apprécié de ses chefs, dit l'aumônier, et comme soldat et comme prêtre, il était proposé pour être officier-aspirant. Lorsque le régiment était au repos, chaque matin, de très bonne heure, il célébrait la Sainte Messe. Un dimanche, on le vit partir à jeun pour un exercice commandé et revenir, à 10 heures et demie, pour monter à l'autel, tant il avait à cœur de ne point se priver de cette consolation.

« Il est mort le 11 mai 1918, frappé au front d'une balle de mitrailleuse, en avant de la ferme de Millekruis. C'était en pleine

attaque. Il s'était avancé tellement qu'il avait dépassé les objectifs, et qu'on n'a pas pu ramener son corps. »

Docteur en droit, intelligence vive et cultivée, âme profondément sacerdotale, vicaire de Saint-Louis de Rochefort, l'abbé Henri Percheron avait été nommé lieutenant de réserve au 257^e régiment d'infanterie, à titre définitif, au mois de juin 1915.

Il était né à Bourgneuf, le 5 août 1880. Elève de l'Ecole de Fénelon, après avoir fait ses études de droit, il entre au séminaire de Saint-Sulpice ; il est ordonné prêtre à Paris le 1^{er} juillet 1911.

Pendant son trop court ministère, il se dévoue sans compter au service de tous, surtout des jeunes, parmi lesquels il discerne et forme de nombreuses vocations ecclésiastiques. Dans les milieux militaires, face au danger il conquiert par la beauté de son caractère l'estime de ses chefs et l'affection de ses hommes.

Il est cité à l'ordre de l'armée par le général commandant en chef la 4^e armée : « Le lieutenant Henri Percheron, du 212^e régiment d'infanterie, au front depuis le début de la campagne, n'a cessé de donner en toutes circonstances l'exemple de la plus remarquable bravoure, s'imposant à l'admiration de tous par son ascendant et son mépris du danger, mortellement blessé aux avant-postes le 29 juillet 1916. »

L'abbé Guillon, qui recueillit le dernier soupir de ce confrère, à l'ambulance de Salvange (Meuse), raconte avec émotion les adieux de ce vaillant.

Voulant rester prêtre jusqu'au bout, écrit M. le curé de Jazennes, le courageux blessé adressa une suprême allocution aux officiers présents dans la salle : « Messieurs, leur dit-il, je vais mourir ; je sais que je n'ai que quelques instants à vivre ; mais je vais quitter la terre pour m'en aller au ciel, le lieu du bonheur. Je voudrais que vous le compreniez bien aussi. La vie n'est rien ; préparons-nous à bien mourir. Je vais vous donner ma bénédiction. » Il demanda son chapelet, dont les grains tournaient de plus en plus faiblement dans ses doigts, pour s'arrêter enfin. Il avait rendu sa belle âme à Dieu.

L'abbé Raphaël Rétaud, en religion P. Tarcisius, était originaire du Gua.

Après de brillantes études à la Division ecclésiastique de Pons, il entre au noviciat des Augustins de l'Assomption. A la Bonne Presse, il dirige l'œuvre si utile et si populaire des projections lumineuses.

Mobilisé, dès le mois d'août 1914, comme infirmier de régiment au 206^e, il vient en convalescence pendant l'été de 1915, à la suite d'une fièvre typhoïde. En janvier 1916, il rejoint devant Nancy.

Son capitaine écrit de lui : « D'un dévouement toujours gai, sous les plus terribles bombardements, dans la boue et par la pluie, il se dépensait sans compter... Très brave, ne craignant pas le danger, il circulait dans les tranchées malgré les obus, et allait prodiguer ses soins à nos blessés, réconfortant nos hommes et leur administrant les sacrements. Au cantonnement, il organisait des réunions à l'église. Quelle belle âme ! Quel bon prêtre ! Très aimé et considéré, il a toujours donné le plus bel exemple du courage et du sacrifice. »

« Devant Verdun, dans la nuit du 29 au 30 septembre, écrit l'abbé Guillon, il transportait avec trois autres brancardiers un blessé — Saintongeais de Saint-Jean-d'Angély, ancien élève de Pons — au poste de secours de son régiment, lorsqu'un obus éclate près d'eux. Le pauvre abbé tombe sans pousser un cri. Un de ses camarades se penche aussitôt vers lui, l'appelle, et s'aperçoit qu'il avait deux blessures, l'une à la jambe droite, l'autre à la tête, cette dernière avait été mortelle. Quelques semaines auparavant, il avait été cité à l'ordre de son régiment. »

L'abbé Stanislas Seguin, né à La Gaubretière le 9 juin 1879, vint terminer ses études au grand séminaire de La Rochelle.

Il avait été formé par un curé, type éminemment représentatif du clergé de la « vieille école ». Il en garda un éclectisme de Vendéen laborieux et habile, qui joignait à des idées très traditionnalistes l'emploi judicieux des procédés les plus modernes d'apostolat, et sut gagner la confiance de ses supérieurs qui s'étaient promis de ne point perdre de vue ce jeune prêtre.

Nommé vicaire à Marennes, appelé par l'administration diocésaine à la direction du patronage de Saint-Thomas-d'Aquin, il était curé de Périgny, quand il fut mobilisé.

Pendant dix-huit mois, en travaillant, par tous les temps, comme simple manœuvre sur les quais de Nantes, dans les services de transit, à des débarquements de bois et à la surveillance des prisonniers, ce prêtre se sanctifia plus peut-être qu'il ne l'aurait fait dans la paix de son presbytère.

Mais il était un de ces hommes « qu'on n'aurait pas dû mobiliser, même pour un service auxiliaire ». Le mal qui se révéla dans sa maigreur extrême devait l'emporter.

Il vit venir la mort pas à pas et prendre lentement possession de

son pauvre corps. Il s'éteignit à La Gaubretière le 6 mars 1918, dans une dernière prière : « Mon Dieu, je vous aime ! »

—
L'abbé Emile Texier était caporal au 93^e d'infanterie. Il est « mort pour la France des suites de maladie contractée au service », dans une ambulance du front.

Né à Saint-Michel-en-Lherm (Vendée), le 29 juin 1885, « Sillon-niste convaincu » avant d'être séminariste, il avait été ordonné prêtre à La Rochelle le 29 juin 1909, puis nommé vicaire au Château d'Oleron et à Notre-Dame de Royan, où il fut mobilisé en janvier 1915.

C'était un jeune prêtre dont les débuts autorisaient les plus belles espérances. Il s'était fait remarquer surtout par son zèle près des jeunes et son esprit d'organisation des œuvres sportives. Qui ne se rappelle le magnifique succès du concours de gymnastique de Royan en 1912 ?

Ses funérailles ont eu lieu dans l'église de Vitry-le-François, en présence du clergé de la ville et d'un grand nombre de soldats de son régiment. Sur sa tombe, son commandant rendit un hommage ému à ce prêtre qui « avait refusé, lors de sa mobilisation, de faire valoir un légitime cas de réforme ».

TH.

VARIÉTÉS

I

PETIT DE BERTIGNY

L'HOMME

Jonathas Petit de Bertigny, que j'appellerai provisoirement *junior*, est l'auteur d'un livre peu connu, au titre bizarre, l'*Antihermaphrodite* (1), écrit en prison, devenu rare, se classant au rang des traités d'économie politique, rempli d'idées hardies, neuves au moins en apparence, autant que nous en pouvons juger, trop neuves pour l'époque, car le public et les dirigeants n'en saisirent pas la valeur,

(1) Il fait partie d'une série d'*Anti* dont le plus célèbre est l'*Anti-Cotton*.

les traitant de billevesées et d'utopies. Il est incontestable que quelques-unes, excellentes en elles-mêmes, tendaient à un tel bouleversement des habitudes et changeaient tellement certains rouages de l'Etat que les conséquences de leur application ne pouvaient qu'effrayer les hommes qui présidaient aux destinées de la société. Quelques rares esprits d'élite, Pierre de l'Estoile, Gilles de Souvré, gouverneur de Touraine, entre autres, surent en apprécier le mérite, mais le chancelier Nicolas Bruslart de Sillery (1), à qui Bertigny dédia son livre, Henri IV lui-même, ne daignèrent pas l'ouvrir parce qu'il écrit par un prisonnier. Ce Bertigny n'est pourtant pas un génie, un penseur en avance sur son siècle, ni un révolutionnaire. Il conserve, au contraire, la constitution du royaume, il se borne à réformer dans le bon sens. Il veut améliorer certaines mœurs sociales, en abolir certaines autres, non sans raison, introduire des institutions plus ou moins neuves qu'il emprunte parfois à l'étranger. A ce titre il serait déjà digne d'une étude. Si j'ajoute qu'il se rattache à la Saintonge par une fonction publique, exercée pendant peu de temps il est vrai, et surtout par son mariage avec une jeune femme de Saint-Jean-d'Angély, qui fut durant sa longue détention sa consolation, il obtiendra tout droit de cité dans cette *Revue*.

Il a donné, dans son livre et l'*Extrait ou Sommaire* qu'il fut obligé d'en faire, des renseignements précieux, quoique rapides, sur sa famille, sur lui-même (2). Je les augmenterai à l'aide de documents réunis par feu mon oncle Edouard Dangibeaud et par moi-même.

Son père (3), « issu de noble race et vertueux, portait le prénom de Jonathas et, vers 1560-1565, obtint gratuitement, en récompense de services rendus à la royne d'Ecosse, de qui il avoit été chancelier », l'office de conseiller du roi et son lieutenant général civil et criminel au siège présidial de Fontenay-le-Comte, « lequel estat sa conscience ne luy permit jamais d'achepter ». Retenons ce membre de phrase révélateur de tout un programme, et souvenons-nous en quand nous ouvrirons l'*Antihermaphrodite*.

Combien de temps ce Jonathas Petit de Bertigny, senior, conserva-t-il cet office ? nous n'en savons rien. Son fils nous dit seule-

(1) Bertigny avait fait montrer au garde des sceaux une partie de son *Secret* en manuscrit (dédicace de l'*Antihermaphrodite*, p. 3). Page 218 du livre il parle d'une réimpression des mémoires concernant l'utilité de ses vues.

(2) Ils ont été déjà reproduits par M. P. B. dans le tome III du *Bulletin (Revue)*, moins la page où il parle en termes émus de sa femme.

(3) *Discours au roy*, p. 132.

ment que « pour semblable cause » il devint lieutenant particulier à Clermont en Beauvoisis, où il fut tué pendant le siège de cette ville (26 septembre 1590), en exécutant un ordre du roi (1).

Je crois que ce Jonathas Petit, en abandonnant Fontenay-le-Comte, avant d'aller à Clermont, fut avocat au Grand Conseil (2). Un Jonathas Petit est un des correspondants de Joseph Scaliger.

Celui-ci écrit à Claude Du Puy, le 2 avril 1586 (3) : « Je vous ai écrit ce jourd'huy par le filz de M. Jonathas Petit. » Or, ce Petit demeure à Paris et est avocat au Grand Conseil en 1587. Une autre lettre adressée à ce dernier porte la date de 1584. Si on admettait que Jonathas Petit senior habitait encore Fontenay à cette date, il faudrait croire à l'existence d'un troisième Jonathas. C'est beaucoup de Jonathas Petit à la fois ! Il est plus vraisemblable que l'ex-lieutenant général, après s'être démis de son office à Fontenay, endossa la robe d'avocat au Grand Conseil qu'il troqua, à une date indéterminée, contre celle de lieutenant particulier à Clermont, afin d'être dans son pays. Les magistrats ont de tout temps recherché un siège proche de leur chez-eux. Le fils qui emportait la lettre de Scaliger peut être Jonathas junior, le même qui, à Leyde (4), le 20 juillet 1594, se chargea d'une lettre adressée à Du Puy. Jonathas junior, en effet, a beaucoup connu Joseph de Scaliger, « cet incomparable personnage en toutes sortes de sciences », chez le comte de Schomberg, et deux fois Scaliger interviendra auprès du président Jacques-Auguste de Thou en faveur du « pource Jonathas Petit Bertigny, prisonnier au Fort Levêque ».

Petit senior paraît avoir eu, de N. Larcher, peut-être six enfants (5), mais je ne lui en connais que trois : Jean, médecin à Rennes (6) ; N., femme de David Reynard, sieur des Mages (?), de qui l'existence m'est révélée par le contrat de mariage de Jonathas junior, et ce Jonathas objet de cette étude.

Nous ne connaissons ni le lieu ni la date de sa naissance. Il n'est toutefois pas téméraire de lui attribuer de trente à trente-cinq ans

(1) *Ibidem*.

(2) En 1593, un homme cherche querelle à son fils, et l'injurie en lui disant que jamais le fils d'un avocat ne fut bon soldat. Voir plus loin.

(3) *Lettres françaises de J. Scaliger*. Paris, Picard, 1881, p. 223. Cf. *Bulletin*, III, p. 418.

(4) *Epistolæ*, p. 951. Lettre écrite par Scaliger retour de Gascogne.

(5) La présomption de six enfants résulte de ce que dans son contrat de mariage Jonathas se constitue la sixième partie de plusieurs fiefs et immeubles. Voir plus loin.

(6) Indiqué dans le testament de Louise d'Abillon de 1620.

en 1599, année de son mariage. Il serait donc né aux alentours de 1565, c'est-à-dire à Fontenay-le-Comte.

Il fut attaché pendant dix ans d'abord à la personne de « son vrai Mécenas », Louis Chasteignier de La Rocheposay, comte d'Abain, conseiller d'Etat, capitaine de cinquante hommes d'armes, ambassadeur à Rome sous Henri III (entre 1585 et 1590, puisque Bertigny vit Sixte-Quint), puis gouverneur des Haute et Basse Marche, mort le 29 septembre 1595, ensuite à la personne du comte de Schomberg, beau-frère du précédent. Ces deux seigneurs lui confièrent « des affaires importantes pour le service du roi tant en France qu'en Italie, pendant la paix et pendant la guerre ». Ils l'envoyèrent plusieurs fois en mission vers Henri IV, et il dit (1) « qu'il fit quinze ou vingt voyages fort pénibles et hasardeux, traversant maintefois la plupart de la France toute troublée et révoltée ». Il commanda une compagnie d'arquebusiers à cheval du comte d'Abain (2) au siège de Bourg-Dieu, où il lui arriva une aventure tragique que je raconterai plus loin à l'époque où elle se termina, sept ans après, par l'obtention de lettres de rémission.

Nous le voyons ensuite secrétaire de Catherine de Bourbon, sœur d'Henri IV, à la libéralité de qui il dut l'office de prévôt général provincial des maréchaux-de France en Saintonge, en mai 1599. Mais auparavant pendant *x* temps il s'occupa de finances, sur quoi il ne fournit aucune explication. Il dut entreprendre de faire rentrer ce que nous appelons des cotes irrécouvrables (3) ou d'une perception difficile, tâche ingrate et dangereuse parce que les collecteurs, responsables des encaissements qui leur incombaient, étaient toujours sous le coup d'une arrestation. D'après certains passages de l'*Antihermaphrodite* et des parties annexes, il aurait touché de grosses sommes sur lesquelles il aurait prélevé les frais nécessités par les poursuites intentées contre les contribuables récalcitrants. Si bien qu'il se trouva redevable envers l'Etat de 7000 écus « de deniers royaux » qu'il ne put payer. Il impute du reste aux agissements de l'administration supérieure une partie de son déficit. Bref, il prétend que sa dette provenait « d'avoir trop librement et fidèlement travaillé sous la foi publique (4) et en vertu de bons

(1) *Discours*, p. 133.

(2) *Bibliothèque nationale*, Pièces originales, vol. 2248, n° 152, quittance de 200 écus du 22 avril 1594. La somme est mandatée du 31 mai 1592 « dont il n'auroit peu aucune chose recevoir ».

(3) Sully explique (*Mémoires*, édit. 1747, I, p. 570) comment les receveurs sortaient d'emploi chargés d'une infinité de recouvrements oubliés : « J'obligeai, dit-il, ceux qui entroient en place à rechercher ceux auxquels ils succédoient. »

(4) *Discours*, p. 150-151.

mandements et arrests du Conseil du roy, révoqués à son préjudice et finalement pour avoir entrepris la levée de certains restes de deniers royaux tellement escartéz et désespéréz qu'en 15 ou 16 ans⁽¹⁾ auparavant nul n'en avoit peu venir à bout (ayant rendu bon et fidèle compte, sans demeurer aucunement reliquataire d'autres guères plus faciles à lever). Si qu'engagé au recouvrement d'iceux il auroit quitté et despensé une bonne partie pour avoir l'autre. »

Il se plaint d'ailleurs de n'avoir jamais pu obtenir justice, malgré ses mémoires justificatifs, « comme mesme depuis sa prison il a plus que suffisamment récompensé, compensé et complacé aux coffres de Sa Majesté la dicte somme de 7000 écus ». Il aurait donc continué en prison à s'occuper de finances. En fait, il brasse, dans son livre, les centaines de mille livres avec la plus grande aisance et se déclare sûr de trouver les sommes nécessaires à ses réformes. Bien mieux ! ce percepteur débiteur, ou déclaré tel, de l'Etat pose sa candidature à la « recepte générale des deniers du roi avec deux sols pour livre », offrant 250.000 livres de cautionnement (V^e partie, p. 8), assurant qu'il souhaite cette recette moins pour lui que pour faire vivre « cent ou deux cents honnestes hommes de commis sous luy ». C'est de l'aplomb !

Est-ce pour fuir les réclamations du Trésor, les ennuis des discussions, des vérifications de comptes, les explications qui ne convainquent pas les adversaires, qu'il voulut changer d'air et s'éloigner de Paris ? Aurait-il conçu des craintes au sujet de sa liberté ? Il prétend que non : « Après la paix conclue⁽²⁾, il résolut « de tramer quelque bon ordre et remède à tous les désordres » et, « quittant Paris et la cour, sans jamais y vouloir retourner,

(1) D'après la mention inscrite au registre d'écrou (*Archives nationales, reg. 19 f^o 181*), il aurait été « commis à faire la recherche générale des deniers ordonnés es années 1585 et 1586 estre levéz par emprunt sur les officiers de finances... » Comme il écrit entre 1601 et 1610, on pourrait supposer qu'il était receveur peu après 1590. Il n'a pourtant pas pu l'être avant 1594, puisqu'en 1593 il assiste au siège de Bourg-Dieu. L'arrêt du Conseil d'Etat du 5 janvier 1610 qui ordonne son élargissement sous caution est rendu en faveur de Jonathas Petit, ci-devant commis à la recette des taxes qui ont été levées sur les huissiers et sergents du royaume pour l'attribution de la qualité de priseurs-vendeurs de biens (E 25^e f^o 27^r et ms. fr. 18177 f^o 7 r^o. *Inventaire des arrêts du Conseil d'Etat* par M. Noël Valois, t. II, p. 680).

Un arrêt du 22 décembre 1609 ordonnant son élargissement sous caution lui donne le titre de ci-devant commis de M^r Guillaume du Fayot dans les généralités de Poitou et Limousin (*Ibidem*, E 24 f^o 421, ms. fr. 18176. *Inventaire...*, p. 674).

(2) Paix de Vervins, 2 mai 1598, ou Edit de Nantes.

de commencer par moy-mesme à me corriger le premier, puis ceux sur qui je pourrois avoir quelque autorité. C'est pourquoy ayant recogneu qu'il se faisoit autant ou plus de mal aux estats et offices de prévosts de messieurs les mareschaux de France qu'en nuls autres (1) et que d'ailleurs leur juridiction s'estendoit sur les plus meschans et scélérats garnements de France, comme sont ceux de leur gibier, et qu'il les pouvoit juger souverainement..., je m'accorday de l'estat et office de prévost général provincial de Saintonge avec résolution et protestation de faire mieux que le commun... comme il vous est notoire que j'ay faict, mesme par le tesmoignage de feu sieur de Saint-Mesmes, gouverneur de Saint-Jean-d'Angély... » C'est alors qu'il sollicita et obtint de Catherine de Bourbon, sœur d'Henri IV, sa nomination, ou mieux sa présentation, de prévôt des maréchaux en Saintonge le 16 mai 1599 (2) en vertu d'un droit que son frère lui avait conféré.

La première chose qu'il fit en arrivant en Saintonge fut de se marier. Il rencontra à Saint-Jean-d'Angély une jeune femme de 28 à 30 ans, Louise d'Abillon, veuve de Rollin de La Pommerade, écuyer, seigneur de Saint-Germain, gentilhomme ordinaire de la maison du prince de Condé, lieutenant de ses gardes, puis l'un des dix capitaines entretenus près la personne du roi, tué au siège de Rouen en 1592, laissant un fils de son union contractée à Saint-Jean-d'Angély le 29 juin 1587 (3). Il passa contrat de mariage avec elle le 18 juillet 1599, devant Vincent, notaire de cette ville. Elle se constitue, « en faveur et contemplation duquel mariage quy autrement n'eust esté faict », 4000 écus de meubles et argent, soit 14000 livres. Bertigny possède le fief noble de Bertigny, sis près Clermont (-sur-Oise) (4) consistant en quatre muids de blé de rente

(1) Il n'est rien moins qu'aimable à l'égard des prévôts, p. 322.

(2) Catherine de Bourbon, princesse de Navarre, duchesse de Bar, nomma Bertigny en vertu « des pouvoirs de nommer aux estats de prévosts des maréchaux et leurs lieutenants, sous le bon plaisir du roi » qu'elle avait reçu de son frère, Henri IV, en 1599. Le don ou nomination — ou plus exactement la présentation, est du 6 mai, les lettres de provisions du 16, la réception du 24 (*Archives nationales*, Registre Z 3692, f° 199). Il éprouva de suite l'effet de la rapacité des commis des fermiers des droits royaux. Joseph Le Mercier, commis « à la recette des deniers de confirmation », réclama un droit de confirmation dudit office qu'il prétendait être dû sur cet office au roi pour son nouvel avènement à la couronne. Bertigny répondit avec raison que le droit avait dû être acquitté par son prédécesseur et que personnellement il ne devait rien. (*Ibidem* Z 3543, f° 95.)

(3) Contrat reçu par Mallat notaire, et signé par Henri II de Bourbon prince de Condé.

(4) Ce contrat de mariage ne nous est parvenu que par une très mauvaise copie faisant partie de la collection Jouan, aujourd'hui entre les mains, en

plus la sixiesme partie d'un moulin à eau appelé le moulin de la Chaussée, près ledit Clermont; la sixiesme partie du petit fief des Damoiseaux, sis au bourg de [(1)] près Paris, plus la sixiesme partie de deux maisons sises rue du Foin (*sic*) à Paris; plus la sixiesme partie de 800 livres de rente sur l'Hôtel de ville; enfin la sixiesme partie d'une créance de 500 écus sur un nommé Dolive d'Agen, le tout provenant des successions de ses père et mère.

Bertigny assure qu'il ne vécut pas avec sa femme plus d'un mois de suite à cause des absences auxquelles sa charge l'astreignait. Six mois après la célébration du mariage, les époux se firent donation mutuelle de leurs biens par testament (6 janvier 1600), mais cet acte fut bientôt suivi, à la requête de la femme, d'une séparation de biens que l'état des affaires du mari rendait nécessaire. Bertigny dut avouer à sa femme dans quelle situation gênée il se trouvait, situation qu'il ne pouvait guère cacher, car il fut rappelé à Paris vers avril 1600. « Dieu — écrit-il — le fit retourner à Paris par le mesme moyen par lequel il avoit creu s'en retirer entièrement ayant choisi exprès l'office de prévost en Saintonge. » Il ne s'explique pas davantage. Bref, le 16 mai suivant, il entra au Fort-Lévêque à la requête du duc d'Epéron. J'ignore quels griefs d'Epéron avait contre lui, griefs véniels probablement, car Bertigny ne fut guère condamné à 300 livres de réparation civile que parce qu'il l'avait pour adversaire (2). Joli trait de la mentalité des juges de l'époque!

grande partie, de notre confrère M. Maurice Martineau. Cette copie informe, non vidimée, a été faite en 1669 par quelqu'un qui a estropié beaucoup de noms propres. Ainsi ce fief de Bertigny est sis en Grandenot (?) près Clermont en Noisneschye (?). La mère de Bertigny est dite prénommée Charles... etc. : les contrats sont datés de 1687 et 1699 (!).

Louise Dabillon ou d'Abillon est la fille de Jean, sieur de Beaufief, échevin de Saint-Jean-d'Angély en 1581, maire de cette ville en 1582, et de Marie Dubois (mariage du 13 juin 1547); elle est sœur de Florizel, sieur de Beaufief, commandant la garnison de Saint-Jean; de Jean, sieur de La Leigne, lieutenant général du siège royal de Saint-Jean-d'Angély, échevin en 1589 et 1603; de Simon, sieur du Seudre et Savignac, marié le 20 octobre 1600 à Suzanne Brachel, fille d'Ignace, sieur de La Milletière, célèbre ministre protestant; de Sylvie, femme de Pierre Meschinot, sieur du Beugnon.

(1) Ici un nom barbare qui pourrait être pour Sevrès.

(2) « Le mercredi 28 de ce mois — mai 1601 — l'arrest du prévost de Bertigny fust prononcé par M. le président de Thou en la chambre de l'Edit, arrest qui regardoit M. Despernon qui en faisoit le mal content, encores qu'au dire de beaucoup on eust eu plus d'esgard en le donnant au grade et qualité du dit seigneur qu'à la justice. » *Mémoires de Pierre de l'Estoile*, édit. des Bibliophiles, tome VII, p. 293.

Pierre de l'Estoile le dit sans détour, aussi le duc, ou plutôt son factotum, peu satisfait de l'arrêt, qui se retournait — au moins moralement — contre lui, pourrait-il être l'instigateur des poursuites qui, venant se superposer à son instance, maintinrent son adversaire en prison pendant dix ans. Toujours est-il que d'Épernon ne pardonna pas l'injure avec autant de charité chrétienne que Bertigny, car, en 1607, — ce dernier encore détenu en prison à la conciergerie, — il réclamait justice au roi. On devine cette fois que Bertigny aurait mal parlé de Louis de Lavalette. Henri IV écrit au chancelier de Bellièvre de hâter le procès de Bertigny (1). S'il avait la parole aussi mordante et acerbe que dans ses écrits, il a bien pu médire quelque peu d'un homme d'ailleurs d'humeur peu facile, de mauvaise réputation, même accusé de crimes. Il appelle volontiers ses contemporains : sots et libertins. Quoi qu'il en soit, il n'éprouve point de rancune contre son « seul ennemi », il accepte très philosophiquement son hostilité, il la lui pardonne et manifeste même sa reconnaissance de lui procurer par un long repos le moyen de composer son livre, chose qu'il n'aurait vraisemblablement pu faire s'il avait joui de son entière liberté. C'est faire contre fortune bon cœur ! Bertigny paraît doué d'un flegme imperturbable. Si Louis de La Valette n'avait pas provoqué sa détention, d'autres l'auraient sans doute fait, car les dettes ne lui manquaient pas. En dehors des 7000 écus dont nous avons déjà parlé, il en devait 4 ou 5000 autres, « ne se trouvant néanmoins obéré et ruyné par aucunes folles jeunesses ou desbauches qu'il eut jamais faictes et commises ». On a même lieu de s'étonner qu'il n'ait pas un passif plus élevé, étant donné les fortes dépenses qu'occasionnait l'entretien d'un gentilhomme dans les cours du roi ou des grands seigneurs. Nous verrons plus loin les noms de ses débiteurs. Mais ne les aurait-il pas eus à ses trousses, qu'une vieille affaire l'aurait conduit jusqu'à liquidation dans les geôles du Fort-Lévéque.

J'ai fait allusion plus haut à une aventure tragique arrivée à

(1) Le 18 mai 1607, Henri IV écrit : « Vous savez que dimanche dernier je vous commanday en faveur de mon cousin le duc d'Épernon sur la plainte qu'il me feit de Bretigny, prévost des [maréchaux] de Xaintonge et la justice qu'il m'en demandoit, m'ayant fait entendre non seulement qu'il désiroit se justifier de la calomnie qui luy estoit mise sus pour ce qu'elle touche à l'honneur. Maintenant que j'ay sceu que ledit Bretigny est prisonnier, je vous ay voulu faire ce mot de ma main pour vous commander de despescher ma commission à Rapin pour faire le procès audict Bretigny... » *Lettres missives d'Henri IV*, tome VII, p. 244.

Bourg-Dieu. Il s'agit d'un meurtre que Bertigny commit en état de légitime défense, sur un homme de très mauvaise réputation qui l'avait provoqué. Il dut à cette double circonstance de ne pas être poursuivi et d'obtenir des lettres de rémission. Il fut seulement condamné à une réparation civile qui figure parmi les dettes pour lesquelles il est maintenu en prison. Je résumerai rapidement l'exposé des motifs de ces lettres de rémission (1), datées de novembre 1600. Un homme, nommé François de La Vergne, dict La « Brosse, « qui estoit de la troupe des gens d'armes commandés par le sieur de Beaupré..., homme querelleux et injurieux qui auparavant avoit esté condamné par sentence du vissèneschal de Guéret du premier avril 1586 d'estre rompeu sur la roue pour ses delits, auroit en l'an 1593 outragé le dict suppliant de plusieurs parolles indignes entre gens d'honneur. » Bertigny méprisa d'abord ces injures, mais un jour, à Bourg-Dieu en Berry (2), dans la chambre même du comte d'Abain, cet homme provoqua encore Bertigny, puis une troisième fois. Celui-ci, à bout de patience, voulut savoir quel sujet de querelle ce La Vergne avait contre lui : « Il auroit voulu savoir dudict La Brosse l'occasion de sa mauvoise vollonté et pourquoy il continuoit telles indignitéz envers luy, lequel, au lieu de le satisfaire, dict au dict suppliant que c'estoit pour son plaisir, sur quoy le dict suppliant luy avoit respondu qu'il avoit tort et qu'il estoit homme d'honneur qui ne meritoit d'estre ainsy gourmandé. Quant à La Brosse il luy dict qu'il estoit un sot et malhabillhomme, fils d'une ecritoire, que jamais fils d'avocat et chicaneur ne fut bon soldat et que s'il luy eschauffoit davantage les oreilles qu'il le froteroit à son plaisir et luy bailleroit cinquante coups de poignard à coupe-cul. » Les deux hommes allaient en venir aux mains, Bertigny allait sauter à la gorge de La Brosse, il en fut empêché par les témoins. Mais ce n'était que partie remise. Le premier février, au moment où Bertigny revenait des tranchées, sur la route de Châteauroux, accompagné du capitaine Bouge, de son lieutenant et de deux soldats, il rencontra La Brosse suivi de cinq soldats, « lesquels de complicité aiant parlé ensemble sy tost qu'ils l'eurent apperceu, ledict sieur La Brosse, la main sur son espée à demy desguinée, dict au suppliant : « C'est à ce coup que je vous froteray à mon plaisir », et

(1) *Archives nationales*, sentences de la connétablie, Z 3543. Malgré la faveur qui lui est accordée, Bertigny a un mot au moins déplacé et maladroît à l'égard de ces lettres de rémission qu'Henri IV accordait avec une rare facilité, ce qu'il blâme.

(2) Aujourd'hui Villedieu-sur-Indre, arrondissement de Châteauroux.

levant la main pour luy bailler un soufflaict, ses dict cinq compaignons mirent l'espée nue à la main. Le dict suppliant luy auroit dict qu'il se debvoit contenter ». La Brosse et les cinq soldats entourèrent Bertigny qui « pour éviter le péril de la mort où il estoit et pour la préservation de son honneur » mit la main à son poignard et en frappa La Brosse « qui depuis en seroit déceddé faulte de bon appareil ou aultrement. »

Etant donné le caractère des deux adversaires, la connétablie ouvrit une information. Il est évident qu'en raison des antécédents de la victime, des circonstances du meurtre, de la provocation duelement démontrée, l'affaire devait aboutir à un non-lieu. Elle sommeilla pendant sept ans, et ce n'est qu'à la fin de 1600 qu'elle se termina par les lettres de rémission entérinées le 4 décembre et un arrêt qui condamnait Bertigny envers les héritiers de la Brosse à cent écus de dommages-intérêts, aux dépens du procès et vingt-cinq écus applicables par moitié aux prisonniers (*alias* au pain des prisonniers) du Fort-Lévêque et moitié aux « nécessitez de la chambre de justice de la connestablie ». Les héritiers cédèrent leurs droits à Louis Vazet, receveur des aides et tailles en Poitou, que nous retrouvons parmi les créanciers de Bertigny ; ils requérèrent son incarcération, en même temps que le procureur du roi à la connétablie pour les 12 écus et demi d'amende. Bertigny était donc en cette fin d'année 1600 insolvable, puisqu'il était « contraint par corps » pour une somme aussi minime.

Les registres d'écrou de la Conciergerie nous en montrent d'autres (1) :

Jean Bertrand, receveur des amendes pour 400 livres ; Pierre Bognet, pour 200 écus ;

Scipion Sardiny, gentilhomme lucquois, pour 653 écus (18 mai 1601) (2) ;

Antoine de La Mesterie, pour 42 écus et demi en vertu d'un arrêt de la cour du 29 avril 1602 ;

(1) Archives nationales, registres. 14 f° 246 ; 15 f° 23, 24, 149 ; 19 f° 181, 269.

(2) Gros banquier italien établi d'abord à Lyon, puis à Paris pendant la seconde moitié du XVI^e siècle et au début du XVII^e. Il posséda Chaumont-sur-Loire et bâtit un hôtel à Paris qui existe encore dans le quartier Saint-Marcel, transformé en hôpital puis en Boulangerie centrale des hôpitaux. Il avait épousé Isabelle de Limeuil sans savoir qu'elle avait eu un enfant du prince de Condé. Il s'en aperçut trop tard, ce qui ne l'empêcha pas d'avoir quatre enfants. Voyez la brochure de M. Henri Stein sur cet important personnage : *Scipion Sarlini et sa famille*, 1913. Bertigny avait fait un emprunt de 653 écus le 3 mai 1600 par acte reçu Contesse, notaire à Paris. Sardiny demeurait alors rue Bourtibourg, près l'Hôtel de ville.

Louis de La Valette, duc d'Epéron, pour 300 livres et une somme plus considérable ;

Sans oublier Guillaume du Fayot, receveur général de l'emprunt des finances, pour 7225 écus.

A la suite de l'arrêt de la connétablie le condamnant dans l'affaire de meurtre, il fut interdit de sa charge de prévôt pour un an. Il fut donc obligé de résigner en faveur de Pierre Hillaret, à prix d'argent, je suppose, ce qui ne manquerait pas de piquant, étant donné ses idées sur la vénalité des charges. Comment expliquer autrement l'opposition mise sur cette nomination par ses créanciers : Scipion Sardiny, Annibal Berti, Jean Bertrand, et Louise d'Abillon ? Ils se désistent de cette opposition le 23 mai 1602.

Bretigny semble n'avoir pas été libéré de sa prison avant le 26 juin 1610, il aurait dû être élargi un grand mois plus tôt sans une haute influence vindicative. Dès le 29 décembre 1609, le Conseil d'Etat lui avait accordé sa liberté « à sa caution juratoire » dans son affaire avec Guillaume du Fayot ; Sardiny avait consenti à la levée d'écrou le 24 mars 1610, le procureur du roi de la connétablie le 14 mai, en vertu d'une sentence de la connétablie. Or le registre d'écrou 19 de la Conciergerie n° 269, sous la date du 13 mai 1610, porte la mention suivante : « Opposition sur la personne de Jonatas Petit, sieur de Bretigny ; son emprisonnement du 16 janvier 1601. Ce jourd'huy par M^e Estienne Dorron, premier huissier en la cour de Parlement, a esté fait arrest sur la personne de Jonatas Petit, sieur de Bretigny, à présent céans prisonnier à la requeste de M^e Jehan Louis de La Valette, duc d'Espéron, pour la somme de trois cens livres... et neuf mil livres... en vertu de deux arrests de la cour de Parlement en la chambre de l'Edict des 22 may, 1^r avril et 7^e septembre 1602.

En marge : « Eslargy après qu'il a consigné et mis dans mes mains la somme de trois cens livres pour sa réparation civile adjugée au dict sieur duc d'Espéron et qu'il m'a aussi mis es mains la coppie de l'acte de cession collationné devant [] et Jardeau, notaires, suivant arrest du 25 juin 1610... laquelle somme de trois cens livres a esté par moy baillée à Honoré de Mauroy, intendant et ayant charge des affaires de M^e Jehan Louis, de La Valette duc d'Espéron... »

A partir de sa libération, j'ignore tout de lui. Où s'est-il retiré ? Peut-être à Saint-Jean-d'Angély. Le 31 janvier 1612, sa femme fait son testament, devant Chouet, notaire de cette ville (1). Elle s'en

(1) Les minutes de ce notaire sont déposées en l'étude de M^e Barthe, qui a bien voulu me les laisser consulter.

remet à la volonté de son mari, à qui elle conserve la qualité de secrétaire de Madame, sœur unique du roi, et de ci-devant prévôt provincial. Elle confirme le don qu'elle lui avait consenti le 6 janvier 1600, mais son mari n'intervient pas. Huit ans plus tard, le 27 mai 1620, devant le même notaire, elle refait son testament, se dit veuve, demeure à Saint-Jean chez Jean Guillot, échevin, et institue légataire universelle Marie Jolly, veuve de Jean d'Abillon, lieutenant général au siège royal de Saint-Jean-d'Angély, à charge de donner à Suzanne d'Abillon, fille de Marie Jolly, sa nièce et filleule, quand elle se mariera, toutes ses perles, deux bagues d'or « ung mariage d'un rubis et d'ung diamant, et l'autre une émeraude, ensemble sa bourse brodée d'or, un gobelet et une douzaine de cuillers d'argent ». A son autre nièce et filleule Louise l'etit, fille de Jean, docteur en médecine à Rennes, elle donne 300 livres, quand elle se mariera. Il me paraît vraisemblable que ce testament a dû suivre de très près la mort de son mari. Le 9 septembre 1650, elle refait son testament devant Guichard notaire à Saint-Jean-d'Angély, en faveur des puînés de M. du Port, c'est-à-dire en faveur des enfants de sa nièce Suzanne qui épousa Jacques Dubois, seigneur du Port et des Portes.

(A suivre.)

CH. DANGIBEAUD.

II

EN SUIVANT LA FRONTIÈRE D'UNE CITÉ GALLO-ROMAINE

Je pose en principe que toute étude d'archéologie celtique ou gallo-romaine doit être faite en fonction de cité ; je veux dire par là que tout objet découvert, tout lieu étudié, doit être d'abord placé dans la *civitas*, chez le peuple auquel l'un ou l'autre appartenaient. La vie, les coutumes, l'amour-propre de chaque cité étaient, même dans les temps romains, choses beaucoup plus importantes qu'on ne le pense. Une grande nation, comme celle des Santons ou celle de Nîmes, avait ses mines, ses *figlinæ*, ses sanctuaires et ses dieux préférés, et elle tenait à avoir ses eaux minérales.

C'est pour cela qu'il nous faut, avant toutes choses, bien connaî-

tre les frontières des *civitates*. Aucun travail relatif à nos antiquités nationales ne se passera d'une carte de ces cités.

Le malheur est que, pour reconstituer leur domaine, il nous faut recourir presque uniquement à des documents médiévaux, parfois même à des documents tout modernes. Et il n'est pas douteux qu'à l'époque gauloise comme aux temps romains, comme aux temps barbares, les frontières des diocèses ou des cités ont subi maintes fluctuations.

Malgré tout, ce genre de documents a son très grand prix et peut permettre de préciser à coup sûr. M. Dangibeaud vient d'en fournir une nouvelle preuve, avec sa prudence et son soin contumiers. Il a dressé, avec un long commentaire, la carte du diocèse de Saintes presque à la veille de la Révolution (1). Nous sommes aussi loin que possible de l'époque celtique. Je suis cependant la frontière de ce diocèse : et à chaque pas je rencontre des noms qui ne peuvent s'expliquer que par des limites deux à trois millénaires.

1° D'abord, voici en trois endroits, à la frontière, des ruisseaux qui s'appellent *la Guirande*, *la Guirlande*, ou *l'Aguirande* ; 1° vers le Bordelais dans la direction de Blaye ; 2° vers le Bordelais encore du côté de la Dronne ; 3° à l'est du côté de l'Angoumois. On reconnaîtra aisément dans ces noms quelques-unes des étonnantes et nombreuses déformations de ce mot *Icoranda* ou *Ecoranda* qui, à l'époque celtique, s'est appliqué à des lieux frontières.

2° Du côté du Blayais, sur la vieille route de Bordeaux, la première localité qu'on rencontre en sortant du pays de Saintes s'appelle Pleineselve : voilà qui rappelle les landes ou forêts qui, dans les temps primitifs, séparaient les domaines de deux cités.

3° Je remarque, de ce même côté, une paroisse appelée le Pas-d'Ozelle. Je voudrais bien en connaître le nom primitif. Elle me fait songer à ce nom de lieu *Ocelum*, si fréquent dans l'occident celto-ligure, et placé d'ordinaire à des passages d'une cité à une autre.

4° Près de la Charente, à la frontière est, existe un village appelé *Saintonge* (je désirerais bien connaître le vrai nom médiéval). Bien des fois, à la limite d'une cité, sont des localités qui portent le nom

(1) Préface (avec carte) d'un *Pouillé de 1683* publié dans le tome XLV des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*. L'éloge que M. Jullian m'adresse revient tout entier à l'abbé Lacurie que j'ai simplement copié en partie. Je l'ai dit. A l'inverse de tant d'autres savants qui ne voient dans les travailleurs de province que des agents de renseignements, M. Jullian est un savant qui a toujours l'accueil et le mot aimables pour les petits *ruraux*.

de cette *civitas* ou de la *civitas* immédiatement voisine. Nous avons signalé le lieu de *Triboci* à la frontière entre Triboques et Nemètes (*Revue des Etudes anciennes* 1913, p. 52). Il me semble qu'il y a une *Sylva Lugdunensis* du côté où la *civitas* de Lyon finit vers le sud-ouest. Villeparisis n'est pas loin de l'endroit, ce me semble, où sur la route de Paris à Reims, on quittait la *civitas Parisiorum* pour entrer dans la *civitas* de Meaux. Et je pourrais citer bien des faits de ce genre. Il faut revoir de près toute cette toponymie à ethniques : peut-être, dans le cas de frontières, rappelait-elle des postes, des auberges, des relais appartenant à une *civitas* et parfois portant son nom.

5° Sur un vieux chemin de Saintes à Bourges (je le crois du moins) avant la sortie de la Saintonge, est la paroisse actuelle de Brédon ; Brédon, c'est l'ancien *Brasdunum*, et ce *dunum* indique bien une forteresse celtique. On peut supposer une forteresse qui gardait la frontière.

6° A gauche ou à l'ouest, c'est la grande route romaine de Saintes à Poitiers. Elle sort de Saintonge, elle entre dans le Poitou et arrive aussitôt à Aulnay (appelé à tort Aulnay-en-Saintonge). Aulnay, *Aunedonacum*, a été, au premier siècle, un lieu de garnison romaine.

7° Du côté de la frontière de l'Angoumois, mais, semble-t-il, dans ce dernier pays, et sur la route d'Agrippa, de Limoges à Saintes, se dressent (près de Saint-Cybardeaux) les ruines de *Germanicomagus*, si magistralement étudiées par M. Gustave Chauvet. Ces ruines, nous savons leur nom et leur destination : c'est un marché (*magus*) et un sanctuaire, un de ces champs sacrés de foire, de jeux et de prières, où se passait la moitié de la vie de nos ancêtres. Et ce champ sacré, connu si souvent en Gaule, est à la frontière.

Remarquez que tous ces souvenirs, noms de lieux et marché de frontière, nous ramènent, soit aux temps romains, soit aux temps celtiques ; cette carte du diocèse de Saintes au dix-huitième siècle est pleine de survivances vingt fois séculaires.

Voici une autre remarque qui a son prix pour comprendre l'histoire de nos pays. Jusqu'au troisième siècle au moins, la *civitas* de Saintes comprenait également l'Angoumois ; Angoulême ne forma une *civitas* distincte qu'à partir d'Aurélien au plus tôt. Mais il est maintenant bien évident que cette *civitas* existait en germe depuis fort longtemps ; toutes ces choses de frontières que nous avons signalées entre Saintonge et Angoumois, le marché de *Germanicomagus* et le nom d'*Ecoranda*, sont choses très anciennes, que Rome n'a pas apportées. Donc, avant les temps romains, Angou-

mois et Saintonge vivaient chacun d'une vie propre ; et après une période de réunion, le démembrement de la *civitas* de Saintes ne fit que rétablir un état antérieur.

J'ajoute enfin que ce marché, ces noms significatifs nous les trouvons à des endroits où la frontière est traversée par des routes. Car c'est surtout à l'endroit où de grandes routes franchissent des limites, que se multiplient les lieux importants, de marché, de prière ou de garde, et, par suite, que s'exerce la toponymie officielle ou populaire.

CAMILLE JULLIAN.

P.-S. — GERMANICOMAGUS. — Je reviens sur *Germanicomagus*. M. Chauvet corrige d'abord le *Germanicomagus* de la Table de Peutinger en *Sermanicomagus*. La correction s'impose. *Magus* étant dans les Trois Gaules l'équivalent de *forum* en Narbonnaise, *Germanicomagus* est tout aussi naturel que *Drusomagus* dans les Alpes ou *Juliomagus* à Angès, que *Forum Domitii* près de Béziers ou *Forum Neronis* à Carpentras. Et Germanicus ayant gouverné longtemps les Gaules, rien d'étonnant qu'un lieu du pays ait pris son nom.

Ce n'est d'ailleurs pas la seule trace de Germanicus en Saintonge. Le plus ancien monument de Saintes, l'arc qui ornait l'entrée du pont, est dédié à ce même Germanicus. Or, les arcs de ce genre perpétuaient d'ordinaire le souvenir d'un événement réel, et, dans l'espèce d'une visite ou d'une entrée : ils remplaçaient et continuaient les arcs de charpente élevés provisoirement au moment de l'arrivée du grand personnage qu'on voulait honorer ainsi. Je suppose donc Germanicus venant de Lyon à Saintes par la voie d'Agrippa, inaugurant sur cette route le marché qui porte son nom, puis entrant à Saintes par le pont que l'arc de pierre devait surmonter ; car c'est sous cet arc et par ce pont que débouche cette même voie d'Agrippa.

Les ruines de *Germanicomagus* sont au Bois des Bouchauds, commune de Saint-Gybardeaux. M. Chauvet n'y a rien relevé qui rappelle une ville : ni traces de rues ni stèles funéraires. Tout, au contraire, y annonce un rendez-vous de prières et de jeux : fragments de statues et surtout (c'est la ruine essentielle) théâtre considérable. Nous sommes donc en présence d'un lieu de réunions périodiques comme à Champlieu, à Herbord près de Sanxay, à Tintiniac près de Tulle, et cette hypothèse, que suggère l'archéologie, est confirmée à la fois par le nom, *magus*, signifiant « marché », et

par la situation, à la frontière de deux grands territoires, celui de Saintes et celui d'Angoulême.

Le théâtre m'a paru du type romain. Il est de grandes dimensions : un axe de 107 mètres de diamètre, un rayon de *cavea* de 32 mètres, ce qui a laissé supposer de la place pour 8.500 spectateurs.

Deux sculptures sont à signaler : l'une représentant un aigle prenant son vol, qui fait songer à quelque apothéose de prince; l'autre figurant un avant de navire paraissant porter des armes de guerre ou de combattants. Qu'il y ait là le souvenir et du culte rendu à Germanicus et de ses campagnes navales sur la mer du Nord, ce n'est pas impossible. Mais préciser davantage n'est pas de mise.

Près du théâtre, sur la crête du coteau, il semble qu'il y ait eu une assez grande ville. Et non loin du théâtre encore, on aurait découvert « un banc d'huîtres », vestige de quelque vivier gallo-romain. Il nous manque à trouver le temple, les thermes, le forum, pour avoir l'essentiel de cette « place de marché », qui fut sans aucun doute aussi un « champ sacré ».

(Extrait de la *Revue des Etudes anciennes* de décembre 1918.)

III

UNE ADRESSE D'UN GROUPE D'ÉLÈVES DU COLLÈGE
DE SAINTES A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1792) *pour crier
sus à la tyrannie et aux prêtres séculiers, et demander que soit
hâtée la réorganisation de l'instruction publique.*

Il faut se remettre au travail et reprendre nos bonnes habitudes. Une que j'ai beaucoup recommandée et un peu pratiquée, c'est de recueillir ici les documents, les textes, brouilles comprises, qui, dispersés, sont feuilles mortes, mais, réunies sur place, font le terrain et la matière même de notre histoire.

Au cours de mes recherches sur la persécution révolutionnaire, et en dépouillant les *Procès-verbaux du Comité d'Instruction publique de l'Assemblée Législative*, publiés (p. 416-17) et annotés (excellamment) par M. J. Guillaume, dans la *Collection de Documents inédits sur l'histoire de France*, je trouve une pièce curieuse... pour les curieux de notre vie provinciale d'autrefois, et précieuse pour l'his-

toire générale, puisqu'elle confirme l'idée, que je tiens maintenant pour vérité acquise : que la réforme de l'instruction publique a été surtout une machine de guerre contre ce qu'on appelait alors le « fanatisme ».

Qu'on sache donc que le Comité d'Instruction publique de l'Assemblée Législative (on dirait aujourd'hui la Commission) eut à étudier et mettre au point, concurremment avec le Comité des domaines (pour la liquidation des biens et des traitements), la question des Congrégations séculières enseignantes, dont la suppression avait été votée en principe et le maintien prononcé, pour difficultés de remplacement, à titre provisoire et sous la double condition du serment civique et de l'abolition du costume.

Or cette question était emmêlée dans celle du plan général de refonte de l'Instruction publique qui avait été ordonné par l'Assemblée Constituante et la Constitution elle-même.

Les procès-verbaux du Comité sont pleins des délibérations, discussions à ce sujet, de ses embarras et ajournements répétés. Tout cela aboutit : 1° à la loi générale du 18 août 1792 supprimant toutes les congrégations séculières, ecclésiastiques ou laïques, et confréries — y compris les *hermites* et les *frères tailleurs* (c'était bien le plus pressé!) — 2° et à des rapports et projets de Condorcet sur l'organisation de l'instruction publique, qui n'écloront en loi que bien plus tard et sous la Convention.

Mais dès la fin de 1791 et dans les premiers mois de 1792 les sectaires s'impatientsaient des lenteurs de l'Assemblée et de ses comités. Alors, suivant le mode révolutionnaire, pour presser le mouvement et contrebalancer les plaintes et supplications, parfois déchirantes, des pères de famille ou des municipalités même, demandant qu'on leur laisse ou rende les religieux, les prêtres, les frères, les bonnes sœurs, les béates, qui assuraient l'instruction des enfants des pauvres gens dans les campagnes et les petites villes, on fit donner « l'opinion publique » représentée par quelques religieux et religieuses en difficultés, en révolte ouverte ou sournoise avec leurs supérieurs (une douzaine de lettres à peu près en ce sens) et les sociétés des *Amis de la Constitution*, aliàs jacobins, francs-maçons, meneurs du jeu anticléricale. C'est parmi ceux-ci que se place l'étonnante pétition du groupe des élèves du collège de Saintes, qui avaient formé une *Société des élèves de la Constitution*, et à qui, sans nul doute, un maître rhéteur a dicté ce pathos ampoulé. Je n'ai pas loisir de chercher le document aux Archives Nationales, pour y trouver les 57 noms des signataires. Mais je donne la cote : aille qui voudra

relever ces titres de noblesse ! Je sais d'avance qu'ici comme ailleurs beaucoup de petits jacobins auront plus tard « évolué » en fonctionnaires fidèles de l'Empire et des gouvernements monarchiques du XIX^e siècle, et, quelques-uns, fait souche de très honnêtes gens...

GABRIEL AUDIAT.

*Adresse d'un groupe d'élèves du Collège de Saintes
à l'Assemblée Législative*

*La Constitution,
ou la mort.*

*Société des Élèves
de la Constitution
séante au collège national
de Saintes.*

Législateurs,

Dans le choc des opinions contraires qu'a fait naître l'importante question de la guerre, écoutez la voix des nourrissons de la patrie.

Les tyrans conjurés font retentir l'Europe de leurs clameurs homicides ; enhardis par la lenteur de votre sagesse, ils ont mis le comble à leur audace effrénée, en osant porter des mains profanes sur la sainte table de la constitution des Français ; mais semblable à l'arche du peuple de Dieu, cette loi sacrée frappera de terreur et de mort l'impie qui oserait la souiller par un attachement sacrilège. Pères de la patrie, voilà l'instant de déployer la majesté nationale ; faites briller à leurs yeux le glaive destructeur de la tyrannie, et vous les verrez tremblants et éperdus fuir devant l'étendard de la liberté. Comme les hiboux à l'aspect de la lumière, votre inflexible fermeté fera pâlir d'effroi sur leurs trônes chancelants tous les despotes de la terre, et leur fera respecter une constitution qu'ont juré de maintenir au péril de leur vie 25 millions d'hommes libres. Mais il manque quelque chose à la perfection de cet admirable édifice dont les bases reposent fièrement sur la Déclaration des droits de l'homme ; c'est le plan d'éducation nationale, le complément du code politique des Français. Tel est, législateurs, l'unique objet de nos vœux ; telle est en ce moment l'attente de tous les citoyens de l'empire, qui voient dans cette importante partie de vos travaux l'égide de la constitution et le bonheur des races futures. Jetez un moment les yeux sur tous les collèges qui couvrent la surface de l'empire ; voyez ces asiles des lettres, si fréquentés autrefois, presque déserts aujourd'hui. Voyez les prêtres séditieux enlevant à la

patrie, par leurs discours fanatiques, la plupart de ses nourrissons, en semant dans leurs jeunes cœurs les germes de l'incivisme et de l'intolérance, le plus terrible des fléaux. Cette tendre mère en gémit en vain ; ses gémissements se perdent parmi les cris de rage des factieux ; et le mal, sous la sauvegarde de l'impunité, fait des progrès effrayants.

Législateurs, la postérité a les yeux ouverts sur vous ; ne trompez pas son attente ; hâtez-vous de faire paraître le nouveau plan d'éducation, et vous verrez dans un instant tous les collèges se repeupler. Car ce n'est pas seulement le fanatisme sacerdotal qui occasionne cette désertion, mais l'incertitude de l'époque de l'institution nationale ; la plupart des parents craignent d'engager leurs enfants dans une carrière longue et pénible ; ils espèrent que la nouvelle organisation, en abrégeant le cours ennuyeux des études ordinaires et en le dirigeant vers l'utilité publique et la connaissance du droit commun des nations, en fera mieux ressortir les avantages moraux et physiques pour la société. Hâtez-vous donc, législateurs, de répondre au vœu le plus ardent de la patrie ; hâtez-vous d'immortaliser vos travaux par ce monument unique. Si vos prédécesseurs ont eu la gloire d'élever l'édifice de la constitution, vous aurez celle de l'avoir affermie sur les bases inébranlables de la science et de la vertu.

Saintes, département de la Charente-Inférieure, ce 12 mars 1792
l'an 4^e de la liberté des Français.

(*Suivent 57 signatures.*)

(Archives Nat. F¹⁷ 1692. La cote de réception du comité (I. P.) porte : *Reçu le 21 avril 1792. En marge on lit : « Lu à l'Assemblée le 1^{er} avril 1792. »*)

III

INTRODUCTION

A L'HISTOIRE DES ÈVÈQUES DE SAINTES

JUSQU'AU RÈGNE DE SAINT LOUIS

(*Suite*)

X. — L'ÉGLISE DE SAINTES SOUS LES CAROLINGIENS

Nous ignorons tout de l'église de Saintes sous le gouvernement des ducs d'Aquitaine Hunaud et Gaffre. La tradition saintongeaise faisait d'Hunaud un païen, et par une étrange superposition de

légendes, voyait en lui le persécuteur de saint Eutrope. Peut-être y eut-il un homonyme du fondateur de l'Eglise santone qui siégea du temps d'Hunaud ; il y a bien eu un abbé Eutrope à Saintes, tout à fait distinct du missionnaire ; ce nom vénéré aurait pu être repris une troisième fois.

Si l'on admet notre conjecture basée sur l'ordre suivi par le catalogue des Evêques, ordre généralement exact, saint Séverin a vécu après Outric et Dizence ; il a donc pu être contemporain de Pépin.

Il est à remarquer que le Bréviaire de la cathédrale conservé dans la collection Martineau contient, dans son premier volume, un calendrier, où, au quantième du 21 octobre, on lit :

XII Kalendas Novembris. Severini episcopi. IX lectiones.

Les fêtes de saint Severin de Cologne et de saint Seurin de Bordeaux se célèbrent les 23 et 28 octobre. On ne concevrait pas que Saintes, si près de Bordeaux et si souvent associé à sa métropole, puisque à trois reprises un même prélat présida aux deux diocèses, ait adopté une date différente pour commémorer un archevêque. Sans doute les leçons adoptées par le rédacteur du bréviaire font constater la confusion, mais la différence dans le jour de la fête proteste contre une assimilation que l'absence de souvenirs précis sur l'évêque santon a naturellement amenée.

(A) *Benjamin, évêque de Saintes (783-784)*

La souscription « Signum Beniamin Xanctonice [sedis] episcopi » se trouve entre celle d'Aries (*Aricius*), évêque de Toulouse, et celle d'Adebert, évêque d'Auvergne (Clermont), au bas du dernier codicille au *testamentum* du comte Roger et de la comtesse Yfraise (*Eufrasia*) en faveur du monastère de Charroux (292).

Cet acte n'est point daté, mais il se place après 782, et avant 800, car le premier abbé de Charroux institué par ces fondateurs, Dominique, eut pour successeur David à qui, n'étant pas encore empereur, Charlemagne accorda un privilège. Mgr Duchesne a adopté avec Mabillon la date approximative 783/784.

Bien que les souscriptions épiscopales qui accompagnent celle de Benjamin connu par cet unique document, se retrouvent sur d'au-

(292) Dom P. de Monsabert, *Chartes et Documents de Charroux*, dans les *Archives historiques du Poitou*, XXXIX, xxxvi.

tres pièces entre 785 et 788, il faut reconnaître que toutes les signatures sont précédées d'une interpolation attribuant à Charlemagne le don d'une série de bénéfices en Saintonge, don qui paraît avoir appelé la présence d'un diocésain. Or le donateur réel fut Louis le Pieux, qui d'ailleurs, dès cette époque, portait le titre du roi d'Aquitaine. Cependant, Dom de Monsabert, qui s'est livré à une critique approfondie, à peine esquissée par ses devanciers, du *Liber de constitutione Karrofensis cænobii* (293), conclut à l'authenticité de toutes les parties de l'acte qui mettent en scène les fondateurs, à l'exception d'un passage dont M. Robert de Lasteyrie avait déjà signalé l'inadmissibilité : Roger y aurait exempté la communauté de la juridiction de l'ordinaire et prononcé par avance la déposition de tout évêque qui viendrait à violer ces dispositions. « L'exécution d'une semblable clause, remarque M. de Lasteyrie, ne dépendait d'aucun pouvoir civil. »

Roger que Charlemagne avait institué en 779 comte de Limoges (294) et qui, sous Pépin, avait administré toute l'Aquitaine (c'est le *Rodgerus Aquitanix dux* auquel fut concédé le chef de saint Austremonne lors de la translation de ses reliques en 764), dota le monastère de Charroux et lui fit don du château de Pierre-Encise (295).

L'évêque Thionl (*Theodulfus*) d'Orléans fit des vers à la louange de ce restaurateur de l'ordre monastique (296). La comtesse Yfraise y est aussi nommée. Tous deux, par un testament daté du 18 juin adressé à Bertrand évêque de Poitiers, placèrent sous son autorité (297) Charroux, dont ils confirmèrent la dotation. Charlemagne, à Aix-la-Chapelle, en 799, approuva (298) les libéralités de Roger et d'Yfraise.

La légende de Charroux (299) veut que ce roi, parcourant l'Aqui-

(293) D. de Monsabert a édité pour la première fois intégralement le *Liber de constitutione* d'après l'original qui appartient à la Société éduenne (*Archives historiques du Poitou*, t. XXXIX).

(294) L'Astronome, dans Pertz, *Mon. Germ. hist., Scriptores*, II, 609.

(295) *Acta SS. Ord. S. Bened.*, sac. III, pars II, p. 193.

(296) *Miracula sancti Genulfi*, ap. *Acta SS. Januarii*, II, 99.

(297) Mabillon, *Annales Ord. Sti Benedicti*, II, 712 (lib. xxv, c. 48 et append. 29).

Sur Aries ou Arichon, cité en 788 et entre 784 et 800, cf. Mgr Duchesne, *Fastes épisc. de l'ancienne Gaule*, 1907, t. I, p. 307.

(298) L'une des copies de cet acte (ms. lat. 5448, fol. 49), porte à tort le nom de Bertrand, par suite d'une confusion avec l'évêque de Poitiers.

(299) Ms. lat. 5448, *Chronicon Karrofense*.

taine, se soit arrêté chez Roger. Il y rencontra un noble breton nommé Frélan (*Fredelandus*) revenant de Jérusalem et apportant un morceau de la vraie Croix, acheté par lui à des juifs. Charlemagne se le fit céder grâce à de beaux présents et à l'intervention du comte de Limoges : cet incident aurait été le point de départ de l'établissement du monastère.

Nous avons émis le soupçon qu'une transformation s'est produite dans le nom de l'évêque Benjamin qui se serait appelé d'abord Loup et aurait, en recevant les ordres, adopté un nom biblique faisant allusion à une image de l'Ancien Testament rappelée par l'auteur de la vie de saint Loup de Troyes.

En tête de l'inventaire des reliques (300) conservées dans le trésor de Charroux se lisent les indications suivantes :

De sancto Marciali et sancto Hilario.

De sancto Lupo.

De capillis et ossibus et vestibis sancti Bibiani episcopi.

L'évêque Benjamin de Saintes peut être regardé comme le donateur de ces reliques multiples de son devancier Vivien, comprenant à la fois de ses cheveux, de ses ossements et de ses habits.

(B) *Biographie d'Aton, évêque de Saintes (797-13 août 804).*

Voici enfin un prélat sur la personnalité duquel on est maintenant suffisamment éclairé. C'est un Franc austrasien allié de Charlemagne, ami d'Alcuin, abbé de monastères poitevins qu'il travailla non sans succès à réformer, et bâtisseur d'églises. Sa vie fut courte et pourtant fort remplie. Bien que déjà l'historien bénédictin Mabilon en ait fait entrevoir l'intérêt, les particularités précises en ont été assez tardivement établies. Cela tient surtout à ce que sa principale fondation, le monastère de Nouaillé qu'il reconstruisit et peupla, n'a pas encore, malgré la richesse de ses archives, fait l'objet d'une monographie scientifique. Cependant depuis peu, cette lacune est heureusement comblée pour la période la plus ancienne, celle qui intéresse la restauration de l'abbaye.

M. Léon Levillain a consacré aux *origines du monastère de Nouaillé* une thèse (301) laborieusement établie, où se sont déployés de savants efforts pour triompher de l'obscurité du sujet. Ces

(300) *Archives historiques du Poitou*, XXXIX, 43.

(301) Paris, 1910, in-8°, tir. à p. de la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. LXXI, pp. 241-298.

recherches apportent à la biographie d'Aton une contribution précieuse.

La basilique Saint-Hilaire de Poitiers était desservie par une congrégation de prêtres et de clercs, ayant à sa tête un abbé et, parmi ces dignitaires, un cointre ou gardien du sanctuaire et des reliques. Epvre ou Evron (*Aper, Aepto, lepro*) la dirigeait, en 780; il avait institué l'un des prêtres de son église, Hermembert, pour recteur d'un prieuré qui en dépendait. Ce prieuré de Nouaillé avait été fondé au déclin du VII^e siècle par un abbé Rosseume (*Chrosclmus, Frotselmus*), devancier d'Evron, qui l'avait placé sous l'invocation de Saint-Hilaire. Ansoud (*Ansoaldus*), évêque de Poitiers, celui-là même qui revendiqua le corps de saint Léger comme étant son plus proche parent, avait, de son côté, fondé à Mazerolles-sur-Vienne un petit établissement religieux pour y héberger une congrégation dirigée par l'abbé Romain et que les vicissitudes de ces temps difficiles avaient amenée à s'exiler de l'Ecosse, et à franchir le détroit.

La mort de Romain, survenue quelque temps après, décida Ansoud à réunir cette fondation au monastère de l'abbé Rosseume et à la placer sous sa crosse.

Plus tard Mazerolles se retrouvera dans le patrimoine de Nouaillé. Les conclusions de M. Levillain coordonnant ces éléments documentaires peuvent être tenues comme acquises à l'histoire. La présence à la tête de l'Eglise Santone en 689 de l'écossais Arnual ne fut peut-être pas étrangère à l'accueil fait à cette colonie. Ansoud en effet a vécu jusqu'en 696.

On ne doit pas être surpris de retrouver sans cesse ces rapports entre les îles du Nord-Ouest et l'Aquitaine. La *Scotia* (Ecosse-Irlande) fournira encore au IX^e siècle des évêques à Angoulême et à Saintes. Les relations entre l'Irlande et les ports situés aux embouchures de la Loire et de la Garonne étaient directes à une époque très reculée, notamment pour le commerce des vins gaulois. Le fait est établi par des témoignages positifs et par les souvenirs que ce commerce a laissés dans la langue et la légende en vieil irlandais. C'est seulement à l'époque carolingienne que ces relations eurent pour intermédiaire la Grande-Bretagne (302).

La raison pour laquelle Ansoud s'intéressa particulièrement à

(302) M. Zimmer a présenté sur ce sujet, le 29 mars 1908, un mémoire à l'Académie de Berlin : « *le Commerce des vins entre la Gaule occidentale et l'Irlande, du I^{er} au VII^e siècle* ». Cf. *Journal des Savants*, 1909, n^o 3; *Revue de Saintonge et d'Aunis*, XXIX, 141.

Nouaillé est révélée par un texte qui signale la présence dans ce monastère de reliques qui tenaient au cœur du prélat au même titre que celles de saint Léger : les restes de Guérin, frère de l'évêque d'Autun, victime lui aussi de la haine d'Ebrouin. Le duc d'Aquitaine Guillaume III et sa femme Ale de Normandie firent à Nouaillé, et à son abbé Rouhard, donation d'une saline au marais de Voutron, en Aunis, en février 942, et ils déclarent faire cette largesse « ad monasterium Nobiliacensem, ubi sanctus Junianus et *beatus Warinus* corpore requiescunt (303), et est constructum et dedicatum in honore Dei et domini nostri Jhesu Christi, Sanctae ejusdem generatricis semper virginis Mariae, et eximii pontificis domini nostri Hylarii ».

Le jeune Louis, fils de Charlemagne et d'Hildegarde, fut, en 782, étant encore enfant, revêtu du titre de roi, et envoyé en Aquitaine : le gouvernement de cette province fut confié à un conseil formé par Charlemagne et soumis en fait à sa seule autorité.

Quelques années plus tard, Evron fut remplacé comme abbé de Saint-Hilaire par Aton, pourvu seulement du diaconat, et que dans un diplôme du 3 août 794 le jeune roi Louis qualifie : « *Magnificus vir et parens noster, fidelissimus domino et genitori meo et noster.* »

Ces titres dont la chancellerie carolingienne ne fut pas prodigue ne laissent aucun doute sur l'origine d'Aton. La qualification de « *magnificus vir* » le range dans la plus haute classe des nobles, celle qui touche immédiatement à la famille régnante ; le terme « *parens* » applicable à un ascendant (304) est employé ici, comme en maint autre exemple, au sens d'oncle : enfin la conjecture ingénieuse de Mabillon (305) n'ayant rencontré que des échos favorables dans l'érudition moderne, Aton doit se rattacher à la reine Hildegarde ; c'est donc un oncle maternel du roi d'Aquitaine, du futur empereur Louis le Pieux.

Dès lors, les recherches que nous avons poursuivies sur l'*Histoire des familles palatines* nous permettent de compléter sa généalogie.

Son père Geroud (*Geroldus*), comte d'Anglachgau, district voisin

(303) Fonteneau, XXVII bis, 33, d'après l'original aux archives de Nouaillé, layette Saint-Sauveur. — Cet érudit n'a nullement songé au comte Guérin, et propose de voir en ce « *beatus Warinus* » un « abbé cité de 886 à 901, mort probablement (!) en odeur de sainteté ».

(304) Depoin, *Les relations de famille au Moyen-Âge : Terminologie des rapports de parenté*, § 8 ; dans les *Mémoires de la Société historique du Verin*, t. XXXII, p. 64.

(305) *Annales Ordinis S. Benedicti*, II, 308.

du Rhin, épousa Emme (*Imma*), issue des anciens ducs d'Allemagne aux temps mérovingiens. Plusieurs de leurs fils sont connus : Geroud, créé marquis de Bavière, qui périt en 799, et Ouric (*Odalricus*), comte en Alamannie, ancêtres des dynastes de Lenzburg et de Buchhorn; enfin Otton, qui reçut en Saxe un comté.

Hildegarde avait obtenu pour sa nombreuse famille des avantages dont d'autres avaient pâti; sa mort prématurée amena une réaction funeste aux siens, à ce point que le fou de la cour, voyant Ouric en piteux équipage, soupira : « Comme on sent qu'Hildegarde a disparu !... » Charlemagne l'entendit; son amour pour celle qui lui avait donné tous ses fils s'éveilla; profondément ému, il voulut réparer aussitôt son injustice. Ouric, rentré en grâce, reçut de nouveaux honneurs; Gérard fut peu après investi du poste brillant et dangereux où il devait succomber.

C'est vers le même temps (789 à 792) qu'Aton fut appelé en Aquitaine.

Sur son passé, nous risquerons une conjecture. Serait-il cet abbé Tatton qui régissait le monastère de Kempten lorsque Hildegarde, qui fut, sinon la fondatrice, du moins la bienfaitrice principale de ce lieu, lui envoya de Rome des reliques insignes, les corps de deux martyrs (306) tirés des catacombes ? Les traditions de son abbaye rendaient probable une très proche parenté entre la reine et lui.

Quoi qu'il en soit, Aton arriva en Aquitaine avec une mission, celle d'appliquer les décrets (*statuta*) de Charlemagne aux établissements monastiques qui lui seront confiés. Ces décrets — M. Levillain l'a judicieusement pensé — sont bien l'*Admonitio generalis* et les capitulaires de 789, dont l'un, visant précisément la mission des envoyés royaux en Aquitaine, leur recommande de rétablir la discipline dans les monastères et au sein du clergé où elle ne règne plus (307).

Aton avait reçu, dira-t-il au jeune Louis, ces instructions de la bouche même de son très glorieux père. Aussi sommes-nous fixés sur l'époque de sa venue. Il lui fallut bien quatre ou cinq ans pour obtenir le résultat qu'en 794 il vint présenter au roi d'Aquitaine.

Bien que les habitants du cloître de Saint-Hilaire soient, dès 761,

(306) Gordianus et Epimachus (Mabillon, *Vetera analecta*, IV, 469. — *Annales ordinis S. Benedicti*, II, 229).

(307) « Ut episcopi, abbates, vel cœnobîa sanctorum sub ordine sancto esse redeuissent, propter quid non sunt. » — Boretius, *Capitularia*, I, 65; dans les *Mon. Germ. hist.*

dénommés « nonachi », on s'abuserait en concluant que tous étaient des cénobites réguliers. Si quelques-uns vivaient monacalement, d'autres, et le plus grand nombre, portaient l'habit de chanoine et ne pratiquaient point les austérités imposées aux fils de saint Benoît. Pour exercer une action sur ce troupeau disparate, le nouveau « pasteur » — c'est le rôle que lui-même revendique dans ses écrits, — va profiter de l'existence à Nouaillé, d'un établissement qui, bien que modeste (*cellula*), repose dans un site paisible, et convient à merveille au séjour de serviteurs de Dieu et des pauvres. Le prêtre Hermembert apporte son concours pour que là s'organise en proportion des modestes ressources du lieu une congrégation vouée à la fidèle observance des règles bénédictines.

Tout d'abord l'église antique disparue doit se relever de ses ruines. Par là débute l'œuvre d'Aton, et M. Levillain l'expose en un passage auquel on ne saurait rien ajouter : « La basilique primitive du monastère de Nouaillé fut dédiée à Notre-Dame... Alcuin (308) est notre premier garant : « Ces lieux que tu vois, ô lecteur, dans la nef de cet édifice vénérable, furent autrefois déjà une église. Mais le pieux père et pasteur Aton la fit surgir de terre parce qu'il t'aima d'un amour infini, ô Vierge Marie, mère immaculée du Dieu tonnant, toi la reine du ciel, suprême espérance de notre vie ! Pour qu'un culte t'honore en ce lieu, veille sur les servantes et serviteurs de Dieu qui te prient avec leur piété accoutumée, ô la plus douce des Vierges ! »

Famulas famulosque Dei... Un monastère double comme celui de Sainte-Radegonde, fut donc à Nouaillé fondé par Aton, ou plutôt rétabli : car c'est une influence irlandaise, celle de Fridolin, qui provoqua cette institution à Poitiers (309), encore que des causes plus générales aient favorisé la propagation, à travers toute l'Europe chrétienne, de ces établissements conjugués placés sous un gouver-

(308) Alcuin, *Carmina*, XCIX, XII (édit. Dümmler, *Mon. Germ. hist., Poetæ latini ævi Carolini*, t. I, p. 325) :

Haec loca quae cernis, lector, venerabilis aulae
Partibus ecclesiae, fuerant ecclesia quondam.
Sed pater et pastor supplex Ato sustulit ista
E terris, quoniam nimio dilexit amore,
Virgo Maria, Dei genitrix, te intacta tonantis,
Te, regina poli, vitae spes maxima nostrae ;
Ut tibi cultus, honor fieret memorabilis isthic,
Tu quoque respiceres solita pietate precentes
Hic famulas famulosque Dei, mitissima virgo !...

(309) Maurice Prou, *La Gaule mérovingienne*, p. 139.

nement unique (310), particularité essentielle, car elle les distingue d'avec les monastères rapprochés ou les simples services d'aumônerie (311).

« Cette inscription, que Dom Mabillon (312) et, après lui, Dümmler et l'abbé Largeault (313) ont attribuée à l'église de Nouaillé — continue M. Levillain — est en quelque sorte confirmée par des documents contemporains et postérieurs. Elle est en effet accompagnée, dans les manuscrits; d'autres inscriptions pour le réfectoire des moines, pour le dortoir, pour l'hôtellerie et pour l'infirmerie. Or Aton nous enseigne qu'il avait fait reconstruire le monastère : « Aliquod monasterium cujus vocabulum est Nobiliacus... ipsum renovavimus. » Et enfin il est incontestable que la Vierge fut, après cette restauration, l'objet d'un culte assez important pour que son patronage éclipsât celui de saint Hilaire dont le vocable avait été laissé au monastère (314) et contrebalançât pendant quelque temps celui de saint Junien (315) qui finit par l'emporter ».

Tous les bâtiments conventuels sont préparés pour recevoir religieux et religieuses : le recrutement s'opère tant au sein même du chapitre saint-hilarien qu'au dehors : la communauté s'est constituée sous la houlette d'Hermembert. Pour que cette œuvre ne disparaisse pas au premier caprice du sort, Aton s'adresse au roi Louis; il obtient une charte de stabilité assurant au monastère de Nouaillé son existence personnelle, lui imposant le caractère bénédictin, l'exonérant des droits fiscaux, lui confirmant le patrimoine constitué par les évêques Ansoud, Ibar (*Eparchius*) et Jobert (*Guozbertus*), et

(310) Mary Bateson, *Origin and early history of double monasteries*, dans les *Transactions of the Royal histor. Society*, nouv. série, t. XIII (1899), pp. 137-198.

(311) C'est une judicieuse remarque de Dom Fernand Cabrol, *L'Angleterre chrétienne avant les Normands*, p. 208.

(312) Mabillon, *Acta SS. Ord. S. Benedicti*, sæc. IV, p. I, p. 431; *Annal. Bened.*, II, 307.

(313) Alfred Largeault, *Inscriptions métriques composées par Alcuin à la fin du VIII^e siècle pour les monastères de Saint-Hilaire et de Nouaillé*, dans les *Mémoires de la Société des Antiq. de l'ouest*, 2^e série, t. VII, pp. 271-283.

(314) Comme le montrent des chartes de 868 et 901 citées par Redet, *Dict. topog. de la Vienne*, art. *Nouaillé*.

(315) En 912 une charte dénomme l'établissement « Monasterium Nobiliacense in honorem Sancte Marie, et sancti Juniani constructum ». Dans le domaine de Montvinard donné à Saint-Junien et confirmé par Charles III en 906, les moines élevèrent dès 936 une église en l'honneur de la Vierge, qui fut le centre d'un pèlerinage célèbre. Le P. Camille de la Croix a établi que cette chapelle, de construction carolingienne, se substitua à un petit *fanum* romain.

grossi par les libéralités d'Aton lui-même. Louis agit ainsi sur la suggestion de l'abbé, « par vénération — dit-il — envers notre seigneur et patron, le très bienheureux Hilaire ».

La communauté renaissante se développe et le besoin se fait sentir de lui assurer de plus amples ressources. Quatre ans ne sont pas encore écoulés ; voici mars 798 atteint ; l'abbé de Saint-Hilaire a franchi un pas considérable dans la hiérarchie de l'Eglise, car, dans cet intervalle, son neveu l'a fait promouvoir à l'évêché de Saintes. Mais il n'a point résigné son abbaye et il fait, avec le prêtre Hermembert, le Père qu'il a délégué pour présider au monastère de Nouaillé, un contrat bilatéral.

« Un pasteur vigilant. — ainsi commence le préambule, — prend soin des brebis à lui confiées, de peur que le loup rusé, toujours aux aguets pour les ravir, ne saisisse adroitement l'occasion et n'en arrache quelqu'une aux mains du berger pour la dévorer. Le Sauveur dit en effet : « Le bon pasteur donne sa vie pour ses brebis » ; et Grégoire ajoute : « Celui qui ne donne point son bien pour ses brebis, comment exposerait-il sa vie pour elles ? »

En s'inspirant de ces pensées, l'évêque rappelle que dans le monastère restauré par lui (*ipsum renovavimus*) des moines sont maintenant établis « pour accroître la récompense des seigneurs rois et la nôtre », et que le moment est venu pour faire face aux besoins des religieux et des pauvres, de réunir au patrimoine monastique deux domaines qui lui appartenrent autrefois : Jouanne (316) et Chaunay en Briançais (317). Il conjure ses successeurs de respecter ces restitutions, et même les astreint, au nom de l'indivisible Trinité, à ne rien détourner de ce que les catholiques fidèles ont donné pour nourrir la communauté.

En retour, Hermembert, prêtre et moine, et ses frères promettent spontanément au pontife, le noble seigneur Aton leur pasteur très pieux, que, tant qu'il vivra, une messe spéciale sera célébrée pour lui chaque jour, et qu'à toutes les heures canoniales un psaume sera chanté en priant pour lui. Aton souscrit ce chirographe avec Baussend (*Bodosindus*) prêtre et cointre, ou gardien du tombeau de saint Hilaire, de nombreux prêtres, diacres et clercs qui tous ensemble constituent la congrégation de Poitiers.

Cette pièce destinée à Nouaillé ne porte point, et cela s'explique,

(316) Entre Allonne et Château-Larcher, ca. la Villedieu, arr. Poitiers.

(317) M. Levillain préfère identifier *Colnago* à Chaunay, ca. Couhé, arr. Poitiers, plutôt qu'à Caunay (Deux-Sèvres), tous deux *in pago Briosinse*.

la souscription d'Hermembert, ni d'aucun moine. Elles figuraient apparemment sur la charte jumelle que conserva l'évêque Aton.

Celui-ci s'intitule « in Dei nomen ego Ato humilis et servus servorum Dei ultimus, pontifex urbis Sanctonicae Sancti Petri ecclesiae senioris canonice, necnon et rector monasterii Sancti Hilarii situm prope Pectavis, ubi ipse sanctissimus humatus esse videtur ».

Cette formule, dont tous les souverains pontifes s'approprièrent une partie, respire la modestie d'Aton et sa dévotion aux deux saints dont les sanctuaires lui étaient confiés, Saint-Pierre de Saintes et Saint-Hilaire de Poitiers. L'église canoniale de Saintes est appelée Saint-Pierre-le-Vieux, comme étant la plus ancienne de la ville. On voit par le titre « ecclesia canonica » qu'il y avait à Saintes un chapitre, institution qui disparaîtra avec tant d'autres sous la rafale des terribles invasions du IX^e siècle et que fera renaître Iselon de Musidan à l'approche du millénaire.

En instituant une famille bénédictine à Nouaillé, le but d'Aton était de former une pépinière de moines qu'il appellerait successivement à Saint-Hilaire, en sorte que peu à peu, et dans l'espace d'une génération, la communauté, de canoniale, serait devenue monastique.

Une mort prématurée arrêta cette transformation. D'un nouveau diplôme de Louis le Pieux de mai 808, il ressort que la Congrégation de Saint-Hilaire n'a plus de chef. Les frères viennent trouver le roi. Ils lui exposent qu'il y a parmi eux deux groupes divergents : ceux qui veulent persévérer dans l'étroite observance (*vita arctior*), et ceux qui entendent continuer, sous l'habit canonial, le genre de vie qu'ils avaient mené jusque-là. Le roi décide que les premiers quitteront Saint-Hilaire et se retireront à Nouaillé, où ils pourront vaquer à la vie contemplative, accueillir et s'agréger des francs hommes et des serfs et, sans opposition possible de l'abbé de Saint-Hilaire, librement parmi eux élire un abbé qui les guide dans l'accomplissement de leur règle. La Chambre du roi leur versera chaque année 20 sous à la fête de saint Hilaire, pour qu'on ne puisse à l'avenir imputer la décision royale à des calculs intéressés : mais les abbés de Nouaillé n'auront la faculté de rien aliéner des biens du monastère. A Saint-Hilaire la vie canoniale continuera suivant sa primitive institution.

Si l'effort courageux poursuivi avec persévérance et générosité par l'évêque abbé n'atteignit pas le but entrevu, il ne demeura donc pas stérile. L'essor pris plus tard par l'intéressante et estimable abbaye de Nouaillé est dû à son initiative.

A Saint-Hilaire Aton s'était encore signalé par une manifestation de respect envers la mémoire de son devancier. Evron voulut être inhumé dans la basilique aux côtés du bon et pieux évêque Jean I^{er}. Leurs tombes, que rien ne protégeait contre le passage des fidèles, étaient foulées sans cesse aux pieds des allants et venants. Aton s'émut de cette indécence. Il ordonna d'entourer ces monuments d'un mur bas pour les isoler, éleva auprès un autel où le sacrifice divin serait offert pour leurs âmes, et y plaça l'emblème de la Rédemption.

C'est encore Alcuin qui, dans une de ses pièces épigraphiques (318), relate cette initiative d'Aton. Leurs relations, peut-être anciennes, se resserrèrent durant le séjour que le docte régent de l'Académie du Palais fit à Tours dans les huit dernières années de sa vie, de 796 à 804 (319).

Voici les termes de cette inscription rythmée :

*Hujus hic pausat praeclarus episcopus urbis,
nomine Johannes, vir pius atque bonus.
Hic requiescit Aper, hujus venerabilis abbas
ecclesiae pastor promptus ad omne bonum.
Sed pedibus populi fuerant calcata sepulchra
nec paries cinxit, ut decuit patribus :
Hoc Ato non suffert, Aperi successor honoris,
Corpora calcari sacra patrum pedibus :
Sed monumenta brevi placuit concingere muro,
pervia ne populi busta forent pedibus.
Addidit et nostrae statim pia signa salutis
in quo Salvator victor ab hoste redit.
Insuper allare statuit venerabile Christo,
in quo pro patribus hostia sacra foret,
Ut Deus omnipotens requiem concederet illis
cum sanctis pariter semper in arce poli.*

Aton est loué par Alcuin dans une autre épigramme (320) d'avoir érigé un temple en l'honneur de saint Lambert, évêque et martyr, et de la vierge sainte Cécile. Ce sont encore les témoignages de reliques apportées de Rome, et simultanément de la fidélité au souvenir du prélat qui s'attira la mort par son énergie à défendre la morale religieuse et conjugale. Ce n'était pas faire sa cour aux Carolingiens que de revendiquer le patronage de l'évêque dont l'autorité se brisa contre la passion de Pépin d'Héristal pour Alpaïde la

(318) *Carmina*, p. 142.

(319) Auguste Molinier, *les Sources de l'Histoire de France*, t. I, p. 191.

(320) *Carmina*, p. 133.

mère de Charles Martel, l'aïeule de Charlemagne et de toute sa postérité. Alcuin était éloigné de la cour lorsqu'il écrivit cet éloge. D'autre part, les diverses pièces d'Alcuin n'attribuent à Aton d'autre titre que celui d'abbé. Elles sont donc antérieures à mars 798.

Reprenant la conjecture ingénieuse de Mabillon, Léon Maître dans son étude sur *Cunault, son prieuré et ses archives*, a émis l'opinion que l'ancien évêque Aton, « Atto quondam episcopus » dont parle un diplôme de Louis le Pieux du 2 août 830 en faveur de la communauté de Noirmoutier « est la même personne qu'Atton abbé de Saint-Hilaire de Poitiers auquel Mabillon attribue (321) le mérite d'avoir relevé le monastère de Nouaillé au diocèse de Poitiers : « Nobiliacensis monasterii instaurator. »

Mais il est impossible de suivre Léon Maître lorsqu'il continue avec cette affirmation : « La reine Hildegarde, dont Aton était parent, le fit promouvoir à l'évêché de Saintes », car, outre l'inexactitude de date — « vers 799 » au lieu de « dès 797 » — la première épouse couronnée de Charlemagne succomba en pleine jeunesse (322) le 30 avril 783, et Aton reçut la crosse une quinzaine d'années plus tard.

C'est après le 26 décembre 800, Charlemagne de « sainte mémoire » étant empereur, qu'Aton réunit à ses autres bénéfices le monastère de Saint-Philibert primitivement doté, comme Nouaillé, par la munificence d'Ansoud de Poitiers.

« En lui confiant le gouvernement de Noirmoutier, écrit Léon Maître, Charlemagne avait cédé au désir qu'éprouvait cet apôtre de réformer toutes les communautés tombées dans le relâchement. D'après les expressions de l'exposé, « monasterium adeptus », nul doute qu'Aton n'ait rempli les fonctions d'abbé. Ce n'est pas la seule nouveauté historique qui ressorte de la lecture de l'acte impérial ; sa teneur nous aide à comprendre Adémar de Chabannes : quand ce chroniqueur dit que le monastère de Saint-Philibert fut construit par le grand empereur d'Occident, il a voulu (323) simplement indiquer la reconstruction.

D'après le texte du diplôme de 830, Aton ne se serait pas borné à solliciter la générosité de Charlemagne pour relever les murs de son monastère. Il aurait aussi réclamé son intervention pour rétablir la discipline et l'ordre monastique dans la communauté.

(321) *Annales Ordinis Sancti Benedicti*, II, 307.

(322) Böhmer-Mühlbacher, *Regesta Imperii* (1889), t. I, p. 95.

(323) « Herio insula... ibi fecerat dominus imperator Carolus monasterium Sancti Philiberti. » *Chron.*, III, 16.

Après une période de ferveur assez longue, le relâchement s'était introduit dans le gouvernement de la maison et dans la vie intérieure des religieux. Cette décadence était inévitable au milieu des troubles qui agitaient sans cesse le pays.

Aton ne réussit pas dans l'œuvre de transformation qu'il avait rêvée. La mort le surprit trop tôt : mais le feu qu'il avait allumé réveilla peu à peu la ferveur de la communauté, si bien que sous Louis le Pieux on constatait une grande ardeur pour l'accomplissement des devoirs religieux. Aton a donc été en réalité le rénovateur de l'esprit monastique dans le Bas-Poitou à la fin du VIII^e siècle (324).

Le diplôme de Louis le Pieux qui atteste, seize ans après la mort de Charlemagne, l'auréole céleste dont la vénération des peuples entourait son image, porte un témoignage non moins favorable à la haute vertu d'Aton.

L'empereur le qualifie « très saint homme », *sanctissimus vir* (325). Il constate que « l'ordre monastique instauré par Aton au monastère de l'île d'*Herio* [Noirmoutier] continua d'y fleurir de son temps, et se conserva longtemps après lui ». Ainsi en 830 la mort d'Aton était un événement déjà lointain.

Nous savons (326) qu'Arnoul abbé de Noirmoutier était en charge le 16 mars 819 ; il avait eu le temps de construire une maison de refuge pour ses moines à Deas sur la Boulogne. Aton, suivant une conjecture énoncée plus haut, fut abbé de Kempton. Il semble dès lors indiqué de l'identifier avec « *Ato episcopus* », inscrit au *Liber fraternitatis* de Weissembourg (327) au milieu des prélats contem-

(324) Léon Maître, *Cunault, son prieuré et ses archives*, pp. 15-16, tiré à part de la *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. LIX (1898), pp. 247-248.

(325) « *Vir venerabilis Atto, quondam episcopus, monasterium Sancti Philiberti patroni nostri, et preclarissimi confessoris Christi, quod est situum et ab eo constructum Herio maris insula per largitionem sanctae recordationis domni Karoli, genitoris nostri et praestantissimi imperatoris, adeptus, ut ordo regularis qui olim in eodem loco a prefato sanctissimo viro institutus et multis, postea, temporibus laudabiliter ac decenter conservatus...* » — Diplôme édité par Léon Maître, *Cunault, son prieuré et ses archives*, p. 267. Adémar de Chabannes attribue à Charlemagne l'établissement du monastère (I. III, c. 16), c'est-à-dire du logement des moines. — Le diplôme de Louis le Pieux atteste, avec bien d'autres textes, la vénération qui entourait la mémoire de Charlemagne. Des textes officiels aussi formels se rencontrent rarement pour la plupart des saints qui n'en ont pas moins leurs autels.

(326) Poupardin, *Monuments des abbayes de Saint-Philibert*, pp. 107, n° 1, et 108, n° 3.

(327) Mabillon, *Annales ordinis Sancti Benedicti*, II, 414.

porains de Charlemagne. D'autre part on peut le regarder comme l'*Atto episcopus* cité au 13 août dans le *Nécrologe de Saint-Martial* où sont commémorés de nombreux évêques de Saintes et d'Angoulême (328).

Il n'est pas, du reste, à supposer qu'Aton ait survécu à Charlemagne. Les sympathies d'Alcuin donnent lieu de croire que le prélat saintais en avait de réciproques pour le fondateur de l'Académie du Palais où se groupèrent les Impérialistes. C'eût été suffisant pour qu'on évitât de choisir, s'il eût été encore entre ses mains, Noirmoutier pour lieu d'exil des célèbres frères Alard (Adalard) et Wala, conseillers de Charlemagne, lorsqu'à la mort du vieil empereur (28 janvier 814) l'Académie fut dispersée (329).

Des proscrits de telle importance n'ont pu être placés qu'en des mains très sûres. Le nouvel abbé Arnoul (330) paraît n'avoir rien fait pour atténuer la rigueur de leur internement que la sévérité du climat, jointe aux transes que causait à toute la région la menaçante offensive des pirates, rendit si pénible aux déportés, à l'ainé, surtout, déjà sur les confins de la vieillesse. Lorsque la réaction inspirée par la jeune impératrice Judith vint les arracher à l'exil en 820, elle les trouva déprimés par une décadence, physique tout au moins, dont Wala ressentit longtemps les atteintes, et qu'Alard traîna comme un boulet pendant le peu d'années qui s'écoulèrent jusqu'à son trépas.

Mais, par surcroît, la mention, conservée par Duchesne, de l'évêque Thiébert en charge au mois de janvier 805, oblige à reporter

(328) Sur l'obituaire de Saint-Martial on lit au 13 août : « Oddo episcopus. Ato episcopus. » Il est à remarquer que le nécrologe de Saint-Martin-des-Champs porte à la même date cette double mention, tandis que celui du prieuré de Longpont, qui émane d'une source commune, porte (aussi au 13 août) : « Odo archiepiscopus, Otto episcopus. » (Aug. Molinier, *Obit. de la province de Sens*, I, 451, 524.) Ce savant a eu tort d'émettre l'hypothèse qu'il pourrait s'agir d'Aton évêque de Troyes, mort le 29 août après 1145; en effet, à ce quantième se trouve son obit au nécrologe de Saint-Martin-des-Champs, il se distingue donc nettement de l'homonyme décédé le 13 août.

(329) Paschase Rathbert, *Vita Adalhardi*, c. 32 et 65; *Vita Wala*, I, II, c. 11 : ap. Pertz, *Mon. Germ. Histor. Scriptores*, II, 527, 531, 558.

(330) Louis le Pieux, né en 778, eut d'une relation de première jeunesse un fils nommé Arnoul qui, d'après un texte du IX^e siècle, aurait été comte de Sens. *Senonensis* n'est-il pas une leçon fautive pour *Sanctonensis*? Si Arnoul fut comte de Saintonge, il aurait pu naturellement recevoir en commende des abbayes situées dans la région, telles que Noirmoutier. Quoi qu'on pense de cette suggestion, le prénom d'Arnoul implique une origine carolingienne, qu'il s'agisse de l'enfant naturel d'un prince ou du fils d'une princesse.

tout au moins à l'année précédente la fin du pontificat de son devancier.

Puisque Aton est mort évêque (les termes du diplôme qui rappelle son souvenir le témoignent), son dernier jour a dû être le 13 août 804.

« On s'étonne à bon droit que les monuments écrits de l'église de Saintes soient absolument muets à l'égard d'un personnage tel que fut Aton, dont le zèle a dû se montrer aussi actif chez les Santons que chez les Poitevins. Je hasarderai une idée pour donner à croire que son influence n'a pas été complètement nulle. Si les souvenirs historiques et légendaires relatifs à Charlemagne sont demeurés plus persistants en Saintonge qu'en d'autres pays, si la tradition, sans doute véritable, qui proclame Pépin et son fils comme des bienfaiteurs et même des fondateurs de l'église cathédrale de Saint-Pierre, s'est conservée vivace dans le cours des siècles, cela ne serait-il pas dû à la présence de l'évêque franc sur le siège de Saintes ? Celui-ci aura tout fait pour conserver la mémoire des rois de la dynastie franque auxquels il était apparenté. »

Ainsi s'exprime la plume autorisée de M. Largeault (331). Nous n'ajouterons qu'un mot. On ne raconte point qu'Aton ait fait des miracles, il est vrai, ou du moins aucun récit de ce genre ne nous a été transmis, mais nous avons sur ses vertus la caution d'un contemporain éminent, l'empereur Louis le Pieux.

Etre qualifié « sanctissimus vir » vingt-cinq ans après sa mort par la chancellerie officielle, c'est un témoignage bien rarement rendu à des personnages n'ayant pas été canonisés. Aton n'aurait-il pas mérité que cet hommage lui soit renouvelé par un rappel de sa mémoire dans quelque une des leçons historiques d'un office des bréviaires de Poitiers et de la Rochelle ?

(A suivre.)

J. DEPOIN.

QUESTION

N° 838. — *Au qui l'an neuf.*

Il me souvient que *la Revue de Saintonge et d'Aunis*, dans le passé, a souvent servi d'intermédiaire pour des recherches de curiosité ou

(331) Alfred Largeault, *Inscriptions métriques composées par Alcuin*, dans les *Mémoires des Antiquaires de l'Ouest*, t. VII, 2^e série (1885).

d'érudition locale qui ont permis de reconstituer certains textes de vieux « *lais* » populaires et religieux, — comme « *la Varve à Dieu* », ou de vieilles chansons, comme « *Elle a de l'entendement, not Bique* » — et de sauver de l'oubli, en les reconstituant, certaines coutumes de l'ancien temps qui ne se conservaient plus que par une tradition devenant d'année en année plus imprécise et vaporeuse.

Fort de ces précédents, je fais appel à nos confrères et, en cette saison de l'année qui est celle des vœux de l'an neuf, j'exprime le vœu qu'ils veuillent bien communiquer à notre intéressante *Revue* tout ce qu'ils savent ou qu'ils auront pu ou pourront recueillir sur la « *Guillannée* » ou la « *Guillonnée* », nom qu'on donnait autrefois en Saintonge, comme dans la plupart des provinces de l'Ouest (et ce nom s'est conservé au Canada) à la fête de l'an neuf ou du 1^{er} janvier.

L'idée de faire cette enquête parmi les lecteurs m'est venue à la suite d'une lettre que j'ai reçue, ces jours-ci, d'un de nos compatriotes, M. Siroit, du Billaud, près Breuillet, qui m'écrit, à propos de ma pièce : « *Au gui l'an-neuf !* » dans mes *Poèmes patriotiques* :

« Je prends la liberté de vous adresser, Monsieur le Sénateur, une remarque sur votre pièce de vers intitulée : *Au gui l'an-neuf*.

« Je crois qu'il n'y a aucun rapport entre le *gui* et le nom qu'on donnait autrefois à la fête du 1^{er} janvier.

« Il existait encore ici (environs de Royan), au commencement du siècle dernier une coutume qui consistait, pour les enfants des familles pauvres, à aller souhaiter la bonne année de porte en porte, munis d'une tige de bois qui avait, dans le haut, des petits crocs, et dont on faisait la toilette en lui ôtant l'écorce. On appelait cette tige ainsi arrangée : *l'aiguillon neuf*, qu'on prononçait, selon le patois du pays, *l'ayillon neu* (c'est-à-dire, selon moi, « l'aiguillon neuf »).

« Les enfants pendaient à ces crocs les morceaux de pain et les fruits qu'ils recueillaient, et l'ensemble de ces objets avec la branche qui les portait s'appelait « *la Guillannée* » ou « *l'Aguillonnée* ».

« Telle est, à mon humble avis, l'origine et l'explication de ces deux mots. »

Contrairement à l'avis de mon honorable compatriote et correspondant, je persiste à croire que son explication de la *Guillonnée* par un « *aiguillon neuf* » n'expliquerait en rien la coutume qu'il décrit ni son origine, tandis qu'on comprend très bien que la branche de *gui* symbolique que les enfants de nos campagnes prenaient sans doute autrefois au premier jour de l'année (se rappeler que les branches de *gui* sont encore, en Angleterre et à Paris même, la parure obligée de la fête de Noël (*Christmas*) à l'abri de laquelle,

dans les danses, les baisers mêmes sont permis), on comprend très bien, dis-je, que cette branche de gui, trop légère et flexible pour y suspendre de nombreux cadeaux, ait été, avec le temps, remplacée (surtout dans les pays où le gui est rare) par une branche plus solide avec des crochets adventices.

Pour confirmer au surplus mon explication de la *Guillonée* par le « gui » (non par l'aiguillon), il me sera permis de m'appuyer sur l'autorité de Littré qui, au mot : *Gui*, signale la locution : « *Au gui l'an neuf !* » et écrit : « Cette espèce d'exclamation paraît s'être conservée en mémoire de la cérémonie où l'on distribuait le gui, chez les Gaulois. — Le grand sacrifice du *gui de l'an neuf* se faisait avec beaucoup de cérémonies près de Chartres, le sixième jour de la lune, qui était le commencement de l'année, suivant leur manière de compter par nuits. » (DUCLOS, *Mém. Druid.*)

Je citerai enfin P. Jônain (*Diction. du patois saintongeais*), qui au mot *Yi*, *Gui*, écrit : « *yi* est masculin, excepté dans le fameux cri gaulois : « à la *Yi*, l'an neu ! » (Se rappeler d'ailleurs que *Viscus* d'où vient « *Gui* » ou *Yi*, comme tous les noms d'arbres, était féminin en latin — « *La Yi* » représente donc la forme la plus ancienne).

Sous la rubrique : « *AYILLONNEU* » (Berry, id. et *Guilanné* ailleurs *Guillonée* (voyez ce mot dans le *Glossaire du Centre* pour la chanson populaire dont il donne quelques couplets, d'après M. Battery), Jônain écrit :

« Chez nous, finalement et par extrême corruption, ce mot est devenu : *Ayillon neu*, « aiguillon neuf ». « Nous avons encore vu, dans notre enfance, d'autres enfants de village se promener, le jour des Rois (ici ce n'était plus le premier de l'an), de porte en porte, avec un aiguillon de bois tout neuf, dans lequel ils embrochaient les couennes de lard qui leur étaient données. Ils quittaient aussi de la graisse et des œufs pour l'*ayillon neu*, afin de faire des crêpes et de se réjouir, sans se douter qu'ils célébraient une fête druidique bien antique et bien mystérieuse. En effet, le cri ancien était-il : *Au guy l'an neuf !* ou son équivalent, comme on l'a cru, jusqu'à nos jours, ou bien : *Eghin an eit* : « le blé naît », la vie ressuscite, l'humanité n'est pas abandonnée ?... Cette dernière explication ferait remonter ce rite gaulois jusqu'aux fêtes phéniciennes de la mort et de la résurrection d'Adonis (*Adonai*, le Seigneur) : trois jours de deuil, après lesquels les dames s'envoyaient mutuellement des pots de blé vert, en grande consolation et jouissance, etc. »

Mais je ne veux pas me laisser entraîner, avec P. Jônain, sur les ailes de l'imagination et des étymologies. J'en reviens à ma question du début. Quelques-uns de nos confrères de la *Société des Archives* pourraient-ils et voudraient-ils nous donner, dans cette

Revue, des renseignements sur la pratique de la *Guillonnée* et les chants qui l'accompagnaient? Cette pratique se conserve-t-elle encore dans quelques localités de notre province?

EUGÈNE RÉVEILLAUD. -

LIVRES ET REVUES

Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure, 6^e livraison, tome XIX. 1918.

Note sur un cadran solaire en étain et plomb, par M. J. Pommier. — *Critique de la guerre de 1688* avec commentaires par M. le docteur Ch. Vigen. — *Jussas et Corignac*, 212 confessions pascales en 1770, extrait des registres paroissiaux par le même. — Note du même sur l'origine du nom d'*Armans*, *Allemands*, donné à plusieurs villages. — *L'île d'Oleron* par M. Paul Enard (monnaies, cadran de cuivre, vieille enseigne). — *Brouage pendant la Révolution*, avec liste des internés (1792-1795), par le Dr Vincent.

M. Ch. Dangibeaud a recherché quel pouvait être le lieu d'origine du miniaturiste Philippe dit de Mazerolles. Le comte Durrieu, en étudiant un livre de prières exécuté en 1469 par ce Mazerolles pour le comte de Charolais futur Charles le Téméraire, avait remarqué que parmi les saints invoqués figurait saint Eutrope. Du rapprochement de ce nom avec celui de Mazerolles qui est celui d'une commune voisine de Saintes, M. Durrieu avait tiré la conséquence que peut-être ce Philippe était Saintongeais. A la vérité on l'appelle aussi Philippe de Maroles, mais M. Durrieu prenait ce dernier nom comme une contraction du premier. Son attention avait été d'autant plus attirée par ce saint Eutrope que ce saint est rarement figuré dans les livres de prières de cette époque. Il a entouré son hypothèse de toutes les réserves possibles, mais sa conviction était bien que saint Eutrope révélait une origine saintongaise de ce miniaturiste, un des meilleurs du XV^e siècle.

Tel n'est pas l'avis de M. Dangibeaud, qui répond : la présence de saint Eutrope dans ce livre de prières, offert au comte de Charolais en 1466, s'explique tout naturellement. Mazerolles ne pouvait éviter de le mettre à côté de saint Michel, de saint Etienne, de saint Christophe et autres saints que l'on est beaucoup plus habitué à rencontrer dans les livres pieux de l'époque. Saint Eutrope avait à

Heullé, près Courtrai, en Flandres, dans les états du duc de Bourgogne, une chapelle très fréquentée par les paralytiques et les lépreux, les animaux malades. On célébrait sa fête pendant neuf jours. Rien n'indique que Mazerolles ait eu des attaches avec la Saintonge, on chercherait vainement une famille de ce nom dans ce pays, on pourrait en rencontrer dans la Guyenne aux XIII-XIV-XV^e siècles; toutefois, on n'a guère de chance de mieux réussir de ce côté, par la raison que si un quelconque des saints que le peintre a représentés dans son livre peut apporter quelque éclaircissement sur son origine, on ne voit que saint Gatien. Or avec saint Gatien nous sommes, sans conteste, amenés en Touraine. Si saint Eutrope est rare dans les livres de prières, saint Gatien l'est encore plus. Il a donc fallu à l'artiste une raison spéciale pour l'y introduire. Quelle est-elle? Tous les saints à qui le comte de Charolais s'adressait dans ses prières ont une puissance thérapeutique connue. Ils sont tous des saints guérisseurs. M. Durrien le reconnaît pour saint Georges, le « saint de cœur » du comte. Saint Gatien n'a aucun pouvoir avéré, si ce n'est de permettre à ses invocateurs de retrouver un objet perdu. Il serait donc le saint Antoine de Padoue du XV^e siècle. On conviendra que Mazerolles aurait eu une singulière idée de mettre un saint à si petite spécialité à côté de saint Georges, de saint Eutrope, de saint Sébastien, de saint Laurent, de sainte Marguerite, qu'il fut amené à mettre dans le livre parce que Charles allait épouser Marguerite d'Yorck, au moment où il peignait ses figurines. M. Dangibeaud prétend que si Mazerolles a mis saint Gatien, c'est en guise de signature, en souvenir de son pays natal probable, de Tours où il a dû faire ou commencer son éducation de miniaturiste. Mazerolles, dit-il, ne serait qu'un surnom, comme il arrivait à presque tous les peintres d'en prendre un, et de l'emprunter à leur lieu d'origine. Il se serait appelé Maroles, originaire de Mazerolles. Il existait en Touraine une famille noble bien connue de Marolles, et près d'Azay-le-Rideau, dans la commune de Saché, on voit un grand et un petit Mazerolles, un ruisseau près de Loches porte le même nom. En Maine-et-Loire il y a un autre Mazerolles.

Si on ajoute que le livre contient un saint Martin, saint éminemment tourangeau, que le peintre, a représenté saint Gatien prêchant au milieu d'une petite place qui rappelle étonnement la petite place qui s'étend derrière la cathédrale Saint-Gatien de Tours, on aura quelques présomptions en faveur d'une origine tourangelles de Philippe. En tout cas, il est bien certain qu'il ne peut être Saintongeais.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AVRIL 1919

AVIS ET NOUVELLES : Séance du Bureau : cotisation ramenée à 13 fr. ; clocher de Bourg ; médailles ; portrait de Santeul ; port de Talmont.

NÉCROLOGE DE LA GUERRE.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL : DÉCÈS : M. Moreau ; comte de Massougnès des Fontaines ; M. Bruneau ; vicomte de La Grandière ; M. Hus ; M. Forcet ; M^{re} Soulard ; D^r Bron ; M^{re} Damrémont.

MARIAGES : De Laval-Lasferrière ; Fontorbe-Bouyer ; de Richemont-Castillon du Perron ; Brumauld des Houlières-Perier.

VARIÉTÉS. — *Pourquoi le duc d'Angoulême n'alla point à La Rochelle en 1817*, par M. l'abbé Uzureau ; *Petit de Bertigny* (fin), par M. Ch. Dangibeaude ; *La bibliothèque d'un curé de campagne avant la Révolution* ; *Arrêt de la Société populaire de Ruffec pour prescrire le tutoiement*, par M. Guérin ; *Introduction à l'histoire des évêques de Saintes* (suite), par M. Depoin.

RÉPONSE : *La Guillanneuf*, par M. G. Tortlat.

LIVRES ET REVUES : *Bulletin philologique* (1916) ; *Archives de la Gironde* (1915) ; François de Sourdis. *Journaux du trésor de Charles IV le Bel* ; *Bulletin Société des Sciences de l'Yonne* : divinité accroupie ; *Revue archéologique* : poignard à tête humaine ; *Bulletin archéologique* : crosse ; *Bulletin philologique* (1917) : coutumier ; *Gazette des Beaux-Arts* : jubé ; *Revue d'Agenais* : Comtesse de Châteaurenard ; *Revue du Bas-Poitou* : les Berand ; *Bulletin de la Société du Limouzin* ; *Société de Géographie commerciale* : abbé Gaurier ; *Tablettes des Deux-Charentes* : Rochefort ; *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest* : saint Fort ; *Comptes-rendus de l'Académie des L.-B.-L.* : triple commémoration des morts ; *Romania*.

BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

Le Bureau de la Société s'est réuni le 6 mai.

Il a prononcé les admissions suivantes :

M. Henri Pédezert, inspecteur aux chemins de fer de l'État.

M. J. Filippi, principal du collège de Saintes.

M. Cousin, directeur de l'agence du Crédit Lyonnais à Saintes.

M. Colineau, négociant à Surgères.

Il examine la situation des ressources de la Société, recettes et dépenses, et entend la lecture d'une lettre de l'imprimeur de la *Revue*. Non seulement la cessation de la guerre n'a pas amélioré la vie, mais elle a été le point de départ d'une aggravation sérieuse en toutes choses. La loi des huit heures détermine une gêne dans les ateliers et une majoration très sérieuse des tarifs de la main-d'œuvre.

Après étude de plusieurs décisions, le Bureau décide de ramener la cotisation annuelle à l'ancien prix : *Une quittance de treize francs*,

augmentée des frais de recouvrement et, pour certains membres, des frais de port du volume, sera donc présentée très prochainement. A cette condition la Société pourra maintenir ses deux publications.

Un coup de vent (avril 1919) a renversé une partie du clocher de l'église de Bourg-sur-Charente, massive construction carrée sans aucun caractère.

Le *Courrier de Jonzac*, qui avait cessé de paraître depuis le 29 novembre 1914, a repris sa publication le dimanche 6 avril 1919.

Parmi les médailles reçues du 1^{er} janvier au 1^{er} août 1914 par le Cabinet des médailles, notons :

Conseil d'hygiène de la Charente-Inférieure (Pasteur) par Prudhomme.

Commission sanitaire de la Charente-Inférieure (Pasteur) par le même.

Saintongeaise par Mme Merignac (un exemplaire existe au musée de Saintes, don de M. Maurice Martineau).

Pour sa bienvenue sous la coupole, M. Alfred Capus a apporté au Musée Condé un don singulièrement précieux. Un habitant de la maison qu'il habite avenue Émile-Pouvillon, M. R. Philipon, l'a averti un jour que sa tante, Mme Lefebvre, était disposée à offrir à Chantilly un portrait de Santeul dont elle avait hérité. Transmise à la Commission de Chantilly, l'offre dont M. A. Capus s'était fait l'intermédiaire fut examinée par elle : il lui apparut qu'aucun portrait de Santeul, « ce commensal, ce favori et comme l'hôte indispensable de la Maison de Condé », ne figurait dans les collections que le duc d'Aumale a léguées à l'Institut de France.

La Commission a conclu à proposer à l'Institut d'accepter l'offre qui était faite par Mme Lefebvre et M. R. Philipon.

M. Philipon est le fils de M. Ed. Philipon, marié avec Mlle Dissez, décédé à Bordeaux.

Une vigoureuse campagne est menée depuis quelques mois dans le département et dans la Charente pour obtenir la continuation des travaux entrepris par les Américains en vue de créer un port à Talmont, qui présenterait de très grands avantages de sécurité et de rapidité de transport des marchandises à l'intérieur une fois

débarquées. On éviterait le grand détour Pauillac-Bordeaux. La Rochelle et Bordeaux font une vive opposition. Sait-on qu'en 1652 les Espagnols, venant en aide à la Fronde à Bordeaux, s'étaient déjà emparés de ce petit port en raison des facilités qu'ils y reconnurent ?

NÉCROLOGE DE LA GUERRE

POUR LA CHARENTE-INFÉRIEURE

M. Yves Heurtel, né à Saintes en 1883, fils de M. Ferdinand Heurtel, capitaine de frégate en retraite, et de Madame née Brunaud, capitaine au 367^e régiment d'infanterie puis au 243^e, chevalier de la Légion d'honneur (février 1915), a été tué au bois de Chaume devant Verdun en février 1916. « Ayant reçu l'ordre dans la soirée du 23 février d'occuper une position au bois de Chaume, reçoit le lendemain, 24, à une heure de l'après-midi, le choc meurtrier d'une attaque allemande menée par des forces supérieures. L'ordre est de résister à outrance. Le capitaine maintient sa compagnie face à l'ennemi jusqu'au moment où, se voyant débordé et sur le point d'être entouré, il s'écrie : « Maintenant, mes amis, vous avez fait votre devoir, repliez-vous, c'est le moment. » Mais lui demeure dans la tranchée, continuant à faire le coup de feu, préférant se faire tuer sur place plutôt que d'abandonner la position dont la défense lui a été confiée. Les débris de sa troupe qui, sur son ordre, s'éloignent de lui en pleurant, l'aperçoivent encore le fusil en mains, défendant sa tranchée. C'est la dernière image que ce chef laissa à ses hommes qui se reforment plus loin. » (*Rapport officiel* du G. Q. G. daté du 7 mars 1916.)

Il avait obtenu trois citations à l'ordre de l'armée.

Docteur en droit, licencié ès-lettres, diplômé de l'École libre des Sciences politiques, il a été le premier administrateur de l'Alsace reconquise, installé à Thann par le général Joffre en novembre 1914. Mais en septembre 1915, considérant sa mission finie, il demanda à reprendre son rang à la tête de sa compagnie. Cinq mois après il disparaissait !... Le devoir est parfois bien mal récompensé !

M. Yves Heurtel, doué d'une intelligence remarquable, travailleur obstiné, ayant à son service une mémoire prodigieuse, était destiné à gagner les plus hauts grades au Conseil d'État où il était entré en 1914 comme auditeur. Saintongeais par sa famille et de cœur, il aurait été certainement grandement utile à sa petite patrie. A tous points de vue on ne peut qu'être très attristé par la mort d'un homme jeune qui avait les sympathies de tout le monde.

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

M. le docteur Jean-Philippe Moreau, médecin de la Chambre des Députés et du Sénat, âgé de 78 ans, est décédé à Paris le 17 janvier 1919. Son corps incinéré le 20 a été inhumé à Saint-Agnant (Charente-Inférieure) dans le caveau de la famille.

Il laisse une fille, Mme veuve Desroziers.

Le 24 janvier, est mort à Angoulême, muni de l'extrême-onction, M. Jean-Jules-Edme-Michel *Georges*, comte de Massougnès des Fontaines.

Né au château des Fontaines (Bonneville, Charente), le 21 juillet 1842, de Jean-Baptiste *Ernest*, comte de Massougnès des Fontaines, et de Charlotte *Edmée* Falanpin-Dufresne, il avait épousé, à Angoulême, en septembre 1872, Françoise *Marie* Prunet, dont il était veuf depuis le 20 novembre 1911. Il en avait eu trois enfants actuellement vivants : notre collègue de la *Société des Archives*, membre aussi de la *Société Archéologique de la Charente*, Marie-Joseph *Jean*, aujourd'hui comte de Massougnès des Fontaines, célibataire, et chef de sa maison, — et Mesdemoiselles Marie-Philomène *Renée* et Anne-Marie *Geneviève* de Massougnès des Fontaines. Une branche cadette est encore représentée, à Paris et en Brie, par leur cousin issu-de-germain, Jean-François-Eugène *Pierre*, vicomte de Massougnès, également célibataire.

..

Le défunt avait fait la guerre de 1870-71 dans le corps des éclaireurs à cheval de Cathelineau, puis, en 1879, il alla se fixer à Paris, où l'appelaient ses goûts artistiques. C'était, en effet, une véritable vocation que le culte de l'Art sous toutes ses formes, tel qu'il le pratiquait, avec une ferveur, une érudition et, pour tout dire, un *don* critique qui exercèrent longtemps une véritable influence sur maint artiste contemporain, en dépit d'une modestie et d'un désintéressement presque incroyables. Purement dilettante, il ne prit la plume, à de fréquentes reprises, que pour crier ses admirations ou

les défendre (1), et c'est ainsi qu'il fut, depuis les dernières années de la vie d'Hector Berlioz, le champion le plus ardent de ce magnifique génie, le plus pur et le plus sublime nom de la Musique Française. Pendant cinquante ans, il fut comme le dépositaire de la tradition berliozienne, et peu d'interprétations sérieuses des œuvres du Maître, tant en France qu'à l'étranger, furent organisées sans son concours. Celles qui crurent pouvoir s'en passer — comme l'exécution de la *Prise de Troie*, à l'Opéra, ou la mise à la même scène de la *Damnation de Faust*, — portèrent plus de préjudice, hélas ! à la gloire de Berlioz que de recettes dans l'escarcelle des organisateurs.

Depuis quelques années, atteint par l'artério-sclérose, dure rançon des tempéraments vigoureux, et resté l'un des rares survivants parmi les artistes de sa génération, il s'était surtout retiré en Dieu, donnant à ses enfants et à ses amis le spectacle d'une âme sereine et sûre de ses destinées. La menace de l'investissement allemand, en septembre 1914, l'avait brutalement ramené de Paris, en cinq pénibles journées d'évacuation, avec ses filles et sa vieille mère, âgée de 94 ans, à Angoulême, où cette dernière avait conservé sa demeure et où elle mourut l'année suivante, épuisée par un pareil voyage. C'est là aussi que la Providence voulut qu'il rendît son dernier souffle, sur le sol de sa province natale.



Au point de vue purement *provincial*, à vrai dire, la famille avait toujours été poitevine. Connus depuis le XII^e siècle et en possession d'une noblesse immémoriale, les Massougnes sont originaires de la paroisse de ce nom (aujourd'hui *Massognes*, Vienne), dans le Mirebalais. Deux tiges principales semblent s'être détachées du tronc primitif, sans qu'aucune preuve matérielle de leur communauté

(1) Sans prétendre donner ici une liste qui, pour être exacte, serait beaucoup trop longue, nous pouvons citer une brochure : *Berlioz, son œuvre*, groupant une série d'articles parus en 1867-68 dans le *Redressement* et qui, publiée en 1870 chez Choudens, avec le fac-simile d'une lettre de Berlioz, fut la première étude que l'on ait consacrée à l'Œuvre du Maître. Depuis, M. de Massougnes, irrégulièrement mais fréquemment, et toujours en fonction du même culte, collabora à de nombreux journaux et revues, tels que l'ancien *Événement*, le *Ménestrel*, la *Revue Bleue*, le *Monde Musical*, etc., présenta maint programme des « Concerts Colonne », dont le directeur, Edouard Colonne, fut l'un des interprètes les plus compréhensifs du grand Musicien. Nous citons de mémoire et sommes forcément incomplet.

d'origine puisse être fournie, d'ailleurs. L'une, celle des seigneurs de La Veillardière, de La Jarrie, de Champverger, de La Barre, de Pontmoreau, etc., est demeurée dans la région du Châtelleraudais jusqu'à nos jours. Elle existe encore et passait pour l'aînée, au XVII^e siècle. On la suit en filiation ininterrompue depuis 1470, et elle porte pour armes : *d'azur, à 3 fasces d'argent accompagnées, en chef, d'une fleur de lys d'or*. Elle a contracté, en Poitou et en Touraine, de bonnes alliances avec des familles telles que celles de Gannes, de Chasteigner de La Roche-Posay, de La Bussière, de Massougnés de La Tour, d'Argy, de La Forest, de Fouchier, de Blom, de Messemé, d'Argence, Babinet de La Poutière, etc.

L'autre, la plus connue, est descendue aux confins de l'Angoumois au XV^e siècle, et sa filiation suivie date de 1450. Etablie d'abord au sud du Poitou, à Souvigné (Charente), dont elle partagea pendant plus d'un siècle la seigneurie avec les Beauchamp, elle commence à Antoine de Massougnés, écuyer, mari de Marguerite de Beauchamp, et son histoire, à cette époque, est inséparable du début de celle de cette autre famille. La branche des seigneurs des Fontaines, devenue aînée au dernier quart du XVI^e siècle, alla se fixer dans la baronnie de Gourville (Charente), toujours en Poitou, et s'y maintint jusqu'à nos jours, y occupant en outre les terres ou seigneuries de Montaignon, Chanfaron, Sondreville, La Brousse, Saint-Romain, etc. — Un autre rameau, celui des seigneurs, puis comtes de La Tour (Brelou, Deux-Sèvres), remonta dans le Poitou et finit, en 1840, en Champagne, dans l'ancien fief de Freñoy (Haute-Marne), qui venait des Choiseul.

Cette seconde tige porte : *d'or, à la fasce de gueules chargée de trois coquilles d'argent, accompagnée de trois têtes de couleuvre arrachées, lampassées et couronnées d'azur, posées 2 et 1*, — armes traditionnelles et sans variantes, mais qui ne figurent exactement dans aucun armorial. Par ses alliances avec de nombreuses maisons de la région, parmi lesquelles les familles de La Porte-aux-Loups, de Marcossaine, Vigier, du Boulet, Horric, d'Anché, de Cognol, de Lestang de Rulles, Chambret, de Volluire, de Montalembert, de Livenne, de Barbezières, Raymond de Villognon, Regnaud de Villognon, Béchet, Beranger, Griffon, Tison, de Chambes, de Chevreuse, Girard de Beaurepaire, Thibault de La Carte, de Vasselot, de Vernou, Desmier de Lavaure et d'Olbreuse, Vallantin, de Pindray d'Ambelle, de Ponthieu, de Nossay, etc., elle s'est apparentée à tout le Poitou, la Saintonge, l'Aunis et l'Angoumois. Elle posséda moins de terres dans cette dernière province que dans les trois autres et, en 1789, elle ne vota qu'en Poitou, en Saintonge et en Aunis.

Nous pouvons même combler, à ce propos, une lacune de l'ouvrage célèbre de la Morinerie, *La noblesse de Saintonge et d'Aunis aux États-Généraux de 1789*, où, à la page 309 (défaut de comparaison pour la sénéchaussée de La Rochelle), « le seigneur de La Gravelle, en la paroisse de Ballon », non identifié par l'auteur, n'est autre que Jean (V) de Massougnès, chevalier, dit le comte des Fontaines, qui comparaisait d'autre part en Poitou pour divers fiefs, dont celui des Fontaines. La terre de La Gravelle lui venait de l'alliance de son père, Pierre de Massougnès, chevalier, seigneur de Saint-Simon, en 1733, avec Elisabeth de Concarct.

..

Pour être complet, nous devons signaler une troisième famille du même nom, ou un ensemble de familles, paraissant tout à fait étrangère aux deux premières, et que l'on rencontre en Aunis, dès le début du XV^e siècle, particulièrement à Mauzé et dans les environs. De 1407 à 1440, un certain Mathelin de Massoigne, seigneur de Bran (Mauzé, Deux-Sèvres), de Fraigny et de La Brande (Bouhet et Virson, Charente-Inférieure), fils de dame Philippe Claveurier, rend divers hommages et figure comme un des notables habitants de Mauzé. De nombreux personnages du même nom se rencontrent encore à Mauzé, au cours des XV^e et XVI^e siècles, et jusqu'au XVII^e, avec des fiefs à La Chevalerie, Boisjolly (St-Pierre-d'Anilly, Charente-Infér.), à Granges (Mauzé), etc. Plus tard, au XVII^e siècle, on retrouve plusieurs degrés de Massougnès en possession du fief de Tabarit (Covert, Charente-Infér.), moyenne justice sise aux portes de Dampierre-sur-Boutonne; et notre collègue M. Eugène Rogée-Fromy, propriétaire actuel de cette terre, en a publié ici même tout un inventaire de titres d'où il ressort, ainsi que des registres paroissiaux de Covert et de Dampierre, que cette famille était de condition bourgeoise, de religion protestante, et qu'elle s'éteignit au début du XVIII^e siècle. Un autre rameau de quelques degrés se retrouve à Villefolet et à Chizé (Deux-Sèvres) au XVIII^e siècle, dans un état assez modeste, et finit par un notaire sous la Révolution. Enfin, de nombreux individus isolés, de toutes conditions, portent ce nom, aux trois derniers siècles de la monarchie, en différents lieux de notre département actuel, tantôt à Taillebourg, comme bourgeois, à La Rochelle, comme procureurs ou marchands, ou à Saint-Jean-d'Angély, sous une forme dérivée et « départicularisée », comme une simple femme du peuple.

Peut-être tous ces personnages, du riche bourgeois de Mauzé à l'humble Marie Mansougne, de Saint-Jean, en passant par les seigneurs du Tabarit, descendaient-ils de la même souche que les deux autres familles que nous avons étudiées en premier lieu ? Le fait qu'ils ne possédassent pas la qualité d'écuyers ne serait pas une preuve du contraire, car il est bien certain que le statut personnel, au Moyen-Age, résultait plutôt d'un état de fait que d'un droit de naissance, en dépit de toutes dispositions et ordonnances. La matière ne fut sérieusement réglementée que plus tard, et surtout à un point de vue fiscal. Tandis qu'il semble bien que ce fut au cours de la guerre de Cent Ans que l'idée de « noblesse », antérieurement mal définie et réservée à une possession d'état assez exceptionnelle, ait été attachée au service féodal armé. Les termes : *armiger*, *scutifer*, — homme d'armes, écuyer, — en sont la preuve, et ils ne datent guère que de cette époque. Que, dans une même famille, deux frères suivissent l'un la carrière des armes, l'autre celle des charges municipales dans une toute petite ville sans privilèges spéciaux, et voilà qui suffirait à expliquer Mathelin de Massoignes, bourgeois de Mauzé et avouant de plusieurs fiefs.

Au demeurant, la question reste hypothétique, et la preuve n'en pourra sans doute jamais être administrée. Il est évident, d'ailleurs, que les divers rameaux de la famille aunisienne ont subi des fortunes très diverses et, sans doute, y a-t-il aussi quelque bâtardise dans leur affaire... En tout cas, la distinction entre ces trois principaux groupes homonymes était nécessaire, et nous ne regretterons pas de l'avoir faite si elle peut servir à éclairer les généalogistes sincères qui construisent la grande Histoire avec de petits matériaux.

M. Bruneau, Marcel-Léopold, inspecteur d'Académie en retraite à La Rochelle, est décédé dans cette ville le 11 janvier 1919.

Le 10 février 1919, est décédé à Royan le vicomte de La Grandière âgé de 77 ans, fils du comte de La Grandière qui fut maire de Royan et conseiller général du canton.

Le 14 février 1919, est décédé à Saintes, rue Saint-Michel, M. Alexandre Hus, âgé de 49 ans, imprimeur à Saintes. Il laisse trois filles de son mariage avec Mlle Isabelle Wiehn. Ainsi s'éteint une vieille famille saintaise d'imprimeurs. Jean-Baptiste-Alexandre Hus était venu à Saintes en 1777, s'y était marié, et ses enfants et petits-enfants continuèrent son imprimerie. En 1868 parut le *Courrier des*

Deux-Charentes, devenu en 1884 le *Moniteur de la Saintonge*. M. Alexandre Hus, dernier du nom, avait un talent très personnel pour se grimer en vieux paysan et dire, dans les concerts et fêtes, des monologues en patois saintongeais. Il était lui-même l'auteur de quelques-unes de ces petites pièces éditées sous le pseudonyme de Jacquet d'Nieul.

Voir le *Moniteur de la Saintonge* du 23 février.

M. Émile-Louis Forcet, âgé de 60 ans, chef de division à la préfecture de la Charente-Inférieure, qui fut, jusqu'en 1911, secrétaire en chef à la sous-préfecture de Saintes, est décédé, le 15 février 1919, à La Rochelle. Il n'a pu résister au chagrin que lui causèrent la mort de son fils Daniel, tué, la captivité de l'autre, et la mort de sa belle-fille laissant deux orphelins.

Voir la *Charente-Inférieure* du 19 février.

Le 24 février 1919, est décédée à Saint-Georges de Didonne Mme Soulard, âgée de 104 ans, mère de l'adjoint de cette commune.

Le 1 mars 1919, après quelques heures de maladie, est décédé à son poste, à Chalons-sur-Marne, où il était mobilisé, M. le docteur Jean Bron, âgé de 47 ans, médecin-major de 1^{re} classe au centre ophtalmologique. Il était gendre de M. Combes, sénateur.

Voir *Charente-Inférieure* du 12 mars 1919.

Madame de Damrémont, née Hennessy, est décédée à Paris le 8 avril 1919, âgée de 84 ans.

MARIAGES

Le 12 février 1919, a été béni le mariage de M. Jacques de Lacoste de Laval, sous-lieutenant au 5^e de ligne, croix de guerre, fils de feu le commandant Charles de Lacoste de Laval et de madame née Marguier-d'Aubonne, avec Mlle Madeleine Julien-Laferrière, fille de M. Joseph Julien-Laferrière, notaire à Saintes, et de madame née Huvet.

Le 17 février 1919, a été béni le mariage de M. Henri Fontorbe, sous-lieutenant au 418^e régional d'infanterie, croix de guerre, né à Rochefort, fils de M. Victor-Émile Fontorbe, capitaine de vaisseau, et de Madame née Duplais Louise-Marie-Lucie, avec Mlle Marcelle-

Madeline Bouyer, fille de feu M. Léon Bouyer, avocat, et de Mme née Julien-Laferrière *Marthe Renée-Hélène*.

Le 27 février 1919, a été béni, à Cognac, le mariage de M. Hubert de Richemont, ingénieur, fils du vicomte R. de Richemont et de Madame née d'Ozouville, avec Mlle Henriette Castillon du Perron, fille de M. Alexandre Castillon de Perron et de Madame née Baylet.

Le 3 mars 1919, a été béni à La Rochelle le mariage de M. Henri Brumauld des Houlières, sous-lieutenant au 116^e d'infanterie, fils de M. Brumauld des Houlières, consul de Belgique, avec Mlle Madeleine Perier, fille de M. Gaston Perier.

VARIÉTÉS

I

POURQUOI LE DUC D'ANGOULÊME N'ALLA POINT A LA ROCHELLE EN 1817.

Le colonel retraité Poudret de Sévret écrivait, d'Angers, le 13 novembre 1817, à son beau-frère, M. Piet de Lataudrie, qui habitait Niort :

J'ai appris avec peine le changement de route de S. A. R. Monseigneur le duc d'Angoulême parce que tous les bons habitants de Niort eussent été flattés de pouvoir le féliciter à son passage, et ce qu'il y a de singulier, c'est qu'à Angers, où S. A. R. n'était pas annoncée, nous l'avons possédée les 8 et 9 de ce mois ; enfin j'étais au bal à Angers en son honneur, le même jour qu'il devait avoir lieu à Niort. Ce bal a été donné par la ville, il était très beau et il y avait au moins cinq cent personnes. Le prince y est resté deux heures. Je lui ai été présenté, comme tous les autres officiers. Partout où S. A. R. a passé, elle a été d'une grande affabilité. On dit qu'à Nantes, lorsque les officiers généraux ou autres en non-activité lui ont été présentés, elle a remarqué que le général Cambronne, qui réside aux environs, n'y était pas ; elle en a demandé le motif, et sur la réponse qu'il n'avait pas osé se présenter devant elle, le prince l'a

fait venir, l'a fait entrer dans son cabinet, et, en sortant, l'a présenté à tous les généraux et officiers, comme un des braves généraux français. Ici elle a dit au général Delaâge en non-activité que le Roi s'occupait d'augmenter son armée et que tous les anciens officiers seraient très contents de sa composition. Il paraît que partout où elle passe, elle cherche à rattacher tous les officiers de l'ancienne armée au système actuel du gouvernement, et qu'on en a senti la nécessité.

A Saumur, la ville a donné au prince un bal au profit des pauvres où S. A. R. est restée très longtemps. Ainsi l'idée de M. de la Roulière à Niort d'en faire autant, était très exécutable et convenable pour la circonstance, puisque d'autres villes s'en sont emparées et s'en sont bien trouvées, quoique cela eût déplu à son conseil municipal de Niort.

J'ai demandé ici la raison qui avait empêché S. A. R. d'aller à La Rochelle, Rochefort et Niort, et le général d'Andigné m'a dit que le prince avait changé de projet, lorsqu'il avait appris la suppression de la moitié de la marine, par l'ordonnance rendue dernièrement par le Roi, qu'il avait pensé ne pas pouvoir aller dans un port de mer au moment de cette suppression, parce qu'il lui eût été trop pénible d'écouter mille réclamations auxquelles il ne lui eût pas été possible de faire droit. Voilà donc le véritable motif qui l'a empêché de passer par Niort. On dit même qu'il a évité le port de Brest par la même raison.

F. UZUREAU.

II

PETIT DE BERTIGNY

(Suite et fin)

LE LIVRE (I)

Personne ne se voit avec plaisir privé de sa liberté et devenir pensionnaire de l'Etat, dans une prison, sauf les vagabonds et gens de même acabit qui considèrent la prison comme un établissement hospitalier créé à leur intention pour leur permettre de ne pas passer l'hiver sous un pont ou une grange et avoir au moins le pain

(1) Volume petit in-8 (ou plutôt in-16 carré) de 669 pages, comprenant deux.

quotidien, incapables qu'ils sont de le gagner à la sueur de leur front. En général aucune personne de bonne éducation n'est soustraite à sa famille sans ressentir un vif chagrin, elle gémit, tombe à plat dans un accablement qui peut agir fâcheusement sur son moral et sa vie, même quand elle n'aurait rien à se reprocher ou n'aurait subi aucune condamnation infamante. La prison n'a jamais été regardée comme un lieu de villégiature plaisante, s'il est vrai que c'est un lieu de repos et prêtant aux méditations. Au beau temps de Mazas, au temps où florissait la détention pour dettes, je doute qu'un débiteur ait jamais manifesté des sentiments aimables envers ses créanciers et de la reconnaissance de lui avoir procuré ce peu confortable séjour. Aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, les prisons passent pour avoir été particulièrement repoussantes et d'une hygiène déplorable. L'attitude de Bertigny apparaît toute différente, assez originale et peu banale. Certes, il ne demeura probablement pas complètement insensible à son arrestation, mais s'il avait conservé des illusions sur l'efficacité de sa fuite, son rappel dut les lui enlever. Son heureux caractère, sa philosophie native lui firent découvrir dans l'événement un avantage qui mit un peu de baume sur son cœur agité. A quelque chose malheur est bon ! Pas un mot de ressentiment ne tombe de sa plume, pas un mot de colère, de rancune contre aucun de ses poursuivants. Au contraire, il remercie d'Epéron, « son seul ennemi », il lui pardonne très chrétiennement (1) et lui dédie une partie de son œuvre. Il a cal-

paginations, r à 509 et 1 à 160, plus deux pages pour les fautes et deux pages pour le privilège. En voici le titre :

L'ANTI-HERMAPHRODITE ou le
secret, tant désiré de beaucouvp, de l'advis
proposé au Roy pour repaier par vn
bel ordre, et légitime moyen aussi
facilement, qv'insensiblement, tous les
desordres, impietés, injustices, abus
meschancetez, et corruptions qui sont
en ce Royaume.

Et ce par la disposition des lours
divers de devx semaines, par lesquelles
l'on cognoistra aysément la preuve et
verité du tout

Par I. P. d. B. c. d. P. g. P. d. M. L.
P M. d. F. e X

à Paris,
Par Iean Berjon, rue Saint Iean de
Beauvais, au cheval volant M.DCVI
avec privilege du Roy.

(1) Très humble remonstrance à tous les Français raisonnables, p. 146.

culé, en effet, que le calme de la vie en prison lui permettra de mettre à exécution le projet qu'il caresse depuis plusieurs années. Il aura le loisir de consigner par écrit ses idées sur le « remède aux désordres qui désolent la France auquel ses occupations journalières ne lui ont pas encore fourni la facilité de travailler » !

« L'auteur offrant à Sa Grandeur ce présent-là tant pour luy faire voir que Dieu nous pardonne nos offenses, de telle façon que nous pardonnons à ceux qui nous ont offensé, que par ce que Monseigneur le Duc d'Espernon, après Dieu, a esté la principale cause de tout cet ouvrage (comme de l'honneur et profit que luy et toute la France en pourront recevoir), d'autant qu'en sa prospérité et liberté il n'eust jamais eu ny le loisir ny le moyen de le dresser : quoy que soit amener à telle perfection, d'autant mesmes que la Conciergerie du Palais à Paris (qui est la plus belle escole de France au moins pour ceux qui veulent remarquer et faire leur profit de tout ce qu'ils peuvent voir et considérer), luy a fourny beaucoup plus de matière et faict cognoistre tant de subjects divers et d'exemples de toute sorte qu'il n'en eust peu entendre ny comprendre le quart, ny la centiesme partie, parmy l'embarrasement de sa charge de Prévost provincial de Xainctonge et ses affaires domestiques. »

Il explique en tête de son *Extraict* (1) ou *Sommaire du Secret de l'advis sérieux présenté au Roy dès le mois d'octobre 1603 plus au long représenté au livre intitulé l'Antihermaphrodite.....* le titre de son livre. « La raison qui a meu l'autheur d'intituler son livre et advis l'*Antihermaphrodite* ç'a esté en partie sur ce que le livre inti-

(1) Cet *Extraict* porte la date de 1607, imprimé à Paris, volume petit in-8° de 142 pages. Bibliothèque nationale Lb³⁵ 1159 bis.

Ce sommaire est beaucoup plus facile à lire que l'*Antihermaphrodite* et ne peut être séparé de ce dernier, car il contient non seulement la substance de ce volume, mais des explications utiles et nouvelles.

Dépité de la résistance manifestée par beaucoup de personnes à lire son livre, Bertigny fut obligé de le rédiger : « Comme il s'est veu et trouvé que l'imbecillité des malades a été si grande qu'ils ont mesmes appréhândé la dicte *table* ou moitié de ces *tablettes* et n'en ont daigné gouter la bonté et la douceur ; et que beaucoup de gens d'honneur ont recherché et tant de fois crié après ledict autheur, en luy représentant que lesdicts malades (d'eux-mesmes foibles d'esprit et négligens leur guérison) n'estoient capables de faire leur profit de la dicte *table* pour estre de trop longue haleine, ny ne pouvoir bien servir et contenter tant de sortes de personnes crevans de graisse, aoillez de délices, malades de trop d'aize, de malaize, de fenéantise et autres telles mauvaises humeurs... qu'il ne leur en faut montrer que la quintessence pour s'accomoder à leur esprit alambiqué... »

tulé l'*Hermaphrodite* (1) a représenté (sous le nom d'une isle imaginaire) la maladie de la France par la description et l'énumération des vices, désordres, abus, brutalitez, injustices, impiétez, ignorances, malices, tyrannies et athéismes qui à la longue et peu à peu y sont tellement pullulez, y ont pris un tel pied et accroissement qu'ils ont suffoqué toute vertu, justice, sagesse et bonté.

Plus loin (p. 78) il déclare « qu'il ne se veult vanter ny prévalloir d'avoir eu seul la suffisance d'inventer tout le secret de cest affaire, mais que quand il sera temps, il fera voir ou savoir à qui en appartient l'honneur et la gloire, que cependant il est très nécessaire de scavoir que beaucoup de gens d'honneur, de mérite et de qualité... ayant tousjours devant les yeux ce qu'a dict le bon chevalier sans reproche feu Monsieur de La Noue, assavoir que depuis *cinquante ans en ça l'on a tant de fois parlé de la réformation* de l'Estat que, quand on en parle à bon escient, il semble *qu'on se mocque* pour n'estre, dis-je, *mocquéz ou montréz au doigt*..... ils ont fait et désiré que ledict Bertigny en paroisse seul auteur, pour s'en reposer librement sur luy d'autant qu'ils l'ont tousjours congneu pour homme qui en bien faisant n'a jamais craint homme vivant..... »

Bertigny serait donc un écho, le porte-parole d'un groupe de réformateurs qui, dans la crainte de se compromettre, n'osèrent prendre publiquement la responsabilité de leurs opinions. Peut-être cette allégation d'« associés » n'est-elle qu'un artifice pour donner plus de poids au plan de réformes. En tout cas, la promesse de révéler les noms des auteurs n'a pas été tenue. Vu le succès du livre, ceux-ci ont-ils préféré rester dans l'ombre ? Il est manifeste toutefois que Bertigny a exprimé des critiques et préconisé des améliorations dont il n'a pas le mérite de l'invention. D'autre part il s'est servi de son livre comme moyen d'apologie personnelle et de défense. Dans sa position c'est assez naturel et justifié (2).

A la bizarrerie du titre, il en a ajouté une seconde. Il assimile l'état d'esprit de la France, les désordres qui l'ont désolée et la désolent, les vices qui la rongent, à une maladie, et son système de

(1) Ce curieux volume, très rare, porte le titre de l'*Isle des Hermaphrodites* et est attribué à Artur Thomas. Il parut en 1605 et obtint beaucoup de succès, comme tous les livres qui ont trait aux mœurs légères d'un temps peu éloigné. C'est une critique à peine voilée des désordres de la cour d'Henri III. Henri IV, qui se le fit lire, le trouva un peu trop libre et trop hardi, mais ne voulut pas qu'on recherchât l'auteur.

(2) Bertigny avait déjà fait imprimer plusieurs Mémoires (p. 28, 248), mais anonymes. Si jamais un bibliophile met la main sur un d'eux, peut-être y rencontrera-t-il quelque prodrome.

restauration à une médecine qu'il faut administrer à petite dose, tant par jour ou demi-journée, tant par heure en l'espace de deux semaines. Il paraît que les rois et grands seigneurs agissaient ainsi, pour reposer leur forces : « pendant trois semaines, un mois, quelquefois six semaines durant lesquelles ils ont soing que de se bien traiter, nourrir et resjouir, en se deschargeant de toutes sollicitudes humaines (1). » C'est pour cela qu'il a divisé son livre en journées et présenté ses observations sous forme de propositions les unes au bout des autres. Ce manque d'ordre, l'assaisonnement qu'il y mêle de citations les plus diverses, le passage d'une question à une autre sans ménagement, sans transition, le retour qu'il fait en plusieurs endroits sur un même sujet, n'aident pas à rendre la lecture facile.

On pourrait définir ce livre : un recueil de pensées plus ou moins développées.

Le contenu de chaque journées porte le titre de *Table*, de sorte qu'il nous met, en effet, sous les yeux une table des matières avec des paragraphes très inégaux.

Mais quand on trie, quand on élague de ces pages le superflu, quand on condense les idées que l'auteur a exprimées, on est surpris de leur hardiesse, de leur précocité et de leur justesse parfois. Bertigny nous met dans l'impossibilité de déterminer la part qui lui revient en propre et celle qu'il a prise ailleurs, livres ou conversations. On ne peut même pas affirmer que les idées sur lesquelles il insiste le plus, celles où il se complaît au point d'entrer dans les plus menus détails d'organisation et de réglementation, peuvent lui être attribuées totalement. Elles n'en sont pas moins curieuses, et, à moins de preuve du contraire, nous devons lui en accorder le mérite.

De l'ensemble du livre se dégagent trois idées maîtresses : une très grande religiosité, la restauration du prestige de la noblesse, la réforme du mode de recrutement du personnel de la justice. Les finances améliorées serviront à l'exécution du nouvel ordre établi.

Bertigny met Dieu au-dessus de tout, créateur et maître de toutes choses de qui tout dépend. Le roi est son « lieutenant général » sur terre. « La religion, dit-il, est le fondement principal de toute république, de la crainte envers les princes, de l'amitié naturelle entre eux, de la justice envers tous » (p. 247). « La source et l'origine de nos misères sont nos péchez » (p. 54). « La parole de Dieu, malgré tous les mondains, reluira et demeurera éternellement. »

(1) Avertissement, p. 21. Extrait, p. 71.

Voici l'idéal que Bertigny se fait du magistrat : « Que comme la justice est la fin de la loy, et la loy œuvre du magistrat, aussi le magistrat Souverain est l'image de Dieu qui régit tout et gouverne, au mousle et patron duquel il se doit former de tout son pouvoir au mousle de la vertu » (p. 34). Les magistrats du XVII^e siècle n'avaient rien d'aussi céleste. Bertigny le savait et ne ménage guère la justice de son temps.

On se demande à quelle religion il appartient. Est-il catholique ou protestant ? D'après son contrat de mariage, il appartiendrait à la religion réformée (1) : sa femme l'était sûrement, mais on peut douter de la fermeté de sa foi religieuse. Il serait opportuniste. Il ne parle jamais du pape, mais il cite volontiers deux évêques, M. de Montluc, évêque de Valence, et M. de Marillac, évêque de Vienne. Le clergé tient peu de place dans ses méditations, mais il désire un clergé instruit et soustrait à la misère ; il approuve la rentrée des Jésuites, il les invite à s'intéresser à son plan de réformes, « fermant ainsi la bouche à leurs ennemis en prouvant combien ils sont dévoués au bon ordre du royaume » (*Extrait*, p. 103, 105).

Il va jusqu'à souhaiter la fusion en une seule des deux religions « receues et néantmoins discordantes en ce royaume ; il n'y aura donc qu'un Dieu adoré et servy selon sa volonté, qu'un roy souverain absolu, qu'une loy, que la mesme foy, qu'une eglise... », (Rosny avait déjà, en 1593, incrit dans son plan de réforme l'extinction des haines religieuses.) Quand il demande la constitution d'un tribunal composé de quinze membres chargés de juger son *Advis*, il n'y introduit pas un seul huguenot. Il a eu pour maîtres des personnages de religion différente : le comte d'Abain catholique, Gaspard de Schomberg, calviniste converti, Catherine de Bourbon, calviniste intransigeante, qui ne devait point admettre de catholique romain avéré dans sa maison. C'est elle pourtant qui le présente au roi comme prévôt. Il ne craint pas d'écrire deux phrases nettement anti-protestantes : « Les bons catholiques zélés doivent combattre et tascher à vaincre les prétenduz réforméz par bonnes œuvres, par bons exemples, voire par prédication » (p. 48). Puis, il ajoute (p. 64) : « Il n'y aura nul qui ne reconnoisse qu'il faut obéir à son prince souverain quand même il seroit cent fois de contraire religion à la sienne, puisque Dieu a si rudement chastié

(1) ... « ont promis se prendre à femme, mary et époux toutesfois et quanté que l'un par l'autre leurs parens et amys et requis en seront les solemnités de l'esglise catholique autrement appelée reformée observées ».

les Juifs de leur rébellion contre les Romains tous idolâtres qu'ils estoient (1). » Il conseille de surveiller les assemblées des protestants et les discours des ministres. Dès lors il paraît difficile de ne pas croire qu'il était au moins *devenu* catholique.

L'idée hardie par sa portée, mais irréalisable, étant donnés les besoins constants du Trésor, et il faut le dire, le bouleversement que son application aurait entraîné dans la société, idée juste, curieuse précisément parce qu'elle est en opposition flagrante avec les usages établis, est de réclamer l'abolition de la vénalité des offices de magistrature — il aurait pu généraliser et ajouter toutes les charges — et la nomination par le roi des juges en leur attribuant des appointements fixes. En cela il est certainement un écho. La vénalité était très critiquée par certains esprits, nous avons vu qu'il se fait gloire de ce que ni son père ni lui n'avaient acheté leur charge. Néanmoins il prouve qu'il n'a pas le sentiment de la réalité. Sully, toujours en quête d'argent, venait d'adopter la Paulette (1604), qui était la consécration de la légalité de la vénalité. Le moment était donc mal choisi pour en demander l'abolition. Jusqu'alors elle était soumise à une condition assez dure : il fallait que le titulaire d'un office survécût pendant quarante jours à la vente de son office pour que cette vente fût valable. S'il décédait pendant cette quarantaine, l'office tombait aux parties casuelles. Sully, en établissant l'impôt dit de la Paulette, abolit cette condition et la remplaça par l'obligation de payer un droit annuel égal au soixantième de la valeur de l'office, moyennant quoi le titulaire d'un office pouvait transmettre sa propriété à qui bon lui semblait, pourvu que cette personne remplit les conditions d'âge et de capacité requises (2).

Il revient plusieurs fois sur ce sujet qu'« il y aura fonds suffisant

(1) Cette question de religion de l'auteur du livre a déjà fait l'objet d'une très légère discussion. Prosper Marchand, dans son *Dictionnaire historique*, dit (t. I, p. 38) : « La Monnoie regardant, sur je ne sais quel fondement, l'auteur et l'imprimeur de l'*Antihermaphrodite* comme huguenots, croirait plutôt que c'était l'ouvrage d'un calviniste zélé contre ces hermaphrodites de religion, ces Politiques qui, sans abandonner la croyance dans laquelle ils étaient nés, mollissaient dans la pratique à cause de la religion du Prince alors régnant. Mais je doute fort qu'on adopte aisément cette conjecture. »

Le passage cité donnerait au contraire raison à La Monnoie si d'autres ne lui donnaient tort.

(2) Sur toute cette question de la vénalité des charges, de la Paulette, de la bonne et particulièrement mauvaise justice, voyez Ch. Normand, *La Bourgeoisie française au XVII^e siècle (1604-1661)*, 1908.

pour désintéresser le Roy et ses parties casuelles, ou ceux qui les ont afferméés affin que doresenavant le Roy puisse sans aucun retardement... se descharger ensemble sa conscience... en donnant gratis les estats de judicature aux seuls gens de bien, d'honneur, incorruptibles, scavants... » (p. 25 et 9 de la cinquième partie). Rembourser ! Voilà une opération énorme qui dut effrayer les ministres. Sully, luttant contre la prodigalité d'Henri IV, peinait pour rétablir de l'ordre dans les finances, remplir les coffres, ce n'était certes pas dans ce but ! La vente, par les parties casuelles, de certaines charges de l'État est le principe qui régit la législation. Il se maintint jusqu'à la Révolution de 1789. Un office est la propriété du titulaire, payée à deniers comptants, transmissible à ses héritiers sous certaines conditions. Il en tire de gros bénéfices, des honneurs, des prérogatives recherchées. Enlever aux conseillers du roi, aux présidiaux, aux Parlements, leurs épices, leurs émoluments, les réduire à de simples « gages » fixes ! Quel esprit déréglé a pu inventer une pareille folie ?

D'autre part quel trou dans les recettes du trésor du roi ! Avec la vente des offices on possédait un moyen commode de se procurer des ressources en cas de pénurie. Le roi créait un présidial, un emploi nouveau, augmentait le nombre des offices, les acheteurs se présentaient immédiatement, et si des protestations s'élevaient — ainsi qu'il arrivait généralement — de la part des voisins lésés, — on en était quitte pour supprimer le siège, à condition que les intéressés exonèrent les juges évincés. Ces sortes de créations, de suppressions ou de diminution des sièges sont fréquents dans les présidiaux et les Élections.

La société n'était pas mûre pour une telle réforme préconisée en temps inopportun.

S'il est vrai que la vénalité assurait au magistrat une entière indépendance vis-à-vis du Pouvoir et n'empêchait pas un homme riche de devenir un bon juge, il est incontestable que les places étaient inaccessibles aux pauvres — encore que beaucoup empruntassent ou employassent la dot de leur femme — et que le propriétaire cherchait à faire rapporter à son *fonds* le plus d'intérêts possibles. De là des abus criants. Bertigny a très mauvaise opinion de la justice de son temps (p. 231 et s., 255, 375). Il n'a pas tort sur ce point. L'Estoile, qui le fréquentait, attribue en partie l'insuccès de son livre à ses critiques acerbes (1). On peut même admettre qu'elles

(1) L'Estoile a, lui aussi, violemment critiqué la justice de son époque.

« Le lundi 18 juin 1607, il a payé six sols l'*Extraict sommaire* nouvellement

ne furent pas étrangères à la saisie des onze cents exemplaires de l'*Antihermaphrodite* par la police. Nous avons vu que le président de Thou rendit un jugement le condamnant beaucoup parce qu'il avait le duc d'Epéron comme adversaire. Le procureur du roi au Châtelet Le Geay (ou Le Jay), « qui n'a que 500 francs de gages et pas même 10.000 de quittance de finances, qui a acheté son état 54.000 livres, se fait *per fas et nefas* plus de 25.000 livres de revenu annuel, et il a refusé de son office 120.000 livres, « somme excédant les anciens mariages des filles de France ».

Pierre de L'Estoile rapporte un fait monstrueux qu'il tient de Bertigny. Il (18 avril 1609) s'agit d'une petite fille de cinq ans qui aurait été violée, contaminée, morte entre les mains des chirurgiens. Non seulement la mère ne put obtenir vengeance, mais elle fut accusée d'être l'auteur de la maladie de sa fille et de sa mort. Bertigny en raconte un autre que je reproduis parce qu'il s'agit d'un Saintongeais (p. 504).

Un fourbisseur de Saint-Jean-d'Angély, nommé Moïse Boutet, ayant huit enfants, s'avise de faire de son aîné, âgé de 15 ans, nommé François, un homme de palais. Il l'amène à Paris pour lui faire apprendre la pratique, et le met en pension, en 1605, chez un procureur au Châtelet et Présidial nommé Liphard Marais, homme retors, « ruzé chicaneur », qui a compris que le père a de l'argent (et est surtout un niais). Le jeune clerc, « non encore denyaisé », employé plus souvent aux soins du ménage qu'à l'étude de la pratique, est tout d'un coup accusé par son maître d'avoir violé sa fille âgée de deux ans. Il est condamné le 22 octobre à faire amende honorable et à 800 livres de réparation civile. Le père avisé accourt effaré, fait appel et obtient un arrêt qui arrache son fils de prison, mais le renvoie devant un autre présidial, lequel ordonna que les deux enfants seraient soumis à la visite de chirurgiens et matrone. L'enquête prouve que la fille était intacte et le garçon « n'avoit encore jamais peu avoir à faire à femme ny fille ». Marais, confondu, émet alors une autre accusation de sodomie sur un de ses enfants

imprimé du prevost de Bertigni du *Secret de l'Advis...* qui est un discours plein de zèle au service du roy resformateur de l'Estat et soulagement du publicq, mais qu'on titte du nom de fol (ce qui n'est pas) trop bien qui sent sa passion d'un vieil prisonnier auquel on a faict tort et qui ne se peult tenir de mesler son interest particulier avecq le publicq. » *Mémoires*, tome VII.

Les critiques, les accusations contre les magistrats ont persisté. Voir, dans l'*État du Poitou sous Louis XIV*, publié par Dugast Matifeux, le chapitre sur la justice : l'influence des amis, l'exagération des épices sont au nombre des reproches.

âgé de six ans et accumule tous les « artifices et moyens » de procédure « pour en se ruynant ruynier tellement le père et le fils qu'ils n'ayent moyen de voir jamais la fin de ce procès ».

Bertigny avait donc raison quand il écrivait : « La chicânerie fait pourrir et périr misérablement en prisons plusieurs bons et notables marchands et autres gens d'honneur et de qualité pour debtes civiles, que mesme il n'auront pas créées, mais bien leurs pères et encore pour le service du Roy et la deffence de la Patrie, pour lesquelles on les traite plus incivilement que les couppes-bourses, meurtriers, paillards et autres criminels qui pour argent ont des juges leur absolution et l'entherinement de leur grâce que Sa Majesté leur expédie assez librement par sa bénignité accoutumée... » (p. 164). Bertigny était bien placé pour être renseigné : ce n'était pourtant pas à lui de critiquer les lettres de rémission.

Une réforme de la justice aurait été fort justifiée, une réforme des procédures l'aurait été davantage. Bertigny n'y pense même pas. L'une et l'autre attendirent deux siècles. Il faudra la Révolution de 1789 pour faire aboutir son projet.

Où Bertigny fait fausse route, c'est en réclamant pour la noblesse, « gentils hommes ou hommes gentils au moins », les places de magistrats. « Il n'y aura de juges que les nobles ». La noblesse n'aimait guère les robins. Il crée une école où seront instruits 34 nobles futurs conseillers du roi. La magistrature prétendait déjà aux avantages de la noblesse et se prétendait noble. On a baptisé de *savonnette à vilain* les charges de judicature, et grâce à elle il s'est formé, en effet, une nouvelle noblesse. Ce n'est pas celle que Bertigny visait. La restauration de la noblesse dans son ancienne splendeur — à quelle époque ? il ne le dit pas — lui tient fort à cœur. Toutes ses sympathies vont à elle. C'est très clair. Il lui reconnaît des faiblesses, il les corrigera. Sur cent nobles, écrit-il (p. 243), aucun ne manque de courage, mais quatre-vingt-dix-neuf manquent de cervelle, de prudence, de jugement. Il faut instituer une académie particulière pour elle, et il trace tout un programme et plan d'éducation (p. 444 et s.).

Les Académies ! Voilà encore une création que Bertigny préconise avec ardeur. C'est d'elles qu'il fait sortir les contrôleurs, commissaires généraux pour la pacification de l'État, surveillants, censeurs, réformateurs (p. 137), qu'il établit dans trente grandes villes — un à La Rochelle — et dans cent vingt villes de moindre importance, gens de robe longue et gens de robe courte, mais parmi lesquels il fait entrer des gentilhommes « scavans, vaillants et

vertueux ». Il va jusqu'à décrire minutieusement leur costume et la médaille qu'ils porteront au cou, celui de leurs archers « de drap blanc ou rouge couvert d'yeux ouverts » (p. 137 et s.). Bertigny se fait fort de trouver l'argent nécessaire au paiement des traitements de tous ces nouveaux fonctionnaires, sans création d'impôts nouveaux !... La réforme des finances aurait suffi.

Bertigny n'en tient pas à ces seules académies. Il propose bien d'autres institutions philanthropiques qui ne manquent pas d'inattendu pour l'époque : création de collèges où seront entretenus et instruits tous les enfants de gentilhommes pauvres ne possédant pas 500 livres de rente, depuis l'âge de 12 ans jusqu'à 18 ans, et de ceux qui auront bien servi le roi. Il leur consacre 200.000 livres (p. 25 et 100). Il veut un hôtel des invalides dont la réalisation attendra 65 ans (1670), auquel il accorde 800.000 livres (1) (p. 105) ; des Economies, pour les débauchés et débauchées (2), vagabonds et vagabondes, oisifs et oisives, de manière à ce qu'ils gagnent leur vie (p. 26, 100, 104) ; des maisons de correction pour soustraire les enfants aux gens de justice et aux bourreaux ; les enfants débauchés ne pourront y entrer et en sortir qu'avec l'autorisation de leurs parents.

Il souhaite l'établissement d'un hôpital de « cinquante chambrettes » pour recevoir les malades de qualité qui ne veulent pas aller à l'Hôtel-Dieu, « les traiter bien proprement, comme il se fait à ces beaux et bien ordonnés hospitaux de Rome, Naples, Milan et Beausne, où les gentilshommes et plus aysés maisons du pays vont librement se retirer payant qui a volonté et moyen de payer, qui n'en a le pouvoir et vouloir en sera quitte en disant grand merci » ! (p. 497) (3). Ces chambrettes paraissent être des maisonnettes avec fontaine et jardin.

(1) Voici comment en 1674 on subventionnait l'hôtel des Invalides. Quand les troupes passaient dans un village ou bourg et y stationnaient, les habitants fournissaient les vivres des hommes et des chevaux. Cette dépense était remboursée au bout de quelque temps par l'État, mais sous la retenue de deux deniers par livre pour les Invalides, fixée par arrêt du Conseil du 12 mars 1670. J'ai trouvé dans les minutes d'un notaire de Saintes une vingtaine de procurations et de quittances relatives à ces remboursements.

(2) Marie Bonneau de Miramion réalisa ce vœu en fondant le refuge dit de Sainte-Pélagie.

(3) Bertigny avait déjà satisfaction. L'hygiène publique, l'assainissement de Paris, ont été une des préoccupations du gouvernement d'Henri IV. L'amélioration et la création d'hôpitaux faisaient partie du programme, et c'est de cette

Il réclame l'organisation d'un service médical pour bien « promptement soulager (p. 27) riches et pauvres, afin que les pauvres ne soient abandonnés et méprisés faute d'argent, et que pour avoir celui du riche on les face languir et plus durer leurs maladies et blessures qu'il ne faut ».

Tous ces projets contiennent un enseignement et une révélation sur les mœurs du début du XVII^e siècle, héritier — il ne faut pas pas l'oublier — de la fin si relâchée du XVI^e siècle. Un dernier trait nous montrera combien Bertigny s'intéressait à ce qui pouvait, selon ses vœux, remonter la morale du peuple et du pays. « Cependant, dit-il (p. 68), aux écoles et collèges d'aujourd'hui l'on ne montre aux enfans que des fables, histoires payenes ou choses vaines et prophanes : on feroit conscience d'y parler de Dieu et de la *bonne conscience*, de l'équité ou intégrité tant requise et nécessaire en toutes les actions des hommes pour les rendre plus clairs voyants... » L'école sans Dieu ! Déjà ! Mais Bertigny force la note (1). De son temps datent les collèges des Jésuites et la réforme de l'enseignement.

Bertigny étend ses vues sur bien d'autres objets hétérogènes. Il réclame, par exemple, l'exécution d'un canal (p. 498) reliant Narbonne à Toulouse et de là à l'Océan. C'est le canal du Midi proposé par Adam de Craponne et exécuté par Riquet de Bonrepos. La question des canaux en France était alors une de celles auxquelles Henri IV et Sully accordaient le plus d'attention. Là encore Bertigny n'est qu'un écho. Il souhaite un clergé instruit, riche et paisible, il veut imposer aux étrangers entrant en France (p. 76) un serment de fidélité au roi et de ne rien entreprendre contre son service, il leur refuse l'entrée de l'armée, ne voulant pas que l'argent sorte de France.....

On ne sera pas surpris de l'effet qu'un tel fouillis dut produire,

époque que datent les hôpitaux de la Charité et de Saint-Louis. Ce dernier passa alors pour une merveille.

Sur les travaux de toutes sortes accomplis sous le règne d'Henri IV voir Poirson, *Histoire du règne de Henri IV*, t. III.

(1) Je crois que Bertigny exagère, au moins pour l'époque à laquelle il écrit, et ne rend pas justice aux maîtres de l'Université d'alors. Il est possible que, par suite des guerres, l'instruction se soit beaucoup relâchée, mais Henri IV provoqua une refonte des programmes de l'enseignement, et en septembre 1600 un nouveau règlement fut publié qui mettait la connaissance et la pratique de la religion catholique au premier rang. Les Jésuites créèrent des collèges dans beaucoup de villes.

d'autant que je passe sous silence les propositions relatives aux finances.

En un mot, Bertigny touche à tout, insistant sur certains points, passant d'un sujet à un autre, sans en épuiser aucun, revenant en arrière, dans un décousu et avec un luxe d'anecdotes (1), de citations de livres saints aussi variées qu'inutiles, qui détournent l'attention et fatiguent l'esprit du lecteur. Il n'a aucune hauteur de vues, aucun programme de régénération de l'État, il s'attache à des détails plutôt qu'à un ensemble de mesures coordonnées, calculées, mûries, tendant à une meilleure administration de l'État. Il se doutait bien de l'accueil que le grand public ferait à ses « remèdes » (2), mais il avait une foi robuste en leur efficacité, et il supplie maintes fois le roi de les lire, de prendre son *Avis* en considération, allant jusqu'à le menacer de la colère de Dieu (3) ! « Si vous ne le faites pas, vous serez coupable devant Dieu qui est déjà offensé et dès à présent vous adresse un blâme ». Il lui représente (p. 226) l'urgence, parce qu'il n'a qu'un jeune enfant et que, s'il disparaissait, une régence pendant la minorité de cet enfant serait désastreuse pour le pays. En quoi il ne se trompait guère.

Le peu de succès de son *Antihermaphrodite*, la saisie de l'édition presque totale, l'obligation de rédiger et d'imprimer un *Extrait* en 1607, furent pour le pauvre prisonnier un coup très dur. Il avait fondé sur la réussite et la vente du volume de grandes espérances. Non seulement il croyait fermement qu'il allait avoir la gloire de réprimer « infinis abus et malversations », de provoquer toute une organisation nouvelle, il avait calculé que le produit de la vente, à un écu, lui permettrait de vivre, « payer ses dettes ou composer ». Il se déclare — en 1606 — totalement ruiné, « sa personne mutilée et comme estropiée ». Tous ses protecteurs sont morts. Ses parents l'ont abandonné, « ceux qui auraient pu lui venir en aide ne le voulurent pas (4), et ceux qui le voulurent ne purent le faire ». Il serait « péri de malemort, de faim et nécessité sans l'extraordinaire assistance de sa pauvre femme, aussi vertueuse damoiselle que digne de pitié et commisération pour avoir trop franchement et libéralement employé tous ses biens et commoditez, sans avoir jamais peu ny voulu abandonner depuis six ans passés » (5). C'est

(1) Par exemple, des détails sur une révolte à Poitiers en 1589 (p. 148), et la fille de Confolens qui reste sans boire ni manger (p. 165) « depuis peu d'années ».

(2) Voir plus haut la note p. 229.

(3) *Discours*, p. 90.

(4) Les d'Abillon probablement.

(5) *Tres humbles remonstrances*, p. 148.

elle qui vraisemblablement dut s'engager vis-à-vis de l'imprimeur du volume achevé le 20 juillet 1606.

Il escompte un grand succès, et invite « quantité de gens de biens... charitablement et volontairement à se cotiser pour ayder à payer la rençon d'un pauvre prisonnier » (1), il fait appel à la charité de tous les Français, grands et petits, de l'une et l'autre religion, qui pourront envoyer « ce qu'il leur plaira » par le messager à l'adresse de M^e Jacques Marchant, procureur au Parlement. Il pense d'ailleurs le rendre sur ses droits ! Est-ce pour attirer davantage les acheteurs qu'il a signé de sa main quelques exemplaires ?

Le pauvre Bertigny tomba de haut, car il demeura encore quatre ans en prison, et Lestoile nous apprend que le 30 mars 1607 il acheta le volume relié en parchemin 25 sous.

L'exemplaire de la Bibliothèque Nationale porte en tête : « achepté le premier novembre 1606 la somme de quarante sous ».

En 1848, B. Fillon ne payait pas plus.

Depuis, le temps a fait son œuvre, les libraires ou les bibliophiles — on ne sait lesquels — ont élevé les prix. Claudin, en 1880, le cotant 25 fr., et Clouzot 50 fr.

Les bibliographes anciens et modernes n'ont point complètement ignoré ce volume, ils le mentionnent, mais sans observations ni indication de substance. Le titre leur a suffi ; aucun ne paraît l'avoir parcouru. Prosper Marchand, dans son *Dictionnaire historique* (1758-1759), lui consacre quelques lignes et rectifie les mentions de ses prédécesseurs, titre de l'ouvrage, prénom de l'auteur, et réfute l'opinion répandue que cet *Antihermaphrodite* pouvait être une réponse à l'*Isle des Hermaphrodites*, et aussi celle de La Monnoie (2) qui regardait Bertigny comme huguenot. Lui non plus n'a pas lu l'ouvrage.

Vers la fin du XVIII^e siècle (?), ce livre a rencontré un bibliophile qui l'a habillé d'une jolie reliure en maroquin rouge. Il lui accordait sans doute quelque mérite. L'exemplaire, d'ailleurs très beau, signé de Petit de Bertigny, appartient aujourd'hui à un autre bibliophile *di prima cartello*, notre confrère M. Maurice Martineau.

J'estime, quant à moi, qu'il vaut mieux que d'être considéré comme une curiosité bibliographique, saintongeaise ou non, spécimen d'impression ou d'antiquité. Ce *recueil* — qui tient du pam-

(1) *Ibidem*, p. 153.

(2) *Remarques sur Baillet*, t. VI, p. 194.

phlet — de projets de réformes, de créations, de critiques, mérite de prendre place sur les rayons d'une bibliothèque en tant que *précis* des idées au début du XVII^e siècle, du travail intellectuel dans certains milieux de cette époque, marquant le point de départ — ou à peu près — de quelques *progrès* accomplis dans la suite, permettant ainsi de mesurer le temps d'incubation nécessaire à une réforme, utile mais non urgente, pour qu'elle chemine dans les esprits d'une société, sorte du domaine spéculatif et trouve sa formule de réalisation. C'est long !

CH. DANGIBEAUD.

III

LA BIBLIOTHÈQUE D'UN CURÉ DE CAMPAGNE

AVANT LA RÉVOLUTION

Né sur la paroisse de Saint-Saturnin de Séchaux, le 19 décembre 1757, de Louis Levesquot, marchand, et de Magdelaine Chaudron, l'aîné de trois filles et cinq garçons, prêtre en 1785, année où, le 13 juillet, il bénit le mariage de sa sœur Marie-Marguerite-Magdelaine avec l'apothicaire Laurent Prouteau, François-André-Louis Levesquot devint curé de cette paroisse, où sa première signature en cette qualité figure sur les registres le 9 août 1789.

Le 14 juillet 1790, il célébrait, aux halles, la messe de la Fédération ; un de ses frères, André, dit d'Anville, émigra ; lui-même, le 30 janvier 1791, refusa de prêter le serment exigé par la loi ; sa dernière signature est du 5 février suivant (1) ; son vicaire Sorin signe jusqu'au 9 avril ; le 17 fut installé le curé constitutionnel Jacques-François Ouvrard.

Sur la réclamation de Levesquot, le Directoire du district de Saintes est d'avis, le 14 janvier 1791, qu'il lui soit payé 366 livres 98 sols, complément de son traitement de 1790, et qu'il soit sursis au paiement du premier quartier de 1791 jusqu'à ce qu'il ait prêté serment. Cependant, le 2 avril, on ordonne qu'il lui soit payé 375 livres, premier trimestre de l'année.

Le registre des délibérations de ce directoire, séance du matin 19 avril 1791, contient une dénonciation contre le réfractaire :

(1) Voir *Bulletin* 1906, t. XXVI, p. 328, 394, et 1912, t. XXXII, p. 240.

« Municipalité de Saint-Saturnin de Séchaud.

« Dénonciation du sieur Lévéquot, curé dudit lieu.

« Le Directoire assemblé, sur les neuf heures du matin, a été introduit dans la salle des délibérations le sieur Boucherit, maire de la paroisse de Saint-Saturnin de Séchaud, lequel a déposé sur le bureau un procès-verbal fait par le collège municipal de cette paroisse en date du mercredi 13 de ce mois, signé à l'expédition Girardin, secrétaire, à raison des propos et des discours incendiaires que se permet chaque jour le sieur Lévéquot, ci-devant curé de ladite paroisse, soit en cherchant à persuader aux habitants qu'ils ne doivent point reconnaître le curé qui a été nommé pour le remplacer, qu'il n'a aucun pouvoir de confesser ni d'administrer les sacrements, soit en extorquant aux fidèles, dans les confessions, des promesses de n'avoir aucune foi au curé qui le remplacera, soit enfin en protestant hautement qu'il ne cessera de publier et proclamer partout que le curé qui doit le remplacer est un intrus, qu'il n'a aucun pouvoir d'exercer aucunes fonctions ecclésiastiques dans cette paroisse, et que tout ce qu'il fera sera comme si un simple individu le faisait, qu'il tâcherait de gouverner et de faire suivre son troupeau avec lui, et qu'il se réservait toujours la juridiction sur les âmes de cette paroisse.

« Sur quoi le Directoire, oui M. Dubois, remplaçant le procureur syndic,

« Considérant que l'inconduite des ecclésiastiques fonctionnaires publics réfractaires à la loi se propage de plus en plus, que le sieur Lévéquot ne se permet pas seulement des propos séditieux et attentatoire à la loi, mais qu'il porte l'audace et l'indécence, on pourrait dire l'infâme scélératesse, au point d'abuser, dans les confessions, de la crédulité des âmes faibles et timorées en leur extorquant des promesses de n'avoir aucune foi dans les ecclésiastiques soumissionnaires à la loi et en les excitant ainsi au fanatisme et à la révolte,

« Considérant que de tels individus sont le fléau de la société et que la justice ne saurait sévir trop rigoureusement, trop tôt appesantir son bras sur ces êtres fanatiques qui, se couvrant du manteau sacré de la religion, ne cherchent cependant qu'à la déshonorer et à la flétrir, à attiser le feu de la discorde et à exciter parmi de bons et paisibles citoyens ces guerres cruelles et désastreuses dont le souvenir afflige encore et affligera à jamais les Français ;

« Est d'avis que, par M. le Procureur syndic général du départe-

ment, ledit sieur Lévéquot, ci-devant curé de Saint-Sorlin de Séchaud, soit dénoncé à M. l'accusateur public et puni suivant la rigueur des lois.

« ARDOUIN, DUBOIS, DUGUÉ, ESCHASSÉRIEUX, GODET. »

Cependant le 21 mai on lui alloue 62 l. 10 s. pour les quinze premiers jours d'avril, sur les 1500 alloués d'après la population de la paroisse, et 104 l. 3 s. 4 d. pour deux mois et demi, sur les 500 alloués aux réfractaires.

La loi ordonnant la déportation des insermentés (décret du 26 août 1792), Lévéquot, en compagnie de Couturier, curé de Geay, Marchand, Marillet, doyen de Taillebourg, descendit la Charente sur un des navires de son père, insulté par les riverains, et gagna l'Espagne où il resta jusqu'à sa rentrée d'un exil dont il avait conservé un excellent et même gai souvenir.

Chargé par ordonnance de Rollet, vicaire général, le 21 septembre 1802, de desservir provisoirement la paroisse de Saint-Pierre, proposée comme première cure de Saintes (1), il exerça peu de temps ces fonctions, mais il resta vicaire jusqu'en 1816, année où il mourut, le 6 janvier, dans sa maison de la rue Saint-Maur.

Il avait la réputation d'un très bon prédicateur, et « quand il prêchait la Passion, racontait une de ses nièces, il faisait tirer les mouchoirs ». Michel Réveillaud n'eût pas mieux dit.

Dans une salle de la vieille maison qui fut la maison paternelle de l'abbé, coincée entre la grande cheminée et la fenêtre, une antique table à tiroirs de bois ciré, surmontée de quelques rayons scellés dans le mur, fut l'humble bibliothèque du curé. Là, mêlés à quelques vieux bouquins de droit, aux quatre tomes de *La Science des personnes de la cour, de l'épée et de la robe*, du sieur de Chavigny, embryon d'encyclopédie, au *Monde enchanté* du pasteur Balthazar Bekker, figure un certain nombre de volumes qui furent certainement le fonds de la bibliothèque ecclésiastique de François Lévéquot. Le *Catéchisme de Montpellier*, de Colbert de Croissy, y fleure un parfum de jansénisme ; on y trouve un tome du *Nouveau dictionnaire historique*, 1772, *ex libris capituli santonenensis* ; l'*Explication en vers du Cantique des Cantiques*, 1717, *ex libris missionis santonenensis, catalogo inscriptus* 1746, le *Pastoral de Limoges*, un *Abrégé de l'histoire de l'Eglise à Cologne, aux dépens de la Compa-*

(1) Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure, t. XVI, p. 425 et 509.

gnie, 1752, le *Breviarium theologiæ* de Polman, 1695, *ex libris Doignon*, le *Manipulus sacrarum concionum* de Pierre de Vos, à Anvers, 1644, la *Compendiosa institutio theologiæ* à l'usage du séminaire de Poitiers, *ex libris Caroli Baudry santonenensis, Parisiis* 1787, les *Institutions théologiques* et les *Cas de conscience* de Pontas abrégés, de Collet, les *Œuvres morales* de Bacon, les *Instructions* de Molina, les *Sermons* et les *Panegyriques* de Duneau ; tout cela voisine avec un livre espagnol, *Promptuario de la theologia moral*, par Francisco Larraga, en Alcala, 1796, rapporté de l'exil.

C'est très probablement ce vieux bureau qui, grâce à la pierre sacrée dérobée à l'église par sa belle-sœur, Claire Couturier, servait d'autel au curé insermenté pour la messe troublée, le 29 avril 1792, par la perquisition de la municipalité, qui « fit une exacte recherche jusque dans la cheminée de ladite chambre, dans laquelle on découvrit les jambes d'un homme que l'on croyait ramoner la cheminée. Mais quelle surprise ! L'ayant tiré dehors de cette cheminée, on reconnut que c'était un calotin, fils de Baudry de la commune des Coteaux et beau-frère d'un des fils dudit Lévesquot père ».

Ils n'avaient pas eu le temps de se cacher, comme de coutume, dans un tillis du grenier dont la petite porte était dissimulée par un vieux tableau.

Trois ans avant, on avait décrété la liberté des cultes.

En 1908, le numéro de la *Revue de Saintonge*, reproduisant ce pittoresque procès-verbal, fut imprudemment prêté à une lectrice qui le détruisit comme contenant un outrage au clergé.

Il avait bien raison, celui qui disait que seule la bêtise humaine peut donner une idée de l'infini.

IV

ARRÊTÉ DE LA SOCIÉTÉ POPULAIRE DE RUFFEC (CHARENTE)

POUR PRESCRIRE LE TUTOIEMENT

La Révolution n'eut pas seulement son contre-coup sur les institutions, elle exerça son influence sur le langage lui-même. « Pour assurer davantage les bases de la parfaite égalité qui doit régner entre des républicains, des frères », suivant la tirade qu'un auteur contemporain met dans la bouche de l'un de ses personna-

ges (1), le tutoiement devint de rigueur. Il couronnait « la ruine de la routine et de l'orgueil de la rude et vieille méthode de l'impertinence et de la tyrannie ».

Dès le 14 décembre 1790, Mme Robert, née de Keralio (2), bas-bleu distingué et femme patriote, avait, sous forme d'un article-lettre, paru dans son journal, le *Mercure National*, sous le pseudonyme de C... R..., homme libre, et intitulé : *Sur l'influence des mots et le pouvoir de l'usage*, proposé le tutoiement (3); un peu plus tard, Hébert, dans sa feuille cynique, le *Père Duchesne*, avait, lui aussi, demandé qu'en signe d'égalité le tutoiement entre Français fût rendu obligatoire, mais ce ne fut qu'en 1793 que le tutoiement égalitaire s'introduisit, à proprement parler, dans le langage courant (4).

À la séance du 10 brumaire an II (31 octobre 1793), une députation des Sociétés populaires de Paris vint à la barre de la Convention Nationale solliciter un décret portant que tous les républicains français seraient tenus à l'avenir de se tutoyer « à peine d'être déclarés suspects comme adulateurs et se prêtant par ce moyen au soutien de la morgue qui sert de prétexte à l'inégalité entre nous ».

(1) *La Parfaite Egalité ou les tu et les toi*, comédie en 3 actes, en prose, par le citoyen Dorvigny. Théâtre National, 3 nivôse an II (23 décembre 1793). — Louis-François Archambault, dit Dorvigny, né à Versailles ou Paris le 30 mars 1742, mort dans cette dernière ville le 4 janvier 1812, créa deux types qui sont devenus populaires : Janot et Jocrisse, et composa plus de 400 pièces, dont certaines, surtout *Janot ou les Battus paient l'amende*, représentée en 1779 aux *Variétés amusantes*, eurent un vrai succès. Une tradition, sans preuves à l'appui, veut qu'il fût fils de Louis XV, auquel il ressemblait, paraît-il, d'une façon frappante, et d'une pensionnaire du Parc-aux-Cerfs.

(2) Louise-Félicité Guynement de Keralio, née à Paris le 25 août 1758, décédée à Bruxelles en 1821, était fille du chevalier Louis-Félix Guynement de Keralio, professeur à l'Ecole Militaire, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, rédacteur du *Journal des Savants* et de Marie-Françoise Abeille, qui a laissé des romans et une traduction estimée du *Fables* de Gay. Elle épousa, en 1791, Pierre-François-Joseph Robert, avocat, homme de lettres, professeur de droit public à la Société Philosophique, qui fut secrétaire au Ministère de la Justice, sous Danton, après le 10 août 1792, et fût élu le 12 septembre de la même année député de Paris à la Convention. On doit à Madame Robert un grand nombre d'ouvrages d'histoire, de littérature et de poésie, de mémoires, de traductions de l'anglais et de l'italien, etc.

(3) D'après un article de M. A. Aulard (*La Révolution Française*, t. XXXIV, pp. 482 et suiv.), ce serait Mme Robert, qui, la première, aurait engagé les Français à se traiter en égaux par le tutoiement réciproque.

(4) *La Névrose Révolutionnaire* par les docteurs Cabanès et Nass, p. 382, Paris, Société Française d'Imprimerie et de Librairie, 1906.

Philippeaux (de la Sarthe) demanda la mention honorable de cette adresse et son insertion au Bulletin de la Convention, mais déclara que l'approbation solennelle que lui donnerait l'Assemblée serait une invitation qui équivaldrait à un décret et aurait pour résultat d'engager tous les citoyens à adopter avec empressement ce langage fraternel. Bazire (de la Côte-d'Or) soutint, au contraire, qu'une invitation ne suffirait pas et insista pour qu'un décret fût voté. Charlier (de la Marne), renchérissant sur lui, émit l'opinion que « par le mot *vous* on désignât un aristocrate, comme on le fait par le mot *Monsieur* ». L'avis de Philippeaux fut cependant adopté (1).

Un poète, quelques jours après, à la séance du 21 brumaire (11 novembre), ayant fait hommage à la Convention d'une pièce de vers ayant pour titre : *Invitation de se tutoyer*, et où il faisait ressortir l'impropriété du mot *vous* au lieu de *tu* ou *toi* lorsqu'on parlait à une seule personne, Bazire saisit immédiatement cette occasion pour renouveler la motion, déjà faite par lui, de proscrire par un décret l'aristocratie du *vous* qui, « après les fêtes de la Raison et de l'Égalité, ne doit plus souiller le langage des républicains ». Mais un autre député, Thuriot (de la Marne), combattit sa proposition en ces termes : « On sait bien que le *vous* est absurde, que c'est une faute contre la langue de parler à une personne comme on parle à deux, à plusieurs ; mais aussi n'est-ce pas contraire à la liberté de prescrire aux citoyens la manière dont ils doivent s'exprimer ? Ce n'est pas un crime de parler mal le français. Je demande donc qu'en rendant hommage aux principes, en reconnaissant la faculté qu'ont tous les citoyens de se tutoyer, on passe néanmoins à l'ordre du jour. » Ce fut la motion de Thuriot qui l'emporta (2).

Bien qu'elle n'eût pas légiféré sur la matière, la Convention, par la mention honorable qu'elle avait accordée à la pétition des Sociétés populaires de Paris, avait donné une sanction quasi-officielle au tutoiement égalitaire ; elle lui avait conféré en quelque sorte « ses lettres de grande naturalisation ; il avait désormais droit de cité dans la langue révolutionnaire » (3). La France, dès ce

(1) *Moniteur Universel* du 21 brumaire an II (11 novembre 1793), n° 42.

(2) *Moniteur Universel*, n° 53, du 23 brumaire an II (13 novembre 1793) ; *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, t. LXXIX, p. 41 ; voir encore *Journal de Perlet*, n° 416, du 22 brumaire an II (12 novembre 1793) ; *L'Auditeur National* du 22 brumaire an II ; le *Mercur* *Universel*, du 21 brumaire an II ; et le *Journal de la Montagne*, n° 163, du 22^e jour du 2^e mois de l'an II (12 novembre 1793), p. 1198, col. 2.

(3) *La Névrose Révolutionnaire*, pp. 384 et 386.

moment, « est tombée en tutoiement », selon l'expression imagée d'un historien (1). « Il n'y a pas de *vous* dans la République et tous les citoyens sont des *toi* », comme dit Dorvigny (2). Le domestique — devenu l'*officieux* (3) — tutoie le maître; l'ouvrier, le patron; l'écolier, le professeur; l'enfant, le vieillard; le fils, le père. De simples citoyens se mettent sur le même pied que les personnages officiels (représentants du peuple, ministres, administrateurs, etc.) en les tutoyant sans plus de façon. D'ailleurs, ils ne font que se conformer à l'invitation qui leur en est faite. Ainsi le conseil général du district de *Franciade*, ci-devant Saint-Denis, prend, le 12 du 2^e mois de l'an 2 de la République une et indivisible (2 novembre 1793), un arrêté pour prescrire que dorénavant tant dans l'administration que dans ses bureaux et sa correspondance le tutoiement serait employé quand on ne parlerait qu'à une seule personne, sans distinction (4). Nous pourrions multiplier les exemples (5), mais nous voulons nous borner à donner au sujet de cette mode civique un arrêté de la société populaire de Ruffec que nous avons trouvé dans les *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, t. LXXX, du 4 frimaire an II au 15 frimaire an II (24 novembre 1793 au 5 décembre 1793), page 572.

Nous croyons devoir transcrire ce curieux document, conservé aux Archives Nationales (6), avec l'espoir qu'il sera lu avec plaisir par tous ceux qui s'intéressent aux choses de notre passé régional.

(1) *Histoire de la société française pendant la Révolution* par Edouard et Jules de Goncourt; p. 402, Paris, G. Charpentier, 4^e édition, 1879.

(2) *La Parfaite Egalité ou les tu et les toi*.

(3) On remplaça, par ce nom, durant la Révolution Française, les termes de valet, laquais, etc., afin « de sauvegarder, disait-on, la dignité des citoyens qui, sans abandonner leurs droits, consentaient à rendre de bons offices à leurs égaux moyennant compensation ».

(4) *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, t. LXXIX, p. 49.

(5) Le 16 brumaire an II (6 novembre 1793), la société populaire de Charente (actuellement Tonnay-Charente), après avoir entendu la lecture d'un passage de Mercier, (probablement dans les *Annales Patriotiques*, journal qu'il publiait en collaboration avec Carra), où l'on détruit un vice de langue en disant *vous* quand on parle à une seule personne », décide, sur la proposition d'un de ses membres, que tous les membres seront tenus d'employer le mot *toi* au lieu de *vous*. » (*Registres des délibérations*). Voir aussi dans l'*Intermédiaire des chercheurs et des curieux* du 30 août 1892, p. 212, le texte d'une délibération du Comité révolutionnaire du département du Tarn du 24 brumaire an II (14 novembre 1793), qui bannissait également de la langue des Français libres le mot *vous* dans les pronoms ou dans les verbes s'il n'était question que d'un seul individu.

(6) *Archives Nationales*, carton F¹⁷ 1007, dossier 1231.

« *Extrait du registre des délibérations de la Société populaire
de Ruffec, département de la Charente.*

« Séance du décadi, 2^e décade de brumaire l'an 2 de la République Française une et indivisible (10 novembre 1793). »

« Un membre observe que, dans la séance du décadi, 1^{re} décade de brumaire, un citoyen a demandé à la Convention Nationale que les républicains soient obligés de se tutoyer, le mot *vous*, en parlant à une seule personne, respirant l'aristocratie ; que Basire a converti cette demande en motion, mais que, sur la réflexion de Philippeaux, que l'approbation de cette pétition serait l'effet de la motion de Basire, la Convention a ordonné l'insertion au *Bulletin* et la mention honorable de cette pétition. Il demande, en conséquence, que la société prenne un arrêté à cet égard.

« La Société :

« Considérant que le tutoiement est le langage primitif et que l'usage de dire *vous* en parlant à une seule personne ne peut avoir pris naissance que dans ces temps d'ignorance et de barbarie où les ci-devant seigneurs avaient établi une distinction avilissante entre un homme et un autre homme ;

« Considérant que cet usage abusif est une des racines de la féodalité qu'il faut se hâter de faire disparaître du sol de la liberté ;

« Considérant que la dignité de l'homme est la même pour tous les individus depuis le citoyen, occupé des travaux les plus pénibles et les plus dégoûtants, jusqu'à celui que ses concitoyens ont (1) placé dans le temple de la représentation nationale ;

« Considérant que, si une classe de républicains dit *tu* en parlant à une seule personne tandis qu'une autre classe dira *vous*, l'égalité, qui est une des bases de notre immortelle Constitution, se trouvera blessée ;

« Considérant qu'il est ridicule de parler à une seule personne comme si elle était un peuple entier ;

« Considérant que si *vous* convenait à Monsieur, *toi* convient à un républicain ;

« Considérant qu'on se sert du pronom *tu* dans le commerce intime, dans les douces expansions de la franche amitié et qu'en général l'orgueil et la dureté se sont emparés de l'autre manière de parler ;

« Considérant que, si la familiarité engendrait quelquefois le

(1) Dans le texte il y a — sans doute par erreur — « a placé. »

mépris, c'était lorsqu'il existait des distinctions, parce qu'alors celui qui se familiarisait laissait voir une sorte de dégradation dans la familiarité, mais que, sous le règne heureux de l'égalité, la familiarité n'est que l'image des vertus philanthropiques que l'on porte dans l'âme ;

« Considérant que le tutoiement n'exclut point le respect que les enfants doivent à leurs pères et mères et les égards que les journaliers et autres citoyens de cette classe doivent à ceux à qui ils ont loué leurs services ;

« Considérant que le tutoiement est la manière de parler la plus correcte ;

« Considérant enfin que les Sociétés populaires doivent mettre tout en œuvre pour que le langage républicain succède au langage adulateur et aristocratique ;

« A arrêté ce qui suit :

« ART. 1^{er}

« L'usage antique et abusif de dire *vous* en parlant à une seule personne est aboli ; en conséquence, tous les membres de la société sont tenus, soit dans leurs conversations, soit dans leurs écrits, de se servir du pronom *tu* lorsqu'ils adresseront la parole ou écriront à un seul individu.

« ART. 2.

« Ils sont pareillement tenus, si on ne leur répond pas de la même manière, d'avertir ceux ou celles avec qui ils seront en conversation de parler le langage républicain, et, si on s'obstine à dire *vous* au lieu de *tu*, ils les dénonceront à la Société qui les notera et les regardera comme des personnes qui ne sont pas et ne veulent pas se placer à la hauteur de la Révolution.

« ART. 3.

« Les pères et mères prescriront d'une manière impérieuse à leurs enfants de les tutoyer.

« ART. 4.

« Tous les citoyens en feront autant à l'égard de leurs journaliers et autres personnes à leurs gages.

« ART. 5.

« Les jours de repos, chacun rendra compte à la Société des efforts qu'il aura faits pour que le tutoiement s'étende et se propage et des succès dont ses efforts auront été suivis.

« ART. 6.

« Il sera fait mention civique dans le procès-verbal de ceux et celles qui montreront le plus de zèle afin d'amener les citoyens à se défaire du langage servile et adulateur pour y substituer le langage vrai et fier du parfait républicain.

« Le présent arrêté sera envoyé à la Convention, à la société des Jacobins et à toutes les sociétés affiliées.

« FASSE, ex-président.

« Par la Société :

« BEAUVAL, secrétaire. »

Cet arrêté fut renvoyé le 13 frimaire an II (3 décembre 1793) au Comité d'Instruction publique par la Convention Nationale (1).

Après la Terreur le *vous* reconquit une partie du terrain perdu, mais le tutoiement républicain persista encore assez longtemps, principalement dans les armées où Napoléon eut beaucoup de mal à faire disparaître cette coutume (2).

Toutefois, comme l'a fait remarquer fort justement un écrivain, si le tutoiement ne survécut pas tout entier au régime révolutionnaire, il ne disparut pas complètement et « il est resté le langage de la tendresse, de l'intimité, de la camaraderie (3) ».

EDMOND-JEAN GUÉRIN.

V

INTRODUCTION
A L'HISTOIRE DES ÉVÊQUES DE SAINTES
JUSQU'AU RÈGNE DE SAINT LOUIS

(Suite)

(C) *Thiébert, évêque de Saintes* (805-835)

Duchesne, qui n'a point relevé les documents constatant l'existence de l'évêque Aton, a eu entre les mains un texte, dont malheureusement il n'a pas précisé l'origine et que nous n'avons pu

(1) *Archives Parlementaires*, t. LXXX, p. 572, note 1.

(2) *La Névrose Révolutionnaire*, p. 391.

(3) M. Marcel Charlot, dans la *Grande Encyclopédie*, t. 31, v° *Tutoiement*, p. 542.

retrouver, concernant le successeur de ce pontife (334). Il le place immédiatement avant Fromond en ces termes :

17. THEBERT. *Il fut à Aix-la-Chapelle où se trouvoient le pape Léon et grand nombre d'evesques avec le roi Charles.*

C'est en 804 que le pape Léon III vint en France. Einhard rapporte que Charlemagne alla à sa rencontre jusqu'à Reims, le conduisit à Quierzy-sur-Oise pour y célébrer le quatrième anniversaire de son couronnement en la fête de Noël, et l'emmena ensuite à Aix-la-Chapelle (335). C'est donc, d'après les limites tracées par Bœhmer (336), entre le 6 et le 14 janvier, dates extrêmes du séjour du Saint-Père à Aix-la-Chapelle, que se place la première constatation du pontificat de Thiébert à Saintes.

Il paraît indiqué de l'identifier avec un *Teulbertus episcopus* dont le siège n'a point été précisé, qui prit part, le 28 février 835, avec un grand nombre de prélats français, au concile de Thionville, où fut condamné l'archevêque Ebbon (337) qui dut résigner le siège métropolitain de Reims.

C'est donc sous son pontificat qu'eut lieu le tremblement de terre de septembre 815 dont parlent les *Annales* d'Einhard, par une rare coïncidence avec les mouvements sismiques qui agitèrent Constantinople, et simultanément ruinèrent plusieurs villes du Levant. Le comte de Poitou, Ricoin, envoyé en mission près de l'empereur byzantin, en rapporta la nouvelle (338). Ademar de Chabannes assure que Saintes en souffrit durement (339). Des sceptiques se sont demandé pourtant s'il n'avait pas simplement appliqué à Saintes (340) en particulier ce que le chroniqueur carolingien dit en général des villes de l'Empire d'Orient.

(334) *Episcopi Santonenses*, au volume XXXV de la *Collection Duchesne*, p. 58.

(335) Einhardi *Annales* ap. Pertz, *Monumenta Germaniæ historica*, I, 192.

(336) *Regesta Imperii*, t. I, ad annum 805.

(337) J.-G. Eckhart, *Commentarius de rebus Franciæ Orientalis*, II, 281.

(338) « Nordbertus episcopus [Rhegiensis] et Richwinus comes [Pictavensis] de Constantinopoli regressi... terræ motum gravissimum, mense Augusto, per continuos quinque dies ibi contigisse retulerunt; quo et ipsius ædificia urbis complura recidisce et aliarum civitatum populos ruinis oppressos esse testati sunt. Sed et in Gallia Santonis civitas Aquitaniæ mense septembri dicitur tremuisse. » (Einhardi *Annales*, 815.)

(339) « Santona quoque civitas Aquitaniæ mense septembrio valde tremuit et ruinis multa prostravit. » (Ad. de Chabannes, I. III, éd. Chavanon, p. 111.)

(340) *Revue de Saintonge*, XXIX, 144.

(D) *Fromond, évêque de Saintes* (845)

Premières invasions des Normands en Charente (845-848).

Une charte de Lambert, comte d'Angers et abbé de Saint-Aubin, relate (341) que les frères de la communauté qu'il préside lui ont humblement demandé de notifier au roi Charles comment l'empereur Louis, à la prière de l'évêque Ebroin, alors pasteur de leur troupeau, a déterminé les propriétés du monastère qui leur seraient concédées pour être affectées à leur entretien. Lambert a obtempéré à leur désir, et a obtenu du roi le maintien de la concession. Il donne aux chanoines une charte que souscrivent l'archevêque de Tours Ursmar, les évêques Actard de Nantes, Doon d'Angers, Fromond de Saintes, Eriman de Nevers, deux prêtres et deux clercs. La souscription de Fromond est ainsi conçue :

Frotmundus, Santonicæ urbis episcopus subscripsi.

Cet acte n'est point daté. Actard fut élu évêque de Nantes après le 30 septembre 843, date à laquelle le siège épiscopal était vacant par suite du meurtre de Guignard assassiné par les Normands. Les Nantais firent appel à l'évêque de Vannes Susan, pour qu'il vint dédier leur cathédrale. L'intronisation d'Actard (342) inspira confiance aux habitants restés dans la ville, d'où la plus grande partie avaient fui, épouvantée par l'approche des Normands.

Fromond fut donc, comme Actard, un prélat élu après que la commotion causée par l'invasion de 843 se fut apaisée. Il est possible de préciser davantage la date où il figure : « C'est en juillet 846 que Charles le Chauve, ayant fait la paix avec le chef des Bretons Nomenoe », enleva à Lambert le gouvernement du pays nantais (343) et lui donna en échange le comté d'Anjou. D'autre part la rupture entre Charles le Chauve et Lambert se fit en 851. Mais l'acte concernant Saint-Aubin doit se placer presque immédiatement après la cession du comté d'Anjou, dont cette abbaye formait alors une dépendance, à Lambert de Nantes. En effet Ursmar de Tours assis-

(341) Martène, *Thesaurus Anecdotorum*, I, 38 : « ex cartario Sancti Albini ».

(342) René Merlet, *la Chronique de Nantes*, p. 26, note 2. — Cette Chronique se trompe en plaçant l'avènement d'Actard sous le pontificat d'Amauri, second successeur d'Ursmar à Tours. La charte que nous citons démontre qu'Actard et Ursmar furent contemporains.

(343) René Merlet, *ibid.*, p. 14, note 4. — Cf. *Guerres d'indépendance de la Bretagne sous Nomenoe et Erispoé*, dans la *Revue de Bretagne et Vendée*, année 1891.

tait encore en 846 au concile d'Epernay, mais à celui de Paris, en 847, figure la souscription de son successeur Landran II, devancier d'Amauri. Tous les comprovinciaux de la métropole tourangelles cités ici se retrouvèrent au concile de Tours, en 849. Fromond de Saintes, qui relevait de Bordeaux, n'eut point à les rejoindre.

Fromond se trouvait auprès de Lambert à Angers, où il avait dû se réfugier à la suite de l'incendie de Saintes par les Normands.

La Saintonge avec l'Angoumois et le Poitou étaient restées aux mains de Charles le Chauve lorsque, au début de 845, il se décida à restituer à son neveu Pépin IV le reste du royaume d'Aquitaine (344) réuni à la France après la mort de Pépin III, le 13 décembre 838.

Au moment de cette restitution, les provinces maritimes du sud-ouest de la France étaient ravagées par la guerre civile. Renaud, comte d'Herbauge, périt en 843 dans un combat contre Lambert, comte de Nantes, et cette ville fut prise par les *Nifaidingi* ou *Niebelungen* (345) venus du pays de *Norois* ou de Norvège. Cependant Bernard, comte de Poitiers, et Hervé, fils de Renaud d'Herbauge, attaquant à leur tour Lambert, succombaient dans une commune défaite.

Ces luttes fratricides avaient, dit la chronique de Saint-Maixent (346), livré l'Aquitaine à ses pires ennemis qui ne trouvaient plus de résistance.

Cependant un capitaine énergique venu de l'Austrasie, et placé par le roi à la tête du duché d'Aquitaine après la mort de Bégon en 843, avait réuni les forces de plusieurs comtés pour défendre le pays. Les reliques avaient été mises en sûreté et les objets les plus précieux emportés de Saintes, la ville la plus menacée en raison de sa faculté d'accès par le reflux de la mer.

L'année suivante en effet, Saintes fut attaquée par les Normands ; ils triomphèrent de ses défenseurs et après l'avoir incendiée ils s'é-

(344) Hincmar, *Annales Bertiniani*, 845.

(345) « Rainaldus comes Arbatilicensis, cum Lamberto Namnetis comite congressus, occisus est ; et Namnetis eo anno a Vufaldingis (*corr.* Nifaldingis) capta est. » (*Chronicon Malleacense*, ms. lat. 4892, fol. 194.)

(346) « Ris temporibus, Normanni diffusi sunt per Aquitaniam, quia duces ejus inter se bello deciderant, nec erat qui resisteret. Et cremate sunt ab eis Hero insula, et monasterium Deas Burdegala, Sanctonas, Engolisma, Lemovica, Parisius, Turonis, Belvagum, Noviomagum, Aurelianis, Pictavis et innumera monasteria et castella destructa ». (*Chronique de Saint-Maixent*, éditée par Marchegay, *Chronique des églises d'Anjou*, p. 365.)

tablirent en toute tranquillité dans l'estuaire de la Charente (347). Séguin le Mosellan, comte de Bordeaux et de Saintes, avait été pris et mis à mort par les pirates (348).

L'attitude des Saintais en face de l'invasion de 845 est dépeinte dans un récit dont les épisodes accessoires, enchaînement de prodiges, ne doivent pas faire méconnaître le fondement réel. Dans la partie que nous analysons il corrobore et complète simplement les textes annalistiques (349).

Ignorant les périls dont l'incursion des pirates allait menacer

(347) Hincmar s'exprime ainsi : « Dani qui, anno præterito, Aquitaniam vastaverant, remeantes, Sanctonas invadunt, confligentes superant, quietisque sedibus immorantur. » (*Annales Bertiniani*, 845.)

(348) « Siguinus comes Burdegalis et Sanctonicensis a Normannis captus et occisus est. Et Sanctonas a Normannis igne cremata est, thesauris ejus optimis exportatis. » (Chronique de Maillezais, ms. l. 4892, fol. 194.) Marchegay et Mabille ont imprimé « optimis » pour « opimis ». Cette version est celle d'une courte chronique partant de l'an 650, que Dom Estienne déchiffra sur un très vieux manuscrit de Saint-Martial de Limoges : « Anno 845, Siguinus comes a Northmannis capitur et occiditur, et Sanctonensis civitas concrematur, thesauris optimis exportatis. » (Ms. lat. 12754, fol. 214.)

(349) La *Translatio* et les *Miracula Sancti Viviani* ont été édités pour la première fois dans les *Analecta Bollandiana* (1889, t. VIII, pp. 256-277), d'après le manuscrit latin 2627 de la Bibliothèque nationale. Voici le passage qui nous intéresse : « Fons moderno nomine nuncupatur locus Fiaco vicinitate contiguus, ubi quondam prædicti confessoris (Viviani) sacrae reliquiae adesse perhibebantur. Hujus vero loci abbas quidam aderat, nomine Haigmarus, cui semper mos inerat Sanctorum corpora undecumque furtivis adimere dolis, suisque componere quibus præerat locis. Cui etiam sacratissimi confessoris impatiens desiderium menti incidit; et sic, exploratores mittens, sacrum corpus tanti praesulis clandestina fraude a prædito loco abstulit. Quorum intentio ut liberiores effectum caperet, unus eorum se phantastica vexatione perturbatum simulavit, factisque luminarium cereis, intra ecclesiam sacras vigilias celebrare cum suis sociis a custodibus vix impetravit. Quibus vigiliae insistentibus et opportunitatem sui doli inquirentibus, Normannorum piratica acies a maris litore in suburbium murosque civitatis impetu celeri inruit, totaque moenia vallatu densissimo obsedit. Ad quorum occursum tota civitas attonita consurgens, muros et propugnacula conscendit, ac in urbis defensione omnibus unus amor adest, studium animo succurrit. Illis omnibus ad patriae liberationem ruentibus, isti data sibi optata occasione, tumultum sacratissimi confessoris invadunt, fixisque ferreis cuneis, eum aperiunt, apertoque mausoleo corpus tanti viri adhuc cum aliqua carnis parte inveniunt, anulumque pontificatus scilicet signaculum, in digito conspiciunt. Quem quidam eorum avaritiae captus malignitate, a digito distraxit, sinuque suo latenter recondit. Cujus indignum factum mox divina ultio plectens — oculus ei abstulit. — Sicque paratis [p]sitarchiis, tantum thesaurum una cum Marcello, sanctissimo viro in ejus vita memorato, imponentes, latenti fuga evanuerunt et ad hunc locum, ubi nunc summa veneratione coluntur, iter direxerunt. »

l'Aquitaine maritime, l'abbé de Figeac, Aymar, très curieux de reliques, et ne craignant point de s'en procurer en les déroband, avait envoyé des affidés bien stylés à Saintes pour enlever le corps de saint Vivien.

Afin de se procurer les facilités nécessaires pour ce rapt, l'un de ces pèlerins se déclara tourmenté par l'obsession de visions où apparaissaient des fantômes, et demanda la permission de passer la nuit à veiller sur la tombe du saint avec ses compagnons, à la lueur des cierges qu'ils avaient apportés. L'autorisation leur ayant été donnée, tandis qu'ils cherchaient comment réaliser leur dessein, l'armée des Normands, surgissant du rivage de la mer, s'avança dans le faubourg et autour des murs de la ville. Tout le peuple, surpris par cette agression, se trouva aussitôt debout occupant les remparts et vouant tous ses efforts à la défense de leur cité. Tandis que, animés du même souffle patriotique, les esprits ne songeaient qu'aux moyens d'assurer la délivrance de leur patrie, les Figeaciens, saisissant l'occasion attendue, soulevèrent avec des coins de fer le couvercle du tombeau; ils s'emparèrent d'un corps auquel adhéraient encore des parties de chair et portant au doigt l'anneau pastoral. L'un des larrons, qui ne l'était point à demi, se saisit de la bague et la cacha dans son vêtement. Il lui en coûta plus tard, dit la légende, la perte d'un œil. Plaçant le corps dans un sac « avec celui de Marcellus, le très saint homme dont parle la vie de Vivien », les affidés s'enfuirent en reprenant le chemin de leur pays.

Nous ne les suivrons pas dans les étapes de leur voyage. Constatons que, d'après la tradition saintongaise, aucun larcin ne fut commis au chef-lieu du diocèse, qui préserva tous ses corps saints, soigneusement cachés à tous les regards, par des précautions prises bien avant le débarquement des pirates.

Il est invraisemblable que le corps de saint Vivien, mort en 468, ait pu conserver des fragments de chair quatre siècles plus tard. Il y a donc lieu de considérer les restes enlevés par les Figeaçais comme ceux d'un autre prélat, mort depuis un petit nombre d'années, et substitué à Vivien par la prévoyance habile des fidèles (350). Voici comment s'exprime, au sujet des précautions

(350) Quant au second corps emporté en même temps, et regardé comme celui de Marcellus, nous avons établi que la canonisation de ce personnage politique, après sa métamorphose en écolâtre des clercs de l'Eglise Santone, est une falsification tardive. Le récit des miracles de saint Vivien à Figeac est une œuvre du XI^e siècle, qui nous est parvenue par un manuscrit du XIII^e.

prises, l'interpolation saintongeaise (351) à *Tote l'istioire de France* :

En liglisa de Saintes fit Dés grant miracla quar onc Normanz ne seuit en liglise ne ou cimentire ne puec mau faire; et li tresors de liglise fut seueliz ou chapitra pres de liglise.

En liglise saint Macou fu seueliz li tresors soz loutau; et onc Normanz mau ni fit.

En liglise saint Solvina midrent son cors most profont, et onc Normanz ni puec man faira.

Ni en liglise saint Bebian; et mesirent lo tresor en un poiz qui estet ou sepocre saint Bebian.

En liglise saint Martin du Brac ne puent onc entrer Normanz, et ses cors giest ou millu de liglise.

En liglise saint Agnen qui fut euesque d'Orliens que saint Troianz seueli e ses dos archidiacres, no porent onc mau faira li Normant.

Emeruelia se most li reis de Noroes, dont estet ço auenu, deus miracles que veet; e fust uolontiers crestians, qui fust qui len amonestat, mes tuit eriant fui a Enguolesma.

Ainsi, d'après ces traditions qui ne parlent point de l'évêque — parce que sans doute il était mort, le clergé tout entier avait quitté Saintes au bruit de la venue des Normands, pour se réfugier à Angoulême, car il n'en restait aucun membre pouvant entreprendre d'instruire dans la foi le roi de Norvège.

En juillet 846, les Normands s'abattirent sur l'île de Noirmoutier; le 4 avril 847, ils anéantirent le monastère de Deas.

En 848, la cité de Bordeaux, que les Vikings tenaient vainement assiégée depuis l'année précédente, tout en ravageant l'Aquitaine maritime, après qu'ils eurent subi devant ses murs un échec sanglant contre l'armée de Charles, leur fut livrée par la trahison des Juifs; l'ayant pillée et brûlée, les pirates, maîtres de la contrée, poussèrent jusqu'au château de Melle, qu'ils saccagèrent et détruisirent par le feu. En mai 853, Luçon fut incendié à son tour, et peu après, Saint-Florent de Saumur, Nantes et Tours subirent le même sort (352).

(351) Ms. fr. 5714, fol. 37.

(352) « 853. Lucionus mense maio a Northmannis exurit, et mense junio, Sancti Florentii monasterium et Nannetis civitas, Turonis quoque exuruntur. » — *Breve chronicon normannicum*, ex Ms. Colbertino 1020, éd. par Martène, *The-*

Bordeaux fut réoccupé en 855, sans qu'aucun obstacle empêchât ces barbares de pousser leurs déprédations à l'entour.

Cependant il n'est question de Saintes que dix ans plus tard dans les chroniques. Malgré le sac de la ville par les païens, la hiérarchie catholique s'y maintint, car, au cours même des invasions consécutives qui viennent d'être énumérées, le siège de Saintes fut occupé par un autre prélat.

(E) *Fréchoul ou Frioul, évêque de Saintes (846-862)*

Les Cartons des Rois contiennent deux titres synodaux datés de l'an 862, indiction X, dans la ville de Soissons, où les évêques rassemblés d'abord à Pistes (353) s'étaient transportés. L'un de ces actes confirme la convention passée entre Haudoin, abbé de Saint-Denis, et ses moines, et modifiée d'un commun accord entre ceux-ci et leur abbé, Louis du Maine (354) ; il est souscrit par « Freculfus Santonicensis ecclesiae episcopus » et 28 de ses confrères. L'autre confirme les privilèges de l'abbaye de Saint-Denis ; on y lit : « Freculfus Santonicensis ecclesiae episcopus subscripsi » (355).

La rareté du prénom fait soupçonner une relation de parenté entre Fréchoul, évêque de Lisieux de 823 à 851 remplacé dès 853, historien et exégète, et Fréchoul, évêque de Saintes en 861. Celui-ci pourrait être le neveu du plus ancien.

Fréchoul de Saintes était probablement frère du vassal de Charles le Chauve Aimeri — prénom plus tard perpétué dans la maison de Rancon. Par un diplôme acté à Corbeny le 15 février 846, le roi, considérant que les moines de Saint-Philibert, ne pouvant continuer à résider à Noirmoutier en raison des incursions continuelles des pirates, ont été autorisés par lui à s'établir à Cunaud, petit monastère dont le comte Vivien a disposé en leur faveur, leur concède les domaines tenus en Anjou par son vassal Aimeri à Doué et Forges,

saurus Anecdotorum, III, 1379. — L'incendie de Tours prouve qu'on ne saurait ramener au IX^e siècle la légende de saint Dizence, puisque les envahisseurs de son temps respectèrent cette ville.

(353) Aujourd'hui Pitres, cant. de Pont-de-l'Arche, arr. de Louviers (Eure).

(354) A. N. K 13, n° 10^a. Original édité par Tardif, *Monuments historiques*, n° 187, p. 121. — Sur ces conciles, voir Labbe, *Sacrosancta Concilia*, VIII, 758. — Mansi, *Concilia*, XV, 734.

(355) A. N. K 13, n° 10^a. Copie éditée par Tardif, n° 188, p. 124. — L'original des souscriptions épiscopales est reproduit en fac-similé dans le *Musée des Archives départementales*.

à Louerre et Avort, à Sagné [l'Hôpital], toutes localités comprises actuellement dans l'arrondissement de Saumur, et leur restitue Les Fontaines [commune des Verchers, canton de Doué], domaine possédé par l'évêque-Fréchoul. M. Poupardin, en signalant ce diplôme qui paraît inédit (a), note que ce *Freculfus* est peut-être le célèbre évêque de Lisieux, mentionné depuis 822 jusqu'après 850. Son attention n'a pas été éveillée sans doute sur l'existence de l'évêque homonyme de Saintes. Il semble probable d'attribuer à ce dernier, plutôt qu'à l'évêque de Lisieux, une propriété voisine de Loudun, presque aux frontières de la Saintonge.

Ainsi Fréchoul aurait succédé à Fromond après juin 845 et avant février 846.

D'autre part, il se tint à Soissons un nouveau concile en 866, auquel se rendirent Froter de Bordeaux et Hélié d'Angoulême; l'évêque de Saintes n'y revint pas. Peut-être fut-il capturé par les Normands lors de la prise de la ville épiscopale quelques années auparavant.

L'homonyme de l'évêque de Saintes était un moine bénédictin qui fut tout d'abord abbé de Fulda puis promu à l'évêché de Lisieux qu'il occupa de 823 à 851. Il écrivit une Chronique dont il subsiste deux livres. Le premier, dédié par l'auteur à son maître, le chancelier Héliaschar, qu'il qualifie « venerandus sacerdos », va de la création du monde à l'an 5129 attribué à la naissance du Christ. Le second livre, dédié à la reine Judith, s'étend du début de l'ère chrétienne jusqu'au pontificat de Boniface III en 607. C'est une compilation d'histoire générale peu intéressante pour la France qui n'y joue nullement le rôle principal. Le premier livre a certainement été rédigé avant 837, date probable de la mort d'Héliaschar (356), le second avant 840. Il paraît que la chronique de Fréchoul avait été poursuivie par lui jusqu'aux invasions normandes, mais nous n'avons plus cette partie allant de 607 à 846 tout au moins (357).

Revenons à Fréchoul de Saintes.

On s'est donné beaucoup de peine, dans le cours du XIX^e siècle, pour rattacher au souvenir de cet évêque le culte rendu à un saint nommé Frou, sur les bords de la Charente. Il est hors de doute qu'au XIII^e siècle l'Eglise Santone ne considérait nullement ce pieux personnage comme l'un de ses pontifes. Le calendrier antérieur au

(a) Une copie figurée du XI^e siècle est aux archives de Maine-et-Loire, G²²⁶, n^o 6.

(356) Perrichet, *la Grande chancellerie de France*, 1912, p. 468.

(357) Migne, *Patrologia latina*, CXL, 917.

bréviaire diocésain qu'il précède porte (b) : *Nonas Augusti. Fredulfi confessoris. IX lectiones, quas habemus proprias*. Le bréviaire de la cathédrale (c) met en tête de son office la rubrique : *Sancti Fredulphi confessoris non episcopi* : cet office comporte neuf leçons fort courtes (358).

Le texte des leçons qu'on retrouve dans le bréviaire imprimé en 1542 par ordre de Julien Soderini ne contient sur Frou qu'une affirmation : c'est que l'antiquité n'a transmis aucun trait de sa vie. On n'y trouve qu'une anecdote relative au canal des gouttières de la toiture d'une église dédiée à Saint-Frou. Un saunier le vola pour s'en faire un conduit pour ses salines, il devint aveugle et recouvra la vue après avoir fait pénitence.

L'édifice cité dans ce récit légendaire est l'église qui a donné son nom au village de Saint-Froult près de la mer et des salines (359). Le fait montre que l'église n'était plus gardée, et donne lieu de penser que son abandon remonterait aux guerres féodales du moyen-âge. Elle appartenait aux chanoines de Soubise, qui cessèrent d'y nommer un curé à une époque incertaine et réunirent à leur mense capitulaire les revenus qui n'étaient plus suffisants pour l'entretien du culte.

(b) Bréviaire B, Bib. Nat. ms. lat. 16309, p. 261. Ce bréviaire ne donne pas le texte des leçons, mais il porte en rubriques, en marge de la page 435, col. 1, un rappel de la fête locale du saint.

(358) Voici un fragment des leçons empruntées à un sermon populaire :

« SANCTI FREDULPHI CONFESSORIS NON EPISCOPI...

« 5. Contigit igitur hominem quemdam, Effaticum nomine, de dicta ecclesia beati Fredulphi situlam yrreverenter auferre.

« 6. Ex ea quoddam instrumentum sibi, quod reddolum nuncupatur, quo scilicet in salinam extraheret et congregaret salem.

« O hominem magna suggestionem deceptum !

« O hominem luce privatum !

« 7. Verissime rei indigencia compulsus, ecclesiae in fractionem manus sacrilegas ingressus, qui bono opere, etiam animo malo, res ecclesiasticas tangere, nisi data munia, non timeret.

« 8. Ea etenim causa qui ad archam foederis lapsum minantem sustenturus extulit manus, percussus est morte, nisi quia quod officii sui nihil intereat quod praeumpsit.

« 9. Hoc exemplo laicus iste sacrilegii multo magis arguendus ostenditur, qui deberet sese (Corr. de rebus sibi) necessariis suam non est reveritus inopiam resarcire. Proinde salubriter nobis considerandum est, fratres dilectissimi, quam periculosum est sic res sacris usibus deputatas... » (*Reliqua desiderantur.*)

Le nom d'*Effaticus*, d'une rareté insigne, est remplacé dans les versions modernes des bréviaires, par celui de *Constantinus* fréquent en Annis aux XI^e et XII^e siècles.

(359) Th. Grasillier, dans le *Bulletin religieux de La Rochelle*, VIII, 114.

Ce doit être d'elle qu'il est question dans une charte de Geofroi, doyen du chapitre sous l'évêque Henri en 1190 où il parle d'une « *ecclesia Sancti Fredulphi* » dans le voisinage de Saintes (360).

A Saintes même un autre sanctuaire était placé sous l'invocation de saint Frion qu'on a aussi traduit en latin par *S. Fredulfus*.

Ce n'est d'abord qu'une simple chapelle dont un titulaire, Benoît, se rencontre au XII^e siècle dans un titre du Cartulaire de Notre-Dame de Saintes (361).

Elle n'était nullement ancienne, car il n'est question d'aucune église dédiée à saint Fron dans les deux manuscrits du XIII^e siècle où se trouvent les textes romans de *Tote l'histoire de France* et du faux Turpin énumérant les églises de Saintes aux époques supposées de l'expédition contre les Sarrazins sous Charlemagne, et des invasions normandes sous Charles le Chauve.

C'est seulement à la fin du XII^e siècle qu'on rencontre des chartes faisant mention de l'église de Saintes placée sous le vocable de Saint-Frou ou Saint-Frion, car, on dit l'un et l'autre : un exemple analogue peut être signalé à Reims où le nom de *Theodulfus* (Théoul ou Thiou) est devenu Thion.

L'abbé Grasilier (358) est persuadé que cette église serait celle de Saint-Pierre-le-Puellier qui aurait changé de nom après 1096. M. Ch. Dangibeaud a montré (362) l'inanité de cette hypothèse que son auteur n'avait appuyée d'aucun adminicule de preuve.

Plus tard, cette église devint paroissiale : Gombaud, seigneur de Balanzac, lui fit un legs testamentaire en 1340 (363). Elle était à la collation, *pleno jure*, de l'évêque de Saintes (364) et fut comprise à ce titre dans l'énumération du temporel de l'évêché lorsque Julien Soderini en prit possession le 13 janvier 1514. On lit dans la *Pan-carte de Rochechouart* : « *Ecclesia Sancti Fredulphi, vulgo Saint-Frion.* »

Le chanoine Tabourin en parle comme existant encore de son temps, mais, ayant cessé d'être l'objet d'un pèlerinage au cours du Carême (365) : « J'ay veu que tous les vendredis de carême l'on

(360) Th. Grasilier, *ibid.*, III, 56.

(361) Cartulaire édité par Grasilier dans les *Cartulaires de Saintonge*, n° 74 : « *Benedictus, capellanus Sancti Fredulfi.* »

(362) *Revue de Saintonge et d'Annis*, t. XXXV, p. 91.

(363) Archives du comte Anatole de Bremond d'Ars : charte citée dans le *Bull. relig. de La Rochelle*, VIII, 114.

(364) Ms. de Guillaume Tessier à la Bibl. de Troyes.

(365) Tabourin, *Mémoires*, fol. 256, cités par Audiat, *Saint-Pierre de Saintes*, p. 20.

alloit en procession tantôt à Saint-Frion, tantôt à Notre-Dame du Chateau, à Sainte-Colombe et à Saint-Michel, faire aux dites églises une station seulement là où l'on y disoit ung respond et l'oraison. L'on n'i disoit point de messe, ains l'on venoit dire la grande messe à Saint-Pierre et disoit-on en revenant des dites églises la litanie qui se disoit par deux enfans de cœur. Mais à présent on ne va plus en icelles églises en ces jours là, parce que les guairres ont tout corrompu ceste coutume, et aussy que les églises de Saint-Frion sont renfermées dans les fortifications du chateau, comme aussy l'église de Nostre-Dame du Chateau. »

Un procès-verbal (366) de 1615 constate que « les Recolletz jouissaient de la petite et ancienne église de Saint-Frion ». Ce monument où le syndic de l'hôpital ne voit qu'une chapelle était fort exigu (367). Il n'existait plus à l'époque de la Révolution.

C'est sans l'ombre de fondement qu'on a supposé (368) que *Fredulfus* aurait vécu au VII^e siècle : il n'a rien de commun avec un *Fredulfus* ami de saint Merry que les Parisiens honoraient le 22 avril.

L'abbé Cholet s'est persuadé que *Fredulfus* ne fait qu'un avec l'évêque *Freculfus*, dont le nom se traduit en roman par Frechoul et a pu aussi donner Friou.

Il cherche un argument dans ce fait que Frion ou Friou (369) fut le patron de deux églises situées « l'une dans le capitale même de Saintes, l'autre à l'embouchure de la Charente au point le plus accessible aux descentes des Normands.

Cette observation n'est guère probante, et il n'y a pas grande vraisemblance à ce que ce prélat, dont le nom ne figure pas dans les catalogues et dont l'existence a été tardivement constatée par des recherches paléographiques, ait pu à la fois être honoré d'un culte dans sa ville épiscopale et dans son diocèse, et n'y avoir laissé aucun souvenir de sa vie. Il y avait là un contraste singulier avec la commémoration de Dizence et celle de Severin, antérieurs d'un siècle environ à Fréchoul, et à qui les habitants de Saintes n'avaient pourtant érigé aucun monument.

(366) Briand, *histoire de l'Église Santone*, t. I, p. 473.

(367) *Ibid.*, pp. 174, 180. Cf. Ch. Dangibeaud, passage cité.

(368) Th. Grasilier, *Saint Fredulphe*, dans le *Bulletin religieux de La Rochelle*, t. III, p. 56.

(369) *Bulletin religieux de La Rochelle*, t. III, pp. 75-76. Les Bollandistes s'étaient déjà préoccupés de mettre en garde leurs lecteurs contre cette confusion (*Acta Sanctorum Augusti* (5), II, 1).

Il se pourrait que *Fredulfus* fût un saint étranger, dont les reliques, apportées du dehors, auraient motivé l'attribution du titre de deux églises en Saintonge.

(F) *L'invasion normande (863-865) et ses suites.*

Réunion des métropoles de Bordeaux et de Bourges (879).

Dans une étude sur *La Loire, l'Aquitaine et la Seine de 862 à 866*, fragment d'un ouvrage sur les invasions scandinaves (370), M. Ferdinand Lot relate en ces termes la deuxième série d'incursions que les Vikings entreprirent sur l'Aquitaine maritime, dans la seconde moitié du règne de Charles le Chauve :

« Une nouvelle bande, portée par une flotte nombreuse, semble avoir envahi, à l'automne de 863, le bassin de la Garonne et de la Charente. L'invasion se propagea dans une double direction, une partie des envahisseurs semblant prendre pour base Saintes et la Charente, l'autre Bordeaux et la Garonne. L'Angoumois fut la première contrée sur laquelle les Normands de la Charente se jetèrent. Le comte Turpion, personnage vaillant et pieux, livra bataille aux barbares et succomba dans la lutte, le 4 octobre 863. Lui et le chef scandinave *Maurus* (Mohr) se seraient, dit-on, entretués. La région fut dévastée et incendiée. Le monastère de Saint-Cybar fut sans doute alors détruit et la cité même d'Angoulême ruinée de fond en comble. »

Poitiers se racheta après avoir vu consumer par les flammes la grande abbaye de Saint-Hilaire, construite hors des remparts; de Périgueux les pirates s'enfoncèrent au cœur de l'Aquitaine et parvinrent jusqu'à Clermont.

Les annales d'Hincmar sont muettes sur le début de cette agression, mais l'objectif de leur rédacteur n'était pas de signaler chacun des attentats si multipliés alors, commis par les pirates. On doit ajouter foi aux annales locales qui présentent 864 comme le point culminant de la persécution que les hommes du Nord infligèrent à l'Eglise chrétienne. Le témoignage du contemporain qui rédigea le récit de la *Translation de sainte Fauste* (371) est formel à cet égard.

« Tempore quo, post Domini nostri Jhesu Christi incarnationem

(370) *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, novembre-décembre 1915.

(371) Edité par les *Acta Sanctorum Januarii*, 3^e édit., I, 727.

DCCCLXIII^m annus impletus est,... grassata ingens persecutio est in Ecclesia Christi. Siquidem barbarorum paganorum saevitia, quos, usitato sermone, Danos seu Normannos appellant, a suis sedibus cum innumerabili exeuntes navali gestamine, ad *Sanctonicam* sive *Burdigalensem* urbes sunt adventi, indeque passim prefatis discurrentes provinciis, urbes depopulando, monasteria, ecclesias, necnon et cunctas hominum aedes igne cremantes, non parvas hominum strages occidendo dederunt. »

D'après ce récit, la résistance fut organisée par Arnaud, qui venait de succéder à son oncle Sanchion comme duc de Gascogne. Sanche Sanchion (372) avait établi son autorité sur la marche d'Espagne à la faveur des guerres civiles qu'avait provoquées la rivalité entre Guillaume fils du duc de Septimanie Bernard (373) et le marquis Aleran (374).

En octobre 865, l'autre groupe de Normands que commandait Siegfred, le chef des Niebelungen, et qui n'avait pas quitté l'estuaire de la Charente, tenta une nouvelle incursion vers le bassin de la Loire, mais ils furent défaits et s'enfuirent vers leurs barques, abandonnant quatre cents morts sur le champ de bataille.

S'ils ne restèrent pas, depuis lors, cantonnés en Saintonge, les pirates y revinrent encore sous le gouvernement de Vougrin I^{er}, comte d'Agen institué comte d'Angoulême par Charles le Chauve.

La situation difficile où se trouva le diocèse rendant sans doute malaisé le choix d'un pasteur, on recourut, comme en d'autres conjonctures, au dévouement apostolique d'un missionnaire étranger. Saint Mathan l'Ecoissais, dont nous allons parler, administrait peut-être déjà le diocèse en 879, quand le 28 avril fut expédié de Rome un privilège, donné en 878 au cours du concile de Troyes, en faveur du monastère de Tournus, où le pape Jean VIII lui confirme, entre autres bénéfices, « in pago Sanctonico Asinarias cum sua integritate », sans doute Asnières, canton de Saint-Jean-d'Angély (375). Cependant nous croyons qu'il y eut une vacance assez prolongée après le pontificat de Fréhoul. Saintes devait être dans la même situation que Bordeaux. Or en 876 le titulaire de ce der-

(372) C'est-à-dire Sanche II, fils d'un homonyme (Sancho I^{er}). Sa sœur épousa Aimon, comte de Périgueux, et en eut le duc Arnaud et une fille, mère de Godefroi de Turenne, et belle-sœur de Landri de Cahors, comte de Saintes, et de Raoul, archevêque de Bourges.

(373) Et par sa mère Douée, neveu de Judith, mère de Charles le Chauve.

(374) Précédemment comte de Troyes, beau-frère de Pépin, comte de Sentis.

(375) Dom Bouquet, *Recueil des historiens de France*, X, 181.

nier siège, l'archevêque Frotier, transféra son siège à Bourges, patriarcat auquel il avait été promu, et réunit les deux métropoles, en déclarant que son ancienne résidence était devenue, en raison de l'activité des Normands, un séjour dangereux et même inhabitable. Cette résolution, portée devant le concile général des Gaules, tenu à Ponthion immédiatement après, fut réprouvée. Mais le 28 novembre de la même année Jean VIII sanctionna le transfert du siège et la jonction des deux métropoles (376).

Que cette mesure ait été prise à titre, sinon personnel, du moins temporaire, c'est ce qu'on doit envisager, les actes du Saint-Siège en pareille matière visant toujours des questions d'espèce, la porte restant ouverte à une revision si les circonstances la justifient.

Nous admettrions volontiers que Bordeaux et Bourges soient demeurés quelque temps réunis. Une tradition de subordination au patriarche de Bourges se maintenait encore au XIII^e siècle, en Saintonge, et dans les autres diocèses de la province de Bordeaux.

Nous verrons quel accueil faisaient les pasteurs de l'Église de Saintes aux métropolitains berrichons qui venaient, après l'intronisation, visiter leurs ouailles d'Aquitaine pour se faire reconnaître. Il n'a pas dû suffire d'un seul pontificat pour créer une tradition aussi persistante, pour donner autant de force et de durée à une superposition insolite dans la hiérarchie catholique de la France carolingienne.

QUESTIONS ET RÉPONSES

N^o 838. — *La Guillanneuf*.

« Item aussy est et demeure à ladicte fabrique toutes les ausmones qui seront faictes et données à la guillanneuf, comme pain, lart, argent et autres ausmosnes avecques le pain qui est donné à ladicte église pour l'honneur de nostre dame ; aussy les ausmones qui seront données au plat que lesdicts fabriqueurs ont acoustumé porter par ladicte église et demander à (*mot en blanc*) de la fabrique, sans ce que lesdits prieur et curé y puisse rien demander. »

(376) Mgr Duchesne, *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, 2^e édit., t. II, p. 62.
— Ce n'est point à Gombaud qu'il faut attribuer le rétablissement de l'épiscopat à Bordeaux. Audebert en était titulaire lors de la fondation de Sainte-Croix de Bordeaux par le comte Guillaume.

(*Contrat entre le prieur, le curé et les fabricateurs de Saint-Saturnin de Seschaux réglant leurs droits respectifs sur les aumônes et revenus*, 3 mai 1514. P. Meschinot, notaire royal à Saintes. Archives, t. VII, p. 391.)

Il est probable que dans cette paroisse la coutume était de porter ces offrandes à l'église au lieu de les récolter aux portes des maisons, et d'en faire bénéficier la fabrique. Ici, à côté du pain indiqué par M. Siroit, figure le lard « *couennes de lard* » indiqué par Jonain.

G. TORTAT.

LIVRES ET REVUES

Bulletin philologique et historique du Comité. 1916. — Ch. Bémont : *Les factions et les troubles à Bordeaux de 1300 à 1330 environ*.

Parmi les plaintes contre Pierre Caillau, maire de Bordeaux, et son frère Bertrand : « Item (page 133) quant bayset de blat vine a Bordeu de Agenes e de Sentonge, lo mager lo prene son pagor ; e asso poyret saber per los marcaders de Agenes de Sentonge. »

Dans la collection Alexandre Bixio à la Bibliothèque nationale, département des manuscrits, nouvelles acquisitions françaises. Passeport délivré par Ch.-J.-M. Alquier, maire de La Rochelle, à Laurent Gruelle, sculpteur. — Ordre de détention lancé contre Claude Baudouin. — Lettre écrite par J.-N. Billaud-Varennès à son père à La Rochelle : île d'Oleron, 4 prairial an III, avec un ordre de Walsh, commandant de l'île.

Cette collection ne contient pas que des manuscrits : chaque auteur a son portrait gravé, et certains personnages n'ont qu'un dessin ou une gravure les intéressant. C'est ainsi que sous le nom de Poltrot sieur de Méré se trouve une gravure allemande représentant son supplice.

Archives historiques du département de la Gironde, t. L (1915).

Registres de la Comptabilité de Bordeaux 1482-1483. A la page 54 : « Autre recepte à cauze de la traicte du vin mené à Saintonge... » ; à la page 78, notation de plusieurs coutumes, notamment « de la coutume de II deniers obole tournoys pour chacun tonneau de vin chargé audict port et havre de Bourdeaulx et autres ports d'icelle recepte appelée la coustume de Royan ». On trouve dans les pages

suivantes un grand nombre de noms de navires, plusieurs des ports de Saintonge : Marennes, Mornac... et la carvelle nommée *le Jacques*, de Saint-Jean-d'Angles, dont le maître André Ribiou.

Ce volume contient la suite des *Actes de l'Archevêché de Bordeaux sous le cardinal François de Sourdis*.

A la page 320, commence l'itinéraire du *Voyage de M. le cardinal en l'assemblée du clergé à Paris* (1608). Il part de Blaye : « A Pontz, ville huguenotte, jour de dimanche il célèbre [la messe] et fait faire la prédication à l'ung des pères Jésuites qu'il menoit avec soy.

« A Saint-Jehan-d'Angely, ville de mesme farine que la précédente, à son arrivée est receu à la porte de la ville par les maire et eschevins de la ville et encores visité en l'abaye où il s'estoit logé, par les mesmes, bien que de la religion prétendue réformée, disans tous jours, pour n'estre reprins par les antiens consistoriaux, qu'ilz avoyent sa venue pour agréable, luy présentoyent la ville et leur service, comme serviteurs de Sa Majesté ; qu'il commandast et qu'à toutes heures qu'il voudroit sortir les portes luy seroient ouvertes. Apres lesquelz vindrent les advocats et procureur du Roy, les religieux de Saint-Francoys, tout le peuple, comme à une chose nouvelle, veoir ung cardinal en une ville toute huguenotte. »

LES JOURNAUX DU TRÉSOR DE CHARLES IV LE BEL

(col. 122). — 1322 vendredi 21 mai. — Marquesius Scatisse, receptor Bellicardii (Beucaire) pro denariis solutis per ipsum pro expensis factis pro quadam nave inventa in portu Aquarum Mortuarum anno CCCXVIII, redditis cardinali Sancte Prisce, Symoni de Archiaco, tunc decano Xanctonensi, in compoto suo de dicta nave perfecto et completo XXI die Maii CCCXXIII recuperandis super ipsum cardinalem, prout arrestatur in fine ipsius compoti 588 l. 4 s. t. per cedula curie. (Voir aussi col. 254 et 1025.)

(col. 457). — lundi 28 février 1323. — De Guillelmo Amblardi, receptore Pictavensi et Xanctonensi, pro fine compoti sui senescallie Xanctonensis de termino Sancti Johannis CCCXXII (*ce même nom revient en plusieurs endroits*).

(col. 615). — samedi 23 juillet. — ... reddimus receptori senescallie Xanctonensi, G. Amblardi, pro Guillelmo de Luzarchiis, preposito de Fontenayo, in dicta senescallia.

(col. 667). — jeudi 26 octobre. — ... pro quadam emenda de 600 l. t. ad quas dictus Guido de Sargeriis fuit condempnatus.

(col. 852). — lundi 21 mai 1324. — Stephanus de Corbolio, de Rupella, pro denariis sibi debitis inter partes traditas curie per

Baldoynum de Royaco... assignatis super minorem scripturam Rupelle...

(col. 870). — lundi 28 mai 1324. — Cepimus supra Regem sic : Petrus Pouvereau (1), miles et magister quondam hospicii regis Philippi Magni pro dono sibi semel facto per ipsum regem, dum jacebat in ultima infirmitate sua, pro suo bono servicio, 500 l. t. per litteras regis moderni.

(col. 919). — lundi 2 juillet 1324. — De Michael Hay, de Harefluctu pro quadam compositione... super eo quod ipse delatus fuerat coram senescallo Exanctonensi (*sic*) quod ipse per vim et violenciam intraverat [domum] Petri Arnaldi apud Sanctum Anianum, et postea fregerat carcerem Exanctonensem (*sic*) in quo propter hoc positus fuerat ; pro toto 240 l. p. (2).

(col. 1028). — 1324, mercredi 21 novembre. — Petrus Prepositi, notarius Castelleti Parisiensis pro III^{or} transcriptis factis sub sigillo Castelleti de venditionibus factis regi per Gaufridum de Mortuo Mari de Castellaniis de Couet in Pictavia... de terris et hereditatibus et aliis possessionibus que idem G. habebat apud Sales (*Salles d'Angles*) et Gentes (*Genté*) in Exanctonio 12 s. p.

(col. 1162). — Jeudi 6 mars 1325. — De Gaufrido de Mortuo Mari, armigero, in diminucionem de 3.380 l. t. quas dictus Gaufridus habuit in compoto thesauri Regis de termino Omnium Sanctorum CCCXXIII^o videlicet : ultima octobris tunc ; de summa 12000 l. t. quas habere debuit a Rege pro castro et castellania de Choet cum certis aliis terris et redditibus quas et quos idem Gaufridus habebat et possidebat in senescalliis Xanctonensi, Pictavensi et Lemovicensi regi venditis ; et postmodum Rex, per litteras suas

(1) Pierre Pouvereau, maître de l'hôtel de Philippe V le Long, fut maître de l'hôtel de Charles IV le Bel d'après des lettres de février 1326 (n. st.) confirmées par Philippe VI au mois de juillet 1329 (Archiv. nat. JJ n° 64 et JJ 66 n° 23).

(2) M. Jules Viard, l'éditeur de ces *Journaux du Trésor*, met en note : « Michel Hay, de Harefleu, était entré de force avec plusieurs Normands dans l'hôtel de Pierre Arnaut de Saint-Savinien (Charente-Inférieure, arr. Saint-Jean-d'Angély, chef-l. de canton), avait brisé les huches et dérobé différents objets. Emprisonné à Saintes, il s'était évadé par effraction. Après enquête du sénéchal de Poitou et avis de la Chambre des comptes, le roi composa avec lui et moyennant le versement de 300 l. t. abandonna toute poursuite et le tint quitte de toute peine (Archiv. nat. JJ 62 n° 134).

M. Viard a traduit « Sanctus Anianus » par « Saint-Savinien » (voir la table). Il a été évidemment embarrassé. Où est la vérité ? Les deux documents se contredisent. Arnaut est-il de Saint-Agnan ou de Saint-Savinien ? Il est probable que le rédacteur de cet article du *Journal* s'est trompé.

datas xxvii februarii CCCXVIII^o dictam vendicionem totaliter cumulavit...

(col. 1267). — Jeudi 23 mai 1325. — Cepimus supra regem sic : Johannes Boulart et Petrus Guibant, burgenses de Rupella, pro denariis sibi debitis inter debita tradita curie per Balduynum de Royaco, quondam magistrum garnisionum regis, pro VIII^r doliis vini de Sancto Johanne Angeliacensi captis ab ipsis pro garnisionibus Flandrie, per cedulam curie testimonialem et litteras dicti Balduini...

(col. 1284). — Samedi 1^{er} juin 1325. — De biennali decima Xanctonensis diocesis concessa regi moderno, novissime levanda, pro termino primo, ad Omnes Sanctos CCCXV^o pro episcopo ibi collectore ejusdem in sua diocesi 1594 l. 8 s. 5 d. t. valent 1275 l. 10 s. 9 d. p. compt. per se, super Regem (*mention semblable en d'autres endroits*).

(col. 1285). — Mardi 4 juin 1325. — Et super regem, in titulo guerre sic : Poncius de Mauritania, vicecomes de Alneto (Aunay) (1) custos fronteriorum Vasconie, Xanctonensis, Pictavensis et Engolismensis, pro denariis sibi traditis in pluribus partibus...

(col. 1286). — 4 juin 1325. — Guillelmus Povreau, miles, senescallus Xanctonensis, pro denariis sibi traditis de mandato domini Valesii, pro facto guerre [Vasconie] 2800 l. p. recuperandas super ipsum senescallum, aut computet ut dicit cedula curie, nisi redantur... (2)

(col. 1363). — 1325, vendredi 16 août. — Episcopus Noviomensis (Noyon), dominus Fulcaudus, pro denariis sibi traditis pro expensis suis faciendis in viagio Xanctonensi, Pictavensi et Turo-nensi, ubi fuit missus per Regem Philippum magnum anno CCCXIX...

(col. 1402). — Lundi 7 octobre 1325. — Petrus Tronquiere, burgensis Sancti Johannis Angeliacensis, magister garnisiorum Regis pro Guerra Vasconie, pro denariis sibi traditis pro dictis garnisionibus faciendis 1000 liv. t. valent 800 l. p.

(col. 1439). — 1325, samedi 9 novembre. — Cepimus supra regem sic : Guillelmus Povrelli (Pouvreau) miles, senescallus Xanctonensis (3), pro dono et remissione sibi factis per dominum

(1) Il fut gouverneur du royaume de Navarre pour les rois Philippe le Long et Charles le Bel. Il avait épousé Claire de Lezay. (Cf. *Archives historiques du Poitou*, t. XI, p. 269.)

(2) Le nom de ce sénéchal revient plusieurs fois.

(3) Ce Guillaume Pouvreau exerça les fonctions de sénéchal de Saintonge

regem... de restancia in qua tenebatur pro fine compoti sui curie redditus ultima die octobris CCCXXV videlicet : de receptis et misiis per ipsum senescallum factis de mandato regis sibi facto... pro capiendis et ponendis in manu regis omnibus castris vicecomitis de Alneto (Aunay), de Pontibus (Pons), de Taillebourg et omnibus aliis castris frontierarum maris et Vasconie, cujuscumque domini essent, et pro eisdem castris muniendis de certis personis victualibus et aliis cujusmodi.

(col. 1456). — Samedi 23 novembre 1325. — De magistro Nicolas Albi, clerico regis, commissario in senescallia Xanctonensi et Engolisme cum domino Guillelmo Pevrelli... super financiis exigendis et levandis a non nobilibus personis pro acquestis per eas factis in feodis et retrofeodis domini regis pro financia facta cum heredibus defuncti magistri Petri de Exidolio ; quondam, clerici regis de Sancto Johanne Angeliacensi super quibusdam requisitis per eundem defunctum factis 449 l. 5 s. 9 d. t. valent 359 l. 8 s. 7 d. p. et de emolumento magni sigilli regis pro domino Johanne Cerchemont cancellario per dictum cancellarium habentem causa dicti heredis.

(col. 1556). — Vendredi 24 février 1326. — Cepimus supra regem sic : Comes Ebroicensis, dominus Philippus, pro restitutione sibi facta pro terra de Campnaco et Botavilla, in comitatu Engolismensi, hereditarie assignata eidem comiti per Regem, in deductionem de 15000 l. terre seu redditus ad parisienses quas Rex (*eidem*) per certas conventiones, eidem comiti assidere tenebatur, per eum et heredes suos perpetuo tenendas ; quam terram de Campnaco et de Botavilla, comitissa Marchie, domina Johanna de Cabilone tenet, et quamdiu vivet tenebit causa dotis appreciatis valere 1618 l. 16 s. 10 d. ob. t. per annum...

(col. 1587). — Samedi 5 mars 1326. — Cepimus supra regem sic : Petrus de Buri, hostiarius Parlamenti, pro expensis suis factis eundo apud Sanctum Johannem Angeliacensem, pro adducendo Johannem uxorem Guillemi de Loussant in Castelletum Parisius...

(col. 1660). — Mardi 16 octobre 1327. — Johannes du Guindau, castellanus Sancti Johannis Angeliacensis, et Benedicta ejus uxor, pro restitutione sibi facta per dominum regem et sustinuerunt ratione cujusdam retracte per defunctum regem Philippum Pulchrum quondam facte, de pluribus hereditatibus et possessionibus

pendant les années 1324 et 1325. (*Recueil des Hist. des Gaules et de la France*, t. XXIV, 1^{re} partie, p. 197.)

ipsorum conjugum in insula d'Oleron dimissis quondam eisdem per dictum regum, tempore quo dicta insula erat deserta, pro certis censibus capiendis et levandis anno quolibet a dictis conjugibus;...

(col. 1676). — 1327. — Pontio de Mauritania vicecomiti de Alneto, pro residuo vadiorum deservitorum in fronteriis Xantonie, in comitiva comitis Augi — Radulfus, comes Augi, tenens locum regis in partibus Vasconie et Xanctonie — Bertrandus de Ruppe, miles, dominus de Jonzac — Achardus de Montguyon, miles — Gaufridus d'Archiac, miles et capitaneus de Mirebel, pro gagiis deservitis 320 liv. — Domino G. de Rochechouart, militi. — Domino Savarico de Vyvonne, militi, (seigneur de *Thors*) pro residuo Uadio-
rum suorum et ejus comitive deservitorum in exercitu Vasconie usque ad 1326 — Guillelmus Pourelli, miles, senescallus Xantonensis ante 1329. Guychardus, dominus Montigniacci senescallus Xantonensi post illum — Fulco de Matas, domicellus —.

Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 1917, 1^{er} semestre.

P. 125 : *Une nouvelle divinité gauloise*, par M. l'abbé Parat. Il s'agit d'un tronc de divinité à attitude bouddhique appartenant au musée d'Avallon, n° 2218 du *Recueil des bas-reliefs de la Gaule romaine* du C^t Espérandieu. M. Parat le compare aux autres divinités à attitude pareille, y compris l'autel de Saintes.

Revue archéologique, novembre-décembre 1917.

P. 321 : M. de Lisle du Dreneuc, conservateur du musée Dobrée à Nantes, décrit les *armes et objets gaulois découverts près de Châtillon-sur-Indre*. La pièce de beaucoup la plus importante est un poignard à poignée à tête humaine. La poignée est d'un travail extrêmement habile. La fusée se compose de trois boules bordées de fines moulures. Les branches gracieusement courbées forment un angle au-dessus du talon de la lame et se terminent par des boules. La tête qui sert de pommeau est un petit chef-d'œuvre de modelé et de ciselure. Cheveux bouclés sur le front et sur les tempes sont nattés par derrière et forment trois étages. La figure est celle d'un jeune Gaulois.

C'est le septième du même genre. Mais ce que celui-ci a de remarquable, c'est qu'il est pareil à celui découvert à Tesson en 1876, reproduit dans *Saintes à la fin du XIX^e siècle*, tome V, pl. 43, et dans le *Bulletin de la Société*, I, p. 333, et VII, p. 244.

Bulletin archéologique du Comité, 1918, p. 19 et suivantes.

M. le chanoine Chartraire rend compte des *Insignes épiscopaux*

et fragments de vêtements liturgiques provenant des sépultures d'archevêques de Sens découverts récemment dans le chœur de la cathédrale.

Nous noterons en particulier la crosse de Gilon I Cornut, archevêque décédé en 1254. Cette crosse est de la même famille que celle découverte en 1903 à Saint-Jean-d'Angély (*Revue* XXIV) et partie pour une destination inconnue. La volute est terminée par une tête de dragon, mais sans cornes.

Bulletin philologique et historique, année 1917.

M. Bémont rend compte du volume XXXVI de la *Revue de Saintonge et d'Aunis*. Il analyse les articles de MM. Depoin, Dangibeaud, Venant. Il écrit, à la page 45, cette phrase : « Il ne nous appartient pas de relever les erreurs de M. Dangibeaud dans son résumé des campagnes de 1744 et 1745 en Alsace et en Flandre. » Il s'agit de la biographie du maréchal de La Mothe-Houdancourt qui épousa Eustelle-Thérèse de Courbon de La Roche-Courbon. M. Bémont charge tout simplement M. Dangibeaud, qui n'a jamais écrit une ligne sur la campagne en question, des erreurs que M. Venant a pu commettre !

Parmi les *Vingt-sept lettres inédites de Catherine de Médicis* que publie M. Baguenault de Puchesse, à noter la sixième, adressée de Tonnay-Boutonne à Tavannes, le 3 décembre 1569 (autographe Bibl. nat. ms. fr. nouv. acq. 22735 fol. 46). Tavannes, malade et mécontent de ce que son avis sur la poursuite des huguenots n'avait pas prévalu, avait pris un congé et s'était retiré dans son gouvernement de Bourgogne où il se tenait à la disposition de la Cour. Catherine lui écrit pour le mettre au courant de la situation et faire appel à son dévouement. L'intérêt principal de cette lettre est de constater à une date sûre la présence de la Cour en un point déterminé de Saintonge.

Le comte de Loïse publie les *Bulles de papes pour l'ordre du Temple, conservées aux archives nationales* (1155-1312). N° 172, 2 mai 1312, le pape notifie à l'évêque d'Angoulême et « dilectis filiis Xantonensis et Pictavensis ecclesiarum decanis » la bulle par laquelle, conformément à la décision du concile de Vienne, il a confirmé l'attribution de tous les biens des Templiers aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

M. Bémont réalise un projet que M. Denys d'Aussy avait conçu en 1894. Il donne une nouvelle édition du *Coutumier de l'île d'Oleron*, déjà édité par Sir Travers Twiss. Il a placé en tête une intro-

duction (que nous avons reçu l'autorisation de reproduire), et une histoire de l'île qui est le résumé critique des chartes publiées dans nos volumes, dans les cartulaires, dans Rymer, les rôles gascons, etc. Cette histoire ne dépasse pourtant pas la fin du XIV^e siècle. M. Bémont combat, en passant, certaines opinions de M. d'Aussy (*Revue*, tome XII). Contrairement à l'usage saintongeais, il écrit « Oléron ».

Gazette des Beaux-Arts, octobre-décembre 1918.

Dans son article sur *les Jubés*, M. Georges Servières (p. 369) met au nombre des jubés démolis du XV^e siècle celui de Saint-Pierre de Saintes (pas de référence).

Revue de l'Agenais, 1918. — *Une grande dame agenaïse pendant la Révolution, la comtesse de Châteaurenard.*

Moins de deux mois après être sorti de prison, Joseph d'Aymar d'Alby de Châteaurenard mourait à Agen le 11 octobre 1791, victime des suites d'un attentat commis précédemment sur sa personne.

A peine veuve, la comtesse de Châteaurenard, tutrice de ses enfants, s'empresse de demander aux administrateurs du département de Lot-et-Garonne qu'ils veuillent bien informer le département de la Charente-Inférieure, où se trouve sa propriété de Jarnac-Champagne, du jugement rendu en faveur de son mari, afin que le district de Pons et la municipalité de Jarnac soient informés de l'innocence de M. de Châteaurenard.

Le 18 octobre, le Directoire du Lot-et-Garonne, « qui a, dans tous les temps, été vivement affecté des persécutions que M. Châteaurenard a éprouvées », prévenait le Directoire de la Charente-Inférieure. Le 20 octobre, ce dernier lui accusait réception de son information et priait MM. les administrateurs d'annoncer à madame de Châteaurenard que l'ordre avait été donné à la municipalité de Jarnac de veiller avec le plus grand soin à la conservation des propriétés du sieur Châteaurenard... »

Revue du Bas-Poitou, 1918. — *Une famille rochelaise et Bas-Poitevine* : Les Beraud au XVI^e siècle et leur descendance.

Recueil des actes du comité de Salut public, tome 23 (10 mai 1795-2 juin 1795) (21 floréal an III-14 prairial an III).

Séance du 21 floréal : Le représentant du peuple Garnier (de Saintes) en mission dans les départements environnant Paris est

appelé à donner des renseignements sur sa mission. — 26 floréal an III : Ce comité à Charles Cochon, Alquier et Ramel, représentants en Hollande, relativement à la remise de vaisseaux prussiens. — Le représentant à La Rochelle-Rochefort au comité. Rochefort, 26 floréal. Deux lettres de Blutel analysées. Il ne croit pas que l'on puisse réquisitionner les grains dans la Charente-Inférieure : transmet 2 arrêtés ; ordre à l'agent des vivres Legrand de restituer à la commune d'Angély 136 sacs de haricots.

Le même écrit de Rochefort le 1^{er} prairial.

Le même écrit de cette ville le 2 prairial trois lettres : 1^o deux arrêtés, l'un portant que le commandant de l'île d'Aix ordonnera des arrêts au citoyen Ragu, capitaine des canonnières, l'autre autorise le citoyen Geai à continuer son service de chef de section (?) de la garnison d'Oleron ; 2^o pétition des ouvriers du port de Rochefort sur la réduction des rations ; 3^o une forte fermentation règne parmi les ouvriers du port.

Lettre de Blutel du 6 prairial relativement à une petite révolte sur deux frégates à l'occasion de la réduction des vivres.

Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort, année 1917. Notice sur Jean-Ogier de Gombauld (1576-1666), par M. Raymond P. Bourriau.

« Cette notice n'a rien d'inédit ; elle n'apporte rien de nouveau à la question qui va en faire l'objet. » L'auteur fait de notables emprunts à l'ouvrage de M. de Kerviler, *Jean-Ogier de Gombauld*, et surtout à la thèse de doctorat de Mlle Lydie Morel : *Jean-Ogier de Gombault*, Neufchâtel, 1910.

Bulletin de la Société archéologique et historique du Limouzin, tome LXVI.

Page 453, note de M. Lacrocq sur les Limousins en Saintonge d'après des observations qu'il a faites à Saintes pendant un séjour de quelques jours. Il cite un testament de 1498 de Colas Goujault, maçon, natif du village de Seux en la province de Saint-Amant, demeurant à Saintes ». Ces Limouzins, dit M. Lacrocq, devaient être surtout des Marchois.

M. Lacrocq aurait trouvé un magasin de la Limouzine au XVI^e siècle à Bordeaux (*Archives hist. de la Gironde*, t. XLVI), et des Limousins, scieurs de long ou gros mangeurs en Bresse (*Bulletin de la Société philomatique Vosgienne*, t. XXXIII). En Saintonge, au XVIII^e siècle, voire au XIX^e, il y avait beaucoup de scieurs de long originaires du Limousin.

Société de géographie commerciale de Paris, bulletin d'octobre-décembre 1918.

M. Regelsperger, dans son *Mouvement géographique* toujours intéressant, consacre un long alinéa à la mission de propagande française de M. l'abbé Gaurier dans l'Amérique du Sud. Parti de France le 3 mai 1917, M. l'abbé Gaurier est revenu le 28 janvier 1919. Il s'est rendu en Colombie puis aux Antilles françaises où il a étudié les volcans des deux îles, la Soufrière à la Guadeloupe et la montagne Pelée à la Martinique. Il s'est ensuite transporté au Venezuela, puis au Chili où il a séjourné du 25 avril au 25 novembre 1918, donnant partout des conférences, appelé par les résidents français et les chrétiens amis de la France pour y parler de l'œuvre française pendant la guerre et pendant la paix. Ses conférences étaient accompagnées de projections cinématographiques sur l'armée française.

Pour se rendre du Chili dans la République argentine M. Gaurier a fait la traversée de la Cordillère en touriste et en géologue.

Les Tablettes des Deux-Charentes du 11 mars 1919 publient, sous la signature de M. Edmond Bachelar, un article sur le *Port de Rochefort* qui indique ce qu'il est aujourd'hui. Bon à consulter plus tard.

Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 1917 et 1918.

Charbonneau-Lassay : *Saint Fort et son culte dans le nord du Poitou* (tout particulièrement à Tourtenay et autour de cette localité).

P. Boissonnade : *Les îles du Bas-Poitou pendant les cinq premiers siècles du Haut-Moyen-Age* (V^e-IX^e siècles).

Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, 1918 (juillet-août).

Franz Cumont : *La triple commémoration des morts...* Quelle est l'origine des prières et cérémonies pratiquées pour un défunt au bout d'une semaine, d'un mois ou au bout de l'an ? La pratique de l'Église romaine se fondant sur l'Ancien Testament, il se fit qu'elle coïncida exactement avec celle de la synagogue : au moins à l'époque romaine, les Juifs avaient un deuil de moins en moins rigoureux, de trois, de sept et de trente jours.

Romania, 1916-17, janvier-octobre.

p. 333. De M. Thomas poursuivant ses *Nouvelles variétés étimologiques*.

Aunisien Bouzil. L.-E. Meyer dans son *Glossaire de l'Aunis* enre-

gistre *bouzil* « nombril », terme qui a échapé à Zauner, *Die roman. Namen der Körperteile*. Le rapprochement indiqué par l'auteur avec le poitevin *bouzail* « gros ventre » ét sans valeur. Il faut certainement reconnaître dans *bouzil* une forme antérieure *bouril* (par le changement de *r* an *z*), forme éle même tirée par aférese de *enbouril*, lat. vulg. *imbiliculus* pour *umbiliculus*, diminutif du lat. class. *umbilicus* auquel remonte aussi le français courant *nonbril*. Dans les Deux-Sèvres, *enbouril* ét encore la forme usuèle, et Meyer signale lui-même cette forme an Aunis. Zauner indique des aféreses analogues dans diférentes réjions de la Gaule : *bouril* (Alpes), *bourril* (L'Albarède, Tarn), *berrillon* (Lion).

M. Thomas pour l'ancien saintongeais *Brutier*, boucher, ne propose aucune étymologie. « La forme gascone (*breuter*, *breuteir*, *breutey*) exclut tout raport avec le latin *brutus* : éle paraît indiquer un tipe *brevitarius* dont la raison d'être m'échape. » Pour *Deburer*, M. Thomas adopte l'étymologie entrevue par Jonain *depurare*.

BIBLIOGRAPHIE

Chansons de Saintonge, compositions et gravures de Gaston La Touche.

Paris aux dépens de deux amateurs (imprimerie de P. Renouard, 1911, in-4°), 123 pages numérotées et 23 pages non numérotées, figures et frontispice en couleurs, musique.

(Pour les personnes qui voudraient voir cet album à la Bibliothèque nationale voici la cote : L° Ye 364.)

DURET (Théodore). *Courbet*. Paris, moderne imprimerie. Bernheim jeune, éditeur. 1918, in-4°, 153 pages, 40 pl.

FLEURY (Paul) : d'Aligre-Marans, 1789-1790. — La Rochelle, imprimerie Noël Texier et fils, 1908, in-8°, 130 pages.

— *Le couvent des Capucins à Marans*. — La Rochelle, imprimerie Noël Texier et fils, 1904, in-8°, 58 pages, un plan. (Extrait du *Recueil de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure*.)

GRASILIER (Léonce) : *L'incendie de l'hôtel de l'ambassade d'Au-*

triche, 1^{er} juillet 1810. — Alençon, imprimerie Alençonnaise, 1918, in-8, 37 pages, quatre portraits.

— *Essai sur la physiologie et la psychologie de la carte de visite*. — Alençon, imprimerie Alençonnaise; 1919, gr. in-8°, 29 p., pl. et gravures.

LACOUR-GAYET : *La marine militaire de la France sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV*, tome I : Richelieu-Mazarin. Contient un chapitre sur le duel de la marine royale et de la marine rochelaise (1622-1628). Le chapitre XV est consacré à la marine pendant la Fronde. Mais le combat naval devant l'île de Ré du 9 août 1652 se trouve dans le chapitre précédent. L'auteur le lie à la délivrance de Dunkerque, tandis qu'en réalité il tendait à empêcher tout secours d'arriver à Bordeaux et d'anéantir la flotte de du Daugnon.

LESTRANGE (marquis H. de) : *Le meurtre de François-Christophe de Lestrangé*. — Aubenas, imprimerie Habauzit, 1918, in-4°, 35 pages. (Extrait de la *Revue du Vivarais*.)

L'histoire de ce meurtre est précédée d'une généalogie de la famille de Lestrangé, d'origine limousine, établie en Vivarais vers la fin du XIV^e siècle.

REGELSPERGER (G.) : *Les régions polaires*. In-folio, p. 319-360 cartes et planches en couleurs. (Extrait de la *Grande Géographie Bong illustrée*, tome V.)

TERRACHER (A.-L.) : *Les aires morphologiques dans les parlers populaires du nord-ouest de l'Angoumois (1800-1900)*. — Mâcon, imprimerie Protat; Paris, librairie Champion, 1914, in-8°, 452 p. et un atlas.

SABATIÉ (A.-C.). *La déportation révolutionnaire du clergé français*. Déportation générale à l'étranger par la loi d'exil du 26 août 1792. Deuxième partie : déportation violente et captivité sous la Convention et le Directoire. Aux prisons de Bordeaux, de Blaye, de Brouage, de Rochefort... Aux îles de Ré et d'Oleron. — Paris, Gabalda, 1916, 2 vol. in-8° de 412 et 363 p.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO D'AOUT 1919

AVIS ET NOUVELLES : Arbre de la Paix ; œuvre musicale de M. de Bretinault ; patois saintongeais au conseil général ; Notre-Dame-du-Platin ; prix Malouet attribué à M. G. Audiat.

NÉCROLOGE DE LA GUERRE : M. Fr. de Mornac.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL : DÉCÈS : M^{me} de Latour ; M^{me} Dangibeaud ; M. Mounier ; M. Gandaubert ; comte de Perpigna.

MARIAGES : de Mornac-de Mengeon ; Parias-d'Aussy ; Gaillot-Bertrand ; Cartault-Goureau ; Devezeaux de Lavergne-Chapsal.

VARIÉTÉS. — *Le coutumier de l'île d'Oleron*, par M. Ch. Bémont ; *Courbet à Saintes*, par M. Ch. Dangibeaud ; *Introduction à l'histoire des évêques de Saintes* (suite), par M. Depoin.

QUESTIONS ET RÉPONSES : *Collège Chasseloup-Laubat* ; *Le Port de La Rousselle à Saintes* ; *La Guillonée*, par M. Réveillaud.

LIVRES ET REVUES : *Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort* ; *Revue historique* ; *Bibliothèque de l'École des Chartes*.

AVIS ET NOUVELLES

A la dernière réunion de la Commission des Arts et Monuments de la Charente-Inférieure, il a été décidé, sur la proposition d'un de ses membres, que l'on provoquerait dans chaque commune du département, si possible, la plantation d'un *arbre de la Paix*. C'est un excellent moyen de perpétuer dans le souvenir des générations futures la victoire de 1918, en ajoutant que c'est un moyen d'obtenir quelques beaux arbres.

Nous recommandons l'idée à nos confrères. L'hiver prochain, il faudra penser à la réaliser. On devra choisir de préférence une essence d'arbre qui puisse s'adapter au terrain : un chêne ici, un ormeau là, un platane ailleurs, un cèdre au besoin.

Un procès-verbal dressé de cette plantation sera déposé dans les archives de la mairie du lieu. Mais on voudra bien nous en faire part, de manière à le noter ici même.

Il n'est pas nécessaire que la plantation ait lieu dans le bourg de la commune : elle peut être faite ailleurs dans la commune.

M. de Bretinault a fait exécuter, les 15 et 23 juillet, à Béziers, dans un grand concert en plein air, pour les fêtes de la Victoire, une composition musicale écrite sur *les Batteurs* de Georges Gourdon. Le solo a été chanté par M. Gaidan, baryton, directeur du théâtre de Béziers. Les chœurs des arènes et la Lyre Biterroise, soit 250 exécutants, fournissaient la masse chorale.

Cette nouvelle œuvre vient d'être éditée.

Le Conseil général, dans sa dernière session, a supprimé le crédit de 500 fr. précédemment voté pour récompenser les œuvres en patois saintongeais. Il a décidé de distribuer pareille somme aux familles nombreuses.

A Saint-Palais-sur-mer s'élève le modeste sanctuaire de Notre-Dame-du-Platin, patronne des aviateurs. Le 15 août dernier, on inaugura un buste de la Madone, sculpté par M. Jampolsky d'après la maquette « déjà connue et popularisée par la médaille de M. Jouan. C'est une figure grecque d'une grande pureté de lignes, d'expression douce et forte, émergeant de sa nacelle qui semble portée sur un nuage à travers l'azur ». Il paraît que beaucoup de médailles furent encastées dans la carlingue de bien des *zincs*.

Un comité, à la tête duquel sont placées la duchesse de Rohan-Chabot et la princesse Murat, recueille des fonds pour construire, à la même place, un édifice plus important.

L'Académie des Sciences morales et politiques a décerné à M. Gabriel Audiat le prix Malouet de 3000 fr. destiné à récompenser tout ensemble la vie et l'œuvre d'un écrivain ayant exalté « les laborieuses vertus du foyer ».

NÉCROLOGE DE LA GUERRE

POUR LA CHARENTE-INFÉRIEURE

M. François de Mornac, né à Clermont-Ferrand le 30 novembre 1884, fils du général vicomte de Mornac décédé, a été porté disparu le 5 mai 1917.

Parti le premier jour de la mobilisation comme sous-lieutenant d'artillerie de réserve, il fut affecté en octobre 1914 à l'État-major de l'artillerie de la 10^e armée en Belgique. Le 3 avril 1915 il est nommé lieutenant.

En mai 1915 il passe dans l'aviation sur sa demande. Il reçoit une première blessure en découvrant une pièce allemande qui tirait sur Dunkerque. En octobre 1915 il part pour l'armée d'Orient, reste aux environs de Salonique jusqu'en août 1916, revient en France et est classé à l'escadrille 55, en Champagne, escadrille qui gagna la fourragère autour de Verdun.

Chargé de régler le tir des batteries qui tiraient sur Douaumont dans l'offensive victorieuse pour reprendre ce fort, il obtint la citation suivante à l'ordre de l'armée : « Chef des observateurs d'une escadrille, a obtenu le rendement maximum de ses observateurs tant par son exemple que par la méthode apportée dans son travail ; a toujours fait preuve des plus belles qualités de courage et de sang-froid au cours de ses missions, notamment pendant les dernières opérations où son avion fut atteint à neuf reprises différentes par le tir des canons ennemis. »

En avril 1917, n'ayant pu obtenir de suivre les cours de pilotage, il est affecté à l'escadrille 225 qui opérait en Champagne. Deux citations à l'ordre du corps d'armée mettent à nouveau en relief son esprit de sacrifice et la réussite des réglages longs et délicats qu'il dirigeait. Le dernier ordre est ainsi conçu : « Observateur ayant au plus haut point le sentiment du devoir ; chef des observateurs à l'escadrille, a demandé à accomplir une mission particulièrement dangereuse au cours de laquelle il a disparu. »

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

Le 5 juillet 1919, est décédée à Saintes Madame de Latour de Geay, née Geneviève Dangibeaud, âgée de 27 ans, fille de notre confrère M. Charles Dangibeaud, femme de M. François de Latour de Geay, capitaine de cuirassiers. Elle laisse deux enfants : un fils, Jean-Marie, âgé de 5 ans, et une fille, Charlotte, âgée de 3 ans.

Le 15 juillet 1919, est décédée à Rueil (Seine-et-Oise) **Mlle Marie-Iéna Dangibeaud**, âgée de 60 ans, fille de feu **M. Edouard Dangibeaud**.

Le 14 juillet 1919, est décédé, à Royan, **M. Louis Mounier**, publiciste, âgée de 43 ans, époux de **Joséphine-Marie Moras**.

Le 16 août 1919, est décédé, à Saintes, **M. Jules Gandaubert**, chevalier de la Légion d'honneur, pharmacien de 1^{re} classe des colonies, en retraite, président de la Section Saintaise du Souvenir Français, âgé de 71 ans. Il fut trésorier de notre Société pendant quelque temps.

Le 17 août 1919, le comte **Joseph-Emmanuel-Henri de Perpigna**, ancien conseiller municipal de Royan, âgé de 73 ans, est décédé à Royan. Il avait épousé **Mlle Flavie-Thérèse des Hermaux**.

MARIAGES

Le 20 avril 1919, a été béni, à Aubusson, le mariage du **vicomte de Mornac**, fils du général **vicomte de Mornac**, décédé, et de la **vicomtesse de Mornac**, née de Cantalause, avec **Mlle Hélène de Mengeon**, fille de **M. Pierre de Mengeon** et de **Madame née d'Assezat de Bouteyre**.

Le 20 mai 1919, a été béni à Saint-Jean-d'Angély le mariage de **M. Parias**, **André-Marie-Gustave**, maréchal des logis d'artillerie, croix de guerre, fils de **M. Parias**, minotier à Mortagne-sur-Gironde, chevalier de la Légion d'honneur, avec **Mlle Denyse-Marie-Louise-Paule Joly d'Aussy**, fille de **M. Denys Joly d'Aussy**, avocat, et de **feue Germaine Verrier**.

Le 24 mai 1919, en la chapelle Saint-Jean de la Rochelle, **Mgr Barthe** a béni le mariage de **M. René Gaillot**, avocat, lieutenant au 123^e régiment d'infanterie, décoré de la croix de guerre, fils de **M. Jean Gaillot**, avoué, chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, décoré de la croix de guerre, et de **Madame née Gautier**, avec **Mlle Simone Bertrand**, fille du colonel d'artillerie, officier de la Légion d'honneur, et de **Mme Joseph Bertrand née Baudot**, et petite-fille de feu **Joseph Bertrand**, de l'Académie française, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.

Le 30 juin 1919, a été béni, à Saint-Cloud, le mariage de M. Paul Cartault, pilote aviateur, croix de guerre, fils de Paul Cartault, ingénieur, avec Mlle Marie-Joséphine Goureau, fille de M. Albert Goureau et de Madame née Huvet.

Le juillet 1919, Mlle Lucie Chapsal, fille de M. Paul Chapsal, vice-président du tribunal de la Seine, chevalier de la Légion d'honneur, a épousé M. Guy Devezeaux de Lavergne, capitaine-aviateur détaché à l'ambassade de France à Washington, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, fils de M. Devezeaux de Lavergne, notaire à Usson-du-Poitou.

VARIÉTÉS

I

LE COUTUMIER DE L'ILE D'OLERON

M. Ch. Bémont, directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études, nous a autorisé avec beaucoup de bonne grâce à insérer dans notre revue la préface qu'il a écrite en tête de l'édition des *Bons usages et les bonnes costumes et les jugemens de la commune d'Oleron* imprimée dans le *Bulletin philologique et historique* de 1917 (paru tout récemment). Qu'il trouve ici, avec nos remerciements, l'expression de notre sincère reconnaissance. Nous ne pouvions espérer un commentateur plus compétent et plus averti d'un document sinon ignoré, du moins peu connu de tous les Saintongeais. M. Denys Joly d'Aussy se disposait à publier ce Coutumier, quand la mort l'a surpris. C'est donc une bonne fortune pour nous de posséder une édition nouvelle d'un texte dûment commenté très intéressant pour notre histoire locale. Malheureusement nous ne pouvons penser à reproduire dans notre revue les cent-sept paragraphes divisés en 178 articles qui le composent (47 pages). La préface de M. Bémont indiquera tout au moins les principales dispositions juridiques. Ceux de nos confrères qui désireront en prendre une plus ample notion se reporteront soit au *Bulletin* soit (et mieux) au tirage à part que l'auteur a fait faire de son travail.

N. D. L. R.

Le texte dont j'entreprends la publication n'est pas inédit, puisqu'il a été intégralement édité par Sir Travers Twiss dans le *Black book of the Admiralty* (1). Cependant, malgré son intérêt à la fois juridique, historique et philologique, il est demeuré pour ainsi

(1) Collection du Maître des rôles, n° 55 (1873), tome II, p. 254-396.

dire ignoré. Parmi les historiens du droit français au moyen âge, seul, à ma connaissance, Glasson l'a mentionné (1) en note et sans doute de seconde main, car il n'y a rien pris ; Godefroy ne lui a rien emprunté, non plus que Delboulle, si curieux cependant de relever les omissions et les erreurs du *Dictionnaire de l'ancienne langue française*. Giry, dans ses *Établissements de Rouen*, ne lui a donné qu'une mention discrète (2) et n'en a pas tiré tout le parti nécessaire. Un très estimable érudit saintongeais, Denys D'Aussy, en avait signalé l'importance et s'était proposé d'en préparer une nouvelle édition (3) ; il est mort avant d'avoir pu réaliser ce projet. Je le reprends aujourd'hui.

Dans la présente introduction, après avoir parlé du manuscrit et des travaux dont il a été l'objet, j'essayerai de déterminer à quelle époque il a été rédigé, les caractères de la langue dans laquelle le Coutumier nous est parvenu, quel intérêt il présente pour l'histoire des institutions et du droit, quelle place il occupe dans l'histoire de l'île d'Oleron.

I. LE MANUSCRIT ET LES ÉDITIONS.

Le Coutumier nous est connu par un manuscrit unique conservé à Oxford, bibliothèque Bodléienne, Douce n° 227. C'est un petit in-4° de 80 feuillets qui contient, outre le Coutumier (p. 1-77), un tarif des droits que devaient acquitter les marchandises passant par le « coureau » ou chenal d'Oleron. Le texte se termine par l'annotation suivante : « Iste est liber mag. Johannis Ramberti, cui detur Paradisus ; et fuit completus a. D. m°. cccxl. quarto scilicet decima die mensis Februarii » (10 février 1345 n. st.) Le manuscrit est certainement de provenance française et d'une main du xiv^e siècle ; mais Francis Douce n'a pas indiqué comment il était parvenu entre ses mains. Il a été signalé par Alexandre Luders, ami de Douce, à Pardessus, qui en a tiré quatorze articles insérés dans sa *Collection de lois maritimes antérieures au XVIII^e siècle* (4). La présence de ces articles, apparentés de fort près à ceux qui constituent les

(1) *Histoire du droit et des institutions de la France*, tome IV, p. 272, note 1.

(2) Tome I, p. 9.

(3) *Revue de Saintonge et d'Aunis*, tome XII (1892), p. 244 ; *Registre de l'échevinage de Saint-Jean-d'Angély*, 1322-1396, dans les *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, tome XXIV (1895), p. 23.

(4) Ces quatorze articles correspondent dans l'édition de Twiss aux chapitres suivants : xxxiv, lv, lxiii, lxiiij (paragr. 1, 2 et 3), lxxv, lxxxii, lxxxiii, lxxxvi, lxxxviij, lxxxvij, xciv, cxv.

Rôles d'Oleron, a paru à Sir Travers Twiss une raison suffisante pour ajouter le Coutumier aux autres textes, d'une nature toute différente, que lui avait fournis le Livre noir de l'Amirauté.

Le travail de Twiss est des plus méritoires. Il nous donne pour la première fois le texte complet du Coutumier. Il reproduit fidèlement (1) le texte du manuscrit qui d'ailleurs est le plus souvent facile à déchiffrer ; ses fautes de lecture proviennent de mots mal compris (2). D'autre part, il pousse le scrupule au point de conserver la ponctuation peu rationnelle de l'original et les fantaisies d'un copiste qui ne suivait aucune règle, soit pour agglutiner les mots, soit pour en détacher les parties (3). Ce système présente le grave inconvénient de rendre plus difficile la lecture d'un document dont l'intelligence est déjà souvent malaisée. Ce défaut est, il est vrai, en grande partie atténué par la traduction anglaise que Twiss a fait imprimer en regard du texte français. Cette traduction sera toujours utile à consulter, bien qu'elle soit parfois si littérale qu'elle n'éclaire pas toutes les obscurités de l'original. Il faut bien ajouter que Twiss semble n'avoir pas été très familier avec l'ancien français (4), et que son interprétation n'est pas toujours très sûre. Son édition se trouve ainsi déparée par des défauts qu'un nouvel effort doit tendre à faire disparaître.

II. DATE DE LA RÉDACTION

A quelle époque le Coutumier a-t-il été composé ? Une seule chose est certaine : le manuscrit a été terminé en février 1345. Twiss pense que la rédaction ne saurait être antérieure au règne d'Édouard 1^{er}. Ses arguments doivent être examinés de près. D'abord, dit-il, le Coutumier mentionne un changement apporté aux règles concernant les successions en matière d'immeubles par Élie de Fors, évêque de Saintes, de 1265 à 1275. Mais la *Gallia christiana*, qu'il

(1) Plus fidèlement que Pardessus qui, d'ailleurs, ne connaissait le ms. Douce que par une copie.

(2) Page 274, art. 23 ; Marie Chevalere *Fahne*, où il faut lire *fahue*, c.-à.-d. feuue Marie Chevalere ; page 278, art. 27 : li uns aura de la chose au mort ; lire : li vius, c.-à.-d. le survivant aura..., etc.

(3) P. 358 : Si *ma iut des* et les saintz ewangiles, où il faut lire : Si *m'aiut Des* (quo Dieu m'aide !). P. 254, préambule : *Oblamendement*, au lieu de *Ob l'amendement*.

(4) Il n'a pas reconnu la particule honorable *Ne*, pour *Na* (= *domina*), p. 274, note 4. De même il ignore le sens des mots *neis* (même), *dialuns* (lundi), art. 11, p. 374, note 5, etc.

allègue plus loin (p. 279, note 2), et qui d'ailleurs est ici mal informée et incomplète, hésite en réalité sur la date. Les données fournies plus haut sont fausses : en 1268, en effet, siégeait encore Pons III (ou II) et, en 1275, le siège, vacant en 1273, était occupé par Pons IV (ou III). Denys d'Aussy a émis l'opinion (1) qu'il fallait identifier Élie de Fors avec un autre Élie (sans surnom), évêque de Saintes en 1223 (2). Je crois qu'il a raison et qu'il faut reconnaître notre personnage dans des chartes où il est qualifié d'archiprêtre en 1212 (3), puis d'écolâtre (1220) (4). Nous savons d'ailleurs qu'il appartenait à une famille noble de la province (5) et qu'un de ses parents a joué en Angleterre, avec le titre de comte d'Aumale, un important rôle militaire et politique (6). Élie était encore évêque en 1231 ; mais son successeur Pierre IV est nommé depuis 1234 et c'est seulement après sa mort que le Coutumier a pu être rédigé (7).

Twiss signale ensuite (8) une lettre patente d'Édouard 1^{er}, où il est dit que certains marchands anglais et gascons obligeaient les équipages de leurs navires à contribuer aux pertes subies lorsque, dans une tempête, il avait fallu jeter par-dessus bord une partie de la cargaison. A la pétition que lui avaient adressée à ce sujet « les barons des Cinq Ports et autres marins du royaume », le roi répondit (25 mai 1285) par cette lettre patente, maintes fois rééditée ou analysée (9), disant qu'à l'avenir le navire, ses agrès, les ustensiles et les vivres de l'équipage, l'anneau et le gobelet à boire du capitaine n'entreront pas en ligne de compte pour contribuer au jet. « Cette pétition, dit Twiss, a fait présumer que la loi romaine de

(1) *Revue de Saintonge et d'Annis*, tome VIII, p. 364-368.

(2) *Gallia Christiana*, tome II, col. 1073.

(3) « Acta sunt hec apud Castrum Oleronis in domo domini Helie de Fors, archipresbyteri. » *Archives historiques de la Saintonge et de l'Annis*, tome VII (1880), p. 73-74.

(4) « Hel. de Forz, magister scholarum Nancet. » (GRASLIER, *Cartulaire de Saintonge*, tome II, p. 178.)

(5) Un Jean de Fors, chevalier d'Oleron, est mentionné en 1212 avec Élie de Fors, archiprêtre (*ut supra*). L'évêque Elie confirme en 1225 Guillaume de Fors comme abbé à Maillezais (*Gallia Christ., ut supra*).

(6) *Dictionary of national biography*, v^o William de Fors.

(7) Art. 27, 3^e paragraphe : li devant dit Helies de Fors qui fut evesque de Nainctes.

(8) Page xxxiii.

(9) RYMER, à la date ; PARDESSUS, *Lois maritimes*, tome IV, p. 204 : *Liber albus*, dans les *Monimenta Gildhallae Londoniensis*, publ. p. H. TH. RILEY, tome I (*Rolls series*, n^o 12, 1859), p. 491 : *Calendar of the patent rolls, 1281-1292*, p. 168.

contribution (1) avait été appliquée dans les ports d'Aquitaine contre les propriétaires de navires marchands en cas de jet d'une partie des objets chargés sur ces navires. Or, si l'on se reporte au chapitre lxxxvij du Coutumier (2), on voit qu'il y est fait allusion à un jugement prononcé par la cour du maire d'Oleron dans un cas pareil et qui est en conformité avec l'ordonnance d'Édouard 1^{er} ; il est donc probable que ce jugement est postérieur et conforme à cette ordonnance. » Reportons-nous donc à cet article du Coutumier : il y est question d'un jugement rendu (peut-être en effet par la cour du maire d'Oleron, mais le texte ne le dit pas) dans un procès entre deux Bretons « lesquels eurent beaucoup de différends en Oleron au sujet d'associations commerciales et autres semblables ». Mais l'article se rapporte à des litiges qui peuvent naître dans le cas où, plusieurs personnes s'étant associées pour affréter une nef en commun, l'un des partenaires veut vendre sa part. Pour trouver dans le Coutumier une disposition sur le jet, il faut consulter l'article 175 qu'on peut traduire ainsi : « en cas de jet, ne contribue en rien le corps du navire avec ses apparaux et ses approvisionnements : ni le lit, ni les huches, ni en somme les choses qui sont installées d'avance pour approvisionner la nef et les matelots. S'il s'y trouve des huches et autres objets qui soient transportés comme marchandises, ils contribuent tous au jet ». Cette disposition et l'ordonnance d'Édouard 1^{er} sont, il est vrai, conçues dans le même esprit ; mais, outre que les termes en sont notablement différents, rien ne permet de dire lequel de ces deux textes est antérieur à l'autre ou s'est inspiré de lui. On pourrait tout aussi bien penser que le roi d'Angleterre n'a fait que donner force de loi à une coutume depuis longtemps en vigueur (puisque'elle remontait à l'antiquité), mais que certains intéressés contestaient.

Troisième argument présenté par Twiss. Il s'appuie sur le chapitre lxxv (art. 154 de notre édition), que l'on peut entendre ainsi : « Tout Juif ou Juive ne résidant pas en Oleron doit, chaque fois qu'il y vient, payer au roi 4 deniers de péage ; si la Juive est enceinte, elle doit payer 8 deniers pour elle et pour l'enfant qu'elle

(1) « Paulus ad edictum ». Renvoi à un fragment de Paul sur l'édit du préteur, dans le Digeste, édit. Mommsen, tome I, p. 419 : « De lege Rodia de jactu. »

(2) Art. 167 de notre édition : « Un parçonner en une nef poet vendre sa partie... E cist jugement fut rendu à Guillaume Daniau, d'une part, et à David Lo Corre, d'autre, Bretons, liquau Bretons ogurent mult de contens en Oleron sur compaignies et sur autres choses. »

porte. Quand Garnier Chasteau fut sénéchal d'Oleron, il décida que, si le Juif ou la Juive n'acquittait pas ce péage, il serait *calé* dans la mer une fois comme punition, et la Juive deux fois, pour elle et pour son enfant ; car comme tous les biens des Juifs appartiennent aux seigneurs des terres où ils vivent, il ne serait pas convenable qu'on leur prit de l'argent comme punition ; la peine doit donc retomber sur le corps du Juif qui a commis le délit (1). » Twiss rappelle alors les persécutions dirigées contre les Juifs dans le cours du xiii^e siècle. Chassés de France, ils furent autorisés à rentrer au commencement du xiv^e siècle ; mais ils furent bannis de nouveau par Philippe IV en 1306. De Gascogne ils furent expulsés en 1324, ce qui amène Twiss à penser que le Coutumier doit avoir été rédigé peu avant cette date (2) ; mais il oublie que l'acte d'Édouard II avait été précédé par une décision analogue prise par Édouard I^{er} en 1289 (3). L'article 154 donne à entendre que les Juifs pouvaient venir dans Oleron (qu'ils vinssent de Saintonge, terre de France, ou de Gascogne, province anglaise) à la seule condition de payer un droit d'entrée ; c'est donc qu'ils n'étaient pas sous le coup d'un décret d'expulsion ni de bannissement. On ne saurait en dire davantage.

En vertu de l'article 165, la garnison d'une ville ou d'un château assiégé doit avoir un délai de quarante jours pour consulter le seigneur à qui appartient la place. Un précédent de ce genre fut créé par le sénéchal du roi de France quand ce roi voulut avoir Oleron et que les habitants réclamèrent un délai pour aller en Angleterre savoir la volonté du roi. Twiss voit ici une allusion aux événements de l'année 1224, à la prise de La Rochelle par Louis VIII et à l'expédition de secours conduite par le comte de Salisbury qui réussit à enrayer les progrès de l'armée française. Mais le contexte est vraiment trop imprécis pour qu'on puisse attribuer cette intervention du sénéchal à l'année 1224, plutôt qu'à toute autre des attaques dirigées par les Français contre la Gascogne dans le courant du xiii^e siècle.

Ainsi les arguments présentés par Twiss sont des plus fragiles ;

(1) Pour achever cette facétie lugubre, le rédacteur ajoute : « on appelle *calé* quand on est attaché par-dessous les aisselles avec une forte corde puis jeté à la mer et retiré avant d'être noyé ».

(2) Page xxxv.

(3) *Select pleas, stories and other records from the rolls of the Exchequer of the Jews, 1218-1286*, publ. p. J. M. Rigg (Selden society, vol. 15, 1902), p. xl-xliii. Cf. Albert M. HARRISON, *A history of the Jews in England* (Londres 1908), p. 107.

son tort a été de vouloir trop préciser. Le Coutumier mentionne ça et là des personnages qui ont joué un certain rôle dans l'histoire de l'île : c'est Pierre d'Ors (1), nom porté par un prévôt d'Oleron en 1184 (2); c'est Garnier Chasteau, sénéchal d'Oleron (3); c'est Aimeri Chesac, sous-maire du Château (4), mais on ne sait en quelle année. L'article 11 parle d'un certain Girault Dastingues à propos d'un procès qu'il eut avec Pierre de Soulac; il serait intéressant de pouvoir l'identifier avec G. de Hastings qui était maire d'Oleron en 1235. Nous avons de ce dernier la copie d'une charte originale scellée (5); parmi les témoins figurent Jean « Bidau », et Pierre Robert; or le Coutumier parle (art. 33) d'un « Johan Vidaus » qui avait assisté aux préliminaires d'un duel judiciaire, et un Pierre Robert figure dans le préambule parmi ceux qui ont approuvé la rédaction du Coutumier. Cette rencontre des mêmes noms peut ne pas être l'effet du hasard et il est curieux de les retrouver dans les alentours des années où Elie de Fors était évêque de Saintes; mais, d'autre part, le Guillaume de Chezac mentionné plus loin, page 272, rappelle un homonyme qui figure dans les *Rôles Gascons* à l'année 1282. Qu'en conclure?

Tenons-nous donc aux deux seuls faits bien constatés : le Coutumier a été rédigé après la mort de l'évêque Elie et avant le mois de février 1345, où fut exécuté le manuscrit. Or, entre ces deux dates extrêmes, il y a une marge de plus d'un siècle.

Sur l'auteur de la rédaction fournie par le ms. de la Bodléienne, nous sommes pauvrement renseignés. Il s'appelait Guillaume Guischos; il était clerc de la commune et c'est sur l'ordre du maire qu'il exécuta son travail. Nos informations ne vont pas plus loin. Sa personnalité transparait à peine dans son œuvre. Sans doute, il lui arrive de parler de lui-même, quand, par exemple, son opinion est contredite par d'autres personnes ou qu'elle se heurte à la lettre même de la coutume. Ainsi l'article 156 expose les conditions dans lesquelles les matelots peuvent, en cours de route, se permettre de lever les filets des pêcheurs et de prendre le poisson. Certains étaient d'avis que les matelots n'avaient qu'à rejeter le filet à la mer; d'au-

(1) Art. 39. Ors est une localité voisine du Château d'Oleron.

(2) *Revue de Saintonge et d'Aunis*, 1892, p. 191-192.

(3) Art. 154. Et dit hom que Guarners Chasteaus, quant il fut seneschaus d'Oleyron.

(4) Art. 158. Et ce fut jugé on plaît de Foques Richart lo gene et de P. Charcoyre quant sire Aymeri Chesac esteit por mayor au Chasteau.

(5) *Bibliothèque de l'École des chartes*, 4^e série, tome IV (1858), p. 344.

tres, au contraire, qu'ils devaient attacher au filet le prix du poisson enlevé ; « je préfère, dit-il, cette dernière opinion, car nul ne doit prendre le produit du travail d'autrui sans le payer ». A l'article 158, il se prononce sur une question de procédure en alléguant une sentence prononcée par le maire de l'île ; à l'article 171, il définit ce qu'il faut entendre par un immeuble contre l'opinion de certains qui rangeaient les moulins dans la catégorie des biens meubles ; « mais ceci est manifestement faux, dit-il, car nulle maison n'est meuble ; un moulin n'est pas meuble, puisque c'est une maison ».

Guillaume Guischos possédait donc au moins des notions de droit administratif et sans doute une assez grande pratique judiciaire (1), toutes qualités requises d'un fonctionnaire qui remplissait l'office à la fois d'un secrétaire de mairie et d'un greffier de tribunal.

Son travail a consisté à mettre par écrit les coutumes conservées jusqu'alors dans la mémoire des « bourgeois » et des « prudhommes », avec les additions et les corrections approuvées par eux. A plusieurs reprises, il parle en effet d'une « ancienne coutume » amendée depuis (2) ; d'une coutume longuement maintenue et approuvée » (3). Il avait aussi sous les yeux une charte des franchises municipales qui paraît malheureusement être perdue (4). Le texte qu'il a construit à l'aide de ces matériaux ne saurait lui faire honneur : son plan est plutôt incohérent, défaut qu'on peut d'ailleurs signaler dans la plupart des coutumiers ; son style manque de précision et il est souvent difficile de savoir ce qu'il a voulu dire au juste. D'autre part, il se peut que le texte, tel que nous le possédons, soit incomplet ; en effet, dès le début même, il semble qu'il manque quelque chose au préambule ; en outre, en parlant de l'é-

(1) Mais il ne sait que ce qui était en usage dans son île. Parlant du mariage en Oleron, il ajoute que la coutume est, *dit-on*, la même en Poitou (art. 23).

(2) Art. 16, 18, 30, 31. — 16. « Si heritages est baillez à cens, li lignages lou puet retenir ausi cum achat ; mas ceu n'est pas de l'anciene costumé ». — 31 : « Si hom demandeit ob le principau damages, il deit prover per guaranties le[s] damages, mais ceu n'est pas de l'anciane costume qui ainz le soleit prover per saigrement. »

(3) Art. 23 : « en Oleron est costume longement maintenue et approuvée et dit hom qu'ensi est en toute la contè de Peiters... »

(4) Art. 18 : « et ceu n'est pas de l'anciane costume, quar la chartre de la franchise n'en excepte negun. » Twiss émet l'opinion (p. 265, n. 3) que c'était probablement une très ancienne charte, bien antérieure à celle de la reine Aliénor ; mais qu'en peut-on savoir ?

vêque de Saintes, Élie de Fors (art. 27), il emploie l'expression « *li davanti dit Hel. de Fors*, qui fut evesques de Xaintes » ; or c'est la première et unique fois qu'il en parle. Il se peut aussi que sa rédaction ait été recopiée par un copiste assez négligent ; du moins vaut-il mieux, pour sa mémoire, penser qu'il n'est pas responsable des fautes ou des lacunes comme celles qu'on a cru pouvoir signaler aux articles 128, 146, 161, 163, 174. etc.

III. LA LANGUE (I)

Le Coulumier est rédigé en langue vulgaire de l'île d'Oleron, variété de la langue d'oïl qu'il est naturel de qualifier de « saintongaise » puisque cette île dépendait du diocèse de Saintes. Par son étendue et sa provenance locale bien déterminée, il fournirait une base excellente à un dépouillement linguistique méthodique, et il est regrettable que le Dr Ewald Gœrlich, qui a publié en 1882 une étude d'ensemble sur les dialectes du Poitou, de l'Aunis, de la Saintonge et de l'Angoumois (2), en ait ignoré l'existence. Mais le saintongeais est assez connu par d'autres textes pour que l'intelligence du Coutumier n'ait pas à souffrir de ce fâcheux oubli. Ce qui le caractérise surtout, c'est d'avoir avec le provençal, soit pour la phonétique, soit pour la morphologie, soit pour la lexicographie, des points de contact qui l'éloignent d'autant des dialectes plus septentrionaux de la langue d'oïl, sans d'ailleurs que ce caractère divergent offre une grande fixité ; car l'influence du français de Paris se manifeste très fréquemment dans le Coutumier, dont la langue est par suite très incohérente. Voici quelques indications à ce sujet qui pourront être utiles au lecteur.

Disons tout d'abord que le rédacteur du Coutumier conserve généralement la déclinaison à deux cas, et applique la règle dite de l's. Il suffira de signaler des formes telles que *acheteres, venderes**,

(1) M. Antoine Thomas a bien voulu relire les épreuves du présent mémoire, en particulier ce paragraphe, et nous suggérer les plus utiles corrections ; mais c'est à moi seul qu'il faudra imputer les erreurs et les fautes de lecture ou d'interprétation qui pourront se rencontrer dans le cours du travail.

(2) *Die südwestlichen Dialekte der Langue d'Oïl : Poitou, Aunis, Saintonge und Angoumois* dans la collection : *Französische Studien*, tome III, 2^e fasc., 1882.

*Nota. M. Bémont met à côté de ces mots, et ailleurs, des renvois aux articles du Coutumier. Nous les supprimons puisque nous n'imprimons pas ce Coutumier. Les personnes qui voudront connaître ces références se reporteront au *Bulletin phil. et hist.* ou au tirage à part du mémoire de l'auteur. N.D.L.R.

deptres ou *deteres*, *edifieres*, *lierres*, *enfes* au cas sujet, à côté d'*a-chateor* et de *vendor*, de *deptor*, d'*edifior*, de *larrons*, d'*enfant* au cas régime. L'emploi de *sires* et de *signor* est d'ordinaire conforme à cette règle (1). Comme on le voit aussi par ces exemples, dont il serait aisé de multiplier le nombre, le *s* latin du nominatif dans le type *dominus* est presque toujours ajouté au nominatif des noms de la troisième déclinaison où il n'a que faire étymologiquement. Le rédacteur du Coutumier connaissait donc bien les règles classiques, si l'on peut dire, d'une grammaire qui se modifia notablement dans le cours du xiv^e siècle.

Quant aux traits caractéristiques du dialecte saintongeais (2), notons les principaux qui se rencontrent dans notre texte.

1^o Désinence des noms qui, en latin, se terminent par *ellum* : article 33 : *chastea* (= *castellum*) ; article 105 : *tonea* (= *tonellum*) ; article 142 : *bedea* (= *bedellum*) ; art. 166 : *marinea* (= *marinellum*) (3).

2^o Emploi du pronom démonstratif neutre *ol* (quelquefois *ou* devant une consonne). Préambule : « *ol* en soit la garde demandée » ; article 22 : « si *ol* est boves ou vache » ; article 34 : « si *ol* en est fait paiz » ; article 87 : « si *ol* est guerre en Oleron » ; article 8 : « *ou* ne y a poynt de gage » ; (cf. art. 103 : « de ce que *ol* seit sogu »).

3^o Emploi de la forme *ant* (2), *hant*, pour *ont*, à la troisième personne du pluriel de l'indicatif présent du verbe *avoir* ; article 22 : coqs et poules, chapons et poussins « *ant* (4) d'espace entor la maison... » ; art. 124 : « *hant* li quatre signor ».

4^o Emploi de formes en *eant*, *eiant*, *iant* à la 3^e personne du pluriel de l'imparfait de l'indicatif. Préambule : *gardeiant*, *mainteniant*, art. 23 : *estiant*, *saviant*, art. 33 : *aveant*, *diseant* ; cf. *oussant* à la même personne de l'imparfait du subjonctif (art. 23).

5^o Emploi de formes en *ge* au subjonctif présent de certains verbes. Art. 5 : *vauget* (vaillent) ; art. 6 : *vouget* (veuillent) ; art. 36 : *tanget* (tienne) ; art. 38 : *venget* (viennne) ; art. 39 : *prange* (prenne) ; art. 47 : *remanget* (reste) ; art. 87 : *auget* (aille) ; etc.

6^o Emploi de formes en *che* au même temps. Art. 4 : *apparechet*

(1) Exemple, art. 165 : « quant li sires veost... commandement de leur signor ».

(2) J'ai signalé plus haut *dialuns*, *Ne* pour *Nu* ; on peut ajouter *nepero*.

(3) A l'article 163 ainsi qu'à l'article 166, on trouve côte à côte, pour le pluriel, les deux formes : *marineas* et *marinaus*.

(4) Twiss a fait imprimer *aut* (p. 270).

(apparaïsse); art. 6 : *conoysche* (connaïsse); art. 21 : *paresche* (paraïsse), *puchet* (puisse); etc.

7° Emploi de formes avec *g* explosif au passé de l'indicatif, à l'imparfait du subjonctif et au participe passé. Art. 3 : *cregu* (cru), art. 5 : *conegüe* (connue); art. 6 : *recegu* (reçu); art. 21 : *tengüe* (tenue); art. 23 : *dégües*; art. 25 : *vouguist* (voulût); art. 30 : *deguist* (dût); art. 33 : *voguist* (voulut); art. 34 : *reconoguz* (reconnu); art. 39 : *agu* (eu); art. 46 : *escheguz* (échu); art. 49 : *oguist* (eût); art. 99 et 103 : *sogu* (su); etc.

IV. LES INSTITUTIONS, LE DROIT ET LA PROCÉDURE

Le Coutumier nous renseigne sur les institutions politiques de l'île, sur la condition des personnes et des terres, sur le droit et la procédure, particulièrement sur le droit maritime, ce qui permet de le rapprocher des *Rôles d'Oleron*, dont ils se distinguent cependant aussi bien par la langue que par le contenu. J'essaierai d'en donner un résumé aussi rationnel que possible.

A. ARTICLES RELATIFS A L'ORGANISATION COMMUNALE. — On verra plus loin dans quelles circonstances les habitants de l'île reçurent des rois d'Angleterre une charte de commune (1), en partie copiée sur les *Établissements de Rouen*. Bien qu'elle s'appliquât à l'île tout entière, cette charte ne réglait pas la condition de tous les habitants de l'île, par exemple des gens d'église, mentionnés seulement en passant, ni des seigneurs féodaux, sur lesquels j'aurai à revenir plus loin. La commune comprend tous ceux qui ont prêté le serment; les membres de la commune sont appelés jurés. La commune protège l'enfant et la femme mariée.

Le corps des magistrats municipaux, souvent désigné, semble-t-il, par l'expression de *seignorie*, comprend le maire et les échevins.

Au maire se rapportent un grand nombre d'articles. La cour du maire, compétente en matière civile, juge des causes immobilières; mais non des causes criminelles. Le duel judiciaire, quand la bataille doit avoir lieu corps à corps (et non par champions), ne peut avoir lieu devant cette cour (124). Le maire n'y joue qu'un rôle passif : il assiste à l'épreuve et contribue à fixer l'amende de la partie vaincue (8, 112). Le maire ne peut être l'avocat d'aucun des plaideurs, mais il désigne les avocats d'office (91). Sa situation est pri-

(1) Dans le chapitre que M. Bémont a consacré à l'histoire d'Oleron et que nous résumerons prochainement. — N.D.L.R.

vilégiée ; il est cru sur parole. Un sous-maire (*pormayor*) est mentionné aux articles 158 et 159.

Les échevins assistent le maire dans l'exercice de la justice ; comme celle du maire, leur parole possède une valeur particulière (10).

En dehors de la justice communale, des allusions sont faites à la justice royale administrée par le prévôt (1), agent d'exécution en cas de peines afflictives et percepteur des revenus du roi. Les seigneurs possesseurs de fiefs, les quatre seigneurs (Angoulême, Thouars, Didone et Mornac), que nous retrouverons plus loin, ont aussi leur justice privée. Le Coutumier règle, d'une façon d'ailleurs assez confuse, leurs rapports avec celle du maire.

A côté des magistrats, on trouve les prud'hommes et les jurés. Les jurés sont simplement les bourgeois qui, on l'a dit plus haut, ont prêté le serment à la commune. Les prud'hommes sont ces mêmes bourgeois que l'on consulte dans certaines occasions, comme lorsqu'il s'agit de fixer les coutumes de l'île (préambule), ou lorsqu'il est nécessaire d'invoquer leur témoignage en justice.

B. DES PERSONNES ET DES TERRES. ÉCONOMIE RURALE. — L'île d'Oleron était, comme elle est encore, riche en produits variés, en bois et en prés, en marais salants ; on y cultivait le blé et la vigne. C'était un pays à la fois industriel et agricole.

Dans les bois, des pénalités rigoureuses protègent les arbres, surtout les jeunes plants ; le roi possède la forêt d'Availle où sans doute les habitants de l'île avaient des droits d'usage. Les landes, bruyères et marais sont des terrains de vaine pâture, des communaux ; il est interdit d'enclorre les landes et bruyères, mais permis de dessécher les marais. Dans ce dernier cas, le sol appartient à celui qui a fait exécuter les travaux. Ailleurs que dans les communaux, les bêtes ne sont admises à pâturer qu'à certaines époques de l'année et notamment après que les terres ont été « brandonnées » ; des mesures sont prises pour les empêcher de commettre des dégâts sur les terres d'autrui.

(1) Voici les noms des prévôts d'Oleron que j'ai recueillis : Briccus, nommé en 1131 ; Guillaume « de Munmiraill », prévôt « de Olairo », nommé dans une charte au cartulaire d'Obazine (fol. 137, 138) ; Pierre d'Ors, dans une charte de 1184 (*Ibid.* fol. 201) ; Michel, chevalier, nommé dans une charte de Savaric de Mauléon de mars 1222 (v. st. 2) qui a été copiée dans le cartulaire d'Oleron n° 8 ; Thomas de Marans, nommé dans la charte du maire d'Oleron de 1235 publiée par Marchegay, *Bibliothèque de l'Ecole des chartes*, quatrième série, tome IV, p. 344. Dans une autre charte de Savaric de Mauléon, juin 1223 (*Ibid.* p. 341), est nommé Paganus Larcher, bailli de l'île.

Les marais salants occupent dans le Coutumier une place importante ; il parle des « marès » qui appartiennent à des particuliers ; il décrit les salines avec leurs bosses et leurs tasseliers ; il réglemente la vente du sel.

Le blé est mentionné seulement quand il est parlé des terres emblavées ; les fruits, à propos des vergers. Les légumes : fèves et pois, le sont aussi en passant. La vigne est protégée contre les vols des maraudeurs et contre les dégâts causés par les bêtes. Les articles 106 et 107 réglementent la vente du vin.

Il n'est fait qu'une vague allusion à la pêche. La chasse est interdite aux gens de la commune dans toute l'île ; mais il n'en est question que d'une façon très générale et l'on ne saurait dire si, au temps où fut rédigé le Coutumier, on y chassait encore les cerfs et les biches, dont parlent des chartes du xii^e siècle (1). Il parle uniquement des lapins : tout propriétaire peut, dans son enclos, avoir une garenne et chasser à l'aide de furets, de filets ou d'oiseaux de proie ; mais surtout des précautions sont édictées et des indemnités prévues quand des lapins franchissent les limites des enclos et vont commettre des dégâts sur les terres du voisin.

Parmi les ouvriers agricoles, le Coutumier paraît distinguer le gagne-deniers (« guagneres »), journalier qui travaille pour un salaire, et le laboureur (« coutivers ») qui loue et cultive la terre pour les fruits qu'il en retire.

La propriété. — Les terres qui appartiennent à des particuliers sont limitées, soit par des bornes qui, établies selon les règles, portent avec elles « garantie de vérité », soit par des fossés ; bornes et fossés attestent le droit de propriété par la seule vue, ou « garde faite ». Les terres enclavées dans d'autres héritages doivent avoir des sorties par la voie la plus rapprochée d'un grand chemin (69). De même les façades et les murs de clôture limitent les droits du propriétaire (62). L'article 172 indique comment doivent être établies les toitures des maisons pour protéger les chemins contre les eaux débitées par les gouttières. L'article 171 énumère les parties

(1) Dans une charte non datée de Geoffroi-Martel comte d'Anjou (1040-1050), on parle de lapins, de la dime des peaux de cerf chassés à courre (*Cartul. Trinité de Vendôme*, p. 49 ; cf. *Cartul. N.-D. de Saintes*, n° 3). En 1141, Louis VII confirme en faveur de l'abbaye de N.-D. de Saintes toutes les libéralités dont elle avait été précédemment dotée, en particulier la dime des peaux de tous les cerfs et biches tués dans l'île (*La chartre, Actes de Louis VII*, n° 76). En 1171, on trouve encore « la dime d'une maison, d'une terre, de vignes et de bêtes dans la paroisse du Chassiron et cinq muids de sel dans la saline de Chaucre (*Caucraria*) » (*Cartul. N.-D. de Saintes*, n° 46).

essentielles d'une maison habitable et l'article 44 les responsabilités du voisin dont la maison tombe en ruines. Contre une opinion assez répandue dans l'île, l'auteur du Coutumier estime que les moulins à vent doivent être considérés comme immeubles, tout comme les moulins à eau ; par contre, les pressoirs rentrent dans la catégorie des meubles.

C. LE DROIT ET LA PROCÉDURE. — L'île d'Oleron était pays de droit écrit. Le Coutumier ne le dit pas ; mais le fait est affirmé dans un arrêt du Parlement de Paris (janv. 1394 n. st.) se prononçant sur la question de savoir si un certain Jehan du Fortin « qui a été condamné en cas de appel doit amende ou non » ; tout bien considéré, il fut dit qu'il n'y a point d'amende, parce que l'île d'Oleron où il demeure est país de droit escript (1) ».

La famille. — Le Coutumier ne s'occupe du mariage que pour définir et suivre la condition des biens appartenant à la famille ; il ne dit rien ni des fiançailles, ni des conditions ou formalités du mariage, ni des causes de nullité ou de dissolution de l'union conjugale.

En Oleron, peut-être sous l'influence de Bordeaux, l'autorité paternelle ou « bail » était très forte. Si un enfant mineur est cité en justice, c'est le père qui juge lui-même l'affaire sur le banc de la maison, en présence du mandataire du seigneur à qui revient une partie de l'amende (108). La femme mariée aussi est en tutelle ; elle ne peut passer aucun contrat sans l'assentiment du mari, à moins qu'elle ne soit évidemment femme marchande (32). L'autorité paternelle cesse quand l'enfant est marié et quand, devenu majeur, il quitte de plein gré son père ou tuteur. La majorité est acquise à 15 ans. — Après la mort du mari, les enfants mineurs sont en la « garde » ou tutelle de la Commune, qui sans doute désigne le tuteur. Le tuteur a l'usufruit du « bail », mais il doit tenir les immeubles en bon état. Le mineur peut être attaqué en justice pour des revendications de meubles et d'immeubles ; pour les immeubles qui lui viennent par héritage, il peut intenter une action judiciaire.

Le régime des biens dans l'état de mariage est celui de la communauté réduite aux meubles, dettes et créances, et aux acquêts. Les biens de la famille peuvent être divisés par la constitution de dot ou de douaire. Le douaire ou « oscle » est réglementé par l'ar-

(1) Archives nationales X^e, 1477, fol. 399 v. Cf. DU BREUIL : *Stilus curie Parliamenti*, ch. 24 (édit. AUBERT, p. 158).

ticle 27 qui parle aussi du douaire coutumier en ce qui concernait les nobles. Des garanties spéciales protègent les immeubles sur lesquels est assis le douaire. D'ailleurs le douaire n'appartient en propre à la femme ; il retourne au « lignage » tel qu'il était avant l'établissement du douaire. — Une des principales préoccupations du Coutumier est de maintenir le bien de famille, d'en ménager autant que possible la reconstitution ; on ne le peut vendre qu'en cas de nécessité absolue si le « lignage » avait refusé de pourvoir raisonnablement aux besoins du possesseur. Enfin les articles 16 et 18 parlent du retrait lignager et en règlent la procédure. Sur plusieurs des points qui touchent le douaire et le retrait lignager, l'auteur du Coutumier constate un changement survenu dans la coutume ; on commençait à renoncer aux anciens usages.

Des obligations. — L'article 160 traite des contrats en général ; l'article 39 règle la vente du sel ; l'article 106 l'achat et la livraison du vin, ainsi que les responsabilités qui incombent soit à l'acheteur soit au preneur si la marchandise se détériore ou se perd.

La question des cautions, garants, garanties, etc., est traitée en détail dans un certain nombre d'articles disséminés un peu au hasard, d'ordinaire avec plus d'abondance que de clarté. Comme garants, on peut appeler aussi bien des femmes que des hommes ; ils sont appelés « fiances », parce qu'ils donnent au créancier leur foi de lui faire recouvrer son bien. Huit jours après avoir reçu les gages fournis par le garant, le créancier peut s'emparer de ces gages et le garant doit payer en outre une amende de 5 sous par jour ; enfin il peut requérir la « seigneurie » de faire vendre les objets engagés. Les gages doivent être gardés en bon état ; s'il faut faire des frais pour en assurer la conservation, ces frais sont à la charge du garant.

Procédure civile. — On a vu plus haut que la cour du maire est compétente en matière civile. Les auxiliaires des plaideurs sont les avocats ou « raisonneurs », les « conseils », les « gariors », ou mandataires, les procureurs ; mais un prud'homme ne peut substituer son serviteur à sa place. Si un étranger n'a ni avocat ni conseil et qu'il en demande un, le maire le lui donnera d'office, son salaire sera fixé par les prud'hommes et la cour.

Des actions. — Dans le Coutumier, la « plainte » désigne le demandeur et « li citez » le défendeur. Des deux formes d'actions, possessoires et pétitoires, c'est surtout des premières qu'il s'occupe. L'article 93 traite de la saisine et de ses différents aspects : saisine naturelle, qui passe à l'héritier du défunt ; saisine « d'exploit »,

quand le possesseur exploite la chose comme lui appartenant au su et au vu de tout le monde, etc. L'objet donné comme symbole d'investiture n'en change pas le caractère. L'article 99 indique la procédure à suivre dans un plaid en matière immobilière quand on veut revendiquer une chose en invoquant le fait de l'occupation, et l'article 104 quand la cause est portée devant la cour du maire.

Semonce et ajournement. — Dans la cour du maire, l'ajournement doit être de sept jours. Ce délai est accordé si le défendeur demande « jour de conseil » et si, en matière immobilière, il demande « jour de vue » (2). Si le défendeur prétend n'avoir pas été cité, on en croira la parole de celui qui l'a fait citer (3). Un délai de sept jours est accordé par le maire pour acquitter une dette reconnue devant lui (5). Si le demandeur ou le défendeur prétend n'avoir pas entendu l'assignation du jour, il sera acquitté sur son serment (84). Le serment peut être prêté par un procureur dans la forme donnée à l'article 85. L'heure légale pour paraître en cour dure jusqu'à midi.

Des défauts. — Ils entraînent des amendes dont une partie peut être attribuée au maire.

Des exceptions. — Ce sont des moyens employés soit pour prolonger les délais, soit pour annuler la plainte ; l'article 76 en expose le mécanisme. — « Jour de conseil » doit être donné à tout plaideur qui le demande et il est de sept jours. Si, à l'audience, le demandeur modifie sa demande, le défendeur peut obtenir un nouveau « jour de conseil » ; et cela, autant de fois que le demandeur apporte de changements à sa plainte.

L'article 113 prévoit le cas où un plaideur peut réclamer en la cour du maire le remboursement des dépenses qu'il a faites pour soutenir son droit.

Des modes de preuve. — Le duel judiciaire n'est pas admis devant la cour du maire. L'article 114 expose avec un certain luxe de détails l'appel en champ clos, les garanties à fournir et les serments à prêter. La bataille peut d'ailleurs se faire par champions. Le duel n'est pas admis pour revendiquer des objets tels qu'un « héritage », une créance ou toute autre chose semblable. Dans les cas criminels, le combat est livré corps à corps ; les champions ne sont pas admis.

L'article 143 décrit la bataille elle-même ; une fois le combat commencé, il n'est plus permis de l'arrêter, à moins qu'il n'apparaisse avec évidence que l'une des parties avait appelé l'autre uniquement par malignité. Si la bataille doit avoir lieu par champions et si, à l'heure où ils sont au champ, la paix intervient avant le

combat, les champions doivent montrer le « coup du roi », c'est-à-dire faire au moins trois passes d'escrime pour dédommager le public. — Le vaincu est à la merci du seigneur, dans sa personne et dans ses biens.

Une autre mode de preuve est le serment ; les défauts entraînent une amende.

Du jugement. — Il en est traité à l'article 73. On peut demander une attestation écrite de la sentence rendue ; c'est le « record de cour » dont il est parlé aux articles 9 et 83.

Les causes criminelles sont énumérées et définies aux articles 135-141 ; ce sont les cas de meurtre, de vol, d'homicide, de trahison, de fausse monnaie, de fausses mesures. Les exécutions des criminels sont faites par le « bedean » du prévôt qui devra fournir tous les objets nécessaires au supplice.

Çà et là se rencontrent un certain nombre de définitions juridiques et autres ; elles ne sont pas toujours très rigoureuses. En voici la liste : clienton, convaincu, défens, dessaisir, droit seigneur, essec, exceptions, faussonnerie, fiance, fiance et creantor, fruits, garde faite, garior, homicide, larcin, lices, meurtre, raisonneur, savatée, saisine, trahison.

D. DROIT MARITIME. — On a dit plus haut que Pardessus avait tiré du Coutumier le texte de quatorze articles insérés dans ses *Lois maritimes*. On les trouvera ici sous dix-neuf numéros qui traitent des obligations réciproques des mariniers, des marchands et des affréteurs ; des sociétés de marchands ; du partage des profits et pertes entre les associés et de la vente des parts ; des obligations réciproques des patrons envers les équipages et des équipages envers les patrons ; des risques maritimes, de l'arrimage et de la responsabilité de l'équipage ; du droit de jet ; de la liberté que prennent les matelots de lever à leur profit les filets des pêcheurs ; des pilotes (le « petit lomant », le « grand lomant »), des frais qui incombent soit aux armateurs, soit aux marchands pour les droits de quillage, d'amarrage et de planchage. Les spécialistes devront comparer ces articles avec ceux des *Rôles d'Oleron* et s'efforcer d'établir la filiation qui existe entre les deux textes. Notons seulement que les *Rôles d'Oleron* paraissent avoir été rédigés en pure langue d'oïl, car on n'y saurait découvrir aucune trace du dialecte propre à la Saintonge.

En temps de guerre, les gens d'Oleron doivent servir sur les vaisseaux, tous sans distinction. Quand il est nécessaire de disposer des gulletteurs le long des côtes, ils doivent être « semons » chacun

chez soi. Le défaut de se rendre à cette sommation est puni d'amende ou même de peines corporelles.

CH. BÉMONT.

II

COURBET A SAINTES

Notre confrère M. Théodore Duret vient d'éditer un beau livre sur Gustave Courbet, qui apparaît juste à point pour participer aux honneurs provoqués par la célébration du centenaire du peintre d'Ornans. Cette coïncidence est voulue, à n'en pas douter ; on en sera tout à fait persuadé quand on saura que l'auteur est non seulement un grand admirateur du talent du peintre, mais devint un de ses amis dès 1863. C'est le second Saintais qui glorifie Courbet, car j'oubliais de dire à ceux qui l'ignoraient que M. Duret est Saintais, qu'il a fréquenté, dans sa jeunesse, les bureaux de l'*Indépendant* et que, tout parisien qu'il est devenu, il a toujours conservé dans un coin de son cœur une place pour son pays d'origine. M. Duret se fit inscrire à la Société parmi les premiers.

Son livre est une apologie — ainsi qu'il fallait s'y attendre, — tempérée toutefois par la distinction qu'il fait du peintre qu'il loue et de l'homme privé, politique à ses mauvaises heures qu'il blâme. Son amitié lui a dicté d'adroites formules pour tourner à l'avantage de son ami des manières que le public, moins indulgent (parce que moins instruit sans doute), jugeait plus sévèrement.

Nous n'avons, bien entendu, aucune appréciation à émettre en faveur ou contre les œuvres de Courbet. Tout au plus noterons-nous le revirement qui s'est opéré dans l'opinion des critiques d'art et des amateurs. Quand on se rappelle les violentes attaques, les clameurs qui s'élevaient dans la presse, à chaque exposition, le veto que le ministère des Beaux-Arts imposait à l'admission d'œuvres aujourd'hui glorifiées, quand on se rappelle en quels termes on parlait du déboulonneur après 1871, et la chasse que l'administration de l'enregistrement, à l'instigation du ministre des Beaux-Arts, faisait aux tableaux du « maître », quand on se rappelle les faibles prix auxquels on pouvait alors s'offrir un Courbet, on ne peut que philosopher sur les variations du goût, des idées, des jugements des hommes, quand on voit le même ministère se faire représenter à la translation des restes du peintre, discourir sur cette gloire de l'école française, quand on voit Courbet installé au Louvre, et le

musée de Boston payer 275.000 fr. un tableau vendu 20.000 il y a trente ans à peine. 20.000 était déjà un gros prix.

Nous n'avons rien à voir là-dedans. Nous serions beaucoup plus curieux de rechercher quelles fortunes ont suivi les études et tableaux que Courbet a produits pendant son séjour à Saintes et à Royan. M. Duret consacre un chapitre de son livre à *Courbet à Saintes*, mais j'ai le regret de constater qu'il ne nous apprend pas grand'chose. Et pourtant qui — aujourd'hui — mieux que lui peut nous en parler ? Toutes les personnes qui ont fréquenté Courbet sont mortes, et les renseignements qu'elles auraient pu fournir ont disparu avec elles.

Courbet est arrivé à Saintes fin mai 1862, conduit par son ami et défenseur attitré Castagnary, chez Étienne Baudry qui l'hébergea à Rochemont pendant dix mois... (Courbet était venu pour quelques jours, deux ou trois semaines au plus !). — Étienne Baudry était alors, comme on sait, lancé dans la littérature, écrivait des livres à tendances sociologiques, patronnait les sociétés de musique et notamment la propagation de la méthode Chevé, et par-dessus le marché prenait un brevet d'invention pour un système applicable à toutes les pompes submergées mues par le vent, par la vapeur, par manège et par le bras de l'homme en supprimant la tige du piston. Il passait d'ailleurs pour un original, toujours poudré et habillé à sa mode.

Courbet rentra à Paris en mars 1863 avec une soixantaine d'études ou tableaux, notamment le fameux *Retour de la Conférence* d'orageuse mémoire, insulte gratuite contre une religion reconnue par pure manifestation de sentiments hostiles et pour se bien faire venir de tout un clan politique. Des amis, entre autres M. Duret, n'hésitèrent pas à l'en blâmer. Le tableau n'existe plus. Un catholique l'a acheté et l'a détruit, mais il en reste des esquisses et des gravures. Il fait partie de l'histoire de Courbet à Saintes. M. Duret l'a un peu trop négligé. Il nous raconte par contre longuement une sorte de concours entre Courbet et Corot (1) devant un paysage ayant Saintes à l'horizon. Le tableau de Corot, une très petite toile, existe au musée de Liège, où des Saintais de passage purent lire avec étonnement l'étiquette portant *Plaine d'Artois*. Ils réclamèrent, mais une seconde faute remplaça la première, car on écrivit *Vue de Saint-Ange*. Où est l'étude de Courbet ? Il serait curieux de comparer.

(1) Corot vint de La Rochelle à Saintes au milieu d'août.

M. Duret nous conte encore comment Courbet s'y prit pour étudier un petit âne « qui l'avait intéressé » au Port-Bertand et dont il avait besoin pour son *Retour de la conférence*. Il l'a reproduit dans le « petit âne mangeant l'avoine », qui a l'honneur du musée de la Ville de Paris au Petit-Palais, et dans la *Laitière* de Saintonge (pl. XXXI du livre) qui n'a d'une laitière que le nom et qui doit être le même tableau qu'une *Promenade à âne*, bien mieux nommée, de l'exposition de 1863 à Saintes.

Une révélation intéressante nous apprend que Courbet n'a jamais peint de tableaux de fleurs en dehors de Saintes. M. Duret cite les *Magnolias* (pl. XXX du livre), *Une jeune fille arrangeant des fleurs* (1), dont nous parlerons, une *Branche de cerisier anglais*, des roses-trémières, des pivoines, des gerbes et bouquets de fleurs variées. « Il n'a pas eu occasion de répéter cet ensemble de fleurs exécuté à Saintes. » M. Duret ne dit point où se trouvent actuellement ces toiles. Une d'elles est certainement à Saintes chez M. Abel Mestreau. La *Corbeille de fleurs* du musée de Brème, les *Fleurs* du musée de Hambourg auraient été peintes à Saintes, d'après ce qui précède.

Des portraits que Courbet a pu faire à Saintes, M. Duret n'en nomme que deux : celui d'une dame Boreau « dont les charmes avaient exercé sur lui leur influence »... Où est-il?... et celui d'un agent d'affaires, Corbinaud, qui trône au Petit-Palais. « Baudry avait persuadé à cet homme de se faire peindre par son ami auquel il donnerait 200 fr. A cette époque les peintres de portraits en province (2) prétendaient idéaliser leurs modèles, les embellir, enjoliver d'un sourire les traits revêches qu'ils pouvaient rencontrer. Corbinaud s'attendait évidemment à avoir son portrait exécuté de la sorte. C'était un lourdaud de paysan, le premier de sa race qui eût échangé la veste pour la redingote. Quand il se vit peint avec les véritables traits qu'il tenait de la nature, il eut horreur de lui-même et s'enfuit abandonnant le portrait impayé... » En quoi l'agent d'affaires manqua une bonne affaire, parce que, s'il avait accepté le portrait, il aurait placé ses 200 fr. à gros intérêts composés, et si un de ses héritiers l'avait conservé, il pourrait aujourd'hui réaliser un joli capital. La peinture est un merveilleux placement de père de famille... lorsqu'on a le flair et la patience d'attendre.

(1) Vendu 7600 fr. en 1883.

(2) Pourquoi province? Les portraitistes de Paris n'enjolivaient-ils pas leur modèle ?

Quand j'aurai nommé la *Pointe de Vallières* à Royan, je crois que j'aurai épuisé la série des œuvres de Courbet que cite M. Duret comme provenant du lot d'études et tableaux exécutés à Saintes. Que sont devenus les chevaux qu'il a peints au haras pour le compte de M. Maillard ?

Il est possible de retrouver au moins les noms d'autres œuvres.

En 1863, je n'étais pas né à l'art. Aurais-je eu des aspirations artistiques, que mes parents ne m'auraient pas autorisé à fréquenter l'atelier de Courbet, même de voir l'exposition qu'il fit de ses ouvrages. Courbet avait alors, à tort ou à raison, mauvaise réputation, sa peinture ne plaisait qu'à un petit nombre de personnes et si peu que j'eusse été exposé à voir des nus, même voilés, on eût interdit l'accès de l'atelier à un gamin de 12 ans.

En 1877, sous l'influence du tapage qui se faisait alors à Paris autour du nom de Courbet, déboulonneur, à Saintes on causait, on rappelait ses allures désordonnées, sa tenue débraillée et sale, ses propos, sa gourmandise, son énorme faculté d'absorption, son orgueil (1), et sa prétention à la musique. On citait certaine ode à la lune de sa composition qu'il chantait et que lui seul comprenait.

Un des causeurs les plus documentés était M. Poitiers, avocat doué d'une parole facile, d'une bonne mémoire, aimant à raconter des gaudrioles — même en audience. Il avait beaucoup fréquenté Courbet, de sorte qu'il y avait intérêt et plaisir à l'entendre rappeler ses souvenirs, et à ce moment j'ai pris quelques notes. Je ne retiendrai pourtant que l'essentiel parce que M. Poitiers brodait volontiers et ajoutait quelques passementeries qui pourraient bien être de sa fabrique ou tout au moins inutiles. Certains traits scabreux ne sont plus de mise. Il racontait avec quelque complaisance certain dîner chez M. Mestreau qui est resté légendaire. Courbet avait parié qu'on ne le *saoulerait* pas ; il se vantait de pouvoir boire impunément n'importe quoi sans perdre son aplomb et la tête. M. Mestreau avait comploté de le faire mentir. Il réunit à dîner plusieurs amis et invita Courbet. Le dîner était fin, les vins choisis, abondants ; le vin de Bordeaux d'un grand cru tenait la place du vin ordinaire. Le valet de chambre avait ordre de ne jamais laisser un verre vide devant M. Courbet. En peu de temps, celui-ci absorba trois bouteilles de Bordeaux, deux bouteilles de Bourgogne — le *vin du pays* — puis un bol de café dans lequel il versa une demi-bouteille

(1) Courbet émit au cours d'un dîner chez Ph. Gaudin cet aphorisme :
« Qu'est-ce que c'est que Paris ?... moi, un tel et un tel... après, rien. »

de fine champagne. Tout le monde le surveillait et était émerveillé de sa capacité d'*engloutissement*. Après le dessert il alluma sa pipe et recommença à engloutir café, eau-de-vie, bière, vin de Bourgogne. Il ne paraissait pas le moins du monde troublé, quand tout à coup il ouvre sa serviette, jette dedans tout le dessert qu'elle put contenir et se sauve. M. Mestreau rit de grand cœur ainsi que ses convives, mais il eut bien le droit de se dire que Courbet avait perdu son pari. Courbet eut, quelques jours après, en manière de remerciement, un geste bien digne d'un homme aussi mal élevé que lui, mais que je me garderai de faire deviner même en latin.

Courbet installé à Rochemont, Baudry convoqua les artistes du pays, c'est-à-dire Arnold, sculpteur ornemaniste, « un de ces sculpteurs originaux et naïfs comme le moyen âge en produisait », a écrit Castagnary, L. Auguin et Pradelles installés au Port-Bertaud. Il y eut dès lors navette journalière entre Rochemont et le Port-Bertaud. Courbet y allait souvent en voiture — si souvent qu'après son départ Baudry dut payer à Bergeron la somme de 1200 fr. ; il finit par y prendre racine et habiter une petite maison à côté de celle d'Auguin (novembre 1862).

Ce Port-Bertaud est un petit village sur le bord de la Charente, à la sortie de la pittoresque vallée de Fontcouverte, excellent centre d'études pour des peintres paysagistes qui trouvaient, devant eux, l'étendue de la prairie, de l'eau, des arbres, des rochers. La « blague » qui ne perd jamais ses droits, surtout dans le monde artistique — Auguin n'en manquait pas — avait baptisé un quereu de *place de La Réunion*, la modeste maison d'Auguin s'appelait *villa ou hôtel Auguin*, celle de Pradelles la *Folie Pradelles*, faisant face au *Palais des Beaux-Arts* ayant son entrée *Place de la Bourse* (bourse plate?). Quand Corot eut passé quelques jours dans ce village, quand Courbet y vint, on eut la rue Corot, la rue Courbet (1). C'est là que fut organisée une fête qui eut grand succès et laissa dans la mémoire des Saintais une longue admiration. Le dimanche 17 août 1862, grâce à l'initiative de Baudry, une foule évaluée à un millier de personnes se rendit au Port-Bertaud où devait avoir lieu une fête de jour et de nuit en l'honneur des trois peintres. Baudry avait invité l'école Galin-Paris-Chevé, les musiques de Dasque et Brosard, les canotiers de Saintes, de telle sorte que l'on chanta, dansa, mangea sur l'herbe toute la journée et toute la soirée. Des illumi-

(1) Ou rue de la Chute, en mémoire d'une chute mémorable que Courbet fit en cette place, à la suite de libations.

nations, des feux de Bengale, des pièces d'artifice tirées du haut des toits des maisons produisirent un effet « féerique ». On en parla longtemps. Courbet y fut porté en triomphe sur un fauteuil. « Ce puissant colosse, l'Hercule Farnèse de l'art moderne acclamé par des bouches mignonnes et enlevé triomphalement par des bras féminins que soutenait l'enthousiasme... » (*Indépendant* du 21 août.) Courbet avait, paraît-il, beaucoup de succès à la campagne. Les femmes déclaraient que c'était le « plus jolit homme de dix lieues à la ronde ».

Cette fête fut précédée, le 12, d'une autre, à Rochemont, qui se prolongea une partie de la nuit. Les musiques Dasque et Brossard, et l'orphéon Chevé qui (après un concert le 11 à Saintes chez Mme Leveneur de Beauvais) attiraient nombreuse assistance partout où ils se transportaient. Mais, le 31, Baudry donna dans ses bois de Rochemont une fête de nuit qui éclipsa celle du Port-Bertaud et pour le compte-rendu de laquelle il aurait fallu « épuiser tout le vocabulaire de l'Orient » et évoquer « les souvenirs féeriques des *Mille et une nuits* ». Les jardins étaient éclairés *a giorno* par des milliers de verres de couleurs lanternes vénitiennes, des feux de Bengale énormes brûlaient constamment aux fenêtres du château ; une foule évaluée à 10.000 personnes « au moins » circulait partout ; une salle de danse pour 300 danseurs avait été établie et l'orchestre se composait de 40 musiciens ; l'école Chevé chantait ailleurs ; « les rafraîchissements, les gâteaux, le punch, furent distribués largement à cette multitude ». Sous un kiosque élevé exprès, il y avait un grand bujour rempli de punch, auquel était adapté un robinet à l'aide duquel chacun se servait à sa guise. Quand il était vide, des domestiques le remplissaient, car on avait fait sept hectolitres de punch. (Voir l'*Indépendant* du 2 septembre 1862.) A 6 heures du matin il y avait encore des groupes endormis sur la mousse des bois. On prétend que cette fête, ou plus exactement cette *kermesse flamande*, fut mise en scène par Courbet.

On travaillait beaucoup au Port-Bertaud. « Ces trois artistes, écrit l'*Indépendant* du 11 novembre, ont fait cet été une quantité de tableaux, des études de forêt admirables, des paysages ravissants. Nous les engageons à faire une exposition qui est vivement désirée de tous les amateurs de peinture. »

Elle eut lieu en janvier 1863 à l'hôtel de ville. Elle ouvrit le 15 janvier, au profit des pauvres, avec 160 numéros, que portèrent à 200 et quelques les prêts d'amateurs (tableaux de Français appartenant à M. Gaudin, de Gourlier, à MM. Gaudin et Mestreau, de

Jules Hereau et des Fleurs de Fantin appartenant à MM. Gaudin et Baudry) (1). Des peintures de Louis et de Pierre Sotta, et de M. Bourgeois complétèrent l'exposition. Corot était représenté par un *Etang de Ville-d'Avray* appartenant à Baudry, une vue du *port de La Rochelle*, le *moulin de Courpignac*, un *Vieux pont*, les *Buveurs* appartenant à M. Gaudin, le *Marais* appartenant à M. Auguin. Le public connaissait les œuvres d'Auguin et de Pradelles, il chercha immédiatement celles de Courbet qui composaient le fond et l'attraction principale de cette exposition. Il fut désillusionné. La critique dans les deux journaux de la ville : *l'Indépendant* (compte-rendu anonyme), et le *Courrier*, sous la signature de son rédacteur Conil, tout en jetant des fleurs, se montra très sévère pour certains tableaux. Courbet (2) exposait une *Gardeuse de moutons* (coté 3000 fr.), un *Intérieur de forêt* appartenant à Baudry; *Amour de cerfs*, les *Magnolias* « rendus avec une vérité, une perfection incomparables »; *Pavots*, *Soucis*, *Femme aux fleurs*. « Une jeune fille arrange un bouquet; le corsage, les épaules nues, la tête sont charmantes, les mains laissent à désirer », écrit *l'Indépendant*. Conil, au contraire, « se faisant l'écho de l'opinion générale », dit que « cette jeune paysanne arrangeant des roses trémières n'a pas plu, elle ne pouvait pas plaire... Les bras sont mal attachés au corps contourné, raide. Toute cette petite personne est antinaturelle ».

« Quant au *Portrait de Mlle B...*, je n'ai pas l'honneur de connaître l'original — écrit le même — mais je puis lui assurer que la copie n'est pas flattée. Je le condamne avec toute l'énergie dont je me sens capable. » *L'Indépendant*, moins sévère, dit : « Je ne puis dire si cette figure lui ressemble. Je crois que Courbet s'est fort peu occupé de ce détail. Ressemblant ou non, ce portrait est sublime de beauté. » Puis on note la *grande allée de la garenne de Bussac*, le *Dessous de bois au Port-Bertaud*, la *Vallée de Fontcouverte* (automne); *Grands chênes au bord de l'eau*; *Forêt*; *Halte des canotiers* « où le bon et le mauvais se coudoient de si près »; *Paysage Saintongeais*, « produit avorté de la mémoire et du procédé, si telle était la manière habituelle de M. Courbet, on pourrait lui infliger le surnom de Couture du paysage ». Une *promenade en bateau au soleil couchant* est encore plus sévèrement jugée. Il faut ajouter le *Noyer de maître Faure au Port-Bertaud*; la *Promenade*

(1) Le catalogue de l'exposition n'existe pas.

(2) M. Phœdora Gaudin possédait de Courbet une tête de mort ornée de coquelicots placée sur une bible : une *Source*, tableau d'environ 0,60 X 0,40, femme nue (très probablement la Viala) étendue au bord d'un ruisseau dans un bois.

à âne; *les Bords de la Loue* (1); *Forêt*, effet de neige; *Emilius*, étalon du haras de Saintes (appartenant à M. Maillard).

Un *Retour de Chasse* devait être une toile importante. On voyait deux chasseurs à cheval précédés de deux chiens dans un paysage d'automne. « Les chevaux, dit le critique de l'*Indépendant*, ont l'air un peu commun pour des bêtes de chassé, et les chasseurs pourraient aussi bien être pris pour de braves fermiers qui reviennent de la foire. » « Si M. Courbet s'élève assez haut, il tombe aussi très facilement. Soit négligence, paresse ou insouciance, il a permis qu'on exposât des toiles qui ne sont pas dignes de lui. Les *Fleurs au clair de lune*, la *Charente au Port-Bertaud* auraient dû rester dans son atelier, ce ne sont pas des tableaux. » Le public en général faisait la moue, et « certaines personnes préféraient Auguin à Courbet comme paysagiste » (2).

Courbet prit très mal ces critiques. Il se fâcha, si bien que l'*Indépendant* le rappela à l'ordre en termes un peu vifs. « Lorsqu'on parle des peintres, si on ne les flatte pas en tout, on est sûr de s'en faire des ennemis. Nous n'aurions jamais pu penser que M. Courbet, que nous avons traité comme un grand artiste qu'il est, auquel nous avons dispensé des éloges, peut-être exagérés aux yeux de bien des connaisseurs, aurait trouvé dans nos articles des appréciations très sévères, injustes, de nature enfin à motiver ses plaintes. Nous avouons que cela nous étonne et que nous ne comprenons pas. » Les artistes sont, en effet, extrêmement sensibles. Ils n'admettent que les éloges quand on parle de leurs œuvres, les critiques leur paraissent toujours à faux. C'est que pour eux les éloges amènent les acheteurs, et pour beaucoup tout est là. Le succès c'est de l'argent.

Courbet exposa encore deux plâtres : un buste de femme et une tête, « deux chefs-d'œuvre ». A ce propos je dirai que M. Rullier, architecte, en réparant la maison de M. Gaudin, trouva, au grenier, une statuette en plâtre qui était tout simplement le portrait en pied

(1) La Loue est en Bourgogne, ce qui prouverait que Courbet avait apporté on fit venir quelques toiles de Paris.

(2) Un exemple du peu de goût du public pour la peinture de Courbet ! Des régates furent annoncées au Port-Bertaud, à l'instigation de Courbet. Il avait promis un tableau de 1000 fr., Auguin un de 500 fr., et Pradelles un de 200. Ni les canotiers de Cognac ni ceux des villes environnantes ne consentirent à interrompre leur villégiature, ou leur saison de bains de mer. Seuls ceux de La Rochelle se proposaient de venir. Devant ce peu d'empressement les régates furent contremandées. « Courbet, dit l'*Indépendant*, tient à s'acquitter richement envers la Saintonge. Il faudra trouver un autre moyen. »

de Courbet. Si j'ai bonne mémoire, elle devait être signée Courbet, mais je dis ceci sous réserve. La statuette est aujourd'hui à Bordeaux chez un amateur, M. Fourché. Courbet est représenté dans l'attitude du Courbet du *Bonjour, Monsieur Courbet* du musée de Montpellier.

Les journaux ne parlent pas de nus. Il est donc à croire que Courbet n'en exposait pas. Il ne fallait pas choquer la pudeur du public. Et cependant Courbet en a fait. Poitiers citait une sage-femme et une certaine Viaud dite la Viale, jolie femme d'ailleurs, qui auraient donné des séances de poses.

Baudry possédait des nus, dont un, paraît-il, des plus réalistes. Ils ont été vendus après son décès.

L'*Indépendant* a annoncé, en revanche, que le *Retour de la Conférence* ne serait pas exposé.

Ce tableau, auquel le ministère interdit l'entrée du Salon, a été peint en grande partie à Saintes. Nous savons où Courbet prit le modèle de l'âne et nous connaissons les noms de deux des personnages : le paysan rieur est Arnold le sculpteur (qui posa aussi pour un piqueur dans une *Chasse*), et le petit abbé a pour tête celle de M. Poitiers. Un jour Baudry proposa à ce dernier d'aller voir Courbet dans son atelier (1), au haras. Il accepta. Tous deux entrèrent. M. Poitiers examinait les ébauches, les toiles appendues au mur, et surtout l'ébauche du *Retour*, vaste toile en train, quand Courbet s'écria : « Tiens ! voilà ma tête du petit abbé ! restez là cinq minutes ! » M. Poitiers avait une physionomie très ouverte, très moqueuse, un peu grimaçante, la négation d'une figure de prêtre. Et voilà comment, ainsi que le remarque M. Duret, ses curés du *Retour* ne ressemblent nullement à des ecclésiastiques, quand, au contraire, l'officiant dans l'*Enterrement* est un véritable ecclésiastique, car c'est le curé d'Ornans lui-même qui posa. Le chien était celui de Phœdora Gaudin, « enlevé » prestement, d'après un témoin, en quelques coups de pinceau et de couteau.

Je n'ajouterai plus qu'un mot en guise de moralité. La ville acheta un paysage à Auguin — où l'on sent l'influence de Courbet, — et rien à Courbet. Les municipalités ont bien le temps d'attendre la hausse de la peinture, mais généralement il leur manque le flair.

CH. D.

(1) Cet atelier était dans le bâtiment du directeur actuel, qui n'avait que les quatre murs et la toiture. Courbet s'y installa sans prévenir M. Maillard et il y travailla sans que celui-ci s'enquit de ce qu'il faisait. Quand il sut le sujet du tableau, chez un fonctionnaire ! il fut affolé.

III

INTRODUCTION
A L'HISTOIRE DES ÉVÊQUES DE SAINTES
JUSQU'AU RÈGNE DE SAINT LOUIS

(Suite)

(G) *Saint Mathan ou Machan, évêque de Saintes, mort en 887.*

Voici le dernier immigré d'origine insulaire qui, ayant exercé le ministère épiscopal en Saintonge, fut inscrit dans les martyrologes. Sa vie a disparu, — du moins n'en avons-nous pas retrouvé la trace parmi les nombreux ouvrages hagiographiques sur l'Ecosse et l'Irlande, que possède la Bibliothèque nationale. C'est un évêque Mathan ou Machan, dont l'époque est toutefois connue. Il mourut en 887, d'après une précision que fournit un recueil d'une importance exceptionnelle, puisqu'il résume la biographie et la bibliographie de plus de mille saints des Iles Britanniques (377).

Ce répertoire, qui a pour auteur Thomas Dempster, fait tout d'abord connaître l'existence de deux homonymes, distincts quant aux détails de leur vie, et quant à leur anniversaire. Ce sont des Mathan qui sont aussi appelés Machan. Cette dernière forme paraît originelle, il semble que le nom de Mathan ait été adopté par allusion à un personnage biblique (l'aïeul de saint Joseph), ce dont on voit des exemples un peu partout dès ce temps-là. Mac-Ilan est au contraire un nom de formation indigène.

Le plus ancien des deux Machan n'est pas le nôtre. On le trouve au quantième du 30 septembre dans le *Calendar of David Camerarius* (378), sous cette désignation : « *Sanctus Machanus, episcopus et confessor.* »

Voici ce qu'en dit Thomas Dempster (379) :

(377) Aucune trace de lui ne se rencontre dans les *Ancient Lives of Scottish Saints*, traduites en anglais par W.-M. Metcalfe (Paisley, 1895, in-8°. Bibl. nat., N^o 2472).

(378) Alexander Penrose Forbes, *Calendars of Scottish Saints*, p. 241.

(379) Thomas Dempster, *Historia ecclesiastica Scotorum*, n° 858, p. 155. — Chez cet auteur le terme « floruit » accompagné d'une date, paraît s'appliquer habituellement à celle où le saint a cessé de vivre.

Sanctus Mathanus episcopus, incertum cujus sedis, praecipua sanctitate sub Donaldlo rege inclaruit.

Scriptit *De Benedictini Ordinis apud Scotos claritudine* librum unum. Nam ille Ordo nullibi sanctius quam apud Scotos viguit, ex annalibus nostris probavit Bernardus Wion non uno, sed praecipue libro I, cap. 71 ; et sanctus Adelmus confirmat, omnium Scotorum eo aevo litteratissimus habitus, libro « de Laudibus Virginitatis », cap. 29, ubi de Sancto Benedicto :

Ejus alumnorum numero glomerantur ovides,
Quos gerit in gremio faecunda Britannia cives.
A quo jam nobis baptismi gratia fulsit,
Atque magistrorum veneranda caterva cucurrit.

Vixit anno 856. Colitur die xxviii Septembris (*Breviarium Scoticum*).

Ce saint Machan — ou Mathan — fut un apôtre de la morale chrétienne. Modèle éminent de vie et de vertu, il tira par ses exhortations ses diocésains écossais de l'esclavage des vices pour les amener à la pratique du bien. Son tombeau se trouvait à Campsie dans le district de Lennox, lit-on au martyrologe d'Aberdeen (380).

D'après ce martyrologe et le bréviaire d'Aberdeen, où il est aussi nommé Machan, Alexandre Penrose Forbes, évêque de Brechin, résume ainsi sa vie :

« Machan fut d'abord envoyé comme missionnaire en Irlande, où il ne réussit à faire nul bien aux âmes. De retour en son pays natal, et revêtu du sacerdoce, il s'adressa aux Gentils. Parcourant diverses provinces, en prêchant et en exhortant les habitants, il se rendit en pèlerinage à Rome, où il fut consacré évêque. Il jouit du pouvoir de faire des miracles, dont l'un fut de confondre des voleurs de bétail en pétrifiant, en leur présence, les bœufs qu'ils avaient dérobés (381). Il fut disciple de saint Cadoc. »

(380) « iii kal. Octobris. In Scotia, sancti Machani episcopi. Hic apud Campsie in Lenox sepultus, vite et virtutum speculum singulare, gentem illam moribus et fide instructam, sua exhortatione a vitiis ad vitam reduxit. »

C'est de la même source que sort tout ce que les écrivains français disent de Mathan de Saintes (Hugues du Tems, *Clergé de France*, t. II, p. 347. Cf. Radiguet, *Bibliographie saintongeaise*, p. 395 ; Bibl. Nat. Ln^{se} 117).

(381) *Breviarium Aberdonense*, Pars estivalis, fol. cxvi b. — Forbes (p. 381) ajoute les détails suivants :

« He was buried at Campsie in Lennox (*Orig. Par.*, I, p. 44). We find him at Ecclesmachan (*O. S. A.*, vol. II, p. 367), at Chapel S. Machan, at Clyne (*Orig. Par.*, II, 727). We have in Glasgow cathedral, Sancti Machan altar (*Ib.*, I, p. 3).

Il y eut en Écosse deux rois du nom de Donald au IX^e siècle : Donald V n'a régné qu'un an (857-858). Donald VI a fait un séjour plus long sur le trône, de 892 à 903. Mais leur époque ne s'accorde nullement avec celle de saint Cadoc. Ce premier abbé de Llancarvan, près Cowbridge, qui visita la Grèce et Jérusalem (382) et, « comme la plupart des grands moines celtes, offre un curieux mélange du guerrier redresseur de torts, du barde et de l'ascète » (383), Cadoc a vécu de 522 à 590. Il faudrait donc penser à un roi écossais du VI^e siècle, le pieux Donald IV, mort vers 647.

Passons au second Machan, celui qui nous intéresse. Dempster s'exprime ainsi à son sujet (384) :

Sanctus Mathanus, alius a laudato, licet eodem vixerit saeculo, in dignitate episcopali, ut alter, honoratus. Scripsit :

De laudibus Sanctae Crucis, librum unum.

De septem doloribus Virginis, librum unum.

Floruit anno 887. Collitur die xii Novembris (*Breviarium Scoticum*).

Ce texte ne dit point que Machan fut évêque en Écosse, mais seulement qu'il fut honoré de la dignité épiscopale. Le *Menologium Scoticum* précise qu'il fut évêque de Saintes dans les Gaules :

« November 12. In Scotia Mathani episcopi, quem nostri Xantum faciunt in Galliis episcopum. »

C'est sans doute dans ce texte combiné avec le martyrologe d'Aberdeen, que Hugues de Tims puisa les renseignements qu'il donne sur Machan qu'il nomme Mathan :

« Il vint après saint Dizent. Avant son épiscopat, revêtu du sacerdoce, il fut envoyé en mission dans l'Écosse et y annonça l'évangile avec un succès heureux et digne des premiers apôtres. »

Machan parlait évidemment, outre la langue des Insulaires, celle des Aquitains, ou tout au moins la langue latine.

S'il ne fut pas de ceux qui accompagnèrent en France et à Rome le roi-pèlerin Æthelwolf (l'Astolphe qui envoyait des messages de Luna en Italie, d'où la légende du voyage dans la Lune effectué par un personnage imaginaire de ce nom), et si le séjour du second Machan sur le continent ne se rattache pas à l'union conclue entre le prince anglais et Judith fille de Charles-le-Chauve qui devait s'ini-

The parish of Dalserf is called Machan (Ib., I, pp. 5, 107). Sankt Machan is also found in Strathblane (Register of Testaments, Commissariat of Glasgow).

(382) Forbes, *Kalendar of Scottish Saints*, p. 292.

(383) Dom Cabrol, *L'Angleterre chrétienne avant les Normands*, pp. 44, 192.

(384) *Historia ecclesiastica Scotorum*, n° 863, p. 457.

tier à la langue des Saxons avant d'aller rejoindre son fiancé, — une autre hypothèse se présente à l'esprit. Machan aurait gagné les côtes de Gascogne au moment de la formidable invasion scandinave en Grande-Bretagne, où périt, en 870, le roi-martyr Edmond I^{er} et qui se prolongea jusqu'à la trêve de quatorze ans conclue en 878.

Accueilli en Aquitaine, l'évêque écossais dut travailler, de toute manière, à relever le diocèse de Saintes des ruines qu'y avaient laissées (385) la conquête et le séjour des Normands en 845/846, et peu après les luttes fratricides entre les comtes de Saintonge et d'Angoumois. Plus tard, comme on le raconte de Macout pour sa chrétienté d'Alet, il regagna peut-être l'Ecosse, ce qui rendrait explicable la perte complète de son souvenir dans les diptyques santons. Ni André Duchesne ni les *Gallia* successives ne le citent.

Ce sont seulement les martyrologes de son pays qui conservent sa trace. Mais, il y a lieu de le remarquer, son quantième funèbre, le 12 novembre, est aussi celui consacré par d'autres calendriers écossais, où n'est cité que le premier Machan (*Machanus*), à l'anniversaire d'un saint Macaire (*Macharius*) qui aurait vécu à la même époque.

Parmi ces recueils imprimés, l'un des plus anciens est celui que fit paraître en 1588 Adam King, professeur de philosophie et de mathématiques à Paris (386); on y lit à ce jour :

S. Machare bishop and confessor, under King Soluathius in Scotland. 887.

D'autres noms, comme on va le voir, lui sont encore attribués.

Sur ce prélat, le martyrologe d'Aberdeen (387) s'exprime ainsi :

« Pridie idus Novembris. Depositio sancti Cuthberti, episcopi Turonis civitatis Galliae. Depositio sancti Mauricii, ejusdem civitatis archiepiscopi, qui apud Scotos Machorius nominatur, apud Hybernicos vero Mochrumna. »

Le calendrier d'Arbuthnot porte au 12 novembre (388) : « *Sancti Mauricii episcopi, confessoris. IX lectiones.* »

Un *Breviarium Aberdonense* (389) réunit les commémorations des trois saints, Machan l'ancien, Macaire et Macout :

(385) « Dani qui, anno praeterito, Aquitaniam vastaverant, remeantes, Sannas invadunt, colligentes superant, quietisque sedibus immorantur. » *Annales Bertiniani*, 845, édit. Dehaisnes (Soc. de l'Hist. de France), p. 63.

(386) *Ane Kallendar perpetuale*, Paris, Pierre Hyry, 1588; cité par Alex. Penrose Forbes, bishop of Brechin, *Kalendars of Scottish Saints* (Edinburgh, 1872), p. 167.

(387) *Ibid.*, p. 137.

(388) *Ibid.*, p. 107.

(389) *Ibid.*, pp. 121-122.

III kl. Octobris. Machani episcopi confessoris. IX lectiones.

Pridie id. Novembris. Macharii episcopi confessoris. Majus duplex.

XVII kl. Decembris. Machuti episcopi confessoris. Medium duplex.

Thomas Dempster (390) fait au contraire de Macaire un évêque de Muthlach, sous le patronage duquel fut érigée l'église — depuis cathédrale — d'Aberdeen. Il écrit de lui :

« Sanctus Machorius, religiosus et pius Muthlaci episcopus, ait Anonymus in *Libro de Antiquitate religionis in Scotia*. De eo sic Hector Boeth., lib. IX *Historiæ Scotorum*, in fine : « Insignes habiti sunt vitæ innocentia et eruditione inter nostrates, Machorius episcopus cujus nomine precipuum Aberdonense templum, ubi nunc sacra episcopalis sedes, est dicatum, [etc.] ». Hic in *Martyrologio Romano*, ut multi alii, malo Scotiæ fato, absunt. — Scripsit *Ad populos Scolicos*, librum unum. *De Pictorum excidio*, librum unum (Johannes Fordan).

« Vixit anno 880. Colitur xii Novembris. Et dedicatio templi ejus incedit in xv Januarii. »

Machanus et *Macharius* ne feraient-ils qu'un seul et même personnage ? En ce cas il faudrait éliminer, en le rejetant sur une confusion, tout rapprochement avec le fils de Fiachna et de Finchoeme, baptisé sous le nom de Mocumna par saint Colman, envoyé à Rome par saint Colomban vers le pape Grégoire qui lui donna le nom de Maurice ; il aurait succédé à l'historien des Francs sur le siège de Tours (391). Les fastes de la métropole ne tiennent de cet étranger aucun compte.

En distinguant — comme cela s'impose — Maurice de Macaire (*Macharius* ou *Machorius*), il serait possible de retrouver en celui-ci Machan de Saintes dont le nom a pu être aisément transformé, par dérivation factice du grec μαχαριος, bienheureux. On connaîtrait alors son diocèse d'origine, qui serait celui de Muthlach.

A défaut de documents qui viendraient éclairer sa vie, il est bien tentant de chercher un rayon lumineux à projeter sur elle dans les souvenirs de l'évêque Hélié d'Angoulême, *Helias Scotigena*, qui transféra dans cette ville le corps de saint Benigne de Dijon (392).

(390) *Historia ecclesiastica gentis Scotorum*, n° 839, p. 442.

(391) Alex. Penrose Forbes, p. 393.

(392) Anno 860, obiit Elias scotus, episcopus, x kal. octobris ; qui detulit cor-

Hélie, héritier d'une tradition de haute philosophie chrétienne, la transmet aux élèves qu'il instruisit. Machan, à un moment de sa vie, a bien pu passer par son école.

Au moment où il prit la charge de la chrétienté de Saintonge, il fallait un courage tout apostolique pour assumer une tâche si ingrate. Le pays était complètement dévasté. L'évêque Hélie avait à peine fermé les yeux, que (393) le monastère de Saint-Cybar « fut désolé par les courses des païens, de sorte qu'il fut abandonné de tous ses moines, qui pour ce reprirent l'habit canonial qu'ils avaient quitté depuis peu ». Un contemporain, Airvaud, moine de Fleury, décrivant les ravages des Barbares en Aquitaine, résume le chapitre que nous leur avons consacré, dans un sinistre et douloureux tableau (394).

L'épiscopat de Machan, s'il se termina le 12 novembre 887, vit la période la plus critique de ces trente années d'incursions, celle où les Normands entreprirent le siège de Paris, sous le comte Eudes.

On peut juger *a fortiori* de l'état des édifices et des établissements religieux en Saintonge par l'inventaire des ruines de ceux fondés en Poitou (395) que dresse la Chronique de Maillezaïs en 890 :

« Toutes ces catastrophes entraînèrent la perte des monastères dont nous rappellerons le souvenir : celui de Saint-Martin de Vertou, érigé par ce saint abbé, renversé. Celui de Saint-Martin de

pus S. Benigni martyris Engolisma civitati. (Besly, *Hist. des Comtes de Poitou*, p. 207.)

(393) Cartulaire de l'Aumônerie de Saint-Cybar, cité dans la *Revue de Saintonge*, IV, 560.

(394) « Ab ipso Oceani littore, orientem versus, Arvernarn usque, clarissimam veteri tempestate Aquitaniae urbem, nulla libertatem retinere valuit regio, non oppidum aut vicus, non denique civitas quae non strage ferali conciderit Pagano-rum. Testatur hoc Pictavis, secundissima quondam urbs Aquitaniae, hoc Sanctonae, hoc Engolisma, hoc Petrogorium, hoc Lemovicas, hoc certe Arvernus... ipsumque Avaricum, caput regni Aquitanici, proclamant... His atque hujus-cemodi malis, per triginta ferme annorum spatium, Galliis... detritis, cultus... religionis quomodo processerit... in promptu est cuilibet, licet tardioris ingenii, mortalium persentiscere. » (*Miracula S. Benedicti*, I, 33, édit. de Certain, collection de la Société de l'Histoire de France, p. 73.)

(395) Cette chronique (ms. l. 4892, fol. 194) offre un intérêt d'autant plus grand que l'auteur en est fort ancien. Il rapporte, à la date du 30 juin 903, l'incendie de la basilique de Saint-Martin de Tours érigée par Perpetuus, « quae postmodum nostra aetate Herveus thesaurarius reedificavit ». Ce synchronisme indique suffisamment le temps où écrivait le rédacteur de cette première partie : le décès de « Herveus archiclavus Turonensis » que Baluze (t. XLI, fol. 91) rattache à la maison de Beaugency, est rapporté sous l'année 1012 par la Chronique de Tours.

Tours, fondé par l'illustre évêque, détruit. Notre-Dame de Luçon, que le César Lucius fonda et que saint Philibert avait relevé, anéanti. Saint-Michel en l'Herm, édifié par saint Ansoud, évêque de Poitiers, démoli. L'abbaye de Saint-Hilaire de Poitiers et celle de Sainte-Croix qu'avait établie la reine Radegonde, ruinées. Le prieuré de Saint-Benoît de Quincey, écroulé. Seul le monastère de Saint-Savin et le château qui le renferme, que Charlemagne avait ordonné de construire, demeurèrent inviolés, tandis que disparaissaient tant d'autres foyers de vie religieuse, que nous ne saurions énumérer. »

L'invasion simultanée de la Grande-Bretagne et de la Neustrie par les pirates du Nord, au temps de la jeunesse de Rollon, coupa court aux communications entre l'Aquitaine et l'Angleterre. Mais n'est-il pas piquant de constater que, de longs siècles après le dernier de ces prélats originaires des Iles britanniques, les relations commerciales n'avaient point cessé entre la Saintonge et l'antique Hibernie? Une enquête sur le transport des lettres vers Bordeaux et la Rochelle se fait le 16 janvier 1673, à Cognac (396), en présence « du sieur Michel Lavalin, marchand yvernois, demeurant audit Cognac », qui signe « Milcher Lavallyn », orthographe ne laissant aucun doute sur son origine galloise.

(H) *Mainard, évêque de Saintes.*

Le vol du corps de saint Macout (888-903).

Le catalogue donne une série de prélats antérieurs à Iselon (par conséquent à l'an mille) ainsi développée :

Mainardus — Alo — Grimardus — Iostius

Nous croyons que ces quatre prélatures ont été consécutives. La forme *Mainardus* n'est point antérieure au X^e siècle. Au IX^e on eût écrit *Maginhardus* ou *Meginhardus*.

Le nom de Mainard appartient aux vicomtes de Saintonge, ayant pour surnom « le Riche ». Le plus ancien d'entre eux souscrit à des chartes de Saint-Jean-d'Angély sous le règne de Charles le Simple.

L'évêque de Saintes a dû compter parmi ses neveux Mainard, que Guillaume Taillefer et son cousin Bernard I^{er} comte de Périgieux instituèrent vers 941 pour abbé à Saint-Cybar et qui cons-

(396) Publiée dans la *Revue de Saintonge*, t. XVII, p. 369.

truisit sur le devant de la basilique une élégante chapelle en l'honneur de la Résurrection (397).

Or plusieurs des domaines offerts à Saint-Cybar, au moment de cette restauration monastique, par le comte Guillaume II, et situés en Saintonge, passèrent en d'autres mains; et plus tard l'évêque et le chapitre de Saintes disposèrent des églises de quelques-uns de ces villages.

Il est à remarquer que Mainard reçut aussi des donations en Saintonge, dont une paraît émaner de ses parents, puisque, au nombre des auteurs de l'acte, se trouve un de ses homonymes (398). C'est aussi de son temps, bien qu'il ne soit pas nommé, qu'Audigier, vicomte de Limoges, et sa femme Thiéberge, leurs fils Géraud et Audebert, donnèrent à Saint-Cybar une église de Saint-Pierre en Saintonge (399).

Mainard est resté abbé jusqu'au règne de Lothaire (399). Mais le début de ce règne, si l'on ajoute foi à des titres qui notent les années 40 et 42 de ce roi, a pu partir du voyage de Louis IV et Gerberge en Aquitaine, au printemps de 944; Lothaire était né en 941.

L'administration des prélats sous les règnes d'Eudes et de Charles-le-Simple fut en général militaire au moins autant qu'ecclésiastique. Les souverains leur attribuèrent alors les châteaux des villes-fortes où était leur siège, avec le pouvoir d'un comte urbain, et la charge de les défendre. Peut-être en fut-il ainsi à Saintes, où l'on ne voit plus de comtes après Joubert, le frère de Ramnoul II de Poitiers, qui, suivant une conjecture très plausible d'Alfred Richard, avait été le successeur du comte Landri (400).

(397) Adémar de Chabannes, I. III, c. 24; édit. Chavanon, p. 145.

(398) « Ecclesiam Sancte Marie in villa Cresiaco — Léopold Delisle préfère cette leçon à « Eresiaco » donné par Holder-Egger et Zeumer (*Neues Archiv*, VII, 632-637) — in pago Sanctonico, dederunt Odo, Bernardus, Mainardus, Josmarus. »

(399) « In vicaria Jogunziacense, villa Noclaco » (L. Delisle, *Notice sur les mss. d'Adémar de Chabannes*, pp. 75-76). Audigier est cité de 913 à 934 dans divers actes avec sa femme (probablement saintongaise) et ses fils Géraud et Audebert (cf. notamment ms. lat. 17118, fol. 221, d'après un titre original de Saint-Martial de Limoges). Il accompagnait Ebles, comte de Poitiers, le 28 avril 925, lors d'une donation à Saint-Maixent (*Gallia*, II, 1297; acte édité par Alf. Richard, *Chartes de Saint-Maixent*). On trouve sa souscription sur un acte de donation de marais salants en Aunis, à l'abbaye de Saint-Jean d'Angély (*Cartulaire* édité par M. Musset, t. II). — L'Auvergne fut soumise à Lothaire dès 952. (Bruehl, *Chartes de Cluny*, n° 825).

(400) Il est cité en 868 et 878 (Richard, *Histoire des comtes de Poitou*, I, 33).

M. Jacques Flach (*Origines de l'ancienne France*, t. IV, pp. 495 et 503) considère

La remarque que fait le même auteur à propos du gouvernement en Poitou, du comte Ebles, qui commença précisément à cette époque, vient à l'appui de la nôtre.

« Quand Ebles mourut, en 935, il était encore un des plus puissants seigneurs de France. Il possédait le Poitou et sans doute le pays d'Aunis à titre héréditaire, le Limousin par conquête, et élevait des prétentions sur la Saintonge proprement dite, que se disputaient les comtes d'Angoulême, de Périgueux et de Bordeaux, et où *les évêques de Saintes*, à l'exemple de nombreux prélats de cette époque, *cherchaient à se constituer un grand domaine féodal*. Enfin il laissait à ses héritiers des droits à faire valoir sur le comté d'Auvergne et le duché d'Aquitaine » (401). On ne saurait être surpris que, sous le gouvernement de prélats-militaires, la discipline et les préoccupations d'ordre religieux n'aient pas toujours été maintenues au premier plan. L'enlèvement du corps de saint Macout par un clerc d'Alet, Ménobred sous le règne en Bretagne d'Alain (888-903), épisode relaté dans la vie de ce saint attribuée à Bili, n'a rien qui puisse surprendre à cette époque troublée, où fort difficilement devait se recruter le personnel des bas-officiers d'église. La *Chronique saintongeaise* dit que sous Loois li Baubes (Louis le Bègue) « en ceu temps fu emblez (dérobé) de la cité d'Agenais li cors santa Fei la virgia (la célèbre sainte Foi) et fu portez au mostier de Conchas » (à l'abbaye de Conques).

le comte Joubert de 878 comme le frère de Rannoul, qui défendit en 889, contre Adémar et le roi Eudes, la ville de Poitiers dont ceux-ci s'emparèrent. Il admet qu'il ait été comte de Saintes, mais seulement après la mort de Charles le Chauve (877).

(401) Richard, I, p. 73. L'auteur se commente par cette note : « La suprématie du Poitou sur la Saintonge s'était établie dans le cours du IX^e siècle, après la mort du comte Landri. Mais tandis que la région située au sud de la Charente était devenue un champ de compétition entre les comtes voisins, de Bordeaux de Périgueux et d'Angoulême, des liens très étroits avaient rattaché l'Aunis au Poitou, et l'autorité d'Ebles dans ce pays est incontestée ; elle est en particulier constatée par la concession qu'il fit, en janvier 934, aux moines de Saint-Cyprien, à la demande de son vassal Roger, de portion du bénéfice que celui possédait en Aunis, pour y établir des salines (Rédet, *Cartulaire de Saint-Cyprien*, pp. 318 et 319, n° 528, fol. 119 du ms.).

Ebles, qui s'y qualifie « comes Pictavorum », est propriétaire ou plutôt détenteur d'une partie de la *res Sancti Nazarii*, qui s'étend à Angoulins et dans d'autres localités voisines, et cette part il l'a inféodée à Roger. Mais il n'apparaît dans aucune autre donation ou vente d'immeubles aux mêmes lieux et dépendant du douaire de Saint-Nazaire, mais non comprises dans la même portion qui avait été concédée au comte de Poitiers.

On peut juger, par l'exemple d'une basilique épiscopale, des faibles garanties que pouvaient alors offrir les églises secondaires, les sanctuaires qui sortaient à peine de leurs ruines, contre les entreprises des ravisseurs de corps saints.

(I) Alon I^{er}, évêque de Saintes (907)

Le catalogue des évêques santons, que nous ont transmis Guillaume Tessier et Antoine de Mouchy, contient sur Alon I^{er} un passage dont le texte de Tessier donne la meilleure variante :

Alo qui depopulatus est (ecclesiam suam) et ausu iniquo adeptus, quinque mensibus sexdecim diebus, seditque anno Domini millesimo septimo.

Les chanoines de Saintes accusaient ce prélat d'avoir dépouillé l'église dont il s'était témérairement emparé. Dès lors la date « anno Domini millesimo septimo » est indubitablement fausse. A cette époque siégeait Iselon de Mussidan, que le catalogue nomme Ilon, et qu'il présente comme le restaurateur de la discipline. Tout ce qu'on sait de lui par d'autres sources n'est pas moins à son honneur.

Selon toute apparence, la note du catalogue devait se terminer par un nombre écrit en chiffres, et commençant par un « D », ce qui suppose une date inférieure à l'an mille. Ce « D » aura donné lieu par méprise à l'interprétation « Domini », ayant été pris pour un sigle.

Supposons maintenant quatre C : ils correspondront en minuscules, aux divers jambages de M, symbole de « millesimo ». Il resterait donc *dccccuuii*, au lieu de *d m uii*, les chiffres étant tracés en minuscules comme sur les anciens manuscrits. L'année indiquée serait alors 907.

Or un prélat qui souscrit *All.* (*Allio* ou *Allo*) *peccator episcopus* confirme par sa présence une charte de Guillaume II d'Aquitaine. D'après Besly, qui l'a reproduite, dans les Preuves de son *Histoire des Ducs de Poitou*, cette pièce (402) porte comme caractéristiques chronologiques l'indiction 13 et l'année 11 du roi Charles. En comptant les années de Charles III de la mort du roi Eudes, en 898 sa 11^e année (908) correspond bien à la 13^e indiction. Alon I^{er} aurait donc siégé au cours des années 907 et 908.

(402) Besly, p. 219.

Si Alon a mérité le blâme que lui inflige le catalogue, ce ne peut être que pour avoir constitué au détriment de l'Eglise un pouvoir féodal. Les domaines qu'il s'appropriés n'auraient-ils pas contribué à la formation de la puissante seigneurie de Châtelailon, *Castrum Alonis* ?

Ce lieu fort prit certainement le nom de son fondateur, et celui-ci est demeuré jusqu'à présent inconnu. Alon 1^{er} pourrait avoir été le constructeur du *Castrum Alonis*, dont le donjon est déjà cité dans un document de 971. Cette forteresse décrite par Richard de Poitiers avait deux portes, dites l'une « de Poitou », l'autre « des moissons », et une église dédiée à saint Jean l'Evangéliste. Ses seigneurs dominaient sur le littoral, de la Sèvre à la Charente. La Rochelle était née leur vassale; c'est seulement le 29 avril 1199 qu'un acte de la reine douairière Aliénor l'émancipa.

Le donjon et l'église ont été engloutis par la mer; il ne reste de cet ancien châtel-Aillon que le rocher du Cornard au milieu des flots (403).

Les seigneurs de Châtelailon, au siècle suivant, portent les noms alternés d'Ebles et d'Isembert. Le nom d'Alon ou Aillon ne reparait plus dans leur généalogie. Aussi doit-on penser que ce furent les arrière-neveux de l'évêque, fondateur du château; ils seraient issus de l'une de ses sœurs.

Si l'on admet qu'il n'y a point d'omission dans le texte du Catalogue, le pontificat d'Alon 1^{er} n'aurait pas même duré six mois. Bien que ce laps de temps semble un peu court pour qu'il ait pu exercer sur son église un fructueux brigandage, il est permis de penser que c'est avant son intronisation — donc du temps de Mainard — qu'il l'aurait commencé, et qu'il y mit le comble par son intrusion dans la chaire pontificale. Interprété à la lettre, le texte du catalogue place les pillages d'Alon avant son gouvernement.

(J) *Grimoard, évêque de Saintes* (908)

En tenant donc pour exacte la durée de 5 mois 16 jours attribuée à l'épiscopat d'Alon 1^{er}, il a dû prendre fin dès 908. Grimoard (*Grimardus*) lui succéda. Nous ignorons tout de cet évêque, si ce n'est que son nom le rapproche de la lignée des descendants du châtelain Ays de Fronsac, car dans les deux branches issues de ce neveu

(403) Cholet, *Bulletin religieux de La Rochelle*, I, 364.

d'Aimon de Paris, se trouvent, à la seconde génération, des Gri-moard, l'un châtelain et l'autre évêque, nés sous le règne de Lothaire III ; un troisième personnage pieux de ce nom, marié, apparaît en Aquitaine sous Louis d'Outremer. Aimon et ses frères peuvent être regardés comme les fils de Thion, vicomte, puis comte de Paris, et celui-ci a succédé dans la vicomté de Paris à un Gri-moard qui pourrait être l'oncle de notre évêque. Ce prénom implique une filiation carolingienne de second plan : il est extrêmement rare et a dû être circonscrit dans la descendance du marquis Aleran, qui avait épousé une fille de Bernard, roi d'Italie. La *Chronique de Guitres* dit que le comte vougrinide de Périgueux, Guillaume d'Aléran ou Taléran, et Aimon de Paris, vivant en 950, descendaient tous deux de la souche d'Aleran ou Galeran, et avaient du sang royal dans les veines.

(K) *Iostius, évêque de Saintes* (X^e siècle)

Son nom fut inséré au Catalogue, bien qu'il ne se trouvât point mentionné dans les documents regardés comme authentiques : « De isto nihil invenitur in scripturis autenticis ecclesie Xantonensis. »

Il paraît, à première vue, de source étrangère. Le nom latin *Justus* est difficile à rencontrer au X^e siècle. Mais la forme *Joscius*, variante de *Josco* d'où dérivent les noms patronymiques Josse et Jozon, se conservait encore au XII^e siècle, comme la comparaison de divers titres de Saint-Martin-des-Champs permet de le constater, à propos d'un chambrier de ce monastère parisien, indifféremment dénommé de l'une et l'autre manière. Ce peuvent être des contractions de *Josmarus*, prénom porté en Saintonge à l'époque carolingienne (398).

(L) *Abon ou Abbon 1^{er}, évêque* (943)

Ce prélat est contemporain du voyage de Louis d'Outremer en Aquitaine, car c'est apparemment à cette occasion qu'une libéralité fut faite à Saint-Denis par un couple, Amauri et Ségonde, qui lui offrirent la terre de Mansigny en Meldois, près de Chambry. « Amalricus et Senegundis » firent cette donation « pro redemptione anime genitoris et genitricis nostri, nec ne et anime *Abonis episcopi*, seu filii nostri Ebboni, yn alimoniis seu substantia monacorum ibidem abitantium Deoque militantium (404). »

(404) Original, Arch. nat. K 17, n° 1. Tardif, *Monuments historiques, Cartons des rois*, p. 145, n° 232.

Les souscriptions de cet acte qui se rencontrent toutes sur des chartes aunisiennes et saintongeaises, du règne de Louis IV (405), ne permettent pas d'hésiter à dire qu'elles ont été apposées sur place ; au reste, les mêmes donateurs figurent au Cartulaire de Saint-Cyprien de Poitiers pour le don fait en 929, de la terre de Coudray, dans la vignerie d'Ingrandes (arrondissement de Châtellerault). Ebbon leur fils apparaît comme viguier de Melle en 946 (406).

En raison de ces circonstances Tardif a fixé cette charte au mois d'août 943.

Cet évêque Abon ne fait qu'un sans doute avec Abbon qui en 904 était archidiacre de Poitiers (407).

(M) *Ardoïn de Bassac, évêque au X^e siècle*

Ardoïn fut évêque dans le cours du X^e siècle. Adémar, dans ses analyses du chartrier de Saint-Cybar, a dépouillé les actes relatant les donations faites à l'abbé Mainard et à ses successeurs (408).

Parmi ceux dont l'analyse ne fournit aucun synchronisme précis se trouve le suivant :

« Mansum unum in villa Baciaco in pago Sanctonico, alium mansum juxta terram Sancti Pauli et alio latere terram *Arduini episcopi*, dedit Gausbertus. »

Nous proposons de considérer cet Ardoïn comme l'oncle maternel du prélat homonyme qui monta sur le siège de Tours entre 960 et 966. Il est présumable que notre Ardoïn était en 926 un prêtre influent du Chapitre de Tours, qui fut délégué avec le doyen et un troisième par le doyen de Saint-Martin Théotolon (futur archevêque) et le trésorier Joubert (*Gausbertus*) afin de réclamer, par devant le

(405) « S. Kadeloni vicomite (*Châles d'Aunai*). S. Hecfredi qui ibi presens fui. S. Lamberti actoris. S. Gerogii. S. Gausfredi. S. Fulconi. S. Rorgoni. S. Guilelmi. S. Cuonbaldi. S. Aimerici. S. Begoni. » Cf. ms. lat. 18381, fol. 14, une charte de St-Cyprien où elles sont reproduites.

(406) Ms. lat. 12957, fol. 317.

(407) Rédet, *Cartulaire de St-Cyprien de Poitiers*, dans les *Archives du Poitou*, III, 157. — Dès 974, il y avait à Poitiers trois archidiacres ; le Prancier ou archidiacre de la cathédrale, et ceux de Brioux et de Thouars (*Ibid.*, II, 115).

(408) Léopold Delisle, *Notice sur les mss. originaux d'Adémar de Chabannes* n° 77 (B. N. 8° Q, Pièce 194). Tiré à part des *Notices et extraits des Mss. de la Bibliothèque nationale*, XXXV.1 (1896), pp. 241-358.

comte Ebles, diverses propriétés sises au pays de Thouars (409), dont ils obtinrent la restitution.

(N) *Gilbert, évêque* (951-963)

Dans une charte de Saint-Jean-d'Angély, datée de la 14^e année de Louis IV, figure la souscription d'un évêque Gilbert voisinant avec celle de Mainard II, vicomte de Saintonge. Cette pièce serait ainsi des années 951-952. L'évêque Gilbert ne peut donc être celui de Poitiers, qui commença bien plus tard sa prélature. Il existe dans le Cartulaire de la même abbaye un diplôme de Guillaume « dux rectorque Aquitanorum » donnant la forêt d'Argenson [dite aussi de Benon] en Aunis entre les trois églises de Saint-Christophe, Saint-Félix et Notre-Dame de Dœuil (canton de Loulay). Cette charte est souscrite par Guillaume, comte; Guillaume son fils; l'évêque Gilbert et son frère Ebles, Hugues de Lusignan, Raymond La Chatte (*La Kata*), Pierron et son frère Audebert (410).

L'évêque Gilbert de Poitiers n'aurait eu rien à voir dans une donation en Aunis; le prélat de ce nom dont il est ici question, est donc un évêque de Saintes. Son frère Ebles comme Hugues de Lusignan est un des principaux nobles de la contrée; il est indiqué de voir en lui un Ebles de Châtelailon. Le comte de Poitiers, duc d'Aquitaine, auteur de cette charte, n'est point le mari d'Emme, qui a toujours fait souscrire sa femme à ses actes.

Ainsi cette charte est de Guillaume III, qui mourut en 963. La date est probablement très voisine de sa mort, puisque son fils Guillaume IV se trouve associé à cet acte. Comme nous le verrons, l'évêque Gilbert de Saintes était remplacé dès 975. S'il n'a pas été transféré à Poitiers, on peut le regarder comme l'oncle du prélat qui en 976 monta sur le siège de saint Hilaire.

Gilbert de Poitiers eut pour frère un Isembert, et ce prénom alterne avec celui d'Ebles dans la généalogie des Châtelailon. Cette double coïncidence confirme la probabilité d'une relation de parenté très proche entre les prélats homonymes.

Remarquons encore, à l'appui de l'existence quasi-simultanée de deux évêques appelés Gilbert, qu'une donation par Guillaume

(409) Plaid du 19 mai 926, édité d'après la *Pancarte noire*, par Besly, *Comtes de Poitou*, p. 219. On remarquera que Joubert est précisément le nom du donateur dont la terre, à Bassac (ca. Jarnac, arr. Cognac), touche à celle de l'évêque Ardoin.

(410) Mussot, *Cartulaire de St-Jean-d'Angély*, n° 8, t. I, pp. 28-29.

comte d'Aquitaine (*sic*), de la forêt d'Essouvert, en janvier 991 (411), porte la souscription « S. Gisleberti Pictavorum praesulis ». La précision ajoutée ici fait ressortir qu'il importait de ne pas envisager cette souscription comme celle du diocésain disparu depuis quelques années.

Il est possible que Gilbert de Saintes ait résigné son évêché pour devenir abbé de Saint-Jean-d'Angély. Ce monastère avait à sa tête un abbé Gilbert en avril 981 qui paraît (412) dans une donation de salines à Aytré. La chartre porte les souscriptions « S. Willelmi comitis. S. Airdaldi vicecomitis. S. *Josfredi comitis*. S. Arberti (frère cadet d'Airaud ; — la donation émane d'un diacre Boson, probablement leur parent) ; S. Kadelonis vicecomitis ». Le comte est certainement Geoffroi Grisegonelle comte d'Anjou (père de Foulques Nerra) à qui Guillaume avait inféodé la Saintonge.

(O) Benoît II, évêque (975-979)

Nous croyons devoir faire rentrer dans la chronologie des évêques de Saintes Benoît II (*Benedictus episcopus*), qui vendit moyennant 200 sous, aux moines de Saint-Cyprien son alleu sis en Poitou, dans le Thouarsais « in condita Toarchinse » à Monpalais (413), comprenant cinq serfs, dont trois ayant ménage. A cette donation furent présents les vicomtes Arbert de Thouars, Châles III d'Aunai et Renaud, qui s'intercale dans la série des vicomtes de Saintonge entre Mainard II et Mainard III (414). Cette pièce est datée de la 22^e année de Lothaire (probablement 975-976).

La *Gallia*, en éditant cet acte qu'elle suppose être de l'année 976, se demande s'il faut rectifier la *Chronique de Maillezais* affirmant qu'en 975 Gilbert prit à Poitiers la place de l'évêque Pierre mourant.

(411) Ib., n° 7, t. I, pp. 27-28.

(412) Ib., n° 378, t. II, p. 44. L'abbé Gautier l'avait remplacé en juin de la même année (Ib., n° 379).

(413) « In villa que vocatur Monte Palladii », — Monpalais, commune de Taizé, canton de Thouars.

(414) *Gallia christiana*, II, 116, *Cartulaire de St-Cyprien*, par Rédet, p. 111, n° 170, fol. 36 du ms. Ce vicomte Renaud est celui d'Angers qui dans un ancien titre est qualifié *Torenoch* et qui avait été sans doute chargé d'administrer la Saintonge par Geofroi Grisegonelle. Son surnom, qui semble évoquer la Thuringe, ne serait-il pas analogue à *Toracensis* ?

Cependant, dit-elle aussi, *Benoît pourrait être évêque d'un autre diocèse.*

C'est évidemment la solution à laquelle il convenait de s'arrêter, car on peut éliminer *de plano* la plaisante imagination d'un « homme fort docte » qui, ayant vu le document, opina que « *Episcopus* » pourrait être un nom de famille.

On ne saurait rechercher en ce prélat l'auxiliaire que s'était donné, dans sa vieillesse, l'évêque de Limoges, Ebles de Poitou, qui l'avait élevé dès sa plus tendre enfance.

Adémar de Chabannes rapporte en effet qu'Ilélie I^{er}, comte de Périgord, ayant fait prisonnier ce coadjuteur, le priva de la vue, ce dont Ebles garda jusqu'à son dernier souille la plus poignante douleur, car il eût voulu se le donner pour successeur à Limoges (415). Ebles mourut en 962. Benoît fut bien avant cette date mis hors d'état d'exercer des fonctions ecclésiastiques ; il ne pouvait donc être qualifié d'évêque une vingtaine d'années plus tard.

Le nom de Benoît était alors fréquent dans l'épiscopat. Témoin cet évêque breton qui, ayant quitté son diocèse en 936, vint s'établir à Micy, qu'il acheta de l'évêque Ermenté moyennant 30 livres de deniers. Retournant en Bretagne, après y avoir vécu quelque temps, il le céda à son compatriote Jacob que le duc Alain nomma évêque de Saint-Pol-de-Léon, le sachant très riche. Jacob accepta d'être consacré, mais ne résida jamais. Demeuré à Micy et sentant venir la mort, il partagea ses richesses entre ses amis et envoya le reste dans son pays. Benoît, apprenant sa mort, revint à Micy pour y chercher ce que Jacob devait y avoir laissé. Malgré toutes ses investigations, il ne trouva rien, étant arrivé trop tard. C'est alors qu'en 943 Micy passa par vente aux mains d'Annon, abbé de Jumièges (416).

L'existence de l'évêque Benoît II est encore attestée par une charte de Guillaume IV, duc d'Aquitaine, qui porte seulement comme date « un mardi en mars, 23^e jour de la lune, Lothaire régnant ». L'examen du calendrier lunaire inséré dans *l'Art de vérifier les dates* montre que cette coïncidence s'est produite seulement deux fois sous le règne de Lothaire III : le 28 mars 976 et le 25 mars 979. Cette dernière date étant celle d'une fête de l'Eglise, l'Annonciation, rend plus compréhensible la présence des deux évêques, Gilbert et

(415) Adémar de Chabannes, I. III, c. 25.

(416) Létaud, *Miracula sancti Maximini*, dans Migne, *Patrologia latina*, CXXXVII, 808.

Benoit, à l'acte de munificence du duc. Il constitue une dotation au clerc Isembard, de la congrégation de Saint-Hilaire, pour lui et deux successeurs après son décès, qu'il désignera parmi les chanoines. Le clerc Isembard doit être ce neveu de Gilbert, qui le remplaça sur le siège de Poitiers ; la libéralité du duc coïncida naturellement avec l'entrée du bénéficiaire dans la communauté poitevine.

Nous reproduisons cet acte d'après une copie très minutieusement exécutée pour Gaignières.

(P) *Emond, évêque de Saintes* (986) — *Abbon II* (990)

Elie Vinet nous a conservé son nom.

« Environ l'an neuf cent huitante et six, estoit evesques de Saintes un nommé Emond, ce disoient nos vieux livres, et Alon l'an mil quarante auquel succéda Ingelgerius » (417).

Emond est-il le dernier titulaire de l'évêché de Saintes sous les Carolingiens ? Il n'est pas impossible qu'il ait survécu à Louis V et qu'il ait vu l'avènement de la troisième dynastie (juillet 987). Mais fort peu de temps après, un nouveau prélat l'avait remplacé.

Aimondus est une variante d'*Aimo*. Ce nom rappelle Aimon de Paris, dont les frères et neveux s'établirent dans la Double, à Guitres, Fronsac, Mussidan, et qui fut le grand-oncle des évêques Grimoard d'Angoulême et Iselon de Saintes. Emond ou Aimon, prédécesseur médiateur d'Iselon, pourrait être sorti de la même souche et prendre rang dans la génération intermédiaire.

Abbon II était évêque de Saintes le 1^{er} juin 990. A cette date il prit part au concile de Charroux présidé par Gombaud, archevêque de Bordeaux, qu'assistaient ses autres comprovinciaux : Gilbert de Poitiers, Audigier (*Hildegarius*) de Limoges, Frotyer de Périgueux, Hugues d'Angoulême (418).

Ce fut probablement à l'occasion du concile de Charroux que fut dédiée l'église de Maillezais, abbaye fondée par Emme de Poitiers ; en effet Joubert, abbé de Saint-Julien de Tours, envoya treize moines après que la comtesse eut bâti cet édifice. M. Halphen a montré que Joubert ne fut abbé qu'à compter de 990 au plus tôt (419).

(417) Elie Vinet, *l'Antiquité de Saintes et de Barbezieux*, réédité par Cayrois, *Barbezieux*, p. 81.

(418) Labbe, *Sacrosancta Concilia*, IX, 733. Les actes sont datés : « Kalendis Junii, Johannis XVⁱ pape anno v, Hugonis regis anno iii, Willelmo tercio Aquitanorum duce ».

(419) *Revue historique*, novembre-décembre 1908. — M. Halphen établit qu'Emme

Abbon II avait cessé de vivre avant que s'ouvrit le second millénaire de l'ère chrétienne. Au concile de Poitiers tenu (420) le 13 janvier de l'an 1000, sont présents Séguin, archevêque de Bordeaux, et quatre de ses suffragants : Gilbert de Poitiers, Audoin (*Hilduinus*) de Limoges, Iselon de Saintes, Grimoard d'Angoulême. L'évêché de Périgueux était sans titulaire (421).

Avec l'avènement d'Iselon commence une période nouvelle de l'histoire des évêques de Saintes, écrite désormais avec le concours presque exclusif des chartes et pièces officielles, et dont pour ainsi dire aucun détail ne prête à des discussions de textes.

La seconde partie de l'Introduction, consacrée à l'examen critique des documents, se termine naturellement à l'avènement d'Iselon de Mussidan.

La troisième partie sera réservée aux origines de l'Eglise de Saintonge, à l'évangélisation de cette partie de l'Aquitaine maritime, à la légende et au culte de saint Eutrope.

J. DEPOIN.

QUESTIONS ET RÉPONSES

QUESTION

N° 839. — Je désirerais savoir depuis quelle année le nom de Chasseloup-Laubat a été donné à un collège de Saïgon.

M. P.

RÉPONSES

N° CXXIII. — *Port de la Rousselle à Saintes.*

M. A. Thomas, dans la livraison de *Romania*, janvier-octobre

vivait encore le 27 décembre 1004, alors que Pierre de Maillezais la fait mourir avant 1003, à l'âge de 40 ans révolus. L'historien des *Comtes d'Anjou au XI^e siècle* regarde comme sans valeur les assertions de ce chroniqueur, écrivant vers 1060, qui prétend vieillir de vingt ans son monastère.

(420) Labbe, *Sacrosancta Concilia*, IX, 780. Les actes sont datés : « *Idibus Januarii, Silvestri pape anno II, Rotberti regis anno III, Willelmo quarto Aquitanorum duce* ».

(421) L'évêché de Périgueux était vacant par la mort de Martin de la Marche (20 octobre 999). C'est par méprise que l'abbé Grasilier a écrit qu'Abbon de Saintes « prit part à deux conciles tenus à Poitiers l'un en l'an mille, l'autre l'année suivante ». (*Bulletin religieux de La Rochelle*, VII, 110.)

1916-1917, p. 354, consacre un article dans ses *Nouvelles variétés Etymologiques* à *Rouscelle* de Godefroy.

Rouscelle 5 f. Sauterelle.

« Ilz ont multiplies comme rouxelles » (*Bible* Hieremir, XLVI, 23, éd. 1543).

« Et je vous osteray les aus que la rouxelle mangea, le hancton et la Chatepleuse et le roil » (*Ib.* Joel II, 25).

Impr. *roustelle*. Lat. *locusta*.

M. Thomas remarque que la bible citée (1545 et non 1543) est une réimpression de la *Bible en françois*, publiée pour la première fois, vers 1496, par Antoine Verard. Dans l'édition originale on lit :

« Ils ont multipliez comme rouzelles.

« Je vous osteray les aus que la roustelle mangea...

« De ces deux passages, dit M. Thomas, extraits au hasard par Godefroy, il convient de rapprocher les deus suivants.

« L'amendier florira et la rouselle sera engressée » (Eccl. XII, 5, fol. 14^r, du 2^e vol.).

« Comme la rouselle qui se plonge » (Eccl. XLIII, 19, fol. 35^r du 2^e vol.).

Or le texte de Verard est celui de la *Bible historial* de Guiart des Moulins plus ou moins remanié et altéré. Le mot rouselle, ronselle, y est remplacé par *aousterelle*. « Dans ces condicions, dit M. Thomas, j'estime que les formes *ronselle*, *rouxelle*, *roucelle*, *roustelle* de Vêrard et des éditions subséquentes sont absolument denuées de valeur linguistique : les seules formes réelles sont *aousterelle* et *aoustereule*. »

Il reste à expliquer pourquoi rouselle, sauterelle, a été donné à un port fluvial.

N° 838. — *La Guillonée*. — Une brave servante, originaire de la commune de Grus, canton de Luçon (Vendée), en service chez mon vieux « tonton » de 93 ans M. Deatho, à La Rochelle, se souvient que, dans son village, au temps de son enfance (elle a, maintenant, la cinquantaine) les jeunes gens, ou, pour préciser, les « conscrits » de la classe allaient, de porte en porte et de ferme en ferme, dans la nuit du premier de l'an, souhaiter la « *yi-l'an-neu* » et recueillir les étrennes qui leur étaient données sous forme d'œufs, de tranches de lard ou de jambon, etc.

Elle a fait appel à sa mémoire pour se rappeler les couplets qu'ils chantaient sur une mélodie de cantilène qu'elle a retenue, mais n'a pu reconstituer que les deux premiers qu'elle a rendus de cette façon, sans doute imparfaite :

I

« En vous souhaitant la bonne année
« Donnez-nous vouer la « yillannée (1). »
« L'Ayillannée n'est point ici :
« Elle est là-haut sur ces fenêtres,
« Montée sur un grand cheveu gris
« Tchi n'a ni coue ni tête.

II

« Bourgeoises de la maison,
« Retroussiez vos manches,
« Quêtez dans le charnier,
« Où sont vos jambous.
« Cherchez-y haut, cherchez-y bas,
« Apportez-nous in bon mourçià.

.
.

A La Rochelle encore, j'ai eu une entrevue avec M. Auguste Gaud, juge de paix, le *folkloriste* populaire, poète et chansonnier de Chef-Boutonne et de la région poitevine et Melloise. Il m'a communiqué un n° du *Bulletin de la Société d'Etudes historiques et scientifiques de l'Oise* (tome IV, 1908, n° 3), contenant un article signé de lui-même, A. GAUD, sous le titre : « *Une version de la complainte de l'« AGUILLANEU » recueillie dans le département de l'Oise.* »

J'extrais de cet article les passages et couplets suivants :

« Il est, certes, loin le temps où le délicat et infortuné poète Gérard de Nerval écoutait avec ravissement, aux environs de Crépy, les fillettes de Valois chanter d'une voix claire et bien rythmée, dans la douceur des soirs d'été, les rondes et refrains de la vieille France :

Au jardin de mon père,
Vole, mon cœur, vole,
Il y a un pommier doux,
Tout doux !
Trois belles princesses,
Vole, mon cœur, vole !
Sont couchées dessous.

Ces poétiques refrains, inspirés par le génie populaire, ne se retrouvent plus guère aujourd'hui qu'au fond de nos provinces du Centre et de l'Ouest, — aux pays des binious et des cornemuses, — en Anjou, en Poitou, en Berry, et sont complètement oubliés dans la région de l'Île-de-France, où ils ont été remplacés par les scies ineptes et les élucubrations graveleuses et malsaines des *beuglants*, ou par les sentimentalités bretonnantes de Botrel et de ses émules

(1) Prononcée : *Yillannée*.

qui, certes, n'ont ni le charme exquis ni la franche saveur de terroir de nos chansons d'autrefois.

Parmi ces chants naïfs, je n'en connais guère de plus curieux que ceux qui se chantaient autrefois au seuil des vieux logis et des métairies, durant la semaine du jour de l'an à l'Épiphanie, et que l'on désigne, en souvenir de la religion druidique, sous le nom d'*a-quillaneu*, vieux mot qui signifie : la fête du gui.

La version suivante, recueillie en Vendée, a inspiré à Jean Richépin son beau poème des « petiots », qui se trouve en tête de sa *Chanson des queux* :

I

Messieurs et mesdames
De cette maison,
Ouvrez-nous la porte,
Nous vous saluerons;
Notre *guillaneu*
Nous vous le demandons.

II

La chandelle est morte,
Nous l'allumerons
Avec l'allumette
Qu'est sur le *poiron* (1).
Notre *guillaneu*
Nous vous le demandons.

III

Guettez dans la nappe,
Guettez tout au long.
Donnez-nous la miché
Et gardez l'*grison* : (pain noir)
Notre *guillaneu*
Nous vous le demandons.

IV

Guettez dans le charnier,
Donnez les oreilles,
Fines côte-lettes
Et aussi l'*jambon* :
Notre *guillaneu*
Nous vous le demandons.

V

Donnez votre fille
Qu'est à la maison,
Sourment la servante,
Nous s'en contenterons.
Notre *guillaneu*
Nous vous le demandons.

VI

Si v'lez pas donner,
Faites-nous pas attendre...
Y'buiffe un vent d'*Nord*
Qui fraichit les jambes.
Notre *guillaneu*
Nous vous le demandons (2).



L'*aguillaneu* que je vais maintenant reproduire, composé par Lucas Lemoigne, curé de Saint-Georges-du-Puy-de-la-Garde en Poitou, dans la langue de François Villon, est d'une forme beaucoup plus rabelaisienne que le précédent :

(1) *Poiron*, planchette en forme d'étagère placée dans l'un des recoins de la cheminée.

(2) La servante vendéenne dont il est question plus haut, s'est souvenue, en entendant ce couplet, qu'il y en avait un de ce genre pour terminer la « guillonée » des conscrits.

Aguillaneuf de cueur jouyeulx
Tous ensemble l'on vous demande
Pleine, une bourse d'escus vieulx ;
Nous la prendrons et sans amende
Pour resjouir toute la bande
Si vous plaist de les mettre en feu
Nous en dirons aguillaneuf.

Nous sommes plusieurs compaignons
Assemblez et d'une alliance
Qui tout délibéré avons
De très bien garnir notre panse.
Si vous plaist, vous ferez l'avance,
Car nous n'avons pas grand adveu,
Nous en dirons aguillaneuf.

Or sont vuidez tous nos gippons
Par quoy n'avons cause de rire.
Donnez-nous poulles ou chapons
Esclairez près pour nous conduire,

Donnez de quoy rostir ou frire
Ou ung jambon pour mettre au feu ;
Nous en dirons aguillaneuf.

D'andouilles point nous ne voulons,
Nous ne ferons pas grands prières,
Pour mieux faire nous le laissons,
Gardez-les à vos chamberrières,
Frottez leurs en bien le derrière
Et vous aurez partie ou veu,
Puis nous dirons aguillaneuf.

Adieu, filles aux blancs tétins
Et frisquettes chamberrières.
Que d'andouilles et gros boudins
L'on vous puisse faire croupières.
Vous en seriez beaucoup plus fières
Quant en auriez senty le jeu,
Et donnez nous aguillaneuf.

Or, durant mon séjour dans le canton de Chaumont-en-Vexin, continue M. Aug. Gaud, j'ai recueilli sur les confins du département de l'Eure, dans plusieurs communes des environs de Gisors et de Trie-Château, une version de cette chanson qui a pour titre : « *Les Aguinnettes* » et dont voici le texte :

Nous sommes trois fillettes,
Toutes trois délibérées,
Cherchant nos *aguinnettes* :
Qui veut nous les donner ?
Ce n'est pas par avarice
Ni pour la gourmandise,
C'est en passant le temps.
Aguinnettes, s'il vous plaît !

Tôt, tôt, tôt, tôt, Madame,
Dites à votre servante
Qu'ell' nous fasse un présent,
Présent d'une échinée,
Le soir à la veillée ;
Nous nous en contenterons.
Aguinnettes, s'il vous plaît !

Ne nous faites pas attendre,
Nos camarades tremblent,
Nos *aguinnettes* donnez,
Donnez si vous voulez.
Vous s'erez récompensés
D' nos libéralités.
Nous sommes, en attendant.
Aguinnettes, s'il vous plaît !

Nous vous remercions
Madame et la maison.
Adieu pour cette journée
Puisqu' là voilà passée ;
Demain nous r'commencerons.

Cette dernière version n'a certes point la verdeur, ni l'originalité des précédentes ; mais elle ne manque cependant ni de grâce ni de charme.

Il semble, par ce qui précède, que c'est surtout dans la région de la Vendée ou du Bas-Poitou que ces complaintes de l'*Aguillonée* et la coutume de les chanter au nouvel an se sont le mieux et le plus longtemps conservées.

Cependant, au témoignage de M. Lebour, ancien proviseur à La

Rochelle, les enfants de Soubise, près de Rochefort, allaient encore, vers 1867, de porte en porte, en souhaitant la bonne année sous cette forme : « l'vous souhaite le (ou : la) *Guillanneue* ». On leur donnait des sous, des œufs, des fruits secs, des noix.

Même usage m'a été signalé à Chenommé, près Mansle (Charente).

Enfin, on m'a assuré qu'à Auch (Gers) on chante encore, entre Noël et l'Épiphanie, une chanson de la Guillonée.

J'aurais à parler aussi du maintien de cette tradition de la « *Guillonée* » au Canada ; mais ce sera pour un autre numéro de la Revue. *Sal prata biberunt.*

EUG. RÉVEILLAUD.

P.-S. — Au chapitre XV du *Pantagruel* consacré à la plaidoirie des deux seigneurs de Baisec... et de Humev... devant Pantagruel, on peut relever l'emploi du mot *aguillaneuf* dans la phrase suivante :

« Mais à propos,... par autant que les monts Rhiphées avoyent eu celle année grande sterilité de Happelourdes, moyennant une sedition de ballivernes meue entre les Barragouyns et les Accoursiers pour la rebellion des Souyces qui s'estoyent assemblez jusques au nombre de bon bies, pour aller à l'*aguillanneuf*, le premier trou de l'an, que l'on livre la soupe aux bœufz et la clef du charbon aux filles, pour donner l'avoine aux chiens... »

LIVRES ET REVUES

Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort, tome XXXVII (1918).

Les *Mémoires de M. Quoy* contiennent de curieux détails sur les médecins, chirurgiens, pharmaciens et professeurs de l'école de médecine de Rochefort au début du XIX^e siècle : Tardy, le provençal Gall, Clemot père, Bobe-Moreau, Tuffet, Chaslon, (un petit maître ayant porté la soutane), lettré, plein d'esprit mais gourmé et d'une suffisance sans pareille », Rejou « l'homme charmant », Cochon-Duvivier. Le moins que l'on puisse dire, c'est que si les élèves faisaient de très faibles études, ce n'était pas de leur faute. Une organisation inouïe et un enseignement invraisemblable ne pouvaient qu'aboutir à des incapacités. Il fallait à certains une haute

dose d'intelligence et de vocation pour sortir de la moyenne et avoir quelques connaissances sérieuses.

Revue historique, mai-juin 1919. — *La mission de J. de Lucchesini à Paris en 1811.*

« Mme Ec (*illisible*) a annoncé à Mme la comtesse de Ségur son changement de situation, mais sa douleur ne l'a pas un instant égarée sur le respect et la reconnaissance qu'elle doit à V. A. I. » (Lettre du 16 juin 1811.) M. Paul Marmottan met en note : « Il s'agit ici, pensons-nous, de Mme Eschasseriaux, fille de Monge, laquelle habita Lucques de 1806 à avril 1808, comme femme de résident français, l'ancien tribun Joseph Eschasseriaux et que la princesse combla de prévenances alors. Il était rentré dans la vie privée après cette ambassade avec le titre de baron.

M. Ch. de La Roncière annonce dans le volume de 1917 (vient de paraître) de la *Bibliothèque de l'École des Chartes* la publication prochaine « d'actes depuis peu découverts qui jetteront sans doute un nouveau jour sur les armements » à La Rochelle de La Popelinière s'embarquant pour les mers du Sud.

Les Rochelais consulteront avec profit son article sur le passage Nord-Est et la Compagnie française du pôle arctique au temps d'Henri IV.

M. François Jourda de Vaux de Foletier, élève de l'École des Chartes, a soutenu une thèse sur Galliot de Genouillac, en mars 1917.

REVUE DE SAINTONGE ET D'AUNIS

REVUE DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES

SOMMAIRE DU NUMÉRO DE DÉCEMBRE 1919

AVIS ET NOUVELLES : Admissions ; distribution du volume ; arbre de la paix ; *Indépendant* ; médailles des épidémies ; ressources du sol des Charentes ; M. Beineix ; appareil Augereau ; carrosse ; roman en Oleron ; archiviste de la Charente-Inférieure.

NOTES D'ÉTAT-CIVIL : DÉCÈS : M. Delboy ; M. Vincent ; M^{re} Thèze ; M^{re} Castillon ; M. Genet ; chanoine de La Guibourgère ; M. Bernard ; M^{re} Charrier ; baron de Beaucorps ; M. Sauvaget ; M^{re} des Salles ; comtesse de Perpigna ; comte du Cheyron du Pavillon ; M. Polony ; M^{re} Florentin ; M^{re} Morch ; C^{te} Deruelle ; M. Lambert ; M^{re} Romieux ; M. Venant ; M. Bures ; M. Jamard.

MARIAGES : de Chabrignac-Hennessy ; Williamson-Belenfant.

VARIÉTÉS : *Un poète saintongeais de la Grande Guerre*, par Dyvorne ; *Souvenirs de Guerre*, Lille, par M. Trochon.

DOCUMENTS : Le prieur de Saint-Pierre-d'Amilly, Joseph Peyra, publié par M. Grasilier ; *Un mariage à Saint-Jean-d'Angély en 1808*, par M. Guérin.

LIVRES ET REVUES : *Bulletin archéologique* ; *Le Clairon*.

BIBLIOGRAPHIE.

AVIS ET NOUVELLES

Admissions :

MM. le baron François de Beaucorps, château de Reuilly par Checy (Loiret), présenté par le baron Oudet et le docteur Vigen ;

Brunet fils, rue du Bois-d'Amour, Saintes, présenté par M. Martineau et M. Dangibeaud ;

Batard, expert-géomètre, La Chapelle-des-Pots, présenté par M. Ch. Dangibeaud ;

Raeckelboom, substitut du procureur de la République à Saintes, présenté par MM. Tortat et Guérin ;

The John's Rylands library, Manchester.

Le tome XLVI des *Archives* est en distribution. Ceux de nos confrères qui ne l'auraient pas reçu sont priés de le réclamer.

Revue, tome XXXVIII, 6^e livraison, décembre 1919.

23

Nous rappelons à nos confrères que le temps approche où il conviendra de planter l'arbre de la Paix dont nous avons parlé dans le dernier numéro. C'est un *monument* (avec le temps) qui sera plus durable que les constructions en pierre.

Le Journal de Saintes, dont le premier numéro a paru le 18 octobre 1919, publie une intéressante étude sur *Les ressources du sous-sol des Deux-Charentes* par M. Germain Gaborit.

La médaille d'honneur des épidémies a été décernée à Mlle Sazeirat, infirmière-major à l'hôpital 56 à Saintes ; à Mlle Planty, infirmière à l'hôpital 8 à Saintes ; à Mme Martineau, infirmière à l'hôpital 8 à Saintes ; à Mme Lansraux, infirmière à l'hôpital 56 ; à la sœur Mathilde, infirmière à l'hôpital 8.

La propriété du journal *L'Indépendant de la Charente-Inférieure* et de l'imprimerie passe des mains de M. Gay (Alexis-Alphonse) entre celles de M. Thaumiaux (Jean-Emile-Stéphane), suivant contrat de 3 juin 1919, reçu maître Bourcy.

Le numéro de *l'Illustration* du 8 novembre 1919 contient une photographie montrant M. Beineix, avocat, candidat indépendant à la députation, discourant du haut de la plateforme arrière de l'autobus dans lequel il fait sa tournée électorale, arrêté dans un bourg qui n'est pas nommé.

Cette vue est expliquée dans un article de M. Sonolet qui décrit le véhicule. Il est fâcheux — au point de vue documentaire — que le photographe ait pris tant d'auditeurs et si peu de l'autobus autrement intéressant que l'auditoire.

Le département compte 4220 partisans du régionalisme.

Toutes les personnes susceptibles de voyager ont certainement lu (fin novembre) avec une entière satisfaction que dorénavant un mécanicien ne pourra pas franchir un signal à l'arrêt sans le savoir. Les chemins de fer de l'Etat (et sans doute les autres Compagnies en feront autant) viennent d'adopter un appareil avertisseur et enregistreur qui réunit toutes les conditions voulues pour prévenir le mécanicien et garder trace de l'observation par lui de l'ordre donné sur le signal ou qu'il a passé outre. Cet appareil a été inventé par M. William Augereau, propriétaire aux Egreaux près Pons ; il y travaillait depuis vingt ans, avec une persévérance digne de tous

les éloges et une ingéniosité constante. La foi dans l'excellence de son système l'a soutenu. Il triomphe. Voilà une nouvelle gloire pour Pons contre laquelle personne ne protestera. Celle-là est pure et aucune réflexion désobligeante n'en ternira l'éclat.

Nous n'avons aucune compétence pour exposer l'invention basée sur l'émission d'ondes hertziennes. Le n° de l'*Illustration* du 6 décembre 1919 l'a longuement expliquée avec schémas. Admiron « l'idée d'une simplicité géniale » d'où le système est sorti. Persuadons-nous par-dessus tout que le système Augereau est merveilleux ! Il faut qu'il le soit dix, vingt, cent fois pour que l'inventeur ait réussi à forcer le barrage d'indifférence et de dédain qu'opposent généralement à ceux qui ne sont pas de l'*École* les juges officiels pourvus de tous les diplômes et grades imaginables. M. William Augereau est un simple bachelier ès sciences d'avant 1870. Il n'est sorti ni de Polytechnique, ni de Centrale, ni d'aucune école d'électricité. Il n'a même jamais pensé entrer à l'une quelconque de ces écoles. Il s'est formé tout seul. Après avoir transporté, réédifié et complété le château d'Usson aux Egreteaux à ses frais et d'après ses plans, il s'est mis en tête de résoudre le problème ardu d'empêcher les rencontres de trains. Les Pontois montreront avec orgueil à leurs petits enfants et aux étrangers, au bas de la ville, le long de la Seugne, la maison paternelle où il établit son premier atelier, et les riverains de la ligne Pons-Royan raconteront ses multiples et coûteuses expériences. Mais comme l'*École* ne saurait admettre qu'un petit bachelier lui en remontre, il faut voiler la face. Et voilà M. Honoré (un technicien ?) qui, dans le numéro de l'*Illustration* cité, présente M. Augereau comme un grand industriel, ancien élève de l'École Polytechnique, qui a consacré ses loisirs à mettre son invention au point. En fait d'industrie M. Augereau a distillé des vins, et en fait d'École Polytechnique il en connaît sûrement l'existence à Paris, mais il n'en sait pas plus long. Ainsi s'édifient les légendes ! et vous verrez que dans les dictionnaires biographiques William Augereau restera élève de Polytechnique !

Le vieux carrosse décrit et reproduit en photographie dans la *Revue* (tome XXX, p. 307) est aujourd'hui à Saintes, au musée régional de M. Abel Mestreau.

Aux termes d'un accord intervenu le 1^{er} juillet dernier entre M. Henri Pandin de Lussaudière, propriétaire au château d'Ardenes, commune de Fléac-sur-Seudre, et M. A. Mestreau, ce carrosse restera conservé, mis en état, entretenu et exposé par les soins de

M. Mestreau. Il ne pourra jamais être transporté en dehors d'un musée de la ville de Saintes.

Si les collections de M. Mestreau venaient à être vendues ou dispersées, le carrosse sera offert gratuitement par M. Mestreau ou ses représentants, avec le concours d'un membre de la famille Pandin, préalablement avisée, à la ville de Saintes, qui le placera dans son musée municipal. En cas de refus de la part de la Ville, le carrosse fera retour à la famille Pandin.

Copie de cet accord a été déposée entre les mains de M. Robert, notaire à Archiac.

La *Revue de Paris* du mois de décembre 1919 a publié une nouvelle de Mme Marcelle Tynaïre, dont l'action se passe dans l'île d'Oleron. Les noms géographiques sont remplacés par des noms de fantaisie, mais les habitants de l'île les reconnaîtront quand même : Exemple : Tour-Vauban c'est le Fort-Chapus, le Fortin c'est le Château, Saint-Eutrope-sur-mer Saint-Trojan avec son Sanatorium nommé. L'île est appelée la Grande-Ile.

Mme Tynaïre a récolté le mot *drôle* : « un pauvre drôle de sept ans », dont les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de ses lecteurs n'ont pas dû comprendre le sens véritable.

M. François de Vaux de Foletier est nommé archiviste de la Charente-Inférieure (décembre 1919).

NOTES D'ÉTAT CIVIL

DÉCÈS

M. Pierre-Alfred Delboy, ancien juge de paix du canton Est de La Rochelle, s'est éteint, à l'âge de 77 ans, dans sa propriété de Seyches (Lot-et-Garonne) le mai 1919.

Le 28 mars 1919, est décédé au Pont-Rouge, près Rochefort, chez un de ses enfants, le poète Alexandre Vincent, âgé de 74 ans. Il fut président des Muses Santones. Il était né à Saint-Jean-d'Angély le 30 décembre 1844.

Voir dans les *Tablettes* du 1^{er} avril un article de M. Henry Mériot,

qui nous reparlera de cet oublié, mort dans le plus triste dénuement.

Le 3 juin 1919, est décédée à Rochefort Mme *Aline-Louise-Marguerite* Rodanet, veuve de M. Charles Thèze, âgée de 88 ans.

Le 9 juin 1919, est décédée à sa propriété de La Soloire Mme Henry Castillon du Perron, née Marie-Noémie Castaigne. L'inhumation a eu lieu au Breuil.

Le 17 septembre 1919, à Saintes, est décédé M. *Georges-Eusèbe* Genet, âgé de 67 ans, maire de la ville, sénateur, vice-président du conseil général, chevalier de la Légion d'Honneur.

Né à Saintes le 10 février 1852, il était fils de Jean-Mathurin Genet, tanneur, conseiller municipal, et de Catherine Corbineau. Après de bonnes études au collège de cette ville, il aurait voulu devenir marin, mais il dut y renoncer et continuer tout simplement l'industrie de son père. Il conserva néanmoins toute sa vie une grande inclination pour les questions maritimes et, devenu sénateur, il fut membre de la Commission de la Marine qui lui fit un très sensible plaisir en le nommant son Secrétaire.

Il entra au conseil municipal de Saintes en 1884, devint premier adjoint, fit seul ses études du droit. Nommé président du tribunal de commerce en 1892 jusqu'en 1896, membre de la Chambre de commerce de Rochefort, il remplaça M. Lemer cier, décédé, comme maire de Saintes, en janvier 1898.

Le 6 mars il fut élu conseiller général contre M. Lauraine, mais échoua contre le même aux élections à la députation dans la 1^{re} circonscription de Saintes.

En 1903, il reçut la croix de la Légion d'honneur comme capitaine de l'armée territoriale.

Enfin le 7 janvier 1906 il remplaçait M. Garnier au Sénat.

Il laisse un fils et une fille, M. Jean Genet, et Madame Meignié. *L'Indépendant* du 25 septembre rend compte des funérailles.

Sept discours ont été prononcés par MM. Babinot, premier adjoint, Taittinger, Filippi, Reveillaud, sénateur, Bonneau, le préfet, A. Favre au nom du gouvernement. Vu leur longueur, il n'a pu être publié que des extraits. Nous donnons l'allocution inédite prononcée par M. Babinot à la séance du conseil municipal du 19 octobre :

« MES CHERS COLLÈGUES,

« J'ai reçu de Mme Genet et de ses enfants une carte exprimant

leurs sentiments de profonde gratitude pour le témoignage de sympathie qu'ils ont reçu des membres du conseil municipal dans leur douloureuse épreuve.

« Cette sympathie, la population tout entière de notre ville l'a manifestée le jour des obsèques de notre regretté sénateur-maire. La foule qui a accompagné M. Genet à sa dernière demeure démontrait de quelle respectueuse et toujours fidèle affection il était entouré.

« Les nombreux orateurs qui ont parlé sur sa tombe ont célébré à l'envi ses qualités d'homme privé et d'homme public ; ils ont dit quelle place importante il occupait dans le monde parlementaire et quel travail utile il accomplissait dans les commissions dont il faisait partie, et surtout dans la Commission de la Marine, dont il était secrétaire depuis son entrée au Sénat.

« Ma part fut plus modeste. En votre nom et avec l'émotion d'une vieille amitié, j'ai adressé le suprême adieu que nous devons à celui qui pendant 35 ans consécutifs n'a pas cessé de faire partie de notre assemblée municipale, que pendant plus de 20 ans nous avons mis à notre tête et élu maire sans interruption, en même temps que les électeurs du canton nord de notre ville l'envoyaient siéger au conseil général, dont il était depuis plusieurs années le premier Vice-Président, reconnaissant ainsi les uns et les autres ses grandes qualités d'administrateur rehaussées par l'aménité de son caractère, la sûreté de ses relations, la fermeté et la sagesse de ses opinions républicaines.

« Il avait fait preuve des mêmes qualités dans la direction de son importante maison de commerce, ainsi que dans l'exercice des fonctions de juge et de Président du Tribunal de commerce de Saintes, et de membre de la Chambre de Commerce de Rochefort, auxquelles l'avait appelé la confiance des électeurs consulaires.

« Mais c'est ici, mes chers Collègues, que nous avons pu l'apprécier pleinement.

« Joignant à une ferme volonté un esprit plein de bonhomie et de finesse, une simplicité de manières et une amabilité souriante qui ne se démentait jamais et séduisait tous ceux qui l'approchaient, nous l'avons toujours vu calme et maître de lui dans les moments les plus difficiles, même devant les attaques les plus injustifiées, toujours prêt à la riposte mais toujours courtois, trouvant toujours le mot qui convenait à la situation, enfin toujours occupé de la ville de Saintes, de ses embellissements et de l'exécution de nos grands travaux, particulièrement de nos projets de constructions scolaires

malheureusement arrêtés par la déclaration de guerre, mais en même temps toujours soucieux d'épargner des charges excessives à ses concitoyens. Il comptera certainement parmi les meilleurs maires de la Ville de Saintes.

« Les émotions de la guerre, le grand labeur (car c'était un travailleur et un consciencieux) qu'il s'imposa ici, puis à Paris, pour remplir dans toute leur plénitude ses fonctions municipales et parlementaires, ne sont certainement pas étrangers au développement du mal qui l'a emporté si prématurément.

« Il eut du moins la joie d'être le témoin de cette revanche du droit et de la justice qui fut la grande espérance des hommes de notre génération, tout en éprouvant une véritable douleur de ne pouvoir accompagner ses collègues du Parlement sur la terre sacrée de l'Alsace et de la Lorraine enfin reconquises.

« Ses forces diminuaient en effet de jour en jour ; il dut d'abord écourter ses promenades journalières, puis les interrompre et garder la maison.

« Au lendemain de l'armistice il voulut célébrer avec nous la victoire, et vous n'avez pas oublié cette séance émotionnante qu'il voulut présider et à laquelle il se fit transporter pour envoyer avec nous tous à nos vaillants soldats, à nos grands chefs, à nos alliés, au Président du Conseil et au Gouvernement de la République l'expression de notre admiration et de notre reconnaissance.

« Ce fut son dernier effort, et ce jour-là il nous apparut à tous que l'aile de la mort l'avait déjà frôlé.

« Il s'affaiblit progressivement, mais si ses forces physiques disparaissaient peu à peu, son esprit gardait toute sa fermeté, ses pensées toute leur élévation. Il continuait à s'intéresser aux affaires publiques et il reprenait de sa vigueur pour réprover cette abominable théorie de la lutte des classes qui, mise en application, conduirait infailliblement la France à la ruine. « Le salut, disait-il, est « dans une collaboration intime et résolue de tous au relèvement « national. La France, qui a déjà gagné la guerre par l'union de « tous ses enfants, gagnera la paix par le maintien de cette union, « par le travail et par la liberté. »

« Telles furent les dernières pensées de ce ferme et clairvoyant esprit.

« Je vous propose, mes chers Collègues, de renouveler à Mme Genet et aux siens l'expression de nos unanimes regrets et de notre douloureuse sympathie. »

Le 2 juin 1919, est décédé à Paris M. de La Guibourgère, chanoine du Chapitre de Paris. Il se rattachait à Mgr Jacques Raoul de La Guibourgère, évêque de Saintes (1631-1648), transféré à La Rochelle en 1648, « le plus habile homme de sa robe », au témoignage de J.-L. Guez de Balzac.

Le 26 juin 1919, M. Gustave Bernard, sous-ingénieur des Ponts et-Chaussées, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, conseiller municipal de Saintes, âgé de 50 ans, est décédé à Saintes. Comme capitaine de territoriale il partit avec le 137^e régiment, passa au 1^{er} Génie. Il fit une partie de la campagne sur la Somme et à Verdun, où il fut intoxiqué par l'ypérite. Il meurt des suites de cette intoxication.

Le 27 juin, est décédée à Mirambeau Mme Roger Charrier, femme du docteur Charrier, conseiller général de Mirambeau, fille de M. Alphonse Gay ancien imprimeur à Saintes.

Le 6 septembre 1919, est décédé au château de Reuilly le baron Adalbert de Beaucorps, ancien capitaine d'infanterie, conseiller municipal de Genouillé, âgé de 75 ans, notre confrère depuis 1887. Ses obsèques ont eu lieu à Chécy (Loiret), et son inhumation à Orléans dans le caveau de la famille. Il s'intéressait beaucoup à la recherche des sources par la baguette. (Voir *Revue*, tome XVII, p. 167.)

M. Sauvaget, *Octave-Lucien-Vincent*, procureur de la République à Saintes, est décédé, à Saintes, le 29 septembre 1919. Il était né à Fontenay-le-Comte le 24 janvier 1870. Successivement attaché à la Cour de Poitiers, suppléant à La Roche-sur-Yon, chargé de l'instruction à Bressuire, à Niort, juge d'instruction à Melle, procureur de la République à Jonzac, enfin à Saintes. Marié avec Mlle Eprin-chard, il laisse deux filles. Il a été inhumé à Melle.

Le 1^{er} octobre 1919, à Courbevoie, est décédée Mme des Salles, née de Potier, âgée de 83 ans, veuve du marquis Henri des Salles, qui fut juge au Tribunal civil de Saintes (1856-1867).

Le 9 octobre 1919, à Royan, est décédée la comtesse de Perpigna, âgée de 65 ans, née Marie-Thérèse Valette des Hermeaux.

Le octobre, est décédé à Paris le comte Guy du Cheyron du Pavillon, âgé de 45 ans, mari de demoiselle de Bar.

Le octobre 1919, est décédé à Saint-Pierre-d'Oleron M. Marie-Octave Polony, conseiller général du canton, né le 19 septembre 1840 à Rochefort-sur-Mer, de Gabriel-Vincent-André-Marie-Jules Polony, capitaine de vaisseau (décédé à Rochefort), et de Augustine-Octavie Ayraud. Il épousa à Saintes Elisabeth-Julie-Berthe Proutière.

Nommé conseiller général en 1908, il fut maire en cette même année et en 1911, de Saint-Pierre, dont il fut toujours conseiller municipal.

Il laisse cinq enfants : 1° Marie-Emilien-André, né à Saint-Pierre le 2 mai 1879, procureur de la République à Marennes, chevalier de la Légion d'honneur ; 2° Julie-Hélène-Yvonne, née à Saint-Pierre le 18 mai 1881 ; 3° Joséphine-Alice-Gabrielle-Jeanne, née à Saint-Pierre le 9 mars 1883 ; 4° Claude-Marie-Octavie, né le 25 septembre 1885, notaire ; 5° Ernest, né à Saint-Pierre le 5 mai 1887, décédé.

Est décédée à Marennes le 1^{er} novembre 1919, Mme Arsène Florentin, née Blanchard, Anne-Catherine, âgée de 84 ans, mère de M. Arthur Florentin, directeur du *Journal de Royan*, de M. Gaston Florentin, et de Mlle Angèle Florentin.

Elle eut en son nom un brevet de libraire-imprimeur, sous le Second-Empire, et écrivit dans *Le Conservateur*, fondé par M. d'Aviau de Piolant, des articles de polémique. Pendant près de cinquante ans elle aida son mari dans son imprimerie et sa librairie.

Le 5 novembre 1919, est décédée à La Rochelle Mme Harriet-Zélie Morch, veuve de M. Ernest Chatonet, âgée de 75 ans.

Le 16 novembre 1919, est décédé à Saintes M. Deruelle, chef d'escadrons en retraite, âgé de 73 ans. Il avait épousé Mlle Vallein, fille du rédacteur de *l'Indépendant*, dont il eut une fille, Mme Brunet. Il fut trésorier de notre Société pendant quelques années.

Le 24 novembre 1919, M. André Lambert, juge d'instruction à Rochefort (1904), est mort dans cette ville. Il était né à Aigrefeuille le 27 décembre 1807.

Madame William Romieux, âgée de 80 ans, est décédée à La Rochelle le 26 novembre.

Notre confrère M. Henri Venant, décédé à Niort le 27 novembre 1919, a été inhumé à Saint-André de Cubzac.

Le 16 décembre 1919, est décédé à Crazannes M. Georges Bures, âgé de 75 ans, père de notre confrère M. Maurice Bures, avocat, vice-président de notre Société.

Le 19 décembre 1919, est décédé à La Rochelle M. Jamard, Secrétaire général de la Chambre de commerce de cette ville (1895), âgé de 63 ans.

MARIAGES

Le 2 juin 1919, a été béni, à Paris, le mariage du marquis de Geoffre de Chabignac, capitaine aviateur, avec Mlle Isabelle Hennessy, fille de M. James Hennessy député.

Le 30 octobre 1919, le mariage de Mlle Suzanne Belenfant, fille de M. Louis Belenfant, notaire, avec M. Richard Williamson, fils de M. Grenfell-Williamson, de Tonnay-Charente, a été béni en l'église Saint-Louis de Rochefort.

VARIÉTÉS

1

UN POÈTE SAINTONGEAIS DE LA GRANDE GUERRE

L'ÉPOPÉE

par VICTOR BILLAUD

Il y a quelque trente ans je m'étais arrêté à Saint-Jean d'Angély, au cours d'une excursion dans cet arrondissement. Néophyte du tourisme et de la bicyclette, je m'essayais au plaisir de pédaler par des promenades dans ma Saintonge natale. Dès ma prime jeunesse la visite des beaux sites, la rêverie et la contemplation devant les vieilles demeures féodales, les antiques monuments des siècles

révolus, m'ont particulièrement séduit. Le passé est pour moi comme un évangile dans lequel j'aime à lire avec recueillement.

Il me semble que les ruines parlent à l'âme, tant il se dégage d'elles d'enseignements et de souvenirs. Les témoins muets des années lointaines sont souvent comme les pages d'un livre mystérieux qu'on ouvre avec un respect religieux. Après avoir visité les rives si pittoresques et si captivantes de l'Antenne, m'être arrêté aux Fontaines de Charlemagne, parcouru les vastes salles du château de Neuvicq, médité devant le fanal (?) d'Ebéon, je m'étais acheminé vers Saint-Jean-d'Angély, par la forêt historique d'Essouvert.

En flânant dans les rues de la vieille cité angérienne, j'avisai, dans la vitrine d'un libraire, un volume dont le titre ne pouvait être que suggestif à ma juvénile imagination : *Le livre des Baisers* par Victor Billaud. J'entrai dans le magasin, j'achetai le volume de vers — un livre des baisers ne peut être qu'en vers — après avoir demandé au libraire quelques renseignements sur l'auteur. Je suis un peu curieux de ma nature et, en toutes circonstances, j'aime bien savoir à qui j'ai affaire. J'appris que Victor Billaud était né à Saint-Julien-de-l'Escap, sur les bords de la Nie ; qu'il était imprimeur à Royan et grand ami d'André Lemoyne, notre bon poète saintongeais, déjà célèbre à ce moment-là.

Le livre des Baisers en poche, je choisis pour le lire un lieu propice. La Nie était tout près, avec ses eaux transparentes où glissaient doucement les écrevisses.

« Derrière un store épais de viornes fleuries,
« Près du détour ombreux où le merle au bec jaune
« Lustre son aile noire au filet clair des eaux »,

je me blottis dans l'herbe émaillée de pervenches — c'était par une belle après-midi de mai, — je lus d'une seule traite les strophes amoureuses et chantantes de Victor Billaud. Je déclare franchement, après trente ans passés, tant le souvenir m'en est resté précis, que j'éprouvai ce jour-là une délicate jouissance littéraire. L'œuvre du poète était merveilleuse de douceur et d'harmonie. Quel dommage que l'auteur n'ait pas pu rester *que* poète ! Que d'ouvrages délicieux il nous eût certainement donnés !

Gringoire vivait chichement de ses rimes et la poésie nourrit rarement son homme. Victor Billaud, tout en restant poète, se fit imprimeur. Il créa à Royan une imprimerie florissante de laquelle sortaient chaque semaine des journaux soigneusement rédigés, où

les beautés de cette ville balnéaire étaient chantées dans la plus poétique des proses.

Même quand l'oiseau marche, on sent qu'il a des ailes. Et les articles en prose de Victor Billaud étaient des phrases rythmées et sonores, où la pureté de style était irréprochable. Le poète aimait Royan avec ardeur et le chantait avec passion.

Les années passèrent. Après *Le livre des Baisers*, Victor Billaud publia *Jeune Amour* et une ode à Eugène Pelletan. Il a fait paraître récemment *L'Épopée*, œuvre capitale, inspirée par la Grande Guerre.

L'auteur a eu, pendant l'effroyable tourmente qui a duré plus de quatre années, un de ses fils, Pierre Billaud, qui a fait vaillamment son devoir comme tous les soldats de France. Ayant de qui tenir, Pierre Billaud écrit avec une grande facilité et un talent réel. Il a préfacé le livre de son père avec une élévation de pensées et une beauté de style admirables. Avant d'analyser, ou plutôt de faire la description de *L'Épopée*, je crois devoir donner quelques extraits de la préface.

« J'écris ces lignes le jour anniversaire de la naissance et je les voudrais dignes de ton œuvre. Au bas de la croupe où notre tranchée se profile, creusée de nuit dans la terre âcre et fauve, la Scille passe à portée de nos mitrailleuses, embarrassée de roseaux, très lente. Une gare-frontière, à droite, est occupée par nos troupes. Sur la gauche on aperçoit un minuscule village et son clocher pointu, puis un autre village semblable, avec un clocher pareil : l'ennemi est là, tapi, invisible. Au fond, où fut le théâtre d'un grand drame, se dessinent, flanquées de bois, les côtes lorraines. Les ombrages y étaient d'aimable accueil en août, lors de notre entrée en terre annexée ; ils sont maintenant des repaires de bandits.

« Midi. Pas un sillage d'obus dans le ciel, qui est d'une pureté infinie. Aujourd'hui, la mort fait trêve. Sous le soleil qui flamboie, une buée monte du sol et l'on croit voir trembler toute chose. Par un crâneau j'admire les fleurs de juin, poussées comme l'autre année malgré la mitraille, et plus nombreuses. Pêle-mêle avec le chardon de Lorraine, dans les chaumes gris où le soc n'a pas retourné la glèbe, où le geste auguste n'a point semé, la marguerite, le bleuet, le coquelicot, me paraissent des symboles.

« Permets que je donne un souvenir, en tête de ton livre ardent, à ces fleurs dont j'offrais l'autre nuit, dans un rêve, une gerbe à la Patrie. Le coquelicot, surtout, à mes yeux, était digne d'elle. Peut-être parce qu'« il te rappela, dans les blés, nos képis rouges ». Peut-être encore parce que, au Grand-Couronné tout proche, il s'épanouit vigoureux autour des croix blanches, sur le tertre sacré, ses racines trempées du sang de mes frères.

« Vous, poètes, toi, mon père, — vous aussi vous êtes près de nous, comme les fleurs qui nous sourient, et vous chantez. Oh ! ces lyres qui tressaillent, ces voix divines qui glorifient les soldats de la civilisation, toutes ces *Marseillaises*, combien nous les affectionnons et quelle ardeur elles dispensent, à la sortie de la tranchée, quand on franchit le parapet pour l'attaque ! L'âme de la France, c'est vous ; l'heure de la France, c'est nous. On se donne la main, et c'est la victoire. »

La préface de Pierre Billaud a vingt pages comme celle-là, toutes

aussi belles. Une citation encore, pour bien faire apprécier la valeur et le caractère du préfacier.

« Vieux père,

« Je t'envoie une fleur de Lorraine. Mets-la en tête du beau livre que tu vas écrire et que tu me dédies, et sache que je te remercie du sang pur que tu m'as donné. J'ai comme toi le culte de la patrie et je veux que la terre où ma chère maman repose, à l'ombre des lauriers et des lierres que nous avons plantés, reste libre au grand soleil. Dis à mes sœurs, dis à mon frère, à tous ceux que j'aime, que je suis heureux de faire mon devoir en pensant à vous, et qu'un jour, au-delà des collines de Nancy, où je me bats, toutes les fleurs seront françaises jusqu'au Rhin. »

Cette lettre, écrite au mois de septembre 1914, atteste une belle intelligence et une grande âme.

L'Épopée est divisée en trois périodes : de la déclaration de la guerre à la bataille de la Marne ; de la bataille de la Marne à la trahison bolcheviste ; de la trahison bolcheviste à la Victoire.

Dans la première période le poète chante avec véhémence toutes les horreurs des débuts de la guerre. Il paraphrase, en vers d'une belle sonorité, les divagations des savants d'Allemagne, les appels au meurtre lancés par le Kaiser et ses généraux. Ses strophes vibrantes sont autant de stigmates de la ruée des barbares :

La France dont.
Le cœur chevaleresque est doux à l'opprimé,
Calme et digne devant les vanités altières,

ne croyait pas à la guerre. Elle rêvait « d'harmonie et de paix », alors que les Allemands s'armaient sans trêve et formaient sourdement le dessein de se placer au-dessus des autres peuples, de dominer un jour l'univers. Guillaume avait projeté

De régner sur l'Europe et d'asservir le monde.
Et c'est pour satisfaire à ce programme immonde,
Qu'on tue avec sadisme, en coquins triomphants,
Les femmes, les vieillards et les petits enfants.

Quand les historiens futurs auront, après le recul nécessaire des années, écrit toutes les phases des premiers mois de la guerre, la bataille de la Marne apparaîtra comme la victoire initiale qui a déterminé la défaite irrémédiable de l'Allemagne. De ce jour-là son mauvais coup était manqué. Après la Marne, la partie était perdue pour elle. La *Gazette de Francfort*, qui reconnut, alors, que cette bataille fut un grand succès stratégique pour la France, ne pensait certes pas que ce succès demeurerait le prélude de l'irrémédiable chute. Victor Billaud a consacré à la bataille de la Marne un

poème de superbe venue, qui est, certainement, une des plus belles pages de *l'Épopée*. C'est plus que de la poésie, c'est de l'histoire. Mais de l'histoire vibrante, harmonieuse, chantée tantôt avec douceur, tantôt avec une énergie farouche, toujours avec une émotion patriotique saisissante et enflammée. Les noms des généraux français, les noms de lieux, les conceptions stratégiques, les phases poignantes de la lutte, jaillissent et s'entremêlent en vers frappés avec maîtrise.

L'Allemagne, avançant toujours, était là toute :
Non pas celle à qui Goethe a cru voir des yeux bleus,
Mais celle de Bismarck et de Guillaume Deux,
Avec Hermann qui vole au gré de Dorothée.

Ils sont la barbarie autant qu'ils sont le nombre ;
Ils ont contre eux Jésus, pour eux Caïn et l'ombre ;
C'est dans l'ombre qu'ils ont préparé leur forfait.

Tout à coup, arrêtant sa retraite fameuse,
— Ayant choisi son heure et trouvé son terrain
En attendant le jour de nous conduire au Rhin, —
Joffre fait volte-face et tire son épée.

« Envahissez ! pilliez ! mettez la France à feu !
Sur le monde épeuré vous régnerez en maîtres ! »

Alors, sur tout le front de deux cents kilomètres,
Dans les bourgs, sur les monts, à travers champs et bois,
Plus de deux millions de soldats à la fois
Sentent passer sur eux l'aile de la Victoire.
L'innombrable ruée a pris d'assaut l'histoire.

Et l'Allemagne, enfin, courbe sa tête altière.
Tous ses grands généraux ont mordu la poussière.
Von Klück, cédant aux coups de French et Maunoury,
Est en fuite sur l'Ourcq et sur Château-Thierry.
Les Allemands, défaits et reculant toujours,
Arrachés des coteaux, décimés dans la plaine,
Sont chassés au-delà de Soissons et de l'Aisne,
Et nous reprenons Reims, Châlons, aussi Valmy,
Où ceux de Kellermann, ayant longtemps dormi,
Voient passer sur leur tombe, avec des sursauts d'aise,
Leurs fils victorieux chantant la *Marseillaise*.

Pendant que se déroulait la bataille gigantesque, où la ruée des barbares fut à jamais brisée, nos trois couleurs flottaient au-dessus des régiments. Troué de balle, noirci de poudre, le drapeau national était là, symbole de courage et de vie. C'était tout en même temps une cible et un guide. Après tant d'autres, le poète de *l'Épopée* a trouvé des accents émus et tendres pour chanter nos

trois couleurs. Il ne leur a consacré que trois strophes, mais de quelle beauté !

Il est sans tache, mon drapeau ;
Il porte en ses plis l'espérance ;
Il est secourable, il est beau
Et bleu comme le ciel de France.

Il veut protéger, mon drapeau,
Le château comme la chaumière ;
Il est fraternel, il est beau
Et blanc ainsi que la lumière.

Le voilà flottant, mon drapeau,
Et, qu'elle vainque ou soit meurtrie,
Il est aussi rouge, aussi beau
Qu'un sang versé pour la patrie.

Les combats autour de Champenoux, si âpres et si sanglants, n'ont pas peu contribué à préparer et à assurer la victoire de la Marne. Victor Billaud n'avait garde de l'oublier dans son *Épopée*. Il en a d'autant plus anxieusement suivi les péripéties tragiques que son cher fils Pierre était au premier rang de la mêlée. On devine quelles durent être les inquiétudes de ce père, attendant chaque jour des nouvelles qui n'arrivaient que trop souvent hélas ! avec retard. C'est au lendemain même des combats de Champenoux que fut écrit le poème de ce nom, en septembre 1914 :

L'Allemagne est vaincue et fuit devant la France.

O mon fils ! ô mon fils ! toi qui fus de ceux-là
Qui firent échouer l'impérial gala,
Toi dont la plume ardente est d'un acier d'épée,
Tu nous diras un jour la tragique épopée,
Et quand le sang versé pour chasser les voleurs
En coulant sous nos yeux fera couler nos pleurs,
Nos cœurs vous béniront d'avoir été si braves,
D'avoir brisé les jougs infamants, les entraves,
Et d'avoir châtié, vous qu'il croyait maudits,
Ce peuple de pillards menés par des bandits.

Dans la deuxième période de son livre, le poète-historien fait place à l'impressionniste. On sait avec quelle cruauté les Allemands s'acharnèrent sur les choses après avoir, au début de leur invasion, fusillé les femmes et les vieillards. Leur instinct barbare se donnait libre cours et leur devise semble avoir été : Détruire pour détruire.

Le martyr de Reims, le naufrage du *Lusitania*, la destruction systématique de Verdun et de tant d'autres petites villes, devaient inspirer au poète des strophes vengeresses. Il a « vu » à travers une

sorte de divination des choses meurtries, que la Muse matérialisait dans son esprit, toutes les ruines, toutes les horreurs. Il « voyait », alors que sa plume traçait des vers harmonieux, les brèches des obus, les vitraux brisés des cathédrales, les maisons s'écroulant, les lueurs d'incendie montant vers le ciel.

Avec la *Cathédrale*, Victor Billaud a atteint les plus hauts sommets du lyrisme. Ses strophes, de magnifique envolée, sont, tout à la fois, descriptives et flétrissantes. Description savante de l'architecture sacrée de la basilique, flétrissure farouche et émouvante du crime accompli.

Les rosaces, les tours, les piliers, les ogives,
Calcinés par le feu, craquent sous l'ouragan.
Plus de vitraux avec leurs vierges en prières ;
La chaleur a fondu tout le plomb des verrières ;
Une lave, eût-on dit, s'écoulait d'un volcan.

Splendeurs des chapiteaux, des colonnes, des frises,
Flèche, frères meneaux, bijoux de pierres grises,
Qu'êtes-vous devenus, somptueux ornements ?
Les Saints sont massacrés qui régnaient aux voussures ;
Le portail a perdu ses divines figures :
Respectons leurs débris comme des ossements...

.....
Elle reste debout en dépit des Vandales.
Qu'importe que leur haine ait craché sur ses dalles !
Ils ont mis face à face aux yeux du genre humain
Leur culture qui tue et la nôtre qui crée,
Et l'aïeule est grandie, et la voilà sacrée
Par la foi, par l'histoire, et par l'affront german.

Oh ! n'abandonnons pas la ruine à la couleuvre,
Déblayons le parvis, restaurons le gros œuvre :
La ferveur du croyant y veut adorer Dieu ;
Mais tout le trésor d'art qui nous vient des ancêtres,
Tout ce qu'auréola le ciseau des vieux maîtres,
Doit garder le stigmate et du fer et du feu.

Par un scrupule peut-être exagéré, qui n'est, en réalité, que le souci de faire apparaître la psychologie du crime, de justifier l'authenticité des horreurs, des infamies chantées, l'auteur a placé, en épigraphe de plusieurs de ses pièces, des extraits de journaux allemands, des pensées d'auteurs insensés d'outre-Rhin. Heinrich Vierordt, conseiller de Cour, a été gratifié dans l'*Épopée* de quelques vers vigoureux et cinglants. Ce conseiller dément ou flagorneur eut l'inconscience d'écrire ces phrases monstrueuses : « *O Allemagne ! hais à présent et avec sang-froid. Jette les millions d'hommes dans la fournaise, même si les chairs fumantes et les ossements devaient*

s'élever vers les nuées comme des montagnes. O Allemagne ! le cœur d'airain, hais à présent. A chaque ennemi, un coup de baïonnette au cœur ! Ne fais pas de prisonnier : achève-les tous : et fais un désert des pays ennemis. »

La réponse du poète est aussi simple que sublime :

Vous ne dicterez plus vos lois à l'univers ;
Vos soudards sont ferrés et l'Allemagne tremble :
A vous les songes noirs, à nous les lauriers verts !
Oh ! tu peux regarder : la grande aube est prochaine ;
Nous saurons ligoter les serres du vautour ;
Où la rage impuissante aura semé la haine
Les peuples alliés moissonneront l'amour.

En mai 1916, on se souvient que le *Lusitania* fut coulé. Cause déterminante de l'entrée en guerre de l'Amérique à nos côtés. Les journaux à la solde du Kaiser eurent l'inconscience d'écrire alors ceci :

« La destruction du *Lusitania* suscite en Allemagne une joie indescriptible. Berlin met des drapeaux aux fenêtres, et le Kaiser donne un jour de congé aux enfants des écoles. »

Le beau poème inspiré par ce naufrage, par ce crime ignoble qui a épouvanté le monde, est à lire et à retenir. C'est une des meilleures pages du livre, dont voici la conclusion :

Le chiffre des noyés atteint mille environ.
Dont quarante bébés au-dessous d'une année.
« Quarante ! dit Guillaume ; oh ! la belle journée !...
Quarante ! *Gott mit uns !* Entonnez l'hosanna ! »
Et c'est parce que von Tirpitz assassina
Tous ces petits garçons et ces petites filles,
Qu'à Berlin les enfants, hier, jouaient aux billes.

Au mois de juillet 1917, la défection russe était complète. La troisième période de *l'Épopée* commence à cette époque. Les poètes, qui ont, incontestablement, à certaines heures, des facultés divinatoires, n'ont certes pas douté, comme nous tous, du succès final. Mais l'avenir était alors peu encourageant. Victor Billaud, qui écrivait méthodiquement, au jour le jour, son livre sur la guerre, ne craignit point d'affirmer dès cette minute ténébreuse où l'inconnu paraissait redoutable, où les plus solides espérances étaient assombries d'inquiétudes, que si la Russie foulait l'honneur aux pieds, cela n'empêcherait pas la Victoire :

Mais si l'honneur n'est rien pour qui là-bas blasphème.
Si les Russes qu'on trompe au cri de liberté
Abandonnaient l'arène au Germain détesté,
Nous lutterions sans eux et vaincrons quand même.

Peu à peu les événements semblent changer de face. L'Amérique va bientôt donner son plein effort. Quelques mois encore et l'Allemand terrassé demandera grâce.

L'heure est grave, toutefois, en mars 1918 :

L'heure est grave : gardons la foi ; sauvons le monde !

La ruée se précipite avec une énergie désespérée. On n'a pas oublié les attaques victorieuses de l'ennemi au mois d'avril 1918. Les barbares ne désespèrent pas de prendre Paris.

Pâques devait sonner le triomphe du crime,
Et tous, croyant la France acculée à l'abîme,
L'Autrichien et le Turc, le Bulgare et le Hun,
Vous allongiez les dents vers l'ignoble curée.

Anathème aux gothas, pirates des nuits bleues !
Anathème au canon qui tue à trente lieues,
Et qui déchiqueta, d'un obus triomphant,
A la Maternité la mère avec l'enfant, —
Monstre qu'Essen vomit, que Wolff idéalise,
Qui le Vendredi-Saint broyait dans une église,
Ayant ainsi fait choix du lieu comme du jour,
Les croyants prosternés devant le Dieu d'amour !

Anathème ! et qu'enfin votre mauvais génie,
Votre Hohenzollern autrefois tout-puissant,
Et qui prolonge en vain sa hideuse agonie,
Achève de noyer sa race en votre sang
Comme il vous a noyés dans son ignominie !

Enfin le ciel s'est éclairci. L'heure de la victoire est proche. Le poète l'entrevoit. Il chante les héros glorieux, les Foch, les Pétain, les Pershing, les Mangin :

Par quel arc triomphal, sacré comme un autel,
Commémorer demain vos prodiges sans nombre ?
Je le rêve aussi beau que la porte du ciel,
Je rêve que la paix s'éternise à son ombre.
Que les forbaux y voient transmuier leurs canons,
Et que la Renommée y grave tous vos noms !

Le grand drame est terminé. Le poète va clore son livre par une ode magistrale « Aux soldats de France ». Avant de l'écrire, toutefois, comme un tribut d'admiration à la vaillance, à l'abnégation, au courage des héros de la Grande Guerre, il s'est souvenu de la douleur des mères. Il en a connu au moins une, qui lui était chère, dont le fils est tombé au champ d'honneur :

Tout est fini. Ton fils n'est plus. Un peu de terre,
Où la fleur de l'oubli ne poussera jamais,
Couvre à présent le corps du petit militaire
Que chacun admirait autant que tu l'aimais.

Oh ! qu'il demeure en toi ! Que jamais il n'en sorte !
Et lorsque la vieille aura franchi ta porte,
Lorsque tes cheveux noirs seront devenus blancs,
Tu l'auras gardé jeune en ton âme aussi forte,
Et son joli sourire aura toujours vingt ans.

C'est en pensant à cette mort glorieuse, très certainement, que le poète a symbolisé les sublimes sacrifices des fils de France, dans ces quelques vers, qui résument bien le drame héroïque et sanglant qui s'achevait : « Pour une tombe ». Il y en a des milliers comme celle-là, hélas !

— Passant ! découvre-toi : si la France est la France,
Si tu vis librement où ton père a vécu,
C'est grâce au sacrifice et grâce à la vaillance
Des chers soldats par qui le Germain fut vaincu.
Le héros de vingt ans couché sous cette pierre
Fut l'un des plus ardents à courir au danger ;
Ivre de liberté, d'idéal, de lumière,
Il était de ceux-là, dont la patrie est fière,
Pour qui le pire affront est le joug étranger.

Il est assez malaisé d'analyser un ouvrage en vers sans en multiplier les citations. Mais, par ailleurs, c'est presque déflorer une ode ou un poème que de n'en reproduire que des fragments. Le choix est difficile et délicat. Tout se tient dans une strophe : la pensée et le style. On risque de tronquer l'une et l'autre en donnant, un peu au hasard du goût ou de la fantaisie, des parties restreintes. C'est dire que pour apprécier sainement et justement une œuvre poétique il faut la lire et la méditer en entier. Je m'en voudrais, cependant, dans cette étude de *l'Épopée* de Victor Billaud, d'avoir effeuillé à la légère quelques-unes des fleurs qui en font une gerbe si belle et si complète. J'ai cité, non pas, peut-être, les plus beaux passages, mais ceux qui m'ont le plus séduit.

En tournant les pages de ce livre émouvant, harmonieux, écrit au jour le jour, au cours d'événements tragiques, dans la tourmente desquels se jouait le sort du monde civilisé, j'ai souvent admiré, rarement trouvé place à la critique. Il y aurait mauvaise grâce à reprocher à un poète de talent, qui écrit sans prétention, avec la modestie qui lui a toujours été coutumière, qui n'a jamais pensé être un Sully-Prudhomme ou un Leconte de Lisle, quelque défaillance de forme ou quelques strophes plutôt de « métier » que

d'inspiration. Ce sont là des vétilles, dont les plus grands poètes ne sont pas exempts, et auxquelles il serait injuste de s'arrêter quand on se trouve en présence d'un auteur consciencieux, admirablement doué, qui a mis dans son œuvre le meilleur de son cœur.

Son cœur ! oh ! oui, c'est avec le cœur qu'a été écrite *L'Épopée*. Ceux qui ont vu Victor Billaud aux prises avec l'angoisse, errant seul dans une imprimerie déserte, alors que son fils risquait à chaque minute sa vie dans les tranchées ; que ses typos étaient aussi au front ; que toute la prospérité de quarante années de labeur s'en allait à la dérive sous la poussée des événements, ne peuvent qu'admirer l'homme qui a eu la sérénité d'esprit suffisante, en de telles circonstances, pour composer une œuvre poétique inoubliable.

Pendant plus de quatre années, chaque soir, Victor Billaud, anxieux, se dirigeait vers l'Hôtel-de-Ville de son cher Royan pour prendre connaissance du communiqué. Il n'était pas souvent réconfortant, hélas ! Le poète rentrait chez lui, après un regard contemplatif donné à la mer qui, insouciant des larmes et des souffrances, continuait méthodiquement son murmure berceur et éternel. Il pénétrait dans sa maison silencieuse et triste. Le bruit des machines à imprimer s'était tu. La demeure familiale avait, maintenant, l'aspect d'une retraite morne, d'une station poignante devant un calvaire d'angoisse. Et c'est là que le poète s'enveloppait dans ses pensées douloureuses. Il relisait les lettres émues et courageuses de son Pierre bien-aimé, il baisait les fleurs de Lorraine qu'il lui avait envoyées, entre deux attaques, fleurs à jamais bénies, à jamais sacrées, cueillies sur des tertres ensanglantés ou à l'ombre de vieux arbres amputés par les balles. C'est là, dans une chambre solitaire, sur une table couverte de papiers épars : cartes géographiques, fragments de journaux, de lettres, photographies, que la Muse fidèle se penchait sur le poète et lui dictait ses vers.

En lisant et relisant *L'Épopée* je me reporte au temps du *Livre des Baisers*. Un rapprochement se fait dans ma pensée entre hier et aujourd'hui. Je compare le poète de l'Amour au poète de la Guerre, et j'avoue, en toute sincérité, que le second a atteint un lyrisme supérieur au premier. Victor Billaud ne sera peut-être pas de mon avis. On tient généralement à ses œuvres de jeunesse parce que ce sont les premières. Ce n'est pas une raison pour qu'elles soient les meilleures. L'auteur et le lecteur ne pensent pas toujours de la même façon, ce serait trop beau... pour l'auteur. Dans *L'Épopée*, Victor Billaud est resté le poète de l'Amour. Son dernier

livre est, en effet, un chant d'amour, mais d'un amour sublime, qui s'élève au-dessus des plaisirs de la jeunesse, des joies éphémères qui fleurissent dans les cœurs de vingt ans.

C'est l'amour de la patrie, l'amour de l'humanité blessée, l'amour du beau dans l'art, dans le courage, dans les grandes et belles actions de la vie, qui jaillit à chaque page du livre, comme un flot sonore et majestueux. Il s'y trouve un mélange heureux de douleur, de châtimement et d'espérance.

C'est pour tout cela que *l'Épopée* est un beau livre, qui fait honneur à l'auteur et à la Saintonge sa petite patrie.

PAUL DYVORNE.

II

SOUVENIRS DE GUERRE

1914-1919

Sous ce titre nous nous proposons de publier des lettres, des notes, des petits mémoires de Saintongeais ayant pris part à la guerre. On nous en a promis quelques-uns, et peut-être nos confrères sauront-ils découvrir et obtenir d'autres manuscrits. Un peu d'histoire contemporaine ne messied pas, dans notre revue. Les pages de la longue et terrible histoire que nous venons de vivre intéresseront les témoins éloignés du front et serviront aux générations futures de leçons — peut-être — pour se garer du fléau et ne pas croire béatement que les voisins ne veulent pas la guerre parce qu'elles-mêmes ne désireront que vivre en paix.

N. D. L. R.

A LILLE

(AOÛT-OCTOBRE 1914)

A Lille, pendant les quelques jours qui précèdent la mobilisation générale, au milieu de ces nouvelles qui toutes sentent la poudre, la population, en général, garde son sang-froid. On peut seulement noter beaucoup d'animation, d'excitation même dans quelques milieux restreints. C'est ainsi que dans la matinée du 31 juillet, un certain nombre de personnes impatientes et nerveuses envahissent les boutiques des épiciers, charcutiers et autres marchands de produits alimentaires, et s'approvisionnent de toutes choses, comme à la veille d'un siège. Le mouvement se propage, par contagion ; très rapidement, certains produits menacent de manquer, et les prix montent.

C'est l'impression commune, dans tous les milieux, que le conflit entre l'Autriche et la Serbie n'est qu'un prélude, qu'il va s'étendre, et que la France y sera entraînée ainsi que ses alliés.

D'une manière générale, on envisage la situation sans effroi, avec une sorte de soulagement plutôt, tant est grande la malaise que la menace perpétuelle de l'Allemagne fait régner partout. C'est ainsi préparée, qu'à Lille, l'opinion publique accueillera la nouvelle de la mobilisation générale de nos armées.

Reçu par le maire dans l'après-midi du samedi, premier du mois, le décret qui l'ordonne est d'abord solennellement proclamé du haut du perron de la *Grand'garde*, devant la foule recueillie qui remplit la Place d'Armes. Après la lecture du document, toutes les têtes se découvrent au milieu du silence général.

Le sort en est donc jeté. La France va de nouveau croiser le fer. Seulement, cette fois, aucune manœuvre n'est parvenue à mettre les torts de son côté, comme en 1870. L'Allemagne et ses complices endosseront seuls la responsabilité de la lutte et de ses conséquences effroyables.

Dans cette même journée du 1^{er} août, l'administration des Téléphones a prévenu ses abonnés de la suppression du circuit reliant Lille à Paris. C'est la première de ces mesures par lesquelles la région de Lille va être peu à peu conduite à cet isolement complet qui sera l'une des plus vives souffrances de la population.

Dès le même jour, les trains partent plus chargés que d'habitude. Le lendemain, ce sont les étrangers, en particulier les nombreux Allemands que recèle la région, qui s'empressent de regagner leur pays. Mais c'est le 3, que se manifeste au chemin de fer la plus grande activité. Tous les trains sont surchargés, certains doivent être multipliés, quelques-uns sont octuplés.

L'enthousiasme transporte la masse de nos mobilisés, sans que l'ordre cesse d'y régner. La population, de son côté, manifeste son patriotisme avec vivacité, mais également sans désordre.

En quelques instants les couleurs nationales sont arborées partout, côte à côte avec celles de nos alliés. C'est à peine si dans toute cette journée du 3 août, si animée, quelques rares incidents sans gravité viennent trancher sur la tranquillité générale.

Mais des manifestations plus graves devaient se produire dans la journée du 5. Un avis de la municipalité, sur un ordre émanant du gouvernement, avait prescrit la destruction des plaques apposées un peu partout par la maison allemande *Kub*, lanceuse d'une espèce de bouillon en tablettes. On venait de découvrir que lesdites

plaques, sous la forme anodine d'enseignes commerciales, n'étaient autre chose que des indicateurs à l'usage éventuel des armées d'invasion allemandes. Toutes étaient pourvues d'un signe conventionnel, une flèche, dont l'inclinaison et l'emplacement combinés indiquaient la direction à suivre pour se rendre à la station du chemin de fer, à l'ouvrage ou à l'établissement militaire situé dans le voisinage.

A cette nouvelle, non seulement les plaques incriminées sont détruites, mais plusieurs maisons allemandes sont saccagées.

Visiblement, les esprits se montent ; et beaucoup, défiants à l'excès, se montrent disposés à voir partout des espions.

La nouvelle de la pénétration en Belgique de l'armée allemande, dans la nuit du 3 au 4 août, fut connue à Lille dans la matinée du 5. Elle y produisit une impression considérable.

C'est à la même date que la population apprit que le général Percin venait de prendre le commandement de la 1^{re} région militaire.

Dans l'affaire des « fiches », à côté du général André, le général a joué un rôle que tout le monde n'a pas jugé avec la même faveur. Cependant, l'on s'accorde généralement à voir une intention louable d'apaisement dans la note élogieuse que lui consacre la presse locale à l'occasion de sa prise de commandement. On se dit que le moment est grave, que la France a besoin de tous ses enfants, que l'union est indispensable, et que si, chez le général Percin, le politicien a cédé le pas au soldat, chacun a le devoir de passer l'éponge sur les erreurs du passé. Seulement, ce que le public ignore, c'est que les lignes laudatives placées sous ses yeux émanent du général Percin lui-même.

Bientôt l'on apprendra que l'armée franco-anglaise, portée en Belgique au secours de nos voisins, a pris le contact avec l'ennemi dans différentes rencontres. Le premier blessé amené à Lille, un capitaine du 33^e de ligne, a été atteint à Dinant, au cours du sanglant combat qui s'y est livré à notre avantage.

De forts détachements français ont pénétré en Alsace. Ils se sont emparés d'Altkirch et poursuivent leur marche sur Mulhouse. Nous avons enregistré quelques autres succès.

Mais les Allemands assiègent Longwy. Ils avancent, toujours plus nombreux, en Belgique. Leur cavalerie vient d'occuper Bruxelles et ils continuent de traverser la Meuse en forces croissantes. Le jour approche où nous allons apprendre la retraite générale de nos armées et assister au rapide envahissement de la France.

Déjà, à Lille, l'annonce de l'entrée des Allemands à Bruxelles a jeté l'alarme dans beaucoup d'esprits. Des faits plus immédiatement inquiétants ne vont pas tarder à se produire. Dès le 20 août des partis nombreux de cavalerie ennemie sont arrivés à Audenarde et de là, détachent des patrouilles qui poussent audacieusement jusqu'à Tournai et à Baisieux, c'est-à-dire aux portes de Lille.

A cette heure, où il semble bien que les événements tournent mal pour la contrée, la situation y est la suivante :

Lorsque le général Percin arriva dans la place, le 3 août, il croyait y trouver, a-t-il dit, des fortifications en bon état de défense. Aussi, quel n'aurait pas été son étonnement, lorsqu'il apprit que, 48 heures auparavant, le Ministre de la guerre avait ordonné le désarmement de la ville et la répartition de son matériel de guerre dans d'autres places fortes.

Le 20 août, l'un de nos concitoyens, ayant l'occasion de voir le général Percin, le plongea dans une véritable stupéfaction, en lui apprenant la présence d'éclaireurs allemands dans le voisinage immédiat de la ville. Il lui déclara que personne ne serait étonné d'apprendre que des uhlans entreprenants fussent venus le cueillir, un beau matin, jusque dans son quartier général.

Très ému, le général ordonna aussitôt la fermeture des portes, de six heures du soir à six heures du matin, et se fit conduire à Arras, en auto, pour y prendre les ordres de son chef, le général d'Amade, qui venait d'être mis à la tête de forces destinées à opérer dans le Nord.

Celui-ci lui déclara qu'il voulait appuyer ses opérations aux forts de Lille, et lui donna l'ordre de remettre la place en état de défense. Un escadron de cuirassiers, trois batteries de 75, plus mille artilleurs et 9000 hommes d'infanterie furent mis à sa disposition, détachés dans les forts et sur les points stratégiques de la frontière. Le soir même, a dit le général Percin, tous les canons étaient en place et Lille en état de défense.

Sur l'entrefaite, l'alarme s'est étendue à toutes nos localités frontalières qui se sentent menacées.

A Valenciennes, des familles belges fuyant l'invasion apportent la nouvelle que 50.000 hommes de troupes allemandes ont occupé Ath et marchent sur Valenciennes même et sur Lille. Le 24, les Allemands occupent effectivement la première de ces deux villes, après un combat sérieux livré à Quiévrain, à 12 kilomètres sur la route de Mons, tandis que dès la veille, et encore le jour même, des cavaliers allemands ont été capturés autour de Lille et amenés dans la place.

C'est à la même date que les journaux annoncent la grande bataille commencée depuis quelques jours en Belgique. Elle se poursuit avec une extrême violence sur les deux rives de la Sambre, dans la direction de Namur. La canonnade se fait entendre jusqu'à Maubeuge.

Les dépêches qui en rendent compte produisent une pénible impression ; on sent que quelque chose de grave se passe, que la rédaction officielle vise à atténuer. Chacun réagit à sa façon, mais ce qui domine, c'est une espèce de versatilité de la masse.

Chaque soir, sur la Grand'Place, des groupes compacts se forment. Ils se tiennent là, immobiles, jusqu'à une heure avancée de la nuit, comme dans l'attente d'événements. C'est dans ces milieux, visiblement composés de cerveaux qui fonctionnent mal, que naissent ou se propagent les opinions les plus saugrenues, les nouvelles les plus invraisemblables. Quiconque n'a pas entendu ce qui s'est dit là, et que ces foules acceptaient comme véridique, ne saura jamais jusqu'où peut aller la crédulité humaine.

Le 24, vers la fin de l'après-midi, une nouvelle plus alarmante que celles qui avaient circulé jusque-là, vint accroître l'angoisse de la population, en donnant un corps à ses craintes.

Les drapeaux arborés à l'annonce de la mobilisation avaient continué de flotter aux fenêtres, à côté des couleurs des alliés. Aux environs de cinq heures et demie du soir, l'ordre, colporté par des agents de police, fut donné par la mairie de les enlever. Les Allemands étaient dans le moment même à Cysoing, à 15 kilomètres de Lille, et marchaient sur la ville, où ils devaient faire leur entrée le lendemain matin, était-il dit.

En même temps, était affichée une proclamation, par laquelle le maire adressait à ses administrés un appel à la sagesse qui n'était pas inutile.

La population qui, depuis, au milieu de ses longues et pénibles épreuves, s'est montrée calme et digne, donnait à ce moment-là des signes d'agitation. Un certain nombre de citoyens des quartiers excentriques, que surexcitaient des libations habituelles, avaient déjà manifesté des velléités de résistance, et l'on pouvait tout craindre de malheureux dont la raison semblait quotidiennement dans des excès de toutes sortes. Quelques arrestations préventives opportunes vinrent parer au danger redouté de ce côté, et rassurer en même temps la partie saine de la population.

Mais, si la journée devait s'achever sans désordre de la part de la foule, elle allait néanmoins voir se produire des faits dont la répercussion sur le moral de tous fut des plus fâcheuses.

Les esprits les plus calmes, les volontés les mieux équilibrées, tous ceux qu'un optimisme raisonné avait animés depuis le début des hostilités sentirent alors chanceler en eux la fermeté, la confiance et la foi qui les avaient soutenus jusque-là. Ceux, en particulier, qui avaient vu 1870 et ses tristesses, purent un moment se demander si ce temps lamentable n'était pas revenu ; si les mêmes erreurs, les mêmes défaillances et la même incurie, n'allaient pas ramener les mêmes résultats.

Ce fut une fuite générale, l'évanouissement instantané de tout ce qui anime le corps social en temps ordinaire : non seulement les Postes et Télégraphes, la Préfecture, les services administratifs, quittèrent Lille, conformément, d'ailleurs, aux ordres qu'ils possédaient ; mais une véritable panique s'empara d'une certaine partie de la population ; et une foule de gens prirent la fuite, à qui aucun devoir ne prescrivait de s'éloigner. La gare fut envahie par une foule énorme ; des trains spéciaux furent hâtivement formés et partirent, emportant un grand nombre de familles auxquelles leur position sociale faisait cependant l'obligation de rester comme à un poste d'honneur.

Seule, la municipalité resta debout, quelque peu désesparée, toutefois, en face de la tâche énorme que les événements lui imposaient. Car les autorités militaires elles-mêmes, comme prises du même vertige qui en avait entraîné tant d'autres, avaient aussi disparu, sans que l'on sût par où ni comment, abandonnant tout, matériel et hommes, sans direction et sans ordre.

Aucune mesure n'a été prise pour la protection des intérêts laissés en arrière. Le quartier général, les casernes, la citadelle, les bureaux du recrutement, les magasins d'habillement, d'armes, de vivres, l'arsenal, les forts, sont abandonnés, ouverts ; et l'on apprendra bientôt que la lie de la population s'y est introduite, faisant main basse sur ce qui lui a convenu : effets d'habillement, chaussures, armes même. Dans les casernes, les ballots d'effets civils laissés par les mobilisés seront ouverts et spoliés, et ce que les pillards n'en auront pas distrait sera retrouvé, gisant sur le sol, épars, les pantalons, les vestons et les coiffures voisinant avec des lettres, des photographies de femmes et d'enfants.

L'émotion déterminée par tous ces faits avait été d'autant plus considérable, qu'un communiqué du quartier général de la première région, reproduit par les journaux parus dans la matinée même du 24 août, n'était venu rassurer la population.

L'opinion chargea nettement le général Percin de la responsabi-

lité des événements qui venaient de se produire. Le général, soutenu par certaines feuilles publiques, s'en défendit avec âpreté, affirma qu'il n'avait plus le commandement au moment où ils avaient eu lieu. Aujourd'hui encore, la lumière n'est pas faite sur son cas, et il convient d'ajourner tout jugement définitif jusqu'à ce que les circonstances aient permis de mettre au jour tous les détails qui s'y rapportent.

Mais en attendant, il est permis d'affirmer que le général Percin ne doit s'en prendre qu'à lui-même, à sa propre attitude, des suspicions qui ont pesé sur lui (1).

Dès son arrivée à Lille, ostensiblement, au su et au vu de tout le monde, il a toléré dans son intimité les personnalités plus ou moins discutées, non militaires, que tout visiteur devait d'abord franchir avant d'arriver jusqu'à lui, et dont la présence pêle-mêle avec son état-major a eu pour effet, aux yeux de la population, de rabaisser son quartier-général au niveau d'une officine politique.

On sait également que des tiraillements se sont produits, fréquemment, entre lui et l'autorité civile.

Par un phénomène singulier, et qui démontre à quel point toutes les notions étaient troublées dans certains milieux, c'est à la Préfecture qu'on montrait le plus vif souci des choses relatives à la défense, tandis que la politique l'emportait au quartier général. Ici on songeait visiblement à tout autre chose qu'à l'utilisation des moyens militaires dont on disposait. Le commandant de la 1^{re} région avait beaucoup plus les allures d'un candidat préparant une élection, que celle d'un chef de troupes. Et l'opinion s'est ainsi affermie, dans le Nord, que si le général Percin s'était strictement renfermé dans l'accomplissement des devoirs de sa fonction, on n'aurait pas assisté aux événements dont le souvenir douloureux, au moins jusqu'à plus ample informé, restera attaché à celui de son commandement.

Le 26 août, on apprenait le retour du Préfet et des services administratifs; mais, dès le lendemain, tous repartaient de nouveau, tandis que deux affiches successives, signées du maire et de quelques hommes politiques de la région, venaient rappeler à la population, en termes pressants, quelle devait être son attitude en cas

(1) Le général Percin vient de publier, sous le titre de *Lille*, un plaidoyer *pro domo*. Ce n'est qu'une pièce du dossier déjà gros d'une affaire qui animera longtemps les discussions.

N. D. L. R.

d'occupation de la ville par l'ennemi. L'horizon s'assombrissait de plus en plus.

C'est dans la matinée de la journée du 27 que les communications officielles, reproduites par le *Réveil du Nord*, le seul des organes locaux qui ait paru, apprennent aux Lillois que nos troupes « ont regagné leur point de départ » ; que « la grande bataille d'où dépend « le sort de la France, et de l'Alsace avec elle, est engagée entre « Maubeuge et le Donon » ; que l'Alsace doit être évacuée « momentanément »...

Ces nouvelles produisent la plus pénible impression. On se sent revenu à de mauvais jours.

Déjà, d'interminables colonnes de troupes ennemies sont signalées de partout. Elles viennent de Bruxelles, sont passées par Ath, Tournai, Mons, et s'abattent sur la France par Saint-Amand et Condé-sur-Escaut, d'une part ; par Valenciennes, Avesnes et la Thiérache, de l'autre. Leur flot roule, ininterrompu, dans nos localités-frontières. Comme elles l'ont fait en Belgique, elles y sèment les attentats et la terreur. Ce sont des armées entières, avec leur attirail, qui défilent jour et nuit sur nos routes du Nord, gagnant à grandes enjambées la Somme pour, de là, tourner notre gauche et se précipiter sur Paris.

Les Allemands rencontrés tout autour de Lille sont les flancs-gardes de ces armées. Leur passage y est marqué par de cruelles exécutions.

Le 29, la distribution d'un peu de correspondance, le rétablissement de quelques trains dans la direction de la Manche et de la mer du Nord, combinés avec quelques bonnes nouvelles de la guerre, contribuent à rendre un peu d'assurance à la population.

Mais la joie ne sera encore que de courte durée.

Le 31 août, une nouvelle affiche du maire vient apprendre aux habitants que l'émissaire d'un général allemand venu de Lens à la mairie, y a annoncé pour le jour même l'arrivée d'un corps important qui occupera la ville et les ports.

Mais c'est seulement le 2 septembre que de faibles détachements ennemis feront leur apparition dans Lille. Ils y arrivent successivement. Les hommes qui les composent se traînent ruisselants de sueur et comme accablés. De nombreuses automobiles font la navette et reviennent chargées d'éclopés.

Dans la soirée et durant toute la nuit suivante, 30.000 mobilisables environ quittent la ville, sur un ordre de la Préfecture. Ce mouvement s'effectue sans désordre, à la barbe des Allemands qui, du

reste, sont trop peu nombreux dans le moment pour pouvoir s'y opposer.

Le 4, un peu après midi, ce sont encore sept à huit cents hommes de troupes allemandes qui arrivent, en une seule colonne, que précèdent ou suivent deux pelotons de cavalerie, le tout formant à peu près l'effectif d'un bataillon.

Arrivé sans tambour ni trompette, l'ennemi repart de même dans la matinée du 5, sans avoir signalé sa présence autrement que par quelques réquisitions de grains et de fourrages. Il laisse l'impression d'une troupe inquiète et comme cherchant une issue.

La ville, morne durant les deux derniers jours, a repris une certaine animation. On y voit les badauds se reformer en groupes compacts et encombrer de nouveau la voie publique.

Septembre acheva de s'écouler dans une alternative ininterrompue d'espoirs et de tristesses, d'angoisses et d'alarmes. D'un côté, la victoire de la Marne, avec la joie immense qu'elle détermina partout; de l'autre, la chute de Maubeuge, le glissement continu vers le Nord du front des armées; la menace de ce mouvement pour toute la région, l'arrivée dans Lille de milliers de réfugiés des environs, de Douai, Valenciennes, Tournai, Avesnes, d'Orchies enfin, que les Allemands, le 25, allaient anéantir.

Le 27, à une heure de l'après-midi, un bataillon anglais, huit cents à mille hommes environ, tous gaillards solides et de bonne mine, défila sur le boulevard de la Liberté, suivi d'un nombreux attirail de guerre. Tout le reste de la journée, ce sera un va-et-vient de véhicules et de transports de toute espèce, s'accomplissant au milieu de la foule énorme qui emplit les rues et acclame nos alliés.

Peu après, défile à son tour un groupe de deux à trois cents goudiers algériens. Rien n'est plus pittoresque que cette cavalerie. On y voit des types d'hommes très beaux, d'où émergent cinq ou six officiers indigènes décorés de la Légion d'Honneur. La brillante cavalcade s'écoule au milieu des groupes sympathiques amassés sur son passage, et sort de la ville par la porte de Douai.

La veille, de nouveaux réfugiés se sont jetés dans Lille. Ils viennent en grande partie de Douai et de Tournai, dont ils annoncent le bombardement par les Allemands. L'imagination affolée de ces malheureux leur a fait voir partout des choses énormes. A en croire les uns, 40.000 hommes de troupes allemandes sont arrivés à Tournai; ils ne sont plus que 10.000 d'après les autres. Finalement on apprendra avec certitude que 27 cavaliers ont effectivement traversé la ville, mais sans même s'y arrêter.

La situation réelle n'en est pas moins des plus inquiétantes, et le moment est proche où le sort de la contrée va être violemment tranché.

Le samedi, 3 octobre, vers dix heures et demie du matin, quelques compagnies des 5 et 8^e régiments territoriaux, rappelées l'avant-veille de Tournai, où elles avaient subi des pertes, sont sorties de Lille par la porte de Béthune. Elles ont été suivies presque aussitôt par le détachement anglais. On a eu là l'impression que nos alliés portaient pour ne plus revenir.

A en croire certains on-dit, que semblent accréditer de grands mouvements de trains signalés d'Armentières vers Lens, le général d'Amade achèverait dans cette région la concentration de deux corps d'armée de réserve.

Cependant, des patrouilles de cavalerie allemande toujours plus nombreuses sont signalées tout autour de Lille, jusqu'à Wattignies et à Faches, aux portes de la ville. Nos goudiers, repartis de nouveau dans l'après-midi, en ont encore dispersé plusieurs, en leur tuant une quinzaine d'hommes.

Dans cette même journée du 3, un avis affiché par les soins du maire dit, en substance, que la proximité de l'ennemi pouvant faire redouter son arrivée prochaine, il est recommandé aux habitants et aux réfugiés que Lille abrite, de garder leur sang-froid, afin d'éviter les malheurs que l'attitude calme et digne de la population a pu écarter une première fois.

A ce moment, la situation d'ensemble, dans le Nord, est la suivante : A l'extrême gauche de l'armée alliée, le front de combat va atteindre la région de Lens et de la Bassée, au nord d'Arras. Il sera bientôt poussé jusqu'à la mer, vers laquelle les cavaleries opposées, quotidiennement aux prises, le prolongent déjà.

Quelques jours auparavant, des masses considérables de cavalerie allemande, que suivent de près des détachements de toutes armes, ont tenté un mouvement débordant, par Tourcoing et Armentières. Le 2 octobre, les Allemands sont entrés dans la dernière de ces villes, qu'ils ont franchie aussitôt, n'y laissant que quelques postes de garde.

On ne peut pas douter que la pensée de l'état-major français, après la Marne, ait toujours été de faire le possible pour soustraire à l'occupation allemande une région aussi importante que celle de Lille. Se confondant ici avec l'intérêt économique, l'intérêt militaire le demandait. Mais, sollicité par des nécessités immédiates plus impérieuses encore, celle, notamment, de riposter sans relâche aux

incessantes tentatives de débordement de l'ennemi, le haut commandement français n'avait pas pu jusqu'ici, selon toute vraisemblance, distraire de nos forces principales des éléments suffisants pour dégager définitivement la contrée.

En attendant que l'on pût faire mieux, cinq bataillons d'infanterie, fournis par les 5^e et 8^e régiments territoriaux, deux escadrons de cavalerie et deux batteries d'artillerie de campagne, sous les ordres du général Plantay, dont le quartier général était à Douai, avaient été chargés de la lourde besogne consistant à couvrir le front de 30 kilomètres environ qui s'étend de Douai à Tournai, par Raches et Orchies.

Dès la fin de septembre, sous la pression de forces ennemies importantes, le bataillon posté devant Tournai avait dû se replier sur Lille. Il y avait rejoint les 2^e et 3^e bataillons du 8^e territorial, qui s'y trouvaient déjà, sous les ordres du commandant de Pardieu détaché du 20^e chasseurs à cheval.

Le groupe tout entier était rattaché, à ce moment, au 21^e corps, qui venait d'arriver dans la région, sous les ordres du général de Maud'huy. Celui-ci chargea alors le détachement mixte de Lille de couvrir la ville pendant trois jours, pour permettre le débarquement des troupes qu'on y envoyait. Et ici, apparaît bien nettement le dessein de réaliser la protection de la région lilloise.

Le samedi, 3 octobre, tard dans la soirée, un parlementaire allemand, envoyé de Valenciennes pour sommer la place de se rendre, avait été arrêté à Lezennes, où les Français avaient un avant-poste de cavalerie, et amené à Lille. Là, l'autorité municipale lui avait déclaré que la ville était ouverte (1).

Le lendemain, 4 octobre, vers 11 heures du matin, deux escadrons de cuirassiers français, bientôt suivis du 17^e bataillon de chasseurs à pied et de cavaliers du 46^e chasseurs de réserve, entraient à Lille par la porte de Dunkerque. Le 21^e bataillon de chasseurs vint se joindre à ces troupes dans l'après-midi.

Ces divers éléments appartenaient tous au 21^e corps, faisant

(1) Ce parlementaire était le capitaine de uhlans bavarois prince *Charles de Wrede*. Dans la brochure qu'il a publiée sous le titre de « *Mein Ritt nach Lille* » (*Ma chevauchée à Lille*), il dramatise à plaisir son exploit, où apparaissent maintes détails d'une délicatesse douteuse.

Sous ce rapport, il avait de qui tenir, d'ailleurs, étant l'arrière-petit-fils de ce prince *Charles de Wrede* qui, après avoir combattu de 1805 à 1813 dans les rangs des Français, se tourna contre eux, après Leipzig, et se fit battre à Hanau, en voulant leur barrer le passage.

lui-même partie de l'armée du général de Castelnau. La présence dans le Nord de ces troupes qui, jusque-là, avaient combattu en Lorraine, attestait l'importance des mouvements accomplis depuis peu par nos armées.

Le bruit courait qu'elles allaient prendre position à Ascq, pour s'opposer à la marche d'un détachement mixte ennemi parti de Tournai dans la direction de Lille.

A peine les premiers hommes de l'extrême pointe d'avant-garde avaient-ils franchi la porte de Tournai, qu'ils étaient assaillis par une vive fusillade partant du pont supérieur de Fives et des voies en déblai qui donnent accès à la gare des voyageurs. Les nôtres ripostèrent aussitôt, acceptant ainsi un combat qui ne devait finir, à leur avantage, qu'aux approches de la nuit.

Les Allemands avaient ouvert le feu dans toutes les directions, et maints projectiles vinrent siffler aux oreilles des passants, jusque sur la place du Théâtre et au débouché des rues avoisinantes, en pleine ville, brisant çà et là quelques carreaux, en s'enfonçant avec un bruit sec dans les devantures des magasins.

En raison du danger, la police avait établi rapidement des barrages aux débouchés des voies.

Voici maintenant ce qui s'était passé :

Deux détachements allemands, envoyés de Tournai et de Douai, sous le commandement respectif des généraux-majors *Wahnschaffe* et *Schulenburg*, avaient reçu l'ordre, dans la nuit du 3 au 4 octobre, de marcher sur Lille et d'occuper la ville, signalée comme sans garnison et sans défense. Composé d'éléments de toutes armes, chacun de ces détachements avait un effectif de 3000 hommes environ.

Le détachement de Tournai avait été fractionné en deux groupes : l'un, le plus fort, avait suivi la route qui relie Bruxelles à la capitale de la Flandre française; la seconde fraction avait été transportée par la voie ferrée, au moyen d'un train blindé.

Le matin, vers six heures un quart, deux cyclistes et une quinzaine de cavaliers allemands avaient été aperçus sur la route de Tournai. D'autres troupes suivaient, nombreuses. De Lille, aussitôt prévenu, on avait envoyé des gendarmes, qui s'étaient postés sur différents points bien choisis, et un premier engagement avait eu lieu à Ascq, sans autre résultat, d'ailleurs, que de retarder la marche de l'ennemi.

Quant aux quelques compagnies d'infanterie parties en chemin de fer, leur but avait été de pénétrer avec le train qui les amenait

jusqu'en gare de Lille, et d'occuper rapidement ce point important. Mais la ruse avait été éventée et, à son passage à Fives, le train avait été aiguillé vers les garages, où il avait dû s'arrêter.

Surpris et déçus, les Allemands s'étaient alors répandus dans les fossés, le long des talus de la voie et dans les usines les plus proches, d'où ils avaient ouvert le feu ; et leur canon n'avait pas tardé à se mettre de la partie.

Les Allemands repoussés de partout dans Fives s'enfuirent bientôt de ce faubourg, en mettant le feu à une douzaine de maisons, « d'où des francs-tireurs avaient tiré sur le détachement », dit fallacieusement un narrateur allemand.

L'ennemi lança ensuite sur Fives un certain nombre de projectiles, qui y causèrent d'assez graves dommages, tandis qu'une batterie établie sur le territoire de Mons-en-Barœul, non loin du croisé-Laroche, à une lieue de Lille, envoyait une cinquantaine d'obus sur la ville même, dont les rues, à ce moment-là, fourmillaient de promeneurs, en grande partie des femmes et des enfants. Quelques personnes furent blessées et un certain nombre d'immeubles plus ou moins endommagés.

Pendant que ces événements s'accomplissaient, le détachement du général *Schulenburg*, parti de Douai, s'acheminait vers son objectif. Il n'arrivait en vue de Lille qu'assez tard dans l'après-midi.

Parvenue sur la hauteur de Lesquin, sa tête de colonne fut accueillie par un feu très vif. Le général allemand ordonna alors la mise en action de son artillerie, qui tira d'abord sur les faubourgs de la ville. Il fit ensuite attaquer, à droite et à gauche de la chaussée, les villages de Faches et de Ronchin, que tenaient les Français, et parvint à occuper le dernier dans la soirée à dix heures. Dans l'ensemble son mouvement échoua également.

Ces combats furent beaucoup plus sérieux qu'on n'avait pu s'en rendre compte dans Lille même, où n'arrivaient que les bruits de l'action ; car on se battit jusque vers minuit, depuis la Madeleine jusqu'à Faches-Thumesnil, sur un front total de douze kilomètres environ.

Le lendemain, lundi, dès la première heure, le canon et la fusillade se faisaient entendre de nouveau, dans la direction du sud-est, mais s'éloignèrent peu à peu, pour cesser complètement à la tombée de la nuit.

C'étaient les derniers échos des combats livrés par nos troupes, qui avaient poursuivi l'ennemi jusqu'aux environs d'Ascq, à 8 kilo-

mètres de Lille. Les Allemands laissaient entre nos mains un canon et deux caissons de munitions.

Quelques soldats ennemis, cernés dans une usine, d'où ils lâchaient encore quelques coups de fusil de temps à autre, furent pris dans la matinée du même jour à Fives, et amenés en ville, au nombre de vingt-six. Ils firent à tous l'effet d'être vieux, fatigués, fourbus. Quelques-uns étaient blessés, mais légèrement.

Les incidents que nous venons de conter ne sont que les épisodes secondaires de la lutte acharnée que se livrent, non loin de là, les forces adverses principales pour la possession de la contrée.

Le canon, qui s'était tu le 5 au soir dans la direction du sud-est, recommença à se faire entendre, le 6, ainsi que la fusillade, mais au nord-ouest, cette fois, du côté de Quesnoy-sur-Deûle.

Plus au sud, à notre extrême-gauche, d'après le communiqué français du 7, le front de bataille atteignait déjà les régions de Lens et de la Bassée. Il était prolongé des deux côtés, nous l'avons vu plus haut, par des masses de cavalerie qui se livraient combat chaque jour jusqu'aux abords d'Armentières. Toute la journée du 8, le canon tonna dans cette direction. Les événements vont maintenant se précipiter.

Les Allemands manœuvraient activement de nouveau pour isoler la place de Lille et l'investir. Leurs détachements de toutes armes s'en rapprochaient de plus en plus ; ils étaient signalés de tous côtés aux alentours, principalement dans la direction du sud, d'où continuait de s'opérer, vers le Nord, le glissement des armées en présence.

Ces circonstances engagèrent le général de Maud'huy, dont le quartier général était alors à Saint-Pol-sur-Ternoise, à rappeler les troupes qu'il avait détachées à Lille. Il les destinait, semble-t-il, à établir la liaison entre son corps d'armée et les troupes occupées, entre la Bassée et la mer, à repousser la cavalerie allemande.

Le détachement mixte, sous les ordres du commandant de Pardieu, resta seul dans la place, avec la même mission qu'auparavant. Elle consistait à empêcher l'ennemi d'utiliser la voie ferrée pour se porter au secours de sa cavalerie, que les nôtres continuaient de refouler vers Courtrai et Lille. A cet effet, le 5 octobre, après la retraite des Allemands, le détachement avait repris ses avant-postes précédents et y passa les journées des 6, 7 et 8.

Mais le commandant de Pardieu, sous la menace d'être encerclé, crut devoir s'éloigner à son tour de la place. Le 9 octobre, il rassembla les éléments de sa troupe, et dans l'après-midi s'achemina

en toute hâte vers Laventie, seule direction qui parût encore libre, par Haubourdin, Radinghem et Fromelles ; il prit son cantonnement pour la nuit dans cette dernière localité.

Dans la matinée du même jour, un avion allemand avait survolé Lille et lancé une bombe sur la ville. Le projectile était tombé à proximité du Bureau Central des Postes et Télégraphes, causant des dégâts matériels et blessant un homme.

La canonnade, qui s'était fait entendre jusqu'à une heure avancée de la nuit précédente, avait recommencé de nouveau dans l'après-midi, au loin, en même temps que des coups de fusil étaient perçus dans la direction de Saint-André, à courte distance des remparts de Lille. Beaucoup avaient l'impression que la tranquillité relative dans laquelle la ville était retombée depuis quelques jours, ne serait que de courte durée. Il y avait dans l'air comme un sentiment d'inquiétude que n'atténua pas l'incident qui vint marquer la fin de la journée.

Entre 10 et 11 heures du matin, un ordre émanant de la Préfecture et transmis verbalement en ville par des agents de police, prescrivait l'évacuation sur Gravelines de tous les hommes mobilisables de 18 à 48 ans. A partir de ce moment et de toutes les directions, ce ne fut alors dans Lille qu'un passage ininterrompu de véhicules de toutes sortes et de gens à pied gagnant hâtivement la route de Béthune, la seule, avait-on dit, par laquelle on pouvait encore atteindre la région de Dunkerque. Les premiers partants passèrent sans encombre et se trouvèrent bientôt en sûreté dans les lignes françaises. Mais il n'en fut pas de même des autres, de ceux qui, venus des alentours, de points plus ou moins éloignés du centre, n'avaient pu se mettre en route qu'aux heures avancées de l'après-midi. Il faisait déjà nuit close, quand l'une de ces colonnes tardives se trouva subitement en présence de troupes allemandes de cavalerie avec de l'artillerie qui, dans un raid rapide, avaient coupé la route suivie par les évacués. Que s'est-il passé dans cet instant ? Les versions recueillies sont confuses. Toujours est-il que des obus vinrent s'abattre en plein dans la colonne, y tuant et blessant un certain nombre d'hommes et affolant les autres. Les Allemands en prirent environ dix mille qu'ils emmenèrent à Douai. Le dernier flot des retardataires vient à peine de franchir la sortie de la ville, qu'une formidable vague en retour y ramène tout le monde. De la porte de Béthune à la Grand'Place, ce n'est plus alors qu'une immense cohue, où trente mille hommes au moins, de tout âge et de toutes conditions, se mêlent et se heurtent. La fatigue, les émotions,

tous les incidents de leur exode interrompu les ont énervés, déprimés. Ils vont devant eux, au hasard, flottent, tourbillonnent plusieurs heures durant, puis finissent par disparaître dans toutes les directions.

La nuit est belle, mais la lune est absente et seules les étoiles brillent au firmament. Un ordre récent de la municipalité a supprimé l'éclairage public à partir de dix heures du soir ; tous les becs de gaz sont éteints, et c'est dans la demi-obscurité qui couvre la ville et où chaque objet prend un aspect fantomatique, que s'achève l'évanouissement de ces masses désemparées. Tout cela, dans un calme impressionnant, sans autre bruit, à part quelques appels, que celui d'une forte houle.

Quiconque a vu ces choses, s'est senti envahir par une grande tristesse.

Les incidents de cette journée du 9 octobre ne s'étaient pas bornés, malheureusement, à ce que nous venons de rapporter. Un autre épisode aussi tragique, sinon plus, s'était déjà accompli dans l'après-midi, sensiblement sur le même point et, selon toute vraisemblance, par le fait des mêmes troupes allemandes qui devaient survenir dans la soirée pour barrer la route de Béthune à nos mobilisables.

Un certain nombre d'employés du chemin de fer, accompagnés de leurs familles, en tout cent à cent cinquante personnes, avaient été embarqués dans un train spécial pour Béthune. La nuit précédente, un autre train avait pu gagner la même direction sans encombre, et tous les renseignements recueillis permettaient de penser que la ligne était encore libre. Le train a quitté la gare de Lille à 3 heures et demie de l'après-midi et a franchi sans s'arrêter la station d'Haubourdin. Aux abords de Santes, le garde du sémaphore a fait le signal d'arrêt. Des territoriaux, flanqueurs de la colonne du commandant de Pardieu, laquelle vient de quitter Lille quelques heures auparavant, ont fait feu sur une patrouille de cavalerie allemande qui circule à proximité de la voie, dans la direction de Wavrin, la station suivante. La question de savoir si l'on doit poursuivre sa route ou de rebrousser chemin est agitée. Les communications télégraphiques et téléphoniques sont interrompues ; on ignore complètement ce qui se passe de ce côté-là, et l'on hésite sur le parti à prendre, lorsqu'un lieutenant de douanes survient. Interrogé, l'officier répond que les cavaliers aperçus doivent faire partie de l'une de ces patrouilles isolées comme on en voit depuis quelque temps. Il ignore lui aussi ce qui a lieu plus loin. On décide

de passer ; si quelque chose d'anormal lui apparaît, le mécanicien lancera un coup de sifflet prolongé. Et le train, attelé d'une grosse locomotive compound, démarre rapidement. A peu de distance de Wavrin, une patrouille apparaît dans un champ, à gauche. Elle se compose de cinq uhlands qui regardent passer le train, comme indifférents ; sans faire un geste. Quelques secondes se sont à peine écoulées, et le train aborde la station. Le signal convenu s'échappe alors de la locomotive, et aussitôt éclate une fusillade intense. Le train est criblé de balles ; la conduite du frein est atteinte ; le convoi ralentit, puis s'arrête en pleine voie. Toutes les glaces sont brisées, et par les portières ouvertes on voit les blessés qui gémissent et les morts étendus... Les survivants du drame sont maintenant tous pris, ou à peu près. Ils ont été groupés près de la halle de la petite vitesse où ils ont été poussés à coups de poing, de crosse et de canon de fusil. Formés en colonne et prévenus que leur escorte, composée de cavaliers et de cyclistes, réprimera à coups de fusil toute tentative de fuite, ils sont acheminés vers une destination inconnue. Le lendemain seulement, à une heure avancée de la nuit, après maintes péripéties douloureuses, les captifs arriveront à Douai, harassés et affamés...

(A suivre.)

P. TROCHON.

III

LE PRIEUR DE SAINT-PIERRE-D'AMILLY

JOSEPH PEYRA

OFFICIER DE SANTÉ (1798)

Lorsque je trouvais aux Archives Nationales, dans les papiers de la Police générale (1), les documents qu'on va lire, tout une bouffée de souvenirs d'enfance envahit mon cerveau et se représentait à moi avec une singulière intensité. Depuis cinquante-sept ans, ils sommeillaient au fond de ma très vive mémoire qu'ils avaient fortement impressionnée : telle la plaque sensibilisée qui reçoit et garde une image sous l'action d'une lumière favorable.

(1) Archives Nationales, F⁷, 6153, dos. 1029.

J'étais allé passer mes vacances près de ma mère, chez mon frère aîné, l'abbé Pierre-Théodore Grasilier, le savant historien et archéologue qui me servit de père ; il était alors curé de Saint-Saturnin-du-Bois, près Surgères, c'était la singulière récompense qu'on avait donnée à cet homme qui avait passé neuf années de dur apostolat à Ardillières, logé d'abord dans une maison qui ne fut pas, quand il en sortit, assez confortable pour y abriter un cheval. Mais qu'importait au zèle de ce prêtre, à ce travailleur acharné, à ce véritable bénédictin que tout le monde aimait et appréciait, sauf un étranger haineux qu'il avait instruit de l'histoire de notre petite patrie, de cette histoire de Saintonge et d'Aunis dont il aimait le glorieux passé, et surtout de l'histoire religieuse du double diocèse de Saintes et de la Rochelle, dont il a conté les légendes naïves de ses saints, décrit ses abbayes et retracé plus d'une page de ses annales ?

Donc, j'avais treize ans à peine ; mon frère, qui m'emmenait fréquemment avec lui dans ses courses à travers sa paroisse, dirigea notre promenade vers le village de Saint-Pierre-d'Amilly, dont il avait aussi la charge spirituelle, car depuis la Révolution il n'y avait point de pasteur en ce lieu. Chemin faisant, il me donnait des leçons de choses ou d'histoire naturelle, et meublait ainsi ma jeune cervelle d'une foule de détails qui n'en sont jamais sortis et sont au contraire, aux portes de la vieillesse, plus vivants que jamais, comme je l'ai dit.

Nous cheminions sous le soleil ardent d'août, lorsqu'au détour d'une haie, un paysan qui était dans un champ se mit à crier, en courant vers nous :

- M'sieu l' curé ! M'sieu l' curé ! V'nez donc chez nous...
- Qu'est-ce qu'il y a ? lui dit mon frère.
- O y a ma pauve mère qui onfle.
- Et qu'est-ce qu'elle a votre mère ?
- Al a, ... al a, ... qu'al est ine femme d'âge et qu'a serait ben mieux dans les cimentières.
- Vraiment, mon ami, mais quel âge a-t-elle donc ?
- Cinquante et in ans passés, M'sieu l' curé, n'est o pas ine femme d'âge ?

A cet énoncé, mon frère frémit et moi-même j'en eus de l'émotion.

Je me souviens que le prêtre essaya de faire entendre quelque morale au paysan qui nous conduisait vers sa maison, mais cela me parut peine perdue, et je crus comprendre que la « femme

d'âge », étant veuve, avait partagé son bien entre ses enfants et que, dès lors, elle leur était devenue à charge. Il ne m'a pas, hélas ! fallu devenir moi-même « in houe d'âge », pour apprendre que ce « trait de piété filiale » n'était point une anomalie, mais de mœurs habituelles.

Ce fut un événement dans le bourg, quand on sut que le curé était là, dans une maison, auprès d'une malade ; on accourut de toutes parts. Quand mon frère sortit de la chambre, on lui demanda : « Qu'est ou qu'vous en disez ?... » Tous songeaient à la maladie, au secours physique, nul ne pensait au secours spirituel, nul ne voyait le prêtre, tous prisaient l'homme « éduqué » qui savait quelque chose de médecine, personne ne songait au ministère du prêtre, ni à son Dieu.

La première fois que, nouvellement nommé, mon frère était venu visiter le maire de Saint-Pierre-d'Amilly, il fut à peu près courtoisement reçu ; mais cet important magistrat crut devoir le prévenir qu'il n'aurait pas grande occasion d'exercer son saint ministère : — « Attendu, lui dit-il, que la commune n'est point grosse et « que si j'nous marions à l'église pa'squ'o l'est pu prope, si fasons « baptiser les enfants pa'squ'o l'est la coutume, par exempie, nous « nous sarrons nous-mêmes ; oui, j' nous rendons ce p'tit service « entre nous. Vous n'aurez donc guère d'enterrements. » Le curé fut fixé : il pouvait se livrer à ses chères études sans crainte d'être trop dérangé.

Parmi les gens accourus, pour voir « nout' prête », une femme, entre autres, me fit une singulière impression d'effroi et de répulsion instinctive. Elle était de taille plutôt petite, contrefaite et épaisse ; un *copot* malpropre, mal perché, coiffait sa tête forte au visage de marron sculpté percé de deux trous où luisaient deux yeux qui ne s'accordaient point et que la démarche claudicante de la femme semblait à chaque pas vouloir faire tomber de leur orbite.

Un mouvement avait trahi mon effroi ; un paysan, se penchant à mon oreille et faisant un abat-son de sa main, me dit tout bas : « — O l'é ine fille de prête !... »

C'était, me dit-on, la fille de Peyra, le moine augustin, le dernier titulaire du prieuré de Saint-Pierre-d'Amilly à l'époque de la Révolution, celui-là même auquel se rapportent les documents qui suivent.

En terminant, j'ajouterai qu'à l'époque de mon histoire (1863), les jeunes gens de la conscription avaient coutume, avant de se rendre à Surgères tirer au sort, d'aller sur la tombe du prieur,

prendre une petite pierre qu'ils plaçaient entre peau et chemise afin que le sort leur soit favorable et leur fasse tirer un bon numéro. J'ignore si la coutume s'est perpétuée malgré son inefficacité certaine et son inutilité complète actuelle.

LÉONCE GRASILIER.

Voici les renseignements que M. Bonnet, maire de Saint-Pierre-d'Amilly, a bien voulu nous adresser en réponse à une lettre par laquelle nous lui demandions quels souvenirs subsistaient du prieur Peyra, et s'il est exact que longtemps après sa mort il exerçait encore une certaine influence. Nous l'en remercions.

N. D. L. R.

« Joseph Bourdiceaud Peyra, prieur d'Amilly, eut en effet la réputation de soigner certains malades ; il eut chez lui une fille aveugle à laquelle il aurait rendu l'usage de la vue.

« D'après certains renseignements, cette fille, qui n'avait jamais connu ses parents, lui aurait été confiée pour qu'il l'élevât. Il la maria quelques jours avant sa mort.

« Il fut habile prestidigitateur et sut frapper l'imagination des gens de son époque à tel point qu'on le prenait pour un être surnaturel.

« Il avait prédit, dit-on, qu'après sa mort sa tombe tomberait en morceaux, ce qui arriva en effet, et les uns pour se préserver de la maladie ou du mauvais sort, les autres pour avoir la chance de réussir en certaines circonstances, allèrent chercher des morceaux de cette tombe.

« Des conscrits allèrent, pendant bien longtemps, prendre une petite pierre de cette tombe qu'ils plaçaient sur leur chemise pour avoir un bon numéro. Plusieurs personnes encore vivantes disent avoir agi ainsi.

« La tombe de ce prieur n'existe plus.

« Voici l'extrait de son acte de décès :

« L'an mil huit cent onze, le vingt-quatre du mois de septembre, sur les cinq heures du matin, pardevant nous, François Joany, Maire et Officier de l'État-civil de la commune de Saint-Pierre-d'Amilly, canton de Surgères, département de la Charente-Inférieure, sont comparus Jean Villéger, son domestique, « âgé de trente-sept ans, demeurant à la cure d'Amilly, et Jacques Barassard, « cultivateur, âgé de quarante-six ans, demeurant au même lieu, qui a dit être « son bordier, lesquels nous ont déclaré que Joseph Bourdiceaud Peyra, officier « de santé, est décédé le vingt-quatre septembre sur les cinq heures du matin, « âgé de soixante et onze ans. — JOANY. »

« A. BONNET. »

*Copie de la lettre écrite par le Commissaire du Directoire Exécutif
près l'Administration du Canton de Moulleron.*

Moulleron, 11 Prairial, an 6.

Un événement bien fâcheux est arrivé à la citoyenne veuve Gau-trau, de cette commune, et voici je crois ce que y a donné lieu.

Un appelé *Peyra*, cy devant Prieur d'Amilly, département des

deux Sèvres, charlatant et distributeur de remèdes passant pour guérir les maux incurables, a réduit la dite citoyenne veuve Gautreau dans l'état le plus déplorable pendant quarante-huit heures au moins, dans son domicile, après son retour de chez ce particulier, aupoint quelle a tenu une conduite absolument semblable à celle d'une personne en démence. Ses voisins ont été obligés de courir chez elle à plusieurs reprises pour la contenir ; il a fallu lui lier pieds et mains ; un de ses domestiques s'étant approché d'elle, elle l'a mordu avec force au visage. Ces faits se sont passés dans la nuit du 9 au 10 du courant, et sans de prompts secours, il en serait encore résulté de plus grands malheurs.

Dans le feu de sa rage et toujours frappée d'imagination, on a remarqué relativement à cet homme (Peyra), entr'autre chose, qu'il lui avait défendu de faire instruire ses enfants par des instituteurs qui avaient prêté le serment aux lois de la République, que ces hommes n'avaient n'y fois n'y religion et autres propos contre-révolutionnaires qui ont été entendus par ceux qui sont venus voir la citoyenne veuve Gautreau et particulièrement les citoyens Pasquier son beau-frère, Violeau et Barion, officiers de santé, qui ont été appelés auprès d'elle, c'est derniers lui ayant administrés les secours de leur état. La citoyenne Gautreau est revenue et a repris ses sangs, elle a avoué qu'elle avait bu des eaux que lui avait donné le dit Peyra. Vous pouvez recueillir d'autres faits qui sont personnels à ce charlatant dangereux, par beaucoup de citoyens et notamment par le citoyen Pasquier qui ira au département le 13 de ce mois. Ce n'est pas le seul désordre qu'il a occasionné, maintes familles dans les environs de ce pays-ci ont eu aussi la simplicité d'aller le trouver à Milli, de sorte que c'est un homme très dangereux et qu'il est instant d'en purger la société. On le croit d'ailleurs un grand ennemi de la République, malgré qu'il ait affecté d'être patriote.

Je ne sai rien autre chose sur son compte, je vous dénonce les malheurs qui sont arrivés à la citoyenne Gautreau, pour que vous preniés à l'égard de ce particulier le parti que votre prudence vous suggérera.

Salut et Fraternité.

Signé : DUPONET. (?)

Pour copie conforme :

*Le Commissaire du Directoire Exécutif
près l'Administration centrale de la Vendée,*

COYAND.

Fontenay-le-Peuple, 12 prairial an 6.

Le Commissaire du Directoire exécutif près l'Administration départementale de la Vendée.

Au Citoyen Ministre de la Police Générale.

Citoyen Ministre,

Un cy devant prêtre, ex-prieur d'Amilly, département de la Charente-Inférieure, fameux aujourd'hui parmi le peuple des campagnes par le charlatanisme qu'il exerce pour extorquer l'argent des sots qui lui attribuent l'art de guérir les maux incurables. Il est un fléau pour la société, il fait d'autant plus de mal que sa réputation est très étendue. Les amis de l'humanité le regardent comme un homme dangereux par l'art qu'il exerce pour guérir les imbéciles qui ont recours à ses remèdes, et les vrais amis de la chose publique ne paraissent pas avoir de confiance dans les principes qu'il professe. S'il résidait dans ce département, je pourrais vous donner des renseignements positifs à cet égard, mais comme il est du département de la Charente-Inférieure, je me borne à vous transmettre, cy jointe, copie d'une lettre que je viens de recevoir du Commissaire près l'Administration du canton de Mouilleron, par laquelle cet ex-prêtre est accusé d'être l'auteur d'un événement très fâcheux ; j'adresse copie de la même lettre à mon collègue près l'Administration de la Charente-Inférieure, pour fixer son attention et sa surveillance sur cet individu. Si cet ex-curé est tel qu'on me l'a dépeint dans plusieurs circonstances, c'est un homme à séquestrer de la société : il vous est facile, Citoyen Ministre, de vous faire rendre compte de sa conduite et d'avoir des renseignements positifs sur le degré d'influence qu'il exerce sur le peuple.

Salut et fraternité,

COYAND.

MINISTÈRE DE LA POLICE GÉNÉRALE

Paris 19 prairial an 6.

BUREAU PARTICULIER

*Au Commissaire du Directoire près l'Administration
départementale de la Charente-Inférieure,
à Saintes.*

Votre collègue près l'Administration départementale de la Vendée

me transmet des renseignements sur un nommé *Peyra*, ci-devant *Prieur d'Amilly*, qui parcourt votre département en distribuant aux habitants des campagnes de prétendus remèdes pour toutes les maladies — Et ce qui donne au charlatanisme de cet individu un double danger, c'est qu'indépendamment de l'argent qu'il extorque aux hommes crédules, il professe encore et cherche à propager, à ce qu'on m'assure, les sentiments les plus contrerévolutionnaires. Je vous charge d'examiner si cet ex-prêtre n'est soumis à aucune des dispositions des lois de 1792 et 1793, de les lui appliquer s'il y a lieu et de me donner sur lui, au cas contraire, des renseignements propres à me mettre à même d'apprécier avec certitude les dangers de son influence, et de prendre contre lui le parti qui conviendra.

Salut et fraternité.

Minute

MÉMOIRE JUSTIFICATIF adressé au Citoyen Ministre de l'Intérieur et à l'Administration Centrale du département de la Charente-Inférieure par JOSEPH PEYRA, officier de santé, patenté comme tel, pour éviter tout trouble, sans avoir jamais fait autre chose qu'accueillir les prisonniers qui ont besoin de sa charité et de ses secours, sans prétendre néanmoins à la qualité de médecin ou de chirurgien ; demeurant dans la commune d'Amilly, canton de Benon ; pour servir de réponse à la dénonciation faite contre lui par le Commissaire du Pouvoir exécutif près l'Administration municipale du canton de Mouilleron, à celui du département de la Vendée.

*Vita mortal tutta d'invidia piena.
(Arioste. Orlando fur. cant. 4.)*

Citoyen Ministre,

C'est après soixante ans d'une vie que le témoignage unanime de mes concitoyens m'autorise à regarder comme irréprochable, c'est après en avoir consacré tous les instants à soulager l'humanité souffrante, que la calomnie s'efforce de me perdre dans l'opinion publique, et de me peindre à vos yeux comme un perturbateur, comme l'ennemi enfin d'une révolution que je n'ai cessé de chérir et d'admirer. Pour la première fois depuis que j'ai conçu le projet de me rendre utile à mes semblables, je me vois forcé de défendre mon honneur et ma tranquillité ; pour détruire donc des inculpations dont la source se laisse aisément connaître, je vais, Citoyen Ministre, vous rendre compte de ma conduite politique et privée. Je le dois à la vérité, au public et au gouvernement.

Pour mettre plus d'ordre et de précision dans ma justification, et

pour ne fatiguer que le moins qu'il me sera possible votre attention, je réduis à quatre principaux chefs la dénonciation lancée contre moi.

Je laisse de côté tout ce qui ne porte que l'empreinte de l'absurdité et du ridicule. Ce serait combattre la chimère que d'entreprendre de corriger certains hommes sur ces deux points ; mais la calomnie qui porte le plus souvent des coups mortels, oblige l'offensé à réunir toutes ses forces pour l'altérer et la confondre. Mes réponses contiendront de la manière la plus directe l'exposé de toute ma conduite.

1^{re} Dit la dénonciation : *je suis un charlatan.*

Reponse : Né avec le goût le plus vif pour la médecine, mon penchant contrarié par mes parents ne put être détruit par leur résistance, et le cloître me parut le lieu le plus propre pour me livrer avec liberté et avantage aux études et aux méditations profondes qui ouvrent l'entrée de ce premier des arts utiles. La réputation du célèbre frère Côme me fit préférer l'ordre des Feuillants, et pendant vingt quatre ans que j'y suis resté, je me suis constamment occupé de la médecine. Mon séjour dans les principales villes de France telles que Bordeaux, Toulouse, Poitiers, Limoges et Nantes, me donna la facilité d'y suivre les différents cours qu'on y enseignait ; joignant ensuite la pratique à la théorie, je profitai de mes progrès pour traiter gratuitement les malades. Assez heureux pour réussir, je n'ai eu qu'à me féliciter de mes travaux.

J'ai demeuré douze ans dans la ci-devant abbaye de Bellefontaine, au département de Maine-et-Loire. Un élève distingué du frère Côme m'y communiquait ses lumières, et les habitants de cette contrée peuvent encore rendre justice aux services que je leur ai rendus, en traitant et guérissant sans aucune rétribution, les malades auxquels la maison fournissait les remèdes.

Je fus ensuite nommé à la ci-devant cure d'Amilly et à celle de Cram, avec la liberté de choisir. Cram valait au moins quatre mille livres et Amilly la moitié moins ; l'embarras que m'eut occasionné la plus forte de ces deux cures surchargée de procès, me fit préférer la plus faible, afin de pouvoir, étant plus libre, utiliser plus facilement les connaissances déjà acquises, et celles que je pouvais acquérir chaque jour par la pratique.

Les personnes intéressées à me calomnier et qui me condamnent sans me connaître ni m'entendre, auraient dû, avant de m'accuser, apprendre par la bouche de ceux qui me connaissent, qui je suis et qui j'ai toujours été, elles se garderaient alors de rien donner au

hasard, à la prévention pour ne pas dire à la plus basse et à la plus stupide jalousie. Elles apprendraient qu'indépendamment de mes études et de mon expérience, ma société a toujours été celle des hommes les plus distingués par l'étendue de leurs lumières ; elles sauraient que pendant dix ans, voisin et ami du célèbre feu citoyen Cochon-Dupuy, premier médecin de la marine à Rochefort, j'ai vécu avec lui dans la plus grande intimité, ne cessant de puiser dans ses connaissances de nouvelles forces pour marcher dans la carrière que j'avais adoptée. Elles sauraient encore que les enfants de cet homme utile, héritiers pour moi des sentiments de leur père, m'ont laissé choisir dans sa Bibliothèque ses manuscrits et ses mémoires, et ont fait passer dans mes mains ceux de ses instruments de physique qui pouvaient être applicables au soulagement de l'humanité, et que j'emploie encore tous les jours, j'ose le dire, avec succès.

Je suis un charlatan, disent encore mes adversaires. Est-ce parce que, ne réservant de la pratique de nos pères que ce qui peut être utile aux hommes et ne pas leur nuire, je me suis écarté de la routine meurtrière des anciens ? Je n'ai fait que suivre en cela l'exemple des hommes les plus éclairés de notre siècle, et j'ai marché sur leurs traces. Je n'emploie, disent-ils, qu'un seul remède : ils n'ont pas vu sans doute les factures des droguistes qui me fournissent, qui font foi du contraire, et que je n'ai jamais cru posséder cette panacée universelle que j'aurais tant désiré de connaître, si la possibilité m'en eût été clairement démontrée. Il est vrai que je simplifie le plus qu'il est en mon pouvoir la dégoûtante cuisine des préparations chimiques et pharmaceutiques, et que j'épargne ainsi à mes malades beaucoup de dépenses et surtout beaucoup d'angoisses souvent plus cruelles que la perte de l'argent. Au reste, n'ont-ils pas tous les jours mes remèdes sous les yeux et entre les mains ? Qu'ils les soumettent, si leurs lumières s'étendent jusque-là, à l'examen sévère de l'analyse. Je n'ai jamais défendu à mes malades de leur en laisser prendre connaissance, et je vais plus loin : si leur expérience leur fait faire des découvertes plus salutaires que les miennes, je déclare hautement que je ne rougirai pas de m'en servir, même de publier que j'en fais usage, et de mettre, en un mot, à l'écart ces petitessees de la jalousie qui nuisent au progrès de l'art.

Je vous observerai, Citoyen Ministre, que, ne sachant qu'être soumis à la loi, je n'ai point balancé à en donner des preuves en me munissant d'une patente. Dès lors, je suis en règle, et je peux

exercer mon art sans qu'il soit permis de me troubler. Il est vrai que je ne vais pas au devant des malades et que c'est eux qui se réunissent autour de moi ; ma maison est devenue un hospice où tout homme dont la santé est altérée peut venir chercher avec confiance les secours qui sont en mon pouvoir. J'avoue cependant que la classe indigente est celle que je soigne avec une prédilection. Je reçois, dit-on, des rétributions ! Oui, j'en reçois, je suis loin de désavouer une conduite aussi naturelle, mais de qui me viennent-elles ? de ceux que leurs facultés mettent dans le cas, moins de récompenser mes peines et de rembourser mes dépenses, que de subvenir pour leur part aux besoins de leurs frères maltraités par la nature et la fortune. C'est de cette manière que je rends service au riche en évitant de rançonner le pauvre. Si ce sont là mes titres pour être charlatan, oui, certes, je m'honore de l'être, et si ce nom est applicable à mes actions, c'est pour moi une gloire de le porter. Soyez persuadé, Citoyen Ministre, que satisfait du témoignage de mon cœur et de celui de mes concitoyens, je n'eusse jamais fait à vos yeux l'étalage de ces mêmes actions, si elles ne se trouvaient tellement liées à ma justification, qu'il est impossible de les en séparer sans affaiblir mes moyens de défense contre les attaques de la malignité.

J'ajouterai à cet article trois traits absolument indispensables pour me faire connaître entièrement : 1° Loin d'avoir des ennemis parmi les officiers de santé qui m'environnent, non seulement nous nous renvoyons des malades que nous traitons de concert, mais lorsqu'il se présente quelque cas embarrassant, l'amour-propre ne m'aveugle pas assez pour ne pas invoquer le secours des lumières de mes estimables voisins ; ils sont amis de la vérité, aucun d'eux ne se refusera à lui rendre hommage. 2° Je ne dois pas vous taire que des administrations supérieures, confiantes dans mes moyens, m'ont adressé des malades des hospices civils, et particulièrement des malheureux convaincus de folie. Je les leur ai rendus rappelés à la raison après un traitement fait à mes frais, et la reconnaissance que ces mêmes administrations m'en ont témoigné est devenue pour moi un nouveau titre à la confiance publique et un nouvel encouragement à faire le bien malgré les clameurs des gens intéressés à ma perte. 3° Enfin, Citoyen, non content de consacrer à l'humanité la majeure partie de mon temps, j'aurais cru qu'il me manquait encore quelque chose, si je n'étendais mes soins jusque sur les animaux qui facilitent l'industrie de l'homme en le soulageant dans ses travaux. Je n'ai point dédaigné l'art vétérinaire, et j'ose avancer que des cures heureuses dans cette partie ont encore été la récompense de mon labeur.

Je passe aux autres chefs d'accusation ; et quant à mes succès, je renvoie mes détracteurs à mes certificats et à ma correspondance dont je ne fais aucun mystère dans ce qu'elle peut contenir d'ostensible.

2° D'après la dénonciation, *je suis l'auteur de la démence de la citoyenne Gautreau, de Mouilleron, et j'ai mis un de ses enfants en pension chez un ecclésiastique.*

Réponse. — J'ignore si cette démence est vraie ou supposée : voici seulement ce que je sais de la citoyenne Gautreau. Elle m'amena, il y a quelque temps, un enfant de quatre ans dont tout le côté droit était paralysé et qui était atteint d'épilepsie ; convaincu après un mûr examen que son état était mortel, je refusai de l'entreprendre, et j'adoucis mon refus, autant qu'il était possible de le faire, vis-à-vis d'une mère.

Mon pronostic ne fut que trop vrai : l'enfant mourut quelques jours après, mais sans avoir pris de mes remèdes. Elle m'avait parlé d'un autre enfant, âgé de quinze ans, qu'elle voulait faire instruire, et que j'ai guéri d'un mal aux yeux. Loin de la détourner de lui donner une éducation républicaine, je la conduisis sur-le-champ à Mauzé, chez un instituteur primaire. Le prix de la pension lui sembla trop fort, et, sans me consulter, elle le plaça elle-même chez un ex-ecclésiastique à deux lieues de là, et à raison d'un prix plus modique. J'offre la preuve de tous ces faits.

Je reviens aux suites de la première partie de cet article, la seconde ne mérite pas une réponse.

Lorsque la citoyenne Gautreau vint chez moi, elle était dans un état de santé et de raison : elle n'avait par conséquent aucun besoin de mes remèdes, ni moi aucun motif pour les lui proposer. Il est vraisemblable qu'outre la fatigue d'un long voyage, la perte de son enfant, et une sensibilité extrême achevant d'ébranler des organes déjà affaiblis par d'autres chagrins, ce concours a pu conduire cette citoyenne à des accès momentanés de délire et de démence, mais n'ayant traité ni la mère, ni l'enfant, où donc est mon influence dans ce malheureux événement ? Je m'en rapporte, Citoyen Ministre, à votre sagesse et à votre impartialité. Des officiers de santé furent appelés, et ils n'ignoraient pas que leur malade avait eu de la confiance en moi : il n'en fallut pas davantage. Ils employèrent, m'a-t-on assuré, ce que l'art a de plus dur en de pareilles circonstances, ils caractérisèrent l'état de la citoyenne Gautreau de démence accompagnée de *rage*. En conséquence ils la saignèrent aux quatre veines, m'a-t-on dit, et la lièrent, et la garrottèrent inhumaine-

ment. Dès lors, le citoyen Peyra devint responsable de tout ce désordre, on chercha à attirer sur sa tête le glaive de la loi, en tâchant de le faire passer pour l'auteur du mal.

Le Commissaire du Pouvoir exécutif du canton de Mouilleron, stimulé par ces étranges clameurs, écrivit contre moi en termes peu réfléchis au Commissaire près l'Administration Centrale de la Vendée. Celui-ci me dénonça à vous, Citoyen Ministre, et au Commissaire près l'Administration départementale de la Charente-Inférieure. On avait tellement exagéré l'état, sans doute imaginaire, de cette malade, que la dénonciation était datée du 12 prairial, et que la citoyenne Gautreau était si paisible le 18, jour de la foire de sa commune (chose presque impossible après un ébranlement aussi terrible qu'on l'avait annoncé), qu'ayant su qu'il y avait à la foire des citoyens de mon canton, elle les envoya chercher et les pria de m'engager à venir la voir, mon voyage dût-il lui coûter cinquante, même cent louis. Un officier de santé entendant ces dispositions, jura qu'il me sabrerait si j'étais assez hardi pour m'y présenter. Ces mêmes citoyens peuvent attester la vérité de ce propos. Comme il fallait que cette comédie eût une fin, car je ne peux regarder autrement tout ce manège, la citoyenne Gautreau se trouve aujourd'hui guérie par les remèdes violents. La dénonciation faite, on n'avait plus besoin d'elle ni de sa folie.

Par une bizarrerie, ou plutôt par une perfidie bien marquée, un nommé Pasquier, parent, m'a-t-on dit, de la malade, et peut-être instrument passif, m'écrivit en date du 13, et je ne reçus sa lettre que le 2 messidor. Il me priait de lui indiquer les moyens de soulager sa parente, ajoutant que c'était le vœu de tous les honnêtes gens de Mouilleron, qui, par conséquent, avaient de la confiance en moi. Peut-on se former l'idée d'une duplicité plus complète et d'un piège plus grossièrement tendu ? Telle est pourtant la marche de ceux qui cherchent à me perdre. Il me reste, pour finir cet article, à vous prier, Citoyen Ministre, de vouloir bien apprécier une pareille conduite et de tels dénonciateurs.

3° Le Commissaire près l'Administration centrale de la Vendée convient que j'ai obtenu la confiance du peuple des campagnes ; mais il ajoute que depuis longtemps il me regarde comme un homme dangereux dans la société.

Réponse. — Qu'il me soit permis ici, Citoyen Commissaire, de vous interpeler. Votre place ne vous élève pas tellement au-dessus des autres hommes, qu'un citoyen blessé par vous dans son honneur ne puisse vous demander de motiver vos assertions sur son

compte,... mais je suis assez humain pour vous sauver l'embarras de divaguer, en ne vous répondant que par des certificats et les témoignages authentiques de mes concitoyens, que je mets sous les yeux d'un ministre intègre.

Voilà la seule réponse que votre phrase contradictoire me semble mériter, et je passe au dernier chef.

4^e Enfin, je suis un fanatique.

Réponse. — Qu'entend-on par cette imputation ? Quoique la plus dénuée de preuves, elle n'en est pas moins la plus dangereuse et la plus cruelle qu'on puisse diriger contre moi, ayant exercé gratuitement le culte, à la pressante sollicitation des habitants de ma commune ; ils me sont tous témoins que je n'ai jamais prêché que la soumission aux lois, le respect des personnes et des propriétés. Jaloux de donner l'exemple, j'ai prêté avec enthousiasme tous les serments exigés depuis le commencement de la Révolution, et les extraits des registres de la commune ne permettent pas d'en douter. Je les joins au présent mémoire. Jamais il n'entra dans mon caractère des vues contre-révolutionnaires ; elles n'eussent pu cadrer avec mes principes ; mon civisme me mérita la place de Maire pendant deux ans, et celle de percepteur dans les temps difficiles de l'an 3 et de l'an 4, et je ne crois pas avoir donné lieu à la moindre plainte.

Est-ce par fanatisme que, fidèle à la morale républicaine, je m'efforce de mettre en pratique ce qu'elle prescrit de plus sublime ? Oui, Citoyen Commissaire du Canton de Mouilleron, j'ai poussé, s'il est permis de parler ainsi, le fanatisme de la bienfaisance jusqu'au point de retirer chez moi deux vieillards dont l'un est nonagénaire, et une orpheline privée de la vue. Ces victimes du malheur existent dans ma maison depuis plusieurs années, et mes premiers soins ont pour but, si je paie, avant eux, mon tribut à la nature, de leur laisser après moi une existence supportable.

La modestie, me direz-vous, devrait supprimer ces détails, mais la vérité, mais mon honneur offensé m'oblige à me montrer à découvert, et le témoignage de mes concitoyens est là pour confirmer ce que j'avance. Tel a toujours été mon fanatisme, tel il sera jusqu'à mon dernier moment, si la fortune me fournit les moyens d'y subvenir.

Voilà, Citoyen Ministre, le tableau que j'ai à vous présenter, c'est à vous maintenant de juger, si, persécuté par toutes les passions, et particulièrement par la jalousie et la cupidité de mes ennemis, je puis oser me flatter de mériter votre protection. Si je suis coupable,

l'équité veut que je sois puni ; si je suis innocent, si je suis utile, elle veut aussi que je trouve un appui dans un Ministre ami des lois et de la justice.

Et vous que la passion a certainement égarés, vous qui, si vous me connaissiez mieux, rougiriez d'être mes adversaires, rivalisons, s'il le faut absolument, mais que ce ne soit que dans la recherche et l'application des moyens les plus propres à soulager l'humanité dans ses souffrances.

A Amilly, le 9 Messidor, l'an 6^e de la République française une et indivisible.

PEYRA.

Benon, 8 Messidor an 6^e

Le Commissaire du Directoire exécutif près l'Administration Municipale du Canton de Benon,

A Celui près l'Administration Centrale du département de la Charente-Inférieure.

Citoyen,

J'ai lu avec attention la dénonciation qui a été faite contre Peyra, qui était jointe à votre lettre du 29 prairial, avec les lettres qui l'accompagnaient. Je vais vous répondre avec la plus scrupuleuse sincérité, sur les différents faits qui lui sont imputés, d'après les connaissances que j'ai, particulièrement, de sa moralité et d'après les renseignements que j'ai pu me procurer.

Il paraît que ce sont des propos tenus par la citoyenne Gautreau, de la commune de Mouilleron, dans un accès de folie qu'elle a éprouvé, revenant de chez Peyra le consulter sur sa maladie, qui ont donné lieu à cette dénonciation ; j'ignore absolument quel a été le résultat de la conversation qu'ils ont eue ensemble, mais le citoyen François Brizard, de la commune d'Amilly, chez qui cette citoyenne était descendue, m'a dit qu'elle lui a parlé alors de Peyra comme d'un homme dont elle faisait le plus grand cas, et auquel elle avait la plus grande obligation. Ce même citoyen étant à la foire de Mouilleron, il y a quinze jours, et la citoyenne Gautreau l'ayant appris, le fit inviter à deux fois différentes de passer chez elle, ce qu'il fit, et elle lui parla de Peyra d'une manière avantageuse et le chargea de lui dire de se rendre auprès d'elle et qu'elle n'avait absolument confiance qu'en lui. Qu'il se trouva là un officier de santé qui

tint les propos les plus injurieux contre Peyra et ajouta que s'il s'avisait d'y aller, il ne s'en retournerait jamais chez lui ; que ces propos furent répétés par ce même officier de santé, en pleine foire, en présence de beaucoup de monde, notamment des citoyens Couillaud frères et Brizard cadet, de la commune de la Laigne, de ce canton, qui m'ont fait les mêmes rapports. D'après cela, il paraîtrait donc que cette dénonciation n'est que l'effet de la jalousie qu'ont conçue, contre lui, les gens de l'art. Ce qui me porte à le croire, c'est que je ne l'ai jamais connu aux traits dont il est peint dans cette dénonciation, et qu'il tient, au contraire, une conduite absolument opposée aux principes qu'on lui suppose.

N'ayant que lui dans ce canton qui exerce le Ministère du Culte Catholique, j'ai surveillé, autant que possible, ses actions et ses propos, tant sous le rapport de Ministre du Culte, que sous celui d'Officier de Santé, et partout il a été vu avec les sentiments républicains qu'il professe publiquement.

Comme Ministre du Culte, il a, à toutes les époques, fait les serments et déclarations exigés par les lois, il a prêché à ses concitoyens l'obéissance aux lois, et le respect des propriétés; aussitôt qu'il eut connaissance de l'arrêté du Directoire Exécutif du 14 Germinal, il a cessé d'exercer le culte les jours indiqués par l'ancien calendrier sacerdotal et l'a transporté au décady; ce qui m'a toujours confirmé dans l'idée qu'il agissait de bonne foi, c'est l'improbation publique qu'il a donné, dans tous les temps, à ses confrères qui ne se renfermaient pas strictement dans ce qui leur était prescrit, et tous ceux qui le fréquentent habituellement m'ont assuré que, soit en particulier, soit en public, il n'avait aucunement varié dans ses principes républicains.

J'ai eu lieu de m'en convaincre à chaque fois que l'ai vu; il jouit de l'amitié des patriotes des environs, il est charitable envers tout le monde, saisissant les occasions de faire le bien, étant connu, d'ailleurs, pour être du plus grand désintéressement et d'une très grande probité; n'ayant d'autres moyens d'exister que son état d'officier de santé, dont je vais vous entretenir, et je n'ai pas appris qu'il ait reçu un sol pour l'exercice du culte.

Comme Officier de santé, il s'est, des premiers, conformé aux lois sur les patentes, il m'a paru avoir beaucoup d'occupations, et cependant il ne m'est pas encore revenu qu'il en soit résulté aucuns fâcheux accidents; il ne parcourt point les campagnes pour exercer cet état, tous ceux qui ont recours à lui se rendent à son domicile où ils sont logés et nourris. J'ai ouï dire par plusieurs personnes

que la rétribution qu'il en recevait était très modique, ce qui me le prouve c'est qu'il n'est pas riche. J'ai la certitude, par le rapport que m'ont fait des citoyens probes de sa commune, qu'il n'exigeait rien d'eux ; il ne fait point d'opérations *chirurgiques*, et il ne paraît traiter que des maladies chroniques ; ses remèdes sont simples, ils ne consistent qu'en boissons nitreuses ; il emploie beaucoup, dans les maladies de nerfs, l'électricité qui produisant des effets extraordinaires n'ont pas peu contribué à sa célébrité. Doué de très grandes connaissances, je sais qu'il les emploie dans ses discours pour démontrer l'efficacité de ses remèdes, mais c'est une maladie dont sont atteints presque tous ceux qui possèdent l'art de guérir.

Les renseignements que je vous donne, ne vous paraîtront sûrement pas suspects, vous connaissez mes principes républicains, et je puis vous assurer que pour peu que je me serais aperçu que Peyra se fût écarté de ses devoirs sous quelque rapport que ce fût, je me serais empressé de vous en faire part. Je n'ai jamais eu d'autres fréquentations avec lui que celles que ma qualité de Commissaire me forçait d'avoir, d'ailleurs il suffisait qu'il exerçât un culte que j'ai toujours considéré comme contraire aux progrès de la révolution, pour que j'aie redoublé d'attention et de surveillance à son égard, ce qui ne doit pas supposer d'amitié entre nous, au reste, malgré le vif désir que j'ai de voir éteindre l'exercice de ce culte et y voir substituer celui de la raison, je dois rendre hommage à la vérité quel que soit l'individu qui la réclame, je le fais donc avec plaisir dans cette circonstance, et je désire qu'elle vous procure les moyens de rendre justice à qui elle appartient.

PUGNAC. (?)

Pour copie conforme :

LAGAROSSE.

Saintes, 19 thermidor an 6^e

Le Commissaire du Directoire exécutif près l'Administration centrale du département de la Charente-Inférieure.

Au Ministre de la Police Générale.

Citoyen Ministre,

J'ai cherché d'après votre lettre du à m'éclairer sur la conduite du citoyen Peyra, cy-devant curé d'Amilly, qui vous a été

dénoncé comme un homme dangereux par ses principes contre-révolutionnaires et par son charlatanisme.

Une foule de certificats des fonctionnaires publics du canton de Benon et de plusieurs autres des cantons circonvoisins ; maintes attestations d'officiers de santé instruits, et le rapport de mon collègue près l'administration municipale du canton de Benon, justifient la conduite, le patriotisme et les talents du citoyen Peyra.

En résumant, il en résulte, par les témoignages rendus en sa faveur, que ce citoyen pendant tout le temps de la Révolution s'est toujours conformé aux lois et n'a cessé de se rendre utile au public, en exerçant l'art de la médecine avec tant de succès, qu'il s'est attiré la confiance des habitants du lieu de sa résidence et de beaucoup d'autres qui ont eu recours à ses remèdes et ont été guéris.

Il vit dans la plus grande simplicité, et est désintéressé au point qu'il fait de sa retraite un hôpital où il reçoit gratis les pauvres, malades et infirmes.

Le citoyen Peyra paraît être, en un mot, un homme probe et charitable, et tous les renseignements qui me sont parvenus sur son compte confirment le rapport officiel que m'a adressé à ce sujet mon collègue près l'administration municipale du canton de Benon, dont je vous adresse ci inclus copie certifiée.

J'ai lieu de croire que la dénonciation qui vous a été adressée contre le citoyen Peyra est le fruit de la jalousie de quelques officiers de santé.

LAGAROSSE.

P.-S. — Je joins à la présente le mémoire du citoyen Peyra.

27 thermidor an 6°

Le Ministre de la Police Générale,

*Au Commissaire du Directoire exécutif près l'administration
centrale du département de la Vendée,*

à Fontenay-le-Peuple

J'ai reçu, citoyen, avec votre lettre du 12 prairial, copie de celle qui vous fut adressée le 11 du même mois par votre collègue de l'Administration Municipale près du canton de Mouilleron, relative au citoyen Peyra, ex-prêtre, professant aujourd'hui dans le canton de Benon, département de la Charente-Inférieure.

J'ai pris, sur le compte de ce citoyen, des renseignements exacts

et dont le résultat dément totalement les inculpations portées contre lui.

Minute

Après cette lettre l'affaire fut terminée et le dossier fut classé sous la cote B. P. 1029.

III

UN MARIAGE A SAINT-JEAN-D'ANGÉLY, EN 1808

Dans la *Revue* du 1^{er} mars 1906 (XXVI, pp. 89 et suiv.) nous avons parlé de « Quatre mariages saintais, dotés par l'État en 1810 », en vertu d'un décret de Napoléon I^{er}, daté du 25 mars de la même année à l'occasion de son mariage avec Marie-Louise d'Autriche,

Un intéressant document, que nous avons eu la bonne fortune de nous procurer, nous rappelle d'autres actes d'indulgence et de bienfaisance par lesquels l'ex-Premier Consul Bonaparte voulut signaler son avènement au trône lorsque la dignité impériale lui fut conférée par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII (18 mai 1804).

Par un décret du 13 prairial suivant (2 juin 1804), il ordonna, en effet : 1^o la mise en liberté des individus condamnés correctionnellement et qui n'étaient détenus que pour le recouvrement des amendes ou des frais ; 2^o la décharge de la contrainte par corps des débiteurs de l'Etat ; 3^o le paiement par le trésorier de la liste civile des mois de nourrice des habitants de Paris et de la banlieue qui seraient jugés en situation de ne pas pouvoir les acquitter eux-mêmes ; 4^o et l'amnistie à tous sous-officiers et soldats déserteurs des troupes de terre et de mer.

De plus, ce même décret constitua des dots à des filles à marier dans son titre IV, sous les articles 7, 8 et 9, ainsi conçus :

« Art. 7. — Il est accordé pour chacune des municipalités de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, et pour chaque arrondissement communal de l'Empire, une somme de 600 francs destinée à la dotation d'une fille pauvre et de bonne conduite.

« Art. 8. — La désignation en sera faite à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, et dans les arrondissements de chef-lieu des préfectures par le préfet, dans les autres arrondissements par le sous-préfet.

« Art. 9. — Les mariages se célébreront au jour qui sera fixé pour le couronnement de l'empereur (1) ».

Ce décret, on le voit, n'imposait pas à la future épouse, comme celui du 25 mars 1810, le choix pour conjoint d'un « homme ayant fait la guerre », cependant il est probable que, vu les mœurs du temps, l'élu, dans la pratique, était presque toujours un militaire, retraité ou en activité de service.

En exécution de ce décret, eut lieu à Saintes le 4 décembre 1808 le mariage de Jacques Gillardeau, âgé de 26 ans, couvreur, ex-militaire retraité, demeurant en ladite ville, et de Marguerite Hervé, âgée de 22 ans, fille de Pierre Hervé, jardinier à Saintes, et de Marie Piochaud, en présence des témoins ci-après, tous personnages marquants : 1° Jacques Garnier, l'ancien conventionnel, alors président de la Cour de Justice criminelle du département de la Charente-Inférieure, membre de la Légion d'honneur ; 2° Pierre-Éléonore Vassal, directeur de la régie des domaines et de l'enregistrement à Saintes ; 3° Pierre-Cosme Senné, avoué près le tribunal civil de Saintes et conseiller municipal de ladite ville ; 4° Jean-François-Louis De Lorme, capitaine de gendarmerie impériale, commandant de la place de Saintes, membre de la Légion d'honneur (2).

En cette même année 1808, la plus sage des filles de Saint-Jean-d'Angély à marier s'appelait Marie-Marguerite Noir, et celui avec lequel elle devait s'unir en justes noces vers la fin de l'année était un ancien militaire du nom de Begusseau.

Leur fête matrimoniale eut lieu avec une solennité toute particulière. En voici la raison.

Le 28 novembre 1808, le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, l'ancien député du tiers aux Etats généraux de 1789 pour la sénéchaussée de cette ville, alors ministre d'Etat, arrivait à Saint-Jean-d'Angély, venant dans le département de la Charente-Inférieure pour y présider le collège électoral. — Ce même jour la Compagnie des avocats de Saint-Jean-d'Angély, ayant en tête M^{re} Loustallot (3),

(1) Le Sacre de Napoléon I^{er} par le pape Pie VII eut lieu, on le sait, dans l'église de Notre-Dame de Paris, le 11 frimaire an XIII (2 décembre 1804).

(2) Registres de l'état civil de la ville de Saintes. Aux années antérieures nous n'avons pas trouvé de mariage, semblant avoir été célébré par application du décret du 13 prairial an XII.

(3) Elisée Loustallot (et non Loustalot), seigneur de Chambrelan, était inscrit au barreau de Saint-Jean-d'Angély depuis 1759. — De son mariage avec Marie-Marguerite-Louise Caffin, célébré à Saint-Jean-d'Angély en 1758, il eut Elysée

son doyen, et de Bonnegens d'Aumon, son syndic, s'empressait d'aller rendre visite au comte Regnaud qui avait été membre de leur barreau avant son entrée dans la vie politique (1).

Le 10 décembre suivant, ce haut personnage faisait l'honneur à la corporation d'assister à la prestation de serment d'avocat de François-Louis-Joseph de Bonnegens, fils du président du tribunal civil de Saint-Jean-d'Angély. Pour cette circonstance M. Lemaistre (2), ancien avocat du roi, premier juge audit siège, âgé de 83 ans, présida l'audience et reçut le serment du récipiendaire (3).

Le lendemain avait lieu la célébration du mariage du sieur Begusseau et de la demoiselle Noir que Regnaud honora de sa présence, ainsi qu'il appert de la relation, que nous transcrivons, extraite du registre des avocats de Saint-Jean-d'Angély, figurant à une délibération du corps, portée à la page 94 (4) :

« Le 11 décembre 1808, sur une lettre de Monsieur le Maire (5), adressée au doyen de la Compagnie, elle s'est réunie au tribunal à deux heures, de là nous sommes allés à la municipalité, et tous les corps réunis, ont été prendre M. le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angély à son hôtel, rue des Cordelliers, de là nous sommes venus avec lui à la salle des mariages où a été célébré celui de Begusseau, ancien militaire, avec demoiselle Marie-Marguerite Noir qui a été dotée de la somme de 600 francs par ordre du gouvernement et de l'Empereur en souvenir de son couronnement.

« Les témoins au mariage ont été M. le comte Regnaud, M. le Préfet Richard (6), M. le sous-préfet Maillard, M. le président

Loustallot, baptisé en cette ville le 25 décembre 1761, mort à Paris le 17 septembre 1790, qui fut l'un des rédacteurs des *Révolutions de Paris*, journal fondé le 14 juillet 1789 par l'éditeur Prud'homme. (Voir sur lui l'ouvrage de M. Marcelin Pellet, député du Gard de 1876 à 1885, *Elysée Loustallot et les Révolutions de Paris*. Paris, Armand le Chevalier, 1872.)

(1) *Délibération de l'ordre des avocats de Saint-Jean-d'Angély.*

(2) Josué Lemaistre, père, seigneur du Pousat, lieutenant criminel en la sénéchaussée et siège royal de Saint-Jean-d'Angély, avait été nommé le 24 floréal an VIII juge au tribunal de cette ville, fonction qu'il remplit jusqu'à sa mort en 1812.

(3) *Mêmes délibérations.*

(4) Nous devons la copie de ce document à M^r Morillon, avocat à Saint-Jean-d'Angély, à qui nous adressons ici nos bien sincères remerciements.

(5) Depuis le 15 prairial an VIII (4 juin 1800) le maire de Saint-Jean-d'Angély était Jean-Baptiste Griffon, à qui la ville doit d'importantes améliorations.

(6) Joseph-Etienne Richard, né à la Flèche le 23 septembre 1761, décédé à Saintes, rue de la Comédie, le 17 août 1834, ancien député de la Sarthe à la Convention, était, depuis le 12 juillet 1806, préfet de la Charente-Inférieure, où il

Debonnegent (1), et de là, nous sommes allés au *tedeum*, chanté en l'église paroissiale où Madame la Comtesse Regnaud (2), accompagnée par M. le Préfet, a quêté pour les pauvres. »

Edmond-Jean GUÉRIN-BISSEUIL.

LIVRES ET REVUES

— *Bulletin archéologique* du Comité, année 1917, p. cxix. — A la séance du 12 novembre, M. Lefèvre-Pontalis a lu un rapport sur l'étude de M. Dangibeaud sur les façades romanes saintongeaises et leur prétendue influence parue dans les *Mémoires de la Société historique et archéologique de la Charente* (1916). A noter la phrase suivante : « J'approuve pleinement ses critiques sur l'exagération des influences qu'on invoque trop souvent pour établir une filiation entre des monuments très éloignés les uns des autres, sous prétexte qu'on y observe le même système de voûtes ou le même parti déco-

avait remplacé un autre conventionnel, Guillemardet, envoyé à Moulins pour administrer le département de l'Allier.

(1) Jean-Joseph de Bonnegens, seigneur des Hermitans, né et mort à Saint-Jean-d'Angély, (24 juin 1750, 29 novembre 1817), était d'une ancienne famille de robe. Après avoir été avocat en cette ville, on le trouve, en 1781, conseiller du roi, président, lieutenant général de la sénéchaussée de Saintonge établie en la ville de Saint-Jean-d'Angély, succédant, dans cette fonction, à Joseph de Bonnegens, seigneur des baronnies et terres du Cluzeau, Bignay et la Madelaine, que nous pensons être son père. Le 21 mars 1789, il présida l'assemblée du tiers de ce ressort, réuni en l'église des Jacobins, et fut élu député de cet ordre aux Etats généraux, où il siégea parmi les modérés et, quoique magistrat instruit, il y eut un rôle très effacé. — Le gouvernement consulaire l'appela aux fonctions de président du tribunal civil de Saint-Jean-d'Angély, par un décret du 24 floréal an VIII (14 mai 1800), signé en l'absence du 1^{er} consul par Cambacérès, 2^e consul, et contre-signé par H. B. Maret, secrétaire d'Etat. Le 20 mars 1816, la Restauration le confirma dans ce poste qu'il occupa jusqu'à son décès. — Il avait été anobli par Louis XVIII. Quant à Bonnegens d'Aumon, surnommé, il fut, suivant décret en date à Rambouillet du 9 mai 1811, nommé avocat général à la Cour de Poitiers, devient président de chambre à la même cour vers 1814, et le resta jusqu'en 1825.

(2) La comtesse Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, née Laure Guesnon de Bonneuil, avait un renom de galanterie très mérité, paraît-il, si l'on ajoute foi aux affirmations du général Thiebaut, *Mémoires* t. III, p. 311 (Paris, E. Plon-Nourrit et Cie, 1894).

ratif. » Mais M. Lefèvre-Pontalis nie que l'église de Saint-Eutrope à Saintes soit l'œuvre d'un architecte auvergnat en partie. C'est une théorie contre laquelle M. Dangibeaud s'était élevé à propos de l'article de M. Besnard sur saint Eutrope dans le volume de Congrès d'Angoulême (1912).

Dans une dernière phrase, M. Lefèvre-Pontalis repousse la proposition de M. Dangibeaud de supprimer l'épithète « saintongeaise » appliquée aux façades à arcatures, et de grouper toutes ces façades, qu'elles soient en Saintonge, Poitou, Angoumois, Guyenne, Berry ou Normandie, dans une même famille. La raison donnée de ce refus n'est pas irréfutable. Il ne s'agit pas de méconnaître la multiplicité de ce genre de décoration dans les environs d'Angoulême, de Saintes et de Bordeaux, mais de faire disparaître une erreur, une attribution injustifiable. « L'usage des arcatures, écrit M. Lefèvre-Pontalis, se répandit au XII^e siècle dans un grand nombre de provinces, comme l'emploi des contreforts colonnes. Mais l'école du Sud-Ouest n'en a pas moins des caractères originaux qu'il s'agit de distinguer pour élargir son domaine entre la Loire et la Garonne, au lieu de le diviser en quatre groupes qui correspondraient au Poitou, à l'Angoumois, à la Saintonge et au Périgord, comme certains archéologues l'ont proposé », c'est-à-dire que nous n'entendrions plus rattacher au seul Poitou des régions qui ont leur originalité propre. Il y a des Poitevins (*Bulletin des Antiquaires de l'Ouest*, 1918, p. 330) dont le « patriotisme local » va être vivement choqué.

Le *Clairon de Saintonge*, dans son n^o du 24 août 1919, publie une lettre de Louis XIII, sur le siège de Royan en 1622, adressée à François de Matignon, lieutenant-général en Basse-Normandie, que M. Labande, conservateur des archives du prince de Monaco, a extraite des archives du Palais de Monaco (anc. cote J^e fol. 92) :

« Je vous ay desja donné advis de la résolution que j'avois prise d'assieger Royan. Maintenant je vous diray que j'ay mis mon camp devant depuis quatre jours, ayant fait avancer les tranchées en si grande dilligence en divers endroictz sur les contrescarpes, je fis hier attaquer deux bastions de dehors, l'un du costé de Champagne, l'autre du costé du regiment des Gardes et de Navarre. Ce qui succéda, de sorte qu'ilz furent emportez de force et les miens s'i logèrent fort avantageusement, mais comme ceulx de ma noblesse voulurent participer à la gloire de ceste action, aucuns d'eulx se meslèrent de plus avant au combat, de façon qu'il en demeura quatre ou cinq d'entre eulx sur la place avec quelques soldatz. Il y en eut aussy aucuns blessés tant de la mine que les assiegez firent jouer soubz un des bastions que des coups de pierre qu'ilz jettèrent. Mais graces à Dieu, les blessures sont si légères que j'espere qu'ilz seront dans trois jours guéris et en estat de reprendre les armes et que le commencement de ce siege sera suivy d'une prompte et heureuse yssue... »

BIBLIOGRAPHIE

BILLAUD (Victor) : *L'épopée, 1914-1919*. — Royan, imprimerie Victor Billaud ; Paris, librairie Alphonse Lemerre. S. d. (1919).

BOYER (F) : *Impressions d'Islam*. — La Roche-sur-Yon, librairie A. Robin.

Le capitaine de vaisseau en retraite Boyer édite, dans cette plaquette, à la prière de ses amis, ses souvenirs, — en vers — d'un récent voyage en pays musulman.

DIONNE (N.-E.) : *Les Canadiens français. Origine des familles émigrées de France, d'Espagne, de Suisse, etc., pour venir se fixer au Canada, depuis la fondation de Québec jusqu'à ces derniers temps et signification de leurs noms*. — Québec, imprimerie Laflamme et Proulx. 1914, in-8, 611 pages.

L'auteur pose ce principe : « Pour obtenir l'origine sûre de chacune de nos familles importées de France, il nous faut mettre de côté l'époque des premières colonisations du Canada. Les registres de nos paroisses les plus anciennes établissent que nos ancêtres sont venus de Saint-Malo, de Bayonne, de Bordeaux ; mais en supposant le cas que ces personnes, chefs de famille ou non, fussent fixés à l'époque de leur départ de France dans les lieux inscrits aux registres, suit-il de là que leurs ancêtres aient toujours demeuré dans ces mêmes endroits ? Vouloir retracer les origines de nos familles Canadiennes françaises par le procédé généralement suivi, c'est s'exposer à un grave mécompte... » M. Dionne prétend qu'en remontant jusqu'à la commune, bourgs, hameaux, il retrouvera le lieu d'origine vrai : « le nom de lieu a précédé celui du nom de famille. » Système faux et qui conduit à d'étranges résultats. M. Dionne n'inscrit guère qu'un seul nom de lieu en regard du nom de famille, sans dire s'il a recherché si cette famille a eu des attaches même lointaines dans le lieu indiqué. Comme il y a beaucoup de noms semblables disséminés sur le territoire, on se demande pourquoi, en vertu de quelle règle l'auteur a choisi ce nom plutôt que tel autre situé ailleurs. Il ignore les surnoms qui se sont substitués au nom primitif. Quant au sens donné au nom de famille, c'est de la fantaisie à haute dose et faciles à-peu-près, sans calomnie. Exemple : « Laverny — La Vernie, baronnie de Normandie, érigée en 1700 pour de La Ferrière. Vernis, végétal qui fournit le vernis. » Du reste, si on veut se rendre compte de l'hyperfantaisie des découvertes de M. Dionne, il suffira de jeter un coup d'œil sur les listes publiées par la *Revue du Bas-Poitou* (1919) sous le titre *Les Bas-Poitevins au Canada*.

GIRAUDIAS (L.) : *Notes de Botanique systématique*. — Extrait du « *Bulletin de la Société botanique de France* », tome XIV, 1914.

HAVARD (Oscar) : *Histoire de la Révolution dans les ports de guerre*. — Paris, imprimerie de Montligeon pour la Nouvelle Librairie Nationale, 1911-1913, 2 volumes in-8°.

Le tome II contient Rochefort. On y trouve, entre autres documents inédits, des extraits faits par M. le chanoine Lemonnier dans un registre des Archives du port de Rochefort contenant les lettres du comte Louis de Vaudreuil.

HEDDE (D.) ingénieur, *Rapport du Secrétaire général du comité de Propagande et d'action pour l'achèvement du port de Talmont-sur-Gironde.* — Royan, imprimerie royannaise, 1919, in-4°, 24 pages.

LACROCQ (Louis) : *Lettre de dom Vergniaud à François Alluaud. 1778-1781.* — Limoges, imprimerie Ducourtioux et Gout, 1918, in-8, 10 pages.

Extrait du *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin.*
Dom Vergniaud, oncle du Girondin, ancien soldat devenu moine, était prieur de Saint-Léonard-des-Chaumes. Il date plusieurs de ses lettres de cette abbaye (1779-1781)

LOTI (Pierre). *Les massacres d'Arménie.* — Coulommiers, imprimerie Paul Brodard, Paris, Calmann-Lévy éditeurs, 1918, in-18, 45 pages.

Instruction sur l'appareil "Augereau" avertisseur-enregistreur du franchissement des signaux fermés déclenchant par ondes hertziennes. Paris, imprimerie Desfossé, 20 mai 1919, in-4°, 4 pages.

MESNARD (Amédée) : *Malinée récréative donnée par l'Union des Femmes de France à l'hôpital 105 de Saint-Jean-d'Angély au profit des blessés.* Poésie. — Saint-Jean-d'Angély, imprimerie Daviaud, 1918, in-8, 4 pages.

Nomenclature des journaux, revues, périodiques français publiée par l'Argus de la Presse. Vannes, imprimerie Lafolye. Paris, Bureaux de l'Argus, 37, rue Bergère. 1919-1920, 329 pages.

Malgré les erreurs et omissions qu'il contient pour la Charente-Inférieure, excusables à certains égards, ce volume est une source de renseignements utiles. Toutefois il faut se méfier. Il annonce que la *Revue de Saintonge et d'Aunis* est sous la direction du chanoine Dangibeaud !! (pas même chanoine *ad honoris causam* : et pour motifs sérieux !) Voici une belle coquille pour le musée de conchologie typographique que l'on mettra à côté de l'escadre française en gare de Royan annoncée l'an dernier par un journal du département.

REGELSPERGER (Gustave) : *Jules Silvestre.* Extrait de la « *Revue des Sciences politiques* », 1919.

— *Afrique Occidentale française.* Idem, 1916.

— *Afrique équatoriale française.* Idem, 1917.

— *Madagascar.* Idem, 1917.

— *L'œuvre française au Togo et au Cameroun conquis.* Idem, 1918.

Imprimerie E. AUBIN. — LIGUGÉ (Vienne).

TABLE DES MATIÈRES

Bureau, Séances, 4 ; — Admissions, 77, 141, 213, 329.

Appareil Augereau, 331.

Arbres de la paix, 273.

Architecture romane en Saintonge, 386.

Archiviste (nomination), 332.

Aviation, patronne, 274.

Bibliographie, 139, 271, 387.

Biographie : de Beaucorps, 336 ; — Genet, 333 ; — de Massougnès, 216 ; — Pédézert, 80.

Carrosse, 331.

Centenaire, 221.

Changement de noms ; — Communes, 77 ; — Rues, 78, 142.

Clocher, 214.

Collège, 233.

Commemoration des Morts, 270.

Commerce, 13 et s.

Couvent de religieuses ; — La Providence à Saintes 143.

Diplôme d'honneur, 5.

Distinctions, 5, 141, 274, 330.

DOCUMENTS : *Une adresse d'un groupe d'élèves du collège de Saintes*, 190 ; — *Arrêté de la Société populaire de Ruffec*, 240 ; — *Conventions ayant pour objet le remplacement de conscrits*, 135 ; — *Honoraires de chirurgien*, 132 ; — *Un mariage à Saint-Jean-d'Angély en 1808*, 382 ; — *Minutes de notaires*, 59 ; — *Le prieur de Saint-Pierre-d'Amilly Joseph Peyra*, 363 ; — *Régiment suisse d'Eptingen*, 133.

Singuliers procédés d'instruction criminelle, 183.

Don au musée de Chantilly, 214.

Election : tournée en autobus, 330.

Estampes, 5.

ÉTAT-CIVIL :

Décès : M. d'Arassus, 79 ; —

M^{me} Beauchet-Filleau, 144 ; —

M. A. de Beaucorps, 336 ; —

M. Bernard, 336 ; — M. Bertrand, 144 ; — M. Bisseuil, 6 ; M. Bouchemousse, 79 ; — M^{re} Brault de Bournonville, 78 ; — M. L. Bouyer, 146 ; — M. Bron, 221 ; — M. Brunneau, 220 ; — M. Bures, 338 ; — M^{re} Chapsal, 6 ; — M^{re} Charrier, 336 ; — M^{re} Chatonet, 337 ; — M. du Cheyron du Pavillon, 337 ; — M. Coffinières de Nordeck, 80, 143 ; — M^{re} Damrémont, 221 ; — M^{lle} Dangibeaud, 276 ; — M. A. Dangibeaud, 80 ; — M. Delamain, 80. — M. Delboy, 332 ; — M. Deruelle, 337 ; — M^{re} Dieres-Montplaisir, 84. — M^{re} Duret, 144 ; — M. Filhol, 79 ; — M^{re} Florentin, 337 ; — M. Forcet, 221 ; — M. Gandobert, 276 ; — M. E. Genet, 353 ; — M. Girard, 83, 143 ; — M. de La Grandière, 220 ; — M^{re} Grange, 80 ; — M. Grison, 78 ; — M. de La Guibourgère, 336 ; — M. Guimaron, 80 ; — M. A. Hus, 220 ; — M. Jamard, 338 ; — M. Jouan, 79 ; — M. Lambert, 337 ; — M. Lasne, 143 ; — M. de Latour de Geay, 275 ; — M. Lenègre, 145 ; — M. Mabile, 84 ; — M. de Massougnès, 216 ; — M. Moreau, 216 ; — M. Mouldoux, 83 ; — M. Mounier, 276 ; M. Pédézert, 80 ; — M. de Perpigna, 276 ; — M^{re} de Perpigna, 336 ; — M^{re} Perrier des Brousses, 5 ; — M^{re} Peteau de Maulette, 146 ; — M. Polony, 337 ; — M^{re} du Poerier de Portbail, 85 ; — M. Rogée-Fromy, 146 ; — M^{re} Romieux, 337 ; — M. Rouvier, 79 ; — M^{re} des Salles, 336 ; — M. Sauvaget, 336 ; — M. Silvestre, 146 ; — M^{re} Souillard, 221 ; — M^{re} Thèze, 333 ; — M. Venant, 338 ; — M. Vincent, 332.

Mariages : Cartault-Goureau,

277 ; — Coudurier-Decout, 85 ; — Devezeaux de Lavergne-Chapsal, 277 ; — Fontorbe-Bouyer, 221 ; — Gaillot-Bertrand, 276 ; — Geoffre de Chabrignac-Hennessy, 338 ; — Getten-Vast-Vimeux, 85 ; — Julien-Laferrière-Martin de Bessé, 85 ; — de Laval-Julien-Laferrière, 221 ; — Massy-Petitcol, 85 ; — Merlet-Masson, 85 ; — de Mornac-de Mengeon, 276 ; — Oudet-Herriard-Dubreuil, 6 ; — Parias-d'Aussy, 276 ; — Rheims-Morch, 6 ; — de Richemont-Castillon du Perron, 222 ; — Vieljeux-Faustin, 85 ; Williamson-Belenfant, 338.
 Etymologie, 138, 270.
 Fête de Saint Eutrope, 138.
 GÉNÉALOGIE : *Les Vanderquand*, 33, 406 ; voir *biographie*.
 Huitres, 137.
 Imprimerie, 142.
 Hymne patriotique, 142.
 Itinéraire : Passage de grands personnages, 262, 267.
 Journaux, 77, 141, 330.
 Jubé, 268.
 Justice, 231.
 Ligue en Saintonge, 22 et s., 86.
 Limousins en Saintonge, 269.
 LIVRES ET REVUES : *Archives historiques de la Gironde*, 261 ; — *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 326 ; — *Bulletin archéologique*, 385 ; — *Bulletin philologique du Comité* 261, 267 ; — *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 270 ; — *Bulletin de la Société archéologique du Limouzin*, 269 ; — *Bulletin de la Société Belfortaine*, 138 ; — *Bulletin de la Société de géographie de Rochefort*, 269, 325 ; — *Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 270 ; — *Gazette des Beaux-Arts*, 268 ; — *Journaux du trésor de Charles IV le Bel*, 262 ; — *L'ordre des trinitaires*, 138 ; — *Recueil des actes du comité de Salut public*, 268 ; — *Recueil de la commission des arts et monuments de la Charente-Inférieure*, 211 ; — *Revue d'Agenais*,

268 ; — *Revue du Bas-Poitou*, 268 ; *Revue des Deux Mondes*, 137 ; — *Revue historique*, 326 ; — *Romania*, 270 ; — *Société de géographie commerciale de Paris*, 270 ; *Tablettes des deux Charentes*, 270.
 Médecine, école, 325.
 Maisons à Saintesdites : dite du présidial, 2 ; — d'apothicaire, 7.
 Mission à l'étranger, 270.
 Musique, 274.
 Nécrologe de la guerre, 150 et s., 215, 274.
 Numismatique, 138, 214.
 Patois Saintongeais, 274.
 Port de Rochefort, 270 ; — de Talmon, 214.
 QUESTIONS ET RÉPONSES :
 Au gui l'an neuf, 208, 260, 321 ; — Collège Chasseloup-Laubat, 320 ; — Plans de Saintes et de Saint-Jean-d'Angély, 76.
 Révolution, 269.
 Roman, (action en Saintonge), 332.
 Thériaque, 8.
 Thèse, 8.
 Transport de marchandises, 137.
 VARIÉTÉS :
Bibliothèque d'un curé de campagne, 237 ; — *Courbel à Saintes*, 294 ; — *Coutumier de l'île d'Oléron*, 267, 277 ; — *François d'Espinau Saint-Luc et le complot ligueur à Brouage*, 22, 86 ; — *Introduction à l'histoire des évêques de Saintes*, 36, 113, 193, 246, 303 ; — *Narrant la histoire d'un Saintais à l'étranger*, 7 ; — *Petit de Bertigny*, 175, 223 ; — *Pourquoi le duc d'Angoulême n'alla point à La Rochelle en 1817*, 222 ; — *Un poète Saintongeais de la grande guerre*, V. Billaud, 338 ; — *En suivant la frontière d'une cité gallo-romaine*, 186 ; — *Souvenirs de guerre*, Lille, 349 ; — *Saintongeais à Saint-Dominique*, 129.
 Vin (traite du), 261.
 Voyage, expédition, 326.

TABLE ONOMASTIQUE

A

Abbadie (d'), 27.
 Abillon (d'), 181.
 Abon, évêque, 314.
 Agen (Lot-et-Garonne), 93, 94, 101.
 Agnebert, évêque, 48.
 Aigues (des), procureur général 97.
 Aion, évêque, 46.
 Aix (Ile d') Charente-Inférieure, 56, 269.
 Allain 63.
 Alon, évêque, 312.
 Alphand, 139.
 Alquier, 269.
 Amblard, receveur, 262.
 Amyot, prêtre, 166.
 Angibaud, apothicaire, 7 et s.
 Anglades (Les), 66.
 Angoulême, (duc d'), 222.
 Angoumois, 272.
 Anthème, missionnaire, 124.
 Arassus (abbée d') 79.
 Archiac (Simon d'), 262.
 Archingeay, (Charente-Inférieure), 135.
 Ardoin de Bassac, 315.
 Arnual, évêque, 49.
 Algier, (Dr), 152.
 Aton, évêque, 196.
 Aubray Gabriel, 139.
 Augereau William, 113, 330, 388.
 Augustin, 36.
 Aunay (Charente-Inférieure), 264.
 Aussy (Armand d'), 153.
 — (Denys d'), 267.
 Avenel (d'), 137.

B

Babinot, adjoint, 78, 141.
 Bachelar, 270.
 Badenhuyer, colonel, 158.
 Badiffe, 60.
 Bagnères-de-Bigorre, (Hautes-Pyrénées), 107.

Baignolet en Hiers, 61.
 Baillac en Foussignac, 70.
 Baillon, 25.
 Baine (La), en Chaniers, 109.
 Bajourdan, Basordan, 93.
 Baillande (Charles), 153.
 Barbezières (de), 24, 25.
 Barbezieux (Charente), 69.
 Barbolin 84 — abbé, 5.
 Barère, 111.
 Baron, 84, 109.
 Barot, 153.
 Barraud, 109.
 Batard, géomètre, 329.
 Baty, 136.
 Bauche (La), 66.
 Baudry Etienne, 293 et s.
 Bayonne (basses-Pyrénées), 86.
 Beauchet-Filleau, 144.
 Beaucorps (de), 55, 329, 336.
 Beaupreau en Rioux, 74.
 Bec d'Ambès (Gironde), 95.
 Béchet, avocat, 66.
 Bechina (de La), 67.
 Begouin, 136.
 Beineix, 330.
 Belair (de), 60, 75.
 Belenfant, 338.
 Bellou, 54.
 Bémont (Ch.), 261, 277.
 Benac de la Brangelie, 76.
 Benjamin, évêque, 194.
 Benoist, 54. — Du Mas, 53.
 Benoit, évêque, 317.
 Béraud (famille), 268.
 Bertrand, 276 — colonel, 144.
 Bernard, 56, 336.
 Besson, 161.
 Beziers (Hérault), 274.
 Bideau de la Cour, 73.
 Billard, (abbé), 83.
 Billaud (Victor), 338, 387.
 Birot, 113.
 Bisseuil, 6.
 Blanc (Albi), 265.
 Blanchard, capitaine, 33, 34.

Blanchet, 144.
Blanvillain, 53, 108.
Blaye, 89, 91.
Bobé-Moreau, médecin, 325.
Boisberenger, fief, 62.
Bois-le-Vicomte, 24.
Boisseau, 136.
Boissequin, 24.
Boisson (Maurice), 153.
Boncœur, fief, 69.
Bonnamie (de), 60.
Bonneau, 53, 56.
Bonnegens, 385.
Bonsonge (M^{me} An. de), 80, 143.
Bordage (Maurice), 152.
Boreau, 296.
Bordeaux (Gironde), Château-Trompette, 32.
Borderies (Les) en Saint Angel, 71.
Borie (La), 71.
Bouchard d'Aubeterre, 90.
Bouchemousse, 79.
Bougaratz (de), 59.
Bouhet, prêtre, 166.
Bourdier, 133.
Bourg-Charente, 69, 214.
Bourg-Dieu, voir Villeneuve-sur-Indre.
Bourg-sur-Gironde, 89, 91.
Bourget, 135.
Bouleville, 265.
Bouton (de), 75.
Bouyer, 222. — Léon, 3, 142, 146. — Paul, 150.
Bouygues (Pierre), 154.
— André, 154.
Boyer (Cⁱ), 387.
Brault de Bournonville, 78.
Bremond d'Ars, 33, 150.
Bretinault (de), 274.
Breuil-Bastard, fief, 68, 73.
Brian, 74.
Briand, prêtre, 166.
Bron, médecin, 221.
Brouage (Charente-Inférieure), 22 et s. 56, 61, 86 et s. 211, 272.
Brousser (Les), 73.
Brumauld des Houlières, 222.
Bruneau, 220.
Brunel, 60.
Brunet, 329.
Bruneteau, prêtre, 167.
Bureau, 75.
Bures (Georges), 338.
Buri (Pierre de), 265.

Burot (Dr), 77, 142.
Buenos-Ayres (Amérique), 107.

C

Caffin, 383.
Canolle, 85.
Capus (Alfred), 214.
Cartault, 277.
Carouge de Morigny, 62.
Casassus, prêtre, 69.
Castillon du Perron, 222.
— (M^{me}) 333.
Catherine de Médicis, 267.
Chabrignac (de), 338.
Chadeau de La Clocheterie, 8.
Chadignac, fief, en Saintes, 71.
Challais (Charente), 71, 133.
Chambre (de La), 72.
Changrelou, 55.
Chaniers (Charente-Inférieure), 53.
Chantilly, 214.
Chapelle (La), 61.
Chapuzet, 71.
Chapsal, 6, 277.
Charbonnières-La-Chapelle (de) 32.
Charlemagne, empereur, 205.
Charles-le-Bel, 262.
Charrier (M^{me}), 336.
Chaslon, 325.
Chasseloup-Laubat (de) 320.
Chasseraud, prêtre, 167.
Chasseriaud, 158, 163.
Château (Le) d'Oleron, 63.
Chateaurenard (de), 268.
Chateilaillon (Charente-Inférieure), 343.
Chausse, chirurgien, 132.
Chemerault, 24, 25 et s.
Chesneau, 66.
Cheyron du Pavillon, 337.
Chollet, 136.
Clainville, 74.
Clairac (Charente-Inférieure), 135.
Clémot, médecin, 325.
Clermont, fief, 75.
Cluzeau (Le), 73.
Cochon (Ch.), 269.
Cochon-Dervirier, 325.
Cochot, 108.
Coffinières de Nordeck, 80, 143.
Collignon, 153.
Collineau, 21, 22, 213.
Colombe (Sainte), 47.

Colombier, 61.
Coimbaud, 66, 75.
Combe-Guyon (La), 71.
Combret, 133.
Condé (prince de), 101.
Connoué (Paul), 161.
Copenhague (Danemarck), 14 et s.
Corbel (Etienne de), 262.
Corbineau, 106, 111, 296.
Corignac (Charente-Inférieure), 211.
Cotton, premier président, 97.
Coudin, 107.
Coudreau, 65.
Coudurier, 85.
Coulombier, 61.
Coulon, 158.
Courbet (Gustave), 294.
Courcoury (Charente-Inférieure), 6, 53 et s.
Courel (Le), 75.
Cousin, 213.
Cousinéry, 161.
Contaudière (Le), 70.
Couturier, 129.
Couve, 83.
Cunauld, prieuré (Maine-et-Loire), 203.

D.

Daillon, 71.
Damoizeau, 53.
Dampierre (Guillaume de), 153.
Damrémont, 221.
Dandigné, 59.
Dandonneau, prêtre, 167.
Dangibeaud (André), 80.
— (Charles), 80, 139, 211, 237, 267, 275, 385.
— Edouard, 76.
— (M^{lle}) 76, 276.
Daroux, 135.
Dasquier, avocat, 71.
Daudenet, 74, 112.
Decharme, 150.
Decout, 85.
Delàge, 108, 158.
Delaistre, 113.
Delamain, 80.
Delboy, 332.
Delpy, 73.
Deruelle, 337.
Descomps, 71.
Desroziars, 216.

Dentier, évêque, 43.
Devers (docteur), 78.
Devezeaux de Lavergne, 277.
Didier, évêque, 44.
Dieres-Montplaisir, 84.
Dion, 66.
Dionne, 387.
Dizence, évêque, 117.
Dohet de La Charlotterie, 60, 71.
Dolus, 106.
Dompierre-sur-Charente (Charente-Inférieure), 53, 54 et s. 77.
Dorgis, 59.
Dubourg, 69.
Duchastel, 112.
Ducorps, prêtre, 140, 167.
Dufaux, 129.
Duhamel, 61, 75.
Durand-Gosselin (M^{re}), 153.
Duret, 271. — M^{re}, 144. — Théodore, 294.
Durfort de Duras, 87, 93.
Durrieu (comte), 211.
Dusault, avocat général, 97.
Dyvorne (Paul), 349.

E

Eguille (L'), (Charente-Inférieure), 71.
Emond, évêque, 319.
Epargnes (Charente-Inférieure), 57, 59.
Epernon (duc d'), 181, 185.
Epineuil (L'), 55.
Eschasseriaux, 326.
Esparbès de Lussan (d'), 29.
Espinay-Saint-Luc (d'), 22 et s. 86 et s.
Elaules (Côtes-d'Or), 138.
Eutrope (Saint), 138, 211.
Exideuil (Pierre d'), 265.
Eyssautier (Mgr), 5.

F

Falanpin-Dufresne, 216.
Faneuil, 158.
Faraud, prêtre, 168.
Faustin, 85.
Fetis (M^{re}), 163.
Ferrand (Paul), 155.

Ferry, médecin, 106.
Filhol, 79.
Filippi, 213.
Fleury (Paul), 271.
Fleury, graveur, 5.
Floirac (Charente-Inférieure), 112.
Florentin, 337.
Fontausanne, 61.
Fontorbe, 113, 221.
Fonsèche en Dompierre, 53, 57.
Forcet, 221.
Forest, 84.
Forêt de Tenezay (La), 76.
Forsant, 139.
Fort (Saint), 270.
Fouras (Charente-Inférieure), 138.
Fourest, 63.
Fourestier, 75.
Fournières, 55.
Fouyne, 71.
Fragnée (La), 54.
Eréchoul, Frioul, évêque, 253.
Frezellière (de La), 92.
Fromaget de Saint Martin, 73.
Fromond, évêque, 248.
Frou (Saint) Fredulphe, évêque, 253.
Furand, 109.

G

Gadagne (abbé de), 104.
Gaillard, capitaine, 161.
Gaillot, 276. — prêtre, 169.
Gall, 325.
Galliot de Genouillac, 326.
Gandaubert, 276.
Gargam (André), 162.
Garéché, 20.
Garreau de Liste (du), ou Dugarreau, 75.
Garnier, 136. — représentant, 268.
Gast, médecin, 71.
Gatien (Saint), 212.
Gauden, comte, 42.
Gaurier, (abbé), 270.
Gautier, 136.
Gay, imprimeur, 330, 336.
Gemozac (Charente-Inférieure), 58, 110.
Genet, sénateur, 333.
Geoffroy d'Archiac, 266.
Germanicomagus, 189.
Getten, 85.
Gilbert, évêque, 316.
Girard, sénateur, 83, 143.

Giraudias, 150, 387.
Goguet, 111.
Gombauld (Ogier de), 269.
Gonds (Les), 106 et s.
Gorry, 112.
Gourdon-Genouillac (de), 32.
Goureau, 277.
Gourgues (de) trésorier, 89.
Gourville (de), 155.
Goussé, 109.
Grandière (de La), 220.
Grange, 80.
Graslier (Léonce), 142, 271, 368.
Grimoard, évêque, 313.
Grimouville (de), 60.
Grison, 78.
Grolière (La), 73.
Groslière (La), 76.
Guenon, 63, 68.
Guérin, 66. — Bisseuil, 6, 385.
Guibourgère (de La), 336.
Guillard, prêtre, 169.
Guillau, 62.
Guillaudrie (La), 54, 57.
Guillebaud, 53.
Guillet (Edgard), 163.
Guillemin, ingénieur, 142.
Guillon, prêtre, 173, 174.
Guillorit, prêtre, 167, 170.
Guilmaron, 80.
Guindeau (Jean de), 265.
Guinot, 62.
Guip (de), 71.
Guirande, Aguirande, cours d'eau, 187.
Gyusement de Keralio, 241.

H

Hauterive, 71.
Haut-Péral en Les Gonds, 58.
Havard (Oscar), 387.
Hedde, 388.
Hennessy, 162, 221, 338.
Heriart-Dubreuil, 6.
Heurtel (Yves), 215.
Hillière (de La), 86, 101.
Humières (d'), 155.
Hus (Alexandre), 220.

I

Iostius, évêque, 314.

J

Jacques dit Planton, 136.
 Jaffard, 106.
 Jamard, 338.
 Jandeau (René), 159.
Jarnac-Champagne (Charente-Inférieure), 268.
 Jarzat, 136.
 Jaulin du Seutre (Guy), 159.
Jauvelle, 60.
 Jean (Maurice), 156.
 Jean le Saintongeais, 139.
 Jeanjacques, prêtre, 170.
 Jolly, 62, 71.
 Joly d'Aussy, 276, 277.
Jonzac, 266.
 Jouan, 79, 180.
 Joumard de Soufferte, 76.
 Julien-Laferrière, 85, 149, 221.
Julienne en Chassor, 69.
 Jullian (Camille), 189.
 Jullian, aumônier, 171.
Jussas (Charente-Inférieure), 211.

L

Laage de Meux (de), 151.
 Lacrocq, 269, 388.
 Lacour (Raymond), 151.
 Lafond, Delafond, 69.
 Lafosse (de), 73.
 Lagontrie (de), 164.
Lagor, fief, 62.
Lalay, fief, 76.
 Lambert, 337.
 Lamotte, 55, 112.
 Landry, 108.
 Lannes de Montebello, 162.
 Lansraux (M^{re}), 330.
 Larquier, 162.
 Lartigue, 69.
 Lasne, ingénieur, 143.
 Latour de Geay (Hubert), 156.
 — (Jehan), 151. — (M^{me}), 275. — (Olivier), 162.
Laumont, 73.
 Launay (de) Delaunay, 71.
 Lauraine, 84.
 Laval (Lacoste de), 221.
 Leblond, 75.
 Lebrethon, 62.
 Lecercier, 60.
 Lecornu, 62.
 Lefèvre-Pontalis, 385.

Le Garrec, prêtre, 171.
 Legrand, 269.
 Legret, 59.
 Lemage, 60.
 Lemaitre, 83.
 Lemastre, architecte, 60.
 Lemer cier, 60.
 Lemet, 109.
 Lemeusnier Lemusnier, 61.
 Lemoigne, curé, 323.
 Lemounier (abbé), 139.
 Lemoyne, 61.
 Lenchère (de), 62.
 Lenègre, 145.
 Lenoir, 62.
 Léonce, évêque, 40.
 Lepau, 62.
 Lepic, 70.
 Leport, 62.
 Léré, 156.
 Lescours (de), 63.
 Lescure (de), 63, 68.
 Lescuyer, 65, 66.
 Leseigneur, instructeur de la jeu
 nesse, 66.
 Lesné, 66.
Lespinerie en Archingeay, 69.
Lestang en Chaniers, 63.
 Lestang (de), 66.
 Lestellier, 68.
 Lestrang (de), 151, 272.
 Lesueur, 68.
 Lévesquot, 69, 237. — 240.
 Leymarie, 69.
 Lhoumeau (de), 69.
 Lhoumeau, 62.
Lhoumeau en Saint-Symphorien, 61.
 Liart, 69.
 Ligoure, 70.
Lille (Nord), 349 et s.
 Limouzin, 70.
 Limousin de Moléon, 71.
 Linières (de), 71.
 Lisle (de), 71.
 Lisle de Dreneuc (de), 266.
 Lissac (de), chanoine, 71.
 Livennes (de), 61, 73, 74.
 Livron (de), 75.
 Londe, 75.
 Longlée (de), 87 et s.
 Longueville (de), greffier, 75.
 Lostange de Saint-Alvaire, 75.
 Loti (Pierre), 142, 388.
 Loubert (de), 76.
 Loustalot, 383.
 Louvet, 111.

M

Mabille, (docteur), 84.
Macout, évêque, 43, 309.
Mage, 75.
Maguier, 109.
Maizezie, 71.
Mahieux, prêtre, 171.
Maillard (Yves), 163.
Mainard, évêque, 309.
Manie-Chevrenil, 55.
Maltre (Léon), 205.
Malterre, 140.
Marans, (Charente-Inférieure), 106, 271.
Marchais, 71.
Marchand, 140.
Marennes, 137.
Marion, orfèvre, 134.
Marlaud, 163.
Marmiez, 79.
Martelet, 163.
Marthonie (de La), 63.
Martin de Besse, 85. — de Salignac, 74. — de la Verrerie, 55.
Martineau (Maurice), 1. — (M^m) 330.
Massiou, général, 136. — (Jean), 151. — Léon, 76.
Masson, 85.
Massonne (La), 61.
Massoungnes des Fontaines, 216.
Massy 85.
Mathan, Machan, évêque, 303.
Mathilde (Sœur), 330.
Matignon (maréchal de), 23 et s. 89.
Maulangin, 71.
Mazerolles (Indre-et-Loire), 211.
Melon, 56.
Mengeon (de), 276.
Merlet, gouverneur, 85.
Meschinot de Richemond, 157.
Mesnard, 140. 388.
Mestayer, 7, 75.
Mestreau, 297. 331.
Méthé de Fonrémis, 155.
Metz en Lorraine, 122.
Milleret, 142.
Millot, colonel, 159.
Milxan, marchand, 43.
Molinier, prêtre, 171.
Monconseil (de), 142, voir Guinot.
Mongeaud, architecte, 106.
Monluc (de), 31.
Monmusson, 66.
Montandre (Charente-Inférieure), 30.
Montausier, 76.

Montberon (de), 32.
Montboyer (Charente), 71.
Montbron (Charente), 108.
Montguyon (Charente-Inférieure), 78.
Montguyon (Achard de), 266.
Montils (Charente-Inférieure), 53, 57, 83.
Montsansson, 69.
Mont-sur-Charente, 42.
Moras, 276.
Morch, 6 337.
Moreau médecin, 216.
Morel (de), 66.
Morial Moreau, fief, 62.
Morisset, docteur, 77.
Mornac (de), 274, 276.
Mortagne, voir Ponce.
Mortemart (Geoffroid de), 263
Mosnier, 71.
Mothe-Saint-Genis (La), 73.
Mouledoux 83
Moulins (Les), 55 56.
Mouret (Robert), 160.
Mounier, Mousnier, 69, 276.
Muffat, 163.

N

Nicolas de Lisleferme, 71.
Nieul-lès-Saintes (Charente-Inférieure), 92.
Néret, 71.
Nesmond (de), 33.
Noirmoutier (île de), 205.
Norigue (de), 75.

O

Oleron (île d'), 211, 267, 277 et s.
Orgerville, 74.
Oudet, 6.
Outric, évêque, 113.

P

Paillé en Poitou, 75, 76.
Pallais d'Auxerre, 44.
Pandin de Lussaudière, 156, 331.
Pannetier, 60.
Parias, 276.
Pas de Marennes, fief, 71.

Payant, prêtre, 71.
 Pédézert, 80, 213.
 Pellisson, pharmacien, 7.
 Pelletier, 157.
 Pelluchon, 62.
 Percheron, prêtre, 173.
 Percin, général, 351.
 Perier, 222.
Perier (Le), 66.
Pérignac (Charente-Inférieure), 54.
 Pernes (de), gouverneur de Saintes, 25, 35.
 Perpigna (de), 276. — (M^{me}), 336.
 Perrier des Brousses, 5.
 Perrin de Boussac, 157.
 Perroche (*La*) en Oleron, 63.
Petit-Niort (Charente-Inférieure), 55.
 Petit, 84.
 Petit prêtre, 171.
 Petit de Bertigny, 175 et s. 223
 Petitcol, 85.
 Peteau de Maulette, 146.
Peuvirac fief, 60.
 Peyra (Joseph) 365 et s.
 Philippe, 54.
 Philippe de Mazerolles, 211.
 Philipon (René), 214.
 Pineau, docteur, 77.
 Pitard, 69.
 Planty (M^{lle}) 330.
 Poerier du Portbail (du), 85.
 Poirier, 54.
 Poitiers, avocat 297, 302.
 Poissonnier, 151. — chef de bataillon, 157. — (Robert), 160.
 Polony, 337.
 Pommier, 6.
 Popelinière (La), 326.
Port-Berlaud près Saintes, 296, 298.
 Ponce de Mortagne, 264.
Pons, 262.
Pontac, 71.
 Potel, colonel, 152.
 Pourtau, 84.
Pousie (La), 74.
 Pouvreau, maître d'hôtel du roi, 263.
 Pouvreau senéchal, 266.
 Pradignac, 108.
Prée (fort de La) Ile de Ré, 56.
Près (Les), 55 56 74.
Prignac (Charente-Inférieure), 107.
 Pujol, 107.
Puycalvary, 26.
Puyvidal, 75.

Q

Quintana (de), 79.
 Quesnel, 142, 164.
 Quoy, 325.

R

Raeckelboom, 329.
 Raffinel, 152.
 Raffin de Poton, 26.
 Ragault, 61.
 Rambaud, 109.
 Rang des Adrets, 146.
 Raymond, 157.
 Regelsperger, 157, 270, 272, 388.
 Rogé, 129.
 Rogée-Fromy (dr), 146.
 Rejou, 325.
 Renaud, 106.
Renauderie (La), 71.
 Renou, 112.
 Retaillaud, 136.
 Bétaud Père Tarcisius, 173.
 Reveillaud (Eugène), 140, 325.
 Rheims, 6.
Richemont, fief, 66.
 Richemont (de), 222.
Richonnerie (La), 60.
Rioux (Charente-Inférieure), 62, 74.
 Rivery (de), 73.
Rivières (Les), 73.
 Robert, 136.
 Rochambeau, 142.
 Roche (de La), 266.
 Rochandry (de La), 26.
Roche-Chemerault, 24.
 Rochechouard (G. de), 266.
Rocheport-sur-Mer, 77, 142, 269, 270, 272.
 Rochefoucaud (de La), 30.
Rochelle (La), (Charente-Inférieure), 138, 222, 262, 295, 299, 326,
 Rocq de Civray, 34.
 Rodanet, (M^{me} veuve Thèze), 333.
 Roffignac (de), 164.
 Rollet, 60.
 Romieux, 337.
 Rondeau, 140.
 Roussel, 10.
 Roussie, commandant, 163.
 Rouvier, 79.
 Rouzeau, 135.
 Roy (Anatole), 158, 160.

Royan (Charente-Inférieure), 89, 91, 220, 386.
Rudelin, 142.
Ruffec (Charente), 240.
Rullaud, 55.
Rupt (de), prêtre, 143.

S

Sabatié, 272.
Sagot du Vauroux, évêque, 140.
Saintes (Charente-Inférieure) 78, 92, 190, 268, 294 et s. 320. — *Saint-Frion*, 70. — plan, 76.
Saint-Agnan (Charente-Inférieure), 263.
Sainte-Coulance, prieuré, 70.
Saint-Dominique (île de), 129.
Saint-Félix (de), 29.
Saint-Gelais (de), *Saint-Séverin*, 24.
Saint-Gelais de Lansac, 26.
Saint-Geniès (de), 84.
Saint-Georges-de-Didonne (Charente-Inférieure), 57, 221.
Saint-Georges-du-Puy-de-la-Garde (Maine-et-Loire), 323.
Saint-Germain-de-Lusignan (Charente-Inférieure), 85.
Saint-Germain-de-Gibaud, 73.
Saint-Jean d'Angély (Charente-Inférieure), 262, 265, 267, 382. — plan 76.
Saint-Loup (de), 63.
Saint-Martial-de-Viluterne (Charente-Inférieure), 85.
Saint-Palais-sur-Mer (Charente-Inférieure), 274.
Saint-Pierre-d'Amilly (Charente-Inférieure), 365.
Saint-Quentin-de-Ransanne (Charente-Inférieure), 62.
Saint-Savinien (Charente-Inférieure), 69, 263.
Saint-Saturnin-de-Séchaud (Charente-Inférieure), 133, 237.
Saint-Sever, fief, 71.
Saintonge, 187, 263 et s.
Saint-Palais-sur-Mer (Charente-Inférieure), 274.
Salbert, 62.
Salles (M^{me} des), 336.
Salle (La), 56.
Salmonie (La), 71.
Sardiny, banquier, 184.

Sauvat, 165.
Sauvaget, 336.
Savari, 71.
Sazeiral, 158. — M^{lle}, 330.
Seguin, prêtre, 140, 174.
Seiglerie (Le), fief, 59.
Sellot, 111.
Semillac (Charente-Inférieure), 56.
Seurre (baronnie de), 61.
Séverin, évêque 127, 194.
Sicard, 57.
Simon, 5.
Soulard, 221.
Soullignonne (Charente-Inférieure), 92.
Soussaintjean, 2.
Suere de Lignac (de), 70.
Surgères (Gui de), 262.
Sylvestre, 146.

T

Taillon, 76.
Talmont sur Gironde, 388.
Tap, 158.
Tarade, 135.
Tardy, 325.
Targé, professeur, 147.
Tavannes, 267.
Tercinier (Henri), 152. — (Robert), 160.
Terracher, 272.
Terrien, 137.
Tesson (Charente-Inférieure), 266.
Texier, prêtre, 175.
Thaumiaux, 330.
Thèze (Charles), 142, 333.
Thibaudreau (abbé), 140.
Thiebert, évêque, 246.
Thomas de Riollet, 71.
Thomas (A.), 320.
Thurninger (Jean), 165.
Tizon, 61.
Tonny-Boutonne (Charente-Inférieure), 267.
Tortat (Gaston), 261.
Touquoy, receveur, 137.
Tourneur, 66.
Tourneur de La Boissonnière (Le), 25.
Tours (Indre-et-Loire), 137.
Treuil-Chollet en Archingay, 69.
Trochon, 365.
Tronquière, 264.

Trouble (de), 69.
Tuffet, 325.
Tynaïre (M^{me}), 332.

V

Vaillac, 32.
Vanderquand, 53 et s., 106 et s.
Vassal, religieuse, 143.
Vast-Vimeux, 85.
Vaux (de) de Folletier, archiviste, 332.
Venant (Henri), 338.
Vergniaud, 388.
Viauld, 109.
Viavant, 129.
Vidalin, 165.
Videau, Videau. 20.
Vieljeux, 85.
Vieuille, 53.
Vigen (docteur), 211.

Vigerie (La), 24.
Vignolle, 54.
Villejésus (Charente), 73.
Villeneuve, 66.
Villeneuve-sur-Indre, 183.
Vincent (Alexandre), 332.
Vinet, 185.
Viort, lieutenant, 163.
Virollet (Charente-Inférieure), 58.
Vittu de Keraoul, capitaine, 165.
Vivien (saint), évêque, 251.
Vivier (Jean), 160.
Vivonne (Savari de), 266.

W

Wampers, 107.
Wilson, président, 78, 142.
Williamson, 338.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 01372 3583

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 01372 3583

